This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

1817
ARTES VERITAS SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE

RÉVOLUTIONS

DES

PEUPLES DU NORD.

Le quatrième et dernier volume des *Révolutions des Peuples du Nord* paraîtra le 25 avril prochain.

Imprimerie de Schneider et Langrand,
4, rue d'Erfurth.

RÉVOLUTIONS

DES

PEUPLES DU NORD

PAR J. M. CHOPIN,

auteur d'une Histoire de Russie
et ancien secrétaire du prince Kourakin, ambassadeur de Russie
près la cour de France.

TROISIEME VOLUME.

PARIS,

W. COQUEBERT, ÉDITEUR,

RUE JACOB, 48.

1842

DL
46
.C54
v.3-4

105a-266761

DEUXIÈME PARTIE.

ÉPOQUE POLITIQUE.

CHAPITRE XXI.

Jusqu'à la fin du quatorzième siècle, l'Église, d'abord persécutée, puis triomphante, avait modifié et dominé la marche des événements politiques. Ses conquêtes avaient été successives, et si les croisades d'Orient n'avaient pas eu le résultat qu'on s'en était promis, la conversion des Scandinaves, des Lithuaniens, des Slaves de la Baltique et des Russes, avait en quelque sorte compensé les pertes et les défaites des chrétiens en Terre-Sainte. Mais dès que toute l'Europe fut chrétienne, l'activité des papes se replia pour ainsi dire sur elle-même; et l'influence de l'Église, désormais en lutte avec les pouvoirs

séculiers, prit un caractère plus exclusivement politique.

La mission des ordres religieux qui avaient changé la face du Nord était accomplie : celui de Prusse, après la conversion des Lithuaniens, en 1387, ne fit plus que décroître. Les influences territoriales commençaient à devenir prépondérantes. En Allemagne, le pouvoir féodal se résumait dans quelques grands fiefs. La prospérité des villes, celle des communes que le commerce rendait plus puissantes de jour en jour, tout indiquait la tendance des intérêts à se grouper autour des principaux centres de force et d'action. Les empereurs n'étaient plus guère que les présidents d'une confédération souveraine. Les villes hanséatiques, ces foyers de l'industrie et des lumières dans le Nord au moyen âge, étaient à l'apogée de leur puissance. La Flandre et le Brabant voyaient fleurir le commerce d'échange, en même temps que l'industrie manufacturière. La Suisse, après une lutte héroïque, consolidait ses libertés, et révélait tout ce qu'il y a de force dans un peuple décidé à maintenir ses institutions. Une nouvelle puissance s'élevait entre la France et l'Allemagne : le duché de Bourgogne. L'Espagne, partagée entre plusieurs souverainetés, les unes chrétiennes, les autres musulmanes, ne prenait que peu

de part au mouvement général de l'Europe. La France, sous les Valois, était en proie aux factions et déchirée par la guerre étrangère. Ce royaume n'avait respiré un instant, sous Charles V, que pour retomber dans les plus effroyables calamités. L'Angleterre elle-même voyait la maison de Lancastre et celle d'York préluder aux luttes sanglantes qui sont l'époque la plus dramatique de ses annales. Au milieu de toutes ces divisions, de ces conflits de pouvoir, de ces rivalités de famille, de ces schismes religieux, l'Église n'apparaît plus dans le prestige de sa majesté première : la religion n'est plus un but, mais un moyen; elle descend au niveau des passions politiques, et quelque soin qu'elle prenne de les déguiser, l'ambition et la fiscalité révèlent suffisamment la nature des motifs qui la dirigent.

Si tel était le caractère général de l'Europe centrale vers la fin du quatorzième siècle, il est aisé de comprendre que les royaumes scandinaves, désormais en rapport avec l'Allemagne et Rome, ne pouvaient échapper à l'influence de l'esprit du temps. Marguerite, comme tous les génies supérieurs, devança les tendances de son siècle, et en fit la règle de sa politique : sans se laisser éblouir par les faveurs de la fortune, elle s'arrêta toujours à propos et sut tirer avantage des circonstances mêmes qui

semblaient faire obstacle à son ambition. Fille, femme et mère de roi, on l'avait toujours vue si près du pouvoir, que les esprits s'étaient peu à peu habitués à confondre son influence avec celle des prérogatives royales. La fierté des Scandinaves eût difficilement consenti à se courber sous le sceptre d'une femme; Marguerite ne voulut point heurter de front ce préjugé national; elle couvrit toujours le trône d'un simulacre de souverain, se réservant l'action, la conduite des affaires, en un mot, la souveraineté réelle.

A la mort d'Olof, les Danois n'hésitèrent point à lui confier l'administration du royaume. La Norvége suivit bientôt l'exemple du Danemark. Le sénat norvégien stipula seulement qu'Éric de Poméranie, petit-neveu de Marguerite, succéderait à la couronne, à l'exclusion d'Albert de Mecklenbourg, et porterait dès ce moment le titre de roi sous la tutelle de la reine. L'extrême jeunesse d'Éric assurait à Marguerite une longue régence; elle aimait mieux couvrir son administration de la pourpre d'un roi-enfant que de contracter un nouveau mariage qui lui eût donné un maître dans la personne d'un époux couronné.

A peine la position de Marguerite fut-elle nettement établie, qu'elle porta ses regards vers la Suède.

Albert, qui pénétrait les plans de sa rivale, s'arrogeait le titre de roi de Danemark et de Norvége: c'était sans doute pour répondre à la prétention de la reine, qui prenait celui de souveraine de Suède, comme veuve de Hakan.

Le parti d'Albert perdait tous les jours de sa force. Les Suédois, depuis que la mort avait délivré ce prince de ses compétiteurs, lui reprochaient l'énormité des impôts et sa faveur exclusive pour les Allemands. L'esprit de la noblesse faisait prévoir une catastrophe prochaine. Selon quelques historiens, Albert, pour subvenir à la pénurie de son trésor, avait exigé, sous forme d'impôt, que le tiers des biens du clergé et des seigneurs fît retour à la couronne. Une telle tentative, dit Geïer, est inadmissible; il est probable que cette mesure ne regardait que la restitution légale d'une partie des domaines royaux que les nobles et leurs ancêtres s'étaient appropriés pendant les guerres civiles. Le testament de Bo Jönsson, drost du royaume de Suède, porte même à croire que la restitution n'était exigée que des héritiers du chevalier. Quoi qu'il en soit, le mécontentement produit par cette ordonnance fiscale prépara l'union de Calmar. Les nobles suédois résistèrent, et quelques-uns d'entre eux, plutôt que de céder à la force, allèrent

chercher un asile en Danemark. Marguerite les accueillit avec faveur; mais elle leur fit entendre qu'ils n'obtiendraient d'elle un secours effectif que dans le cas où elle pourrait compter sur un avantage non moins réel; elle finit bientôt par leur déclarer qu'elle n'exposerait pas ses deux couronnes aux hasards d'une lutte incertaine sans l'espérance d'en acquérir une troisième. Les mécontents s'étaient trop avancés pour reculer. Les places fortes et les fiefs qu'occupaient leurs partisans sur le territoire suédois furent livrés aux troupes danoises. Marguerite, reconnue par un grand nombre de seigneurs comme reine de Suède et de Gothie, s'engagea de son côté à maintenir les libertés et les priviléges des différents ordres du royaume, à délivrer la nation de la tyrannie d'Albert, et à gouverner conformément aux lois. En 1288, le maréchal Éric Kettilsson et le sénat de Suède accédèrent à cet acte. Albert ne se tint pas encore pour détrôné. Le duc de Mecklenbourg, son neveu, et le comte de Holstein lui amenèrent un secours considérable. Comptant sur une victoire facile, Albert marcha à la rencontre de l'armée danoise que commandait Ivar Lycke. Un marais couvrait les Allemands qui

(1) En 1288.

avaient pris position près de Falköping : la cavalerie d'Albert, engagée dans ces terres détrempées, causa, dit-on, la perte de la bataille ; Albert, son fils Éric et les principaux chefs de l'armée furent faits prisonniers, et conduits à Bohus, ville frontière des trois royaumes, où Marguerite s'était rendue pour jouir de l'humiliation de son ennemi. On prétend qu'elle ne put résister au plaisir de se venger des railleries qu'Albert s'était permises sur son compte (1). Les deux princes furent transportés au château de Lindholm, en Scanie, où ils furent détenus pendant sept ans.

La Suède était au pouvoir de Marguerite ; cependant Stockholm et un petit nombre de places, occupées par les partisans d'Albert, résistaient encore. On ne peut douter que la reine, à laquelle le clergé était généralement dévoué, ne se fût ménagé des

(1) Selon les historiens danois, Albert faisait sans cesse des rapprochements injurieux entre le sexe de Marguerite et son ambition virile. Il lui reprochait ses liaisons avec l'évêque de Sora son confesseur. Enfin, avant le combat de Falköping, il avait fait le vœu de ne point remettre son bonnet avant d'avoir vaincu la reine. A Bohus, Marguerite, faisant allusion à cette bravade, ordonna de donner au prince un long bonnet :

Sie liess ihm auch ein cappe schneide :
Hatte fünfzehn ellen in die weite
Der Timpel, wohl neunzehn ellen langk.

Mecklenburgische Reimchronik. Behr, *Rerum meckleburgiarum* lib. II, c. 7. Geler, tome I, page 220.

intelligences dans Stockholm. Cette ville, qui partageait les priviléges commerciaux de l'hanse, et qui comptait presque autant d'Allemands que de Suédois, fut le théâtre de réactions violentes commises par les étrangers.

Il était difficile au parti de Marguerite d'investir Stockholm, que les princes de Mecklenbourg et quelques villes libres de la Baltique secouraient du côté de la mer. La ligue opposée à la reine autorisa tous les pirates des côtes à exercer des déprédations et des ravages sur les terres de l'obéissance danoise (1). Marguerite, fidèle à sa politique, voulait réduire les Suédois à n'espérer de salut que sous son gouvernement. Le jeune Éric, son petit-neveu, fut mandé à sa cour, et elle n'attendait plus que la maturité des événements pour amener les états de Suède, comme ceux de Norvége, à lui déférer le titre de roi. Persuadée que la résistance du parti allemand en Suède cesserait aussitôt que l'appui des étrangers lui manquerait, elle traita séparément avec le duc de Poméranie et celui de Sleswig, ainsi qu'avec les comtes de Holstein, de la branche

(1) Ces pirates reçurent le nom de vitaliens, parce qu'ils étaient chargés de ravitailler Stockholm. De kallades *Vitalianer* eller *Fetaliebroder*, emedan alle idkade sjöveriet under förevandning att proveantera det belägrade Stockholm. Geijer, note 2; page 221, tome II.

de Rendsbourg, qui venaient de recueillir la succession d'Adolphe.

Les déprédations et les cruautés des pirates qui n'épargnaient ni amis ni ennemis, firent désirer à Jean de Mecklenbourg et aux villes de Rostock et de Wismar la fin d'une guerre ruineuse, et dont l'issue, même favorable, n'eût point compensé les sacrifices qu'elle leur imposait. Plusieurs conférences furent tenues à Falsterbôde, à Scanir, à Lindholm; dans cette dernière ville on stipula par un traité que le roi Albert et son fils seraient remis en liberté sous la condition, que si au bout de trois ans on ne pouvait en venir à un accord définitif, les princes se constitueraient de nouveau prisonniers. Dans ce dernier cas, Marguerite s'engageait à se contenter pour leur rançon de soixante mille marcs d'argent, ou, à défaut du payement de cette somme, de la cession du château et de la ville de Stockholm, et de toutes les places qu'occupaient à cette époque les Mecklenbourgeois. Le duc Jean s'engageait, de son côté, à observer cette trêve, qui ne changeait rien à la situation respective des deux partis pendant trois années. Albert et son fils furent livrés aux députés des villes hanséatiques, qui garantissaient le traité, et dont les troupes occupèrent Stockholm. Cette importante question une fois ré-

glée, Marguerite convoqua les états de Suède : ils reconnurent solennellement pour roi Éric de Poméranie, sous l'administration de sa tutrice. Peu de temps après, les états s'assemblèrent de nouveau à Nyköping, où tout fut mis en œuvre pour préparer les esprits à l'acte définitif d'union. Toutes les ordonnances du roi Albert devaient être révoquées, et il fut convenu que, sur l'ordre de Marguerite, les députés des trois états se réuniraient pour confirmer l'élection du jeune prince, et pour arrêter les bases d'une union et d'une concorde permanentes entre les royaumes du Nord.

De retour en Danemark, Marguerite s'occupa activement de la réforme des abus : comme pour donner la mesure de ce que la Suède et la Norvége devaient attendre de sa justice et de sa sollicitude, lorsque l'union serait consommée, elle publia une ordonnance empreinte de sagesse et qui répondait autant que possible aux espérances et aux besoins du temps (1). Enfin, lorsque ses rapports avec l'Allemagne et la disposition générale des esprits, dans toute l'étendue des royaumes scandinaves, eurent aplani les derniers obstacles, elle convoqua à Calmar (1397) les états des trois royaumes, et fit couronner en grande pompe le jeune Éric par l'archevêque de

(1) Hvitf.

Lunden conjointement avec un prélat de Suède. Là fut consentie solennellement l'union perpétuelle du Danemark, de la Suède et de la Norvége sous un même sceptre. Nous ne citerons que les dispositions principales de l'acte d'union.

Une paix et une concorde perpétuelle régneront entre les trois États qui auront des droits égaux à l'élection du souverain.

Le roi sera choisi parmi les fils du prince régnant.

A défaut d'héritier mâle, les trois États s'entendraient pour une nouvelle élection.

Chaque royaume sera régi par ses propres lois.

Les exilés d'un pays ne pourront être reçus dans aucun des deux autres.

Chacun des États sera tenu de concourir à la défense commune.

Les seigneurs, en cas de péril pour l'union, ne pourront refuser leurs services actifs hors des frontières.

L'union de Calmar semblait assurer à la Scandinavie de grands et solides avantages. La concentration des forces de trois peuples belliqueux, l'empire de la Baltique, et par conséquent du commerce septentrional, la répression des brigandages des pirates, et l'abaissement probable des villes hanséatiques, tels étaient les motifs qui avaient fait taire

momentanément la voix des intérêts nationaux, et désarmé d'anciennes rivalités : cependant l'œuvre de Marguerite était précaire ; le germe de la discorde était au fond même du traité d'union. Le Danemark s'y arrogeait virtuellement le privilége de dominer sur les deux autres royaumes, malgré tous les tempéraments calculés pour déguiser cette inégalité, telle qu'elle devait se révéler à la mort de Marguerite. La résidence du souverain des trois royaumes constituait à elle seule un avantage incontestable en faveur du Danemark : tout devait s'y organiser selon les conditions d'un pouvoir central ; la nécessité de réprimer les résistances qui ne pouvaient manquer de se manifester devait habituer peu à peu les souverains danois à ne considérer les provinces rebelles que comme des annexes de pays conquis : il était naturel en outre que, pour maintenir leur autorité chancelante, ils ne confiassent les principaux emplois qu'à des hommes dévoués, c'est-à-dire à des Danois. Les charges publiques ne paraissent jamais plus onéreuses que lorsqu'elles sont imposées par des étrangers ; alors les exigences, même légales, prennent un caractère d'oppression : d'un autre côté, les agents de l'autorité, en butte à la haine et à une résistance systématique, ne sont que trop portés à déconsidérer le pouvoir par leur

partialité et par une sévérité imprudente. L'expérience seule pouvait révéler les vices radicaux de l'union. L'habileté et la prudence de Marguerite les avaient si bien déguisés que les peuples, n'envisageant que le côté favorable de cette grande question, accueillirent avec transport l'union de Calmar. Le clergé, caressé par Marguerite et jaloux des nobles laics, employa toute son influence pour amener ce résultat : quant à la noblesse des trois royaumes, elle entra dans les vues de Marguerite, quoique déterminée par des motifs différents. Les seigneurs danois se flattaient, non sans raison, de tirer avantage de la prépondérance du Danemark. L'oligarchie suédoise, animée d'un esprit de rivalité et de haine, que de longues luttes civiles avaient fait naître entre les principales familles, ne pouvait se résoudre à se choisir un maître dans son sein ; et elle espérait qu'un pouvoir royal, qui administrerait à distance, lui permettrait de conserver, avec les priviléges de l'anarchie, les avantages d'un ordre de choses en apparence plus régulier et sanctionné par la volonté générale. Quant à la noblesse norvégienne, épuisée par une suite non interrompue de guerres civiles, elle pressentait qu'elle était destinée à suivre la fortune du Danemark ou de la Suède ; en entrant dans l'union sur un pied d'égalité, elle

différait en quelque sorte l'époque de sa déchéance définitive; plus faible que chacune des deux autres puissances du Nord, elle savait qu'en cas de guerre entre elles, son alliance donnerait l'avantage au parti qu'elle embrasserait : en effet, depuis cette époque, la Norvége semble être restée fidèle à une politique dont la règle dépendait moins de l'état du pays considéré en lui-même que des événements extérieurs.

Cependant Stockholm tenait toujours pour Albert : aux termes du traité, ce prince ne pouvait recouvrer sa liberté qu'en abandonnant cette ville et les places que ses partisans occupaient encore en Suède, ou en payant à Marguerite la rançon convenue. Sa captivité ne lui avait pas permis de se procurer une somme si considérable. Les villes hanséatiques remirent alors entre les mains de la reine la ville de Stockholm, dont la reddition entraîna celle des provinces qui ne s'étaient pas encore soumises au parti danois.

L'île de Gothland, ancienne dépendance de la Suède, avait été engagée par Albert au grand maître de l'ordre teutonique qui en réclamait la propriété entière. La reine fit mettre le siége devant Wisby; mais la résistance de cette ville amena une convention en vertu de laquelle Marguerite entrerait en

possession du territoire contesté, moyennant une somme que l'empereur Wenceslas, choisi pour arbitre, fixa à neuf mille nobles à la rose.

Nous avons vu que la ligue hanséatique semblait s'être rapprochée de Marguerite ; la puissance croissante du Danemark ne pouvait que lui porter ombrage ; mais les pirates causaient tant de préjudice à son commerce, qu'elle regarda leur destruction comme devant l'emporter sur toute autre considération. Intimidés par cet accord, les pirates quittèrent la Baltique pour se réfugier dans les mers de l'ouest où ils continuèrent d'exercer leurs déprédations. Vers cette époque, un imposteur, frère de lait du roi Olof, essaya de se faire passer pour ce prince mort depuis quinze ans, et quelques esprits crédules ayant accueilli cette fable, il en résulta des troubles que Marguerite arrêta par le supplice du prétendant.

Des embarras plus sérieux surgirent de la question du Holstein ; le duc Gerhard et ses frères appelés en Fionie, pour recevoir d'Éric l'investiture du Sleswig, avaient refusé de rendre hommage à la couronne de Danemark pour le duché, en émettant la prétention de rendre ce fief héréditaire. La reine ne voulut point troubler la tranquillité générale : au lieu de soutenir ses droits à main armée,

elle céda sur quelques points, et acquit de ses deniers, dans le Sleswig, des terres considérables, qu'elle incorpora dans le diocèse de Rypen, moyennant un dédommagement pécuniaire que lui donna l'évêque de cette ville. En démembrant ainsi le Sleswig au profit de l'Église, elle se ménageait l'appui des évêques, et portait un coup sensible à la puissance des comtes de Holstein.

La guerre contre les Dithmarses, que les comtes de Holstein entreprirent inconsidérément, les détourna de leurs querelles avec le Danemark. Le comte Albert succomba dans cette lutte en apparence si inégale, et Gerhard eut le même sort.

Ce dernier laissa trois fils, Henri, Adolphe et Gerhard. Henri, son frère, évêque d'Osnabruck, réclamait leur tutelle, à laquelle prétendait Élisabeth, mère des comtes mineurs. L'évêque ayant employé la force, Elisabeth, veuve de Gerhard, implora l'assistance de Marguerite et s'adressa au roi Éric, son suzerain, comme à son protecteur naturel. La reine accueillit Élisabeth avec une bienveillance apparente; elle lui avança même, à diverses reprises, des sommes d'argent, mais elle se faisait donner en même temps, comme sûreté, les places les plus importantes du duché. Il ne restait plus à l'évêque que les villes de Sleswig et de Gottorp,

lorsque la mésintelligence éclata entre la reine et la duchesse. Celle-ci se rapprocha de son beau-frère, et conclut une alliance avec Adolphe de Schauenbourg. Éric se mit à la tête d'une armée, et marcha contre Adolphe qui le battit complétement à Soldorp.

Depuis quelque temps déjà, le jeune roi portait impatiemment le poids d'une tutelle que le génie de Marguerite avait changée en règne véritable. En 1410, il fit juger et exécuter Abraham Pedersson, gentilhomme suédois d'un grand mérite, et que ses immenses possessions et la faveur de la reine lui rendaient suspect. Éric résolut de réparer l'échec de Soldorp, il rentra dans le Sleswig et prit Flensbourg où il usa cruellement de sa victoire.

On pouvait prévoir, dès cette époque, qu'Éric compromettrait par son caractère irréfléchi et hautain tout ce qu'il devait à la sagesse et à la prudence de la reine; cependant l'ascendant qu'elle exerçait sur lui, et les vertus de Philippine d'Angleterre, qu'il avait épousée en 1406, contenaient encore ses passions fougueuses; mais la mort de Marguerite, en le livrant à lui-même, révéla tout à coup les vices du pacte d'union. Cette princesse fut enlevée subitement dans la soixantième année de son âge, emportant les regrets des Danois et l'estime

même des Suédois, quoique ces derniers lui aient attribué tous les malheurs qui suivirent le traité de Calmar (1). En examinant avec impartialité le règne de cette femme extraordinaire, il est aisé de se convaincre que la force des choses devait nécessairement faire naître les griefs dont on a chargé sa mémoire. Si elle fut coupable, c'est de n'avoir pas prévu qu'il fallait un génie comme le sien pour continuer son œuvre ; mais le même reproche d'imprévoyance retombe sur les Suédois, qui se sont imaginé que l'union politique des trois royaumes pourrait subsister, sans que l'ambition de la noblesse y trouvât du mécompte, et sans que la cour de Danemark donnât de préférence les emplois à des hommes intéressés à maintenir l'ordre établi. D'un côté, les fonctionnaires danois ont commis des exactions et des abus d'autorité ; de l'autre, les passions politiques ont amplifié le mal, et les haines nationales, envenimées par l'impéritie et la cruauté de quelques souverains de l'union, ont dû porter les écrivains Danois à trop d'indulgence, comme les Suédois à une sévérité excessive. La résistance devait entraîner la répression, et l'esprit du traité de Calmar disparaître dans une lutte dont l'issue ne pouvait qu'amener ou la conquête, ou la séparation, ou enfin

(1) Loccen. Mallet. Pufend. Geier.

des rapprochements factices qui, en laissant subsister le même vice intime, devaient ramener les mêmes griefs et les mêmes résultats.

Éric se trouvait seul au pouvoir : l'union, quoique chancelante, n'avait point encore été attaquée ouvertement : les comtes de Holstein, depuis les conférences de Kalding, semblaient n'observer la trêve consentie par Marguerite, l'année précédente, que pour donner plus de force à leur parti et fomenter des troubles dans les trois royaumes. Les négociations ne pouvaient amener un résultat pacifique, parce que des deux côtés on était également décidé à soutenir le point de la question, qui était le nœud des difficultés. Le roi, las de toutes ces lenteurs, remit le jugement de cette affaire à son sénat. Les comtes déclinèrent la compétence d'un corps politique qui était à la fois juge et partie, et le chancelier-évêque de Roschild déclara, au nom du sénat, la duchesse Élisabeth et ses fils déchus de tous les droits qu'ils pouvaient avoir sur le Sleswig, qui ferait retour à la couronne de Danemark. La duchesse et ses parents étaient condamnés à indemniser le roi des pertes et des sacrifices que lui avait occasionnés cette guerre. Les comtes, après avoir inutilement essayé de fléchir Éric, résolurent de recourir aux armes, pour soutenir leurs prétentions.

L'empereur Sigismond, cousin du roi, confirma la sentence dont nous venons de parler, et plusieurs villes hanséatiques embrassèrent la cause du Danemark. Les comtes avaient alors à se défendre contre les ducs de Brunswick et de Mecklenbourg, et leur perte semblait assurée. Toutefois ils désarmèrent par des concessions l'ennemi le moins dangereux, et s'assurèrent l'appui de Balthasar, prince vandale, et l'alliance des Frisons. Éric se vit contraint de lever le siége de Gottorp ; l'île de Femern et le château de Glanbeck tombèrent successivement au pouvoir de ses ennemis.

Au lieu de mieux combiner ses attaques, le roi multiplie ses moyens d'agression ; il lève une armée de cent mille hommes appuyée par une flotte considérable. Ce prince obtient d'abord quelques succès, mais il échoue devant Gottorp et se retire précipitamment. Plusieurs années s'écoulent en combats, en trêves et en négociations qui, de la part d'Éric, ne sont pas mieux conduites que les hostilités elles-mêmes ; les villes hanséatiques ne semblent se rapprocher du roi que pour lui inspirer une funeste sécurité, et paralyser ses moyens d'action. Enfin, désespérant d'en venir à ses fins, et humilié de ne pouvoir réduire un ennemi si faible, Éric s'adresse au pape et à l'empereur.

Sigismond, après quelques tentatives inutiles, cita les parties à Bude, et rendit une sentence, en vertu de laquelle le comte Henri était déclaré déchu de tous ses droits sur le Sleswig et sur les domaines qui en dépendaient, lesquels devaient être restitués au Danemark. Henri, qui comptait sur une autre décision, prit alors le parti de résister ouvertement. Au lieu de profiter des avantages que pouvait lui procurer la décision impériale, Éric choisit ce temps pour faire un pèlerinage en Terre-Sainte. A son retour en Danemark, il trouva les choses dans le même état d'hostilité et de confusion où il les avait laissées avant son voyage en Hongrie : les villes hanséatiques venaient de passer dans le parti de Henri, au mépris de la convention qu'elles avaient passée depuis peu avec le roi. A cette nouvelle, Éric abandonna le siége de Sleswig et de Gottorp, et retourna en toute hâte dans ses États. L'année suivante (1427), la flotte de l'hanse vint bloquer Flensbourg, que le comte Henri attaquait en même temps du côté de la terre : ce fut le terme des exploits de ce jeune guerrier qui tomba en montant à l'assaut. Son frère Adolphe succéda à ses prétentions, et prit le commandement de l'armée. Les villes hanséatiques poussèrent la guerre avec vigueur, sans se laisser décourager par quelques défaites qu'essuyèrent

leurs flottes, et malgré les injonctions formelles de l'empereur. Leur plan était d'abaisser le Danemark et de s'emparer de Copenhague. Les accroissements de cette ville, si avantageusement située pour le commerce, excitaient leurs craintes et leur jalousie. Le fort d'Elseneur, nouvellement construit, livrait aux Danois toutes les communications de la Baltique avec l'Océan; et il n'était point douteux, lorsque la paix permettrait aux souverains de l'union de s'occuper de la prospérité de leurs États, qu'ils ouvriraient enfin les yeux sur des avantages méconnus ou négligés jusqu'à ce jour. Une circonstance donnait encore du poids à cette appréhension : Éric exigeait un droit de passage de tous les vaisseaux qui entraient dans le Sund, et ce tribut, qui impliquait une sorte de suzeraineté commerciale, ne pouvait qu'alarmer les facteurs du Nord.

La flotte des villes se réunit au port de Wismar, et cingla vers Copenhague. La reine Philippine était restée dans cette place qu'Éric avait jugé prudent d'abandonner. L'affection qu'on lui portait excita le courage des habitants; ils se défendirent avec tant de vigueur, que la flotte de l'hanse fut obligée de se retirer. Le parti d'Adolphe se dédommagea de cet échec par le pillage de Lands-

crone et de Bergen : le Jutland fut aussi cruellement ravagé.

Tandis que le roi était en Suède pour y lever des troupes et de nouveaux subsides, Philippine résolut de transporter la guerre sur le territoire même de ses ennemis; elle équipa en toute diligence une petite flotte qui vint surprendre Stralsund. Cette entreprise eut pour résultat final la destruction de la flottille danoise. Éric, à la nouvelle de ce désastre, entra dans un emportement si violent, qu'il frappa la reine ; elle se retira au couvent de Wadstena où elle mourut peu de temps après. Ainsi fut rompu le dernier lien qui attachait encore le peuple à un prince dont le règne n'offrait qu'un enchaînement de fautes et de calamités publiques.

Cependant les villes hanséatiques souffraient, non moins que le Danemark, des conséquences de cette guerre. Depuis près d'un demi-siècle la navigation avait fait des progrès importants, et déjà la Hollande et l'Angleterre, mettant à profit les avantages de leur situation géographique, menaçaient la prospérité de la ligue, dont les intérêts tendaient à se séparer. La prise de Flensbourg par le parti holsteinois, et le mécontentement qui couvait en Suède, portèrent le roi à profiter des dispositions paci-

fiques de l'Hanse. On conclut une trêve de cinq années, pendant laquelle on poserait les bases d'une paix définitive. Les conditions n'en furent signées qu'en 1435, à Wordingborg. Elles portaient que le comte Adolphe aurait la jouissance viagère de tout ce qu'il possédait dans le Sleswig, et qu'après sa mort ses héritiers conserveraient pendant deux ans le privilége paternel ; mais que, ce terme expiré, les deux parties ressaisiraient de nouveau leurs anciennes prétentions (1). Quant aux villes hanséatiques, elles rentraient dans tous leurs droits et priviléges commerciaux.

La Suède avait porté, sans compensation, le poids de cette guerre désastreuse. Les places les plus importantes du royaume avaient pour gouverneurs des étrangers ; des contributions excessives étaient exigées en numéraire, et transportées en Danemark : l'altération des monnaies jetait le désordre dans les transactions, ces signes de la richesse publique ne représentant plus leur valeur conventionnelle. Les tings avaient cessé de s'assembler, et la justice, privée d'appui ou désarmée devant des fonctionnaires puissants et avides, n'était plus ni un recours ni un frein. Enfin les seuls juges dont les fonctions ne fussent point suspendues, étaient

(1) Hvitfeld, page 788.

ces mêmes étrangers dont la vénalité excitait l'indignation universelle (1). Parmi les commandants des forteresses, se trouvaient des pirates célèbres par leurs brigandages. Le chapelain du roi, tout archevêque qu'il était, pillait comme les autres; Jösse Ericsson, Jutlandais d'origine, gouverneur du Westmanland, faisait pendre les paysans et atteler des femmes enceintes à des voitures chargées de foin (2).

Un peuple comme les Suédois ne pouvait supporter longtemps des vexations et des cruautés de cette nature. Quand le mécontentement devient général, il suffit d'un homme de résolution pour rallier toutes les résistances : alors le dévouement dont il est l'objet est d'autant plus grand, que le parti dont il se montre le chef répond plus complétement au sentiment national, et que son élévation prend le caractère d'une vengeance publique.

La Dalécarlie fut le berceau de la lutte d'où sortit la délivrance de la Suède. Engelbreckt, propriétaire de mines, homme dont l'expérience égalait le courage, voyait avec indignation les souffrances du peuple et l'impunité des fonctionnaires danois; il résolut d'y mettre un terme, et de réveiller la

(1) Hvitfeld. Mallet. Geier.
(2) Geier, chap. V.

fierté nationale par une protestation éclatante. Il se chargea de porter au roi Éric les plaintes des Dalécarliens, et se rendit en Danemark, où il demanda hautement justice des actes arbitraires et de l'administration tyrannique des gouverneurs et des intendants. Une instruction eut lieu pour la forme, quoique les griefs dont le gouverneur était l'objet de la Dalécarlie se trouvassent fondés. Engelbreckt se présenta de nouveau devant Éric, et, cette fois, il parla avec tant de véhémence, que le monarque irrité lui défendit de reparaître dorénavant devant ses yeux. « Je reviendrai encore une fois, » telle fut la réponse du courageux Dalécarlien. Le député était désormais un chef de parti. A la tête des paysans soulevés, il marcha contre Westerås, où commandait Jösse Éricsson. Deux fois, la médiation du sénat désarma les insurgés; mais la place du gouverneur ayant été donnée à un homme généralement détesté, toute la population dalécarnienne se leva, les habitants du Westmanland suivirent cet exemple, et l'Upland s'associa bientôt à ce mouvement.

Toutes les forces de l'insurrection s'étaient concentrées à Upsal. Là, au milieu d'une foule immense, Engelbreckt harangua la multitude. « Sa voix était si éclatante, que le discours du libérateur

fut entendu de toute l'armée. Il demanda si on voulait l'aider à délivrer la patrie, et le peuple répondit en le bénissant qu'il était prêt à le suivre.» Il commença par réduire les impôts d'un tiers, du consentement de la noblesse qui, de gré ou par crainte, avait pris parti pour Engelbreckt.

Les paysans du Norrland et de l'Ostro-Bothnie prirent les armes sous le commandement d'Éric Puke. Ceux de la Sudermanie chassèrent le gouverneur de Gripsholm, qui prit la fuite après avoir mis le feu au château. Stockholm, où commandait Krōpelin, obtint un armistice; les historiens suédois prétendent que la réputation d'équité que s'était faite cet étranger détermina le parti d'Engelbreckt à cette mesure. Mais la prudence exigeait peut-être de ne point attaquer, avec une armée formée à la hâte, une place si forte et qui renfermait un assez grand nombre de troupes aguerries. Les villes de Nikōping et d'Orebro s'engagèrent à ouvrir leurs portes si elles n'obtenaient aucun secours avant trois semaines. Le sénat était contraire à cette révolution, soit qu'il en prévît les conséquences, soit qu'il craignît que les succès d'Engelbreckt ne diminuassent ses priviléges; cependant il dut fléchir devant l'autorité de ce dernier. Tout ce qui appartenait au roi fut livré au pillage, mais les

propriétés particulières furent respectées. En peu de temps, la plupart des forteresses étaient au pouvoir du peuple, et le Halland n'appartenait plus aux Danois.

L'année suivante (1435), la diète d'Arboga déclara à l'unanimité Engelbreckt régent du royaume. Cette élévation subite excita la jalousie de la noblesse : dès ce moment, elle se rapprocha du roi, et travailla à une réconciliation dont les termes étaient habilement calculés pour conserver l'autorité supérieure à Éric en faisant disparaître une partie des abus qui avaient causé la révolution. « Les fonctions de drost et de marsk devaient être rétablies, les impôts votés par le sénat, les pays pourvus de juges, les forteresses que le peuple avait épargnées, restituées au roi à l'exception de Stockholm, Nikōping et Calmar, dont le commandement était remis exclusivement à des Suédois. Orebro devait être confié à Engelbreckt, et le Halland faire retour au Danemark Christer-Nilsson (Wasa) fut promu à la dignité de drost, et Charles Knutsson Bonde, l'un des plus riches propriétaires fonciers du pays à celles de marsk. Au lieu des instructions que ce dernier demandait au roi, il n'en reçut que cette réponse : « N'étendez pas vos pieds au delà de la couverture. »

Éric répondit au sénat qui lui faisait des remontrances qu'il n'était pas disposé à dire *Amen* à toutes leurs observations. En se retirant, ce prince pilla lui-même les côtes de la Suède : alors les nouveaux gouverneurs ne gardèrent plus aucune mesure. Une conduite si imprudente porta ses fruits. Engelbreckt et Bonde s'emparèrent de Stockholm, dont le château seul resta au pouvoir des Danois. Il s'agissait d'élire un régent ; le patriotisme dut le céder à l'influence des richesses : Bonde réunit la plus grande partie des suffrages ; cependant la clameur publique forca celui-ci à associer Engelbreckt à sa nouvelle puissance, mais il l'éloigna autant qu'il le put du siége de l'administration, en lui confiant la conduite de la guerre. En effet, Engelbreckt reprit le Halland, mais bientôt affaibli par la maladie, il reprit le chemin d'Orebro. « Dans le voisinage de cette ville résidait Benoît Stensson, de la famille de Natt ott Dag, dévoué au parti d'Éric. Cet homme feignit de vouloir se réconcilier avec Engelbreckt qui le reçut avec bienveillance. Trop faible pour supporter la fatigue du cheval, Engelbreckt suivit son conseil, et traversa sur une barque le lac Hjelmaren pour se rendre à Stockholm, où il était appelé par le sénat ; il se laissa malheureusement prendre à ce piége.

propriétés particulières furent respectées. En peu de temps, la plupart des forteresses étaient au pouvoir du peuple, et le Halland n'appartenait plus aux Danois.

L'année suivante (1435), la diète d'Arboga déclara à l'unanimité Engelbreckt régent du royaume. Cette élévation subite excita la jalousie de la noblesse : dès ce moment, elle se rapprocha du roi, et travailla à une réconciliation dont les termes étaient habilement calculés pour conserver l'autorité supérieure à Éric en faisant disparaître une partie des abus qui avaient causé la révolution. « Les fonctions de drost et de marsk devaient être rétablies, les impôts votés par le sénat, les pays pourvus de juges, les forteresses que le peuple avait épargnées, restituées au roi à l'exception de Stockholm, Nikōping et Calmar, dont le commandement était remis exclusivement à des Suédois. Orebro devait être confié à Engelbreckt, et le Halland faire retour au Danemark. Christer-Nilsson (Wasa) fut promu à la dignité de drost, et Charles Knutsson Bonde, l'un des plus riches propriétaires fonciers du pays à celles de marsk. Au lieu des instructions que ce dernier demandait au roi, il n'en reçut que cette réponse : « N'étendez pas vos pieds au delà de la couverture. »

Éric répondit au sénat qui lui faisait des remontrances qu'il n'était pas disposé à dire *Amen* à toutes leurs observations. En se retirant, ce prince pilla lui-même les côtes de la Suède : alors les nouveaux gouverneurs ne gardèrent plus aucune mesure. Une conduite si imprudente porta ses fruits. Engelbreckt et Bonde s'emparèrent de Stockholm, dont le château seul resta au pouvoir des Danois. Il s'agissait d'élire un régent ; le patriotisme dut le céder à l'influence des richesses : Bonde réunit la plus grande partie des suffrages ; cependant la clameur publique forca celui-ci à associer Engelbreckt à sa nouvelle puissance, mais il l'éloigna autant qu'il le put du siége de l'administration, en lui confiant la conduite de la guerre. En effet, Engelbreckt reprit le Halland, mais bientôt affaibli par la maladie, il reprit le chemin d'Orebro. « Dans le voisinage de cette ville résidait Benoît Stensson, de la famille de Natt ott Dag, dévoué au parti d'Éric. Cet homme feignit de vouloir se réconcilier avec Engelbreckt qui le reçut avec bienveillance. Trop faible pour supporter la fatigue du cheval, Engelbreckt suivit son conseil, et traversa sur une barque le lac Hjelmaren pour se rendre à Stockholm, où il était appelé par le sénat ; il se laissa malheureusement prendre à ce piége.

Deux barques transportèrent Engelbreckt, sa femme et quelques serviteurs ; ils passèrent, à la nuit tombante, près de Göksholm, château de Benoît Stensson, et abordèrent à une petite île qui n'en était pas éloigné (1). Engelbreckt résolut d'y passer la nuit et fit allumer du feu pour se garantir du froid, qui était encore assez intense (on était à la fin d'avril). Cependant une autre barque s'approchait de l'île, et Engelbreckt, croyant qu'elle lui apportait un message de Göksholm, se sentait déjà reconnaissant de cette courtoisie. Appuyé sur sa béquille, il alla d'un pas chancelant à la rencontre des nouveaux venus, et leur indiqua un bon lieu de relâche. Måns Bengtsson, le fils de celui qu'il considérait comme son ami, sautant hors de la barque, demanda avec colère s'il n'y avait plus dans le royaume de lieu où l'on fût en sûreté contre Engelbreckt. Sur la réponse de celui-ci, qu'il ne soupçonnait pas qu'ils fussent ennemis, Måns Bengtsson lui lança sa hache à la tête. Le malade, avec sa béquille, para le coup en détournant l'arme qui l'atteignit à la main. De nouveaux coups portés à Engelbreckt, à la tête et au cou, l'étendirent sans vie sur le sol. L'assassin lui écrasa

(1) Elle est encore appelée Engelkrecktholmen, l'îlot d'Engelbreckt. (*Geter.*)

nable (1). Le prince prit alors une résolution extrême, et dont on a peine à s'expliquer la bizarrerie : il disparut subitement, abandonnant ce sceptre dont on ne lui avait pas permis de disposer. Ce ne fut pas sans peine que plusieurs sénateurs parvinrent à le rappeler en Danemark. Loin d'abandonner ses vues sur Bogislas, et dans le but de le faire reconnaître roi par les Suédois, il s'était ménagé des intelligences dans Stockholm, quelque temps avant que le parti d'Engelbreckt eût établi son autorité dans cette ville.

Éric avait espéré balancer l'autorité de Knutsson par celle d'Engelbreckt : après le meurtre de ce dernier, les partisans du Danemark, et ceux auxquels la puissance de l'administrateur portait ombrage, résolurent de faire revivre le pacte d'union ; une diète formée des députés des trois royaumes, et de ceux des villes hanséatiques, se réunit à Calmar, où le traité de 1397 fut renouvelé avec quelques modifications. Éric sembla n'accéder aux vœux de l'assemblée que pour se ménager la satisfaction de se dépouiller lui-même de sa triple couronne; il se retira dans l'île de Gothland. La flotte qui le conduisait fut dispersée par la tempête, le vaisseau du roi se brisa sur un récif, et le bruit de sa mort

(1) Hvitfeld.

se répandit vaguement en Suède. Cependant Eric était parvenu à gagner le rivage; mais les glaces dont la mer étaient couvertes empêchant toute communication, le sort du prince resta longtemps ignoré dans les trois royaumes.

Knutsson n'était pas homme à laisser échapper une circonstance aussi favorable : il parvint à se faire livrer les places fortes que le roi s'était engagé à restituer par une des clauses de la dernière convention. Bientôt, résolu de conserver à tout prix l'autorité, il ne garda plus aucun ménagement avec ses rivaux; et lorsqu'on apprit qu'Éric avait survécu à son naufrage, les sénateurs tentèrent vainement de le rappeler en Suède.

Les Danois se lassaient déjà d'obéir à un prince aussi impérieux dans ses volontés, qu'incapable de faire réussir ses desseins avec suite et prudence. Les députés du Danemark s'ouvrirent à ceux de la Suède, et leur firent part de l'intention où ils étaient d'appeler au trône Christophe de Bavière. La noblesse suédoise craignait de prendre une détermination prématurée qui aurait pu entraîner la rupture de l'union, et assurer la couronne à l'administrateur; les députés, de retour en Suède, disposèrent donc le sénat à se contenter de la promesse que leur avait faite Éric de se rendre à Calmar l'année suivante.

On eût dit que le roi prenait à tâche de s'attirer la haine de ses sujets par des mesures heurtées et impolitiques : il aliéna la principauté de Rugen en faveur des ducs de Poméranie, et s'obstina à demander aux états de reconnaître Bogislas pour son successeur. Un nouveau refus ne changea rien à une détermination si étrange; il remit à Bogislas toutes les places fortes que ses partisans occupaient encore, et passa dans l'île de Gothland avec Cécile, sa maîtresse, après avoir emporté ses trésors et les joyaux de la couronne, ainsi que la plus grande partie des chartes déposées dans les archives.

Des révoltes sérieuses ne tardèrent pas à éclater dans le nord du Jutland : les paysans se soulevaient de tous côtés contre le clergé et la noblesse; pour échapper à cette persécution, les seigneurs recoururent à la protection du comte de Holstein duquel relevait le duché de Sleswig.

En 1458, Christophe de Bavière, sur l'invitation du sénat danois, s'était rendu en Danemark; les promesses qu'il avait faites aux paysans pour se rendre populaire, avaient contribué à exciter les troubles dont nous venons de parler. Dès que ce prince fut nommé régent du Danemark, il entra en négociations avec le sénat de Suède toujours partagé entre le désir de maintenir l'union et

les influences de partis. L'année suivante, les plénipotentiaires des deux pays se réunirent à Jönköping, et s'y décidèrent pour le maintien de l'union : les ecclésiastiques se prononcèrent ouvertement pour Christophe. A la diète d'Arboga on convint de ne plus élever de roi étranger sur le trône de Suède; mais contrairement à cette détermination, Christophe fut proclamé quelque temps après, lorsque Charles Knutsson eut obtenu du nouveau prince tous les dédommagements auxquels il se croyait en droit de prétendre : on lui concéda la Finlande à titre de fief, et d'autres domaines considérables comme garantie des avances qu'il avait faites durant son administration. Il stipula en outre qu'aucun des actes de sa régence ne pourrait engager sa responsabilité. On assure que Charles ne renonça à ses prétentions que pour arriver un jour plus sûrement à ses fins. Le bruit s'était répandu qu'une religieuse lui avait prédit qu'il porterait un jour la couronne. Sa taille majestueuse et la noblesse de ses traits donnaient du crédit à cette prédiction, et lorsqu'il entra dans la capitale à côté de Christophe, la foule répétait en se pressant autour d'eux : « Le marsk est plus digne de régner (1). »

(1) Chronique rimée.

La Norvége était restée fidèle à Eric, sans doute parce qu'elle eut moins à souffrir de la bizarrerie de ce prince; elle s'arma même pour le défendre, mais, en 1443, Christophe fut aussi élu et couronné en Norvége.

Les évêques contribuèrent puissamment à ce résultat, et le prince leur en témoigna sa gratitude par des faveurs tellement signalées, que le clergé adhéra, après un siècle de résistance, à l'adoption de la loi générale du pays. En visitant le couvent de Wadstena, le roi se fit admettre parmi les religieux de cet ordre, cérémonie qui contrastait avec la licence de ses mœurs et la légèreté de son caractère.

Cependant Charles Knutsson avait été trop près du trône pour conserver au second rang les avantages que lui avait ménagés sa modération apparente. Christer Nilsson réclama, et obtint que Charles lui restituerait une partie de la Finlande : enfin, de ses immenses possessions, Knutsson ne conserva que le fief de Wiborg. Ce fut là qu'il se retira lorsqu'il vit la régence de Suède confiée à des seigneurs dont la plupart étaient ses ennemis. Les commandements et les hautes charges se trouvèrent bientôt entre les mains des chefs de l'aristocratie du pays. Mais Christophe, soit plan arrêté, soit

besoin d'argent, vendait les places au plus offrant de sorte que la jalousie et l'ambition isolaient les intérêts de la noblesse dont les vexations mécontentaient le peuple et les paysans.

La disette, qui affligea le pays à la même époque, vint aggraver les fautes d'une pareille administration; le peuple se vit réduit à se nourrir d'écorces, et imposa au roi le surnom du *Barkekonung* (1).

Aucune entreprise considérable ne signala ce règne; en 1447, on fit cependant des préparatifs considérables, dans le but de soumettre Lubeck au Danemark ; mais le plan mal concerté échoua, et le roi, l'année suivante, mourut à Helsingborg des suites d'un abcès, selon les uns, empoisonné, selon quelques autres. Ce prince, qui ne laissa point d'héritier, était le dernier représentant de la postérité de Waldemar III.

Charles Knutsson ne se présenta à Stockholm que quelques mois après cet événement ; il entra dans cette ville, où une diète extraordinaire avait été convoquée, avec une escorte dont la force donnait, pour ainsi dire, la mesure de ses intentions. Le château était occupé par Benoît et Nils Oxienstierna :

(1) Roi d'écorce.

le fils du premier avait été appelé au siége archiépiscopal, et comme son père et son oncle, il était entièrement opposé au parti de Charles. La famille d'Oxienstierna aspirait probablement à la royauté; mais craignant l'influence de Charles, elle s'efforçait de faire revivre l'union de Calmar. Après une lutte qui fut sur le point de devenir sanglante, on convint d'élire un roi : presque tous les suffrages se réunirent en faveur de Charles, qui fut sacré à Upsal malgré l'opposition du clergé. Les Suédois se croyaient autorisés à cette infraction au pacte de l'union par la conduite des Danois qui avaient élu Christophe sans attendre le consentement des états de Suède et de Norvége. Prévoyant l'élection prochaine de Charles, le sénat de Danemark, qui était peu disposé à reconnaître l'autorité de Charles, s'empressa de disposer de la couronne : elle fut offerte d'abord au duc Adolphe de Sleswig-Holstein; mais, par une modération bien rare, ce prince refusa le sceptre, s'excusant sur les infirmités de son âge. Cependant il proposa aux Danois d'élire en sa place son neveu Christiern d'Oldenbourg, qui après lui était le plus proche descendant des rois de Danemark.

Le sénat, depuis l'union de Calmar, exerçait seul les droits des autres ordres du royaume; il im-

posa à Christiern la capitulation suivante avant d le couronner :

1° Le royaume de Danemark continuera à êtr un royaume libre et électif;

2° Si le roi ne laisse point d'enfants, ses héritier n'auront rien à revendiquer dans le royaume, soi meubles, soit immeubles;

3° Il ne sera permis d'appeler dans le royaum aucun prince ou seigneur étranger, sans l consentement de la majorité des sénateurs, d lui assigner aucun revenu, de lui donner d terres dans le royaume ni de l'admettre dans l sénat;

4° Le roi ne pourra faire la guerre, ni forme aucune autre entreprise importante, ni donner l commandement d'aucune forteresse, qu'avec l consentement du sénat;

5° Il ne distraira ni ne fera sortir du royaum aucun des joyaux, effets précieux, titres ou docu ments appartenant à la couronne;

6° Il n'hypothéquera et n'aliénera aucune ter ou forteresse dépendant du royaume, et si la n cessité l'y oblige (ce qu'à Dieu ne plaise), il ne fera que du consentement du sénat;

7° Il se conformera à l'avis du sénat, en ce q concerne la manière dont il doit tenir sa cour;

8° Il n'établira aucun impôt sans le consentement du sénat ;

9° Aucun étranger ne pourra être pris pour tuteur dans le royaume, à moins que la loi ne le nomme ;

10° Tous ceux qui, à la mort du feu roi, étaient en possession de quelque fief, rente, privilége, etc., en vertu de donation ou collation, en conserveront la jouissance, mais les lettres d'expectative et de survivance accordées par le roi défunt seront nulles et de nul effet (1).

Le duc Adolphe se porta garant de cette capitulation dont quelques articles restreignaient d'une manière remarquable les droits de la couronne, mais d'où il résultait évidemment que le droit des états de se choisir un chef parmi les descendants des anciens princes commençait à être interprété comme le privilége exclusif du sénat.

La Norvége, dans l'espoir que le roi lui accorderait des conditions non moins favorables que celles qu'il avait acceptées du sénat, suivit l'exemple du Danemark, et reconnut ce prince comme roi de l'union, sans s'arrêter à ce que son élection dans ce sens présentait d'irrégulier, et malgré la promesse

(1) Hvitfeld. Mallet, livre VI.

faite par quelques seigneurs d'appuyer Charles Knutsson, qui avait été proclamé roi et couronné à Drontheim par un parti.

Christiern prit l'engagement formel de ne porter aucune atteinte aux priviléges des Norvégiens, de n'établir aucun étranger dans le royaume sans le consentement du sénat, de conserver le territoire intact et de ne prendre aucune mesure importante et générale que de l'aveu des états. Il conservait en outre à la Norvége le droit de libre élection dans le cas où il mourrait sans postérité.

Les obstacles que présentait l'état de la Suède étaient bien plus difficiles à surmonter, et Charles Knutsson ne négligeait rien pour affermir sur sa tête la couronne qui venait enfin de lui être déférée. Il débuta par une expédition contre l'île de Gothland et le vieux roi Éric. Magnus Gren, ancien ennemi du roi et dont le dévouement récent lui était suspect, fut chargé de cette entreprise. Charles, par un tel choix, compromettait le succès de l'expédition. En effet, Éric, que Magnus Gren ménageait, eut le temps de livrer le château aux Danois commandés par Christiern, et l'île de Gothland fut perdue pour la Suède.

Les intrigues de Charles pour ravir à son rival la couronne de Norvége n'eurent qu'un résultat

éphémère. Christiern, en épousant Dorothée de Brandebourg, veuve du roi Christophe, venait de consolider sa puissance en Danemark. L'année suivante, 1450, s'ouvrit la conférence de Halmstadt, où devaient se régler les intérêts des trois royaumes.

Les députés de Charles, gagnés par Christiern, conclurent un traité lequel portait en substance que lorsque le trône de Danemark ou celui de Suède viendrait à vaquer, douze sénateurs de chaque royaume s'assembleraient aussitôt à Halmstadt pour délibérer de concert sur l'élection du roi survivant; que celui des deux rois Christiern et Charles qui survivrait à l'autre lui succéderait, si la diète d'élection ne s'y opposait pas; que si l'on ne pouvait s'accorder sur ce point, celle des deux nations restée sans monarque, se choisirait un administrateur dont le pouvoir cesserait à la mort de l'autre roi; qu'alors on élirait un seul souverain pour les deux royaumes: si ces princes ne laissaient point de fils, on choisirait un sujet né dans l'un ou l'autre royaume, et non un étranger; de telle sorte que le Danemark et la Suède resteraient unis sous un seul chef, et ne pourraient jamais être séparés; qu'ils s'assisteraient réciproquement, mettant leurs intérêts en commun, mais qu'ils conserveraient leurs lois et leurs libertés particulières.

On stipulait en outre, après quelques article conformes à ceux déjà rapportés dans les deu traités d'union, qu'il y aurait à l'avenir alliance e paix entre les deux rois, et que si le sénat de Nor vége voulait entrer dans cette alliance, il participe rait aux mêmes avantages. Quant aux prétention que Charles pouvait avoir sur la Norvége, il deva les résigner en faveur de Christiern, et les député s'engageaient à livrer au roi de Danemark un act en forme de cette renonciation. Les contestations a sujet de l'île de Gothland devaient être l'objet d'un conférence prochaine.

Charles, moins surpris que mécontent de l'issu de ces négociations, en appela au pape.

Au commencement de l'année 1452, les hostili tés commencèrent de part et d'autre avec plus d suite et de vigueur : déjà Christiern avait fa attaquer le Wermland et l'Ostrogothie; Char les, à la tête d'une armée nombreuse, ravage la Scanie sans toutefois s'emparer d'une seul place forte. Le Halland et le Bleking étaier menacés du même sort, lorsque Christiern entr dans la Westrogothie : Charles se porta à s rencontre, mais il retourna brusquement sur se pas à la nouvelle qu'une flotte danoise avait att qué Stockholm. Il n'y eut point d'engagemen

maritime sérieux, parce que les chefs des flottes suédoises étaient Danois d'origine. Charles, en se retirant, avait envoyé contre Christiern un corps de troupes sous les ordres de Thord-Carlsson Bonde ; ce général arrêta les progrès de l'ennemi, qui, après avoir essuyé un échec dans la forêt de Holweden, se vit forcé d'évacuer la Westrogothie. Charles fut moins heureux en Norvége : on reprit donc les négociations moins selon toute apparence dans le désir de conclure une paix solide que par lassitude et par épuisement, 1455. Pendant la trêve qui fut conclue à Wadstena, Christiern obtint du sénat l'autorisation de réunir aux domaines de la couronne toutes les terres qui avaient été engagées au-dessous de leur valeur réelle. Cette mesure entraîna des restitutions, non sans exciter parmi la noblesse de graves mécontentements. Cependant la Suède aspirait à sortir de l'état de crise où la retenait une lutte si longtemps prolongée; le clergé penchait toujours pour l'union; la noblesse, blessée de la hauteur de Charles, qui réservait toutes les faveurs pour un petit nombre de favoris, n'était pas éloignée de se jeter dans les bras de Christiern ; et les paysans, accablés d'impôts, désiraient le repos à tout prix. Thord Bonde, que le roi avait nommé maréchal du royaume, neutralisait, à force d'habileté et de courage,

les éléments de résistance que rencontrait le gouvernement.

Vers ce temps, 1454, la nouvelle de la prise de Constantinople vint jeter l'alarme dans toute la chrétienté; le pape s'adressa à Christiern et à Charles, dans le but d'obtenir du secours contre les ennemis de la foi, mais l'enthousiasme qui avait produit les croisades n'existait plus : les deux monarques du Nord étaient trop occupés de leurs propres affaires pour s'engager dans une guerre lointaine. Cependant Christiern et le clergé de Suède avaient mis à profit les négociations entamées avec le saint siége : Calixte III enjoignit à Charles, sous peine d'excommunication, de restituer au roi de Danemark le douaire de Dorothée qui formait deux provinces entières, la Néricie et le Wermland. A l'instant même où Charles recevait la bulle du pape, il perdait Thord Bonde, ce fidèle appui de sa couronne, qui périt victime d'un lâche assassinat.

Christiern entra en Suède avec une armée, 1456, et sa marche fut une suite de triomphes. L'archevêque d'Upsal, encouragé par les succès des Danois, jeta le masque, et se déclara hautement contre Knutsson.

L'audacieux primat entre dans son église d'Upsal,

dépose en présence du chapitre assemblé sa crosse et sa mitre devant saint Éric, et jure de ne point déposer le glaive, avant d'avoir délivré le royaume d'une tyrannie odieuse (1).

Charles revint en toute hâte, mais il se laissa surprendre à Strengnäs, où le corps d'armée qu'il commandait fut mis en déroute. Blessé dans l'action, le roi s'enfuit à Stockholm ; la fidélité des habitants lui était suspecte ; il s'embarqua secrètement sur un vaisseau avec toutes ses richesses, et se réfugia à Dantzick, où il attendit sept années l'occasion, que devait lui présenter la fortune, de ressaisir encore une fois la couronne (2).

Les vues de Christiern sur la Suède n'empêchaient pas ce prince d'entretenir des relations avec les souverains étrangers : en 1556 fut conclu le premier traité d'alliance entre la France et le Danemark. Il fut négocié par l'entremise de Frédéric, comte palatin du Rhin, et signé à Cologne par les plénipotentiaires des deux monarques. Ce rapprochement eut sans doute lieu en vue de l'Angleterre, avec laquelle Christiern avait eu quelques démêlés touchant des intérêts de commerce. Quant à Charles VII, il était de sa politique de susciter partout des

(1) Chronique rimée.
(2) Olaus Petri.

ennemis à une puissance qui avait mis la France à deux doigts de sa ruine.

Christiern s'engageait à faire passer à Charles VII un secours en hommes et en vaisseaux, sous la condition que les avantages auxquels le Danemark aurait contribué seraient partagés entre les deux couronnes : de son côté, Charles promettait à son allié de l'aider contre la Suède et les villes hanséatiques. Le roi de France ne négligea rien plus tard pour aplanir les difficultés qui s'étaient élevées entre les cours d'Édimbourg et de Copenhague, à l'occasion de la redevance annuelle que les rois d'Écosse s'étaient engagés à payer à ceux de Norvége, dont relevaient autrefois quelques îles voisines.

Cependant Stockholm, qui tenait encore pour Charles, ouvrit bientôt ses portes à l'archevêque d'Upsal : les seigneurs qui avaient quitté la Suède s'empressèrent d'y rentrer, et la réaction en faveur de Christiern fut si rapide, que lorsque la flotte de ce prince arriva devant Stockholm, les Danois se plaignirent ironiquement qu'on ne leur eût rien laissé à faire. Le couronnement fut célébré à Upsal où des tournois et des fêtes ajoutèrent à l'éclat de cette solennité. Le premier soin de Christiern fut de confirmer les priviléges du clergé qui l'avait

constamment soutenu au milieu de tant de vicissitudes ; le pape approuva par une bulle la déposition de Knutsson, et le sénat de Suède fit citer le prince exilé pour rendre compte de sa conduite. Charles, n'ayant pas comparu, se vit juridiquement condamné à la perte de tous ses biens, que l'on adjugea au roi et à la couronne de Suède.

L'interruption du commerce et les sacrifices sans nombre dont les guerres précédentes avaient accablé le pays forcèrent bientôt Christiern à recourir à de nouvelles mesures fiscales. Il fit en Suède ce qui lui avait réussi en Danemark : les domaines dépendants de la couronne et engagés à vil prix, furent soumis à une expertise, et les tenanciers obligés d'en rendre compte, sur les bases de leur valeur réelle. Toutefois la justice qui présidait à cette répartition atténua ce qu'elle pouvait avoir de sévère ; et tous les ordres de l'État parurent accepter sans arrière-pensée les charges comme les avantages de l'union. Bientôt les trois royaumes reconnurent le prince Jean comme successeur de son père Christiern à la couronne de Suède.

Du fond de sa retraite, Charles Knutsson suivait d'un œil attentif la marche des événements ; il comptait sur les rivalités de la noblesse, et sur la haine du peuple pour tout souverain étranger, et

ne se bornant pas à attendre des circonstances
vorables, il cherchait les moyens d'en faire naît

Casimir IV, roi de Pologne, ne pouvait voir s
inquiétude la réunion définitive, sous un mê
sceptre, de toutes les forces du Nord; des motifs p
ticuliers l'animaient en outre contre Christiern. I
Prussiens, las du joug des chevaliers teutoniques
de Livonie s'étaient mis sous la protection de Casim
d'un autre côté, les deux ordres avaient recouru
celle de Christiern, et s'étaient engagés à lui céd
l'Esthonie lorsqu'il aurait détrôné Charles. Ma
la lutte entre le Danemark et la Suède une f
terminée, l'exécution de ce traité fut différée so
différents prétextes, et Christiern renonça à ses pr
tentions moyennant quelques dédommagemen
Charles Knutsson n'obtint toutefois de Casim
que des promesses; et quoique le Danemark e
déclaré la guerre à la Pologne, la trêve qui suiv
les premières hostilités fut changée en un trai
de paix en 1456.

La mort du duc Adolphe, arrivée en 1459, était u
événement qui touchait de plus près aux intéré
du Danemark. La succession du duc se composa
du Holstein et du Sleswig.

Othon, comte de Schauenbourg, se portait po
héritier, comme le descendant le plus direct d

princes de la maison ducale : Christiern, dont les titres ne s'appuyaient que sur la descendance féminine, ménagea cette affaire délicate avec tant d'habileté que les états de Holstein et de Sleswig, réunis à Rendsbourg, se prononcèrent en sa faveur. Il aima mieux reconnaître aux états du Sleswig, qui était un fief mouvant du Danemark, le droit d'élire le souverain, que de courir les chances d'une guerre de succession; et les priviléges qu'il accorda aux deux duchés furent tels, qu'il les mettait pour ainsi dire dans l'impossibilité de souhaiter un changement. Tant de modération lui concilia tous les suffrages : il couronna cette transaction importante en dédommageant libéralement le comte de Schauenbourg, et en accordant au comte d'Oldenbourg quelques fiefs et quarante mille florins.

Tandis que l'autorité du roi s'affermissait en Danemark, elle commençait à chanceler en Suède : quelques exactions commises sur les partisans de Charles Knutsson réveillèrent la sympathie du peuple pour le roi exilé. Nils Ryting, chancelier de l'ex-roi, et quelques autres seigneurs, faussement accusés par l'archevêque d'Upsal de correspondre avec Dantzick, furent mis à la question; enfin, les impôts que les dernières concessions au comte de

Schauenbourg rendaient indispensables, excitaie des murmures parmi le peuple. La conduite l'archevêque, qui, jusque-là, avait joui de toute confiance du roi, lui parut suspecte; il crut pr dent de s'assurer de la personne du prélat : l paysans de l'Upland prirent les armes, et furent s le point de s'emparer de Stockholm. Le clergé, h bitué à des ménagements de la part des rois l'union, se regarda comme menacé dans la pe sonne de l'archevêque, et le pape enjoignit a évêques d'excommunier Christiern s'il tardait pl longtemps à mettre son prisonnier en liberté; roi ne voulut point fléchir. Kettil Karlsson, de famille de Vasa, évêque de Linköping et neveu d l'archevêque, après avoir vainement sollicité l liberté de son oncle, embrassa ouvertement le par de la révolte, et ne céda qu'à la force, après avoi semé partout des germes de résistance et de mé contentement. Christiern résolut de poursuivr Kettil jusque dans la Dalécarlie; il rencontra bientô l'armée rebelle, qui feignit une retraite et l'attir dans une forêt où elle reprit l'offensive et taill les Danois en pièces. Le roi fut obligé de s'enfui de Stockholm où il s'était réfugié. « Alors ce fut u cri unanime parmi les paysans en faveur du ro Charles : la Suède, disaient-ils, est un royaume, e

non une province ou une paroisse. Les sénateurs cédèrent, et Charles fut invité à revenir; mais ce fut pour être expulsé six mois après par l'archevêque, qui avait été rendu à la liberté et auquel s'était joint son neveu Kettil » (1).

Pendant que Charles séjournait au château de Wiborg, en Finlande, l'archevêque d'Upsal, l'évêque Kettil, et, peu de temps après ce dernier, Axelsson, occupaient tour à tour la régence. La noblesse, lasse du joug que lui imposait le clergé, était parvenue à faire élire Axelsson comme administrateur. Le primat, voyant que le pouvoir lui échappait, se rapprocha de nouveau de Christiern, aimant mieux obéir à un roi de l'union que de reconnaître l'autorité d'un de ses égaux. Le roi ne se hâta point de répondre à ses avances : il jugea prudent de laisser aux Suédois le temps de comparer l'état où ils se trouvaient depuis leur séparation avec celui où les avait placés le traité de Calmar. Cependant la conférence de Jönköping resta sans résultat. Ivar Axelsson épousa la fille de Charles, et combattit de tout son pouvoir le parti danois. Toutes ces intrigues, tantôt menées sourdement, tantôt appuyées par les armes, durèrent jusqu'à ce

(1) Geier.

que Sture et Axelsson, après avoir dissipé le parti de l'archevêque, eussent rappelé Charles de sa retraite : il se rendit aussitôt à Stockholm, et fit sa tournée dans toutes les provinces de la Suède, selon l'usage des rois nouvellement élus.

Christiern, à l'instant même où il perdait une couronne, renonçait à ses droits sur les îles Orcades et Shetland qui avaient été l'objet de longues contestations entre l'Écosse et le Danemark. Le mariage de Jacques III avec Marguerite, fille de Christiern, termina ce différend à l'avantage du roi d'Écosse, auquel la princesse apporta en dot les îles contestées.

Les dernières années du vieux roi de Suède furent loin d'être tranquilles; la guerre éclata de nouveau entre le Danemark et la Suède; Éric Karlsson Vasa se mit à la tête d'une troupe de révoltés, et ses succès firent craindre au prince de voir la couronne lui échapper encore une fois : cependant les victoires de Nils et de Sture changèrent bientôt la fortune, et Charles put mourir en paix (1470); il laissa le gouvernement à Sten Sture, en lui donnant le conseil de ne jamais ceindre la couronne (1).

(1) Chronique rimée. Geier.

Les troubles excités en Danemark par Gerhard, frère de Christiern, ne permirent pas à ce dernier de s'opposer au choix du nouvel administrateur, qui fut élu, l'année suivante, à la diète d'Arboga. Sture se hâta de mettre le siége devant Calmar et Stegeborg, et Christiern, après avoir vu échouer tous les efforts de ses partisans, fut réduit à conclure une trêve, à la faveur de laquelle il se rendit à Stockholm. Son but était d'amener les sénateurs à reconnaître son obéissance; mais l'activité de Sture déjoua toutes les tentatives du roi; les armes devaient décider de cette querelle. Les troupes de Christiern et celles de l'administrateur en vinrent aux mains près de la colline de Brunkeberg, aujourd'hui renfermée dans l'enceinte de Stockholm. Déjà les Danois se croyaient vainqueurs, lorsqu'un corps de Suédois sortit d'un bois voisin, et jeta le désordre dans leurs rangs. La garnison de Stockholm fit en même temps une sortie, et Christiern lui-même, blessé dans l'action, se rembarqua précipitamment avec les débris de son armée. « Les chants populaires qui retracent le souvenir de cette bataille, offrent quelques traits saillants des anciennes mœurs.

Le matin de cette sanglante journée, Sten Sture fit ses prières et communia avec toute son armée;

les soldats suédois avaient mis des signes à leu chapeaux pour se faire reconnaître de ceux leurs compatriotes qui combattaient dans les ran ennemis; ils marchèrent à l'attaque en entonnai le chant de Saint-Georges; et après la victoire, Ste Sture voua à ce saint l'image qu'on remarque enco dans la capitale de Stockholm. C'était surtout au tour des barrières que le combat était le plu acharné. Christiern blessa de sa main Canut Por qui dirigeait la sortie de la ville. Plusieurs fois Stu se vit entouré d'ennemis : un pauvre paysan nomm Biörn, et surnommé *le fort*, marchait devant son che val et lui frayait le chemin à coups d'épée. L'épous du régent et les nobles dames de Stockhol contemplaient ce spectacle du haut des remparts L'infanterie de Sture n'était guère composée qu de paysans dont les armes étaient l'arc et la hach de combat du Nord. Stockholm avait fourni en viron treize cents cavaliers. Christiern ne comptai dans son camp que cinq mille combattants; le rest gardait la flotte ou se composait des Suédois partisans du Danemark. Les forces étaient à peu prè égales des deux côtés, mais la discipline des Danois e l'artillerie qu'ils avaient amenée, semblaient devoi leur assurer l'avantage. Parmi les Suédois qui tombèrent en combattant contre leur patrie, on re-

marque le brave Karlsson, dont le bouclier resta exposé dans la cathédrale d'Upsal jusqu'à l'incendie de 1702 ; les soldats suédois qui se trouvaient dans l'armée danoise gagnèrent les vaisseaux ; les Danois voulaient les massacrer et les jeter à la mer, mais Christiern s'opposa à cet acte de barbarie, et les fit mettre en liberté (1).

La victoire de Brunkeberg permit à Sture de rétablir l'ordre si longtemps troublé par les guerres civiles. Les institutions municipales furent remises en vigueur, les magistratures des villes furent confiées exclusivement à des Suédois ; les campagnes mieux cultivées se repeuplèrent, et les exactions des intendants furent sévèrement réprimées ; enfin la fertilité de la terre, que le peuple attribue presque toujours à ceux qui exercent le pouvoir, attira sur l'administration de Sture les bénédictions des paysans.

Ces améliorations matérielles ne pouvaient qu'être favorables au progrès moral. En 1477, l'université d'Upsal fut solennellement inaugurée, un an avant celle de Copenhague ; le régent et les états lui accordèrent les mêmes priviléges que possédait celle de Paris (2).

(1) Geier. — (2) Id.

Christiern, sans abandonner entièrement l'espoir de rétablir son autorité en Suède, renonça dès cette époque à une lutte ouverte, dont l'issue venait de lui être si fatale. D'autres événements attirèrent sa sollicitude : ses deux frères Maurice et Gerhard, auxquels le roi avait donné les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, n'étaient pas restés longtemps en bonne intelligence. Gerhard, vainqueur de son frère, lui avait accordé la paix en 1455, en se réservant le comté d'Oldenbourg. La mort de Maurice, qui ne laissait qu'un fils en bas âge, lui transmit l'administration du comté de Delmenhorst, avec la tutelle de son neveu. Cet accroissement de puissance le rendit plus exigeant au sujet d'une somme d'argent dont le roi était resté son débiteur; il fit tant qu'il obtint comme sûreté l'investiture du Sleswig et du Holstein pour quatre années (1467). Ses exactions et ses intrigues alarmèrent enfin Christiern qui passa en Holstein, s'empara par surprise de la personne de son frère, et le dépossédа sans peine des provinces qu'il voulait s'approprier, quoiqu'il n'en eût que l'usufruit. La modération du roi ne désarma point Gerhard; il fit encore dans le Sleswig une tentative inutile, et, découragé par ce mauvais succès, il se mit au service du duc de Bourgogne, Charles le Téméraire. A cette époque, l'es-

prit aventurier n'excluait point celui d'une dévotion outrée. Gerhard se rendit en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, et mourut en chemin.

C'est vers ce temps que Christiern entreprit lui-même un voyage à Rome.

« Le roi, en habit de pèlerin, partit avec cent cinquante cavaliers, parmi lesquels on comptait plusieurs prélats, trois docteurs et deux hérauts; il était accompagné en outre de Jean, duc de Saxe-Lauenbourg et des comtes de Mulingen et de Helfenstein, qui menaient avec eux une suite nombreuse. Ces illustres pèlerins étaient vêtus d'étoffe noire, sur laquelle étaient brodés des bâtons blancs. Lorsqu'ils furent arrivés à Rotenbourg, l'empereur Frédéric III envoya son fils Maximilien et plusieurs princes et électeurs au-devant du roi, et le fit accompagner à son entrée dans la ville par une escorte de cinq cents cavaliers (1). » Il fut reçu d'une manière également distinguée à Inspruck, par Sigismond d'Autriche, et à Tarviso, par Galéas, duc de Milan. « Au commencement d'octobre, Christiern entra dans les terres de la domination du pape; deux cardinaux vinrent le recevoir au nom

(1) Mallet, livre VI.

du pontife Sixte IV, à Aquapendente. « Le roi, dit un témoin oculaire (1), montra dans cette occasion la plus grande piété. Il se jeta à genoux devant le pape, et resta longtemps prosterné. Toutes les fois que le roi passait de sa galerie dans son cabinet, Christiern lui portait le pan de sa robe; il lui présentait de sa main royale le bassin à laver. Sa place lui ayant été désignée entre deux cardinaux, il ne consentit à s'asseoir et à se couvrir qu'après eux. J'étais l'un de ces deux cardinaux; il me fit demander par un interprète d'être admis à baiser la croix après tous les cardinaux, voulant, disait-il, donner cette marque de déférence au suprême collége. »

L'avantage le plus réel que tira le Danemark de ce voyage dispendieux, fut la permission accordée au roi par le Saint-Père d'établir une université dans ses États. L'archevêque de Lunden en rédigea les statuts; mais, malgré le zèle de Christiern, ce ne fut que sous Christiern III que l'université de Copenhague prit le développement qui lui a valu depuis une légitime célébrité.

Au milieu de ces soins pacifiques le roi termina sa carrière. Il laissait deux fils, Jean et Fré-

(1) Le cardinal de Pavie.

déric; le premier lui succéda, le second fut nommé duc de Holstein et de Sleswig.

Christiern était d'une taille élevée et d'un extérieur prévenant; sa piété, son éloignement pour les mesures extrêmes et sa générosité naturelle le firent regretter des Danois; mais en Suède, il eut la haine du peuple comme tous les rois de l'union.

CHAPITRE XXII.

Jean, second roi de la maison d'Oldenbourg, venait de succéder à son père. En montant sur le trône de Danemark, il ne pouvait oublier que les couronnes de Norvége et de Suède faisaient en quelque sorte partie de son héritage. Ses premières démarches pour le rétablissement intégral de l'union furent entravées par la politique de Sture, qui, non content d'administrer la Suède avec la même autorité qu'un roi, ne négligeait rien pour détacher la Norvége des intérêts danois. Cependant, en 1483, une diète, composée des députés des trois royaumes, se réunit à Halmstadt, et reconnut Jean comme roi de Norvége. Ce prince, en confirmant les priviléges

des Norvégiens, les étendit aux deux autres roy
mes, ce qui était un moyen adroit pour ramen
son parti ceux d'entre les Suédois qui n'éta
point satisfaits d'une administration proviso
Sture essaya vainement de s'opposer à la réact
qui suivit l'accession de la Norvége.

On se réunit la même année à Calmar, où la m
jorité des plénipotentiaires suédois se déclara
faveur de Jean ; il n'est pas douteux, au reste, c
la noblesse suédoise ait eu moins en vue les intér
politiques et généraux de l'union, que le mainti
et l'accroissement de ses propres priviléges. (
convint que le roi, qui presque toujours avait
mains liées par le sénat, et qui devait séjourn
alternativement une année dans chaque royaum
ne pourrait accorder les emplois qu'à des ind
gènes d'extraction noble. Quant à l'investitu
des châteaux et des fiefs, son choix devait
régler sur l'avis des sénateurs. Le sénat n'était o
vert qu'à la noblesse et au clergé, mais nul n'
pouvait être admis que du consentement des autre
membres ; quiconque se séparait de ses collègue
devait être ignominieusement exclu des conseils d
roi ; quatre sénateurs étaient chargés, sur leur res
ponsabilité, de la direction des finances et des ar
chives du royaume. Le roi ne pouvait ni achete

ni retenir comme gage aucune charge seigneuriale. La noblesse, au contraire, se réservait la faculté de jouir par hypothèque des domaines royaux, sans que les impôts en fussent à sa charge, non plus que le service militaire : elle pouvait fortifier ses châteaux, en refuser l'entrée au roi, et y donner asile à qui bon lui semblerait ; enfin, il est positivement stipulé que tout seigneur, clerc ou laïque, est le maître absolu des paysans qui vivent sur sa terre, et peut agir en cette qualité, sinon dans les causes où le roi est partie (1).

Il n'est pas surprenant qu'après avoir solennellement juré l'exécution de clauses si contraires à l'exercice du pouvoir royal, Jean n'ait été roi de Suède que de nom pendant plus de quatorze années. Sture s'était résigné à ce qu'il ne pouvait empêcher, mais il avait su persuader aux états de ne couronner le roi que lorsqu'il aurait restitué Gothland. Cette île était occupée par Ivar Axelsson qui la tenait de Christiern Ier, à titre de garantie pour des sommes que son frère avait avancées à ce prince.

L'administrateur n'ignorait pas qu'une telle clause équivalait à un ajournement indéfini ; aussi les choses restèrent sur le même pied, et le réta-

(1) Geijer, chap. 6.

blissement de l'union porta à peine atteinte à l
dépendance réelle de la Suède.

Vers le même temps, Jean mit fin aux différe
qui s'étaient élevés entre lui et Frédéric, son fr
au sujet des duchés de Sleswig et de Holstein.
deux princes en reçurent l'investiture en comm
et le Danemark aurait joui d'une paix profonde
des malheurs, que la prudence du souverain ne p
vait conjurer, n'eussent affligé le pays. Une co
gion sévit avec tant de rigueur, qu'elle moisson
dit-on, plus d'un quart des habitants. Les dép
dations des pirates de la mer du Nord ajoutèr
encore à ces calamités. En 1486, Ivar Axelss
qui avait eu à se plaindre de Sture, restitua au roi l
de Gothland. Ce prince venait d'équiper une flo
pour en prendre possession, tandis que Sture f
sait de son côté des préparatifs pour faire rent
l'île contestée sous le gouvernement de la Suè
Le roi et l'administrateur eurent une entrevue da
l'île d'Öland; là, les deux rivaux, sous les deh
d'une réconciliation sincère, cherchèrent mutuel
ment à se tromper; la politique de Sture, ou plu
sa duplicité l'emporta; il promit à Jean que si
prince lui cédait l'île d'Öland, tous les obstac
qui s'opposaient au couronnement du roi de l'uni
seraient facilement aplanis; mais après avoir o

tenu ce qu'il souhaitait, il mit en avant les anciennes prétentions de la Suède sur l'île de Gothland, de sorte que le roi, après d'inutiles concessions, se trouva plus éloigné encore de son but qu'il ne l'était auparavant. Jean trouva, d'un autre côté, quelques dédommagements à ses pertes; il conclut avec l'Angleterre un traité de paix par lequel les deux nations obtinrent des avantages commerciaux; la même année, 1490, le roi et son frère se partagèrent les États de Sleswig-Holstein; mais les domaines du duc furent tellement entremêlés avec ceux de la couronne, qu'une scission territoriale devenait presque impossible.

Jean n'avait tiré aucun avantage des concessions que Sture lui avait arrachées; il donna de l'inquiétude aux Suédois, en s'unissant avec le grand prince Jean Vassiliévitch, alors en guerre avec la Finlande. Sture, de son côté, fit un traité avec les villes hanséatiques; et Jean, qui prévoyait une rupture prochaine, contracta à la même époque une alliance avec Jacques IV, roi d'Écosse.

Les succès des Russes en Finlande avaient porté une rude atteinte au pouvoir de Sten Sture; d'autres causes semblaient inviter les Suédois à recourir à un gouvernement plus régulier que ne pouvait l'être celui de l'administrateur. Ferdinand,

fils de l'empereur Maximilien, se fondant sur le prétendu droit d'une parenté éloignée, avait émis des prétentions à la couronne de Suède, et Frédéric, frère de Jean, intriguait assez ouvertement dans le même but. En outre, Sture était sous le poids d'une excommunication pour avoir retenu le douaire de la reine Dorothée. Malgré les dispositions favorables des sénateurs suédois, Jean, à qui la politique et les temporisations continuelles de Sture montraient sans cesse la couronne sans lui permettre de la saisir, s'unit plus étroitement avec les Russes qui exercèrent de grands ravages dans la Finlande et la Carélie. Sture ne pouvait faire face aux ennemis sans laisser le champ libre au parti danois; il s'éloigna du théâtre de la guerre, et confia le commandement de l'armée à Svante Sture et à deux autres généraux. Les revers qu'essuyèrent ces chefs furent attribués à la négligence et à l'ambition du régent. L'archevêque d'Upsala et presque tout le clergé étaient favorables au rétablissement de l'union; cependant Sture ne négligea rien pour raffermir son autorité ébranlée; homme de conseil et d'action, il se soutenait surtout par l'appui des paysans, et menaçait tous ceux qu'il ne pouvait convaincre ni séduire. Le roi vit bien que les armes seules décideraient de cette longue que-

relle. Il obtint des États danois des subsides extraordinaires, et, secondé par les Norvégiens, il commença les hostilités. Déjà il s'était emparé de Calmar, et il s'avançait dans l'Upland, lorsque Sture parvint à se jeter dans Stockholm. La garnison de cette ville était peu nombreuse, mais on y comptait sur le secours des Dalécarliens. Les Danois, instruits de la marche des paysans, s'avancèrent à leur rencontre, les attaquèrent à l'improviste et en firent un grand carnage. Ils retournèrent ensuite à leur camp devant Stockholm, exposant à la vue des assiégés les étendards enlevés aux vaincus. Sture crut que les Dalécarliens arrivaient à son secours; il fit une sortie, et, au lieu d'auxiliaires, il ne rencontra que les Danois qui le repoussèrent facilement. En même temps, la nouvelle se répandit que les Norvégiens, maîtres de la ville d'Elfsbourg, marchaient contre la capitale. Tant de revers n'abattirent point le courage de Sture; il pouvait encore tenir quelques semaines dans Stockholm, et il comptait sur un auxiliaire puissant, sur l'hiver si rude dans ces contrées, et sur la difficulté que trouverait bientôt le roi à se procurer des subsistances. Jean aima mieux recourir aux négociations que de compromettre le succès de ses armes. Il eut avec Sture deux entrevues dans un cloître voisin de

Stockholm. Il fut convenu entre eux que Jean régnerait en Suède, conformément aux articles précédemment arrêtés à Calmar, et que Sture conserverait, à titre de gouvernement ou de fief viager, la Finlande, la Bothnie et la place de Nikōping. Moyennant la cession du château et du district de Westerâs, l'ex-administrateur consentit en outre à faire reconnaître le roi par les Dalécarliens. Jean entra dans Stockholm où il fut solennellement couronné (1497). Svante Sture fut nommé maréchal du royaume, et Sten, qui avait fait l'abandon du Westmanland et de la Dalécarlie, partagea avec trois autres sénateurs le gouvernement de la Suède quand le roi repartit pour le Danemark. Lors de la cérémonie du couronnement, on créa un grand nombre de nobles et de chevaliers; selon la chronique rimée, la vanité des dames suédoises, qui désiraient pour leurs maris le titre de chevaliers, qualité que le régent ne pouvait conférer, contribua puissamment à frayer à Jean le chemin du trône. La réaction en faveur de l'union fut si complète, que le prince Christiern, fils aîné du roi, fut reconnu à la même époque comme successeur de Jean à la couronne de Suède.

En suivant attentivement la longue série de troubles qui précéda cette révolution, on reconnaît que

c'étaient moins les avantages du pacte de Calmar qui déterminèrent la noblesse à se jeter dans les bras d'un prince victorieux, que la haine d'un joug quelconque; toute autorité établie lui paraissait oppressive, et elle devenait bientôt hostile au pouvoir qu'elle avait élevé sur les ruines du gouvernement déchu. Sous le voile de la liberté et de l'indépendance nationale, les grands cachaient souvent des motifs moins honorables; à chaque changement, ils avaient soin de stipuler pour leurs priviléges et pour la conservation des richesses qu'ils avaient acquises pendant les troubles : et, à cet égard, ils ne faisaient que se conformer à l'exemple que Charles Knutsson Bonde et Sten Sture lui-même leur avaient donné. Depuis plus d'un siècle, les anciennes institutions scandinaves avaient perdu leur force; le sénat attirait tout à lui, et si le ting n'était pas aboli virtuellement, il n'était plus que l'instrument des partis. La lutte permanente n'était plus entre la royauté et le peuple, mais entre le haut clergé et l'aristocratie laïque; ces deux corps, indépendamment de l'esprit qui les animait, étaient encore fractionnés, selon l'influence des ambitions personnelles. On a vu que le clergé, richement doté par les rois de l'union, penchait en faveur du Danemark; quand la noblesse laïque, lasse d'une régence, se réunissait à

lui, le rapprochement des deux pays sous un même sceptre s'opérait sans de grands obstacles. Tant que durait la lutte politique, les paysans, sollicités d'un côté par leurs évêques, de l'autre par des chefs turbulents et avides de domination, se ralliaient instinctivement à ces derniers qui défendaient une cause plus nationale; mais quand les nobles faisaient leur soumission, la résistance populaire tombait d'elle-même. Plus tard, cependant, le peuple se disciplina au sein même de la résistance des autres ordres, et représenta un parti distinct qui arrêta pendant un quart de siècle les empiétements de la nouvelle monarchie. La possession de Stockholm décidait presque toujours de la prépondérance d'un parti sur l'autre. Les Danois se maintenaient dans cette capitale par leur marine; les Suédois par les secours qu'ils tiraient des villes hanséatiques, et par l'appui des Dalécarliens. Toutes ces causes montrent suffisamment combien l'union momentanée des trois royaumes était précaire. Les rois promettaient plus qu'ils ne pouvaient tenir, et les Suédois voulaient concilier les avantages d'une monarchie régulière, avec des priviléges qui les excluaient; les mœurs n'étaient pas encore assez assouplies pour un tel gouvernement, et, d'un autre côté, les nouvelles idées introduites par le clergé, le com-

merce et les rapports internationaux, avaient altéré le sentiment national qui servait comme de contrepoids aux anciennes institutions.

Quant à l'empire, son attitude pacifique au milieu de tous ces déchirements, de ces réconciliations apparentes, s'explique d'une manière naturelle : l'Allemagne avait vu avec inquiétude l'œuvre de Marguerite; mais en présence de toutes les difficultés que soulevait le pacte de Calmar, elle eut bientôt compris qu'il armerait pour longtemps l'énergie inquiète des Scandinaves contre elle-même, et neutraliserait l'un par l'autre le Danemark et la Suède : la ligue hanséatique avait d'autres vues; elle poussait à la guerre pour perpétuer son monopole. La découverte récente des Indes occidentales avait donné une immense impulsion au génie commercial; l'Hanse prévoyait que le sceptre des relations pacifiques allait bientôt lui échapper.

Jean, après avoir rétabli son autorité en Suède, retourne en Danemark, et conclut une alliance défensive avec Louis XII et Jacques IV, comme s'il eût prévu que la fortune lui réservait de nouvelles épreuves. En comparant les revenus qu'il tirait de la Suède avec les charges que lui imposait cette couronne, il reconnut que les ressources étaient au-dessous des dépenses. Les domaines de Sten Sture

étaient à
roi. Il fit
qui les ac
ci dut céd
son mécon
la premièr
se présent

Jean, dè
avait exigé
vaient à sa
à Christiern
Cette peupl
des marécag
lutte inégale
libre du côté
réduire ce peu
maritimes du J
Holstein se joigni
danoise. En peu
vit rassemblés pe
lesquels on remar
riers distingués p
services. La force
un corps d'auxili
nom de garde sa
contribué à la victo

La confiance des seigneurs était si grande, que plusieurs portaient des chaînes d'or au lieu d'armes, et se faisaient suivre par des chariots vides, destinés à remporter leur part de butin (1). Du côté des Dithmarses, les dispositions étaient celles qui conviennent à des hommes libres : ils avaient choisi ce temps pour célébrer les noces d'un chef, mais après avoir pris toutes les mesures que réclamait le danger. Les femmes, les vieillards et les enfants, chassant devant eux les troupeaux et emportant ce qu'ils avaient de plus précieux, s'étaient retirés dans des retraites presque inaccessibles. Tout le plat pays fut abandonné ou inondé, et la petite armée des Dithmarses occupa les défilés et les passages où la force des lieux pouvait compenser l'avantage du nombre, et rendre inutile la cavalerie de l'ennemi. Meldorp, la principale ville du pays, fut occupée presque sans résistance par les Danois, qui y commirent d'insignes cruautés. Après ce premier succès, le roi, sur les pressantes instances des chefs, résolut de pénétrer dans l'intérieur du pays; les Dithmarses, instruits de ses dispositions et de la route que devaient suivre les ennemis, se fortifièrent dans leurs défilés, et attendirent les Danois de pied ferme. Ceux-ci,

(1) Rosenfont.

obligés à chaque instant de rompre les rangs et de passer un à un dans des sentiers qui étaient comme suspendus sur des marais et des terres submergées, éprouvèrent les plus grandes difficultés à faire avancer l'artillerie et les machines de guerre. La garde saxonne, appuyée par l'infanterie nationale, était en tête, la cavalerie et les bagages marchaient ensuite. La première redoute fut attaquée avec vigueur, mais la nature du terrain ne permettait point aux Danois de se déployer; les Dithmarses firent plusieurs sorties, et parvinrent enfin à jeter le désordre parmi les assaillants; la déroute fut bientôt complète; tout ce qui ne périt point par le fer se jeta dans des marécages, à l'exception d'un petit nombre qui prit la fuite; la garnison de Meldorp parvint cependant à dégager les restes de cette armée naguère si belle, et protégea la retraite du roi jusqu'en Holstein. C'est à cette journée que les Danois perdirent la bannière de Danneberg.

Cette guerre, si honteuse pour les Danois, se termina par un traité qui ne l'était pas moins; il fut conclu à Hambourg sous la médiation des villes hanséatiques; les vainqueurs conservèrent leur indépendance, et les vaincus leurs prétentions. Le contre-coup de cet événement se fit sentir en Suède; les mécontents ne manquaient pas de motifs pour justifier leur

conduite hostile. Quelques Suédois de distinction avaient été arbitrairement spoliés et mis à mort par des gouverneurs danois ; mais de tous les griefs, le plus puissant c'était que le roi ne s'opposait point aux ravages des Russes dans la Finlande, et qu'il paraissait même porté à les encourager. Sten Sture travaillait de son côté à aigrir le ressentiment national ; cependant il dissimulait encore, et ne voulait se déclarer qu'à l'instant où le succès ne lui semblerait plus douteux. Il écrivit à Jean que l'état des affaires nécessitait la présence du monarque en Suède ; le roi partit effectivement, accompagné de Christiern et d'une suite peu nombreuse. Sten Sture vint à sa rencontre ; mais Jean, réfléchissant qu'il se trouvait à la disposition d'un homme non moins rusé qu'audacieux, feignit de vouloir retourner en Danemark, et prit brusquement la route de Stockholm. Là, il accusa Sten Sture d'avoir conspiré contre lui ; le sénat fut d'avis qu'on ne pouvait condamner ce dernier sans l'entendre. Sten Sture vint donc pour se justifier, accompagné de quelques gentilshommes dévoués et d'une troupe armée considérable ; l'ex-régent articula les mêmes plaintes qu'il avait maintes fois fait entendre contre le gouvernement royal. Jean répondit à ces reproches avec une modération qui semblait lui avoir con-

cilié tous les esprits; mais Sture et ses partisans continuèrent à prendre des mesures qui déterminèrent le roi à se mettre en sûreté dans le château de Stockholm. De là il s'embarqua pour le Danemark, laissant dans la citadelle la reine et une faible garnison. Le départ du prince fut le signal de la révolte, et les hostilités commencèrent. Sture s'empare d'Örébro, dont le gouverneur danois est mis en pièces, puis il se présente devant Stockholm, qui ouvre ses portes au vainqueur.

Tandis que la reine, toujours enfermée dans la citadelle, attendait vainement un secours que la saison retardait, Jean faisait périr par trahison Knut Alfson, chef d'un parti norvégien qui agissait dans l'intérêt des révoltés; et comme pour affecter une sécurité parfaite, ce prince célébrait avec pompe le mariage d'Élisabeth, sa fille, avec l'électeur de Brandebourg. Christine obligée de capituler, se retira dans le monastère de Vadsténa.

Le génie de Sture suscitait au roi toute sorte d'obstacles; les Norvégiens, indignés du meurtre d'Alfson, coururent aux armes, et l'hanse se déclara pour l'administrateur. Une armée danoise marcha en Norvége sous les ordres de Christiern, fils du roi. Dans cette campagne, le jeune prince se montra dur, implacable, sanguinaire, impatient de tout

frein, tel, en un mot, que, lorsque après avoir écrasé toutes les résistances, il mérita le surnom de Néron du Nord. Il battit les rebelles à Opslo (1), fit mettre à la question leur chef Herlof Hyddefad, qui dénonça dans les supplices tous ceux qui avaient trempé dans cette conjuration. Christiern étendit sa vengeance sur ces malheureux, sans être arrêté par aucune considération; une grande partie de la noblesse norvégienne périt de la main du bourreau.

La terreur avait pacifié la Norvége; la Suède devait avoir son tour. Christiern brûla et rasa les forteresses de Elfsbourg et d'Oresteen. Ces succès relevèrent les espérances de Jean; il accepta la médiation du cardinal Raymond Pérault, légat de Jules II, qui avait mission de rétablir la paix dans le Nord, et d'engager les princes à réunir leurs efforts contre les Turcs. Le légat ouvrit des conférences à Lubeck, où se rendirent les députés des villes hanséatiques. L'évêque d'Odensée y siégea comme plénipotentiaire du roi, le duc Frédéric et celui de Mecklenbourg furent choisis en qualité de médiateurs. Après de longs débats, il fut convenu que le roi rendrait aux Lubeckois les vaisseaux qu'on leur avait pris, et que l'hanse rentrerait dans ses anciens

(1) Aujourd'hui un des faubourgs de Christiania.

priviléges de commerce. Les villes s'engageaient en outre à faire tous leurs efforts pour ramener les Suédois à l'obéissance et pour obtenir la liberté de la reine Christine. L'administrateur fit d'abord quelques difficultés ; mais, sur la menace du légat d'excommunier toute la nation suédoise, il consentit au départ de sa prisonnière. La même année, Sten Sture termina sa carrière (1); ses partisans cachèrent pendant quelque temps sa mort ; enfin lorsqu'ils eurent pris toutes leurs mesures, ils firent nommer dans une diète Svante Sture, maréchal du royaume, comme successeur du régent. Les hostilités furent suspendues par une convention que devait suivre une diète où les députés suédois ne se rendirent point. Le roi déféra le jugement de cette conduite aux sénateurs de Norvége et de Danemark qui l'avaient suivi à Calmar.

En présence des envoyés du roi d'Écosse, de l'électeur de Brandebourg et des ducs de Mecklenbourg, ils rendirent une sentence, portant : « Que Svante Sture, Éric Johanson Wasa, Sten Christierson, Axenstierne, Éric et Pierre Turson Bielke, et les autres sénateurs de Suède avec leurs adhérents et les héritiers de Sten, ayant refusé, contre leur

(1) 1505.

parole et leur dernière convention, de se rendre à Calmar; étant de plus tombés à diverses fois dans le crime de rébellion et de parjure, en soulevant les Suédois contre leur seul légitime souverain, étaient déchus de leur noblesse, leurs biens confisqués, le royaume rendu au roi, son légitime possesseur, et le gouvernement d'Örébro à la reine, à laquelle il avait été assigné pour son entretien (1). »

Des mesures de rigueur suivirent de près la sentence des deux sénats; Jean, dans le but de priver les Suédois de tout secours de la part de l'Allemagne, et surtout des villes hanséatiques, porta cette affaire devant le tribunal de Maximilien, qui saisit avec empressement l'occasion d'agir comme suzerain des royaumes du Nord : il rendit un décret en vertu duquel les révoltés étaient sommés, sous les peines les plus sévères, de rentrer sous l'obéissance du roi de Danemark. Jean, instruit par l'expérience, ne porta point la guerre au cœur de la Suède; la pauvreté du pays, la rigueur du climat qui venait interrompre les opérations militaires à l'instant même où le succès allait les couronner, la difficulté des communications, et, plus que tout le reste, le caractère belliqueux d'un peuple qui croyait faire

(1) Hvitf. cité par Mallet.

acte de liberté en travaillant à l'agrandissement de quelques ambitieux, furent autant de motifs qui confirmèrent le roi dans l'adoption d'un autre système; il déploya de grandes forces navales, et, bloquant les côtes, il priva bientôt les Suédois de toute communication avec l'étranger.

Svante Sture se vengea des dommages que lui occasionnaient les pirates et les flottes du roi, en portant le fer et la flamme dans la Scanie. Après une alternative assez longue de succès et de revers, on convint à Warberg que l'on travaillerait au rétablissement du roi, et que si l'on ne pouvait réussir à lui rendre la couronne ou à la placer sur la tête de son fils, on reconnaîtrait du moins la souveraineté du Danemark en se soumettant à un tribut annuel.

Parmi les sénateurs suédois, les uns voulaient un rapprochement sincère; mais Svante Sture, l'âme et le chef du parti de la résistance, entravait toutes les négociations, attendant que quelque événement favorable vînt donner une nouvelle face aux affaires. Non content de mettre à profit les occasions qui se présentaient naturellement, Sture savait encore les faire naître; et comme la puissance du Danemark portait ombrage aux princes voisins et à la ligue hanséatique, il ne négligeait rien pour exciter les

craintes des uns et l'avidité mercantile des autres. Les villes libres de Vandalie ne s'étaient rapprochées des intérêts danois que parce qu'elles étaient alors en guerre avec les ducs de Mecklenbourg. La paix qui venait d'être conclue leur laissait une entière liberté d'action, et dès lors elles renouèrent avec l'administrateur, et firent passer aux Suédois des armes, de la poudre, et d'autres marchandises dont ils sentaient vivement la privation. Les Danois, instruits de cette infraction aux traités, arrêtèrent les vaisseaux des villes qui usèrent de représailles, de sorte que la guerre éclata bientôt. Jean fit attaquer Lubeck par terre et par mer; mais ses flottes, commandées par l'amiral Norby, furent dispersées par la tempête. Les Lubeckois prirent à leur tour l'offensive, et tandis que cette lutte absorbait toutes les forces du Danemark, Svante Sture faisait signaler comme ennemis de la patrie tous ceux qui se montreraient disposés à tenir les dernières promesses, et il déclarait déchu de ses droits le roi Jean pour avoir soumis à un tribut un peuple libre, et pour s'être uni étroitement aux Russes contre ceux qu'il appelait ses sujets.

Pendant près de deux années, la guerre se prolongea avec des alternatives diverses. La Scanie était le théâtre d'une lutte acharnée; sur mer la

lutte était partout. Cependant une confédération marchande devait se lasser plus promptement qu'un pays qui pouvait renouveler ses ressources par lui-même. En 1512, la paix entre le roi et les villes confédérées (1) fut conclue à Malmö; les principaux articles du traité portent : que l'hanse suspendra toute espèce de commerce avec les Suédois jusqu'au rétablissement de la paix, et qu'elle payera au Danemark trente mille florins d'or à titre d'indemnité. Ce rapprochement portait un coup funeste au parti de l'administrateur, dont la mort arriva l'année suivante (1512). Deux hommes se disputèrent son héritage : l'un était Éric Trolle, que son âge et son expérience semblaient désigner pour chef au parti modéré. L'autre était Sten Sture, fils du précédent administrateur. Sa jeunesse, son activité et son patriotisme ardent, promettaient un héros à la Suède. Tous les ennemis de l'alliance danoise, tous ceux qui cherchaient dans la prolongation de la lutte un aliment à leur ambition ou à leur inquiétude belliqueuse, appuyaient chaleureusement ses prétentions. Sten Sture, au milieu des

(1) Elle comprenait les régences de Lubeck, Wismar, Stralsund, Rostock et Lunebourg. Hambourg, qui était restée neutre, trouva un grand accroissement de prospérité dans le commerce qu'elle faisait presque exclusivement dans les ports de la Baltique.

circonstances qui avaient exaspéré le ressentiment national, devait l'emporter. Le parti de Trolle, en haine du jeune administrateur, résolut dès lors de faire triompher les intérêts danois. Les deux factions essayaient pour ainsi dire leurs forces, lorsque la mort de Jean (1513), vint compliquer encore une situation si difficile. Ce prince, dont la santé déclinait depuis plusieurs années, voyageait selon sa coutume pour assurer dans les provinces l'exécution de la justice, lorsqu'il fut contraint de s'arrêter à Albourg. A ses derniers moments, il donna à son fils Christiern des conseils pleins de sagesse et de modération, et expira avec la résignation et la sérénité d'un chrétien.

Les historiens danois le louent pour sa justice et sa prudence, mais on peut lui reprocher des actes de cruauté auxquels il se laissait emporter dans ses accès d'hypocondrie.

Christiern II prit les rênes du gouvernement à un âge (1) où les caractères de la trempe du sien se sont déjà montrés tout ce qu'ils doivent être. Son éducation avait été négligée, et la bassesse de ceux qui l'entouraient contribua sans doute à développer ses passions violentes; il entrait à peine dans l'ado-

(1) Il était né en 1481.

lescence que déjà ses mœurs étaient corrompues : l'extrême licence de ses divertissements, l'éclat qu'il se plaisait à leur donner, armèrent en vain contre lui la sévérité paternelle. Incapable d'études sérieuses, il regarda de bonne heure la guerre comme la seule occupation qui pût convenir à son rang et à son génie ardent. Les succès qu'il remporta dans la guerre de Norvége firent honneur à son courage, mais il les ternit par des actes non moins condamnables par l'emportement qui en était la source, que par la cruauté froide avec laquelle il les exécutait. Son père lui avait donné pour guide et pour conseil Charles, évêque de Hammer; pour se débarrasser de cette gênante tutelle, Christiern accusa le vertueux prélat d'avoir trempé dans la révolte, et le fit jeter en prison. Le malheureux tenta de s'évader, et se blessa grièvement; le prince le poursuivit lui-même, et le soumit à la surveillance la plus rigoureuse. La mort de Charles mit seule un terme aux persécutions du jeune tyran.

Cependant ce caractère si altier plia sous l'influence d'une femme de la plus basse extraction; Hollandaise d'origine, elle tenait avec Sigebrite, sa mère, une hôtellerie à Bergen. Il semble qu'en formant cette liaison, Christiern ait voulu montrer qu'il ne reconnaissait, même dans ses plaisirs, que

son caprice pour unique règle. Nous avons vu qu'il fit avec distinction la guerre contre les Suédois; il gouverna les Norvégiens comme vice-roi, avec un pouvoir plus despotique que s'il eût régné lui-même.

La santé chancelante de son père le rappela en Danemark; il s'appliqua aux affaires avec plus de zèle qu'on ne l'en eût cru capable, et lorsque Jean eut rendu le dernier soupir, il crut n'avoir qu'à tendre la main pour saisir la couronne. Cependant le sénat, qui redoutait un tel maître, était peu disposé à le reconnaître pour successeur; il fit offrir en secret à Frédéric, duc de Sleswig-Holstein, la couronne de Danemark, mais ce prince refusa de déposséder son neveu. Christiern fut donc déclaré roi de Danemark et de Norvége, après avoir pris l'engagement de confirmer les priviléges du clergé et de la noblesse, et en étendant les mêmes promesses aux Suédois lorsqu'ils lui auraient conféré la couronne. Il renouvela avec les villes hanséatiques les derniers traités, et maintint le duc Frédéric, son oncle, dans les domaines qui constituaient son héritage. L'année suivante, il fut couronné solennellement à Copenhague et à Opsla. Quant à la Suède, les factions qui la partageaient ne permettaient ni de reconnaître Christiern comme souverain, ni de rejeter ouvertement ses avances. Le roi attendait que la la-

situde mît les partis à la discrétion de sa politique. Allié de la France et de l'Écosse, il voulait encore étayer son autorité en épousant Isabelle, fille de Philippe, roi de Castille, et sœur de Charles-Quint. Le mariage fut célébré à Copenhague avec une grande magnificence. Bientôt après il renouvela ses anciennes alliances avec Vassili, grand-duc de Russie, et établit avec ce prince des relations commerciales. Cependant, au milieu de toutes ces mesures, le roi se trouvait gêné par l'insuffisance de ses revenus; il soumit à un nouvel impôt toutes les marchandises qui se débitaient dans le royaume, et il le maintint malgré les réclamations des villes hanséatiques.

L'année suivante (1515), Angélo Arcemboldi se rendit en Danemark. Le pape Léon X l'avait envoyé dans le Nord pour y vendre des indulgences dont le produit était destiné à la construction de la basilique de Saint-Pierre de Rome. Christiern lui accorda toutes les facilités désirables, espérant se l'attacher et mettre son influence à profit lorsque le prélat se rendrait en Suède.

Nous avons vu que le sénateur Eric Trolle, quoique obligé de céder la régence à Sten Sture, n'avait pas renoncé à l'espoir de renverser son jeune rival. Celui-ci ne pouvait ignorer qu'il était plus facile en Suède de parvenir au rang suprême que de s'y

maintenir; les partis, isolés tant que durait la lutte, se réunissaient contre le parti vainqueur, qui s'affaiblissait bientôt lui-même par de nombreuses défections.

Sten Sture se flatta qu'il désarmerait le ressentiment d'Éric, en donnant à Gustave, fils de ce dernier, l'archevêché d'Upsal que le titulaire voulait résigner. Christiern parvint à mettre le nouveau prélat dans ses intérêts; mais à l'instant même où ses intrigues préparaient le rétablissement de l'union, la mort de Dyveke et les soupçons que cette fin prématurée inspira au tyran aigrirent encore son humeur sombre, et allumèrent dans son cœur une soif de vengeance que des flots de sang ne purent assouvir. Cette femme avait inspiré une violente passion à Torben Oxe, gouverneur du château de Copenhague. On rapporta au roi que la famille de ce gentilhomme, craignant une mésalliance, s'était débarrassée de Dyveke par le poison. Torben Oxe fut envoyé au supplice. D'autres exécutions se succédèrent au mépris des lois, et la terreur comprima toute résistance. Sigebrite, mère de Dyveke, conserva tout son ascendant sur l'esprit du prince; on eût dit qu'en laissant cette femme maîtresse absolue des faveurs comme des châtiments, il voulait prouver tout le mépris qu'il faisait

de ses devoirs de souverain et de l'humanité elle-même. Les règlements de commerce qu'il fit en faveur de Copenhague n'eurent pour but que de faciliter, en les augmentant, les impôts de douane. La bassesse et l'avidité de ses favoris, Sigebrite et Slagheck, qui de barbier s'était élevé à la dignité de premier ministre, étaient d'autant plus agréables à Christiern qu'elles blessaient les grands dans ce qu'ils ont de plus cher, l'orgueil et l'intérêt.

Cependant les affaires de Suède faisaient prévoir un dénoûment prochain. L'archevêque avait refusé de prêter à Sten Sture le serment de fidélité, et les hostilités venaient de recommencer. Léon X, sollicité par le roi, chargea le primat de Lunden de soumettre la conduite de l'administrateur aux censures ecclésiastiques : mais ni l'excommunication qui s'ensuivit, ni les menaces de Christiern n'intimidèrent Sture, qui assiégeait Gustave Trolle dans son château de Stäke. Malgré les troupes que le roi fit passer en Suède pour le secourir, l'archevêque se vit bientôt réduit aux dernières extrémités ; toutefois, il ne se rendit que lorsque la résistance n'était plus possible. Il dut renoncer à la dignité archiépiscopale, et on lui désigna un cloître où il devait passer le reste de ses jours. Les sénateurs avaient appuyé cette mesure ; un seul

d'entre eux, l'évêque de Linköping, eut la précaution de placer secrètement sous son sceau un billet dans lequel il déclarait que son vote lui avait été arraché.

Arcemboldi venait d'arriver en Suède pour y remplir sa mission apostolique. L'administrateur eut bientôt démêlé le caractère du légat ; il l'entoura de flatteries et de prévenances, et lui fit même espérer le siége d'Upsal. Ébloui par ces offres, le légat n'hésita point à sacrifier les intérêts de Christiern, et il écrivit à Rome en conséquence ; mais le piége était trop grossier pour que le pape s'y laissât prendre.

Pendant ce temps, le roi se préparait à reprendre l'offensive ; il parut enfin devant Stockholm, avec une flotte de cent vingt voiles. Après avoir débarqué ses troupes, il se préparait à assiéger cette ville, lorsqu'il apprit que Sten Sture s'avançait à marches forcées. Les deux armées se rencontrèrent à Brännkyrka. Christiern ne put soutenir l'impétuosité de l'ennemi ; il se retira en désordre et reprit sa première position devant Stockholm. Là, n'osant reprendre l'offensive, et redoutant également les approches de l'hiver, il eut recours à la ruse, et ouvrit des négociations. Sten Sture était sur le point de se rendre à une conférence à

bord du vaisseau du roi, quand le sénat l'en détourna. Alors Christiern proposa d'aller lui-même à Stockholm, ne demandant, pour sa sûreté, qu'un sauf-conduit et quelques otages. Six seigneurs suédois furent désignés; mais on les arrêta à quelque distance de la flotte, et ils se virent retenus, contre le droit des gens, par le prince qui les emmena prisonniers en Danemark. Au nombre de ces otages se trouvait Gustave Wasa, que la fortune réservait à de si hautes destinées. Ce manque de foi donna une nouvelle force au parti de l'administrateur, et Christiern, plus détesté que jamais, ne songea plus qu'à la vengeance. Il ne se fit aucun scrupule de s'approprier les trésors qu'Arcemboldi avait amassés par la vente des indulgences, et de les employer aux préparatifs de la guerre. Vers le commencement de l'année 1520, les flottes et l'armée étaient prêtes. Des mercenaires avaient été levés en Allemagne, en Prusse et en Pologne. François Ier, en vertu des traités qui unissaient la France et le Danemark, envoya à son allié deux mille fantassins et quelque artillerie sous les ordres de Gaston de Brézé. Un assez grand nombre d'Écossais et de soldats tirés du Holstein vinrent encore se joindre à l'armée d'invasion, qui comptait en outre plusieurs aventuriers pour qui la guerre était un appât et le

pillage une ressource. On résolut de profiter de l'hiver, qui assure, dans ces contrées, la facilité des communications et des transports.

Othon Krumpe, général en chef des forces danoises, passa le Sund, et pénétra par le Halland dans la Vestrogothie. Il rencontra Sten Sture sur les glaces du lac Asunden, près de Bogesund : dès le commencement de l'action, l'administrateur reçut une blessure mortelle, ce qui entraîna la déroute des siens. Transporté à Strengnäs, il apprit que les Danois avaient tourné les taillis, et qu'ils s'avançaient vers l'Upland ; alors il donna ordre qu'on le transportât à Stockholm, mais il expira dans son traîneau pendant le trajet (1). Krumpe poursuivait sa marche, forçant les défilés et chassant devant lui les corps isolés où la perte du chef avait jeté le désordre et le découragement. Il faisait afficher aux portes des églises la bulle d'excommunication ; partout, sur son passage, le service divin était suspendu, et ses émissaires, effrayant les uns, promettant aux autres, au nom de Christiern, l'oubli du passé et la conservation des priviléges de la nation, ne leur montraient de salut que dans le rétablissement de l'union Ces promesses, appuyées par une armée victorieuse,

(1) Geier, livre VI.

déterminèrent une grande partie de la noblesse à demander une trêve de quelques jours pour convoquer une diète où l'on délibérerait sur les propositions de Krumpe. Les états se réunirent à Upsal, sous la présidence de ce même archevêque, Gustave Trolle, que les Danois venaient de rétablir dans sa dignité. Le prélat, déguisant ses anciens ressentiments, n'eut point de peine à persuader des hommes qui ne délibéraient que pour la forme. Les sénateurs décrétèrent l'union (1520). Tandis que les Suédois se courbaient devant le joug étranger, une femme, Christine Gyllenstierna, montrait seule un courage viril : veuve de l'ancien administrateur, elle voulut célébrer dignement les funérailles de la liberté. Sans autre recommandation que le deuil de son mari, elle court s'enfermer dans Stockholm, ranime le zèle des partisans des Sture, et les fait rougir d'avoir désespéré d'une cause qu'une femme ne regardait point comme perdue. Les Lubeckois, inquiets des mesures qui menaçaient leur commerce, envoyèrent quelques vaisseaux au secours de Stockholm, et ravitaillèrent la place. L'archevêque crut qu'il n'aurait qu'à se montrer pour mettre fin à cette résistance : il marcha contre la ville à la tête d'un corps de cinq mille hommes, et essuya une défaite complète. A la nouvelle de ce

succès, les paysans reprirent une attitude hostile, et remportèrent quelques avantages sur les Danois; mais ayant eu l'imprudence de risquer une affaire décisive aux environs d'Upsal, ils furent vaincus à leur tour, et dix mille d'entre eux restèrent sur la place.

Dès que la navigation fut ouverte, Christiern mit à la voile; après avoir mouillé devant Calmar, qui refusa de se rendre, il vint jeter l'ancre en vue de Stockholm. Presque tout le clergé et une grande partie de la noblesse s'empressèrent de lui rendre hommage. Ceux qui avaient donné les preuves les moins équivoques de leur haine contre le prince semblèrent prendre à tâche de surpasser les autres par la bassesse de leur dévouement récent. La fermeté de Christine n'en fut pas ébranlée; en effet, pour peu que le siége se prolongeât, l'expédition était manquée, et les obstacles naissaient de la victoire elle-même. Dans cette appréhension, Christiern, feignant de vouloir ménager le sang des Suédois, eut recours aux promesses, et fut si bien secondé par ses agents, que les bourgeois consentirent à lui ouvrir leurs portes. Christine, dit-on, essaya vainement de combattre cette résolution (1);

(1) Selon Puffendorf, l'évêque Hemming Gadd triompha de la résolution de Christine, contre le vœu des bourgeois.

série d'accusations contre Sten Sture et sa veuve, et contre les sénateurs et les magistrats de Stockholm. Le prélat demandait une réparation exemplaire des persécutions qu'avait eu à souffrir l'archevêque, son prédécesseur, et l'évêque de Vesterâs. On produisit une sentence d'excommunication, fulminée deux ans auparavant contre les accusés : le délit contre l'Église était patent, les sénateurs le reconnurent, supposant que le pape seul prononcerait sur le degré de la réparation.

Christine, citée devant l'assemblée, crut justifier la mémoire de son mari en produisant le décret rendu par le sénat de Stockholm en 1517, et en vertu duquel le régent avait déposé l'archevêque et fait raser la forteresse de Stäke. Cette pièce était revêtue des sceaux des principaux membres des états ; elle devint la base matérielle de la procédure. Les coupables se trouvaient suffisamment désignés ; ils furent arrêtés, et Christiern leur donna pour juges quelques ecclésiastiques qui opinèrent sous la double influence de l'archevêque et du tyran. Les accusés furent déclarés coupables d'hérésie ; Christiern s'était d'avance chargé du châtiment. Le même jour, 8 novembre 1520, défense avait été faite aux bourgeois de Stockholm de sortir de chez eux avant un ordre exprès de l'autorité. « A midi ils

purent se rendre sur la place du marché où les prisonniers ne tardèrent pas à paraître : c'étaient Mathias, évêque de Strengnäs, si dévoué aux intérêts de Christiern ; Vincent, évêque de Skara ; douze seigneurs laïques, presque tout l'ordre des sénateurs, le bourgmestre, avec les principaux magistrats de la ville et plusieurs bourgeois. Le chevalier danois Nils Lycke harangua le peuple, l'exhortant à réprimer toute manifestation ; mais lorsqu'il ajouta que Gustave Trolle s'était jeté par trois fois aux pieds du roi pour le supplier de sévir, l'évêque de Skara l'interrompit, protestant que ce qu'il venait d'avancer était faux. Plusieurs condamnés parlèrent dans le même sens, et accusèrent Christiern de parjure ; mais les bourreaux leur imposèrent silence. Tous eurent la tête tranchée, sans qu'on leur eût même accordé les dernières consolations de la religion.

Des artisans furent arrachés à leurs travaux et traînés à l'échafaud ; on livra au supplice quelques témoins de cette fête atroce, pour avoir donné des marques de compassion. Les frères Oläus et Laurentius Pétri allaient être exécutés, lorsqu'un Allemand les sauva en affirmant qu'ils étaient étrangers. Olaus Magnus vit le sup-

plice de quatre-vingt-quatorze personnes (1). »

La cruauté de Christiern se lassa bientôt d'un genre de mort si expéditif : le gibet et les tortures varièrent un spectacle qui flattait moins encore la vengeance du tyran que sa férocité naturelle.

La nuit qui suivit cette première journée, les femmes des suppliciés furent livrées à la lubricité et au fer des bourreaux. La terreur semblait avoir dépeuplé Stockholm : alors le roi fait proclamer que la justice est satisfaite ; mais lorsque les habitants se montrent de nouveau dans les rues et sur la place du marché, les massacres recommencent. Les cadavres restèrent longtemps entassés sur le lieu du supplice ; le troisième jour seulement, ils furen brûlés dans le faubourg du sud. On exhuma les restes de Sten Sture et ceux de son enfant, pour les jeter sur un bûcher, comme si le roi eût affecté de substituer sa justice à celle de Dieu.

La Finlande compta aussi ses victimes ; ni les services récents de Hemming Gadd, ni sa vieillesse avancée ne purent trouver grâce devant Christiern. En quittant Stockholm, le roi marqua sa route à travers les provinces suédoises par des exécutions

(1) Me vidente ac trepidante.

nombreuses. Au commencement de l'année suivante, plus de six cents meurtres avaient inauguré l'avénement au trône de Suède du dernier souverain de l'union (1).

Cependant un jeune héros, échappé à la surveillance des Danois, s'était jeté dans les montagnes de la Dalécarlie. La Providence, qui le réservait à de si hautes destinées, ne lui épargna ni les épreuves ni les périls; l'adversité lui donna l'expérience, à un âge où ses pareils n'ont que le courage : tandis que ses compatriotes baissaient la tête, de peur de rencontrer le glaive du tyran, il conçut le dessein de délivrer son pays, et il l'exécuta avec l'aide de Dieu et du peuple suédois (2).

CHAPITRE XXIII.

Christiern croyait avoir étouffé dans le sang de la noblesse suédoise le parti de la résistance; dès lors il ne garda plus aucune mesure. La puissance du clergé lui portait ombrage, il résolut son abais-

(1) Dalin., Puff., Geier, Mallet.
(2) Gud och Sverigesallmoge.
(Devise de Gustave Ier, Geier, vol. I, p. 284.)

sement. Le siége de Lunden fut donné, au mépris d'une élection précédente, à un homme méprisable, que le caprice du roi avait élevé à la dignité de vice-chancelier. Bientôt il exigea du nouveau primat la restitution de l'île de Bornholm, et le remplaça par son favori Diderick Slagheck.

Peu de temps après, il se rendit dans les Pays-Bas pour réclamer de l'empereur Charles-Quint la dot de la reine Isabelle. Ce fut là que Christiern eut occasion de voir le célèbre Érasme, qui prostitua la louange au monarque du Nord en échange de quelques faveurs (1).

A son retour en Danemark, le prince put se convaincre que les moyens extrêmes sont dangereux en politique, lorsqu'ils menacent les ordres les plus puissants de l'État. Il se vit obligé de rappeler d'abord Slagheck, dont les exactions étaient odieuses aux Suédois ; mais comme s'il eût rougi de céder à un sentiment de justice, il mit sur la tête de l'ex-barbier la mitre archiépiscopale, puis il le fit brûler vif à Copenhague, dans l'espoir de désarmer la cour de Rome qui avait envoyé un légat dans le nord, avec la mission d'informer sur les massacres de Stockholm.

(1) Erasm., lib. 14-23, epist. 7 et 6.

Cependant le jeune Gustave, après avoir échappé aux recherches de son parent Baner, auquel le roi l'avait confié, était parvenu à gagner Lubeck. Bröms, chef du sénat de cette ville, devina le grand homme dans le fugitif, lui donna un vaisseau pour le conduire en Suède, et lui promit des secours. Gustave débarqua près de Calmar (1520); mais n'ayant trouvé dans cette ville qu'hésitation et terreur, car les Danois s'apprêtaient à en faire le siége, et une femme, Anne Bielke, dirigeait la défense du château, il se jeta dans les montagnes du Smaland, évitant les Danois qui étaient maîtres du pays. Les paysans paraissaient peu disposés à soutenir un homme isolé, et que cherchaient partout les émissaires de Christiern. Quand Gustave essayait de les exciter contre le despostisme étranger, ils répondaient que ce prince ne les laisserait point manquer de sel. Un soulèvement dans l'Ostrogothie venait d'être étouffé; la soumission des provinces était presque générale : la haute Suède gardait seule une attitude menaçante. Plus d'une fois Gustave, toujours inébranlable dans sa résolution, fut sur le point d'être tué à coups de flèches par ces mêmes paysans auxquels il parlait de patrie et de délivrance. Pendant tout l'été, il erra de demeure en demeure, craignant à chaque instant qu'on

ne le dénonçât, car sa tête avait été mise à prix; le dénûment où il se trouvait fut sa sauvegarde. Arrivé en Sudermanie, dans les domaines de Joachim Brahé, son beau-frère, il ne put le dissuader de se rendre au couronnement de Christiern, où ce seigneur devait partager le sort des nobles proscrits. A Räfnäs, propriété de son père, il eut un entretien avec l'archevêque Jacques Ulfsson, qui lui donna quelques détails sur l'état des affaires dans cette partie du royaume, où les Danois avaient trouvé une forte résistance, quoique les paysans manquassent de chefs. Les Dalécarliens, qui avaient beaucoup souffert dans le combat d'Upsal, n'avaient point repris l'offensive. D'ailleurs Stockholm avait été mis en état de défense, et le clergé paraissait subir toutes les conséquences du renouvellement de l'union.

Le roi venait d'être couronné, et l'archevêque employait toute son éloquence auprès de Gustave, pour le détourner de ses projets, lorsque la nouvelle des massacres de Stockholm éclata dans les provinces. Gustave prit aussitôt la fuite, se dirigeant vers la Dalécarlie, et arriva enfin à Kopperberget (montagne de cuivre).

Il travailla comme manœuvre dans ces contrées, dont les habitants se rappellent avec orgueil que Gustave Wasa a manié au milieu d'eux la hache et

le fléau. Le grenier où Gustave a battu le grain est entretenu comme un monument national (1), ainsi que celui du village d'Isala (2). L'édifice d'Ornäs, où sa vie fut sauvée par la présence d'esprit d'une femme; l'endroit de la forêt de Marnäs, où il se tint caché pendant trois jours sous un sapin abattu, et où les paysans lui apportaient des provisions; la colline entourée de marais, près d'Asby, où il séjourna aussi quelque temps; la cave du village d'Utmedland, où on le fit cacher pour le soustraire aux poursuites de ses ennemis; la place où il harangua les Dalécarliens à Mora, tous ces endroits sont restés chers aux paysans de la Dalécarlie, qui n'ont oublié ni la perfidie d'Arendt Pehrsson, ni la fidélité de Sven Elfsson.

Le premier était propriétaire de la terre seigneuriale d'Ornäs, où Gustave se rendit de Rankhyttan : un collet de chemise brodé d'or ayant trahi le fugitif, Anders Persson n'osa le garder plus longtemps chez lui. Arendt Pehrsson reçut d'abord Gustave avec de grandes démonstrations d'amitié; mais le même jour, il alla trouver Benoît Brunsson, officier du roi, qui lui donna vingt hommes pour

(1) Lettre du roi du 26 avril 1668.

(2) Charles XI le visita en 1684. Gustave III y fit élever un monument en porphyre; le grenier appartient aujourd'hui à la famille de Sven Elfsson.

arrêter son hôte. La femme du délateur, Barbe Stigsdotter, prévoyant ce qui devait arriver, avertit Gustave pendant la nuit, et lui donna un cheval, un traîneau et un guide qui le conduisirent auprès du curé de Svärdsjö. Un chasseur, nommé Sven Elfsson, offrit un asile au proscrit; il le conduisit au hameau de Marnäs. Il fit ce trajet couché dans une voiture chargée de paille, que les émissaires de l'employé sondèrent avec leurs piques. Gustave, blessé et perdant son sang, était sur le point d'être découvert, lorsque la présence d'esprit de son guide le tira de ce pressant danger (1).

Gustave parla au peuple pour la première fois à l'église de Rättwik, puis à Mora. Les paysans de Rättwik lui témoignèrent l'intérêt que leur inspirait sa position; mais ils ne voulurent rien entreprendre sans le consentement de leurs voisins. Il ne reçut aucune réponse favorable de la population de Mora, qui venait de rendre hommage à Christiern; elle pria Gustave de vider le pays.

Dans les derniers jours de l'année 1520, il continua de fuir à travers les déserts qui séparent la Dalécarlie orientale de celle de l'ouest (2).

(1) Les agents prirent le sang de Gustave pour celui du cheval que e chasseur avait eu l'adresse de blesser au même moment.

(2) Geier,

Tant de persévérance devait enfin triompher : quelques nobles suédois se présentèrent devant Rättwik pour arrêter le fugitif; les paysans, indignés, coururent aux églises et sonnèrent le tocsin. Cette première démonstration, qui prouvait le réveil du sentiment national, donna bon espoir à Gustave, et rattacha à son parti plusieurs personnages de distinction. Les noms de ces derniers appartiennent à l'histoire : Laurent Olafsson et Jon Michelsson se rendirent à Mora, et parlèrent avec tant de force contre les Danois, et en faveur de Gustave, que les Dalécarliens envoyèrent à sa rencontre, avec la promesse de le reconnaître pour chef; les députés le joignirent dans le village de Säln, à l'instant même où il se disposait à passer en Norvége. Il revint en toute hâte à Mora, et la réaction fut aussi rapide que l'attente du libérateur avait été pénible et longue. Toutefois, les secours qu'on lui donna se bornèrent à deux cents fantassins, et à une espèce de garde du corps, de seize hommes, choisis parmi les paysans les plus jeunes et les plus braves.

Au commencement de l'année 1521, le nouveau chef marcha sur Kopperberget. « Il y fit prisonnier le prévôt des mineurs, Christophe Olsson, son ennemi déclaré, s'empara des caisses de la couronne, et fit main basse sur toutes les marchandises da-

noises. L'argent que produisit leur vente fut distribué à ses soldats (1). » Ce succès augmenta rapidement ses forces : il se vit en peu de temps à la tête de quinze cents artisans ; de là, il se porta dans la Helsingie et la Gestricie ; mais sur le bruit que les siens avaient été défaits, il retourna en toute hâte sur ses pas.

Cependant le bruit de cette révolte était parvenu à Christiern ; Stockholm fut mis promptement en état de défense ; on expédia dans les provinces des ordres et des avertissements pour contenir les habitants, et une armée de six mille hommes se porta sur la Dalécarlie, et vint camper près du lac de Brunbäck. Les paysans étaient commandés par Pierre Svensson que Gustave, alors absent, avait choisi pour son lieutenant. Le Dala séparait les deux armées ; tout à coup les Dalécarliens lancèrent, du bord opposé, une grêle de flèches ; à cette vue, l'évêque Beldenacke demanda aux seigneurs suédois qui étaient présents, combien d'hommes la province insurgée pouvait mettre sur pied, et quels étaient leurs moyens d'existence. On lui répondit qu'elle pouvait armer plus de vingt mille hommes, et que ce peuple savait au besoin se con-

(1) Geier.

tenter d'eau et de pain d'écorce. « En ce cas, poursuivit Beldenacke, le démon même ne pourrait rien contre eux, et nous n'avons plus qu'à nous retirer. » Mais comme il s'apprêtait à la retraite, Pierre Svensson fit un détour et tomba sur l'ennemi qu'il mit en déroute.

A son retour en Dalécarlie, Gustave trouva son armée victorieuse. Avant de marcher sur la capitale, il donna tous ses soins à établir parmi ses troupes l'ordre et la discipline militaire. Les Dalécarliens manquaient d'armes à feu ; ils se servaient en général de la hache, de l'arc, de la pique et de la fronde, avec laquelle ils lançaient quelquefois des morceaux de fer rouge. Gustave leur apprit à mieux fabriquer leurs flèches, et adopta la pique longue pour arrêter le choc de la cavalerie. Il fit aussi frapper une nouvelle monnaie, dont l'usage lui fut très-utile. Toutes ces mesures prises, il partagea ses forces en deux corps, et s'avança contre Vesterâs, où commandait Diderick Slagheck. Les Dalécarliens s'en emparèrent après une vive résistance, à l'exception toutefois de la forteresse. A la nouvelle de ce succès, le soulèvement devint général ; partout les villes furent prises ou assiégées, Upsal se rendit, et Gustave vainqueur vint asseoir son camp sur le Brunkeberg.

Le siége de la capitale dura plus de deux années; la ville, défendue par des ouvrages considérables, et approvisionnée par l'amiral Norrby, offrait des obstacles presque insurmontables à une armée composée, en grande partie, de mineurs et de paysans, plutôt propre à un coup de main qu'à une attaque régulière. Cependant la noblesse prenait parti pour Gustave, et bientôt elle lui conféra le titre de régent. L'archevêque Gustave Trolle s'était réfugié en Danemark, pour y presser les secours que réclamait la capitale. Plus d'une fois, l'insurrection fut sur le point d'être réprimée soit en Suède, soit en Finlande.

Christiern semblait prendre à tâche d'aigrir encore les esprits par une conduite impolitique et cruelle. Les femmes et les enfants des seigneurs décapités à Stockholm avaient été transportés en Danemark : la mère et les deux sœurs de Gustave, que le roi avait fait jeter dans des cachots, périrent de mort violente, selon les uns, de la peste, selon les autres. Gustave, adoptant la première version, adressa ses plaintes au pape, à l'empereur, et à plusieurs princes chrétiens. Le roi, pour toute justification, ordonna aux commandants danois de faire périr tous les Suédois de distinction qui se trouvaient en leur pouvoir; quelques-uns

obéirent, d'autres, parmi lesquels il faut citer le brave Norrby, déclinèrent cet ordre non moins inhumain qu'injurieux à leur caractère (1).

Lubeck suivait avec attention les chances diverses de cette longue lutte, où, de part et d'autre, on fit peu d'actions d'éclat. Cette ville, craignant le triomphe de Christiern, envoya aux assiégeants un secours de dix vaisseaux; mais l'intention de cette république marchande n'était point d'aider Gustave pour lui-même; elle voulait lui faire sentir le prix de son alliance, sans le mettre en état de se montrer difficile sur les conditions. C'est ainsi qu'à la seconde tentative de Norrby pour secourir Stockholm, l'amiral lubeckois refusa d'attaquer la flotte danoise, quoiqu'il pût compter sur une victoire presque certaine.

La guerre pouvait se prolonger longtemps encore : tout à coup l'on apprit à Stockholm la déposition et la fuite de Christiern (1523). Frédéric Ier, qui le remplaça sur le trône, réclama la couronne en vertu du pacte d'union. L'élection de Gustave à la diète de Strengnäs, le 7 juin 1523, avait déchiré le traité de Calmar. La Norvége, fidèle à la politique qu'elle s'était tracée, ne profita point de ce moment

(1) Geier.

décisif. Le Bohuslän et le Bleckingen se soumirent, la ville de Calmar capitula; quant à la Finlande, elle avait rompu ses derniers liens avec le Danemark avant la fin de l'année.

Gustave n'avait plus d'ennemis extérieurs, cependant sa tâche était loin d'être achevée : l'alliance douteuse de Lubeck, et la désorganisation du royaume appelaient toute sa sollicitude. Stockholm était presque dépeuplé; il s'agissait d'y raviver le commerce, sans exciter la jalousie de la ligue vandale.

L'union, qui avait duré cent vingt-six ans, avait accoutumé la noblesse à se regarder comme indépendante; les sénateurs gouvernaient dans leurs provinces, en l'absence du roi : ce pouvoir, pour ainsi dire illimité, attaché à la possession des grands fiefs, avait été la cause principale des différends qui surgirent entre les seigneurs et les souverains de l'union. Telle était l'influence de ces seigneurs, qu'on les vit proposer à différentes reprises de partager le royaume en provinces, que gouverneraient des régents particuliers. C'est ainsi qu'au milieu des secousses politiques, les États se reportent quelquefois vers leurs institutions primitives. D'un autre côté, le peuple, dont le bras était nécessaire pour la solution de toutes ces querelles, avait recouvré une partie de ses anciens pri-

viléges, ou du moins il s'était habitué à agir comme s'il en eût obtenu la sanction légale. C'est dans la haute Suède surtout que l'esprit de liberté, ce caractère distinctif de la Scandinavie païenne, s'était particulièrement conservé. Dans les provinces du sud, où le contact avec le Danemark et l'Allemagne avait modifié les mœurs, la noblesse avait conservé sa prépondérance.

On a pu remarquer que l'insurrection contre les rois de l'union sortit des rangs du peuple, et que ce fut sur le sentiment national qu'Engelbecrkt appuya ses prétentions; quant au clergé, il penchait pour le maintien de l'union qui lui avait procuré de si solides avantages. Cette conduite, qui le signalait au ressentiment populaire, contribua sans doute à l'établissement de la réforme, quoique le but principal de cette grande mesure, en Suède comme ailleurs, doive être principalement attribué aux convenances fiscales des souverains.

Ainsi Gustave avait le clergé hostile, et à l'instant où il avait besoin d'argent et d'appui pour cicatriser les plaies du royaume, ce prince se trouvait placé entre une noblesse turbulente, jalouse de ses priviléges, et des paysans pauvres, infatigables, toujours prêts à courir aux armes lorsqu'il était question d'un nouvel impôt.

Christiern, quoique déchu du trône, n'avait pas renoncé à ses prétentions; le beau-frère de Charles-Quint était encore à craindre, il lui restait Norrby qui gardait à Christiern l'île de Gothland, misérable débris d'une puissance qui s'étendait sur trois royaumes.

Lubeck, dont le commerce était inquiété par les pirateries de Norrby, parvint à déterminer Gustave à tenter une expédition contre Gothland, ancienne dépendance du diocèse de Linköping.

Bernhard de Melen, gouverneur du château de Stegebourg, qui avait épousé Marguerite, cousine du roi, fut chargé de diriger cette guerre; il s'empara d'abord d'une grande partie du pays, mais le siége de Wisby fut conduit avec tant de lenteur, que Norrby eut le temps de livrer la ville au Danemark. Cependant Lubeck interposa sa médiation entre Gustave et Frédéric. En vertu de la convention de Malmö, le Blekingen fut rendu au Danemark, et l'on ajourna l'affaire du Gothland. La trahison de Bernhard était manifeste; il exigea de ses soldats le serment de fidélité, s'empara du château de Calmar, et partit pour l'Allemagne pour y lever des troupes et rétablir Christiern sur le trône.

Les principes de la réforme commençaient à s'introduire en Suède : Gustave, qui les favorisait et correspondait lui-même avec Luther,

accueillit avec distinction les frères Olaüs et Laurentius Pétri, dont le premier fut nommé prédicateur de Stockholm, et le second professeur à l'université d'Upsal. Il n'est point douteux que le mouvement religieux, qui à cette époque absorbait quelquefois les questions politiques, ait permis au roi de balancer, les unes par les autres, les tendances du peuple, du clergé et de la noblesse. Il se conduisit, dans des circonstances si délicates, avec une mesure et une fermeté qu'il est bien rare de trouver réunies dans le même monarque.

En montrant la réforme comme probable, il contenait le clergé, et l'amenait à contribuer aux dépenses de l'État.

La noblesse entrevoyait avec satisfaction l'abaissement futur des évêques; et le peuple, quoique fortement attaché aux formes extérieures du catholicisme, espérait que les impôts, dont les grands n'étaient plus exempts, lui seraient plus faciles à supporter. Néanmoins, des changements de cette importance ne pouvaient avoir lieu sans de grandes secousses. D'abord, on confondait, sous le nom de réforme, tous les principes contraires à la règle canonique. Deux anabaptistes, Knipper Dolling et Melchior Rink, prêchèrent sur l'apocalypse, pénétrèrent de force dans les églises et les couvents,

et traînèrent dans les rues et sur les places publiques les ornements du culte et les images des saints. Ces scènes scandaleuses excitèrent l'indignation générale, et Gustave n'hésita pas à y mettre un terme.

L'esprit de révolte, qui s'était pour ainsi dire acclimaté en Suède, ne tarda pas à se manifester : le mécontentement était partout, mais les chefs qui espéraient en profiter ne pouvaient s'entendre ; les paysans se soulevaient, tantôt au nom du clergé, qui leur représentait comme une atteinte à la religion celle que l'on portait à leurs priviléges; tantôt au nom de Nils Sture, qui mourut à la fleur de l'âge, et dont un imposteur emprunta le nom, ou enfin en faveur de Christiern II, malgré les souvenirs sanglants de son règne, selon que les circonstances et l'appui des chefs donnaient quelque crédit à des espérances si opposées.

En ruinant les priviléges de l'Église, Gustave n'ignorait pas qu'il privait le Danemark de la plus grande partie de son influence, et cette considération contribua sans doute aux mesures qu'il prit dans l'intérêt des novateurs réformistes. Lorsque Olaüs Petri, qui était dans les ordres, se maria publiquement en 1525, le roi écrivit à l'évêque Brask qu'il était tenu de prendre la défense du mariage, la loi de Dieu à la main ; rien n'était plus propre à

séparer l'Église de Suède de sa mère l'Église de Rome que la suppression ou le changement des formes extérieures qui ont tant de prise sur l'esprit des peuples et qui composent pour ainsi dire le corps de leur croyance. La célébration de l'office divin se fit en langue vulgaire sur un ordre émané de l'autorité séculière. Le jour de la fête de saint Éric, Gustave parut à cheval au milieu de la population des environs, et parla contre l'abus des prières latines, et en général contre ceux de la vie monastique. Dans une visite qu'il fit au chapitre d'Upsala, il demanda si l'église tenait de l'Écriture son pouvoir temporel; en un mot, toute sa conduite, malgré la prudence qui le dirigeait, annonçait le plan de s'attacher la noblesse en lui faisant espérer la dépouille du clergé, et de l'habituer elle-même à l'obéissance envers l'auteur de ces grands changements.

Il était difficile néanmoins de persuader aux paysans que le roi était plus instruit que leurs évêques en matière religieuse. Ces hommes qui avaient défendu avec tant d'énergie leurs idoles contre les missionnaires chrétiens, ne pouvaient abandonner sans répugnance et sans lutte le culte de saint Éric.

Les Dalécarliens se distinguèrent surtout par une

résistance opiniâtre, à l'époque du soulèvement excité par le faux Nils Sture ; les paysans d'Upland ne se soumirent qu'après une année de négociations et de combats ; ils se plaignaient que le roi souffrît à sa cour des vêtements d'une forme inusitée, et ils exigeaient qu'il fît brûler ceux qui mangeaient de la viande le vendredi.

Après tant d'efforts partiels, Gustave comprit qu'une mesure générale était urgente ; il convoqua à Westerâs une diète dans le but de faire sanctionner par l'assemblée ce qu'il avait fait déjà et ce qu'il comptait faire encore. Depuis longtemps on n'avait pas vu en Suède une diète si nombreuse et si complète, et où tous les ordres du royaume eussent leurs représentants.

« La noblesse, qui s'y trouvait en majorité, avait reçu l'ordre de s'y rendre en armes. Les prélats, encouragés par l'évêque Brask, se réunirent, porte close, dans l'église de Saint Elgide ; là ils signèrent une protestation contre toute décision attentatoire aux priviléges de l'Église, mais ils cachèrent l'écrit sous le pavé, où on le retrouva quinze ans plus tard. Les états tinrent leur séance dans la grande salle du couvent des dominicains ; le chancelier prit la parole ; il rappela ce que le roi avait fait pour la Suède, et dans quelles circonstan-

ces il s'était chargé du fardeau du gouvernement; il ajouta que le roi n'avait accepté la couronne que par dévouement, mais qu'il n'avait pas tardé à s'en repentir et à reconnaître l'impossibilité de gouverner un peuple toujours prêt à résister aux actes les plus légitimes de l'autorité; il désigna plus particulièrement les Dalécarliens qui prétendaient être plus libres que les Suédois des autres provinces. Les envoyés de l'Allemagne, ajouta-t-il, exigent le remboursement de leurs avances, et quand il est question d'impôt, les agents du roi ne rencontrent en Dalécarlie que des séditieux. L'histoire des siècles précédents et des temps modernes justifiait assez Gustave de mettre des bornes à l'autorité du clergé, et dans la pénurie où se trouvait le trésor, c'était justice de reprendre aux gens d'église ce qu'ils tenaient de la libéralité des princes et de la nation. Quant à la réforme, Gustave convient qu'il la protége dans sa conscience comme l'expression de la parole de l'Évangile et de Dieu; qu'au reste il a invité les prédicateurs à venir expliquer leurs doctrines en sa présence; mais que les prélats, au lieu d'établir la vérité sur une argumentation sérieuse, trouvent plus commode de conserver leurs idées bonnes ou mauvaises. Au lieu de vouloir détruire le culte, le roi, qui veut vivre et mourir en

chrétien, est décidé à soutenir les prêtres qui rempliront dignement leurs fonctions : ce sera aux états à décider sur le sort des autres. Au reste, poursuivit le chancelier, le roi est prêt à déposer les insignes de sa puissance et à remercier le peuple suédois de l'honneur qu'il lui a fait : qu'on lui donne un fief, et il renoncera à la couronne ; mais si l'on veut qu'il conserve le gouvernement, qu'on mette au moins à sa disposition les moyens sans lesquels sa tâche devient impossible. Il parla ensuite sur le mauvais état des places fortes, sur l'insuffisance des revenus de la couronne, sur l'appauvrissement de la noblesse, sur l'abandon des mines et sur la ruine de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (1). »

Thure Jönsson demanda la parole au nom de l'évêque Brask : il représenta que le clergé régulier de Suède ne pouvait reconnaître aucune innovation religieuse sans l'assentiment du pape ; il ne contestait pas, du reste, que le roi, pressé par les circonstances, ne fût forcé de recourir à des mesures extraordinaires, ni qu'il y eût des abus à réprimer dans le sein même de l'Église, mais il croyait qu'on pouvait en opérer la répression d'une tout autre

(1) Geier, chap. IX.

manière, et sans que des fautes d'un petit nombre de clercs retombassent sur tous les autres.

« Le roi demanda au sénat et à la noblesse s'ils étaient satisfaits de cette réponse ; et comme Thure Jönsson déclara qu'il n'avait rien à ajouter, Gustave protesta devant l'assemblée qu'il lui était désormais impossible de conserver la couronne. Je ne m'étonne plus, ajouta-t-il, de rencontrer tant de désobéissance parmi les paysans, lorsqu'ils ont de tels conseillers : un nuage n'obscurcit pas le ciel qu'ils ne m'en accusent ; à les en croire, la stérilité de la terre, la peste même, c'est moi seul qui en suis cause ; je vois au-dessus de moi des moines, des clercs, des créatures du pape, et en retour des soins si pénibles de l'administration, je n'ai d'autre récompense à attendre que la hache que vous voudriez déjà voir briller sur ma tête, quoique pas un de vous n'ose en tenir le manche... Hé bien ! dédommagez-moi donc de tous les sacrifices que j'ai faits pour vous, et je m'éloignerai d'une patrie ingrate que je ne veux plus revoir. » Après ces mots, l'émotion lui arracha quelques larmes, et il sortit de la salle (1). »

Les nobles, qui ne s'attendaient point à voir la question tourner ainsi, n'osèrent prendre une réso-

(1) Geier.

lution; les paysans et la bourgeoisie, auxquels ces délais avaient laissé le temps de la réflexion, se rappelèrent tout ce qu'ils devaient à Gustave : les points douteux de la doctrine furent débattus en présence de la diète par les prélats, et les partisans de la réforme l'emportèrent. Gustave fut rappelé et accueilli avec enthousiasme par le peuple. Le roi sut mettre à profit cette réaction. Les évêques, désormais exclus du sénat, déclarèrent qu'ils accepteraient toutes les conditions que leur imposerait Gustave.

Les résolutions de la diète de Vesterâs étaient comme une nouvelle charte en faveur de la royauté. Laissons encore parler l'historien Geïer.

« Les lettres du sénat relatives aux résolutions de la diète contiennent : 1° l'obligation pour tous de réprimer et de punir toute espèce de révolte et de défendre le gouvernement contre les ennemis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; 2° le droit donné au roi de s'emparer des châteaux et des places fortes des évêques, et de fixer leurs revenus, de même que ceux des cathédrales et des chanoines, et de disposer à son gré des couvents; 3° le droit de la noblesse de rentrer dans les domaines qu'elle avait possédés et qui étaient passés aux églises et aux couvents; 4° le droit des prédicateurs

d'annoncer la parole de Dieu pure et simple.

« Le supplément au décret de la diète prescrit la recherche des revenus des évêques, des chapitres et des chanoines. Leur part et celle de la couronne étaient fixées par le roi. Toutes les charges cléricales ne pouvaient être conférées que du consentement du prince, et quoique les prêtres des paroisses fussent à la nomination des évêques, le roi se réservait la faculté de les destituer. Les clercs, dans les causes civiles, étaient justiciables des tribunaux ordinaires, et à leur mort aucune portion de leurs biens ne pouvait être léguée à l'évêque. Enfin l'Évangile devait être lu dans toutes les écoles. »

Quelle que fût l'habileté de Gustave, il lui était moins difficile d'obtenir un décret qui changeait la face de la Suède, que d'en assurer l'exécution. Aussi tout le règne du libérateur ne fut-il qu'une longue lutte, et l'on ne peut que s'étonner qu'il ait su préparer l'œuvre de la prépondérance monarchique sans aller jusqu'à la tyrannie. Cependant il sévit plus d'une fois avec une rigueur calculée, et quelques-uns de ses actes pourraient être taxés d'ingratitude, s'ils ne s'effaçaient, pour ainsi dire, dans la grandeur du résultat. C'est ainsi que lorsque le roi eut étouffé la troisième révolte des Dalécarliens, en 1532, il fit périr le mineur Anders

Pehrsson qui l'avait aidé à se soustraire aux recherches de Christiern.

Gustave, sans cesse menacé par ses propres sujets, triompha avec le même bonheur des ennemis extérieurs. En 1331, Christiern, qui était parvenu à se faire élire roi de Norvége, essaya de soulever plusieurs provinces suédoises; la résistance qu'il rencontra dans le Bohuslän, le força bientôt à se retirer. L'alliance de Frédéric, roi de Danemark, avec Gustave et Lubeck, porta le dernier coup au tyran détrôné qui expia les cruautés de son règne dans le donjon de Sonderbourg, n'ayant pour société qu'un nain qui partagea fidèlement sa longue captivité.

Lubeck, après avoir favorisé les Suédois contre Christiern II, ne voyait pas sans inquiétude les symptômes d'un gouvernement régulier dans la crise où se trouvait le Nord : la réforme venait de marquer la transition de l'époque religieuse à l'époque politique, et tout en Allemagne tendait à s'organiser dans ce sens. Le lien qui unissait les villes hanséatiques se relâchait, dès que leur intérêt cessait d'être commun; quand les questions n'étaient que locales, chaque république agissait avec ses propres ressources. Le vice de la ligue se révélait plus nettement à mesure que la monarchie

se constituait grande et forte sur les ruines de l'Église et de la féodalité. Lubeck semble avoir compris que sa puissance allait s'effacer, si elle ne reposait sur une large base territoriale, car il n'est point probable qu'elle ait cédé à un instinct purement guerrier, lorsqu'elle tenta la conquête du Danemark. Le développement de la marine hollandaise lui montrait une dangereuse concurrence, il fallait fermer à ces rivaux les détroits de la Baltique; et comme les révolutions soit populaires, soit dynastiques, changeaient à chaque instant l'esprit des traités, elle voulut dominer sur les Belts, et s'assurer ainsi l'empire du commerce dans le Nord. Dans ce but, elle essaya d'abord d'armer contre la Hollande, le Danemark et la Suède; mais bientôt elle reconnut qu'il était plus avantageux, dans l'état actuel des circonstances, de mettre aux prises ces deux dernières puissances, pour profiter de leur affaiblissement. Sans entrer ici dans des développements qui appartiennent aux règnes de Frédéric et de Christiern III, nous nous bornerons à dire que deux hommes de résolution, après avoir renversé le sénat de Lubeck, et entraîné la multitude par leur éloquence, furent sur le point d'accomplir leurs vastes desseins. Nous verrons plus tard comment ils échouèrent en Danemark. En Suède, leurs

tentatives ne furent pas plus heureuses : le jeune Svante Sture, fils de l'ex-régent Sten Sture, répugnait de se prêter au rôle d'excitateur; Lubeck trouva un instrument plus docile dans le comte de Hoya qui avait épousé la sœur de Gustave. La mésintelligence entre les deux beaux-frères avait éclaté à l'occasion de la dette de Lubeck dont le règlement avait été confié au comte. Les Lubeckois réclamaient encore dix mille marcs d'argent, et le roi prétendait que le plénipotentiaire les avait détournés à son profit (1). Peut-être cette prétendue irrégularité n'était-elle qu'un prétexte; ce qui porterait à le faire supposer, c'est que les relations furent interrompues par la saisie des navires de commerce, et que le comte s'enfuit à Lubeck où il se mit en rapport avec Bernhard de Melen et Gustave Trolle.

Lubeck soutint ensuite les prétentions du comte Christophe d'Oldenbourg qui s'était déclaré pour la cause de Christiern, ensuite elle appuya celle d'Albreckt de Mecklenbourg en donnant à son neveu Philippe l'espoir de régner en Suède.

Le rapprochement entre les cours de Copenhague et de Stockholm força bientôt les Lubeckois à

(1) Tegel, *Histoire de Gustave Vasa*. Geler, chap. IX.

la paix, et depuis cette époque l'hanse fut forcée d'abandonner ses projets de conquête. Elle essaya toutefois de jeter le trouble dans le Nord par une conspiration dont le but était d'assassiner Gustave : Olaüs Pétri et Laurentius Andreœ furent arrêtés et condamnés à mort comme coupables de non révélation; toutefois le roi leur fit grâce moyennant une forte somme d'argent, il consentit même à la réintégration d'Olaüs Petri comme curé de Stockholm. Tous deux avaient été chanceliers du roi, et nul clerc depuis eux ne fut chargé de semblables fonctions (1). Gustave poursuivit l'œuvre de la réforme sans entraînement et sans zèle, restant toujours à la hauteur des circonstances politiques. « La cause des troubles et de la révolte, écrivait-il au premier archevêque protestant, est dans l'ignorance du peuple; il faut enseigner d'abord et réformer ensuite; ne croyez pas que nous ayons la faiblesse de remettre l'épée aux mains des évêques. » Pour rester le maître comme roi, il s'attribua la décision suprême en matière ecclésiastique. Quand il eut permis aux nobles de reprendre leurs biens patrimoniaux sur le clergé, il ne tarda pas à reconnaître que c'était dans bien des cas remplacer un

(1 Geier.

abus par une spoliation sans que le peuple gagnât au changement : « Vous et vos pareils, écrivit-il à Georges Gyllenstierna, vous vivez comme s'il n'y avait en Suède ni loi ni roi. » Il disait à la noblesse : « Quand il s'agit de vous emparer des biens du clergé, vous êtes tous chrétiens et disciples de l'Évangile (1). » L'insurrection la plus sérieuse qui ait menacé Gustave, était dirigée contre la noblesse; un simple paysan, Nils Dacke, en était l'âme. Le Smâland, la Westrogothie et la Sudermanie se soulevèrent successivement; ces bandes se retiraient devant des forces supérieures, se recrutaient dans les villages, pillaient les maisons des prêtres mariés, et se montraient impitoyables à l'égard de ceux qui par leurs richesses ou leur influence soutenaient le nouveau gouvernement; les employés, les nobles étaient rançonnés comme esclaves de la cour et des grands; les insurgés voulaient le bien-être des paysans et le rétablissement de la religion. De vieux prêtres poussaient à la révolte, invoquant le ciel et maudissant le roi dans les églises. Longtemps Dacke se maintint dans quelques provinces. Les réfugiés suédois, le duc Albreckt de Mecklembourg, le comte Palatin Frédéric et l'empereur Charles-

(1) Geier.

Quint, entrèrent en négociations avec les paysans (1). Enfin ce dangereux chef de parti succomba en 1543; selon les uns, il ne survécut point longtemps à sa défaite, selon d'autres il passa en Allemagne pour échapper au supplice qui l'attendait.

Gustave avait épousé, en 1551, Catherine, fille du prince Magnus de Saxe-Lauenbourg, et belle-sœur de Christiern III, roi de Danemark; Éric naquit de cette union que la mort rompit deux ans après. Le roi épousa en secondes noces Marguerite Leyonhuvud dont le père avait péri dans le massacre de Stockholm; elle avait été fiancée à Svante Sture, et quoique la volonté royale eût forcé son inclination, elle se montra digne du choix de Gustave et lui donna plusieurs enfants: Jean, l'aîné, fut présenté à l'assemblée du sénat, de la noblesse et du clergé, à Örebro, en 1540, et reconnu comme héritier légitime du trône; quatre ans plus tard, à la diète de Westerås, cette élection fut confirmée avec l'adoption du mode d'hérédité de mâle en mâle et par ordre de primogéniture. Ce pacte de succession fut publié, en 1544, au nom de tous les états par la noblesse qui s'intitula *l'appui de la couronne*

(1) Ibid.

de Suède. Les autres fils du roi devaient être pourvus de fiefs.

C'est ainsi que Gustave couronna les deux premières phases de son règne : la délivrance du joug étranger et la réforme qui mettait le clergé suédois sous la main du prince : toutes ces luttes, tous ces travaux restaient précaires, tant que le pacte de succession n'avait pas complété l'unité de pouvoir en faveur de la monarchie.

Cette triple révolution, dans l'état politique tel que l'avait fait l'union de Calmar, dans l'ordre religieux si laborieusement établi par le saint-siége, enfin dans le droit d'élection, la plus vitale des libertés scandinaves; cette triple révolution, disons-nous, consommée par un seul homme, devait trouver après lui de puissantes résistances dans la réaction des mœurs et dans les intérêts lésés.

Après avoir empiété sur le clergé, de manière à le mettre dans une dépendance absolue, Gustave s'appliqua à établir sur une large base le domaine territorial de la couronne : il déclara biens du roi les terres incultes et en friche, il établit en principe que le fleuve appartient au roi, et rangea parmi les propriétés de la couronne les montagnes de la Suède qui se prêtent à l'exploitation des mines. Si sa logique était en défaut, sa vo-

lonté ferme venait à l'appui, et mieux valait céder de bonne grâce que de persister dans une résistance non moins périlleuse qu'inutile. Les prétentions de Gustave sur les terres vagues le conduisirent naturellement à en former d'autres sur les établissements qu'on y avait élevés, de sorte qu'il s'attribuait un droit réel d'expropriation ou de surveillance sur toutes les propriétés qui payaient le cens. Du reste il consultait le peuple dans les diètes, écoutait les plaintes, en promettant d'y remédier, et cherchait véritablement le bien général, à condition toutefois qu'il parût descendre de sa propre autorité : son activité suffisait à tout; il disait souvent à ses fils : « Réfléchissez d'abord avec maturité, puis exécutez avec vigueur et sans hésitation : une résolution qui n'est pas exécutée à temps est comme ces nuages qui, sans donner de pluie, traversent le ciel dans les temps de sécheresse. »

Dans des temps moins difficiles, l'administration de Gustave aurait pu passer pour tyrannique : avec plus de droiture et de franchise, il est probable qu'il n'eût pu se maintenir sur le trône; instruit de bonne heure à l'école de la politique danoise, il ne reculait devant aucun moyen pour parvenir à ses fins, et comme il avait vu de près tous les partis, soit comme observateur, soit comme acteur, il ne

se faisait aucun scrupule d'opposer la ruse et la force à la perfidie et à la violence. Au reste, l'éclat qu'a jeté son règne devait naturellement faire ressortir des actes qui, vus à distance et jugés sous un point de vue moral, ne peuvent que paraître condamnables; mais si l'on pénètre dans l'esprit du temps, si l'on considère la conduite des seigneurs, toujours prêts à vendre ou à retirer leur coopération au chef de l'État; si l'on pense à l'influence du clergé papiste, qui, regardant Rome comme sa patrie, faisait bon marché des libertés de la Suède, et n'avait d'autre règle que son ambition et son intérêt; enfin si l'on est obligé de reconnaître que le peuple lui-même, qui fut pendant si longtemps la proie commune de toutes ces tyrannies; flatté tour à tour par les nobles, par les évêques, par les régents et les monarques, s'était habitué à ne respecter que ce qu'il devait craindre, on comprendra facilement que Gustave ait dû vaincre tant d'obstacles en combattant ses ennemis avec leurs propres armes. Si la Suède n'eût été déjà habituée et façonnée pour ainsi dire à un régime semblable, Gustave lui-même n'aurait pu le lui imposer impunément.

Les finances de la Suède étaient dans le plus fâcheux état lorsqu'il prit la couronne; outre les

ressources qu'il trouvait dans les mesures extraordinaires et souvent tyranniques dont son règne offre tant d'exemples, il dut frapper de nouveaux impôts que les paysans n'acquittaient qu'en murmurant, et qui étaient un péril non moins qu'une ressource : il se plaignait lui-même que la révolte de Dacke eût absorbé sept années d'économies. Cependant sa prévoyance prit souvent le caractère de l'avarice : « A sa mort, dit Geïer, malgré les dépenses occasionnées par les dernières guerres et par les mariages des princes de sa maison, et le voyage d'Éric en Angleterre, il laissa quatre grandes caves voûtées toutes remplies d'argent, et des magasins pourvus de marchandises précieuses (1). »

Il établit le premier une comptabilité régulière pour les revenus de la couronne ; le clergé catholique, qui en avait fait en grande partie les frais, lui fournit encore par ses registres un modèle d'administration. Sa sollicitude descendait dans tous les détails : agriculture, communications, mines, industrie, tout s'améliorait sous son regard. Des vaisseaux suédois parurent dans l'Atlantique, et se dirigèrent vers la France, l'Espagne, l'Angleterre et les Pays-Bas. La paix avec la Russie ouvrit

(1) *Histoire de Suède*, chap. X.

au commerce de nouvelles ressources. Les produits de la Suède allèrent s'échanger en France contre du vin et du sel; en Angleterre, contre des draperies et du plomb; dans les Pays-Bas, contre des soieries, des toiles, des épices et du sucre; en Danemark, contre du salpêtre et du houblon; en Allemagne, contre des armures, des épées, et du cuivre ouvragé. Gustave établit aussi des règlements militaires, de sorte qu'il connaissait avec assez d'exactitude le chiffre des forces disponibles. L'armée soldée et cantonnée chez les paysans se composait d'environ treize mille fantassins et quatorze cents cavaliers indigènes; les soldats allemands étaient en petit nombre et leur paye était plus forte. La noblesse, qui servait à cheval, n'était point comprise dans cette évaluation. Les forces navales de la Suède furent mises sur un pied respectable, et bientôt les Finnois et Norrlandais, dirigés par des Vénitiens, se distinguèrent dans la construction des navires. Au milieu de toutes ces améliorations, les écoles, privées de la direction des prêtres catholiques, étaient en pleine décadence. De nombreux témoignages, dit Geïer, attestent l'ignorance et la grossièreté des prêtres, les mœurs publiques avaient reçu de la réforme un coup funeste. Le relâchement subit de la discipline de l'ancienne Église, avant que

la nouvelle eût pu prendre racine, devait amener ce résultat, et dans cette confusion, les esprits, libres d'adopter des points de conscience, ne pouvaient être scrupuleux sur des règles de morale étroitement liées aux croyances catholiques.

L'alliance entre le Danemark et la Suède fut plus d'une fois sur le point de se rompre; lorsque le traité de Spire eut scellé la réconciliation de Christiern III avec Charles-Quint, la cour de Copenhague parut disposée à faire revivre le traité de Calmar : le droit des filles de Christiern II était demeuré indécis, ainsi que la solution des anciens différends entre les deux couronnes relativement à l'île de Gothland. Gustave prévit que ces questions n'étaient qu'ajournées.

Cependant la guerre éclata en Finlande; les Russes ne purent prendre Viborg, mais ils emmenèrent un grand nombre de prisonniers. Après des ravages et des cruautés réciproques, on conclut un armistice que suivit la paix de Moscou en 1557.

La mort de la reine Marguerite frappa Gustave dans ses plus chères affections, cependant il épousa l'année suivante (1552) Catherine Stenbock. Marguerite lui avait donné dix enfants. Éric, d'un caractère fougueux et bizarre, obtint de son père les châteaux de Kroneberg et de Calmar, avec l'île

d'Œland ; Jean eut une grande partie de la Finlande pour fief.

La conduite d'Éric troubla la vieillesse de Gustave ; le jeune prince paraissait attendre avec impatience le moment où la mort du roi le laisserait maître absolu de sa conduite et des affaires. Gustave, tout en lui reprochant sa légèreté, le consultait souvent, et lui témoignait une grande confiance. Il voyait avec douleur la mésintelligence de ses deux fils aînés, de qui Messénius rapporte qu'ils se disputèrent dans leur enfance pour des jouets, plus tard pour des provinces, et enfin pour le royaume; ils s'accordèrent toutefois momentanément pour résister secrètement à l'autorité paternelle, mais dans des vues bien différentes : Éric se flattait d'obtenir la main d'Élisabeth d'Angleterre, et Jean prétendait réunir à la Finlande une partie de la Livonie. La guerre désolait cette province; elle porta le dernier coup à la puissance des chevaliers Porte-glaive, qui, trop faibles pour résister à la Russie, implorèrent le secours des Polonais, de l'empereur et des rois du Nord. Gustave, qu'alarmait l'attitude du Danemark depuis l'avénement au trône de Frédéric II, promit de secourir le grand maître, à condition que ce dernier remettrait entre ses mains, comme garantie, la ville de Revel. Peut-être, dit Geier,

cette détermination fut-elle motivée par les intrigues d'Éric et du duc de Finlande, qui négociait à l'insu de Gustave avec l'ordre teutonique. A la même époque, Jean se trouvait à Londres, d'où il donnait à son frère les espérances les plus flatteuses. Éric était sur le point d'aller trouver lui-même sa royale fiancée, lorsqu'une lettre d'Élisabeth au vieux roi, laquelle équivalait presque à un refus, vint désabuser la cour sans détruire les illusions d'Éric.

La santé du roi déclinait d'une manière sensible; au mois de mai 1560, il ordonna au prince Jean, qui revenait de Londres, de se trouver, ainsi qu'Éric, à l'ouverture de la diète convoquée à Stockholm pour le mois suivant. « Les lettres de convocation font mention des *friborne* et des *frälsman*, des prêtres, des bourgeois et des paysans, c'est-à-dire des quatre états. Les *friborne* représentaient les nobles de naissance; les *frälsman* étaient ceux qui obtenaient des lettres de noblesse par leurs services ou par l'équipement de cavaliers armés en guerre. Les évêques, nommés à cette époque *ordinarii*, deux prêtres, deux paysans de chaque district, et quatre bourgeois de chaque ville furent appelés à la diète. Le roi se rendit dans *la salle du royaume*, accompagné d'Éric, de Jean et de leurs plus jeunes frères, Magnus et Charles. Ce

dernier, encore enfant, était aux pieds de son père; les autres, à sa gauche, avaient pris rang suivant leur âge. Le roi salua les états; ils savaient, leur dit-il, et les vieillards en avaient été témoins, que la patrie avait gémi sous le joug de l'étranger. « Dieu seul, ajouta-t-il, a opéré cette délivrance miraculeuse et s'est servi de mon bras; Dieu a été mon aide et mon refuge durant les quarante années de travaux et de peines qui ont avancé mes derniers jours. Je suis comme le roi David, ajouta-t-il en versant des larmes, que Dieu tira de la condition de pasteur pour le faire régner sur son peuple. Le Ciel nous a fait connaître la vraie lumière, et j'ai l'espoir que vous resterez fidèles aux doctrines que vous avez embrassées. J'ai fait des fautes sans doute, car je suis homme, et je vous conjure de me les pardonner; beaucoup d'entre vous ont blâmé ma sévérité, mais un temps viendra où les enfants de la Suède regretteront de ne pouvoir me tirer de la tombe. J'ai le pressentiment de ma fin prochaine, je sens que les forces m'abandonnent, et j'ai voulu profiter de celles qui me restent pour vous faire connaître mon testament; je réclame des états la sanction de cet acte (1). »

(1) Geier.

Gustave expira le 29 septembre 1560; dans les derniers moments de son agonie, qui fut plus longue que pénible, son confesseur se pencha sur sa couche, et lui demanda s'il croyait en Jésus-Christ : « Oui, » répondit le roi d'une voix ferme; et cette parole fut la dernière.

CHAPITRE XXIV.

Les grandes époques historiques peuvent être rapportées à des dates précises, lorsqu'elles représentent un fait nettement défini, ou quand l'idée qui domine une époque se lie tellement à un fait, qu'elle lui emprunte pour ainsi dire la clarté de sa manifestation. Ainsi les grands cataclysmes, les solennités publiques, la fondation ou la chute des villes célèbres, ont dû servir aux historiens de points de départ pour la classification des événements subséquents et intermédiaires; mais quand une période historique n'a qu'une signification morale, les limites qu'elle embrasse deviennent indécises et quelquefois insaisissables.

Qu'est-ce que le moyen âge? où commence-t-il? où finit-il? Sans doute le règne de Charlemagne

peut être considéré comme le développement de la puissance germanique appuyée sur Rome chrétienne, mais les ancêtres de ce grand homme avaient tout préparé. La transformation du roi franc en empereur n'est que l'expression la plus sensible d'un nouvel ordre politique et moral, et cet ordre n'a été possible que parce qu'il avait ses racines dans le passé : certes, les temps immédiatement postérieurs à ce fait offrent une analogie plus marquée avec ceux qui suivent, qu'avec les époques voisines de la grande invasion des barbares.

Il est également difficile de préciser l'époque où commence l'histoire moderne; si c'est avec la réforme, faudra-t-il remonter à Wicleff, ou seulement à Jean Huss, ou enfin à Luther, reproducteur passionné des idées de ses devanciers?

L'ère chrétienne elle-même, à la considérer sous le rapport de son influence sur l'état des sociétés européennes, reste comme flottante pendant plusieurs siècles. On voit d'abord le paganisme romain graviter vers l'Église et s'en rapprocher avec lenteur, puis la lutte s'engage avec les païens de la Germanie, et enfin avec les Scandinaves et les Slaves de la Baltique et de l'Est. Le christianisme avance toujours, mais les mœurs réagissent dans les

phases de la transformation, jusqu'à ce qu'enfin le monde païen soit absorbé dans l'unité chrétienne.

C'est qu'en général les idées, c'est-à-dire la manifestation intelligente de la vie des peuples, ne subissent une transformation complète qu'après une longue série de modifications successives; l'homme peut adopter un nouveau symbole, un autre Dieu, mais à l'instant même où il admet une nouvelle croyance, il s'appuie d'abord sur ce qu'il croyait, et mêle instinctivement la vérité à l'erreur. Dans l'ordre moral, aussi nécessairement que dans l'ordre physique, la succession est une loi immuable et la garantie nécessaire de la durée.

La période politique remonte évidemment en deçà du seizième siècle, mais elle se confond encore avec l'influence religieuse, et ne prend un caractère prépondérant que lorsque l'Allemagne, craignant pour ses libertés, devint le point d'appui des puissances qu'inquiétait le développement de l'empire sous le sceptre de Charles-Quint. Le règne de Louis XI peut être regardé comme l'époque transitoire entre les périodes religieuse et politique. A travers les superstitions qui enveloppent les actes de ce prince, on distingue déjà la raison d'État qui les détermine, non plus comme précédemment, par saillies, et comme résultant d'intérêts acciden-

tels, mais avec la suite et la maturité qui caractérisent une tendance durable. Les guerres contre l'Italie, dont la possession devait assurer la prééminence de la France ou de l'empire, et consommer l'abaissement politique de Rome, font surgir de nouveaux rapports au sein desquels prend naissance la diplomatie. L'époque est tellement politique, que des caractères analogues se révèlent presque simultanément dans les principaux États de l'Europe. C'est, en Angleterre, Henri VIII, tour à tour l'allié de Charles V et de François Ier, et qui après mérite le titre de défenseur de la foi, rompt avec le pape, répudie ou livre aux bourreaux ses femmes, et se déclare chef de l'église anglicane : en Espagne, c'est Isabelle, princesse d'une ambition virile, qui triomphe avec le glaive et assure ses avantages par l'habileté des négociations : c'est, en France, François Ier qui, pour perdre son rival, fait cause commune avec la ligue luthérienne, et ne rougit point de s'allier avec l'ennemi de la chrétienté. C'est Charles-Quint lui-même, qui repousse la réforme par instinct monarchique, et de peur de s'aliéner l'Italie et l'Espagne ; vainqueur à Muhlberg, il retient contre la foi jurée son prisonnier, le landgrave de Hesse ; n'hésitant point à falsifier un traité par raison d'État ; c'est un pontife, Paul III,

qui, dans l'espoir de ruiner le parti protestant, essaye de réconcilier l'empereur avec François, et en présence de si grands intérêts, stipule pour les Farnèse l'abandon des duchés de Parme et de Plaisance. En Danemark, c'est Christien II, qui tombe pour avoir passé la mesure d'une politique impitoyable : en Suède, c'est Gustave Vasa, qui triomphe et meurt la couronne en tête, parce que, dans ses actions, même lorsqu'elles sont moralement repréhensibles, il se montre toujours tel que le temps et les circonstances le réclament : en Pologne, c'est Sigismond Ier, qui serait le plus habile des rois de ce pays, où la bravoure est plus commune que la politique, si Étienne Batory ne lui disputait le premier rang ; enfin, en Russie, c'est Jean le Terrible, dont nous allons bientôt esquisser le règne; certes, la réunion sur les trônes de l'Europe de pareils personnages, presque tous contemporains, établit d'une manière incontestable l'inauguration de la période politique.

La révolution religieuse devait coïncider avec la période politique ; il fallait qu'elle s'identifiât avec de grands intérêts, pour qu'elle osât se produire, et pour que les intérêts qu'elle menaçait lui donnassent, par la persécution, cette éducation forte qui fait les existences durables. La réforme elle-

même prit, dans le principe, le caractère dominant de l'époque; sa marche, d'abord timide et calculée, devient plus rapide à mesure que les événements se précipitent. Luther n'était novateur que sous le rapport de la forme : un siècle avant lui, Wiclef avait attaqué le papisme avec les mêmes armes; mais les princes n'avaient saisi que le côté religieux de la question, et les idées hardies du novateur anglais restèrent dans l'oubli, jusqu'à ce que Jean Huss, encouragé par la protection de Sophie de Bavière, vint leur donner une nouvelle célébrité par l'âpreté d'un schisme que couronna son supplice.

Depuis ce moment, la réforme fait des progrès en Allemagne, et les guerres des hussites la propagèrent rapidement. On pressent dans cette lutte, à la fois politique et religieuse, la solution prochaine de l'antique querelle des gibelins.

Dès le milieu du quinzième siècle, jusqu'au commencement du seizième, les registres des états sont remplis de doléances sur les abus de l'Église. Le trafic des indulgences, la célébration pompeuse du jubilé de 1500, coûtèrent à l'Europe chrétienne des sommes considérables. Souvent Rome était obligée de partager avec les princes les collectes de ses légats, de sorte que les peuples se trouvaient pressu-

rés entre les exigences d'une double fiscalité. Il n'en pouvait être autrement, puisque les empereurs s'arrogeaient la suprématie sur Rome temporelle, et que Rome elle-même, réduite à ses propres ressources, n'aurait pu ni subsister comme État distinct, ni exercer d'action efficace sur les évêques investis de dignités séculières. Malgré les efforts vertueux de plusieurs papes, et par suite des prodigalités scandaleuses de quelques autres, l'influence religieuse baissait en Europe. La lutte contre le paganisme était finie ; l'industrie et les arts, sortis de l'émancipation des communes, avaient introduit dans les mœurs une recherche qui devait gagner l'Église. A mesure que le sentiment de la liberté se développait dans les masses par le fait de la richesse et de la propriété, les princes se formaient à une politique plus déliée; c'était partout une lutte de pouvoir à pouvoir, de vassal à vassal, de vassaux à souverains, de couronne à couronne. Dans les positions sociales les plus humbles comme dans les plus élevées, les richesses, qui donnent tout, deviennent le but commun, l'instrument universel.

L'enthousiasme qui avait produit les croisades avait fait place à un sentiment raisonné des croyances ; la religion avait cessé de dominer la vie sociale; elle la complétait et composait avec les exigences

nouvelles. La prise de la ville sainte par les infidèles avait jadis transformé l'Europe chrétienne en un vaste camp ; depuis la moitié du quinzième siècle, Constantinople était au pouvoir des Turcs qui menaçaient la Hongrie, la Bohême et l'Autriche ; et cependant l'Europe restait presque indifférente en présence de ce danger, elle sentait que sa force était désormais dans son organisation militaire, dans le développement donné à ses ressources par l'industrie et le commerce ; elle pouvait essuyer des revers, mais l'Orient, stationnaire dans son fatalisme, était désormais impuissant devant la société régénérée. Les institutions morales, œuvre de l'Église, étaient affaiblies mais non usées ; en un mot, le principe religieux servait encore de contre-poids à l'action civilisatrice, mais déjà l'on pouvait prévoir que les intérêts purement temporels deviendraient la base de l'ordre politique et social, et qu'après avoir dégagé le code religieux de quelques vices de forme, on ne tarderait pas à porter une investigation hardie sur le principe lui-même pour en mettre les conséquences en harmonie avec les idées et les choses de la vie nouvelle.

Une révolution prochaine s'annonçait, non-seulement par les tendances politiques et sociales, mais par les lettres et les arts, expression fidèle des

phases des civilisations. Le beau passait de l'idée dans la forme; et des chefs-d'œuvre naissaient sous le regard des Médicis. Léon X s'entoura d'une cour d'artistes, et les monuments de Rome chrétienne purent rivaliser avec ceux de la Rome impériale; ce progrès cachait déjà une décadence morale. Le pape avait compris son époque : il annonce une croisade contre les Turcs, et met l'Europe à rançon pour défrayer une guerre sainte. L'Europe reste impassible, et Léon X, qui peut-être avait prévu cette tiédeur, puise à pleines mains dans les trésors de ses légats pour décorer la basilique de Saint-Pierre. On dirait que, reconnaissant à tant de signes la décadence du saint-siége, il se pressait d'élever ce merveilleux mausolée de la puissance pontificale, en dotant l'Église expirante de toutes les splendeurs du génie de l'homme.

Dans la prévision encore confuse d'un grand changement, la société tout entière s'était émue; dans la politique, les prépondérances territoriales; dans les chefs subordonnés, la plus grande somme possible d'indépendance; dans les masses, une activité inquiète qui croyait saisir dans toutes les questions générales le principe de la lutte que tous attendaient, telles étaient les tendances de la société au commencement du seizième siècle; la politique

les dominait toutes, et ce ne fut que plus tard que la question religieuse, de secondaire qu'elle était, après avoir grandi dans la lutte, s'éleva à la hauteur de la question politique, et quelquefois même parut l'absorber. Peut-être le clergé eût pu résister à cette pression générale, s'il eût eu pour armes défensives les vertus de la primitive Église ; mais il avait adopté les vices des corps politiques, et il ne pouvait que s'énerver en prenant sa part des jouissances de la vie nouvelle. L'Église n'avait point seulement pour but l'intégrité du principe religieux : elle voulait défendre tout son passé, en vue du présent et de l'avenir : tout son passé, c'est-à-dire non-seulement le dogme, mais les annates, les expectatives, les indulgences et tout le cortége de son administration fiscale ; pour l'Église, c'était presque une nécessité ; dans la position qu'elle s'était faite, il ne lui était plus donné de s'isoler dans son influence spirituelle. Le système de défense adopté par l'Église devait donc se modifier selon que l'agression menaçait plus particulièrement le dogme ou les prérogatives séculières du haut clergé. Plus d'une fois, dans les guerres de religion, les papes, moins soucieux des destinées futures du saint-siége que de leur pouvoir temporel, virent avec satisfaction les succès de la ligue

protestante contre l'empereur. Alors le pape n'était plus que le chef des guelfes, quoique cette dénomination de parti fût éteinte; de leur côté, les évêques d'Allemagne s'applaudissaient souvent de les échecs des catholiques, l'intérêt séculier l'emportant sur toute autre considération. La confusion des principes régnait surtout parmi les masses, comme il arrive toujours dans les époques de transition; le principe politique, placé au sommet de la société, poussait le peuple dans la lutte, et le peuple croyait s'enrôler sous un drapeau religieux. Le soldat combattait comme catholique ou comme protestant, non pour défendre ses convictions, mais parce qu'il appartenait au service de Charles-Quint ou de l'électeur, de sorte que la volonté supérieure pouvait le constituer ennemi de ses coreligionnaires.

La marche de la réformation se règle, pour ainsi dire, sur les événements; la religion ne mène point, elle marche à la suite, et ses premiers triomphes comme ses premières défaites ne l'atteignent que par contre-coup.

Au seizième siècle, les protestants ne demandaient rien de nouveau; les mêmes griefs avaient été articulés longtemps avant eux; et il n'en pouvait être autrement parce que les abus qu'ils signalaient

étaient inhérents à l'Église constituée depuis des siècles comme pouvoir temporel.

Lorsque Luther commence la lutte contre l'Église, il ne parle d'abord qu'avec la timidité d'un transfuge ; sans contester l'efficacité des indulgences, il se borne à en censurer l'abus ; l'électeur de Saxe devine dans le moine dominicain le porte-voix de l'indépendance germanique ; il le soutient, l'encourage et se déclare son protecteur. Le réformateur s'élève; il se fortifie dans la résistance à mesure que la ligue des religionnaires devient plus puissante; enfin la confession d'Augsbourg remplit l'Allemagne et retentit dans toute l'Europe ; désormais Luther est à lui seul une puissance; il ne lui est plus donné de reculer, et il poussera le schisme jusqu'à ses dernières conséquences.

Après l'abdication de Charles-Quint, le démembrement de l'empire et les concessions faites aux religionnaires suspendirent la lutte en Allemagne. Philippe II, par ses mesures sanguinaires, crut sauver le catholicisme; son intolérance était en retard d'un siècle. La réformation avait achevé sa première phase ; la guerre de trente ans devait consommer l'œuvre de Luther.

Le travail intellectuel, déjà si fécond au seizième siècle, reçut de la réformation une impulsion puis-

sante : la liberté d'examen passa des questions religieuses dans tout le domaine de l'idée ; elle agrandit l'intelligence, mais aux dépens du sens moral ; le prêtre réformé ne fut plus que citoyen ; il y eut moins de scandales et moins de convictions fortes et de saintes abnégations, enfin les institutions sévères du christianisme perdirent peu à peu leur empire sur une société dont les ministres eux-mêmes tendaient les mains aux liens terrestres.

Comme tout l'ordre social était l'œuvre de l'Église, de même aussi les changements introduits au nom de Luther durent modifier la vie intérieure des peuples par certains intérêts politiques. Ces intérêts trouvèrent plus ou moins de faveur dans les grandes sociétés sorties de la civilisation chrétienne.

L'Italie devait rester fidèle au catholicisme ; menacée par l'empire et par la France, qu'eût-elle fait de la réforme ?

L'Espagne, à peine sortie de ses luttes contre les Maures, était encore dans toute la ferveur du principe catholique.

En France, la réforme comptait de nombreux partisans ; mais l'unité monarchique repoussait les idées nouvelles, ce qui n'empêchait pas le roi très-chrétien de donner la main aux religionnaires ; au milieu de ce conflit politique et religieux, le pro-

testantisme resta longtemps en France à l'état de secte.

En Angleterre, les caprices de Henri VIII ébauchèrent grossièrement la réforme; la réaction suivit de près, et la cause du papisme ne fut réellement désespérée qu'à dater du règne d'Élisabeth.

En Danemark et en Suède, la nouvelle religion servit de levier, tantôt contre la prépondérance impériale, plus souvent dans les luttes qui regardaient spécialement les intérêts respectifs de ces deux royaumes.

En Pologne, la cause luthérienne fut paralysée par l'influence des jésuites, et par l'établissement de la Prusse ducale. Albert de Brandebourg s'était déclaré pour les protestants; Sigismond crut devoir resserrer son alliance avec l'empereur.

Dans la Russie seule, Jean le Terrible, dont nous allons esquisser le règne, put combler la mesure du despotisme, sans que la religion vînt entraver ses actes. L'Occident était prêt pour la grande lutte qui couvrit l'Allemagne de sang et de ruines; en Russie, le même principe de domination universelle qui avait failli perdre Charles-Quint et François Ier s'asseyait sur une large base, et inaugurait la puissance des Slaves orientaux, puissance dont plus tard les monarques de l'Europe centrale oublièrent

de s'occuper dans leurs savantes combinaisons d'équilibre.

CHAPITRE XXV.

En esquissant rapidement le tableau de l'Europe centrale au seizième siècle, nous avons essayé de démontrer que le principe de la réformation, en Danemark et en Suède, ne se développa qu'en s'appuyant sur la politique contemporaine. Nous allons montrer la Russie déjà puissante sous le despotisme hideux de Jean IV, s'élevant ensuite avec Boris Godounof, et sortant enfin des dangers de l'anarchie pour confier aux Romanof ses grandes destinées; mais d'abord nous jetterons un regard sur ses frontières occidentales, sur ces limites mouvantes, sans cesse disputées, où s'agitaient encore quelques débris du paganisme, où le génie slave, déjà modifié par les migrations de l'Allemagne et par le catholicisme, oscillait, pour ainsi dire, entre les influences civilisatrices de l'Ouest et celles de la confraternité de race, qui les attiraient vers les Slaves orientaux.

Au nord, la Finlande; en redescendant vers le

sud, l'Esthonie, la Livonie, la Lithuanie et la Pologne, telle était la ceinture immense qui étreignait la Moscovie. Longtemps le joug des Mongols empêcha les Russes de renverser cet obstacle pour aller respirer un air plus pur ; mais une fois vainqueurs de la horde dégénérée, ils empiétèrent successivement sur cette zone sans profondeur, jusqu'à ce que, prépondérants sur la Baltique et l'Euxin, et sans inquiétude du côté de l'est et du midi, ils soient venus se heurter contre la vieille Europe

Dès les temps les plus reculés, des tribus slaves, soit inquiétude belliqueuse, soit que des invasions formidables les aient forcées de s'éloigner de leurs établissements, se sont portées vers le nord-est jusqu'à ce que la résistance des Scandinaves ou des Germains les ait forcées de s'arrêter. Le territoire placé entre les peuples à demeure fixe et les peuplades assaillantes resta le théâtre de luttes aussi longues qu'acharnées, les uns et les autres se trouvant presque toujours entre deux ennemis. C'est ainsi que les Suédois et les Russes se disputèrent la Finlande pendant des siècles. L'Esthonie et la Livonie eurent un sort semblable : ces provinces, jetées au milieu de peuples guerriers, furent tour à tour ravagées par les Russes, les

Danois, les Polonais et les chevaliers teutoniques.

Quelquefois les peuplades intermédiaires, mettant à profit les causes qui absorbaient les forces des États plus puissants, s'accrurent tout à coup d'une manière extraordinaire, et devinrent même momentanément prépondérantes. La Lithuanie en offre un exemple remarquable. Ce peuple, peu nombreux, habitant jusqu'au quatorzième siècle un territoire resserré qui fait partie du gouvernement actuel de Vilna, prit subitement un accroissement tel, que les Russes, les Allemands, les Polonais et les Mongols eux-mêmes en conçurent de sérieuses alarmes. Sous le rapport de la religion et du langage, la Lithuanie pouvait être considérée comme une nation à part (1). Par les alliances, elle tendait à s'incorporer à la Russie orientale (2). Les guerres fréquentes que firent les Lithuaniens aux Russes ne prouvent rien contre le rapprochement qui résultait de ces alliances. On

(1) Koialowicz, *Historiæ litvanæ*.

(2) Presque tous les princes lithuaniens, depuis Mindovg, et surtout depuis Gedimin, descendent, par les femmes, de Vladimir le Grand. Une parente de Mindovg épouse Daniel Romanovitch; sa fille s'unit à Schwarm Daniélovitch; Olgerd à une princesse de Tvér; Lioubart à une princesse de Volhynie; Keistut à une princesse de Riazan; la fille de Keistut épouse Vladimir Andréévitch; Sophie, fille de Vitold, est mariée à Vassili, fils de Dmitri Donskoï, etc., etc. Oustrialof. Glava IV. Otdèléniéll.

a vu que le système des apanages armait souvent l'oncle contre le neveu, le frère contre le frère.

Si le paganisme était la religion dominante du peuple, les princes lithuaniens professaient généralement le rite grec (1). Plus d'une fois les liens de famille, resserrés par la conformité des croyances, occasionnèrent entre les princes russes et polonais des cessions territoriales; c'est ainsi que Woïchelg céda ses États à Schwarm, fils de Daniel, et que le neveu de ce dernier abandonna Vladimir de Volhynie aux fils de Gedimin. A la bataille de Koulikof, les fils d'Olgerd, à l'exception d'un seul, combattaient avec les Russes contre les Mongols, et ils reçurent, en retour de leur coopération, des districts, même dans la principauté de Moscou.

L'habileté, non moins que le courage des princes lithuaniens, contribua à leur rapide agrandissement. Gedimin, né idolâtre, avait compris l'influence civilisatrice du christianisme; ses fils reçurent le baptême, il éleva des églises à Novogrodek et à Vilna, sa capitale; mais regardant les arts et le commerce comme un moyen plutôt que comme un but, il porta ses vues ambitieuses vers

(1) Tous les fils d'Olgerd étaient du rite grec; Jagellon lui-même, baptisé comme païen, n'était probablement que schismatique. Quant à Olgerd, on pense que sa femme, Julienne, princesse de Tvér, l'avait converti à la foi chrétienne. Koialowicz. Oustrialof.

la Galicie, royaume florissant qui comprenait des provinces fertiles et populeuses. Il fit la guerre à Léon et à André, les défit, et rangea sous son sceptre toute la rive droite du Dniépr avec les districts de Tchernigof, de Kief et de Volhyn. Il s'affermit dans sa nouvelle conquête en respectant les mœurs et les institutions, laissa aux descendants de Vladimir le gouvernement des villes et le titre de prince, et reconnut pour les affaires de religion la suprématie du métropolitain de Moscou. Mais ce qui servit Gedimin plus efficacement que tout le reste, c'est que les Mongols le trouvèrent moins disposé que les princes russes à se courber sous leur joug.

Gedimin, suivant l'usage introduit en Russie par les Variègues, partagea ses États entre ses septs fils. Olgerd, plus brave et plus ambitieux que ses freres, parvint à les déposséder ou à leur imposer son autorité. Une fois maître de la Lithuanie, il tourna ses armes contre les chevaliers teutoniques; cette lutte fut longue et sanglante. Le prince pénétra dans la Livonie jusqu'à Dorpat et ruina Korolévetz (Königsberg). Casimir le Grand, roi de Pologne, profitant de ce conflit, s'empara de Brest, de Belz et d'une grande partie de la Volhynie; de là de longues guerres avec la Pologne, dont Olgerd

sortit enfin victorieux. Il ne fut pas moins heureux contre les Mongols; il les battit en Podolie, les rejeta au delà du Danube, pénétra en Tauride et ruina Kherson. Ennemi déclaré des Mongols, Olgerd ne pouvait conserver des rapports d'amitié avec les princes russes, tributaires de la horde; Siméon le Superbe, qui se donnait le titre de grand prince de toute la Russie, accueillit les frères d'Olgerd, et chercha l'occasion d'une rupture ouverte. Le Lithuanien, dès qu'il se vit sans inquiétude du côté de la Livonie, tourna toute son attention sur les principautés de la Russie orientale; par ses intrigues et ses alliances, il s'immisça dans leurs intérêts. Sans tirer l'épée, il parvint à s'emparer de plusieurs villes. Novgorod, Smolensk et Tvér le regardaient comme leur protecteur. En un mot, il joua dans la Russie proprement dite le même rôle qui avait si bien réussi à son père Gedimin dans la Galicie. Il ne s'agissait plus que de décider qui l'emporterait de Dmitri Donskoï ou du fils de Gedimin. Dmitri trancha la question; non-seulement il ne voulut rien céder à son rival, mais il prétendit reprendre toutes les conquêtes de Gedimin sur le Dniépr. Ainsi commença cette lutte qui, continuée de génération en génération lorsque la Russie occidentale fut incorporée à la

Pologne, prit, par sa durée et par la fréquence des représailles, le caractère d'une guerre nationale (1).

Deux fois Olgerd s'avança jusqu'à Moscou ; deux fois il dut laisser sa victoire incomplète ; l'union de la fille de Keistut avec Vladimir Andréévitch le Brave suspendit les hostilités, qui furent reprises bientôt après. Les avantages remportés par Keistut et Olgerd amenèrent enfin une convention en vertu de laquelle le prince de Tvér devait rester indépendant de celui de Moscou. Le but du Lithuanien était d'isoler les forces de la Russie occidentale pour établir plus tard sa domination sur tout le pays.

La mort d'Olgerd changea la face de la Lithuanie. Il laissait onze fils de son double mariage. Jagellon, né d'une princesse de Tvér, quoique le plus jeune, avait été nommé successeur, à l'exclusion de ses frères et de son oncle Keistut, vieillard blanchi dans les camps, et dont la bravoure avait puissamment contribué aux victoires d'Olgerd. Ce dernier s'empara d'abord de Vilna, mais bientôt il tomba dans les piéges que lui tendit Jagellon. Les autres fils d'Olgerd cherchèrent un refuge à la cour de Dmitri Donskoï, et Vitold, fils de Keistut, se sauva

(1) Oustrialof.

en Prusse. Le grand prince de Moscou crut l'instant favorable : il marcha contre la Lithuanie, et déjà plusieurs villes étaient tombées en son pouvoir, lorsqu'il se vit obligé de rebrousser chemin pour s'opposer aux Mongols. Dans cette dernière guerre, les fils d'Olgerd combattaient avec les Russes, à l'exception de Jagellon, qui faisait cause commune avec les Tatares.

Les peuples ne regardaient encore ces dissensions que comme une question de prépondérance entre deux familles : les petits-fils de Gedimin convoitaient tout le territoire slave, et les descendants de Jean Kalita prétendaient également réunir à leurs domaines la totalité de la Russie occidentale. Lorsque Jagellon monta sur le trône de Pologne, en 1386, il ne put rompre en même temps tous les rapports de religion et de parenté qui existaient entre les Lithuaniens et les Russes. L'union définitive de la Lithuanie trouvait en outre de grands obstacles dans la haine des frères et des cousins de Jagellon. Ces causes générales et particulières empêchèrent la Pologne d'établir sa prépondérance dans le Nord à la faveur d'un accroissement si considérable.

La Pologne avait à lutter contre une foule d'obstacles, les uns matériels, les autres moraux,

avant de se constituer dans son unité. Dominée à la fois par les papes et par les empereurs, elle reçut d'eux des institutions religieuses et politiques contre lesquelles protestait tout son passé.

Il ne lui était donné de s'agrandir qu'aux dépens de l'empire ou de la Russie. Dans le premier cas, tout le corps germanique, armé de toutes ses influences, disputait à la Pologne ses conquêtes, et il fallait qu'elle cédât sous peine de rétrograder dans les conditions de sa vie primordiale, ou de s'isoler entièrement dans un système sans base. Si elle empiétait sur la Russie, elle ne pouvait s'assimiler, aussi promptement que l'eût exigé la fréquence des guerres, des provinces qui se rattachaient au système des principautés orientales. Ceci explique pourquoi les victoires les plus brillantes des Polonais ont été précaires, tandis que leurs voisins ont dominé leurs annexes par la force des mœurs et des institutions.

Ainsi la Pologne avait les inconvénients du système occidental moins les avantages. Dans les États germaniques, la question de race, comme la question religieuse, était une et générale, du moins jusqu'à la réformation. Les luttes féodales n'exprimaient que des prétentions individuelles; c'étaient, pour ainsi dire, des querelles de famille; les guerres entre la Russie orientale et la Pologne

auraient eu le même caractère si le dissentiment religieux n'eût détruit l'analogie.

En Allemagne, l'Église put imposer au peuple la langue latine qui était en même temps celle des lois, des universités et de la science, paree que Rome avait constamment dominé tous les rapports des sociétés germaniques; mais en Pologne, le latin ne représentait rien pour l'immense majorité de la nation. Le service religieux, dans une langue incomprise, contribuait tout au plus à façonner les masses à l'obéissance passive.

En Pologne, les races se juxtaposèrent sans se confondre; des villes entières étaient habitées par des Allemands qui avaient leur code particulier, celui de Magdebourg. Agriculture, commerce, industrie, tous les signes de la richesse des nations florissaient dans ces colonies. Les juifs, dans le quatorzième siècle, vinrent s'abattre sur la Pologne; c'était une troisième race, opiniâtrément stationnaire, nourrissant contre leurs hôtes une haine religieuse qu'avaient encore exaspérée de longues persécutions; race patiente, souple et dominant par ses richesses les grands qui la méprisaient. En un mot, l'usure des juifs porta un coup non moins funeste à la moralité des grands que l'introduction des titres et des dignités étrangères.

Le partage de la Pologne en duchés, à la mort de Boleslas III, de 1139 à 1333, était conforme au système introduit chez les Slaves depuis l'établissement des Variagues; Kracovie, durant cette période, dominait les autres duchés, par les mêmes causes qui firent tour à tour de Novgorod, Kief, Vladimir et Moscou le siége du pouvoir prépondérant dans la Russie orientale; mais, chez les Russes, l'unité de mœurs, de langage et de religion devait finir par amener l'unité politique, tandis que pour la Pologne les éléments qui tendaient à la mettre de niveau avec l'Europe centrale s'opposaient à un semblable résultat. Quand Lokiétek voulut arrêter le mal, il avait déjà jeté de si profondes racines, que les efforts héroïques de ses successeurs ne purent étouffer les germes de l'anarchie qui, quatre siècles et demi plus tard, consomma la ruine de la Pologne.

Depuis longtemps un concours fatal d'événements et de mesures la poussait vers cette catastrophe. L'influence des prélats, qui avait son point d'appui en dehors des intérêts du royaume; les *pacta conventa* qui confirmèrent les priviléges de la noblesse et engendrèrent le *liberum veto;* l'union précaire de la Lithuanie, qui paralysa si longtemps les forces de l'état; enfin l'agrandissement de

la Prusse et de la Russie qui, en fermant la Baltique à la marine et au commerce de la Pologne, et en s'emparant de l'embouchure de ses fleuves, la forcèrent à tourner contre elle-même sa bravoure chevaleresque et son inquiétude belliqueuse; tout lui était obstacle ou péril. Singulière destinée d'un peuple que l'abandon de Louis de Hongrie et du premier roi électif, Henri de Valois, n'éclaira point sur les dangers de la domination étrangère, et qui ne retourna à un roi polonais, créature de Catherine II, que lorsque les maisons de Vasa et de Saxe eurent rendu impossible le salut de l'État! Etrange forme de gouvernement qui admettait la royauté nominale, les priviléges d'une aristocratie républicaine, les vices du système féodal, les influences fédératives, et qui consacrait fatalement l'influence individuelle dans la question la plus vitale, celle qui subordonnait la direction et les alliances politiques aux hasards d'une élection tumultueuse! Etonnant spectacle que celui d'un peuple qui couvrit ses fautes de tant de grandeur, qu'à l'instant même où on le trouve complice de ses revers, on se demande encore s'il est bien vrai qu'il soit à jamais tombé!

Dès le commencement du quatorzième siècle, la Russie orientale, ou Moscovie, tendait à se constituer fortement sous le sceptre de la maison de

Jean Kalita, tandis que la Russie occidentale s'organisait avec Gedimin. Dans l'espace d'un siècle, les descendants du premier réunirent à leurs domaines des terres considérables, enclavées dans les districts de Kostroma, de Rostof, de Vladimir et de Novgorod. C'est ainsi que Siméon le Superbe et Jean II acquirent par voie d'achat une grande partie de la principauté de Riazan, et quelques villages aux environs de Moscou. Dmitri Donskoï et ses successeurs continuèrent ce système d'agrandissement, en renfermant successivement dans les limites de leur territoire la principauté de Vladimir, le district de Meschtchersk, les principautés de Souzdal, de Gorodetz, de Mourom et de Rostof; enfin, Vassili étendit encore les frontières de la Moscovie aux dépens du prince de Riazan, et en s'appropriant les domaines des princes de sa propre famille.

La grande principauté avait absorbé presque tous les apanages de la maison Ioury Dolgorouki. La race de ces derniers princes n'était point éteinte, ils conservaient et transmettaient à leurs héritiers leur titre et ce qu'il leur restait de l'héritage paternel; mais ils étaient tellement disséminés et si pauvres pour la plupart, qu'ils finirent par dépendre entièrement du grand prince de Moscou. On

comptait alors environ cent cinquante familles qui tiraient leur origine de Vladimir le saint, sans compter celles qui remontaient aux princes non apanagés, tels que les princes de Tvér, de Riazan, de Séversk et de Volyn.

La branche de Kalita avait échappé à ces vicissitudes par suite du mode de succession qui donnait un héritage plus considérable à l'aîné, de sorte que les frères de celui-ci restaient en quelque sorte sous sa dépendance ; et parce que le hasard voulut que de fréquentes extinctions facilitassent la concentration du pouvoir dans une même main.

Le grand prince de Moscou était considéré comme la tête de ce grand corps qui formait la Russie orientale. Cet empire se composait en 1462 : 1° de la Moscovie proprement dite, qui comprenait la grande principauté de Moscou, les principautés de Dmitrof, d'Ouglitch, de Volok, de Vologda, de Rostof, d'Iaroslavle ; 2° de la grande principauté de Tvér ; 3° de la grande principauté de Riazan ; 4° de la principauté de Novgorod ; 5° de celle de Pskof.

Au grand prince de Moscou appartenait le droit exclusif de faire la paix ou la guerre ; d'exiger le concours des princes subordonnés pour agir contre les ennemis de l'intérieur ou de l'extérieur ; de

traiter avec la horde, soit qu'il voulût payer le tribut, soit qu'il s'y refusât ; enfin, de régler les différends entre les princes et leurs rapports particuliers avec la horde et la Lithuanie.

Dans son domaine héréditaire, le grand prince exerçait un pouvoir qui n'avait d'autres limites que celles que les mœurs et la religion imposent au chef de toute société; il était à la fois juge suprême, chef de l'État et législateur. A Novgorod, ses droits se bornaient à une suzeraineté à peu près nominale, et dont le tribut était la seule expression. Son influence sur les apanages fraternels était plus bornée encore; là, les princes jouissaient des mêmes priviléges que leur aîné; ils avaient leur cour, leurs boïars, jugeaient et administraient, frappaient les impôts, ne payaient leur contingent de tribut aux Tatars que dans le cas où le grand prince lui-même se soumettait à cette obligation : ils disposaient en outre de leurs domaines en faveur de leurs fils; en un mot, sauf le droit de faire la paix et la guerre, ils étaient en tout les égaux du grand prince.

Le pouvoir du grand prince était presque nul sur le prince de Riazan ; quant à celui de Tvér, il allait de pair avec le souverain de Moscou ; il était indépendant de fait, même en supposant le cas où

le chef de la horde aurait eu la fantaisie de réunir Tvér à Moscou.

L'affaiblissement des Mongols faisait pressentir l'époque prochaine où la Russie, changeant de rôle, ferait à son tour trembler ses oppresseurs; mais un joug de deux siècles avait nécessairement modifié avec les conditions politiques de l'empire celles de la vie sociale. L'influence asiatique avait été favorisée par le fractionnement des principautés, et par la séparation des provinces orientales, soumises au grand prince de Moscou. Ce dernier, responsable devant les Tatars de l'obéissance générale, avait en outre intérêt à s'opposer aux envahissements des Lithuaniens. Le gouvernement, qui tendait naturellement à l'unité, se disciplina, pour ainsi dire, dans les conditions du despotisme, sous le joug sanglant des Mongols. Plus d'une fois, pour faire sentir aux grands princes de Moscou où était la source de leur autorité, les khans voulurent faire passer la prépondérance dans les mains des princes de Tvér, de Nijégorod ou de Riazan. Avant l'invasion, le pouvoir suprême appartenait exclusivement à la maison de Vladimir. Alors, chaque prince avait droit à un apanage où il exerçait une autorité souveraine, rendant la justice, administrant, faisant la paix ou la guerre, décrétant l'impôt, et transmettant son

héritage à ses fils. Vers la fin de la domination des Mongols, l'autorité s'était concentrée dans plusieurs familles, de telle sorte que, dans les diverses circonscriptions princières, le pouvoir était le partage d'un seul, pouvoir relatif, et plus ou moins subordonné, suivant l'importance territoriale, aux princes qui relevaient eux-mêmes de la grande principauté. Tant que le grand prince se reconnaissait dépendant de la horde, le maître réel de la Russie était le khan; une fois les Mongols divisés entre eux et affaiblis, le grand prince hérita de leur puissance, non tout d'un coup, mais graduellement, et en raison des vicissitudes qui préparaient la ruine de la horde. C'était sous les auspices des khans que le chef désigné prenait solennellement le titre de grand prince, qui équivalait à celui de prince de toute la Russie; les autres chefs, à l'exception de quelques-uns qui ne descendaient point de Jean Kalita, sanctionnaient, mais seulement pour la forme, son avénement: d'abord, ils ne virent en lui que le lieutenant des Tatars; puis, par habitude autant que par crainte, ils restèrent soumis à son autorité (1). Ces causes expliquent l'origine de la grandeur moscovite et la décadence des anciennes maisons

(1) Oustrialof, Glava IV, Otdél. III.

régnantes, dont les rejetons ne portaient, pour la plupart, qu'un vain titre, les domaines héréditaires se fractionnant à l'infini, et la terre se divisant toujours à mesure que le nom qui donnait le titre se multipliait.

Le joug des Mongols eut une influence moins marquée sur l'état des personnes. La population restait composée : 1° de la haute noblesse (1), qui formait le conseil du prince, et occupait les hautes charges de l'administration ; ces nobles portaient le titre de *boïars*, de *voïévodes*, ou chefs de l'armée, de *namestniks*, ou gouverneurs, de *tiouns* ou juges : 2° de la classe moyenne qui renfermait les *enfants-boïars* (c'étaient la maison militaire et les affidés des boïars), les habitants libres des villes, et les étrangers. Dans la troisième se trouvaient les gens sans aveu (2) et les paysans qui ne possédaient rien en propre, mais qui n'étaient point serfs. Enfin les *kholopi*, ou esclaves, formaient la dernière. C'étaient, pour la plupart, des prisonniers de guerre, soit de fait, soit d'origine, et des débiteurs insolvables, dont l'esclavage à temps ou à vie éteignait la dette. Le grand prince était la clef de voûte de l'édifice social, exerçant sur toutes les classes un pouvoir sans contrôle, mais se conformant, même

(1) Mouji-Kniajie.
(1) Tchernye Lioudi, *les Gens noirs*.

dans ses actes arbitraires, à une certaine mesure que les mœurs et les usages ne lui auraient pas permis d'enfreindre impunément. Tous les rapports des classes entre elles, et des classes au souverain, ne furent point sensiblement altérés par les Mongols; on doit remarquer seulement que, dans les terres russes de leur domination, les assemblées du peuple, ou *vétches*, cessèrent d'être convoquées; ces solennités, qui devaient naissance à un principe républicain, et, selon toute apparence, aux Tings des Scandinaves, ne pouvaient que porter ombrage aux Mongols et aux princes russes qui administraient sous leur bon plaisir; elles cessèrent entièrement avec l'abaissement de Novgorod et de Pskof.

Les Mongols avaient surtout marqué d'une empreinte profonde la forme et la répartition de l'impôt. Avant leur domination, les Russes étaient étrangers à tout système financier; la simplicité des besoins, l'absence d'établissements publics, l'arbitraire même qui présidait aux perceptions, tout concourait à ce que cette partie de l'administration restât stationnaire. Le grand prince n'avait point à défrayer sa suite militaire; les services des boïars étaient récompensés par le butin, par les terres conquises et par l'admission aux festins, distinction commune à toutes les confédérations guerrières du

Nord. Les revenus particuliers du prince étaient prélevés sur des villages qui lui appartenaient en propre, et qui les fournissaient en nature; il exerçait un droit sur certaines forêts, sur certaines pêcheries; mais ce qui le distinguait des autres grands propriétaires, c'est qu'à des époques désignées, il faisait une tournée dans ses états, comme les anciens monarques d'Orient et les rois scandinaves, pour prélever sur chacun un impôt également en nature, et dont aucune loi ne fixait la quotité. Enfin, dans les causes judiciaires importantes qui entraînaient soit une composition (1), soit une amende, un droit proportionnel lui était affecté, de même qu'aux juges, ces derniers n'ayant pas d'autres émoluments. On voit que les Russes sentaient peu le besoin d'une monnoie en espèces pour les rapports ordinaires de la vie; ils n'en étaient pas moins avides d'or et d'argent, mais ils employaient ces métaux à l'achat de marchandises étrangères, et d'objets de luxe pour leurs armes ou leur parure.

L'invasion des Mongols changea brusquement toute l'économie de ce système financier. Dans les premières années, les vainqueurs s'assuraient du tribut par le pillage; ils affermaient les terres

(1) *Vira*, Wehrgeld des Germains.

russes à leurs baskaks ou bien à des Bulgares, à des Arméniens, à des Juifs, voire même à des Russes, qui imposaient les populations par têtes, et prélevaient à main armée le dixième des revenus. Plus tard, les grands princes, qui n'étaient que les fondés de pouvoir des khans, devinrent les pourvoyeurs de la horde, et le tribut de toutes les provinces imposées passa par leurs mains. Ces grands princes eux-mêmes devaient payer personnellement un tribut plus considérable que les autres chefs, car les vainqueurs mettaient leur faveur à prix. A tout prendre, le peuple portait tout le poids de l'impôt; il payait des droits de toute sorte : droit de profession industrielle; droit de transit, de dépôt; droit de mesurage, de poids, d'achat, de vente; impôt foncier sous toutes les formes; droit de pêche, de mouture, etc., etc. Peu à peu l'argent monnoyé prit cours, tant de nouveaux rapports rendant indispensables les signes représentatifs. L'oppression d'un tel système arrêta l'essor de l'industrie, paralysa l'agriculture, et mit la résignation à la place de toutes les autres vertus. Seules entre toutes les villes, Novgorod et Pskof commerçaient avec l'Hanse, et voyaient fleurir toutes les branches connues de l'industrie.

Il est aisé de comprendre combien la morale

publique dut souffrir de cet état de choses. On eut recours à la ruse, au parjure, à la fraude pour échapper à la rigueur des taxes; le système pénal acheva de flétrir le caractère national : le fouet, les tortures, la mort atteignirent les délinquants, et, dans l'impossibilité de satisfaire à l'avidité des percepteurs, on se familiarisa avec le vol, et l'on s'habitua à regarder le succès comme justifiant les actes les plus coupables. D'un autre côté, le meurtre ne pouvait qu'être fréquent sous l'empire d'une législation qui punissait du dernier supplice des délits purement fiscaux. La coutume russe, bien moins rigoureuse que le système pénal des Mongols, subsista quelque temps encore dans les villes, mais elle finit par tomber en désuétude, et du temps de Dmitri-Donskoï certains délits étaient déjà punis de mort. Les conditions morales de la société russe, telle que l'avait faite l'asservissement, expliquent jusqu'à un certain point comment Jean IV, dont nous allons tracer le règne, put commettre impunément tant de cruautés.

Le système militaire subit aussi quelques changements; l'usage de la cavalerie devint plus général; les troupes furent distribuées par dizaines, centaines et milliers; en cas d'attaque, on armait le plus d'hommes qu'il était possible, et, en pays

ennemi, on dévastait tout ce qu'on ne pouvait emporter : c'était le système militaire des nomades, appliqué à des populations sédentaires; les drougines restèrent toutefois; elles formaient le noyau de l'armée (1). Quant à l'esprit du soldat, il reçut de toutes ces circonstances un caractère particulier. Il offrait un mélange singulier de fatalisme oriental, d'abnégation personnelle et de dévouement religieux. Pendant plus de deux siècles, le Russe eut devant lui les Mongols, ennemis de son Dieu, et cependant ses maîtres; autour de lui il voyait le boïar, impitoyable par nécessité, et le prêtre presque aussi ignorant que le serf, mais qui lui montrait, par ordre, le ciel comme la récompense de la mort sur le champ de bataille; étranger aux idées de gloire et d'ambition, il s'habitua à faire la guerre comme une tâche, et apprit à triompher à force d'obéissance.

Le peuple, opprimé depuis si longtemps et par ses vainqueurs et par ses chefs immédiats, se réfugia dans la religion comme dans un asile; mais il ne l'envisageait que comme une loi suprême, comme le despotisme des despotismes. Pendant longtemps encore, il fit de Dieu son auxiliaire et

(1) D'Oustrialof, Karamsin.

même son complice ; les vices du clergé et le désordre moral au milieu duquel il vivait ne lui laissant voir dans les attributs de l'être infini qu'une puissance et une force supérieures à toute puissance et à toute force humaine. Bon et hospitalier par nature, il lui fallut subir l'empire des circonstances et contracter les vices de l'esclavage. Les Mongols, qui gouvernaient à distance, ne changèrent ni la hiérarchie religieuse, ni les formes extérieures du culte ; mais comme la moralité des actes n'était point en rapport avec les préceptes de la loi divine, le christianisme, durant cette longue et fatale période, ne fut point pour les Russes, de même que pour les autres peuples, un élément d'amélioration et de progrès ; force leur fut de s'arrêter dans leur développement ; mais, par une compensation providentielle, la cause de ce retard, en les séparant de l'Europe occidentale, fut la sauvegarde de leur unité politique.

Vers la moitié du quatorzième siècle, la Lithuanie, accrue par les conquêtes et les alliances de Gedimin, Olgerd et Vitold, s'étendait au nord jusqu'à Dünabourg, Veliki-Louki et Viazma ; à l'est, jusqu'à Kalouga et Koursk ; au sud, jusqu'aux embouchures du Dniépre ; enfin, à l'ouest, ses limites étaient Lioublin, Droguitchin et Kovno.

Elle comprenait donc la Lithuanie proprement dite ; la Samogitie ; la Russie-Blanche, c'est-à-dire les principautés de Polotsk, Minsk, Vitebsk, Smolensk, Mstislaf ; la Russie-Noire ; les voïévodies de Brest et de Pinsk ; la Podlachie ; la Volhynie ; la Podolie et l'Ukraine. L'ensemble de ces vastes provinces, dont les neuf dixièmes appartenaient à la Russie de Vladimir, constituait le *grand-duché* de Lithuanie. Jusqu'à Jagellon, les principautés et les voïévodies du duché offraient, comme nous l'avons dit plus haut, une grande analogie d'organisation avec les principautés et les districts de la Russie orientale ; d'un côté, la maison de Kalita était dominante ; de l'autre, celle de Gedimin tenait dans la dépendance les princes russes. Les Lithuaniens étaient un peu moins arriérés que les Russes dans la civilisation, à cause de leurs rapports avec les Allemands et les Polonais, et parce que le joug des Mongols pesa sur eux moins longtemps. Du reste, les princes russes qui reconnaissaient le grand-duc de Lithuanie pour leur souverain se querellaient souvent avec lui et entre eux, et, dans ce cas, ils venaient chercher un appui auprès du grand prince de Moscou, de même que les princes soumis à ce dernier avaient recours dans leurs révoltes ou leurs démêlés à la protection des Lithuaniens. Dans les deux

pays, les chefs conservaient le titre qu'ils tenaient de leurs ancêtres, et le transmettaient à leurs fils avec les domaines dont ils pouvaient disposer. En un mot, le système lithuanien était, sous beaucoup de rapports, celui de la Russie elle-même. Dans le Nord, c'est-à-dire dans la Lithuanie proprement dite, le peuple était en grande partie païen, tandis que dans les provinces conquises le rit grec dominait, et comme ces dernières étaient de beaucoup les plus considérables, la religion contribuait encore à rendre l'analogie plus frappante. Mais lorsque Jagellon, pour obtenir la main d'Edvige, offrit de réunir la Lithuanie à la Pologne, l'influence polonaise s'accrut graduellement dans le grand-duché, et finit par triompher de résistances non moins longues qu'opiniâtres. Les conditions de la réunion des deux états en un seul n'avaient point été arrêtées; Vitold, à la tête d'un parti considérable, voulut maintenir l'indépendance nationale, et s'assurer ainsi la couronne grand-ducale. Jagellon, pour détourner ce coup, rendit un décret (1413) en vertu duquel la noblesse lithuanienne jouirait désormais de toutes les prérogatives de la noblesse polonaise, s'assemblerait en diètes, exercerait dans ses domaines un pouvoir illimité, et aurait droit à toutes les distinctions féodales que les Polonais

avaient empruntées à l'empire. Il en résulta des changements notables dans l'adminitsration et dans les mœurs qui se modifièrent, à la longue selon l'esprit des nouvelles institutions, avec les avantages et les inconvénients du système polonais. Cependant les Lithuaniens du rite grec persistèrent dans leurs croyances malgré les efforts de Jagellon; et, plus tard, les rois de Pologne renoncèrent à des persécutions inutiles. Pour soustraire les Lithuaniens du rite grec à l'influence politique de la Russie, Vitold sépara Kief de Moscou, mais le métropolitain de l'Ukraine n'en resta pas moins indépendant du pape; dans les affaires ecclésiastiques il en référait au patriarche de Constantinople.

La situation critique où se trouvait l'empire d'Orient décida Jean Paléologue à accepter les ouvertures du pape Eugène, au sujet de la réunion des églises grecque et latine; toutefois le concile de Florence n'eut point les résultats politiques auxquels on s'attendait de part et d'autre; le retour au catholicisme de quelques prélats de la confession grecque n'entraîna la conversion ni des Russes ni des Lithuaniens schismatiques, et la chute de l'empire d'Orient mit les parties hors de cause.

CHAPITRE XXVI.

Tel était l'état de la Russie et des pays voisins, lorsque Jean IV, surnommé le Terrible, monta sur le trône. Trop jeune pour administrer, il resta pendant quelques années sous la régence de la princesse Hélène et de quelques conseillers. Parmi ces derniers, on remarquait Telennef, favori d'Hélène, et Glinski, son oncle. Des intrigues et des supplices signalèrent le commencement de ce règne. Youri, oncle de Jean, périt dans les tortures de la faim; Glinski, lui-même, jaloux de Telennef, fut arrêté et mis à mort. La Russie était en paix avec la Suède et la Livonie; la Moldavie allait tomber sous le pouvoir de Soliman; les Tatares Nogaïs, ennemis des Tauriens, recherchaient l'alliance de la Moscovie, et les Kazanais se reconnaissaient dépendants du grand prince. Les Tatares de Tauride renouvelaient fréquemment leurs excursions, et Sigismond, roi de Pologne, essayait en vain de recouvrer les provinces qui avaient fait partie de la Lithuanie; il fit alliance avec le khan de Tauride, et, secondé de ces auxiliaires, il porta la dévastation

dans les provinces méridionales. Une trêve de cinq années suspendit les hostilités. Hélène profita de la tranquillité générale pour s'occuper de règlements utiles et des embellissements de la capitale; la mort la surprit au milieu de ces soins : elle était jeune encore, et sa fin prématurée fut attribuée au poison. On soupçonna de ce crime le vieux prince Schouiski. En effet, à peine la nouvelle de la mort d'Hélène fut-elle répandue, qu'il se déclara chef du gouvernement; il ordonne l'arrestation de tous ceux qui lui portaient ombrage, condamne Telennef à mourir de faim, et, secondé de son frère Jean et des deux Belzki, il réforme arbitrairement tout ce qui le gênait dans les actes de l'administration précédente. Tout à coup Schouiski tombe malade et meurt; son frère Jean lui succède, non moins avide et non moins cruel. Les mœurs de cette époque offrent un mélange révoltant de dissolution et de tous l s vices les plus honteux : la violence, l'amour effréné des richesses, l'empoisonnement et le meurtre, déshonorent les classes les plus élevées de la société russe, et le peuple, resté la proie commune de toutes les ambitions, de tous les instincts pervers, s'aperçoit à peine qu'il a changé de maîtres. Cependant, tous ces désordres achèvent de le façonner à l'obéissance; désormais il lui faut des chefs

impitoyables, c'est à leur rigueur qu'il reconnaîtra leur autorité. Tandis que les boyards se disputaient le pouvoir dans le conseil de régence, les Kazanais et les Tauriens ravageaient les provinces de l'empire; le système politique adopté par Jean III n'était pas abandonné, mais l'impéritie des boyards en entravait le développement; cependant on s'occupa des relations internationales; des ambassadeurs furent envoyés à Constantinople et à Stockholm; une paix fut signée avec la ligue hanséatique, et on renouvela l'alliance qui avait été conclue avec Astrakhan.

Belzki prit un moment les rênes du gouvernement, et quelques améliorations signalèrent son passage; mais bientôt il succomba sous les intrigues des Schouiski, et tout retomba dans le désordre. De tels exemples ne pouvaient qu'exercer une influence fâcheuse sur le caractère de Jean. Il avait à peine atteint sa treizième année, et déjà le tyran se révélait dans l'enfant : il se plaisait à torturer les animaux, à pousser son cheval sur les vieillards et sur les femmes; sa férocité naturelle était comme impatiente de se donner carrière; il frémissait dans les entraves dont Schouiski l'entourait. Tout d'un coup il donne l'ordre de faire dévorer par des chiens André Schouiski; Bouterlin, pour avoir parlé

trop librement, a la langue coupée.... Glinski et le métropolitain se hâtent d'exploiter la faveur du jeune tyran, et d'assurer leur crédit en lui désignant de nombreuses victimes.

La guerre fit diversion à tous ces crimes de palais. En 1446, deux armées russes marchèrent sur Kazan, ravagèrent les environs, et revinrent chargées de butin. Le khan Onaleï avait péri dans une sédition; Safa-Ghireï, qui l'avait remplacé, fut obligé de s'enfuir et de céder la place à Schig-Oleï, créature des Russes; ce dernier fut dépossédé à son tour, et Safa-Ghireï, de nouveau maître du pouvoir, se vengea sur le parti de son rival, dont les chefs les plus influents se réfugièrent à Moscou; c'est ainsi que se préparait de longue main la conquête définitive de Kazan.

Jean venait d'atteindre sa dix-huitième année; il se fit couronner avec une grande pompe, et prit pour épouse Anastasie, qui n'avait d'autre titre à cette faveur périlleuse que ses vertus et sa beauté. Depuis cette époque, le grand prince prit le titre de tsar, qui passa à tous les souverains de la Russie. La férocité de Jean semblait se développer avec l'âge; tout à coup il se fit dans ce caractère si sombre une révolution extraordinaire : en moins de six semaines un double incendie avait dévoré Mos-

cou ; le magasin à poudre, le Kremlin, les résidences du tsar, les dépôts d'armes, les archives, tout, jusqu'aux saintes images et aux reliques, fut dévoré par les flammes. Un vent violent augmentait la fureur de l'incendie, et, changant de direction, le propageait dans tous les quartiers de la ville. Le peuple errait sans asile, et le besoin le rendait furieux ; tout à coup les habitants se rassemblent sur la place du Kremlin, le bruit se répand que les Glinski sont les auteurs du désordre, et que leurs maléfices ont attiré sur la capitale l'indignation céleste. La princesse Anne, leur mère, dit-on, a arraché les entrailles des morts, et aspergé de sang les rues de Moscou. Crédules par superstition et par haine, les Moscovites demandent vengeance. Youri Glinski est massacré dans la basilique, les demeures des favoris sont livrées au pillage, et un grand nombre d'enfants boyards sont égorgés. Jean s'était réfugié dans son château de Vorabief; une lâche crainte s'était emparée de cette âme féroce ; tout à coup un moine, Sylvestre, paraît devant lui. Il s'avance vers le tsar, le doigt levé, et comme obéissant à une force divine ; il reproche au jeune prince tous les crimes qui avaient déjà signalé sa jeunesse, et telle est l'impression qu'il fait sur le tsar, qu'il arrache de lui la promesse d'une vie chrétienne et conforme

aux devoirs d'un souverain. Adachef seconda puissamment le moine; tous deux eurent la gloire de suspendre, pendant quelques années, les malheurs de ce règne désastreux. En effet, Jean s'occupa de la réforme des abus, punit les prévaricateurs, refondit le code de Jean III, et encouragea quelques réformes utiles dans les affaires de l'Église.

Un Saxon, nommé Schlitt, reçut la mission d'engager des étrangers instruits au service de la Russie Charles-Quint s'était prêté à ce projet civilisateur. Le tsar, de son côté, s'engageait à soutenir l'Europe contre les Turks, et à payer annuellement deux tonnes d'or pour les frais de cette guerre. Déjà Schlitt avait réuni une centaine de savants, artistes, artisans, médecins, lorsqu'il fut arrêté à Lubeck. La ligue hanséatique aimait mieux exploiter sans concurrence le commerce de la Russie, que de voir cesser son monopole. Cependant quelques Allemands se rendirent isolément en Moscovie, et y portèrent le goût des arts de l'Europe occidentale.

La Russie commençait à sentir sa force sous un régime despotique. Du côté de l'est elle était menacée par des peuples que les institutions et la religion rapprochaient de l'empire d'Allemagne. Au sud, la Tauride lui rappelait souvent les dépréda-

tions des Mongols. La Suède l'inquiétait également au nord. Elle voulut d'abord se mettre en sûreté du côté de l'orient, afin de menacer plus tard l'Europe par l'Asie. Safa-Ghireï n'était plus, Astrakhan était au pouvoir d'un khan de Tauride qui exigeait des Russes un riche tribut. Jean résolut de frapper au cœur ces restes de la horde ; il marche sur Kazan à la tête d'une puissante armée, les pluies l'obligent à rétrograder ; mais d'abord il fixe l'emplacement de la forteresse de Sviaga ; c'est par elle qu'il tiendra les Kazanais en respect. Peu de mois après il revient sur ses pas, achève les ouvrages projetés en moins de quelques semaines, et tel est l'effroi qu'il inspire, que les tribus voisines, composées de Tschouvaches, de Mordviens et de Tchérémisses, accoururent implorer sa protection. Kazan ne comptait qu'environ vingt mille défenseurs, dont quelques-uns étaient déjà gagnés par les Russes. Le tsar de Kazan n'était pas en âge de régner, et la régente laissait le pouvoir entre les mains de Katchak, son favori. Ce dernier et quelques-uns de ses partisans, furent livrés aux Russes et exécutés à Moscou ; la tsarine et son jeune fils perdirent la couronne avec la liberté, et Schig-Oleï prit le sceptre : mais il ne tarda pas à reconnaître combien était pesante la protection de l'étranger. Le mécontentement éclata dans la ville,

qui refusa d'ouvrir ses portes aux voïévodes moscovites. Edigée-Makkmet se jeta dans Kazan, s'empara de l'autorité et s'apprêta à une résistance vigoureuse. Jean tenait à honneur de finir lui-même cette guerre; il était en paix avec la Livonie et la Pologne; Astrakhan venait de conclure avec lui une alliance, et les Cosaques du Don, aventuriers d'origine russe, fondaient, sous sa protection, la ville de Tcherkasse, au confluent du Don et du Volga. Jean prend congé de la tsarine, et fait son entrée à Sviaga, après une route longue et pénible. Bientôt il commence le siége « Pour la première fois les Russes déployèrent toutes les ressources de l'art contre une place forte. Les assiégés, cinq fois moins nombreux que les Russes, combattaient pour leur liberté, et le dévouement religieux doublait leur courage. Yapantcha, prince tatare, s'était jeté dans les plaines d'Arsk, et harcelait sans relâche l'armée ennemie. Jean, de son côté, ne négligeait rien pour animer ses soldats. Pendant plusieurs jours toutes les attaques furent repoussées. Enfin, la destruction du corps de Yapantcha permit aux Russes de mieux combiner leurs attaques. L'artillerie continuait à foudroyer les remparts, qui se relevaient comme par enchantement. Les éléments semblaient combattre pour les Tatares; des torrents de pluie

noyaient le camp des Russes, qui attribuaient ce phénomène aux sortiléges des paysans. Enfin l'assaut général fut livré, et les Kazanais, malgré les efforts les plus héroïques, virent la place envahie. On combattit longtemps dans les rues, et les Russes, tout occupés du pillage, furent sur le point de voir la victoire leur échapper. Une poignée de Tatares s'ouvrit un chemin à travers l'armée victorieuse, et tous vendirent chèrement leur vie. On dit que Jean, à la vue des corps dont la ville était jonchée, s'écria: « Ces infidèles sont pourtant des hommes comme nous. » Le tsar marqua l'emplacement de quelques temples chrétiens, et prit les mesures nécessaires pour assurer sa conquête. Kazan garda longtemps les mœurs orientales, et même depuis que le christianisme y domine, elle a conservé quelque chose de ce caractère asiatique qui, dans une grande partie de la Russie, a résisté aux réformes de Pierre le Grand. Le tsar rentra en triomphe dans Moscou, un fils lui était né pendant son absence, mais les acclamations du peuple allaient bientôt faire place à la crainte et au désespoir. Une maladie le mit subitement au bord du tombeau,... il désigna le jeune Dmitri pour son successeur. Adachef et Sylvestre se déclarèrent pour Vladimir, cousin du tsar. Cependant, contre tout espoir, Jean se rétablit, mais il dissimula d'a-

bord son mécontentement : la mort du jeune tsarévitch l'aigrit encore; peut-être soupçonnait-il ses conseillers d'avoir hâté cette fin par le poison. Dans un pèlerinage qu'il fit à Calomna, Vassian, évêque de cette ville, eut avec lui des entretiens particuliers, et lui donna, dit-on, le conseil de gouverner par lui-même, et de se soustraire au joug de ses conseillers; on remarqua dès lors entre Jean et Vladimir un refroidissement, précurseur de la disgrâce d'Adachef et de Sylvestre. Cependant ses résolutions étaient encore enveloppées d'hésitation et de mystère ; il désigna pour lui succéder son second fils Jean, déclarant que, s'il y avait lieu, Vladimir serait appelé à la régence ou même au trône, en cas de décès du tsarévitch.

La guerre vint faire diversion aux sombres pensées du tsar. Il s'occupa de réduire les populations à demi sauvages qui environnaient Kazan, et bientôt la conquête d'Astrakhan assura la communication du Volga avec la Caspienne. Khiva, la Boukharie et les princes tcherkesses lui envoyèrent des ambassadeurs; enfin Yedigher, dont l'autorité s'étendait sur une partie de la Sibérie, se déclara allié et tributaire de l'empire.

« Vers la même époque (1553), les Anglais, qui cherchaient un passage aux Indes à travers la mer

Glaciale, débarquèrent dans la baie de la Dvina, à l'endroit où l'on fonda depuis Arkhangel; ils se rendirent à la cour de Jean, dont la magnificence les surprit, reçurent du prince un accueil favorable et revinrent bientôt pour dresser un traité de commerce entre les deux nations (1). » De ce moment data l'importance commerciale de Kholmogor : les relations des Anglais avec la Russie contribuèrent puissamment au développement de cet empire, qui devait un jour mettre en question leur omnipotence maritime.

Les Tauriens venaient d'être assistés par Chérémétief; la contagion et des invasions mal concertées avaient mis les Tatares à deux doigts de leur ruine. Les Tcherkesses, de leur côté, s'emparaient au nom de la Russie, de Temrouk et de Taman, sur la mer d'Azof. Les secours que les Tauriens reçurent du sultan ranimèrent leurs espérances; ils renouvelèrent leurs dévastations dans la Lithuanie, offrant en même temps de vendre leur alliance aux Moscovites.

L'intérêt de la Pologne et de la Russie était de se réunir contre l'ennemi commun; mais l'ordre de Livonie, auquel portait ombrage l'agrandissement rapide de la puissance moscovite, paralysa les dis-

(1) Univers.

positions amicales des deux cours. Le tsar voulait être maître de quelques côtes sur la Baltique : ses troupes prirent Narva d'assaut, presqu'à la vue de Kettler, dernier grand maître de l'ordre. Dorpat fut réduit à capituler, et un grand nombre de villes ouvrirent leurs portes au voïévode Schouiski. Les contrées maritimes de la Livonie et la Courlande étaient en feu jusqu'aux frontières de la Prusse et de la Lithuanie; l'Europe s'émut enfin : la Pologne, la Suède et le Danemark intervinrent en faveur de l'ordre. Jean, que menaçait une invasion des Tauriens, accorda à l'ennemi une trêve de six mois. Kettler met ce temps à profit : il court à Cracovie, conclut un traité d'alliance avec la Pologne, et taille les Russes en pièces auprès de Dorpat. L'empereur Ferdinand essaye en vain d'arrêter la guerre, les Russes s'emparent de Marienbourg, et Kourbski bat à six reprises différentes Furstenberg, ex-grand maître de l'ordre.

Ces succès n'empêchaient pas Jean d'avoir l'œil sur les Tauriens; il les inquiétait et les resserrait de toute part, en s'attachant surtout à ne pas mécontenter les Turks. Vers cette époque mourut la tsarine Anastasie; elle emporta dans la tombe les regrets du peuple et les dernières vertus du tsar. Un incendie l'avait corrigé; un autre incendie sembla le

rendre à ses emportements naturels. Sylvestre fut confiné dans un monastère de la mer Blanche; Adachef reçut l'ordre de ne pas sortir de Fillin, où bientôt après il termina ses jours. Le cercueil de la tsarine était à peine fermé, que Jean manifesta l'intention de se remarier. Il prit pour épouse Marie, et s'entoura de nouveaux courtisans, bien dignes d'un tel maître, et parmi lesquels figurait l'archimandrite de Tschoudof. Le récit des crimes du tsar passe toute croyance; meurtres, mutilations, rapts, adultères, tout ce que l'imagination la plus dépravée put jamais concevoir, déshonora le trône. La guerre se poursuivait contre la Livonie avec un nouvel acharnement. Furstenberg, pressé dans Fillin, s'était rendu à discrétion. Le tsar lui donna le domaine de Lubim, où il termina sa carrière. Tandis que Kettler négociait avec Sigismond, Magnus, frère de Frédéric, roi de Danemark, achetait l'évêché d'Ösel, et le roi de Suède, Éric, entrait en possession de l'Esthonie. Ce partage décida du sort de la Livonie, qui fut incorporée à la Pologne en 1561. Kettler, nommé duc héréditaire de Courlande, se reconnut vassal et tributaire du roi.

Les voïévodes de Jean s'emparèrent de Polotsk et consentirent à une trêve. Bientôt ils essuyèrent une défaite totale dans une bataille que leur livra

Radziwil. Cependant le bruit se répand que soixante mille Polonais, Lithuaniens et Allemands marchent contre Polotsk, sous la conduite de Kourbski, transfuge russe, que sa haine contre le tsar avait jeté dans les rangs ennemis; tandis qu'au midi Devlet-Ghireï menace Moscou à la tête d'une armée formidable. Cette dernière expédition échoua devant le courage des deux Basmanof, et celle de Polotsk n'eut d'autre résultat que le pillage et la dévastation des terres voisines.

Jean méditait de nouvelles scélératesses : tout à coup il prend une résolution étrange : suivi de ses favoris, il abandonne Moscou et se rend à la Slabode d'Alexandrovsky. « Le peuple cherchait le mot de cette énigme, et tous, pour plus de sûreté, feignaient une grande inquiétude, lorsqu'une dépêche du tsar vint dissiper tous les doutes : les mutineries des boyards et les entraves qu'apportait le clergé à l'exécution de ses volontés, le forçaient, disait-il, à déposer le sceptre; il conservait d'ailleurs toute sa bienveillance aux bourgeois et aux marchands. Son peuple était en état de lui rendre ruse pour ruse : une députation, composée des grands, du clergé et des bourgeois, se rendit auprès de lui pour le supplier de garder la couronne. Jean daigna se laisser fléchir, mais il exigea l'établissement de l'Oprit-

china, espèce de garde privilégiée dont il voulait entourer sa personne. Il déclara en outre qu'un grand nombre de villes, ainsi que les dépendances de Moscou, deviendraient sa propriété particulière; enfin, entre autres mesures qui annonçaient non moins sa méfiance que l'intention de sévir en toute sécurité, il désigna mille satellites parmi les princes, les gentilshommes et les enfants boyards, auxquels il se réservait de donner, dans certains districts, des fiefs dont les titulaires seraient transportés en d'autres lieux. Il se fit construire un nouveau palais entouré de remparts, et, selon l'expression de Karamzin, cette partie de la Russie et de Moscou, ce millier du tsar, cette cour nouvelle, formèrent dans leur ensemble une propriété privée de Jean, sous le nom d'Opritchina. L'administration du reste de l'empire fut confiée aux boyards; les Russes s'inclinèrent, et la nouvelle organisation fut proclamée: ce fut le signal de nouveaux massacres. Quand on décrit le règne de Jean, il faut bien se résigner à particulariser quelques crimes, de peur qu'on n'aille lui faire honneur d'une cruauté banale. Un prince, Alexandre Schouiski, fut décapité avec son jeune fils, Pierre, âgé de dix-sept ans. Ce pieux adolescent voulait être exécuté avant son père, mais le prince l'ayant supplié de lui épargner la douleur de

le voir mourir le premier, il eut le courage d'attendre : couvert de sang, il prit la tête de son père entre ses mains, la couvrit de baisers et subit le supplice sans se plaindre. Environ douze mille propriétaires furent dépossédés et chassés de chez eux pour enrichir les opritchniks. On peut aisément se figurer quel était le sort des paysans qui devaient satisfaire aux exactions de ces hommes de proie. Les gardes du corps du tsar portaient à leurs selles des têtes de chiens et des balais, comme pour indiquer que leur mission était de mordre et de déblayer. Jean déshonorait l'Église comme le sceptre. Il transforma son repaire d'Alexandrovsky en un monastère dont il se constitua l'abbé, assignant à ses favoris les emplois de trésorier et de sacristain. Le matin était consacré aux exercices d'une piété grotesque ; redevenu souverain et bourreau, il prenait son repas, sommeillait ou se rendait dans les prisons pour s'y repaître des plus cruelles tortures. Le clergé, les nobles portaient toujours ombrage à sa tyrannie ; il exigea du métropolitain le serment de ne se mêler en rien de ce qui regardait l'Opritchina. Quelquefois, pour frapper les grands de stupeur, il les accusait de conspirations, de sortiléges : c'est ainsi que le boyard Féodorof, dénoncé comme ayant voulu usurper la couronne, fut placé sur le trône,

le sceptre en main ; salué par le grand prince, il reçut de lui le coup mortel. Un prince Tchéniatef fut grillé vif dans un poêle, après qu'on lui eut enfoncé des aiguilles sous les ongles ; le trésorier Tutin, avec ses quatre enfants, fut haché par morceaux. Le rapt des filles et des femmes qui avaient le malheur d'être belles, la spoliation ou la mort de ceux qui passaient pour riches, l'exil ou l'emprisonnement des métropolitains qui osaient blâmer tant d'horreurs, le massacre de populations entières, tels sont les actes que l'on rencontre à chaque instant dans les annales de ce règne. On eût dit que Jean s'était imposé la tâche de faire bénir le despotisme de ses successeurs, en les mettant dans l'impossibilité d'égaler ses crimes (1). Ce qui prouve que Jean était féroce sans sortir des conditions de sa nature, c'est qu'il n'en était pas moins attentif à la politique extérieure. Sigismond lui offrit de joindre leurs forces pour expulser les Suédois de l'Esthonie. Le tsar convoqua extraordinairement un conseil général composé du haut clergé, des boyards, des fonctionnaires, des marchands et des bourgeois ; il avait eu la fantaisie de leur soumettre ce traité qui fut approuvé sans objection, puis après avoir

(1) Univers, *Histoire de Russie*.

levé une armée, il retourna brusquement dans sa capitale, comme s'il eût voulu prouver aux représentants de toute la Russie, que sa volonté se trouvait à l'étroit dès qu'elle était confirmée par le vœu général. Une trêve suivit bientôt cette étrange manifestation.

Jean venait de détrôner son frère Éric, qui avait succédé à Gustave-Vasa. Le tsar crut la circonstance favorable pour chasser les Suédois de la Livonie.

Selim voyait avec inquiétude la puissance de la Tauride décroître ; cette barrière une fois détruite, il prévoyait que, dans un avenir prochain, les mahométans et les Russes se rencontreraient au nord de la Caspienne et de la mer Noire : comprenant la nécessité de leur fermer l'Asie du côté de l'est, il conçut le projet de joindre le Volga au Don par un canal et d'envoyer des flottilles jusqu'à Astrakhan, pour détruire dans ces contrées l'influence et les établissements des Moscovites. Mais l'incendie d'Azof et des bâtiments qui étaient dans le port l'empêcha d'exécuter cette vaste entreprise.

Les avantages que la Russie doit à sa position géographique se fécondaient pour ainsi dire d'eux-mêmes : du côté de l'occident, il lui suffisait d'attendre, pour compenser les défaites ou pour utiliser

arrêt vous paraît-il juste ? Et le peuple répond par des acclamations. L'eau bouillante, la hache et tous les genres de torture varièrent ce spectacle atroce ; le prince lui-même ne rougit pas de faire l'office de bourreau. La fille de Founikof poussait des cris déchirants en invoquant son père qui venait de périr arrosé alternativement d'eau bouillante ou glacée ; déjà Jean l'avait désignée à la hache, lorsque, par un raffinement de cruauté, il en fit la concubine de son fils. Le meurtre succédait au meurtre, et le nombre des crimes semblait défier la puissance des remords ; quelquefois Jean trouvait le secret d'ajouter à la cruauté par le cynisme de ses railleries. Le voïévode de Golokhvastof avait pris le froc pour échapper à la proscription, Jean le fait sauter en l'air sur un baril de poudre, en disant que les cénobites étaient des anges qui devaient s'envoler au ciel. Une jeune et belle femme fut violée et pendue en présence de son mari. Au milieu de la stupeur générale, le palais du tsar retentissait des cris de l'ivresse et de l'orgie. Les courtisans s'amusaient à lâcher des ours contre les passants ; cependant ils étaient loin d'être eux-mêmes sans inquiétude. Un des bouffons, qui avait la tâche difficile de faire rire le tyran, fut arrosé d'un breuvage bouillant par le prince qui l'acheva

d'un coup de couteau. Un Titof remercia son maître de s'être contenté de lui couper une oreille. Plus d'une fois, en sortant de table, Jean s'élança à cheval pour aller massacrer les prisonniers : un jour, dit-on, il en tua cent de sa main... Aux saturnales de la tyrannie, vinrent se joindre d'autres fléaux ; la famine et la peste semblaient travailler, de concert avec le tsar, à dépeupler cette terre d'esclavage.

Jean caressait le projet de faire de la Livonie un État particulier sous la dépendance de la Russie : Furstenberg refusa cette couronne, et le duc de Courlande déclina la même proposition. Magnus, auquel appartenait l'île d'Ösel, se prêta aux vues du tsar; il se rendit à sa cour et partit à la tête d'une armée russe pour aller faire le siége de Revel. Le mauvais succès de cette entreprise le dégoûta de l'alliance russe, et il retourna dans son fief.

La Turquie devenait menaçante ; elle exigeait, outre la cession d'Astrakhan et de Kazan, un tribut considérable. D'un autre côté, Selim réclamait de Sigismond la ville de Kief. Jean se trouvait à Serpoukhof avec ses opritchniks. Tout à coup Devlet-Ghireï, qui avait fait un détour, paraît devant cette résidence à la tête de cent mille cavaliers. Le terrible Jean prit aussitôt la fuite, laissant sa capitale exposée à tous les dangers de l'invasion. Le jour de

l'Ascension 1571, le khan attaqua la ville, où il fit mettre le feu. En peu d'instants l'incendie, propagé par un vent impétueux, eut dévoré Moscou. Le Kremlin seul était debout. Cent vingt mille soldats ou citoyens, sans compter les enfants et les femmes, avaient péri, étouffés par les flammes ou écrasés sous les décombres; la perte totale de tous ceux qui étaient venus chercher un refuge dans Moscou a été portée à huit cent mille âmes. Devlet-Ghireï reprit la route de sa capitale, emmenant plus de cent mille captifs. Bientôt il expédia au tsar l'ordre de lui faire immédiatement la remise de Kazan et d'Astrakhan. Jean promit tout, et se montra aussi lâche envers l'ennemi qu'on l'avait vu cruel à l'égard de ses sujets. Au milieu du deuil de l'empire, il eut la fantaisie de former de nouveaux liens : deux mille filles, choisies dans toutes les provinces et sans autre distinction que leur beauté, durent comparaître devant le satrape. Après quelques épreuves qui font juger peu favorablement des mœurs de ce temps, le choix du tsar tomba sur Marpha Sabakin, fille d'un marchand de Novgorod, mais elle ne survécut que peu de temps à la cérémonie de l'hymen. La rage du prince en redoubla, et de nouveaux supplices solennisèrent les funérailles de la tsarine.

L'armée russe venait de se rassembler à Dorpat et à Oréchek, pour attaquer à la fois la Finlande et l'Esthonie. Jean s'était rendu lui-même à Novgorod, mais tous ses apprêts n'aboutirent qu'à la prolongation de la trêve, et il retourna à Moscou, où il donna un scandale d'un nouveau genre. Il déclara qu'il épouserait Anne Koltovskoï, et qu'il se passerait de la bénédiction épiscopale; toutefois il se ravisa, et se soumit à cette formalité plutôt par caprice que par remords.

Le khan de Tauride s'apprêtait à une nouvelle invasion ; Jean partit aussitôt pour Novgorod, se faisant précéder de tous ses trésors. Vorotinsky fut chargé de tenir tête aux Tatars. Le khan avait déjà passé l'Oka, lorsque le brave voïévode marche à sa rencontre et l'atteint sur les bords du Rojaï ; la victoire resta longtemps indécise. Vorotinsky la fixa par une manœuvre habile ; Moscou respira ; toute la Russie méridionale échappait au joug. Jean entra triomphant dans sa capitale.

La guerre contre la Suède se poursuivait avec vigueur, c'était une rude école pour l'armée russe. Cinquante Suédois se défendirent dans le fort de Wittenstein ; Jean faisait brûler les prisonniers, mais ennuyé de ces lenteurs, il retourne à Novgorod. Le général Ackesson défait seize mille Russes avec deux

mille Suédois. Cet échec rendit le tsar plus accommodant, et il passa rapidement des prétentions les plus arrogantes à des ouvertures toutes pacifiques. Une nouvelle défaite des Russes à Pernau permit aux Suédois de traiter sur un pied d'égalité. Pendant les négociations, on célébra, à Moscou, les noces de Magnus avec Marie, fille de Vladimir; l'avarice de Jean força le jeune prince à s'éloigner de la Russie dans le dénûment le plus complet.

Vers cette époque (1573), s'ouvrit à Varsovie une diète pour l'élection d'un roi. Parmi les concurrents, on distinguait Ernest, fils de l'empereur Maximilien, Henri d'Anjou, frère de Charles IX, le roi de Suède et son fils Sigismond, et Jean, tsar de Moscovie. Ce dernier avait, dit-on, quelques chances, mais il commença par exiger la restitution de la Livonie et de Kief : pour toute réponse, on le raya de la liste des prétendants. La politique russe essaya alors d'appuyer Ernest et d'affaiblir le parti du duc d'Anjou, que l'alliance de la France avec la Porte pouvait rendre dangereux pour la Moscovie. Montluc parvint à faire triompher le parti français, et ce dénoûment rapprocha l'Autriche de la politique moscovite. Tout à coup la mort de Charles IX vint donner une nouvelle face aux affaires. Henri déserta le trône de Pologne pour

aller s'asseoir sur celui de France, et les intrigues recommencèrent ; enfin la diète partagea ses votes entre l'empereur et Etienne Bathori, duc de Transylvanie. Ce dernier ne tarda pas à se trouver seul maître de la couronne par la mort de Maximilien.

Le tsar se mit en campagne ; il échoua d'abord devant Revel, et l'année suivante, 1578, il eut quelques succès dans la Livonie méridionale. De son côté, Magnus, oubliant qu'il n'était plus que l'instrument du tsar, lui fit dire de ne point inquiéter le pays. En même temps il entretenait des relations avec le duc de Courlande, et négociait avec Bathori. Jean marche sans tarder sur Venden, où commandait Magnus ; il somme le transfuge de comparaître devant lui ; le prince n'ose désobéir, mais la place refuse de se rendre ; les Livoniens mettent le feu aux poudres et s'ensevelissent sous leurs ruines. Ces succès, faciles dans une contrée dégarnie de défenseurs, enflaient l'orgueil du tsar, qui traitait avec Bathori comme un suzerain l'eût fait avec son vassal. Les services les plus signalés n'étaient point à l'abri de sa vindicte capricieuse : le sauveur de Moscou, Vorotinski, fut brûlé vif sous les yeux de Jean, qui attisait lui-même les charbons. La tsarine s'était réfugiée dans un cloître. Jean se remaria une cinquième fois avec Anne Vassiltchikof, qui mourut

peu de temps après, et une sixième à Vassilissa Melentiof. Pour toute cérémonie, il se contenta de la bénédiction de son confesseur.

Rodolphe avait succédé à Maximilien : le tsar fit proposer au nouvel empereur de joindre leurs forces contre la Pologne pour attaquer ensuite les Turks ; cette proposition fut éludée ; alors Jean conclut une trêve de quinze années avec le Danemark. Les Tauriens menaçaient la Lithuanie, mais Bathori les éloigna en leur payant une somme considérable ; en même temps le roi de Pologne négociait avec Jean, et ses plénipotentiaires avaient signé une trêve de trois années, lorsqu'on s'aperçut que l'acte portait une surcharge frauduleuse intercalée par la chancellerie russe : elle portait que le roi renoncerait à ses prétentions sur la Livonie. La guerre prenait un tour défavorable pour les Moscovites ; les Suédois et les Lithuaniens les pressaient vivement, s'emparant des places fortes, et Magnus venait de se mettre sous la protection de Bathori. Sous les murs de Venden, les Polonais, réunis aux Suédois, culbutèrent vingt mille Russes, mais en s'emparant des batteries, ils virent avec étonnement que tous les canonniers s'étaient pendus à leurs pièces. Il ne manquait à de tels soldats qu'une bonne discipline et des capitaines. Bathori sut profiter de ses avan-

tages; sans se laisser prendre aux supplications de Jean, il intéressa à sa cause le pape, le sultan et l'électeur de Brandebourg; il fit un traité offensif avec le roi de Suède, et acheta la participation du khan de Crimée. Le Danemark, sans se prononcer ouvertement, penchait également en faveur des Polonais: la lutte prenait un caractère sérieux, et le génie des deux princes faisait prévoir aisément quelle en serait l'issue. Bathori commandait à une armée composée de peuples différents, mais pleine de confiance dans son chef, dont l'extérieur et les discours annonçaient la noblesse et la grandeur d'âme; en pays conquis, ses troupes observaient une discipline sévère, tandis que le pillage et la dévastation marquaient le passage des Russes. Enfin, entre ces deux rivaux, il y avait toute la distance qui sépare le courage de la férocité. La marche de Bathori fut une suite de triomphes: il emporta Polotsk, fit tout plier devant lui de Seversk à Starodoub, et désola les environs de Smolensk. Le mauvais temps suspendit les hostilités. L'année suivante, Bathori rentre en Russie, prend Veliki-Louki et bat les Russes près de Toropetz. La prise de Revel et de quelques autres places fortes termina cette campagne.

Pendant que le roi se rendait à la diète pour y

drenre compte de ce qu'il avait fait et préparer ce qu'il lui restait à faire, ses généraux poursuivaient la guerre dans le Nord. Jean écrivait à ses voïévodes d'agir selon leurs inspirations, leur laissant ainsi toute la responsabilité des événements. Comme pour s'étourdir, il célébrait les noces de son second fils Féodor, avec Irène, sœur de son favori Boris Godounof, qui jetait alors en silence les fondements de sa grandeur future. A cette même époque, Jean contracta un septième mariage avec Marie Nagoï. Bathori refusait de traiter avant l'évacuation entière de la Livonie par les Moscovites; les ambassadeurs du tsar avaient ordre de montrer la plus grande humilité et de supporter les injures et même les coups; mais les exigences de son rival croissaient en même temps que sa honte. Bathori se préparait à une nouvelle invasion, lorsque le pape Grégoire XIII, le même qui avait fait illuminer Rome à la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemi, crut l'occasion favorable pour imposer au tsar la réunion des Églises grecque et latine. Jean ne se faisait aucun scrupule de tout promettre, mais Bathori représenta au pape combien il serait dangereux de se fier aux promesses de ce monarque, et se chargea lui-même de négocier avec l'épée. Le roi fit investir Pskof, où les Russes se défendirent avec un courage opiniâtre, tandis que les

Suédois s'emparaient de Habsal et de Narva. La Gardie pénétra dans le territoire de l'ancienne Russie, et inspira une si grande terreur aux Russes, qu'ils instituèrent des prières pour demander au Ciel qu'il les préservât d'un si terrible ennemi. Jean était comme paralysé par la crainte : il mettait tout son espoir dans le jésuite Possevin, envoyé du pape, qui se trouvait au camp de Bathori. Ce négociateur écrivait au tsar que le roi était toujours disposé à accorder la paix, mais qu'il y mettait pour condition que les Russes abandonneraient la Livonie ; les plénipotentiaires de Jean furent enfin contraints de céder. On conclut une trêve de dix années, dont tous les avantages furent pour la Pologne. Tandis que le tsar faisait si bon marché de l'honneur russe, le tsarévitch Jean essaya de relever le courage des troupes, et manifesta l'intention d'aller au secours des Pskoviens. Il va trouver son père et lui communique ce dessein. « Tu veux donc me détrôner ! » s'écrie Jean, et il lui porte sur la tête un coup violent d'un bâton ferré ; le jeune prince tomba baigné dans son sang... Cependant les entrailles du tyran s'émurent, et ce spectacle lui arracha des larmes. Le tsarévitch lui baisait les mains et protestait en expirant de sa fidélité ; tous les secours de l'art furent impuissants, les blessures que faisaient Jean

étaient mortelles. Pendant quelque temps on crut que l'énormité du crime opérerait dans son caractère un changement favorable, tel que celui dont la Russie avait eu l'exemple lors de la faveur de Sylvestre et d'Adachef; mais bientôt il étouffa ses remords, et déploya même une grande sagacité dans les conférences qu'il eut avec Possevin, au sujet d'une alliance entre la Russie et la Pologne, contre le khan de Crimée, et surtout dans les conférences relatives à la réunion des deux Églises, discussions où échoua toute la subtilité du légat.

La Livonie venait d'échapper au tsar, mais un nouveau monde s'ajoutait aux frontières orientales de la Moscovie. La Sibérie, avec ses forêts profondes, ses rivières poissonneuses, ses riches fourrures et ses métaux précieux, reconnut la souveraineté de Jean IV. Si l'on ajoute foi à quelques chroniques, Ivak, mahométan de la tribu des Nogaïs, gouvernait sur les bords de la rivière d'Ischim des hordes de Tatars, d'Ostiaks et de Vogoulitches; il fut détrôné par un chef nommé Genghis, qui envoya Taïbouga, fils du prince dépossédé, faire la conquête des pays arrosés par l'Irtisch et l'Obi, où ce jeune guerrier fonda la principauté de Sibérie. Parmi les princes qui se succédèrent, on cite Mahmet, qui fonda la ville de Sibir, sur l'Irtisch;

Edigher, tributaire de la Russie, et Koutchoun, premier tsar de Sibérie. Il paraît que les Nogaïs d'Ischim, réunis à ceux de Tumen, ne prirent possession des bouches du Tobol que vers le seizième siècle. Les rapports parvenus en Russie sur ces contrées lointaines avaient excité la curiosité de Jean. En 1567, deux Cosaques avaient parcouru le pays compris entre le lac Baïkal et la mer de Corée, et visité toutes les tribus de la Mongolie orientale et occidentale; ils avaient même pénétré jusqu'à Pékin. Les Tatares de Sibérie étaient déjà tributaires d estsars russes, mais ils se montraient peu scrupuleux sur l'exécution des traités, et ils inquiétaient même dans leurs excursions le territoire de la grande Permie. Depuis longtemps des colons russes s'étaient établis entre la Dvina et la Kama pour y faire le commerce lucratif des pelleteries avec les peuplades sauvages des environs : parmi ces colons, on remarquait les deux frères Jacques et Grégoire Strogonof. Jean les fit venir, leur accorda d'importantes cessions en terres, leur permit de construire des forts et d'entretenir à leurs frais des troupes pour assurer la sécurité de leurs établissements. En 1572, ils étaient déjà assez puissants pour apaiser une révolte des Tchérémisses, des Ostiaks et des Baschkirs. Bientôt les

Stroganof portèrent leurs vues plus loin. Inquiétés par les troupes de Koutchoun, prince de Sibérie, ils sollicitèrent et obtinrent du tsar l'autorisation de se fortifier sur le Tobol, et de faire la guerre pour leur compte. Il leur était permis en outre d'exploiter les mines de fer, d'étain, de plomb et de soufre que le sol pourrait leur offrir. Dès lors il leur fut possible de porter leurs efforts industrieux au delà de l'Oural.

A cette époque, les Cosaques du Don et du Volga se faisaient redouter par leurs brigandages et par l'audace de leurs entreprises. Parmi les chefs de ces aventuriers, on distinguait Iermak, Koltzo, et quelques autres. Siméon Strogonof, qui avait succédé à ses deux frères, leur fit proposer d'entrer à son service pour défendre la grande Permie contre les incursions des barbares. Les Cosaques acceptèrent, défirent plusieurs fois les hordes voisines, et grossirent leur troupe de Tatares, sujets de la Russie, et d'Allemands captifs, qu'ils achetaient aux Nogaïs. Dès lors, les Strogonof annoncèrent une expédition contre la Sibérie. Iermak organisa sa petite armée, choisit Koltzo pour son lieutenant, et s'embarqua sur la Tchoussovaïa en 1581. A peine les Cosaques s'étaient-ils éloignés, que le prince de Sibérie, à la tête de hordes nombreuses, se jeta sur les établissements

russes, les détruisit en partie, et se mit à la poursuite d'Iermak. Ce guerrier, dont le merveilleux a grossi la renommée, remonte le pays jusqu'à l'Oural; il navigue dans plusieurs autres rivières, et, après quelques engagements avec les troupes de Koutchoun, il gagne une grande bataille, et se fraye une route jusqu'à l'embouchure du Tobol; une seconde victoire décida de la domination des Russes depuis l'Oural jusqu'aux rives de l'Obi et du Tobol; et la ville d'Isker (Sibir) ouvrit ses portes au brave Cosaque, qui se reposa jusqu'au printemps. Dès que la saison le permit, il se porta vers le campement des Ostiaks et des Vogouls de la Kouda. Vainqueur de tous les obstacles, Iermak imposa un chef aux tribus de l'Oby, et reprit la route d'Isker. De là, il fit connaître le résultat de son expédition au tsar et aux Strogonof. Jean envoya cinq cents strélitz pour fortifier l'armée de Sibérie; mais le scorbut en détruisit une bonne partie; l'hiver amena la famine, et la trahison d'un mourza, nommé Karatcha, mit les Russes à deux doigts de leur perte. Ils sortent de leurs retranchements, tombent sur les Tatares endormis, et les forcent à s'éloigner. Iermak n'avait plus qu'une faible troupe; il entreprit de poursuivre Karatcha en remontant l'Irtisch, battit les ennemis, prit quelques bourgades, et ne

s'arrêta qu'au désert. Déjà les marchands de la Boukharie se rendaient à Isker pour y échanger contre des pelleteries les produits de l'Orient; Iermak apprend que Koutchoun interceptait leur marche dans le désert du Vagaï; il part pour le combattre; mais n'ayant pu le rencontrer, il s'arrête à l'endroit où l'Irtisch se divise en deux branches; là, le Cosaque s'abandonne au sommeil avec ses compagnons. Les ennemis fondent sur les Russes et les massacrent; deux d'entre eux échappent seuls à la mort : l'un va porter à Isker la nouvelle de ce désastre; le second, c'était Iermak, lutte seul contre le nombre, se précipite tout armé dans l'Irtisch, et trouve la mort dans ses vagues profondes. Sa mémoire est restée célèbre en Russie, et les chants nationaux retracent, avec les exagérations de la poésie, son courage chevaleresque, sa piété et sa tempérance, vertu assez rare dans un Cosaque. Les Russes, découragés par la mort de leur chef, quittèrent leur conquête, et Koutchoun rentra dans sa capitale ; mais les travaux de cette poignée d'aventuriers ne resteront pas stériles, et le règne suivant ouvrira aux Russes les trésors de cette vaste contrée (1).

Jean profita de la trêve avec la Pologne pour attaquer les Suédois; il comptait sur le concours

(1) Karamzin.

de Bathori; mais le roi, retenu par une diète orageuse, ne put agir en temps utile, et le tsar signa un armistice, qui laissait quelques places au pouvoir de l'ennemi. Sur ces entrefaites, la tsarine mit au monde un fils nommé Dmitri, ce qui n'empêcha pas le tsar de faire demander la main d'une nièce de la reine d'Angleterre; cette saillie matrimoniale n'eut pas de suite.

Les excès avaient miné le tempérament de Jean; superstitieux comme Louis XI, il regarda comme le présage de sa fin une comète qui parut en 1584. Les devins avaient osé pronostiquer la mort du tsar; il dicta son testament, désigna pour successeur le tsarévisch Féodor, et lui donna pour conseil les boyards Schouiski, Mstislavski, Yourief, Boris Godounof et Belzki. Les derniers moments de Jean n'altérèrent en rien la lucidité de son esprit; aux conseils qu'il donnait à son fils, un étranger eût pu croire que le moribond connaissait tout le prix de la sagesse et de la vertu; mais à peine sentait-il quelque amélioration dans son état, qu'il retombait dans les habitudes de toute sa vie. Il se faisait porter dans les salles où l'on gardait ses trésors, et semblait prendre congé de toutes ses richesses. On dit même que sa belle-fille, s'étant approchée de son lit, fut obligée de s'éloigner, épouvantée de sa

norable pour une mémoire à jamais flétrie, prouve que le peuple n'a pas même osé se montrer juste devant un tombeau (1).

L'héritier de Jean, le jeune Féodor, d'un caractère doux et faible, fut salué avec enthousiasme par la multitude. Le commencement de son règne ressemblait à l'affaissement qui suit une crise violente; on se demandait quel serait celui des cinq conseillers désignés par Jean qui régnerait sous le nom de Féodor; mais Godounof résolut bientôt cette question. Schouiski n'avait qu'une réputation militaire; Jourief, frère d'Anastasie, rappelait les vertus de la tsarine; Mistislavki se recommandait par un nom illustre, et la faveur de Jean pesait sur Belzki comme un grave reproche. Le bruit s'était répandu que Schouiski voulait faire périr le jeune tsar pour placer Godounof sur le trône : à cette nouvelle, le peuple court au Kremlin et demande à grands cris qu'on lui livre Belzki, qu'il regardait sans doute comme capable d'un tel attentat. Cependant il se contenta de son exil. Godounof pressentit qu'on voulait le perdre, il s'empara d'abord de l'esprit de son beau-frère, qui le combla des plus insignes faveurs; mais il justifia toutes ces distinctions par son mérite; et les boyards, intimidés par sa fer-

(1) *Histoire de Russie* par J. Chopin.

mune. Il institua ou réorganisa sur une base meilleure les *tchètes*, ou colléges qui portaient les dénominations de cours des ambassades, de la guerre, des domaines et de Kazan. Il fonda quelques écoles et protégea les étrangers. Il aimait les discussions théologiques et faisait de fréquentes citations qu'il interprétait d'une manière subtile et captieuse. On lui doit des règlements sur les différents degrés de juridiction et sur la hiérarchie des dignitaires ; il introduisit quelques améliorations dans le service militaire, et mit en campagne des armées plus nombreuses qu'aucun de ses prédécesseurs ; enfin, il compléta le code civil promulgué par son aïeul, et punit sévèrement les concussionnaires, n'excusant les dilapidations et les crimes que lorsqu'ils semblaient descendre de son autorité. Quoique bigot à la manière de Louis XI, il mit des entraves à l'avidité du clergé, lui interdit l'achat de biens immeubles sans la sanction du souverain, et lui imposa des règlements qui feraient honneur à un bon prince. Tous les contrastes de cette nature extraordinaire, où toutefois le bien s'efface sous l'énormité du mal, composent de Jean IV un être à part, qui résume tous les crimes des temps barbares et ceux des empires dégénérés. Ses sujets le désignèrent sous le nom de *Jean le Terrible* ; mais ce surnom, trop ho-

norable pour une mémoire à jamais flétrie, prouve que le peuple n'a pas même osé se montrer juste devant un tombeau (1).

L'héritier de Jean, le jeune Féodor, d'un caractère doux et faible, fut salué avec enthousiasme par la multitude. Le commencement de son règne ressemblait à l'affaissement qui suit une crise violente; on se demandait quel serait celui des cinq conseillers désignés par Jean qui régnerait sous le nom de Féodor; mais Godounof résolut bientôt cette question. Schouiski n'avait qu'une réputation militaire; Jourief, frère d'Anastasie, rappelait les vertus de la tsarine; Mistislavki se recommandait par un nom illustre, et la faveur de Jean pesait sur Belzki comme un grave reproche. Le bruit s'était répandu que Schouiski voulait faire périr le jeune tsar pour placer Godounof sur le trône : à cette nouvelle, le peuple court au Kremlin et demande à grands cris qu'on lui livre Belzki, qu'il regardait sans doute comme capable d'un tel attentat. Cependant il se contenta de son exil. Godounof pressentit qu'on voulait le perdre, il s'empara d'abord de l'esprit de son beau-frère, qui le combla des plus insignes faveurs; mais il justifia toutes ces distinctions par son mérite; et les boyards, intimidés par sa fer-

(1) *Histoire de Russie* par J. Chopin.

meté ou séduits par ses largesses et ses manières insinuantes, plièrent devant son autorité. Il étendait sa sollicitude sur toutes les branches de l'administration sans négliger la politique extérieure : ses voïévodes achevèrent la conquête de la Sibérie, et fondèrent les villes de Tumen et de Tobolsk. Des colons furent envoyés dans ces contrées, dont la culture constitua pour la Russie la véritable possession. Une conspiration faillit renverser Godounof. Mistislavski, qui en était l'âme, fut obligé de se faire moine. Le régent fit la paix avec la Suède, et tout en négociant avec Bathori, il se ménagea l'appui de l'empereur en cas de rupture. La Géorgie, menacée par les Musulmans, venait de se déclarer tributaire de la Russie : Godounof la prit sous sa protection, au risque de mécontenter les Turks ; mais en même temps il mit la Perse dans ses intérêts. La Russie prospérait sous l'œil vigilant de Boris ; mais ses ennemis ne s'en montraient que plus ardents à le précipiter du pouvoir ; ils voyaient avec jalousie un favori d'origine tatare recevoir les ambassadeurs dans son propre palais, et plus maître que le tsar lui-même, se tenir si près du trône, qu'il semblait ne dépendre que de lui de s'y placer. Le clergé exerçait une grande influence sur Féodor ; les mécontents essayèrent de tourner contre Godounof

l'extrême dévotion du jeune monarque; on lui fit entendre que la raison d'Etat exigeait qu'il répudiât Irène qui ne lui avait pas encore donné d'héritier. Le métropolitain Denis conduisait cette intrigue, mais Godounof, averti à temps, détourna le coup. Bientôt, voyant que la douceur ne désarmerait jamais la haine, il prit le parti de sévir, et une fois entré dans cette voie, il lui fut difficile de s'arrêter. André et Jean Schouiski périrent en prison; un grand nombre de gentilhommes et de riches marchands subirent la peine de l'exil; quelques-uns eurent la tête tranchée sur la place publique. Marie, veuve de Magnus, avait été mandée à Moscou avec sa fille Eudoxie; elle n'y trouva que l'alternative de la prison ou d'un couvent; elle prit le voile, et bientôt après elle perdit sa fille, dont la mort ne fut pas regardée comme naturelle.

La mort de Bathori, arrivée en 1586, délivra la Russie d'un rival redoutable; les compétiteurs sérieux qui prétendaient à la couronne étaient le prince de Transylvanie, frère d'Etienne; Maximilien d'Autriche; Sigismond, frère du roi de Suède, et le tsar de Russie. Le parti de Féodor était appuyé par le primat de Gnesne, et peut-être l'eût-il emporté, si de part et d'autre on eût émis des conditions moins exclusives. Les diètes d'élection offrirent une

manifestation sincère et franche des tendances politiques des diverses cours; les Polonais exigèrent que Féodor, en prenant la couronne, fît de ses États une annexe de leur pays. De son côté, Godounof, qui stipulait au nom du tsar, laissait entrevoir le projet de réunir la Lithuanie à la Russie orientale; la question religieuse présentait un obstacle non moins difficile à lever, de sorte que Féodor ne put profiter de ses avantages. Le prince de Suède l'emporta, et les envoyés de Godounof signèrent avec le sénat une trêve de quinze années; cependant le nouveau roi Sigismond avait pris avec Zamoïski l'engagement de s'unir avec le roi de Suède, son père, pour s'emparer de Moscou, ou du moins de Smolensk et de Kief, tandis que l'on pousserait vivement la guerre dans les provinces centrales de l'empire. Les Suédois devaient ruiner les établissements de commerce que possédaient les Russes dans les mers du Nord. L'empereur faisait sans succès la guerre contre les Polonais; un péril commun le rapprocha momentanément de Godounof, mais Zamoïski ayant battu et fait prisonnier Maximilien, l'empereur se vit forcé de renoncer à toutes ses prétentions pour obtenir la liberté de son frère.

Cependant le khan de Crimée s'était jeté sur le

territoire lithuanien ; Godounof profita de cette diversion pour se déclarer contre la Suède : il mit en campagne une armée formidable, dont Féodor prit le commandement, et ses voïévodes ravagèrent l'Esthonie jusqu'à Revel, et la Finlande jusque sous les murs d'Abo. Déjà les Russes commençaient à lutter avec moins de désavantage ; ils achetaient chèrement leur expérience militaire, mais le nombre leur assurait quelquefois l'avantage : dans cette campagne, ils s'emparèrent de presque toute la Carélie.

Peu de temps après, une trêve fut conclue entre la Russie et la Pologne ; elle portait, entre autres stipulations, que les Suédois cesseraient la guerre.

« Godounof touchait à l'apogée de sa grandeur ; il établit en Russie une nouvelle dignité ecclésiastique, celle de patriarche, qui fut détruite un siècle plus tard par Pierre Ier. Le métropolitain Job en fut revêtu, c'était un appui que le régent se ménageait à tout événement, car déjà il marchait vers le pouvoir suprême à front découvert. L'état valétudinaire du tsar l'effrayait ; si Féodor venait à mourir, Irène passait du trône dans un couvent, et Dmitri ceignait la couronne : il n'y avait réellement entre Godounof et le trône qu'un faible enfant .... Cet obstacle devait disparaître. On avait répandu

le bruit que le fils de Jean le Terrible avait déjà les inclinations féroces de son père; qu'un jour, jouant avec d'autres enfants sur la glace, il s'était plu à mutiler des figures de neige auxquelles il donnait le nom des premiers dignitaires de l'État. Godounof chargea Bitiagovski de faire périr le jeune Dmitri. Les assassins se rendirent à Ouglitch, résidence de la tsarine; l'enfant fut égorgé sous un vestibule où on l'avait attiré malgré les résistances de sa nourrice. Au bruit de cet attentat, le peuple s'émeut; vainement Bitiagovski prétexte que la victime s'était tuée elle-même dans une attaque d'épilepsie. On s'empare des meurtriers qui sont aussitôt mis en pièces. Cependant Godounof fit dresser un rapport circonstancié de l'événement, en ayant soin d'en altérer les circonstances véritables. Personne ne fut la dupe de cette prétendue justification. On fit cependant un simulacre d'enquête, mais au milieu des tortures, la nourrice de Dmitri persista à déclarer que l'enfant avait été assassiné. La tsarine se vit obligée de prendre le voile, et tous les habitants d'Ouglitch furent déclarés meurtriers; deux cents d'entre eux expirèrent dans les supplices; quelques-uns eurent la langue coupée, le plus grand nombre subit l'exil. Le règne précédent avait accoutumé à des exécutions non moins monstrueu-

ses, mais alors c'était le bras d'un tsar qui frappait, et Moscou retentissait de sourds murmures (1). » Une double diversion sauva Godounof du péril où l'avait jeté son ambition; un incendie terrible détruisit presque entièrement la capitale. Godounof était partout, secourant les uns, consolant les autres, et prodiguant ses trésors pour réparer le désastre. La ville sortait à peine de ses ruines, que le bruit se répand qu'un armée de cent cinquante mille Tatares vient fondre sur la ville. Godounof se montre grand comme le danger; la plus grande partie de l'armée était occupée dans le Nord, il organise toutes les troupes disponibles, ranime le courage des habitants par sa fermeté; des palissades, des fortifications protégent les faubourgs, les couvents sont transformés en places de guerre. Féodor resta dans la capitale, mettant sa confiance en Dieu et en Godounof. Le régent avait confié le commandement de l'armée au prince Mstislavski; soit qu'il voulût désarmer la haine par cette déférence, soit qu'il jugeât prudent de laisser à un autre la responsabilité de l'événement. Le khan avait passé l'Oka et marchait droit sur Moscou; l'armée russe se rangea en bataille sous les murs de la capitale. Le tsar puisait sa

(1) Univers.

confiance dans une piété vive et sincère; il eût regardé la crainte comme un péché. L'armée avait passé la nuit sous les armes; au point du jour, le hennissement des coursiers annonça l'approche de l'ennemi. On se battit sans avantage décisif jusqu'à la nuit; l'artillerie des Russes jeta le désordre parmi les Tatares, dont les masses irrégulières venaient se rompre devant les rangs serrés des Moscovites; le khan, étonné d'une résistance si opiniâtre, prit le parti de la retraite, mais il fut vivement poursuivi et rentra blessé à Bakhtchisaraï, après avoir perdu les deux tiers de son armée. Le tsar récompensa magnifiquement ses voïévodes. Godounof, déjà au faîte de la faveur, reçut le titre honorifique de serviteur, dénomination qui le mettait au-dessus de tous les boyards, et qu'il n'appartenait qu'au despotisme de déclarer la première de l'empire. Le régent persévéra dans la même politique, se montrant généreux envers ses créatures, mais vindicatif et inexorable envers ses ennemis. Sur ces entrefaites, Irène devint grosse, mais elle mit au monde une fille qui mourut peu de temps après; le bruit courut que Godounof avait fait périr ce rejeton de la race souveraine : ce crime n'était pas nécessaire; le soupçon prouve seulement qu'on l'en jugeait capable.

Déjà les Suédois avaient rompu l'armistice; la

déroute des Tatares déconcerta leurs projets. Sigismond confirma la convention de Moscou, et tout le poids de la guerre tomba sur la Suède. Une trêve de deux années fut signée au nom du roi de Pologne, qui venait de placer sur sa tête la couronne de Suède. Cet événement eût pu être fatal à la Russie, mais le roi mécontenta les Suédois en voulant rendre l'Esthonie à la Pologne, et en s'efforçant de rétablir le catholicisme dans ses États scandinaves. Sigismond abandonna la Suède, et partit pour Varsovie, laissant au sénat la direction des affaires. La paix de Tiavsin assigna Narva, Revel et toute l'Esthonie à la Suède, tandis que Kexholm restait aux Russes. L'année précédente (1594), la paix avait été également signée entre Gazi-Ghireï et le tsar.

Rodolphe continuait en Hongrie la guerre contre les Ottomans; les secours qu'il tirait de la Russie se bornèrent à l'envoi de quelques fourrures; le légat du pape envoyé à Moscou pour négocier la réunion des deux églises, échoua comme ses prédécesseurs.

Les querelles entre la Turquie et la Perse amenèrent des relations amicales entre Abbas et Féodor; le schah donnait au tsar l'Ibérie, où régnait de fait le sultan. La Russie se montrait déjà habile dans cette politique d'agrandissement qui, en l'immis-

çant dans les affaires de ses voisins, fait succéder à l'alliance et au protectorat, la domination, et bientôt la conquête.

Le Danemark était en paix avec la Russie, et un nouveau traité réglait les intérêts commerciaux de la Moscovie et de l'Angleterre.

Tout semblait réussir au gré de Godounof, mais plus son joug était pesant, plus il se méfiait de ceux auxquels il imposait la dissimulation; pour flatter les seigneurs, il rendit une ordonnance qui rivait les fers des paysans. Jusque-là il était permis aux cultivateurs de quitter les terres des boyards et de se transporter, eux et leurs familles, partout où ils espéraient trouver le plus d'avantages. Cette faculté n'était pas sans inconvénient : souvent des terres devenaient tout à coup désertes, au grand préjudice des propriétaires et de la production, tandis que les émigrants erraient de côté et d'autre et se livraient au brigandage; mais du moins les seigneurs se trouvaient forcés à la modération, et quand le paysan était bien traité, il arrivait rarement qu'il voulût s'exposer aux chances d'un déplacement. Godounof rendit un ukase qui défendait à tout cultivateur serf de passer d'un village à un autre; on donna à cette mesure un effet rétroactif, les maîtres eurent le droit de rappeler forcé-

ment ceux qui les avaient quittés ; le sort des domestiques serfs fut réglé d'une manière non moins rigoureuse ; les seuls affranchis conservèrent leur liberté. Quant aux marchands, il paraît qu'ils purent conserver leurs serfs, en justifiant toutefois de leurs droits acquis. Les seigneurs applaudirent à ces changements, sans prévoir que le droit illimité de possession les rendrait responsables de la conduite de leurs esclaves.

Cependant la santé du tsar déclinait sensiblement : uniquement occupé de son salut, il se reposait sur Godounof de tous les soins qu'impose la couronne. On assure que dès l'année 1596, il pressentait que sa fin était prochaine : un jour, comme il s'occupait de la translation de quelques reliques, il ordonna au régent de les prendre en main, en lui disant : *Touche les choses saintes, régent du peuple orthodoxe, gouverne-le à l'avenir avec zèle ; tu parviendras au terme de tes désirs ; mais tout, sur cette terre, n'est qu'une figure qui passe.* Le 7 janvier 1598, il expira sans agonie avec la sérénité d'un saint. Le testament était écrit. Le sceptre revenait à Irène ; Romanof, cousin du tsar, et Boris, étaient désignés comme exécuteurs testamentaires et conseillers du trône. Irène, toute à sa douleur, répétait d'une voix déchirante : « Je suis une veuve stérile... c'est

par moi que périt la souche souveraine. » Les funérailles furent remarquables par un désordre touchant; les lamentations du peuple couvraient les chants de l'Église. La dynastie de Monomaque venait de s'éteindre.

Il est vraisemblable que le tsar avait cédé à l'influence de Godounof en appelant Irène à lui succéder; le règne d'une femme sans ambition lui parut sans doute une transition nécessaire : comme frère de la tsarine, il pouvait plus facilement franchir l'intervalle qui le séparait du trône. La conduite d'Irène donna un nouveau poids à cette supposition; elle renonça solennellement à l'empire, et se rendit au monastère des Vierges, où elle prit le voile sous le nom d'Alexandra. Les supplications du peuple, les instances du clergé, celles de Godounof, sincères ou simulées, tout fut inutile. Alors la couronne fut offerte à Boris; longtemps il s'en défendit, protestant qu'il n'avait jamais aspiré au rang suprême; enfin on convoqua une grande assemblée nationale, où siégèrent les hauts dignitaires du clergé et des autorités séculières, et plus de cinq cents fonctionnaires envoyés de toutes les provinces de la Russie, pour y traiter de l'élection d'un souverain. Boris fut salué tsar au milieu des acclamations; il résista encore quelques jours, et

l'on eût pu croire qu'il se résignait au plus pénible des sacrifices lorsqu'il reçut la couronne de Russie avec la bénédiction de la tsarine.

Le nouveau tsar partagea son temps entre sa sœur Irène, et les soins de l'empire. L'armée et tous les dignitaires jurèrent obéissance à lui et à sa race. On s'occupait de la cérémonie du sacre, lorsque le bruit se répandit que les Tatares s'apprêtaient à une nouvelle invasion. Boris feint de croire à cette nouvelle, il veut déployer toute la puissance que la Russie doit à la sagesse de son administration. En peu de semaines, cinq cent mille combattants sont sous les armes; Godounof prend le commandement de cette armée, et marche vers l'Oka. L'ennemi ne paraissait pas, mais Boris profite de l'ascendant que donne le commandement militaire pour faire cesser les disputes de boyards sur la préséance; il intimide les uns, éblouit les autres, et, le premier de tous les tsars russes, il assied son influence sur l'armée. Au lieu de paraître en ennemis, les Tatares vinrent briguer l'alliance des Russes, et Boris congédia l'armée après avoir donné à cette immense multitude un repas somptueux sur les bords de l'Oka.

Le 1er septembre de la même année, il fut couronné avec une pompe extraordinaire. Le peuple

priait en silence; le tsar venait de recevoir la bénédiction du patriarche, lorsque, dominé par les sentiments qui l'agitaient, il s'écria tout à coup : « Je prends Dieu à témoin qu'il n'y aura dans mon empire ni un orphelin ni un pauvre; » et comme la reconnaissance du peuple éclatait en transports et en sanglots, le souverain jura de ne punir les criminels que par la déportation. Ses premiers actes furent des libéralités; il répandit, parmi les conseillers et les courtisans, des distinctions et des faveurs, doubla les émoluments attachés à tous les services, dispensa de tout impôt pendant deux années les marchands et les cultivateurs, et jusqu'aux peuplades sauvages de la Sibérie. Il régla le travail des serfs, et fixa la redevance exigible; enfin il donna des festins au peuple pendant douze jours consécutifs.

La domination russe était désormais assurée en Sibérie; de nouvelles villes s'élevaient au milieu de ces contrées désertes, et servaient comme de jalons aux caravanes de l'Asie.

La Pologne et la Suède se faisaient la guerre, et recherchaient toutes deux l'alliance de Boris. Le tsar, profitant de leurs dissensions, s'efforçait de recouvrer les provinces que Jean IV avait cédées à Bathori.

Il attira à sa cour le prince Gustave, fils d'Éric,

dans l'espoir d'en faire un instrument de sa politique; mais celui-ci refusa de se prêter à ce rôle, et perdit les bonnes grâces du tsar. Boris, tout en faisant la paix avec Sigismond, flattait l'orgueil du duc Charles en lui donnant le titre de roi; en même temps il suspendait la ratification de la paix avec la Suède, et s'alliait avec Christiern, roi de Danemark. Sa fille Xénie fut fiancée au duc Jean, frère de Christiern; mais la mort du jeune duc trompa les espérances de Godounof. Le tsar voyait avec satisfaction la Turquie occupée dans une guerre sérieuse contre l'Autriche; il promettait à l'empereur l'alliance de la Perse, sur laquelle il avait peu de raisons de compter lui-même, car bientôt après il eut à soutenir une guerre difficile contre Abbas à propos de l'Ibérie.

Alexandre, tsar de Géorgie, fut massacré par son fils Constantin, qui avait embrassé l'islamisme. Cette révolution vint soustraire momentanément les régions caucasiennes à l'influence russe. Le Schavkal se mit sous la protection de Mahomet III, et les Russes se virent forcés d'évacuer le Daghestan.

Boris, après avoir mis l'empire sur un pied respectable, et ouvert des relations suivies avec les puissances étrangères, comprit que le meilleur moyen d'assurer son influence en Europe était de

faire fleurir dans ses États les arts et la civilisation de l'Occident; il appela en Russie des officiers expérimentés, des savants et des artistes; mais ces innovations trouvaient de grands obstacles dans les préjugés nationaux et dans le sentiment de répulsion que la supériorité inspire à l'ignorance.

Cependant l'humeur du tsar s'aigrissait, soit remords, soit qu'il démêlât à travers le respect des grands un reste de jalousie et de haine. Belzki avait eu l'imprudence de dire : « Boris est tsar à Moscou, et moi je suis tsar à Borissof. » Ses biens furent séquestrés, et il subit un châtiment ignominieux. Les Romanof lui portaient ombrage; ils furent accusés d'avoir voulu empoisonner Boris, et appliqués à la question; mais la peine capitale fut commuée en celle de l'exil, et Féodor Romanof reçut les ordres, et prit le nom de Philarète. Les plus grands personnages de l'empire furent relégués sur le Biéloozéro; il défendit aux princes Mistislavski et Schouiski de se marier. Les délations se multiplièrent comme les soupçons du souverain, et la moralité publique menaçait de se corrompre sans retour. Le peuple commençait à murmurer; non content de reprocher au tsar la cruauté de sa polique, on lui faisait même un crime de toutes les réformes qu'il méditait, on blâmait son zèle pour

les sciences de l'Europe, comme s'il eût pris à tâche d'insulter à la simplicité antique.

Au commencement du dix-septième siècle, la famine désola l'empire; dans l'espace de deux années, Moscou compta cinq cent mille victimes. En 1603, l'abondance reparut, mais le peuple avait perdu sa confiance dans le tsar, et il interprétait ses misères passées comme le châtiment des crimes de ce règne. La loi que Boris avait rendue sur les esclaves avait rempli les maisons des grands de fugitifs et de gens habitués au vagabondage. La disette avait forcé les maîtres à se débarrasser de tant de bouches inutiles; ces malheureux se livrèrent au brigandage pour vivre, et un grand nombre d'entre eux alla se joindre aux déserteurs et aux criminels que Boris avait envoyés pour peupler l'Ukraine et le pays de Seversk; ils se nommèrent des chefs, combattirent à main armée les troupes du tsar, et ne cédèrent qu'au nombre et après la résistance la plus opiniâtre. Ceux qui échappèrent au fer et aux supplices reprirent le chemin de l'Ukraine.

L'étoile de Godounof pâlissait, Irène venait de mourir au monastère des Vierges; la noblesse et le peuple murmuraient; mais le danger qui menaçait Godounof devait être extraordinaire comme sa fortune. Un aventurier, un moine, conçut un projet

hardi, insensé même, et que la fortune se plut à couronner d'un succès momentané.

Youri Otrépief, fils d'un pauvre gentilhomme de Galitch, servit d'abord dans la maison des Romanof; bientôt il entra dans les ordres, et prit le nom de Grégoire; pendant quelque temps il erra de couvent en couvent, et se fixa enfin dans celui de Tchoudof, où il habita, dit-on, la cellule de son aïeul. C'est là qu'il se fit connaître du patriarche Job, qui le sacra diacre, et le choisit pour son secrétaire. Il eut ainsi l'occasion de voir la cour et les grands, et il recueillait avec le plus grand soin tout ce qu'il entendait raconter de la mort du jeune Dmitri. Déjà il osait convoiter le trône de Godounof, se sentant assez d'habileté pour tourner les obstacles, et assez de courage pour les vaincre. Quelquefois il disait aux moines de Tchoudof : « Savez-vous que je serai tsar de Moscou? » Mais on lui répondait par des sarcasmes et des insultes. Boris ordonna d'éloigner Otrépief; mais celui-ci trouva moyen de s'évader, et se rendit à Kief. Là, le fugitif laissa dans sa cellule un billet adressé à l'archimandrite, et dans lequel il déclarait être Dmitri, fils de Jean IV. Soit défiance, soit appréhension, le prélat garda le silence. La Lithuanie ouvrait une vaste carrière au jeune aventurier; il engagea un moine

à prendre son nom, jeta le froc et resta longtemps au milieu des Cosaques Zaporogues pour se former aux exercices militaires. Bientôt il mania comme eux un glaive et un coursier. De là il se confina dans une petite école de Volhynie pour y étudier le latin et le polonais; il entra ensuite au service d'un seigneur nommé Wisznewecki. Il ne tarda pas à attirer l'attention de son maître; puis il feignit de tomber malade, et demanda un confesseur. « Quand je serai mort, dit-il au prêtre, fais ensevelir mon corps avec les honneurs dus à un fils des tsars; ne divulgue mon secret que lorsque je ne serai plus. Tu trouveras sous mon chevet les preuves écrites de mon extraction. » Le confesseur alla tout redire à Wisznewecki, et cette étrange nouvelle parvint bientôt à Sigismond, qui la crut ou feignit de la croire. Il convenait à la politique de ce prince de faire monter sur le trône de Russie, à la place de Godounof, un homme dévoué à ses intérêts, et qui lui serait redevable de son élévation. Les jésuites montrèrent peut-être à ce prince la résurrection de Dmitri comme un événement providentiel destiné à opérer la réunion des deux Églises; quoi qu'il en soit, on s'occupa moins de scruter la vérité, que des avantages que promettait l'erreur. Des conventions préalables furent dressées; Otrépief embrassa la religion

catholique; mais la cérémonie de sa conversion fut différée, dans la crainte de le rendre impopulaire parmi les Russes. L'abjuration eut lieu à huis-clos dans la maison des jésuites, à Cracovie. Sigismond, sourd aux représentations de Zamoïski et de quelquelques seigneurs polonais, ordonna à Visznewecki et à Mniszek, beau-frère de ce dernier, et voïévode de Sandomir, de lever l'étendard contre Godounof au nom de Dmitri, et d'assembler une armée de volontaires; puis il fit partir le prétendant pour la Galicie, où déjà ses partisans se réunissaient.

Otrépief grossit sa petite armée de quelques Russes et des Cosaques du Don, qui ne demandaient que la guerre et le pillage. Partout le bruit se répandit que Dmitri, miraculeusement sauvé, venait reprendre le sceptre paternel; les aventuriers, les mécontents, les Cosaques Zaporogues, n'hésitèrent pas à se déclarer pour le rival de Godounof. Cependant le tsar feignait une sécurité qui était déjà de l'imprudence; enfin il essaya de démasquer le faux Dmitri; il adressa d'abord un mémoire circonstancié à Sigismond; mais son envoyé ne fut pas même écouté; il avait dépêché Kroutchof aux Cosaques Zaporogues pour leur dévoiler toute l'histoire d'Otrépief; ceux-ci l'enchaînèrent et le conduisirent devant le prétendant. Kroutchof, après

l'avoir considéré pendant quelques instants, versa des larmes, et se jeta à ses pieds, en s'écriant qu'il retrouvait dans son visage les traits de Jean IV. Traître ou dupe, il donna à Otrépief des renseignements précis sur l'état des esprits et sur la santé chancelante de Godounof.

Sigismond répondait aux réclamations de Boris, qu'il n'avait pas rompu la trêve, et que cette levée de boucliers était l'œuvre de quelques seigneurs turbulents qu'il se réservait de châtier. Otrépief s'avançait toujours, répandant des proclamations, tandis que les Polonais qui l'accompagnaient prenaient, au nom de leur maître, l'engagement de rendre la couronne au prétendu Dmitri. Des villes importantes lui ouvraient leurs portes ; tout le midi de l'empire était soulevé. Dans plusieurs rencontres les voïévodes de Boris eurent l'avantage. Après la défaite qu'essuya le prétendant près de Novgorod il ne lui restait plus que quatre cents Polonais, ce qui ne l'empêcha pas de combattre à Poutivle avec un courage et une habileté dignes d'une meilleure cause. Cependant les ordres de Boris étaient si mal exécutés, que son rival semblait trouver de nouvelles ressources dans ses défaites mêmes. L'incertitude et la confusion régnaient partout, lorsque la mort subite de Godounof vint changer la face de

affaires; il n'avait eu que le temps de bénir son fils comme tsar de Russie, et de se faire sacrer moine. Le caractère de cet homme extraordinaire reste un problème pour la postérité. Administrateur habile, pieux jusqu'à la dernière heure, appui de la Russie dans le danger, et père des pauvres, il se montra soupçonneux jusqu'à la cruauté; faible et indécis devant un rival dont le nom usurpé lui rappelait le premier, le plus grand de ses forfaits; il eut le regret d'avoir contribué lui-même à ses revers en entourant d'obscurité le tombeau de sa victime.

Son jeune fils Féodor monta sur le trône; prince d'une grande espérance, mais que le crime paternel avait marqué au front d'un sceau fatal. Mistislavski et les deux Schouiski furent désignés pour lui servir de conseil. Basmanof prit le commandement de l'armée, mais pour trahir aussitôt son maître. Il paraît que l'ambition lui inspira cette démarche, à moins qu'on ne suppose qu'il ait partagé une erreur commune à un grand nombre de boyards. L'armée, entraînée par cet exemple, salua tsar le faux Dmitri; l'aventurier parut digne de cette haute fortune, il ne remercia pas l'armée, il lui pardonna. Il rencontrait partout des fronts serviles, la foule se pressait autour de son cheval, et baisait les pieds de son nouveau maître. Féodor, trahi par

ses courtisans, attendait son sort avec une résignation héroïque; tout à coup le bruit se répand que le vrai tsar marche sur Moscou, des forcenés répètent avec fureur le nom de Godounof, le Kremlin est envahi, et le peuple arrache Féodor du trône et le conduit avec la tsarine et sa fille dans une maison où ils sont gardés à vue.

Le clergé et quelques boyards allèrent au-devant du faux Dmitri pour lui porter des paroles de soumission. Déjà il avait envoyé à Moscou Pierre Basmanof pour hâter le dénoûment de cette étrange usurpation; le patriarche Job fut arraché des autels et confiné dans un couvent; on exila où l'on mit aux fers les Godounof et leurs adhérents, les princes Galitzin et Massalzki, assistés de Moltchanof et de Schéréfédinof se transportèrent avec trois strélitz à la demeure où l'on gardait Féodor, sa mère et sa sœur. La tsarine fut étranglée, mais Féodor lutta longtemps contre quatre assassins, qui ne parvinrent qu'avec peine à l'étouffer. La belle et pudique Xénie eut un sort plus déplorable encore : Massalzki la prit dans sa maison et la réserva au dernier outrage, à la lubricité de l'usurpateur. L'imposteur était à Toula, s'essayant pour ainsi dire à porter le sceptre; il se rendit enfin à Moscou et dit aux chefs allemands assemblés : « Soyez pour moi ce que

vous avez été pour Godounof ; j'ai plus confiance dans vous que dans mes Russes. « Le 20 juin 1605, il entra solennellement dans la capitale. « La marche était ouverte par les Polonais ; après eux venaient les timbaliers, les trompettes, les lanciers, les arquebusiers, des chars attelés de six chevaux, et les chevaux de main du tsar richement caparaçonnés : ensuite marchaient les tambours et les régiments russes ; enfin le clergé, portant la croix, précédait le faux Dmitri, qui, monté sur un cheval blanc, et vêtu d'un costume magnifique, portait à son cou un collier estimé cent cinquante mille ducats. Il était environné de soixante boyards ou princes que suivaient les Lithuaniens, les Allemands, les Cosaques et les strélitz. Toutes les cloches de Moscou sonnaient, les rues étaient encombrées d'une foule innombrable, les toits des maisons et des églises, les tours et les murailles étaient également couverts de spectateurs. En apercevant le faux Dmitri, le peuple se prosternait en s'écriant : « Vive notre père le souverain et grand prince Dmitri-Ivanovitch, que Dieu a sauvé pour le bonheur de la Russie (1) ! »

Un ouragan violent s'éleva, et les Russes en tirè-

(1) Karamzin.

rent un fâcheux augure; le nouveau tsar se prosterna en pleurant sur le tombeau de Jean IV : « O mon père bien-aimé! s'écria-t-il, tu m'avais laissé orphelin dans l'exil, mais par tes saintes prières, je suis sauvé et je règne; et le peuple répétait : « C'est le véritable Dmitri. » Ses premiers actes annonçaient une réforme dans l'administration : après s'être concilié la reconnaissance publique par des améliorations générales et des faveurs particulières, il congédia sa garde polonaise, et introduisit dans le conseil, non-seulement le patriarche, ce qui n'était pas nouveau, mais encore quatre métropolitains, sept archevêques et trois évêques. Il nomma sénateurs tous les membres du conseil, qu'il présidait lui-même chaque jour, et en porta le nombre à soixante et dix.

Cependant le peuple s'étonnait que la tsarine n'eût pas encore reconnu son fils Dmitri; le tsar ne recula point devant cette épreuve. Marpha feignit la joie la plus sincère, et la veuve de Jean rentra au palais du Kremlin en attendant qu'on lui eût préparé une demeure au couvent de Voznessensk, où elle eut une cour particulière. Le couronnement fut le complément de cette scène, où l'ambition et la crainte simulèrent les plus doux sentiments de la nature.

A peine quelques mois s'étaient écoulés que l'enthousiasme général se refroidit; le souverain prodiguait toutes ses faveurs aux Polonais, et semblait prendre à tâche de dénigrer les mœurs russes, et de froisser le sentiment national. Il frondait avec légèreté les pratiques réputées saintes par le peuple, ne se signait jamais devant les images, et se mettait à table au son des instruments, négligeant les prières d'usage.

Il assigna aux jésuites un local dans l'enceinte du Kremlin, et leur permit de célébrer la messe latine. Vêtu à la polonaise, il sortait à la dérobée du palais pour visiter les peintres, les joailliers et d'autres artistes. Il se plaisait à dompter des étalons sauvages, et à tuer de sa main des ours en présence de la cour et du peuple; il éprouvait lui-même des canons neufs et les pointait avec une adresse remarquable. Ces occupations valaient bien les passe-temps de Jean IV; mais rien ne déplaît au peuple comme les innovations imposées par les étrangers. Les Russes d'ailleurs ne pouvaient se dissimuler que Dmitri n'avait saisi la couronne que protégé par les armes lithuaniennes, et ils se voyaient traités moins en sujets qu'en vaincus.

On murmurait aussi de ses prodigalités capricieuses. Son trône était d'or massif, orné de glands

en diamants; comme pour imiter Jean le Terrible, il se livrait à la dissolution la plus effrénée. Les retraites saintes furent souvent les témoins de ses débauches; enfin, pour avilir la mémoire de son prédécesseur, ou peut-être sans autre but qu'un libertinage moins vulgaire, il condamna Xénie à partager sa couche; quelques mois après son déshonneur, l'infortunée prit le voile sous le nom d'Olga. A ce crime audacieux, le peuple pouvait reconnaître le sang de Jean IV; ainsi, par une bizarrerie de sa position, plus il se montrait coupable, plus il semblait confirmer son origine. Le premier qui osa dire tout haut la vérité fut un moine qui avait appris à lire à Otrépief; il fut mis à mort secrètement. Mais un témoignage bien autrement redoutable allait s'élever contre l'imposteur. Vassili Schouiski avait vu lui-même le fils de Jean dans le cercueil; le succès de l'aventurier, l'aveuglement de la nation et l'extinction de la race de Monomaque, tout semblait l'inviter à prendre le sceptre; mais réservé par calcul, il se contentait de révéler à quelques intimes ce qu'était le prétendu tsar. Basmanof, que la perte d'Otrépief eût précipité, dénonça ce complot; Schouiski et ses frères furent jugés avec des formes nouvelles. On soumit l'affaire à un jury composé de citoyens choisis dans tous

les rangs et dans toutes les classes, comme si la nation entière eût été prise pour arbitre. Schouiski dédaigna de se rétracter; il fut condamné à la mort, et ses frères à l'exil. « Frères, dit-il au peuple, je meurs pour la vérité, pour la religion chrétienne et pour vous. » La tête de Schouiski touchait au billot, lorsqu'un envoyé du tsar apporta la grâce du condamné. Toutefois la clémence ne fut pas complète, on confisqua les biens des Schouiski, et ils durent s'éloigner de la capitale. Bientôt la mère, l'oncle et le frère d'Otrépief le reconnurent : l'exil ou la prison furent leur partage. Dès lors, le tsar eut recours à la terreur; les délations se succédèrent, et l'on vit renaître le temps des tortures et des supplices. Otrépief, en quittant la Pologne, avait pris l'engagement d'épouser Marine, fille de Mniszek; il envoya Vlassief demander solennellement la main de sa fiancée. La cérémonie fut égayée par l'ignorance complète où était Vlassief des formes usitées en pareille circonstance : ne pouvant comprendre qu'il représentait son souverain, il n'osa échanger les bagues nuptiales, et se prosterna lorsqu'on but à la santé du tsar. Quand on lui demanda si Dmitri n'était pas déjà fiancé à quelque autre, il répondit : « Cette question n'a pas été prévue dans mes instructions. » Sigismond adressa

quelques paroles bienveillantes à Marine, lui recommanda de ne jamais oublier les intérêts de la Pologne; puis il se découvrit et lui donna sa bénédiction. Moscou était dans la joie des fêtes, les Schouiski obtinrent leur grâce, et Vassili devint l'idole du peuple.

Vers cette époque, les Cosaques du Terek, jaloux des honneurs de leurs confrères, voulurent aussi produire un prétendant; ils répandaient le bruit qu'Irène, en 1592, avait mis au monde un fils, auquel on avait substitué une fille, et qu'Illéika, ce fils, était parmi eux. L'imposture était manifeste, mais cette fable faisait réfléchir sur tout ce que le salut de Dmitri offrait d'extraordinaire. Les esprits en étaient à ce point où il suffit d'une circonstance pour les pousser à une révolte ouverte. On faisait un crime au tsar de sa passion pour la guerre : et en effet, il menaçait à la fois le sultan et la Suède; on l'accusait aussi de vouloir soumettre l'Église grecque au pontife de Rome, et livrer à la Pologne quelques provinces russes. Des strélitz, et même un diacre, l'accusèrent publiquement d'imposture et d'hérésie. Sur ces entrefaites, Mniszek et sa fille entrèrent en Russie. La tsarine fut reçue dans la capitale avec une magnificence extraordinaire; sa suite était nombreuse, et pour loger convenablement tant d'étran-

gers, on chassa des plus belles maisons les propriétaires, ecclésiastiques, gentilshommes et boyards. Bientôt après arrivèrent les envoyés de Sigismond Olesnicki et Gossecki, qui devaient assister au mariage, et renouveler au nom de leur souverain l'alliance avec la Russie. Marine abrégeait les heures qu'elle devait passer au couvent, en recevant seule son fiancé qui, pour la distraire, faisait exécuter devant elle des danses et des chants profanes.

Le tsar, qui montrait si peu d'égards pour ses nouveaux sujets, s'humiliait devant les envoyés lithuaniens; Olesnicki, à la suite d'une contestation assez vive, exigea que le protégé de Sigismond se levât en prononçant le nom de ce monarque.

Cependant Marine quitta le couvent pour la cérémonie du mariage : deux trônes avaient été élevés dans la salle crénelée. Après les fiançailles auxquelles peu de Russes assistèrent, et sur l'invitation de Schouiski, Marine prit place sur le second trône : Michel Nagoi tenait devant la tsarine le diadème et la couronne de Monomaque. De là, les fiancés se rendirent à l'église de l'Assomption, où la fille de Mniszek fut solennellement couronnée. La consécration religieuse n'eut lieu qu'après le sacre, et le peuple en tira un fâcheux augure. Le bruit des fêtes et des réjouissances couvrit pendant quelque temps

les murmures des Moscovites; mais Schouiski, soit par lui-même, soit par ses nombreux agents, excitait encore l'irritation générale ; et telle était déjà la disposition des esprits, que lorsqu'il annonça qu'il était temps d'agir, le complot se trouvait tout monté : les centeniers répondirent du peuple, les officiers des soldats, et les seigneurs des domestiques. Les chefs des conjurés répandirent des bruits sinistres : ils disaient, que le tsar allait incessamment faire périr les boyards, les principaux fonctionnaires et les bourgeois, et que, sous prétexte de donner le simulacre d'une petite guerre, on mitraillerait les assistants. Ces récits, et d'autres plus absurdes encore, étaient accueillis par la multitude.

Otrépief, au lieu de redoubler de précautions, se contenta de placer dans les rues quelques piquets pour protéger les Polonais. Déjà un grand nombre de soldats avaient pénétré dans la ville pour appuyer les conjurés, et les maisons habitées par les seigneurs polonais avaient été marquées de signes particuliers. Tout à coup la révolte éclate, le tocsin appelle les Russes, les enfants boyards, les strélitz courent en armes sur la grande place où les attendaient les boyards à cheval, environnés d'une foule de princes et de voïévodes. Une multitude innombrable se presse autour d'eux. Alors Vassili

Schouiski entre dans le Kremlin, il se prosterne devant l'image de la Vierge, et s'écrie : « Au nom du Seigneur, marchez contre l'odieux hérétique ! »

Cependant Otrépief entend les cris du peuple, il appelle Basmanof, qui s'élance dans le vestibule, rentre avec précipitation, et ordonne aux gardes du corps d'arrêter les révoltés. « Tout est fini, dit-il au tsar, Moscou demande ta tête. » Otrépief s'empare d'une hallebarde, ouvre lui-même la porte du vestibule envahi, et s'écrie : « Vous n'avez point affaire à un Godounof ! » On lui répond par une décharge de mousqueterie : Basmanof est frappé mortellement ; alors le tsar s'élance d'une fenêtre, et tombe sur la place, baigné dans son sang. Les assaillants allaient le mettre en pièces, mais ses gardes du corps l'entourent et protestent qu'ils le défendront jusqu'à la mort, à moins que Marpha ne déclare qu'il n'est point son fils. On se rendit au couvent, et la tsarine, démentant son premier parjure, jura que le tsar n'était point le fils de Jean IV, et que le véritable Dmitri avait expiré dans ses bras. Cette révélation était un arrêt de mort : en vain Otrépief demanda à être porté sur la grande place pour parler au peuple, deux coups de feu l'achevèrent. La populace traîna le corps près de la place des exécutions, on le mit sur une table avec

un masque, une flûte et une musette.... les restes de Basmanof furent exposés à ses pieds. Les boyards protégèrent Marine qui, plus tard, fut remise entre les mains de son père; mais un grand nombre de Polonais et d'étrangers, qui n'avaient point eu le temps de se réunir, furent massacrés. Schouiski, qui venait de faire tomber la couronne du front d'Otrépief, sans oser s'en emparer encore, ne voyait personne qui pût la lui disputer. Le prince Mistislavski, loin de prétendre au rang suprême, disait à quelques amis : « Si l'on me choisit pour tsar, je me fais moine. » Le lendemain, Schouiski fut salué tsar au même endroit, où, peu de temps avant, il avait posé sa tête sur le billot. La cérémonie du sacre se fit avec une grande précipitation, et le peuple avait à peine un tsar, que déjà quelques personnes se disaient que le salaire avait suivi de trop près le service. Le jour de cette solennité, on eut à peine le temps d'enlever les cadavres qui obstruaient les rues. Le corps de Basmanof fut rendu à sa famille; quant aux restes d'Otrépief, ils furent inhumés dans un hospice près de la porte Serpoukhof; mais peu de jours après, de fortes gelées ayant nui à la végétation, on attribua ce phénomène à la sépulture de l'imposteur. On déterra le corps, qui fut brûlé sur des charbons, et après avoir mêlé ces

restes avec de la poudre, on en chargea un canon qu'on tira dans la direction qu'avait suivie le prétendu magicien, lors de son entrée solennelle à Moscou.

Le règne de Schouiski fut court et orageux. Ce prince du sang de Ruric était dans la soixantième année de son âge; il avait de bonnes intentions, mais son autorité ne se recommandait par aucun de ces avantages extérieurs qui ont tant d'influence sur le vulgaire. Les circonstances difficiles où il se trouvait mirent en relief ses défauts plutôt que ses qualités, et il ne tarda pas à s'apercevoir que le poids de la couronne excédait ses forces. Il prononça le serment de ne faire périr aucun Russe, s'engageant en même temps à laisser dans l'oubli tous ses griefs personnels. Économe et simple, il voulut que la cérémonie de son sacre se fît sans pompe; on accusa sa modération, et on lui fit un crime de sa parcimonie. Depuis la mort de Jean IV, le peuple s'était dépouillé de ce respect sans bornes qu'il portait à ses princes légitimes; il s'habituait à regarder les tsars comme ses créatures, et ne parlait de Schouiski qu'avec une liberté qui présageait une catastrophe prochaine. Le tsar, au lieu de frapper les esprits par quelque grande mesure qui eût assuré son autorité, réveilla les souvenirs des

troubles passés, en faisant apporter d'Ouglitch à Moscou les restes de Dmitri Ivanovitch. Le corps se trouvait dans un état parfait de conservation, et la tsarine Marpha n'hésita pas à le reconnaître : mais l'abus de ces manifestations en détruisait l'effet. Cependant il prit quelques sages mesures à l'égard de Sigismond, garda comme otage Marine Mniszek et quelques autres dignitaires, promettant de les rendre à la liberté dès que la paix serait définitivement conclue. Sigismond ne s'était pas encore déclaré ; toutefois le massacre des Polonais exigeait une réparation éclatante, et la guerre était au fond de la situation. Des révoltes sérieuses se succédèrent à Moscou, et furent comme le signal des désordres qui allaient éclater dans l'empire. Bientôt l'Ukraine se souleva au nom du faux Dmitri; le prince Chakhovskoï prétendit que ce tsar était échappé au massacre de Moscou, et qu'un Allemand avait été exécuté en sa place. Le héros de cette nouvelle insurrection se trouva bientôt; les aventuriers, les mécontents et les ambitieux entraînèrent les crédules et les indécis : en ce temps, toute révolte trouvait ses chefs. Bientôt les insurgés victorieux parurent jusque sous les murs de Moscou. Schouiski opposa la force à la violence, et bientôt tout sembla rentrer dans le devoir. Cependant le second faux

Dmitri ne paraissait pas. Balotnikof, voyant que l'insurrection allait s'éteindre, lui donna pour chef le Cosaque Illéika dont nous avons déjà parlé. En attendant, on demanda aux Polonais un prétendant quelconque, et comme cette demande servait la politique de Sigismond, il ne fut pas difficile de trouver quelqu'un qui se prêtât à jouer ce rôle. La guerre continua pendant quelque temps avec des alternatives de succès et de revers; Illéika fut pris et pendu, mais toute la Russie méridionale, depuis la Desna jusqu'à l'embouchure du Volga, se déclara pour le Dmitri polonais.

Cependant Schouiski, au lieu de redoubler d'activité, s'occupait de détails administratifs; ce prince sexagénaire épousa la fille du prince Bouinof Rostovski. Les Polonais accouraient en foule sous les drapeaux du prétendant; les partisans Lissowski, Visznewecki et Rojinski, conduisaient leurs troupes en Russie comme au pillage. Ce dernier fut revêtu par l'imposteur de la dignité d'hetman.

Vassili n'osait rompre ouvertement avec Sigismond; il refusa les secours du roi de Suède, qui lui montrait la Lithuanie et le pape comme les véritables instigateurs de cette guerre. Les troupes du tsar reçurent coup sur coup de rudes échecs. Volkhof ouvrit ses portes au faux Dmitri; alors Vas-

sili confia la conduite de l'armée à Skopin Schouiski et à Romanof; au lieu de pousser la guerre avec vigueur, et de frapper un coup décisif, le tsar négocia avec les envoyés de Sigismond, et conclut une trêve de quatre ans. Les stipulations portaient que la Russie et la Pologne conserveraient leurs frontières respectives; qu'on mettrait en liberté Mniszek, sa fille, et les autres seigneurs détenus depuis la mort d'Otrépief; que, d'un autre côté, Marine renoncerait au titre de tsarine, et que les Polonais quitteraient le service du faux Dmitri.

Vassili exécuta ponctuellement le traité; mais les Polonais rompirent la trêve, surprirent les Russes, dont ils firent un grand carnage, et se replièrent sur Touchino, où bientôt le célèbre Sapieha vint les rejoindre avec un renfort de cavalerie. Les Polonais mirent le siége devant le monastère de Saint-Serge, dont les richesses les intéressaient plus que les succès des prétendants. Lissowski, qui venait de s'emparer de Kolomna, fut battu par Kourakin et Likof. Sapieha vengea cet échec sur les voïévodes Golovin et Romodanovski.

Cependant Marine, qu'une escorte russe reconduisait en Pologne, fut délivrée par les partisans de Touchino. L'ambition de cette jeune femme lui imposait un rôle difficile. Conduite devant l'im-

posteur, qui se disait son époux, elle n'hésita pas à le reconnaître, et l'effet de cette détermination hardie porta la conviction dans plus d'un esprit.

En présence du péril, le tsar eut enfin recours à la protection du roi de Suède; les troupes russes se tenaient concentrées dans le rayon de Moscou. Les Polonais se portaient rapidement d'un point à un autre, dévastant les villes et les villages qui leur résistaient, et entraînant à leur suite tous ceux que la guerre promettait d'indemniser de leurs pertes. Le monastère de Saint-Serge tenait encore; une poignée de soldats et de moines tenaient en échec toute l'armée polonaise, et cet exemple de défense héroique semblait révéler aux Russes que la désunion seule était la cause de leurs revers.

Tandis que le prétendant attendait que Moscou lui ouvrît ses portes, Sigismond crut l'instant favorable pour saisir lui-même le sceptre de la Russie, ou du moins pour le mettre aux mains de son fils Vladislas. Il lève une armée considérable et marche tout à coup sur Smolensk.

Quelques avantages remportés par Pojarski sur les insurgés, et la résistance de Nijni-Novgorod, ne relevèrent point la fortune de Vassili : Moscou était un foyer de discorde. Les mutins demandèrent la déchéance du tsar; mais, déconcertés par sa fer-

meté, les plus coupables s'enfuirent de la capitale.

Un secours de cinq mille Suédois, commandés par Jacques de la Gardie, changea subitement la face des affaires : en peu de temps, tout l'espace compris entre Moscou et Novgorod fut purgé d'ennemis.

Le faux Dmitri, abandonné de Sigismond, se trouvait dans une position critique; il voulut risquer une pointe sur Moscou, mais ses lieutenants essuyèrent une défaite complète. Les troupes du tsar avaient eu l'avantage sur les insurgés, et Schérémetief les avait chassés de toutes les provinces qui s'étendent entre Kazan et Nijni-Novgorod; mais bientôt après, ce capitaine fut battu et pris par Lissowski : toutefois cet échec fut plus que compensé par la jonction de Skopin et de la Gardie, qui prirent position à la slabode d'Alexandrowski. Skopin pouvait facilement s'emparer du trône, on le regardait comme le libérateur de la patrie, et ses qualités brillantes effaçaient complétement le tsar : un parti lui offrit même la couronne, mais sa gloire devait rester pure; il rejeta cette offre, et tant de grandeur causa sa perte.

Si les Russes avaient mal concerté leur défense, les Polonais n'étaient guère mieux d'accord; les généraux qui soutenaient le prétendant s'indignaient

que Sigismond perdît un temps précieux au siége de Smolensk, et paralysât tous leurs efforts en substituant ses prétentions à celles du faux Dmitri : ils éclataient en menaces, et annonçaient qu'ils traiteraient en ennemi quiconque viendrait traverser leurs projets. Sigismond se contenta d'envoyer des ambassadeurs au camp de Kouchino, promettant des récompenses et de l'avancement à ceux qui se rangeraient sous ses étendards. Il s'adressa en même temps aux boyards moscovites, au clergé, aux troupes et à la bourgeoisie russe, leur offrant de mettre un terme à une lutte si longue en le reconnaissant pour souverain. Le roi eut bientôt un parti considérable à Moscou. L'hetman Rojinski fut le premier à abandonner le prétendant ; on assure que, sommé par le faux Dmitri de s'expliquer, il leva, pour toute réponse, son fouet sur le misérable, qui prit la fuite, abandonnant Marine et sa cour.

Cette jeune femme ne perdit pas courage, elle rejoignit son époux fugitif qui avait trouvé un asile à Kalouga ; là, son parti reprit quelque consistance. Sapieha, forcé de lever le siége du monastère de Saint-Serge, se retira entre Kalouga et Smolensk, où il pouvait se décider, selon les circonstances, pour Sigismond ou pour Dmitri. Rojinski mit le feu à Touchino, et, à la tête des troupes qui y

étaient restées, il alla se renfermer dans Pskof.

Skopin venait de rentrer dans Moscou, qui le reçut comme en triomphe. Cet enthousiasme alarma Vassili, et, quelque temps après, le jeune prince fut empoisonné au milieu des réjouissances d'un festin. Le commandement de l'armée fut confié à Dmitri Schouiski, dont la femme avait commis le crime : dès lors tout changea de face. Liapounof se déclara le premier contre le tsar, qu'il accusait tout haut d'avoir fait périr Michel. L'anarchie et la confusion étaient partout. Jolkewski, envoyé par Sigismond, n'hésita pas à attaquer les Russes ; quoique son armée ne fût composée que de quelques milliers d'hommes, il les battit, ainsi que les Suédois, près de Klouchin; les étrangers passèrent à l'ennemi, et la Gardie, après avoir obtenu une capitulation honorable, se retira à Novgorod, avec les débris de son corps. Le faux Dmitri et Sapieha marchaient en même temps sur Moscou, tous deux ennemis des Russes, mais combattant pour une cause différente : le premier ne pouvait se résoudre à l'abandon de ses espérances ; le second répandait des manifestes au nom de Vladislas, et paraissait devoir l'emporter par le double ascendant de son génie et de l'influence de son maître. Vassili n'avait plus que l'ombre du pouvoir suprême ; le peuple lui

faisait un crime de ses revers, plus encore que du meurtre de Michel. Enfin, Liapounof lui signifia sa déchéance, et l'infortuné vieillard soutint cette épreuve avec fermeté. Une nouvelle lutte s'engagea bientôt entre les partisans du faux Dmitri et ceux de Sigismond. Le prince Mstislavski conseilla aux boyards de se décider pour Vladislas : c'était le moyen de désarmer le roi, de tourner contre le faux Dmitri les efforts réunis des Russes et des Polonais, et de ruiner en même temps les espérances de ceux qui aspiraient au pouvoir suprême. Le clergé, qui redoutait l'influence du papisme, penchait pour le prince Galitzin. Le peuple faisait des vœux pour le jeune Michel Romanof, fils de Philarète, et neveu de la tsarine Anastasie. Le temps pressait, Jolkewski crut être conséquent avec sa mission, en appuyant l'élection de Vladislas; il eut bientôt aplani tous les obstacles; mais les cérémonies de l'élection étaient à peine terminées, que l'hetman reçut l'ordre d'occuper Moscou au nom du roi, sans faire mention de son fils. Le négociateur se trouvait dans une position embarrassante : il crut devoir tenir ses dernières instructions secrètes, parvint à détacher quelques Polonais du parti du prétendant, réduisit les autres par la force, et fit tant, que Dmitri et Marine s'enfuirent presque

seuls à Kalouga. L'hetman conduisit ses troupes à Moscou, leur fit occuper de fortes positions, éloigna les strélitz, et fit partir comme ambassadeurs Galitzin et Philarète pour demander à Sigismond la ratification du traité. Le roi, opiniâtre dans ses résolutions, s'obstinait à prendre Smolensk, et voulait qu'on le reconnût pour tsar en même temps que Vladislas. L'hetman partit lui-même pour se rendre au camp royal, emmenant avec lui le tsar détrôné et ses deux frères; mais il échoua comme Galitzin et Philarète. Gossewski avait pris le commandement en l'absence de Jolkewski; sa position était des plus critiques: les Moscovites, qui attendaient en vain des nouvelles de Vladislas, éclataient en murmures; les Polonais, que la nécessité rendait circonspects dans la capitale, se montraient hautains et avides dans les provinces; enfin la Gardie s'était à tout hasard emparé, au nom de Charles, de Ladoga et de Kexholm; le faux Dmitri avait pour lui Lissowski, et ses partisans occupaient Pskof, Kazan et plusieurs autres villes. La mort de l'imposteur, qu'un prince, Ouroussof, tua de sa main, ne détruisit pas les espérances de Marine; elle se déclara grosse, et bientôt le peuple salua un tsarevitch, fils supposé d'un père imposteur.

Cependant les boyards composèrent avec le conseil de Moscou ; ils livrèrent Marine, qui eut une prison au lieu d'un trône. Cet événement donna plus d'unité au parti national; les Polonais n'étaient plus, aux yeux des Russes, que des hérétiques ambitieux. On commença à comprendre que, dans une question d'élection, il était peu sûr et peu digne de se conformer au caprice de l'étranger. Toutefois il fallait du temps pour se concerter; le conseil n'avait point de volonté, et rendait des oukases au nom de Sigismond; le patriarche Hermogène prêtait à la résistance l'autorité de son nom et de ses vertus. Liapounof et Pojarski, chefs militaires du parti national, en attendant qu'on eût pris une résolution définitive, combattaient les Polonais, tantôt vainqueurs, tantôt vaincus. Les confédérés russes tenaient Moscou en échec, et avançaient toujours sans s'inquiéter des manifestes du conseil, qui craignait les représailles des Polonais. Les partisans de la paix essayèrent en vain de mettre le patriarche dans leurs intérêts. Le clergé russe voyait tout le danger qui aurait menacé l'Église grecque dans le cas où un prince catholique serait placé sur le trône. Gossewski s'apprêtait à marcher contre les confédérés, lorsqu'il apprit que Moscou était en pleine révolte. Les Po-

lonais, attaqués sur tous les points, reprennent bientôt l'offensive; tandis que les strélitz résistent à la porte de Tver, Pojarski repousse les Polonais qui se replient sur le Kremlin. Le capitaine Margeret s'élance alors du Kremlin, et fait un grand carnage des insurgés : cependant le nombre allait l'emporter, lorsque les Polonais, secourus par Liapounof, mettent le feu à la ville, et forcent ainsi les confédérés à se disperser. Moscou brûla pendant deux jours; elle n'offrait plus qu'un amas de cendres, et les Russes, désespérés, luttaient encore sur ces débris. Enfin, Sigismond venait d'emporter Smolensk; au lieu de marcher droit sur Moscou, il rentra à Cracovie, pour y donner le spectacle d'un tsar russe captif. Schouiski survécut peu à cette humiliation. Quant à Philarète et à Galitzin, que le roi avait retenus au mépris du droit des gens, ils restèrent encore neuf ans en Pologne.

Pojarski, couvert de blessures, avait été transporté à demi-mort au monastère de Troïtzka. Trois chefs, Liapounof, Troubetzkoï et Zaroutzki, commandaient les confédérés. Marine s'était adressée à ce dernier, et lui avait offert sa main s'il procurait le trône à son fils. Liapounof, pour déconcerter ce complot, engagea les Novgorodiens à demander un tsar à la Suède. Alors Zaroutzki, craignant la

bravoure et l'habileté de ce chef, excita parmi les Cosaques une émeute dans laquelle Liapounof fut massacré

La Gardie s'était emparé de Novgorod, qui venait d'élire un tsar suédois, Philippe, fils de Charles IX. Sapieha, profitant des fautes et des dissensions des confédérés, pénétra dans Moscou, et, réuni à Gossewski, il eut bientôt repris sur les Russes toutes les positions que les Polonais avaient dû abandonner. Le parti de Zaroutzki, qui défendait les droits du fils de Marine, s'effaça bientôt par la mort de son chef, qui avait été pris avec la fille de Mniszek. On lui fit subir le supplice du pal. L'enfant, sur lequel reposaient les espérances ambitieuses de la tsarine, fut pendu, et la mère, reléguée dans une prison, expira peu de temps après.

Cependant un homme obscur, un boucher, Minin, avait relevé par son exemple et sa parole énergique le courage de ses compatriotes : la résistance s'organise, chacun veut combattre et s'impose des sacrifices. Minin eût pu se poser comme chef; mais comme si la générosité, aussi bien que le courage, eût dû surgir des rangs du peuple, il désigne lui-même Pojarski comme celui auquel il faut obéir. Pojarski prend le commandement de

lonais, attaqués sur tous les points, reprennent bientôt l'offensive; tandis que les strélitz résistent à la porte de Tver, Pojarski repousse les Polonais qui se replient sur le Kremlin. Le capitaine Margeret s'élance alors du Kremlin, et fait un grand carnage des insurgés : cependant le nombre allait l'emporter, lorsque les Polonais, secourus par Liapounof, mettent le feu à la ville, et forcent ainsi les confédérés à se disperser. Moscou brûla pendant deux jours; elle n'offrait plus qu'un amas de cendres, et les Russes, désespérés, luttaient encore sur ces débris. Enfin, Sigismond venait d'emporter Smolensk; au lieu de marcher droit sur Moscou, il rentra à Cracovie, pour y donner le spectacle d'un tsar russe captif. Schouiski survécut peu à cette humiliation. Quant à Philarète et à Galitzin, que le roi avait retenus au mépris du droit des gens, ils restèrent encore neuf ans en Pologne.

Pojarski, couvert de blessures, avait été transporté à demi-mort au monastère de Troïtzka. Trois chefs, Liapounof, Troubetzkoï et Zaroutzki, commandaient les confédérés. Marine s'était adressée à ce dernier, et lui avait offert sa main s'il procurait le trône à son fils. Liapounof, pour déconcerter ce complot, engagea les Novgorodiens à demander un tsar à la Suède. Alors Zaroutzki, craignant la

cou élurent son fils Michel, à l'exclusion de plusieurs boyards de race souveraine.

Les ancêtres de Romanof étaient de race prussienne, mais cette considération ne fut point un obstacle ; les prétendus héritiers de Jean IV avaient causé tant de mal, au nom de la légitimité, que des prétentions appuyées seulement sur un degré de parenté avec les anciens tsars ne devaient pas rencontrer une grande faveur. La mère de Michel était retirée dans un couvent de Kostroma ; on vint lui annoncer que son fils était tsar : elle pleura, dit-on, en apprenant cette nouvelle, et ne laissa partir son fils qu'à regret. L'élu du peuple se rendit à Moscou, où il fut sacré par le métropolitain de Kazan ; on réserva la dignité de patriarche à Philarète, père du tsar. Après une si longue anarchie, toutes les branches de l'administration étaient en souffrance ; les premiers soins de Michel et du conseil se portèrent sur le rétablissement de l'ordre et de la justice.

La Gardie poursuivait le cours de ses conquêtes dans la Russie septentrionale. Gustave-Adolphe, successeur de Charles IX, ne paraissait pas disposé à soutenir les prétentions de son frère Philippe au trône de Russie, jugeant plus sûr et plus avantageux de reculer ses frontières orientales. Cependant

l'armée, et dès lors tout change de face. Ni les renforts envoyés aux Polonais par le roi, ni la marche de Sigismond, qui s'avançait en personne contre la capitale, ne purent arrêter l'élan de l'armée libératrice. Ce voïévode remporte une double victoire, et Minin fait des prodiges de valeur. La famine désolait Moscou; Sigismond, découragé, s'était décidé à la retraite; enfin les Polonais, n'ayant plus de secours à espérer, capitulèrent sous la condition qu'ils auraient la vie sauve. Malgré les efforts de Pojarski, un de leurs régiments fut surpris et taillé en pièces par les Cosaques.

Moscou venait d'ouvrir ses portes au libérateur : les Suédois occupaient Novgorod, et les débris des bandes de Zaroutzki désolaient encore quelques provinces. La situation était périlleuse, et les malheurs récents conseillaient la prudence et l'union. Le patriarche Hermogène avait puissamment contribué à la délivrance de Moscou, et les efforts héroïques des moines de Troïtzka et du clergé de Novgorod avaient donné à cette longue lutte un caractère religieux : il n'était plus question de donner le trône à un étranger; la patrie des Skopin-Schouiski, des Liapounof, des Pojarski et des Minin, devait se suffire à elle-même. Philarète était prisonnier en Pologne; les états assemblés à Mos-

cale, et Michel associa le nom de son père à tous les actes de son gouvernement.

A l'expiration de la trêve, Michel fit une nouvelle tentative sur Smolensk ; elle échoua comme la première, et fut suivie d'une prolongation de la trêve. La tranquillité était rétablie dans l'empire, Michel envoya des ambassadeurs en Perse et jusqu'en Chine, pour établir avec l'Orient des relations commerciales. La prise d'Azof par les Cosaques ne troubla point la bonne harmonie qui régnait entre la Moscovie et la Porte.

Michel mourut à l'âge de quarante-neuf ans, en 1645. Les guerres qu'avait entreprises ce prince eurent une issue malheureuse ; mais son règne dut paraître aux Russes un temps de prospérité, après tant de dissensions et de désastres. L'aîné de ses fils, Alexis Michaelovitch, monta sur le trône.

CHAPITRE XXVII.

Alexis, tsar à l'âge de quinze ans, faisait concevoir les plus belles espérances. Morozof, son ministre et son favori, abusant de l'inexpérience de

il conservait Novgorod, et menaçait les provinces voisines; enfin le roi de Suède accepta la médiation de l'Angleterre et de la Hollande, à condition que la Russie renoncerait à ses prétentions sur la Livonie et sur l'Esthonie, et qu'en outre elle céderait l'Ingrie, la Carélie et tout le territoire qui sépare ces provinces de Novgorod. Le traité signé à Stolbova stipulait pour l'Angleterre de grands avantages commerciaux. La Pologne était plus difficile encore à désarmer; les Cosaques du Don et une foule d'aventuriers ravageaient les provinces russes. Le prince Likof les battit et les contraignit à se soumettre. Les Russes voulaient reprendre Smolensk, mais les Polonais les forcèrent à lever le siége, et, quoique repoussés par Pojarski, ils s'avancèrent jusqu'aux portes de la capitale. La défense ne fut pas moins vive que l'attaque. Les Polonais n'avaient qu'une vengeance à exercer; les Russes combattaient pour l'indépendance nationale. Vladislas dut renoncer à cette couronne, que, peu de temps avant, on l'avait pressé d'accepter, et une trêve de quatorze ans couronna cette lutte sanglante. La Russie sacrifia Smolensk, la Sevérie et Tchernigof : à ce prix Philarète fut rendu à la liberté. Les Moscovites le reçurent avec un respect mêlé d'enthousiasme; on le revêtit de la dignité patriar-

par l'élection, tenaient en respect les Tauriens, et attachaient un grand prix à leur liberté. A différentes reprises, les rois de Pologne essayèrent de changer leurs mœurs en altérant leurs institutions; de là des hostilités fréquentes, à la suite desquelles les seigneurs polonais affectèrent d'en user, à l'égard de ces hommes libres, comme avec leurs propres serfs. Tout à coup la guerre éclate, et les Ukrainiens sont forcés de livrer leur hetman qui, au mépris de la capitulation, est décapité à Varsovie. Peu de temps après, un gentilhomme polonais, ennemi d'un Cosaque nommé Bogdanko Khmelnicki, ravagea ses propriétés, viola sa femme et la massacra sur le corps de son fils. Khmelnicki demande vengeance, et, ne pouvant l'obtenir des lois, il a recours à la révolte. Il assemble les Cosaques, leur expose son outrage, qui est celui de tous ses frères, et se fait élire hetman. Vladislas meurt tandis que la guerre s'allume : Bogdanko entre en Pologne, massacre les nobles, bat l'ennemi, et marche sur Cracovie, d'où l'on s'empresse d'enlever la couronne qui allait tomber aux mains du vainqueur. Deux fois les nobles se réunissent pour chasser l'ennemi, deux fois Bogdanko les taille en pièces. L'armée de Casimir se soulève ; enfin Sobieski rétablit l'ordre en même temps que la confiance ; le roi

prend le commandement des troupes, et la fortune se déclare contre les Cosaques. A la suite de cette défaite, un grand nombre de familles avaient abandonné la rive occidentale du Dniépr, pour se fixer de l'autre côté du fleuve. De là elles s'avancèrent vers l'Orient jusque dans les environs de Belgorod. Le gouvernement russe leur assigna pour demeure les frontières de la Crimée ; il leur conserva les priviléges dont elles avaient autrefois joui en Pologne. Bogdanko organisa ses troupes, réunit soixante mille lances, et, après s'être joint aux Tatares, il rentra en Pologne, où il perdit la bataille de Beretock. Feignant d'être découragé par une série de revers, l'hetman demande et obtient la paix à des conditions équitables ; mais il négociait sous main avec Alexis, et, croyant qu'il ne pouvait se venger plus efficacement des Polonais qu'en se donnant aux Russes, il reconnut le tsar pour protecteur et pour maître.

Alexis, mettant à profit l'affaiblissement des Polonais, chercha et trouva facilement un prétexte de guerre : il lève une armée, s'empare de Smolensk, de Mohilof, de Vitebsk, de Polotsk et de plusieurs autres places. Bientôt Kief tombe en son pouvoir, et Vilna lui ouvre ses portes. Ces conquêtes importantes assuraient aux Russes une partie de la

Sevérie novgorodienne. Les Suédois, d'un autre côté, s'emparent de la Mazovie et pénètrent dans l'intérieur de la Pologne. La médiation de Ferdinand mit fin à cette guerre désastreuse pour Casimir; il dut abandonner aux Russes, provisoirement toutefois, Kief, Smolensk et les autres conquêtes de Vladislas. La guerre que fit Alexis à la Suède s'ouvrit sous des auspices également favorables; mais, complétement battu à Riga, il signa la paix sur les bases du traité de Stolbova.

Ces guerres avaient épuisé l'épargne du tsar; on recourut à des expédients financiers, non moins funestes que le mal lui-même; aux murmures succéda bientôt la révolte : le peuple exigea le châtiment de Morozof, et comme on hésitait à le satisfaire, il alla jusqu'à insulter la tsarine. Il fallut opposer la force à l'émeute : les mutins furent dispersés, et le tsar livra leurs chefs aux supplices. Bientôt après mourut Morozof, emportant les regrets de son maître et les malédictions du peuple. Ce fut sous le règne d'Alexis que vécut le patriarche Nikon. Jeune encore, il s'était senti une vocation si décidée pour l'état ecclésiastique, qu'il s'était fait moine contre la volonté de son père; partout il se fit remarquer par des pratiques rigoureuses et par les austérités de sa vie : il devint

prend le commandement des troupes, et la fortune se déclare contre les Cosaques. A la suite de cette défaite, un grand nombre de familles avaient abandonné la rive occidentale du Dniépr, pour se fixer de l'autre côté du fleuve. De là elles s'avancèrent vers l'Orient jusque dans les environs de Belgorod. Le gouvernement russe leur assigna pour demeure les frontières de la Crimée ; il leur conserva les priviléges dont elles avaient autrefois joui en Pologne. Bogdanko organisa ses troupes, réunit soixante mille lances, et, après s'être joint aux Tatares, il rentra en Pologne, où il perdit la bataille de Beretock. Feignant d'être découragé par une série de revers, l'hetman demande et obtient la paix à des conditions équitables ; mais il négociait sous main avec Alexis, et, croyant qu'il ne pouvait se venger plus efficacement des Polonais qu'en se donnant aux Russes, il reconnut le tsar pour protecteur et pour maître.

Alexis, mettant à profit l'affaiblissement des Polonais, chercha et trouva facilement un prétexte de guerre : il lève une armée, s'empare de Smolensk, de Mohilof, de Vitebsk, de Polotsk et de plusieurs autres places. Bientôt Kief tombe en son pouvoir, et Vilna lui ouvre ses portes. Ces conquêtes importantes assuraient aux Russes une partie de la

:ionnel. En 1653, Alexis appela les
ıs capables de l'empire, et les chargea
ı corps raisonné de lois. Chaque pro-
ordres de l'Etat, boyards, citoyens,
ırent concourir à cette œuvre de

chapitre règle les peines encourues
·mateurs et par ceux qui troublent
ı. Ce délit est puni sévèrement, et
: dans les cas graves.
·nd, le législateur s'occupe des crimes
: lèse-majesté et de non-révélation.
· encourent la peine capitale. Le troi-
:ur les querelles, violences et larcins
· palais du tsar. Si le délit est grave, le
. également s'ensuivre. Le quatrième
ie mort pour les faux en écriture pu-
quième frappe d'une amende graduée
: aura altéré le titre des métaux, et
faux monnayeur à recevoir du plomb
:a bouche. Le sixième interdit aux
:ager à l'étranger sans passe-port.
répression signale plutôt le vice des
u'il n'accuse le peuple, placé entre le
orrompt et la loi qui frappe. L'homme
ie rien en propre ne peut se faire

successivement archimandrite du monastère de Novo-Spaskoï, métropolitain de Novgorod et patriarche. Ses vertus étaient la sauvegarde du pauvre et de l'opprimé, et sa fortune, le patrimoine de tous dans les temps de calamités publiques. Il introduisit le chant grec dans l'église russe, et persuada au tsar d'assembler un concile, pour comparer les différents textes de l'Écriture; on signala plusieurs altérations dans le rituel, et l'ancienne Bible slavonne fut reconnue pour la seule fidèle.

La faveur dont jouissait le patriarche excita l'envie; le mécontentement se manifesta dans toutes les classes, et il se forma une secte, celle des *roscolniks* ou schismatiques, qui rejetaient avec obstination les nouvelles réformes. Nikon, entier dans ses vues, les persécuta d'une manière cruelle, et leur nombre ne fit que s'accroître. Bientôt le patriarche perdit la faveur du tsar; il se dépouilla de ses dignités, et rentra sans regrets dans la simplicité monastique; mais cet esprit trop actif pour la solitude du cloître voulut faire tourner ses loisirs à l'utilité de son pays: il rassembla les vieilles chroniques, et composa la première histoire que l'on ait de la Russie.

Un autre homme, Stenko-Razin, se rendit célèbre par des voies bien différentes. Il commença par

exercer quelques brigandages, pillant les caravanes, et arrêtant les barques qui descendaient le Volga; bientôt sa troupe fut assez considérable pour s'emparer de quelques villes, et pour lutter avec avantage contre les corps envoyés contre lui. Après avoir défait en batailles rangées, près d'Astrakhan, le stolnik Bogdan Severof, il se retira sur les bords du Jaïk, où un autre aventurier, Serge Krivoï, vint le joindre; leurs bandes réunies se jetèrent sur la Perse, où elles commirent de nombreuses déprédations; ils rentrèrent bientôt en Russie, où ils trouvèrent le moyen de recruter de nouveaux aventuriers. Razin se montrait surtout cruel envers les nobles, et appelait à lui les serfs et les paysans, leur promettant la liberté et le pillage. Il se voit bientôt à la tête d'une armée, prend Tsaritzin, disperse un corps de strélitz, et s'empare de la ville de Tchernoï-Jar, dont les habitants sont passés au fil de l'épée. Le gouverneur d'Astrakhan, trahi par les strélitz, est surpris de nuit par les Cosaques qui étaient parvenus à escalader les murs de la place. Razin, maître d'Astrakhan, s'en éloigne après y avoir laissé deux de ses lieutenants, qui font périr l'archevêque dans les tortures, et exercent les plus atroces cruautés sur tous ceux que leur rang ou leurs richesses

désignaient à la rapacité des vainqueurs. Enfin, la fortune abandonna ces hommes de proie. Miloslavski défit les rebelles près d'Astrakhan, et Razin, battu par le prince Dolgorouki, est chargé de fers, et envoyé à Moscou pour y subir la peine de ses crimes. Ainsi périt cet homme extraordinaire, qu'on peut regarder comme le précurseur de Pougatchef.

A la mort de la tsarine, Alexis avait épousé Nathalie, fille de Narichkin, qui devint son ministre, et contribua puissamment à la prospérité de l'empire par ses lumières et la sagesse de son administration. Les étrangers commencèrent à se rendre en Russie, attirés par la protection du tsar; mais le monument le plus important de ce règne, c'est le code connu sous la dénomination d'Oulagénié. Cette compilation des anciens règlements et des ordonnances des tsars est précieuse pour l'histoire, en ce qu'elle donne une idée exacte des mœurs du temps.

L'ancien code, ou *Rouskaïa Pravda*, qui fut en vigueur jusqu'au temps de l'invasion des Mongols, avait été modifié par Ivan dans l'intérêt de son despotisme : sous les règnes suivants, il tomba en désuétude, la nouveauté des circonstances imprimant souvent aux actes de l'administration un

caractère exceptionnel. En 1653, Alexis appela les hommes les plus capables de l'empire, et les chargea de formuler un corps raisonné de lois. Chaque province, tous les ordres de l'Etat, boyards, citoyens, marchands, durent concourir à cette œuvre de régénération.

Le premier chapitre règle les peines encourues par les blasphémateurs et par ceux qui troublent le service divin. Ce délit est puni sévèrement, et même de mort dans les cas graves.

Dans le second, le législateur s'occupe des crimes de trahison, de lèse-majesté et de non-révélation. Les coupables encourent la peine capitale. Le troisième statue sur les querelles, violences et larcins commis dans le palais du tsar. Si le délit est grave, le supplice peut également s'ensuivre. Le quatrième fixe la peine de mort pour les faux en écriture publique. Le cinquième frappe d'une amende graduée l'orfévre qui aura altéré le titre des métaux, et condamne le faux monnayeur à recevoir du plomb fondu dans la bouche. Le sixième interdit aux Russes de voyager à l'étranger sans passe-port.

Ce luxe de répression signale plutôt le vice des institutions qu'il n'accuse le peuple, placé entre le principe qui corrompt et la loi qui frappe. L'homme qui ne possède rien en propre ne peut se faire

qu'une idée imparfaite de l'inviolabilité des biens et des personnes; placé pour ainsi dire en dehors du droit commun, il fait à ses risques et périls une guerre de ruse ou de force à l'arbitraire et au privilége.

Le septième chapitre fixe la contribution exigible en temps de guerre pour la solde et l'entretien des troupes. Le huitième impose tous les sujets de l'empire pour la perception du tribut exigé pour la rançon des prisonniers; ce qui est digne d'attention, c'est que les biens de la couronne et les domaines de l'Église sont taxés, comme tous les autres, en raison de leur valeur ou de leur revenu. Le neuvième est tout en faveur du clergé, des gentilshommes ou des militaires, qu'il exempte des droits de péage et de douane. Le dixième concerne les juges, auxquels il est enjoint de terminer sans délai les procès et les différends entre les nationaux et les étrangers, avec défense de recevoir quoi que ce soit des parties. Il permet aux plaideurs de récuser leurs juges pour motifs légitimes, et punit sévèrement les faux dans les pièces, soit de la part des parties, soit par le fait du secrétaire ou des greffiers. Ce chapitre contient, entre autres articles, un dispositif curieux ou tarif des peines et des amendes infligées pour insulte, suivant la gravité du cas, le rang de l'offensé, et celui de l'offenseur. Si un

boyard, un gouverneur, ou un conseiller du prince insulte le patriarche, il sera livré à sa discrétion; s'il y est métropolitain, l'offenseur lui payera quatre cents roubles; un archevêque et un évêque auront droit, le premier à trois cents roubles, et le second à deux cents; à défaut de payement, le coupable sera mis à la disposition du plaignant. Si l'offenseur est d'une condition inférieure, c'est-à-dire un simple gentilhomme, un employé, un bourgeois ou un étranger, il sera puni du knout ou des battogues, et de la prison, dans le cas où il s'agit d'une insulte faite au patriarche ou à un métropolitain, et d'une amende proportionnée au rang de l'offensé, si ce dernier est un membre du clergé de second ordre; l'amende baisse successivement pour les monastères subordonnés, de sorte que tel abbé n'a droit qu'à une indemnité de dix roubles, et le simple moine qu'à cinq. Le même esprit règle les peines pécuniaires infligées pour injures adressées à quelqu'un des membres des autres corps de l'État. Une fille insultée reçoit le double de sa mère, et celle-ci deux fois autant que son mari, tandis que le fils ne peut prétendre qu'à la moitié de l'indemnité accordée à sa sœur : cette disposition semble émaner des lois scandinaves. Quoi qu'il en soit, il était urgent d'entourer d'une protection spéciale les femmes russes,

sur lesquelles les maris s'arrogeaient déjà un droit illimité de correction. On peut se faire une idée de ce qu'était à cette époque la civilisation d'un peuple qui acceptait un tel code comme une amélioration.

Ce fut également sous le règne d'Alexis que la noblesse russe commença à faire usage des armoiries, qu'elle emprunta aux Polonais et aux Allemands. Ce prince mourut à quarante-huit ans. Bon, mais faible par nature, il laissa trop de liberté à ses ministres. Quelquefois cependant il se laissa emporter à des actes trop sévères, si toutefois la plupart des hommes qui l'entouraient pouvaient être traités trop sévèrement. Une accusation qui trouve également son excuse dans les mœurs de l'époque, c'est l'établissement de la chancellerie secrète, qui mettait trop souvent la vie et la fortune des citoyens à la merci de la délation et de la haine.

Slovo i diélo, c'est-à-dire la parole et l'acte, ces trois mots suffisaient au dénonciateur pour faire arrêter un homme. Cependant le péril que courait le dénonciateur remédiait en partie à cet abus.

La réforme militaire date également de ce règne, où l'on voit germer toutes les améliorations que Pierre le Grand eut le courage d'accomplir. La Russie en était encore aux tâtonnements, et déjà elle était respectée et puissante : que ne devait-on pas

attendre de ses progrès, lorsque l'unité de vues et le génie féconderaient toutes ses ressources!

De tous les enfants qu'Alexis avaient eus de son premier mariage, Ivan, Féodor et Sophie lui survécurent seuls; sa seconde femme lui avait donné Nathalie et Pierre, qui mérita plus tard le nom de *Grand*, et qui eut à triompher des mœurs et des préjugés de son peuple avant de lui marquer son rang parmi les États prépondérants de l'Europe.

Le règne de Féodor fut court; 1676-1682. Ce prince suivit le plan que son père avait tracé : il soutint les Cosaques Zaporogues dans la guerre qu'ils firent contre la Turquie; puissamment secondé par la médiation de la Pologne, il dicta les conditions de la paix, et plaça l'indépendance de ces tribus belliqueuses et remuantes sous le protectorat de la Russie. Son ministre Galitzin, frappé des entraves qu'apportaient dans le service les prétentions des nobles, au sujet de leurs prérogatives, persuada au tsar de détruire les titres et les chartes qui donnaient naissance à ces différends. Le tsar fit apporter dans son palais tous les registres titulaires, sous prétexte de donner un règlement définitif sur la matière; il convoqua ensuite le haut clergé et la noblesse, et représenta avec force la nécessité de sacrifier au bien de l'État des prétentions qui

classaient les hommes, non selon leur mérite personnel, mais en raison du rang qu'avaient occupé leurs pères; le patriarche appuya les raisons du tsar de l'autorité des saintes Écritures, et les titres furent brûlés dans la cour du palais. Cette mesure était devenue urgente depuis que les princes de race royale avaient été écartés du trône; elle marquait la transition de la Russie de Riuric et de Kalita à la Russie des Romanof; de la Russie restée asiatique malgré les Scandinaves et le christianisme, à la Russie se préparant à la civilisation européenne, sous une dynastie d'origine étrangère. Rien ne contribua plus puissamment à l'abaissement des familles princières, et au libre développement du principe monarchique, que la hiérarchie des services actuels substituée à des droits douteux. Cependant il eût été non moins dangereux qu'impolitique d'annuler les distinctions, seul héritage de la plupart des anciens nobles; il s'agissait de les rendre dépendants du pouvoir, et de frapper d'impuissance toutes les prétentions qui chercheraient ailleurs leur point d'appui; on ouvrit donc un nouveau registre où les noms des premières familles de l'empire furent inscrits à côté de ceux des hauts fonctionnaires, et le pas fut désormais réglé sur l'importance des emplois.

On attribue à Féodor quelques améliorations utiles : il fonda des écoles, et manifesta même l'intention d'établir une Académie ; mais rien ne prouve mieux combien un enseignement libéral eût été prématuré en Russie, que les vues du prince à cet égard. Dans le plan qu'il a laissé, on punit du knout et des battogues le professeur qui s'écarterait de la religion orthodoxe. S'il persistait dans une opinion déclarée schismatique, il serait condamné au feu, aussi bien que celui qui enseignerait la magie, ou qui insulterait aux saintes images. Ce luxe de rigueurs, dans un règlement universitaire, témoigne de la haine du clergé russe tant de fois menacé par l'Église latine. Féodor mourut sans postérité ; persuadé de l'incapacité de son frère Ivan, il avait désigné Pierre pour son successeur.

CHAPITRE XXVIII.

Depuis la fuite de Christiern II, l'histoire de Danemark ne présente plus qu'un intérêt local. On pressent déjà que la prépondérance dans le Nord passera successivement à la Suède et à la Russie, et que l'époque des Valdemar est à jamais passée pour

leurs successeurs : la seconde phase de la guerre de trente ans en offre la preuve.

Frédéric, en acceptant la couronne dans des circonstances si difficiles, eut à lutter à la fois contre les prétentions de son neveu fugitif que soutenait l'empereur, et contre la réaction belliqueuse qui avait suivi l'élection de Gustave-Vasa. Ce n'était pas le moment de faire revivre l'union de Calmar; aussi Frédéric, dans les tentatives qu'il hasarda à cet égard, semblait ne mettre en avant les anciens droits du royaume que pour qu'on le laissât maître dans ses propres États. D'autres causes contribuèrent à rendre son autorité précaire : pour se rendre agréable aux nobles qui l'avaient appelé au trône, il augmenta leurs priviléges, leur accorda le droit de vie et de mort sur leurs paysans, et celui de les condamner à des amendes ruineuses. « La noblesse danoise, dit Hvitfeld, n'avait jamais joui de tels avantages sous aucun de ses rois; depuis cette époque, ses droits allèrent de pair avec ceux de la noblesse du Sleswig. Ni les Norvégiens ni les Suédois n'ont de prérogatives aussi étendues; en Allemagne même, les barons et les comtes jouissent seuls de semblables priviléges. » Cette mesure, introduite dans l'intérêt de l'aristocratie, dut en entraîner d'autres. Les codes de

Christiern furent brûlés; en un mot, on prit à tâche de détruire tous les vestiges du règne précédent.

Le malheur qui poursuivait Christiern ne permit pas à ce prince de secourir à temps Copenhague, qui tenait toujours pour lui; Frédéric, après s'être successivement emparé de toutes les villes de Scanie, à l'exception de Malmö, et avoir fait reconnaître son autorité en Norvége, obtint enfin par capitulation la soumission de Copenhague. Nous passerons rapidement sur les événements déjà indiqués dans le règne de Gustave, et dont le développement appartenait plus particulièrement à l'histoire de Suède. Il suffira de faire remarquer que l'alliance des deux rois du Nord tendait à se rompre dès que le mauvais état des affaires de Christiern leur permettait de s'occuper de leurs propres intérêts.

L'amiral Norby, après avoir longtemps soutenu le parti de Christiern, était entré en grâce auprès de Frédéric, en facilitant aux troupes danoises la conquête de Gothland; mais bientôt après, soit qu'il ne pût se résigner à une vie oisive, soit qu'il restât fidèle à son ancien maître, il se mit à la tête de quelques pirates, et inquiéta de nouveau le roi de Danemark. Gustave n'avait pas oublié la conduite de l'amiral : les deux rois se rapprochèrent

pour arrêter les projets de cet homme dangereux, dont l'escadre fut totalement défaite. Il alla chercher du secours à Moscou auprès de Vassili Ivanovitch ; mais le grand prince, qui avait conclu une alliance avec Gustave, retint Norby prisonnier, et ne le remit en liberté que sur les instances de Charles-Quint. L'année suivante, ce marin, dont le pavillon domina si longtemps sur la Baltique, fut tué au siége de Florence.

Les contestations ordinaires entre le Danemark et la Suède roulaient sur les provinces de Wigen et de Blekingen, et sur la possession de l'île de Gothland. Sans le danger toujours imminent d'une invasion dans le Nord, sous la protection de l'empire, les deux rois eussent sans doute vidé ce différend par les armes. Cependant, laissant de côté leurs prétentions mutuelles, et sous la réserve de leurs droits, ils conclurent à Varberg un traité d'alliance défensive. Frédéric s'allia plus étroitement encore avec les chefs de la ligue protestante; toutes ces précautions étaient nécessitées par l'entreprise que fit Christiern sur la Norvége. On a vu précédemment que ce prince, après une navigation difficile, était parvenu à se faire reconnaître momentanément souverain des Norvégiens, qui se prêtèrent à ses vues, parce qu'il affectait un grand zèle pour

la religion catholique, et que le clergé et les habitants de ce pays étaient généralement opposés aux innovations des religionnaires.

Nous avons exposé succinctement, dans le règne de Gustave-Vasa, comment Christiern, après avoir échoué dans sa tentative d'invasion en Suède, se vit forcé de se retirer à Opslo, où la flotte de Frédéric le réduisit à de telles extrémités, qu'il ne lui resta plus d'autre parti que de se mettre à la discrétion du vainqueur. Il convient toutefois de faire observer que la capitulation signée par les plénipotentiaires de Frédéric, et en vertu de laquelle Christiern se réservait, outre des avantages assez considérables, la liberté pour sa personne et pour deux cents de ses plus fidèles serviteurs, ne fut pas observée, ou fut interprétée d'une manière captieuse, sous le prétexte que la captivité du roi détrôné intéressait la tranquillité et le salut du royaume. Peut-être les états de Danemark se crurent-ils autorisés à ce manque de foi envers un prince qui se faisait un jeu de ses serments, et qui, sanguinaire sans motifs, se fût montré inexorable dans ses vengeances, si jamais il eût ressaisi le pouvoir.

Les revers de Christiern avaient lassé la constance de ses partisans; l'empereur désavoua sa participation à la guerre de Norvége, et la régence des

Pays-Bas, craignant que la rivalité des villes hanséatiques alliées du Danemark ne lui fermât les ports de la Baltique, se rapprocha du cabinet de Copenhague. Débarrassé de son ennemi, Frédéric s'occupa de la pacification de la Norvége : la clémence le servit mieux que n'eussent pu le faire des actes de rigueur ; il se contenta de condamner à une forte amende l'archevêque de Drontheim et les évêques de Hammer et d'Opslo. Il garantit aux Norvégiens la jouissance de leurs priviléges, et reçut d'eux en échange la confirmation de ses droits de souverain. La mort du prince Jean, fils de Christiern, contribua encore à l'affermir sur le trône.

Cependant sa santé, depuis longtemps languissante, faisait prévoir une catastrophe prochaine. Il expira à Gotthorp en 1533, dans la soixante-deuxième année de son âge. Ce prince avait épousé Anne de Brandebourg, qui lui donna Christiern, et une princesse nommée Dorothée, mariée à Albert, margrave de Brandebourg et premier duc de Prusse. Frédéric eut de Sophie, fille de Bogislas, duc de Poméranie, trois fils et trois filles, savoir : Jean, qui reçut en héritage le tiers des duchés de Slesvig et de Holstein ; Adolphe, chef de la branche des ducs de Gotthorp ; Frédéric, qui mourut coadjuteur de Brême ; Élisabeth, qui épousa successivement

Magnus et Ulric, tous deux ducs de Mecklenbourg; Anne, et enfin Dorothée, qui fut mariée à Christophe, duc de Mecklenbourg.

La religion réformée, cause ou prétexte de tant de troubles en Allemagne, avait fait de bonne heure des progrès en Danemark. Christiern II s'était déclaré assez hautement en faveur de Luther, parce qu'il trouvait un intérêt positif à mettre le clergé sous sa dépendance immédiate, et à confisquer à son profit le bénéfice des investitures. La richesse des couvents et des prélatures excitait aussi sa cupidité; tout porte donc à croire que, s'il eût pu se maintenir sur le trône, il aurait fait cause commune avec l'électeur de Saxe, son beau-frère, et avec les autres princes de la ligue protestante; mais, réduit à implorer le secours de l'empereur, il se montra aussi zélé pour la cause des catholiques qu'il avait paru accueillir avec faveur les idées nouvelles. Les évêques danois se trouvaient dans une grande perplexité; le souvenir des cruautés de Christiern, les tergiversations religieuses de ce prince, leur faisaient craindre le rétablissement d'un maître inexorable qui, une fois affermi sur le trône, ne se ferait aucun scrupule de se déclarer ouvertement pour la réforme. Dans cette appréhension, les évêques aimèrent mieux rester fidèles à Frédéric, auquel sa position conseillait la modéra-

tion et la prudence. Il se contenta de tolérer les Luthériens sans persécuter les catholiques; mais il ne tarda pas à manifester sa prédilection pour la réforme dès qu'il crut pouvoir le faire sans péril. A la diète d'Odensée (1527), il recommanda aux évêques de faire prêcher dans leurs diocèses l'Évangile dégagé de toutes les superstitions romaines; il avoua qu'il avait promis de protéger le catholicisme, mais sans prendre l'engagement de tolérer les abus que signalait le peuple lui-même; il termina en disant que la conscience de ses sujets devait être respectée, et qu'il laisserait à chacun toute liberté en matière religieuse. Les évêques réclamèrent contre l'interprétation que le roi prétendait donner à des promesses formelles; la majorité des états applaudit à l'initiative royale, et il fut défendu aux évêques de faire venir de Rome le *pallium*, insigne de leur dignité. Il fut décidé en même temps que les élections épiscopales appartiendraient aux chapitres et qu'elles seraient soumises à la sanction du souverain. Depuis ce moment le parti protestant ne fit que s'accroître, et des prédicateurs célèbres, tels que Jean Tausen, disciple de Luther et quelques autres, propagèrent rapidement, dans toutes les terres de l'obéissance danoise, les nouvelles doctrines. En vain les évêques vou-

lurent arrêter ce mouvement : à Vibourg, en Jutland, les habitants barricadèrent les rues, montèrent la garde devant les églises où prêchait Tausen, et tinrent le prélat lui-même bloqué dans son château. Dans ces manifestations populaires, l'autorité du roi n'intervenait que pour prévenir les désordres, et il était facile de voir que, s'il blâmait les excès, il en approuvait le principe. La ville de Malmö se distingua par la vivacité de ses luttes religieuses. C'était, suivant l'expression d'un écrivain catholique de ce temps, l'asile de l'hérésie, et le repaire des sacriléges et des apostats. En 1530, on convint de part et d'autre de mettre en présence les deux systèmes et d'en confier la défense à des docteurs. Mais les prétentions mutuelles des partis ne permirent pas de donner suite à ce plaidoyer, qui probablement n'aurait point changé les convictions de gens décidés d'avance à défendre ou à condamner certains points fondamentaux. Frédéric, après la rupture des conférences, fit confirmer la liberté du culte des deux religions, en prenant toutefois de nouvelles mesures pour propager à Copenhague les doctrines de Luther.

Bientôt après, 1533, Frédéric entra dans la ligue de Smalcade. Jusque-là les catholiques avaient pu se flatter que le temps et les circonstances affaibli-

raient les partisans de Luther dans l'Allemagne proprement dite, et que par suite le Danemark, toujours soumis à l'influence morale de ses voisins immédiats, échapperait aux conséquences d'une révolution religieuse. La détermination de Frédéric fit perdre tout espoir au clergé danois, et à plusieurs reprises les dissidences prirent un caractère violent. Il y eut des torts de part et d'autre. Les évêques n'épargnèrent point les persécutions aux religionnaires, et ceux-ci portèrent l'oubli des convenances jusqu'à la profanation. Cependant, dès la mort de Frédéric, il était aisé de prévoir que la cause du protestantisme était gagnée en Danemark; les résistances sérieuses, et la réaction catholique qui eut lieu pendant l'interrègne, furent moins une manifestation nationale que les derniers efforts des prélats qui ne pouvaient se résoudre à la perte de leurs priviléges.

Les états s'étaient engagés à reconnaître pour roi un des fils de Frédéric. Christiern l'aîné serait monté sans obstacles sur le trône, si son attachement au protestantisme ne lui eût aliéné tout le parti catholique. En attendant la décision des états, le sénat prit les rênes du gouvernement, et Christiern fut reconnu souverain des deux duchés, à titre d'héritier et comme tuteur de ses trois frères. Cependant

les états s'assemblaient à Copenhague pour y traiter de l'élection, mais les évêques trouvèrent moyen d'ouvrir les délibérations par l'examen de la question religieuse : le décret d'Odensée fut rapporté, malgré la répugnance des sénateurs laïques, de sorte que le clergé rentra momentanément dans l'exercice de ses anciens priviléges. La seule concession qu'il ne put refuser se bornait à la tolérance pure et simple de la religion nouvelle. Il paraît même que les évêques, non contents des avantages que leur assurait le décret, y introduisirent frauduleusement de nouvelles clauses. Le premier point une fois décidé, l'on s'occupa de l'élection : cette seconde question était entièrement liée à la première. Les sénateurs ecclésiastiques et catholiques votèrent pour Jean, tandis que les autres se déclarèrent en faveur de Christiern. Les deux partis soutenaient leurs prétentions avec un zèle égal : les évêques, craignant d'être obligés de céder, représentèrent qu'on ne pouvait rien conclure sans les députés de la Norvége: ils espéraient mettre à profit ce délai, soit en intriguant dans le royaume, soit en obtenant la majorité par l'accession de la diète norvégienne, le protestantisme n'ayant fait encore dans ce pays que de faibles progrès. Giö et Banner, chefs du parti protestant, s'opposèrent vainement à cette mesure. On

convint donc que jusqu'à la diète définitive d'élection, le sénat aurait la direction des affaires.

Les états donnèrent ensuite audience aux envoyés du duc Christiern, qui, après avoir recommandé les intérêts de leur maître, informèrent le sénat que ce prince venait de conclure un traité d'alliance avec Marie, gouvernante des Pays-Bas. Ce traité, avantageux dans les circonstances actuelles, impliquait en quelque sorte la réunion des duchés et du Danemark dans une commune négociation. L'approbation des états fut regardée par Christiern comme le présage de son élection future. Les députés des villes hanséatiques prirent ensuite la parole ; l'un d'eux, Wullenwever, après avoir rappelé tous les services que la ligue avait rendus au Danemark, demanda en termes peu mesurés que la Baltique fût fermée au commerce des Hollandais. Cette exigence ne pouvait se concilier avec la résolution qu'on venait de prendre ; s'il y avait péril à s'attirer le ressentiment de Lubeck, il n'était pas moins dangereux de rompre avec les Pays-Bas. Le sénat, dans cette irrésolution, prit le parti de rejeter la demande de Wullenwever, adoucissant autant que possible le refus. Le député, non moins blessé que surpris, conçut dès lors le projet d'humilier le Danemark pour ruiner ensuite plus sûrement la

concurrence des Hollandais. Quelques détails tirés de l'histoire de Lubeck éclairciront la période dont nous nous occupons.

Lubeck était la tête des villes hanséatiques de Vandalie; son commerce était immense : les bois de construction, le chanvre, les résines, le fer, le cuivre, les grains et d'autres produits non moins précieux de la Pologne, de la Suède et de la Russie lui rapportaient des bénéfices considérables. Mais vers la fin du quinzième siècle, sa prospérité commença à décliner, et déjà les progrès qu'avaient faits les puissances maritimes menaçaient de la ruiner entièrement. A ces causes extérieures vinrent se joindre des désordres non moins dangereux quoique d'une nature différente. Cette république était gouvernée depuis longtemps par un sénat auquel les citoyens confiaient la haute administration; on ne pouvait s'élever aux premiers emplois qu'après des services signalés, de sorte qu'il y avait dans la direction des affaires cet ensemble et cette suite que donnent l'étude et l'expérience. Du temps de la mort de Frédéric, un des bourgmestres étant mort, Wullenwever trouva moyen de se faire élire en sa place. Cet homme ambitieux et entreprenant avait persuadé au peuple que la politique stationnaire de ses magistrats entraînerait infailli-

blement la ruine du commerce, et celle de la république elle-même.

Un autre homme, Meyer, également d'origine plébéienne, attirait à la même époque l'attention des Lubeckois; il s'était distingué au siége de Copenhague, et on lui avait confié le commandement d'un corps destiné à combattre les Turks. Des inclinations communes et une ambition égale ne tardèrent pas à rapprocher Meyer et Wullenwever. Le crédit de ce dernier valut à Meyer le commandement de la ville; dès ce moment, tous deux travaillèrent à paralyser l'influence des familles patriciennes : ils commencèrent par faire revivre un ancien statut, qui limitait à quelques années l'exercice des fonctions de sénateur : dès lors des hommes nouveaux remplacèrent ceux qui avaient depuis longtemps le maniement des affaires, et le système politique de Lubeck changea complétement. Désormais l'hanse, au lieu de se borner à des conquêtes commerciales, voulut dominer par la force des armes, et fit son objet principal d'une influence politique qui n'était qu'accessoire dans l'esprit de ses institutions.

La position géographique du Danemark le désignait à l'hanse comme un allié subordonné, ou comme un ennemi. Après avoir échoué à Copen-

hague, Wullenwever s'était tourné du côté de la Suède, mais Gustave rejeta ses propositions. Le bourgmestre eut alors recours à l'intrigue: il fit des ouvertures à Ambroise Bogbinder et à Georges Mynther, l'un bourgmestre de Copenhague, l'autre de Malmö. Ces deux magistrats, Allemands d'origine, étaient zélés protestants; il leur représenta toutes les persécutions qu'auraient bientôt à souffrir les religionnaires sous la direction d'un sénat catholique, et leur montra dans l'élection du duc Christiern le salut de la religion et de l'État; il ajouta qu'en cas de refus de la part de ce prince, l'intervention de Lubeck suffirait seule pour protéger les libertés du peuple contre une noblesse avide, et les luthériens contre la tyrannie des évêques. Ces promesses furent accompagnées d'une offre non moins séduisante, celle de faire jouir les villes de Copenhague et de Malmö de tous les droits et priviléges de la ligue.

Le duc Christiern ne pouvait se dissimuler qu'en montant sur le trône à la faveur d'un complot formé et appuyé par Lubeck, il ne serait, aux yeux des Danois, que l'instrument d'une politique étrangère; il crut devoir rejeter les propositions de Wullenwever, et ne point compromettre des espérances légitimes, en s'associant à toutes les éventua-

lités d'un parti extrême. Il comptait d'ailleurs sur les fautes des évêques, dont les persécutions contre les réformés commençaient à faire murmurer le peuple, et sur les ressources que les mêmes vues et des intérêts semblables lui ménageraient, au besoin, dans l'alliance de la Suède.

Cependant une crise était imminente ; Giö et Banner s'étaient retirés du sénat et de Copenhague, et le peuple les avait accompagnés en triomphe à leur sortie de la ville. Les évêques se crurent tout permis ; Tausen, fameux prédicateur évangélique, fut cité devant les tribunaux, sous prétexte d'enseignement illicite ; mais les menaces de ses nombreux adhérents intimidèrent les sénateurs, et l'on n'osa point lui appliquer la peine qu'il avait encourue.

Au milieu de la fermentation générale, le sénat ne négligeait point les relations internationales ; il ratifia le traité d'alliance avec les Pays-Bas, en conclut un autre défensif et offensif avec les duchés, et se rapprocha en même temps de Gustave. L'hanse, menacée de tant de côtés, fit tout à coup la paix avec la Hollande, réservant cette question de rivalité commerciale pour le temps où l'abaissement du Danemark lui laisserait toute liberté d'action. Les choses ainsi réglées, l'hanse se prépara à

la guerre. Wullenwever et Meyer avaient eu l'adresse de mettre le roi d'Angleterre Henri VIII dans leurs intérêts : ce prince, que la répudiation de Catherine d'Aragon venait de brouiller avec Charles-Quint, promit à la ligue des secours en hommes et en vaisseaux, et lui avança une somme de vingt mille livres sterling, à déduire sur celle qu'il aurait à payer lorsqu'on lui aurait assuré la possession du Danemark. La conduite de cette guerre fut confiée à Christophe d'Oldenbourg, qui se rendit immédiatement en Allemagne pour y faire des levées. Quand tout fut prêt, les confédérés firent passer une note au duc de Holstein-Sleswig, dans laquelle on le sommait de remettre en liberté l'ex-roi Christiern II. Le refus, signifié à l'envoyé de Christophe, fut suivi d'une déclaration de guerre. Le duc Christiern, pris au dépourvu, laissa l'ennemi dévaster le Holstein; mais ayant assemblé quelques troupes, il marcha sur Lubeck et parvint à fermer la Trave. Pendant ce temps, les flottes de l'hanse occupaient les districts, s'emparaient de Copenhague et de Malmö, et le comte exigeait des habitants le serment d'obéissance à Christiern II. La révolution était presque achevée dans les îles et dans la Scanie, lorsque les sénateurs, qui s'étaient réfugiés dans le Jutland, délibérèrent sur le parti

qu'il convenait de prendre dans un danger si pressant. Giö plaida avec tant d'éloquence la cause du duc, que, malgré la répugnance des évêques, il fut décidé qu'on lui offrirait la couronne, et qu'on lui porterait en toute hâte la nouvelle de son élection. A peine ce prince se vit-il solennellement reconnu comme souverain, qu'il s'adressa à Gustave pour obtenir le secours stipulé dans le dernier traité. Le roi de Suède accueillit favorablement cette demande, et s'apprêta à faire une puissante diversion en Scanie. Quant à la régente des Pays-Bas, elle répondit par des promesses dilatoires aux ouvertures que lui fit le gouvernement danois. Marie nourrissait alors d'autres espérances : elle avait marié les deux filles du roi captif, la première au comte palatin Frédéric, et la cadette à Sforze, duc de Milan, et elle comptait transporter à ces princes les droits de leur beau-père à la couronne de Danemark.

Cependant la guerre continuait avec des alternatives de succès et de revers ; la Fionie était prise et reprise, et Lubeck se soumettait à tous les sacrifices pour sortir à son honneur d'une lutte qu'avait engagée son ambition. Christophe soulevait partout les paysans, leur promettant de les affranchir de la tyrannie des nobles, et leur facilitant le pillage

des propriétés seigneuriales. C'est ainsi que les priviléges deviennent, selon les circonstances, un objet d'envie ou un péril. Bientôt le Jutland fut envahi par des aventuriers à la solde de Christophe; ils battirent un détachement de troupes royales et s'emparèrent d'Albourg. Le roi se trouvait alors devant Lubeck, qu'il se flattait de réduire par la famine : cependant la situation critique du Jutland ne lui permettait point de différer plus longtemps son retour. Dans cette extrémité les Lubeckois et les assiégeants signèrent une convention en vertu de laquelle le roi s'engageait à lever le siége de la ville qui, de son côté, garderait la neutralité, en ce qui regardait le Holstein; quant aux hostilités dont le Danemark proprement dit serait le théâtre, les deux parties se réservaient d'y prendre telle part qu'elles jugeraient convenable. Cette dernière clause indiquait suffisamment qu'on ne pouvait regarder la trêve comme un acheminement à une paix définitive. Le roi se porta avec toutes ses forces dans le Jutland, et les Lubeckois se hâtèrent d'envoyer en Danemark les troupes que le traité laissait disponibles.

Les succès de Christiern furent rapides : il emporta Albourg, ruina complétement le parti des aventuriers, et punit sévèrement les paysans qui

avaient pris part à la révolte. Depuis cette époque, le nombre des propriétaires libres a sensiblement diminué dans le Jutland.

Le roi et le comte d'Oldenbourg, forcés par la saison de suspendre les hostilités, eurent une conférence à Colding. Christophe mettait la paix à des conditions telles, que Christiern ne pouvait les accepter sans déshonneur. On ne laissait au roi que le Jutland, et il devait céder à Christiern II les îles, la Norvége et la Scanie. De son côté, le roi ne voulait céder aucune des provinces de l'obéissance danoise, mais il offrait en argent une indemnité considérable. Les deux rivaux se quittèrent donc sans avoir rien conclu, et Christophe se rendit à Copenhague, pour y lever de nouveaux subsides. Le peuple attribuait tous les malheurs de l'État au mauvais vouloir des nobles; il demandait vengeance, et si le comte ne s'y fût opposé, il se serait porté aux dernières extrémités. La nouvelle qu'un corps de Suédois entrait en Scanie exaspéra encore les mécontents, qui pillèrent les châteaux, mirent les gentilshommes à rançon, et commirent toutes sortes d'excès.

Cependant les Suédois, sous la conduite de Thureson, étaient parvenus à faire reconnaître Christiern III dans la Scanie ; le comte se hâta

d'envoyer un renfort dans cette province, mais cette armée arriva trop tard et se retira précipitamment. Cinq cents gentilshommes danois passèrent aux Suédois, qui continuèrent leur marche victorieuse. Meyer, vaincu et fait prisonnier, pousse à la révolte la garnison de Warberg et s'en rend maître. Pendant que la Scanie lui échappait, le comte levait une armée en Sélande. Christiern III attendait une flotte que Gustave et Albert, duc de Prusse, avaient promis de mettre à sa disposition ; il apprit bientôt que la Sélande était le théâtre d'une guerre civile. Les paysans et les soldats, excités par Christophe, poursuivaient à outrance les nobles, et ne leur laissaient d'autre alternative que la ruine ou la fuite. La Norvége méridionale s'était déclarée pour Christiern III ; ce prince passa en Fionie sur des vaisseaux de transport, battit l'ennemi et le força à s'enfermer dans Assens. Les Lubeckois redoublèrent d'activité ; ils armèrent deux flottes, et donnèrent le commandement de quelques troupes au duc Albert de Mecklenbourg. La mésintelligence ne tarda pas à se mettre entre Albert et Christophe.

Cependant les flottes de Lubeck occupaient le Sund, où elles capturèrent un grand nombre de vaisseaux hollandais richement chargés. Albert et

Christophe firent passer en Fionie un corps d'armée sous les ordres du comte Hoya. Les chefs allemands réunissant alors toutes les garnisons dont ils pouvaient disposer dans cette île, s'apprêtèrent à livrer bataille à l'armée royale. Hoya et Gustave Trolle comptaient surprendre les Danois, mais leur dessein fut découvert par un transfuge, et Rantzow, général des forces danoises, marcha à la rencontre de l'ennemi qu'il surprit à l'improviste et tailla en pièces. L'île de Séland restait seule aux Lubeckois, mais ils étaient les maîtres sur la mer, et cet avantage balançait toutes leurs pertes. Bientôt les flottes qu'attendait le roi se trouvèrent prêtes, il en confia le commandement à Scram, qui remporta coup sur coup de grands avantages. Peu de temps après, Christiern se vit en mesure de faire le siége de Copenhague : il se voyait à la tête d'une armée nombreuse et aguerrie, et d'une noblesse qui attendait de la victoire le rétablissement de ses priviléges. La flotte obéissait à des officiers expérimentés, et ne le cédait en rien à celle de Lubeck.

Au mois d'août 1535, la ville fut investie, et les travaux poussés avec vigueur, tandis que des corps détachés allaient faire le siége de quelques autres places. Le roi, pour ne pas perdre un temps précieux devant Copenhague, passa en Scanie, où il

fut salué roi aux acclamations du peuple; de là il se rendit en Suède, où il eut une conférence avec Gustave. Les deux monarques se renouvelèrent l'assurance d'agir de concert, soit contre Lubeck, soit contre les gendres de Christiern II. Gustave exhorta son beau-frère à restreindre le pouvoir des évêques et les revenus du clergé danois, dès que les circonstances le lui permettraient. Christiern II lui rendit tous les domaines que la maison de Vasa possédait dans le Halland, et lui céda Bohus, Aggershus et Wigen, pour sûreté des sommes qu'il lui avait empruntées.

A son retour en Danemark, il trouva que les siéges de Copenhague, de Malmö et de Landskrone n'avaient fait que peu de progrès; cependant Warberg avait capitulé malgré la défense de Meyer, qui fut pris et appliqué à la question. Les révélations de ce chef prouvèrent que Henri VIII n'était pas éloigné de payer à la régence tous les frais de la guerre, sous la réserve qu'on le mettrait en possession de Copenhague, Malmö et Warberg.

La cruauté caractérise ordinairement les guerres civiles, surtout quand l'ambition des princes est encore excitée par le ferment religieux. Meyer, ses frères et plusieurs chefs qui partageaient sa confiance, furent conduits à Elseneur, où ils périrent

dans les plus cruelles tortures. Cependant Landskrone, réduit à la dernière extrémité, capitula. L'occupation de cette place ouvrit le Sund aux flottes royales. Un secours considérable, que les Lubeckois parvinrent à introduire dans Copenhague, ranima les espérances des assiégés, et la saison devenant trop avancée pour que les vaisseaux du roi pussent tenir la mer, Christiern mit la plus grande partie de sa flotte à l'abri dans le port de Landskrone, et fit mettre le siége devant Kronenbourg, qui commande le détroit; il se rendit ensuite dans le Holstein, après avoir confié à ses généraux la conduite du blocus de Copenhague. Ce prince avait été informé que Frédéric, gendre du roi captif, méditait une invasion dans les duchés. D'un autre côté, François Ier, roi de France, avait fait prévenir Christiern que la régence lui avait proposé la couronne de Danemark. L'année suivante, 1536, s'ouvrit pour Christiern sous des auspices favorables; il ne lui restait plus à soumettre que Malmö et Copenhague. Une réaction importante dans la politique de Lubeck ne servit pas moins Christiern que ne l'avait fait la fortune des armes. Le pouvoir venait d'être rendu aux familles patriciennes, et le peuple, également prompt à réhabiliter et à flétrir, se flattait que le rétablissement de ses anciens magistrats rendrait à

la république son influence et sa prospérité premières. Le sénat se trouvait dans ces dispositions, lorsqu'on ouvrit un congrès à Hambourg, sous la médiation de l'électeur de Saxe, du duc de Brunswick et de quelques villes hanséatiques du premier ordre. Après bien des contestations que faisait naître la divergence des intérêts, on convint que les hostilités cesseraient entre le roi et Lubeck, qu'on conserverait à cette ville les franchises et les priviléges dont elle avait joui en Danemark sous les règnes précédents; qu'Albert et Christophe seraient compris dans le traité, s'ils consentaient à s'éloigner immédiatement du royaume; que Wismar, Rostock et Stralsund auraient un délai de six mois pour se décider, et que les habitants de Copenhague et Malmö ne seraient point inquiétés, s'ils se soumettaient immédiatement à Christiern. Les Lubeckois s'engageaient en outre à n'assister ni directement ni indirectement les ennemis de Christiern. Le roi de Suède et le duc de Prusse se trouvaient compris dans le traité. Il restait à persuader au comte d'Oldenbourg et au duc de Mecklenbourg qu'il ne leur restait plus qu'à se désister d'une entreprise qui ne leur offrait aucune chance de succès; mais ces deux chefs, comptant sur les promesses de secours que ne cessait de leur faire la gouvernante des Pays-

Bas, rejetèrent toutes les propositions. Alors les Lubeckois licencièrent les troupes qu'ils entretenaient en Danemark, et ces mercenaires, dont la guerre était le métier, se mirent à la solde du comte et du duc. Stralsund se détacha de l'alliance allemande; mais Rostock et Wismar, qui dépendaient du Mecklenbourg, se virent forcées de suivre la fortune de leur duc. Bientôt après, Christiern fit son entrée dans Malmö, après avoir accordé aux habitants de cette ville les mêmes avantages qu'ils avaient attendus de la résistance. Christophe, loin d'être découragé par tant de défections et de mécomptes, ne voyait dans toutes ces vicissitudes qu'un motif de plus pour porter plus haut ses prétentions. Le duc de Milan venait de mourir, et sa veuve s'était retirée dans les Pays-Bas auprès de sa tante; le comte demanda sa main, dans l'espoir de ceindre lui-même un jour la couronne de Danemark. Mais soit que l'état de ses affaires n'inspirât au conseil de Marie qu'une confiance médiocre, soit plutôt que les prétentions de Christophe parussent exagérées à la maison d'Autriche, il ne reçut qu'une réponse évasive. D'ailleurs, toutes les prédilections de Charles-Quint et de Marie se portaient naturellement sur le comte palatin, qui avait rendu à l'empereur des services signalés, et qui, en sa qua-

lité de gendre de Christiern II, pouvait compter sur l'appui d'un parti en Danemark. En effet, on s'occupait déjà de lever une armée en Allemagne, et la Hollande armait une flotte destinée à agir dans le Nord, en faveur de Frédéric. Charles-Quint résolut toutefois de tenter la voie des négociations : Frédéric, comme on le pense bien, ne pouvait se prêter à ses vues, et la malheureuse expédition de l'empereur en Afrique détourna l'orage qui menaçait le Danemark. Après avoir fait une diversion dans l'Ost-Frise, pour prouver que non-seulement il était en état de se défendre contre les alliés de l'empereur, mais de les attaquer sur leur territoire, le roi pressa le siége de Copenhague ; il essaya d'abord de pénétrer dans le port à la faveur d'un subterfuge. Il prit à son service un grand nombre de vaisseaux de commerce de diverses nations, et, après un combat simulé, la flotte danoise se retira comme en désordre, tandis que le parti vainqueur se dirigeait vers le port. Les habitants, persuadés que le secours qu'ils attendaient venait enfin d'arriver, contemplaient le combat du haut des remparts, et se livraient à une joie d'autant plus vive, que la rigueur du blocus les avait réduits aux dernières extrémités. Mais ils ne tardèrent pas à être détrompés, et ils se hâtèrent de barrer les passages.

La famine décimait les assiégés, et le peu de ressources qu'offrait la ville suffisait à peine aux combattants. Les soldats soupçonnaient les bourgeois de vouloir se rendre ; ils en massacrèrent un grand nombre, sous ce prétexte, et ils exercèrent toutes sortes de violences sur ceux dont les richesses excitaient leur cupidité. Il y avait même péril pour quiconque passait pour avoir conservé un peu de grain ou les plus vils aliments. Quoique le nombre des assiégés décrût rapidement, par suite du manque de vivres et à cause des maladies qui suivirent la famine, les ressources de la ville ne pouvaient plus suffire aux besoins de la garnison ; on se nourrit d'abord de la chair des chevaux et des animaux domestiques, mais bientôt les habitants se virent réduits à se disputer l'herbe qui croissait sur les remparts et dans les cimetières. Les secours qu'avait promis la Hollande n'arrivaient pas. Enfin la ville affamée demanda à se rendre. Le roi dicta les conditions de la capitulation, et couronna cette guerre, la plus cruelle qui eût jamais désolé le Danemark, par une amnistie non moins favorable à sa politique qu'honorable pour son caractère. Le duc et le comte se rendirent au camp de Christiern, tête nue, et comme il convenait à des suppliants, et bientôt après ils s'embarquèrent pour l'Allemagne. L'entrée du roi dans

sa capitale offrait un contraste frappant entre la joie des vainqueurs et la misère des vaincus. Les habitants avaient à peine la force de se traîner jusqu'au lieu où passait le cortége, pour y saluer le libérateur. La plupart des édifices publics tombaient en ruines; dans les maisons à demi écroulées, on distinguait des familles entières que l'épuisement et la faim retenaient dans leurs demeures. L'abondance eut bientôt réparé tout ce qui était réparable; le Danemark respira, et la fortune, souvent extrême dans ses retours, sembla se complaire dans la perte et l'humiliation des auteurs et des principaux complices de cette révolution désastreuse. Meyer avait péri sur la roue, le duc et le comte étaient rentrés en Allemagne sous la honte de la défaite et du pardon. Mynter et Bogbinder avaient été amnistiés, à condition qu'ils serviraient le Danemark; quant à Wullenwever, dont l'ambition avait mis le Danemark en feu, il eut une fin plus déplorable encore. Blâmé et détesté depuis qu'il était malheureux, il dut résigner son emploi de bourgmestre, et se réfugia dans les États de l'archevêque de Brême; ce prélat, allié de Gustave, et sollicité d'ailleurs par les magistrats de Lubeck, qui venaient de rendre contre le fugitif une sentence de mort, le fit condamner au supplice des

quatre quartiers. Bogbinder s'empoisonna : le seul Mynter fut reçu en grâce par le roi, qui le maintint dans ses fonctions de bourgmestre.

Christiern ne pouvait oublier la conduite hostile des évêques à son égard. Les promesses qu'il avait faites à Gustave, ce qu'il devait aux nobles laïques qui avaient supporté avec tant de dévouement les charges et les fatigues de la guerre, et, plus que tout le reste, l'état déplorable où se trouvaient les finances, dans un pays ruiné, tout concourait à l'affermir dans une résolution conforme d'ailleurs à ses convictions religieuses, celle d'élever le protestantisme sur les ruines du clergé latin. Il s'ouvrit de ce dessein aux seigneurs les plus considérables du royaume, tels que Giö, grand maître, Trolle, grand maréchal, Brahe, Bilde, Rosenkrantz, Gyldenstierne, Prüs, et à d'autres sénateurs laïques. Dans ce conseil, tenu d'abord secret, on prit la résolution d'abolir le pouvoir temporel des évêques, de consacrer leurs revenus aux besoins publics, et de ne plus leur laisser à l'avenir aucune autorité, soit dans l'Église, soit dans l'État ; si la décision de quelques conciles s'opposait à ces mesures, on devait n'en tenir aucun compte, et ne rétablir les prélats que du consentement du prince, du sénat et des états du royaume. Enfin, on prit l'engagement

de favoriser, par tous les moyens possibles, la cause des religionnaires, et de soutenir Christiern contre tous ses ennemis, quel que pût être le motif de leurs agressions. L'archevêque de Lunden et l'évêque de Roschild se trouvaient alors à Copenhague; tous deux étaient regardés comme les chefs du parti catholique; on s'empara de leurs personnes, et plusieurs autres évêques eurent le même sort.

Le roi essaya de donner à cette mesure arbitraire une apparence de justice; il convoqua les états du royaume, à l'exception des évêques, et obtint sans difficulté le décret connu sous le nom de *Recès des états généraux,* qui frappait à la fois le clergé catholique dans sa puissance temporelle et spirituelle. Tous les biens de l'Église furent réunis au domaine de la couronne; on permit aux moines de rester dans leurs couvents, mais à des conditions qui équivalaient à l'exigence d'une apostasie réelle; de toutes les redevances qui avaient pesé sur le paysan, on ne conserva que la dîme, dont un tiers fut affecté au curé de la paroisse, et le reste partagé entre le propriétaire de l'église et le roi qui devait consacrer sa part à l'entretien de l'université et des écoles. Les évêques furent remplacés par des surintendants, mais pendant longtemps encore l'ancienne dénomination prévalut.

Cette réforme faisait disparaître de grands abus; on ne peut se dissimuler toutefois qu'en renversant une institution si ancienne, on ébranlait l'État dans sa base. La noblesse laïque devenait prépondérante, et le roi ne pouvait plus opposer aux prétentions des grands une influence rivale, à moins de chercher un point d'appui dans les priviléges démocratiques; en un mot, l'équilibre était rompu, et le gouvernement devenait forcément aristocratique ou despotique.

Bientôt après, les évêques furent remis en liberté; un seul, celui de Roschild, refusa le serment exigé d'obéissance et de fidélité à la personne du monarque, et aima mieux finir ses jours en prison, que de manquer à ce qu'il devait à l'Église catholique et à sa conscience.

Christiern, tout en négociant avec les Pays-Bas et la Suède, ne perdait pas de vue la Norvége. On a vu précédemment que les provinces méridionales de ce royaume avaient promis de lui déférer la couronne : le Nord, où le catholicisme était la religion dominante, manifestait au contraire des dispositions hostiles. L'archevêque de Drontheim n'attendait qu'un prétexte pour se déclarer. Le prélat entretenait des intelligences avec la gouvernante et le prince palatin; il profita d'une demande de subsi-

des qui avait excité un vif mécontentement parmi le peuple ; et, comme s'il y eût été forcé par le vœu général, il fit arrêter plusieurs évêques et sénateurs qui s'étaient déclarés pour Christiern. A cette nouvelle, la Norvége méridionale elle-même abandonna le roi, dans l'espoir que l'empereur et le palatin la soutiendraient dans cette révolte. Ces événements avaient eu lieu en 1535 ; la reddition de Malmö et de Copenhague ne tarda pas à opérer une réaction dans les esprits. Les députés du roi parcouraient les provinces, promettant partout que Christiern se montrerait clément envers tous ceux qui se soumettraient. L'archevêque seul fut exclu de l'amnistie ; pressentant le sort qui l'attendait, il s'embarqua avec ses richesses et les effets les plus précieux de son église, et se réfugia en Hollande. En peu de temps toute la Norvége fut pacifiée, et l'on prit des mesures pour la tenir désormais dans une sujétion plus complète.

Christiern, tranquille à l'intérieur, fit des ouvertures pacifiques à la Hollande ; il obtint enfin une trêve de trois ans, dans laquelle toutefois le palatin n'était pas compris. L'électeur était loin de renoncer à ses projets : il prit à son service un aventurier nommé Ulebacher, qui leva bientôt en Allemagne un corps considérable. Ce chef débuta par une in-

vasion dans les États du duc de Gueldre, qu'il battit complétement ; il le fit prisonnier, et lui arracha dans les tortures des révélations importantes. On sut que la gouvernante, toujours portée pour le palatin, lui avait fourni l'argent nécessaire, sans se croire liée par le traité de Bruxelles. Le mauvais succès de cette entreprise semblait promettre au Danemark une paix durable. Christiern en profita pour se faire couronner solennellement. La cérémonie eut lieu à Copenhague. Jean Bugenhag sacra le prince ; c'était un disciple de Luther, pasteur à Wittenberg, et professeur de cette université. Le choix d'un ministre protestant dans des fonctions dont s'honorait jadis le primat du Nord, annonça à toute l'Europe que le protestantisme était désormais en Danemark la religion du prince et de l'État, et que ce pays d'obédience, où les papes régnaient jadis à l'égal du souverain, échappait pour toujours à l'influence pontificale.

Bugenhag désigna parmi les ministres protestants les surintendants qui devaient remplacer les évêques. La simplicité de leur consécration contrastait avec la pompe romaine; on chanta quelques hymnes, et Bugenhag, après leur avoir imposé les mains, leur rappela en peu de mots les devoirs de leurs nouvelles fonctions. On s'occupa ensuite de dresser

un formulaire de foi et de discipline qui devait être la règle ecclésiastique de tout le royaume. Il fut rédigé en latin sous le titre *Ordinatio ecclesiastica*, et approuvé par Luther et les docteurs les plus célèbres de l'université de Wittenberg. Les ordres mendiants furent supprimés ; mais Luther obtint du roi qu'il conserverait les chapitres de chanoines, auxquels on confia le soin de connaître des causes matrimoniales. Dans chaque diocèse on nomma un grand bailli qui fut chargé de l'administration du temporel, en ce qui regardait le revenu des églises, des hôpitaux et autres établissements qui jusque-là avaient dépendu des évêques catholiques.

L'électeur palatin fit une dernière tentative ; il leva des troupes, et, comptant sur un secours considérable, que les Hollandais devaient mettre à sa disposition, il se préparait à attaquer simultanément le Danemark par une flotte, le Holstein et le duché de Prusse par deux armées allemandes : l'activité du roi et l'attitude des villes hanséatiques firent avorter cette tentative.

Quelques dissentiments s'étaient élevés entre Gustave et Christiern, mais ils furent bientôt levés, et le traité de Bromsebro rapprocha étroitement les deux cours. Cependant les Flamands avaient commencé les hostilités contre le Dane-

mark, en s'emparant, sur les côtes de Norvége, d'un vaisseau richement chargé. Christiern, sans se croire autorisé par cet exemple, envoya à la régente une déclaration de guerre en forme, et donna ordre à Gyldenstierne d'aller croiser avec l'escadre royale devant les ports de la Hollande; mais la tempête rendit inutile cette expédition. Le commerce souffrait de cette guerre; et comme les Danois étaient les maîtres de la Baltique, leurs ennemis se voyaient forcés d'interrompre toutes leurs relations avec le Nord. Enfin la paix de Spire mit fin à ces sanglants débats, dont la déposition de Christiern II avait été la cause ou le prétexte. Le Danemark avait un tel besoin de repos, que le roi resta sourd aux sollicitations de la ligue protestante, lorsque, après la bataille de Mühlberg, ils réclamèrent le secours que devait leur fournir Christiern, en vertu du traité de Brunswick.

Les derniers embarras de ce règne si agité furent occasionnés par les prétentions qu'élevaient les frères du roi sur le partage des duchés, et en particulier sur l'investiture du Sleswig, fief mouvant de la couronne. Christiern, craignant que ses ennemis ne profitassent de cette circonstance pour l'attaquer dans ses droits incontestables, déploya une grande fermeté et mit sur pied des forces considérables.

Cette affaire se termina par un compromis entre l'empereur, qui conféra l'investiture du Holstein, et Christiern, qui resta en possession d'accorder celle du Sleswig.

Les dernières années de ce règne furent paisibles et aussi prospères qu'on pouvait l'attendre d'une administration qui avait tout à fonder ou à réparer. Frédéric, fils aîné de Christiern, avait été désigné par les états comme héritier de la couronne; en 1548, il passa en Norvége, où ses droits sur ce royaume furent également reconnus. A la même époque, le roi donna la princesse Anne à Auguste, prince de Saxe, nommé bientôt après électeur. Il exigea, dit-on, de son beau-frère, qu'il ne s'approprierait aucune part des dépouilles de Frédéric, son ancien allié. L'ordre commençait à régner dans le royaume; la religion protestante s'était rapidement étendue dans toutes les classes de l'État, et même en Norvége, où le catholicisme avait succombé faute d'un appui extérieur. L'Islande résista plus longtemps; l'éloignement de cette île, la domination qu'y exerçaient les prêtres, l'âpreté de son climat qui donne au caractère des habitants une énergie sauvage, tout contribuait à la rendre hostile à l'établissement d'une religion qu'on prétendait lui imposer. Armesen, évêque de Holum, souleva le peuple, dé-

mark, en s'emparant, sur les côtes de Norvége, d'un vaisseau richement chargé. Christiern, sans se croire autorisé par cet exemple, envoya à la régente une déclaration de guerre en forme, et donna ordre à Gyldenstierne d'aller croiser avec l'escadre royale devant les ports de la Hollande; mais la tempête rendit inutile cette expédition. Le commerce souffrait de cette guerre; et comme les Danois étaient les maîtres de la Baltique, leurs ennemis se voyaient forcés d'interrompre toutes leurs relations avec le Nord. Enfin la paix de Spire mit fin à ces sanglants débats, dont la déposition de Christiern II avait été la cause ou le prétexte. Le Danemark avait un tel besoin de repos, que le roi resta sourd aux sollicitations de la ligue protestante, lorsque, après la bataille de Mühlberg, ils réclamèrent le secours que devait leur fournir Christiern, en vertu du traité de Brunswick.

Les derniers embarras de ce règne si agité furent occasionnés par les prétentions qu'élevaient les frères du roi sur le partage des duchés, et en particulier sur l'investiture du Sleswig, fief mouvant de la couronne. Christiern, craignant que ses ennemis ne profitassent de cette circonstance pour l'attaquer dans ses droits incontestables, déploya une grande fermeté et mit sur pied des forces considérables.

cette expédition périlleuse; mais Frédéric voulut s'y associer, et il fut convenu que les charges et les avantages de la guerre seraient partagés entre tous les princes de Holstein et le monarque danois. L'armée fut bientôt prête, et l'on en confia le commandement à Rantzow. On emporta d'abord la place de Meldorp, un des forts qui commandaient l'entrée du pays. La conduite des habitants fut héroïque; les femmes combattaient avec autant d'acharnement que des soldats aguerris. Cette résistance exaspéra le vainqueur, qui passa au fil de l'épée tout ce qui se trouvait dans la ville, sans distinction d'âge ni de sexe. Déjà la partie méridionale de la province était conquise : l'armée marcha sur Tilbourg, du côté du nord, et s'en empara sans beaucoup de peine, parce que la ville avait été dégarnie pour la défense de Hemmingstadt, que l'ennemi croyait menacé. Une grande sécheresse favorisait la marche des Danois dans ce pays de marécages; il ne restait plus qu'à forcer Heyde, où résidaient les sénateurs ou anciens. Les Ditmarses y avaient réuni leurs forces. C'est dans ce dernier asile qu'ils s'apprêtaient à faire le sacrifice de leur vie plutôt que de renoncer à leur liberté. Quand leurs remparts furent abattus, ils se retranchèrent dans les rues, repoussèrent plusieurs fois l'ennemi, dont les pertes

posa le surintendant protestant ; mais bientôt après il fut décapité, et l'île se soumit à la religion comme au gouvernement des Danois.

Christiern II travailla avec zèle au rétablissement de l'université de Copenhague; il affecta à cette institution des fonds considérables, et voulut qu'elle eût désormais pour protecteur le chancelier du royaume. La législation danoise, après tant de changements, avait besoin d'être refondue ; il la modifia, aussi bien que celle des duchés, par des règlements pleins de sagesse. Il mourut à Colding, âgé de cinquante-six ans, après en avoir régné vingt-quatre. Il eut de Dorothée de Saxe-Lauenbourg : trois fils, Frédéric, qui monta après lui sur le trône ; Magnus, dont nous avons déjà parlé dans le règne de Jean IV, et Jean, surnommé le jeune duc de Sleswig-Holstein. Anne, sa fille aînée, fut mariée à Auguste, duc de Saxe, et depuis électeur ; Dorothée épousa Guillaume de Lunebourg, souche des électeurs de Hanovre.

La mort de Christiern II suivit de près celle du roi de Danemark. Frédéric II prit les rênes de l'État, et ouvrit son règne par une entreprise contre les Ditmarses, dont l'indépendance avait été reconnue par la paix de Lubeck. En 1436, Adolphe, duc de Holstein-Gottorp, avait conçu le premier

l'artillerie ; ils se virent aussitôt environnés par l'armée danoise, et prêtèrent serment de fidélité (1). Le pays fut partagé en trois portions égales, dont une échut au roi, et les deux autres aux ducs.

La solennité du couronnement de Frédéric suivit de près cette victoire. La noblesse ne négligea point dans cette circonstance d'étendre encore les priviléges de son ordre ; la capitulation royale portait, entre autres articles, que le souverain ne pourrait conférer les libertés et les priviléges de la noblesse à aucun roturier ; que nul étranger ne serait admis dans le sénat ; qu'aucun gentilhomme ne pourrait être arrêté ni emprisonné ; que la guerre ne serait déclarée que du consentement des états ; et enfin que le roi ne se regarderait comme tel qu'en vertu du libre droit d'élection.

Magnus, frère du roi, peu satisfait de sa part d'héritage dans les duchés, vit dans les troubles qui agitaient alors la Livonie, un moyen de s'élever au rang de prince indépendant. On a vu précédemment que l'Ordre Teutonique, menacé par les armes de Jean IV, s'était inutilement adressé à Gustave, qui, peu de temps après, signa la paix avec le tsar. De nouvelles attaques de la part des Russes

(1) Cilicius Cimber.

forcèrent les Livoniens à implorer le secours du roi de Danemark. Christiern III était encore sur le trône; il acheta l'île d'OEsel et la province de Wick qu'il destinait à Magnus, son second fils. A la mort de Christiern, Frédéric II termina cette transaction, joignit à l'île d'OEsel le diocèse de Courlande, et donna l'investiture de ces provinces à son frère, qui, en retour, dut renoncer à ses droits sur le Holstein.

Le roi envoya des ambassadeurs à Jean, pour le prier en son nom, et de la part de l'empereur Ferdinand, de ne plus inquiéter la Livonie; en même temps le jeune prince partit pour OEsel. Nous avons vu précédemment que Magnus trop confiant dans sa fortune, et resserré entre la Suède, la Pologne et la Russie, se vit forcé de devenir l'instrument de la politique du tsar. Revel passa sous la domination suédoise, et depuis ce temps ces provinces devinrent le théâtre d'une lutte qui finit par assurer la prééminence de la Russie dans le Nord.

Éric avait succédé à Gustave Vasa; presqu'à la même époque, le Danemark et la Suède obéissaient à deux jeunes princes, plus jaloux de se signaler que de suivre la politique prudente de leurs pères. Dès le règne de Christiern III, une question assez futile en elle-même avait occasionné un refroidis-

sement entre les deux cours. Le prince danois avait conservé dans son écu les trois couronnes, ce qui semblait annoncer la prétention de faire revivre ultérieurement l'union de Calmar. Cependant Christiern et Gustave sentaient trop la nécessité de rester unis, pour faire de cet incident un sujet de rupture. Éric XIV, dès son avénement au trône, éleva des réclamations à ce sujet, et voyant qu'elles restaient sans effet, il ajouta aussi à son écu les armes de Norvége et de Danemark. Cette sorte de défi n'en fut pas moins suivie d'un renouvellement d'alliance, mais il était aisé de prévoir que la guerre éclaterait à la première occasion ; elle ne tarda pas à se présenter. En 1563, on vit arriver à Copenhague une ambassade suédoise qui se rendait auprès du landgrave de Hesse dont Éric recherchait la fille. Le chef de cette mission était Sten Ericsson, que l'on savait très-opposé aux intérêts du Danemark. Le grand chancelier, soit excès de précaution, soit que les propos peu mesurés de Sten lui eussent fait concevoir quelques soupçons, retint les ambassadeurs sous divers prétextes. Sten, blessé de ce procédé, prit le parti de s'éloigner sans passe-port ; mais il fut arrêté malgré sa résistance et consigné provisoirement dans la maison qu'il occupait. Bientôt un envoyé danois revint

de Suède avec la nouvelle qu'Éric se préparait à la guerre. Alors, contre le droit des gens, on conduisit les ambassadeurs suédois au château de Callenbourg, où ils restèrent deux ans prisonniers. Éric voulut mettre de son côté toutes les apparences du bon droit, et fit à son rival des ouvertures pacifiques. Un second incident rendit la rupture inévitable. Deux flottes, l'une danoise et l'autre suédoise, se livrèrent un combat très-vif près de Bornhlom; selon toutes les apparences, la dernière flotte avait pris l'offensive (1). Les Suédois firent environ six cents prisonniers qu'ils conduisirent à Stockholm, où les humiliations ne leur furent pas épargnées. Lubeck prit parti pour Frédéric, et la guerre allait éclater malgré l'intervention de la reine d'Angleterre, de la Pologne, de l'électeur de Saxe et du landgrave Philippe.

Une lettre d'Éric à Élisabeth fut interceptée par un officier danois. Le prince y sollicitait la main de la reine à l'instant même où il demandait celle de la fille du landgrave. Frédéric ne put se refuser la satisfaction de communiquer cette missive à Philippe, qui, justement irrité d'un procédé si étrange, congédia aussitôt les ambassadeurs sué-

(1) Mallet, Chytræus, de Thou.

dois et fiança la princesse au duc Adolphe de Holstein.

Tout accommodement était désormais impossible. Le Danemark et la régence de Lubeck déclarèrent la guerre à Éric, et Frédéric fit répandre en Suède un manifeste justificatif, et dans lequel il rappelait les avantages dont ce pays avait joui sous les rois de l'union.

L'armée danoise pénétra en Suède par le Holland, et emporta Elfsbourg. Les provinces de Smaland et de Westrogothie, la Scanie et quelques districts de Norvége furent tour à tour envahis et délivrés; les avantages et les pertes se balançaient sur mer et sur terre, cependant l'amiral suédois Horn battit la flotte danoise à la hauteur de Bornholm. L'année suivante, 1565, Varberg fut pris par les Suédois : parmi les étrangers qui combattaient avec les Danois, se trouvait Pontus de la Gardie, gentilhomme français, dont la famille, adoptée par la Suède, se rendit célèbre dans le Nord. Rantzow essaya de reprendre Varberg; enveloppé par des forces supérieures, il battit l'ennemi, lui tua beaucoup de monde et le força à la retraite. Quelques années après, ce général se couvrit de gloire, et sortit d'une position non moins critique à

l'instant même où les chefs suédois et les Danois eux-mêmes le croyaient perdu.

Les hostilités continuèrent jusqu'à la déposition d'Eric XIV que les Suédois remplacèrent par Jean, son frère. Le roi de Danemark, au lieu de profiter des troubles dont la Suède était devenue le théâtre, conclut une trêve avec Jean, soit qu'il jugeât prudent de laisser l'ennemi s'affaiblir par une guerre civile, soit qu'il voulût mettre ce temps à profit pour organiser ses ressources. En effet, si les Danois avaient eu souvent l'avantage sur terre, leur flotte avait considérablement souffert, et l'amiral Horn l'avait tellement maltraitée en plusieurs rencontres, qu'il fallait du temps pour la remettre en état de tenir la mer. La paix fut signée à Roschild aux conditions suivantes : les deux rois pourraient porter les trois couronnes du Nord dans leur écu, sans s'attribuer par là aucun droit sur les états l'un de l'autre; la Suède renoncerait à toutes ses prétentions sur la Norvége, le Halland, le Blekingen, la Scanie et l'île de Gothland; de son côté, le Danemark reconnaîtrait l'indépendance de la Suède, de droit comme de fait; les provinces et les places fortes conquises dans la dernière guerre seraient rendues à leurs souverains respectifs; Magnus

garderait Lauenbourg, l'île d'Œsel, le diocèse de Revel et de Courlande, sans que les Suédois le troublassent dans cette province; enfin la Suède devait payer au Danemark une indemnité pour les frais de la guerre. Frédéric signa ce traité, de sorte qu'on n'attendait plus que la ratification du roi de Suède. Ce prince, se voyant affermi sur le trône, prétendit que ses ambassadeurs avaient outre-passé leurs pouvoirs. Il publia un manifeste pour justifier cette mesure, demanda du secours à Sigismond, son beau-frère, et se hâta de mettre ses frontières en état de défense. Au commencement de l'année suivante, la flotte danoise et celle de Lubeck s'emparèrent du port de Revel et y capturèrent plusieurs vaisseaux marchands. Varberg, assiégé par Frédéric, se rendit après une défense opiniâtre qui coûta la vie aux généraux Rantzow et Brokenhus. Les Suédois se vengèrent de cet échec en dévastant la Scanie et le Blekingen, tandis que le Smaland était envahi par l'armée danoise. La Norvége ne fut pas épargnée dans cette guerre de représailles où l'on se faisait de part et d'autre tout le mal possible sans autre résultat que l'incendie des villes et des bourgs, et le massacre ou la ruine des populations. La paix de Stettin, ménagée par la médiation de l'empereur, du roi de France

et de plusieurs princes d'Allemagne, désarma ensuite les deux puissances belligérantes, et n'apporta que de légères modifications à la convention de Roschild. Cette lutte si longue et si sanglante n'avait servi qu'à séparer; par une démarcation plus profonde, deux États dont le génie de Marguerite n'avait pu détruire les rivalités.

La paix de Stettin permit à Frédéric de s'occuper des affaires de l'intérieur. Après avoir réglé les différends qui s'étaient élevés entre les ducs de Holstein et de Sleswig, il épousa Sophie, fille du duc de Mecklenbourg. Cette princesse lui donna successivement deux filles, Elisabeth et Anne, et un fils, nommé Christiern, qui porta depuis la couronne. Quelques années s'écoulèrent sans événement important, lorsque la mort de Magnus tourna l'attention de Frédéric sur la Livonie. Après de longues négociations et des efforts inutiles, il céda au roi de Pologne tout ce qu'avait possédé Magnus dans cette province, et se réserva l'île d'Œsel. Ce prince mourut en 1588, dans la cinquante-quatrième année de son âge; il encouragea les lettres et les sciences, étendit ses libéralités jusque sur les savants étrangers, persuadé que le mérite qui sert la cause de l'humanité tout entière a des droits réels à la munificence de tous les souverains éclai-

rés. Les théologiens de Magdebourg, Sturmius, professeur de Wittenberg, Philippe Melanchton, reçurent de lui des encouragements. Tycho-Brahé dut à sa protection de pouvoir se livrer aux sciences astronomiques : le roi lui donna l'île de Hwen dans le canal du Sund, et y fit construire à ses frais l'observatoire d'Uranienborg.

Outre Christiern, ce prince eut encore de Sophie Ulric, nommé évêque de Sleswig en 1622, et Jean qui mourut la même année à Moscou, fiancé à la fille de Godounof. Deux autres filles, Augusta et Hedwige furent mariées, la première, au duc Adolphe de Holstein-Gothorp, et la seconde à l'électeur de Saxe.

CHAPITRE XXIX.

Tandis que le Danemark s'affaiblissait de règne en règne par les empiétements de la noblesse, la Suède, affermie par le génie de Gustave Wasa, se recueillait dans ses institutions, et menaçait de répandre au dehors cette activité inquiète qu'elle avait si longtemps tournée contre elle-même. Eric, en montant sur le trône, semblait n'avoir qu'à

suivre les traces de son père. Ce jeune prince, dont l'esprit était cultivé et naturellement juste, se montrait, en certaines occasions, prudent jusqu'à la méfiance, tandis que, par un contraste étrange, ses actes les plus sérieux portaient le caractère de l'irréflexion et de la bizarrerie.

Ses frères Jean, Magnus et Charles, avaient été désignés par le testament du feu roi, le premier, duc de Finlande, le second duc d'Ostrogothie, et le troisième duc de Sudermanie. L'intention de Gustave, en donnant des fiefs si étendus à ses fils, était, comme il le dit lui-même, de les élever assez au-dessus des autres seigneurs pour que l'ambition et la jalousie de ces derniers ne pussent les atteindre. Mais en évitant un péril, il jetait entre les frères les germes d'une rivalité non moins dangereuse. Éric commença par mettre des bornes au pouvoir des ducs et par fixer les droits du souverain à leur égard. Il trouva la noblesse favorable à cette mesure, en ordonnant la restitution aux familles nobles de tous les biens qui leur avaient appartenu, sauf le cas où il serait prouvé qu'ils avaient été la propriété des Wasa. Plus tard ce droit de répétition fut étendu aux paysans libres.

Après son couronnement, 1561, le roi nomma des comtes et des barons, déclarant qu'il fallait

des dignités héréditaires dans un royaume héréditaire. « Cette innovation, dit Geier, fut suivie de la création de comtés et de baronnies, transmissibles aux aînés de famille : c'étaient des fiefs de districts, de paroisses ou de domaines, auxquels étaient attachés le droit de justice, et celui d'y percevoir les revenus de la couronne. Svante Sture, Pierre Brahé et Gustave Johausson Roos, furent faits comtes. Le roi leur mit lui-même la couronne sur la tête et leur dit, en les touchant de son épée sur l'épaule : « Faites vaillamment pour le roi et la patrie. » En élevant le baron Sture Leyonhufvud à la dignité de baron, il dit à ce seigneur, qui s'était agenouillé : « Levez-vous, baron Sture ; » et il lui posa également une couronne de moindre dimension sur la tête. La proclamation des hérauts semblait s'adresser aux ducs ; elle était ainsi conçue : « Le roi de Suède, des Goths et des Vandales est *un*, et quoique plusieurs couronnes brillent ici, sachez qu'il n'y a qu'une couronne royale. » Il créa aussi des chevaliers, et il dit à chacun d'eux en lui donnant l'accolade : « De païen vous êtes devenu chrétien, aujourd'hui vous êtes chevalier. »

L'année suivante, on restreignit l'obligation imposée à la noblesse d'équiper des cavaliers. Un comte eut la faculté de désigner trois terres qui

seraient exemptes de cette charge, un baron deux, et un noble une seule, celle où il résidait. Telle est l'origine des biens privilégiés en Suède.

Les projets de mariage du roi ne tardèrent pas à mettre en évidence le côté faible de son caractère. Il briguait simultanément la main d'Élisabeth d'Angleterre, celle de Marie d'Écosse, et sans rompre les négociations, il demandait en mariage la princesse Christine de Hesse, et se faisait donner des renseignements minutieux sur les agréments personnels de Renée de Lorraine, petite-fille de Christiern II. On a vu, dans le chapitre précédent, quelle fut l'issue de la négociation matrimoniale entamée avec le landgrave de Hesse. Toutes ces fausses démarches l'entraînèrent dans des dépenses ruineuses, et l'on peut dire de lui qu'il paya plus cher pour s'attirer un refus, qu'il n'en coûta à aucun prince de Suède pour les frais d'un établissement réel. Aussi, dès la seconde année de son règne, se vit-il obligé de faire un emprunt au duc de Finlande, son frère.

L'occupation de Revel, par les Suédois, faillit être l'occasion d'une rupture avec la Russie. Jean épousa bientôt après Catherine, sœur de Sigismond, roi de Pologne. Cette alliance lui donna l'espoir de se rendre indépendant de la Suède.

Les discussions entre les deux frères prirent bientôt un caractère d'aigreur qui faisait présager une rupture prochaine. Le duc était de retour en Finlande, lorsque parut l'ordre du roi à la noblesse finoise de passer en Livonie pour y servir la Pologne. Jean recevait en même temps l'injonction de se rendre à Stockholm pour y rendre compte de sa conduite ; sur son refus, il fut accusé par Eric de provocation à la révolte, et condamné à mort par les états. Attaqué dans son château d'Abo, le duc fut forcé de capituler. On le transporta au château de Gripsholm, dans une chambre au-dessous de laquelle se trouve le cachot où fut relégué depuis l'infortuné Éric. Catherine n'abandonna point son époux dans sa mauvaise fortune ; on lui offrit un château et un revenu considérable si elle voulait quitter le duc. Pour toute réponse, elle montra son anneau sur lequel était gravée cette devise : *Nil nisi mors*. Éric voulut alors transporter à Magnus les fiefs du prince captif, avec l'expectative de la couronne. Peu de temps après cette offre, qui ne fut point acceptée, l'aliénation de Magnus en rendit désormais l'exécution impossible ; la noblesse manifestait son mécontentement, le roi se dispensa de la convoquer aux diètes ; il s'entoura de favoris qui excitèrent sa méfiance

naturelle, et bientôt les délations se succédèrent : les condamnations à mort devinrent de plus en plus fréquentes, enfin il osa faire couler le sang des nobles, et dès lors il chancela sur son trône. Les affaires de Livonie et le démêlé des trois couronnes amenèrent la guerre avec le Danemark ; nous en avons rapporté les circonstances principales en traçant le règne de Frédéric II. Cette guerre et celle de Livonie épuisaient la Suède. On trouve qu'en 1566, un employé du roi fut condamné à la potence parce qu'il avait enrôlé des femmes pour le service militaire dans la Sudemanie. Un curé de Söderköping étant mort, son cercueil fut porté au cimetière par des femmes, parce qu'il n'y avait plus d'hommes pour lui rendre les derniers devoirs.

Éric était assiégé par des craintes continuelles; il voyait partout des conspirateurs, et ceux sur lesquels tombaient ses soupçons étaient traités comme des coupables. La conduite du prince et le caractère des nobles suédois rendaient, au reste, ces soupçons assez plausibles. Cependant le duc Charles demandait à être investi de son fief; Éric nourrissait d'autres projets : il convoqua les états et porta à leur connaissance les indices d'une conspiration où se trouvaient impliqués quelques sei-

gneurs dont le plus grand crime était de porter ombrage au roi et à son favori Pehrsson. Parmi eux, on remarquait Nils Sture, qui avait été envoyé en Lorraine pour y négocier le mariage du roi, et qui revenait précisément de sa mission avec le consentement de la princesse : son séjour à Stralsund, où plusieurs ministres étrangers travaillaient au rétablissement de la paix dans le Nord, aigrit encore la méfiance d'Éric, qui le fit jeter en prison. Quelques jours après, sur la nouvelle que le duc Jean s'était évadé de sa prison, Éric, un poignard à la main, courut à la prison de Nils Sture, et le blessa au bras. L'assassinat fut consommé par un neveu de Pehrsson. Encore couvert du sang de la victime, le prince fit ouvrir le cachot du père, Svante Sture : il se précipite aux genoux du vieillard en s'écriant : « Pour l'amour de Dieu, pardonnez-moi ! — Tout, répondit Svante ; mais si mon fils a couru quelque danger, vous m'en répondrez devant Dieu. — Voyez, reprit le roi en lui montrant le cadavre de Nils ; eh bien ! il faut que vous subissiez le même sort. » Là-dessus, il sortit comme en démence, et revint bientôt avec l'ordre de mettre à mort tous les prisonniers, à l'exception de Sture ; l'ambigüité de cet ordre sauva Sture Leyonhufvud, et Sture Baner ; Svante Sture, Éric Sture,

Abraham Stenbock, et Ivar Ivarsson furent aussitôt massacrés.

Il est à remarquer que Pehrsson obtint des états l'arrêt de condamnation après le meurtre des accusés. Le roi ne tarda pas à donner des signes non équivoques d'une démence complète. Après avoir erré longtemps dans les bois, il fut reconnu et rentra à Stockholm où il fit son entrée les mains et les yeux levés vers le ciel (1). Dans une entrevue qu'eut le roi avec Jean, il se jeta aux pieds du prisonnier et le salua comme son souverain; il était frappé de l'idée que son frère était sur le trône, et qu'il avait perdu lui-même la liberté. Peu de temps après, il épousa Catherine Mänsdotter, fille d'un sous-officier, apres avoir porté ses vues sur les plus hautes alliances de l'Europe. La démence d'Éric explique suffisamment le mauvais succès de la guerre de Livonie et les avantages que les Danois remportèrent à cette époque dans le cœur du royaume; cependant la flotte suédoise compensa tous ces revers et resta maîtresse de la Baltique.

Jean, après avoir obtenu son élargissement, se rapprocha de son frère Charles; informé qu'Éric s'était engagé à livrer au tsar la princesse Cathe-

(1) Geier, chap. XI.

rine, pour acheter à ses dépens l'alliance des Russes contre la Pologne, le duc crut qu'il était temps d'agir. Le mécontentement était si général, que le parti du roi ne put comprimer la révolte. Pehrsson fut livré et décapité, après avoir déclaré dans les tortures qu'Éric avait donné l'ordre de faire périr ses deux frères.

Les princes entrèrent à Stockholm le 29 septembre 1567. Éric fut déposé et soumis à toutes les rigueurs de la plus étroite captivité. Ce traitement envers un homme en démence, et qui avait porté la couronne, fait peu d'honneur aux mœurs de l'époque, et témoigne de l'irritabilité qui fut l'héritage commun de la lignée de Gustave Wasa. Plusieurs tentatives d'évasion, et des conspirations, dont le but était la délivrance du royal prisonnier, causèrent enfin sa perte; sur une décision du sénat, le fils aîné du libérateur de la Suède fut empoisonné à Orbyhus, après neuf ans d'humiliations et de tortures.

Jean III succéda à Éric; mais Charles, sans avoir le titre de souverain, partagea de fait le pouvoir suprême. Les priviléges de la noblesse furent renouvelés, sous la condition que la couronne resterait héréditaire. Le traité de Stettin mit fin à la guerre de la Suède contre le Danemark. Jean donna

une sérieuse attention aux affaires de la Livonie, dont le récit appartient au règne de Jean le Terrible. Les exigences de la Pologne devenaient menaçantes pour la Suède, lorsque l'élection de Sigismond, fils de Jean, à la diète de 1572, mit un Wasa sur le trône des Jagellons; mais les conditions de la paix furent mal observées, et Sigismond se contenta de promettre que la Livonie suédoise retournerait aux Polonais, quand la mort de son père lui laisserait la faculté de disposer de cette province comme roi de Suède.

Catherine était zélée pour les intérêts du catholicisme; elle se servit de toute son influence sur l'esprit du roi pour réhabiliter la religion proscrite, ou du moins pour en concilier les dogmes avec ceux de l'Église protestante. L'état où se trouvait le culte semblait en effet appeler toute la sollicitude d'un prince religieux. Malgré les efforts de Gustave, le catholicisme régnait encore en Suède, quoique sous un autre nom, ou plutôt telles étaient l'ignorance et la confusion où le peuple était plongé, qu'il se croyait encore catholique, quoique les chefs du clergé fussent luthériens. Bientôt des réformes adroitement ménagées manifestèrent les tendances de la cour. Jean demanda au pape d'instituer des prières, dans tout le monde chrétien,

pour la restauration du catholicisme dans le Nord; de permettre que la messe ne fût pas célébrée entièrement en latin; que les laïques pussent aussi toucher le calice dans la cène; que les évêques fussent soumis à la juridiction royale, en ce qui regardait les causes capitales et les crimes de lèse-majesté; qu'aucune contestation ne fût élevée sur les biens ecclésiastiques qui avaient fait retour, soit à la couronne, soit à des particuliers; que le collége de Stockholm, où l'on enseignait secrètement la théologie, fût autorisé, et qu'on dispensât les professeurs de porter l'habit religieux. Il réclamait aussi la promesse qu'on respecterait la sépulture des rois Gustave et Éric, et celle des nobles qui étaient morts dans le sein de l'église réformée; que le célibat, quoique encouragé, ne serait pas une condition indispensable de la prêtrise, et que le roi pourrait assister aux cérémonies du culte évangélique, jusqu'à l'entier rétablissement du catholicisme dans le royaume (1).

Le pape ne pouvait obtempérer à ces restrictions, qui eussent accrédité une religion mixte, dans laquelle le principe de la réforme aurait été virtuellement consacré. Le jésuite Possevin fut en-

(1) *Histoire de Suède*, chap. XII.

voyé en Suède pour y hâter le triomphe pontifical.

La mort de Catherine, en 1583, modéra le zèle de Jean; on lui avait fait espérer les duchés de Naples, de Bari et de Rossani, sur lesquels sa femme exerçait des prétentions; mais cette promesse, non plus que celle que lui avait faite le saint-père d'appuyer les intérêts de la Suède dans le traité de paix qui fut conclu à la même époque entre la Russie et la Pologne, ne fut suivie d'aucun effet. Soit inconstance, soit découragement, ou plutôt parce que Catherine n'était plus, il favorisa la réaction des protestants, qui fut plus prompte encore que ne l'avait été celle de la religion latine. Cependant il tenait par amour-propre à la liturgie qu'il avait adoptée, et qu'il regardait comme devant opérer la réunion des deux partis; il imposa même des peines sévères à tous les prêtres qui refuseraient de s'y conformer, ce qui fut la cause de nouveaux troubles et de nombreuses persécutions.

Le mariage du roi avec Gunnila Bielke, qui avait été dame d'honneur de Catherine, souleva des mécontentements, et donna plus de consistance aux démêlés qui s'élevaient sans cesse entre le prince et le duc Charles, au sujet des domaines et des droits de ce dernier, tant en Suède qu'en Livonie.

L'élection de Sigismond au trône de Pologne mettait la Suède dans une position particulière, le jeune prince étant appelé par sa naissance à succéder au royaume paternel. La noblesse voyait dans cette éventualité une occasion favorable pour ressaisir ses anciens priviléges; les statuts de Calmar, rédigés par Éric Sparre, et relatifs au gouvernement des deux États, expriment assez fidèlement cette situation qui n'était pas sans rapport avec l'ancienne union sous les princes de la maison de Danemark. Les articles principaux de ces statuts portent que la liturgie de Jean pourrait recevoir quelques modifications par un concile qui serait prochainement convoqué en Suède, et que Sigismond n'avait aucun droit d'y rien changer; que la Suède et la Pologne feraient une alliance offensive et défensive contre la Russie; que les deux États conserveraient leurs lois et libertés, et que les membres du gouvernement seraient choisis parmi les indigènes; qu'après l'avénement de Sigismond au trône de Suède, les affaires seraient administrées, lui présent ou absent, par sept seigneurs, dont un serait à la nomination du duc Charles; que les droits du duc resteraient tels qu'ils avaient été fixés par le dernier décret, et que le roi lui confirmerait, ainsi qu'aux comtes et barons, après la pres-

tation du serment, des fiefs héréditaires; que les hautes dignités du royaume seraient conférées à ceux que le sénat présenterait à la nomination du roi; que ni les deniers de l'État, ni le matériel des arsenaux, ne pourraient être transportés hors du pays. Les questions de guerre, de paix ou d'alliance, ne pourraient être résolues sans la participation du sénat; aucune ordonnance royale, émanée de Pologne, n'aurait force de loi en Suède sans leur consentement

Tout Suédois ne pourra être jugé qu'en Suède, et d'après la loi suédoise; l'appel des jugements rendus en Livonie ressortissait du sénat, les provinces conquises ou dépendantes du royaume ne pouvaient être administrées que par des Suédois, et selon la loi suédoise; en cas de révolte, les deux pays étaient solidairement engagés au rétablissement de l'ordre. Sigismond devait être couronné par un archevêque suédois non catholique: son fils aîné lui succéderait, par droit d'hérédité en Suède, et en Pologne, s'il était désigné par l'élection; le second fils serait investi d'un duché en Suède, mais il ne pourrait posséder en totalité ni la Finlande, ni la Livonie. Ce traité, conçu dans un intérêt purement aristocratique, avait été ratifié sans que le duc Charles en eût eu connaissance.

Jean se trouvait isolé depuis l'absence de Sigismond. Plus d'une fois les prétentions de la noblesse le rapprochèrent du duc Charles; mais bientôt il se livrait à ses soupçons et à ses emportements naturels. En 1588, après des communications tenues secrètes entre les deux rois, Jean publia un décret qui annonçait au peuple la levée d'une contribution de guerre en nature, et d'un impôt en argent à titre d'emprunt; il ordonnait en même temps aux nobles d'équiper les cavaliers selon les prescriptions de la loi, les engageant à faire preuve de zèle, parce qu'il était résolu à prendre lui-même la conduite de la guerre. Malgré la disette et la peste qui désolaient le Nord à cette époque, et en dépit des remontrances du sénat, Jean déclara qu'il irait en Livonie, dût le peuple tomber sous le fléau comme l'herbe sous la faux du moissonneur. Telle était son impatience, qu'il n'attendit pas que les troupes fussent prêtes, et qu'il s'embarqua à Stockholm, pendant un fort orage, avec la reine, le prince Jean qui venait de naître, les principaux sénateurs et les troupes qu'on avait pu réunir. Il paraît que l'intention du roi était de ramener Sigismond en Suède, et de le fixer auprès de lui en lui laissant le gouvernement des affaires. Ces bruits mécontentèrent les Polonais et les Suédois. Jean

fut obligé de quitter Revel, tour à tour supplié et menacé par les chefs, qui allèrent jusqu'à lui déclarer qu'ils déposeraient les armes s'il s'obstinait à poursuivre la guerre dans des circonstances si désastreuses. Jean, mécontent des nobles et séparé de son fils chéri, rendit toute sa faveur au duc Charles, qui fut chargé du gouvernement du royaume. Les deux années suivantes furent remplies par les tracasseries et les persécutions que la noblesse eut à endurer de la part de Jean, et par la guerre contre les Russes, qui rendit ces derniers maîtres de toute l'Ingrie; la belle défense de Horn dans Narva sauva toutefois l'honneur des armes suédoises. Sigismond avait signé la paix pour la Pologne; il avait obtenu pour la Suède un armistice d'une année. Jean expira au château de Stockholm, en 1592. Le duc Charles envoya son secrétaire à Sigismond pour lui notifier la mort de Jean, et l'informer qu'il gouvernait la Suède, conjointement avec le sénat, jusqu'à l'arrivée du nouveau souverain; il réclamait en même temps la médiation du roi dans les négociations entamées avec la Russie.

Charles ne négligeait rien pour attacher à ses intérêts les grands de Suède; il rappela ceux qui avaient été exilés sous le règne précédent, rendit

aux autres la liberté avec leur fortune, soit que leur disgrâce provînt de dissentiments religieux ou de causes politiques. Sigismond approuva cette modération, et confirma Charles dans le commandement provisoire que lui avait conféré le sénat.

Deux partis se formèrent en Suède : l'un favorable à Sigismond, l'autre au duc Charles. Dans le conflit qui ne pouvait manquer de s'élever entre les deux princes, les sénateurs entrevoyaient un accroissement de puissance, soit en servant les intérêts du duc contre le roi, soit en représentant en Suède l'autorité du prince légitime obligé de résider dans un royaume étranger. Charles demandait la convocation des états généraux, selon la coutume suédoise à l'avénement du souverain, et faisait valoir la nécessité de définir nettement à quelles conditions on livrerait la couronne à un prince qui ne professait pas la religion du pays.

Le synode d'Upsala s'ouvrit au commencement de l'année 1593 : on y confirma les libertés religieuses de la Suède, et toutes les innovations introduites dans le culte et la doctrine sous le règne précédent furent abolies; on adopta de nouveau le catéchisme de Luther et le rituel de Laurentius Petri. Ainsi la liturgie de Jean fut abandonnée

presque sans réclamation. Cette décision, qui fixait l'état religieux de la Suède, devait bientôt changer la face de l'Europe. Vers la même époque, Henri de Navarre écrivit à Charles pour lui proposer de former une grande lutte protestante. D'un autre côté, Sigismond prenait pour épouse la princesse Anne, petite-fille de l'empereur Ferdinand. Peu de temps après son mariage, il se rendit à Stockholm, où le duc Charles vint le recevoir. Le roi ne cachait point le mécontentement qu'il éprouvait de l'issue du synode d'Upsala; et le duc, traité avec peu de ménagement par les sénateurs du parti polonais, se retira en Finlande. Bientôt les jésuites qui avaient accompagné Sigismond, et les prêtres de Stockholm, s'attaquèrent dans leurs sermons, soutenus les uns et les autres par leurs adhérents; dans ce conflit, le sang coula dans les églises, et la protection du souverain enhardit les catholiques. L'année suivante, les états s'assemblèrent pour la solennité du couronnement, et pour celle des funérailles de Jean III. Cette dernière cérémonie fut l'occasion de graves désordres : le légat du pape fut chassé de la procession, et l'on menaça de mort les jésuites s'ils osaient mettre le pied dans l'église; plusieurs personnes affirmèrent avoir vu le sarcophage de Jean couvert de sang. Le duc, qui

assistait aux funérailles, s'était fait accompagner de trois mille cavaliers et fantassins. « Si Sigismond veut être votre roi, dit-il aux états, il faut qu'il accède à vos demandes. » Il déclara au roi qu'il devait faire toutes les concessions avant son couronnement; son discours fut accueilli par les acclamations du peuple; les paysans lui offrirent la couronne, mais il leur imposa silence. Les états, prosternés et en prières, s'engagèrent unanimement à défendre les résolutions du synode.

Un catholique ne pouvait remplir aucune fonction; le Suédois qui abjurait sa foi ou qui faisait élever ses enfants dans la religion catholique, perdait sa nationalité; enfin les catholiques seraient tolérés dans le royaume, mais ils ne pourraient exercer leur culte que dans la chapelle du roi (1). Sigismond se vit forcé d'accepter ces conditions, et le même jour il fut couronné dans la cathédrale d'Upsala, par l'évêque de Vesteras. Les droits de Charles comme duc furent reconnus sans contestation.

Le roi viola bientôt après ses promesses; le comte Éric Brahé, catholique zélé, fut nommé gouverneur de Stockholm; on fonda des séminaires; il

(1) Geier.

n'y avait plus de sûreté pour les protestants, qui étaient obligés de s'armer pour se rendre à l'église. Les provinces eurent des gouverneurs particuliers; il semblait que le roi prît à tâche de jeter le désordre et la confusion dans le pays, pour le forcer de guerre lasse à se retirer sans conditions sous son autorité. Les choses en étaient à ce point, lorsque Sigismond partit pour la Pologne. Le sénat exigea qu'il constituât le gouvernement en son absence, et le duc fut autorisé à administrer le royaume conjointement avec les sénateurs; mais les gouverneurs de provinces, forts de la protection royale, refusaient d'obéir, et le peuple, vexé par tous ces despotes, éclata en plaintes et en murmures. Les priviléges de la noblesse, exposés dans l'écrit connu sous le nom de *Postulata nobilium*, avaient été confirmés par Sigismond; cependant elle n'était pas encore satisfaite, et le sénat, appelé à partager le gouvernement de l'État avec le duc, crut pouvoir s'attribuer une part de la prérogative souveraine. La constitution rédigée par Éric Sparre, et qu'adopta le roi, en offre la preuve. C'était une oligarchie dominée par le sénat, décidant des affaires à la majorité des suffrages. Charles rejeta l'interprétation qu'on voulait donner à la décision royale. Il représenta que, d'après les lois de Suède,

le sénat délibérait comme conseil et non comme souverain. Pour ce qui regarde le gouvernement, écrivait-il au sénat, il n'y a pas de règle plus sûre que la loi de Suède et le serment du roi. Avant le départ du roi, le duc avait communiqué un projet dont ces principes étaient la base; mais Sigismond ne savait prendre que des demi-mesures : il s'appuyait sur le sénat qu'il craignait; il augmentait sa garde polonaise, mandait une flotte de Dantzik, et, s'entourant exclusivement d'étrangers, il excitait, par une partialité intempestive, la rivalité des Suédois et des Polonais, au lieu de leur accorder une égale protection. Charles accepta les fonctions de régent, et assuma la tâche difficile de concilier tant d'intérêts opposés.

Vers cette époque, en 1594, naquit Gustave-Adolphe au château de Stockholm. Charles solennisa la naissance de son fils par le rétablissement de l'Université d'Upsala; et l'année suivante, on conclut avec la Russie la paix de Teusin. Narva, Revel et toute l'Esthonie restaient au pouvoir des Suédois, qui devaient restituer Kexholm et le territoire dépendant de cette forteresse. Mais la guerre civile qui éclata en Finlande retarda l'exécution de ce traité, dont la ratification définitive n'eut lieu qu'en 1597. Nous passerons sous silence les

démêlés qui s'élevèrent entre le duc et le sénat, et qui furent suivis de la diète de Söderköping, où les nobles furent obligés de plier. De nouveaux troubles amenèrent celle d'Arboga qui consolida le pouvoir du régent; dès lors il entra ouvertement en lutte contre Sigismond. Le roi passa en Suède, décidé à reconquérir son royaume; Stockholm se déclara pour lui, mais la Suède proprement dite, la Dalécarlie et le Norrland, soutenaient le parti de Charles. Ce dernier, enveloppé par les Polonais, était perdu sans la générosité du roi, qui lui fit dire qu'il pouvait se retirer. Les négociations furent reprises; mais Charles, dont la flotte venait d'arriver, exagéra ses prétentions, et les hostilités recommencèrent.

Le combat de Stângebro, où l'armée royale fut entièrement défaite, eut pour résultat le traité de Linköping dont les conditions, violées par Sigismond, portèrent Charles IX sur le trône de Suède.

Sigismond venait d'abandonner son royaume sans délier toutefois ses partisans du serment d'obéissance qu'ils lui devaient, et laissant leurs biens et leur tête à la discrétion d'un vainqueur irrité. Stockholm, Calmar et Elfsbourg étaient encore occupées par les garnisons de ce prince, qui avaient ordre de résister aux armes comme aux séductions

de Charles, en attendant un prochain secours. En Finlande il fit publier qu'on livrerait au pillage les propriétés de quiconque entretiendrait des intelligences avec le duc. Les projets du roi, pour recouvrer le pouvoir en Suède, échouèrent tous faute de prudence et de résolution. La réaction contre le parti royal fut rapide et sanglante; la prison, l'exil ou la mort, atteignirent les nobles qui s'étaient attirés la haine de Charles, qui était plus porté par caractère à user de rigueur que de clémence. Jean Sparre, gouverneur de Calmar, fut accusé et mis à mort après la prise de cette ville, et dans les places de Vibourg et d'Abo, vingt-huit têtes tombèrent sous la hache de l'exécuteur. Le sang le plus précieux de la Suède coula dans cette période de vengeance, où, sous le voile du patriotisme, l'avarice et l'ambition se donnèrent pleine carrière.

Les états expédièrent à Sigismond un acte formel de destitution, mais le roi n'en tint aucun compte et fit mettre en prison le messager.

Charles, après avoir rétabli l'ordre en Suède, résolut de porter la guerre en Livonie; presque toutes les forteresses tombèrent en son pouvoir, mais il échoua devant Riga. La Pologne s'émut enfin; le roi manifesta l'intention de prendre lui-

même la conduite de la guerre ; cependant il renonça à ce projet et laissa le commandement de l'armée à Zamoïski. Alors les affaires changèrent de face, et les Suédois perdirent presque tous leurs avantages. La position de Charles n'était pas encore nettement définie ; il professait un grand respect pour la légitimité, et cependant la force des circonstances l'avait armé contre ses frères et son neveu. Ce même prince, qui avait sacrifié tant de nobles victimes à son ressentiment, et qui se croyait en droit de consommer la déchéance de Sigismond, déserteur de son royaume, et infracteur du testament de Gustave-Wasa, regardait Jean, frère du roi de Pologne, comme l'héritier légitime de la couronne de Suède. La guerre de Livonie, l'attitude de la Russie et du Danemark, tout était pour lui péril ou menace. La disette et la peste désolaient la Suède et la Finlande, le mécontentement était général. Le clergé lui-même, auprès duquel Charles ne passait pas pour orthodoxe, semait partout des germes de résistance.

Au milieu de toutes ces difficultés, il parvint à maintenir son autorité à force d'énergie et de conviction. Sur les instances réitérées du sénat, et après le refus du duc Jean, il accepta la couronne en 1604 ; Gustave-Adolphe fut reconnu prince royal, et son

frère cadet, prince héréditaire du royaume. S'ils ne laissaient pas d'enfants mâles, non plus que le duc Jean, la couronne devait passer à la fille aînée du roi. Tel fut l'acte de succession de Norköping, en vertu duquel le droit de succession dans la maison de Gustave-Wasa fut transporté à Charles et à sa postérité.

En 1605, Charles perdit en Livonie la bataille de Kexholm; mais, vaincus ou victorieux, les Suédois préludaient déjà par des actes héroïques aux succès militaires qui, sous le règne suivant, devaient les rendre les arbitres de l'Europe. En 1609, un traité d'alliance rapprocha le tsar Schouiski de Charles, et Jacques la Gardie et Horn battirent les Polonais qui soutenaient le second faux Dmitri (1). A la diète de l'année 1609, le roi demanda de nouvelles contributions pour la guerre; irrité par la résistance de la noblesse, il parla avec tant de feu, que les premiers symptômes d'apoplexie se manifestèrent. Depuis ce jour, ses forces déclinèrent sensiblement, quoique son activité restât la même. La guerre avec le Danemark devenait imminente; les motifs en étaient l'ancienne querelle des trois couronnes, les interdictions faites par le

(1) Voyez le chapitre XXVII de ce volume, au règne de Schouiski.

roi de Suède concernant le commerce de Riga, et les différends entre les deux cours sur la délimitation de leurs frontières respectives en Laponie. Les plénipotentiaires de Charles et de Christiern IV s'étaient réunis à diverses reprises, mais sans pouvoir rien conclure. Charles, qui désirait éviter une rupture, envoya son fils Gustave-Adolphe en Danemark, mais plus la Suède se montrait conciliante, plus Christiern crut devoir profiter de circonstances que la mauvaise santé de son rival et la jeunesse de Gustave lui faisaient regarder comme favorables. Les états furent convoqués à Orebro en 1610 ; le prince héréditaire y parla pour la première fois, parce que le vieux roi ne pouvait faire connaître son opinion que par des signes ou des paroles interrompues. Il repoussait avec emportement les propositions pacifiques des états qui s'imposèrent extraordinairement, soit par déférence, soit parce qu'ils comprirent que la guerre était inévitable. En effet, les hostilités commencèrent en 1611 par l'attaque et la prise de Calmar. La citadelle manquait de munitions ; le gouverneur Christersson fut obligé de capituler, et, craignant le ressentiment de Charles, il passa aux Danois. Cette conduite irrita tellement le vieux roi, qu'il envoya à Christiern un cartel, auquel on ne fit qu'une ré-

ponse injurieuse. Cependant les plénipotentiaires d'Angleterre et de Hollande ne négligeaient rien pour rétablir la paix dans le Nord. Charles quitta son camp pour tenir une nouvelle diète; il tomba malade en chemin, et mourut à Niköping, en 1611, à l'âge de soixante ans. Ce prince avait donné à la Suède le premier code de procédure. Il ordonna à tous les sénéchaux et juges de présider en personne les tings aux époques fixées; s'occupa d'améliorer toutes les branches de l'industrie, et régla les priviléges commerciaux des villes selon leurs ressources et leur situation. On lui doit la fondation de Gothenbourg, la seconde ville du royaume. Il avait sur le commerce et sur l'industrie des idées plus avancées que ne le comportait son siècle. L'exploitation des mines et la fabrication reçurent quelques encouragements sous son règne; enfin, les travaux du cadastre, commencés sous Gustave Wasa, furent terminés par son fils. On est étonné qu'au milieu des guerres civiles et étrangères, ce prince ait trouvé le temps de faire tant de choses, et que la même activité inquiète, qui lui faisait souvent dépasser le but dans les circonstances périlleuses, se soit renfermée dans une juste mesure lorsqu'il s'agissait d'établissements utiles, qui semblaient exiger surtout de la maturité et de la réflexion.

CHAPITRE XXX.

Deux règnes mémorables, celui de Christiern IV en Danemark, et celui de Gustave-Adolphe en Suède, nous présentent le Nord luttant contre le principe catholique à la faveur duquel la maison d'Autriche s'apprêtait à consommer l'asservissement de l'Europe. La destinée de ces deux princes fut bien différente : le premier, mal secondé, et malheureux autant que brave, survécut longtemps à ses revers ; l'autre, qu'on peut regarder comme le premier capitaine de son siècle, porta dans toute l'Allemagne la gloire des armes suédoises, et tomba au sein même de la victoire, laissant la postérité incertaine sur le but politique qu'il se proposait. La guerre de trente ans domine toute cette époque ; avant d'indiquer la part qu'y prirent les rois de Danemark et de Suède, jetons un regard rapide sur l'Allemagne elle-même. Nous montrerons d'abord l'Empire attaquant le Nord, où la réforme s'était réfugiée, et, rentrant dans le sujet de cette histoire, nous indiquerons la réaction du Nord dans cette longue lutte religieuse, où tant d'intérêts se trouvaient en présence.

La querelle dont la réformation avait donné le signal devait se renouveler au dix-septième siècle. Sous Charles-Quint et depuis ce prince, la paix ne prouvait que la lassitude des partis; la nécessité l'imposait, les prétentions réciproques des catholiques et des religionnaires en amenaient la rupture.

Comme le principe de la lutte était l'intérêt politique appuyé sur l'intérêt religieux, l'Europe chrétienne devait entrer en lice, soit par une coopération armée, soit par les voies diplomatiques.

Ainsi qu'au seizième siècle, les princes formaient leurs alliances en raison de leurs convenances particulières, soutenant sans le moindre scrupule les hérétiques, soit dans un but d'agrandissement, soit pour diminuer la puissance de la maison d'Autriche, dont les deux branches occupaient le trône impérial et celui des Espagnes.

Plus que jamais les cabinets se dirigeaient par les règles d'une politique déliée; les d'Ossat, les Richelieu, les Oxenstierna, triomphèrent tour à tour dans la conduite des négociations; ils étaient nés diplomates, mais les circonstances fécondèrent leur génie.

L'Autriche, en aspirant à la domination universelle, s'était fait des ennemis irréconciliables

des princes qu'elle avait dépoüillés; le corps germanique, frappé dans ses membres, frémissait sous le joug, et montrait aux peuples la liberté liée à la réforme : tels étaient les points d'appui des intrigues étrangères.

La diffusion des lumières et des richesses avait rendu les bourgeois raisonneurs et entreprenants; la commune, qui se souvenait d'avoir aidé les souverains contre la féodalité, retrouvait sous une autre forme les vexations dont elle s'était crue affranchie; tout en se persuadant qu'elle défendait ses croyances, elle combattait pour ses libertés.

Les princes de l'Empire prenaient parti pour ou contre la réforme, les uns par ambition, d'autres par nécessité, le plus petit nombre par conviction.

Entre les rangs des princes circulaient ces aventuriers pour qui les armes étaient un métier, véribles machines de guerre acquises au plus offrant. Ces hommes d'épée étaient l'effroi des populations; à la dévastation qu'exerçaient leurs bandes, le paysan ne distinguait qu'avec peine le passage de l'ennemi d'avec celui d'une armée alliée : avant tout il fallait faire vivre le soldat, et comme on manquait d'argent, le pillage était sa paye.

Cependant, au milieu de cette époque si agitée, apparaissent les dernières grandes figures de la che-

valerie féodale : un Mansfeld qui, regardant comme une honte d'expirer dans son lit, se fait couvrir de ses armes, et meurt debout ; un Pappenheim, catholique de bonne foi, téméraire jusqu'à la folie et zélé jusqu'au fanatisme, qui tombe à Lutzen en cherchant au plus fort de la mêlée le grand Gustave-Adolphe, et qui se console sur son lit de mort en apprenant que l'ennemi de sa foi est enseveli dans son triomphe ; un Vallenstein, qui porte le glaive comme un sceptre, et dont le sceptre qu'il a sauvé brise le glaive.

L'Allemagne apparaît comme un vaste champ de bataille ; la diplomatie alimente le feu de la guerre, et, tandis que l'or où le fer triomphe tour à tour, le génie change souvent la victoire en défaite.

Suivant les succès divers, les frontières religieuses s'étendent ou se resserrent ; jamais le dévouement aux chefs ne fut plus grand, car la foi s'identifie avec la fortune des armes. Dans le même temple où le parti impérial vient de solenniser le service catholique, le ministre protestant tonne contre le papisme. Tout est désordre et confusion ; toutes les forces de l'homme sont en lutte. L'intelligence s'élève à la hauteur du danger, c'est le laborieux enfantement du grand siècle. Catholiques, sectateurs de Luther, de Zwingle, ou de Calvin, tous

comprennent qu'après avoir triomphé il faut convaincre. La parole est désormais une puissance.

Rome voit ses adversaires désunis; elle sait que l'absolutisme religieux s'appuie sur l'absolutisme politique; la vieille Église redouble d'efforts; les jésuites sont partout où il y a danger pour la foi; cette milice active a quitté les austérités du cloître pour se mêler au monde qui va se perdre; elle prêche les vertus solides aux purs, elle s'insinue dans le cœur des faibles à la faveur de leurs passions secrètes : ce qu'elle veut d'abord, et à tout prix, c'est le salut de l'unité catholique, le reste viendra en son temps.

Dès les règnes de Ferdinand Ier et de Maximilien II, la guerre était imminente; l'ambition de Jean-Frédéric, duc de Saxe-Gotha, les prétentions de l'ordre Teutonique sur la Prusse et la Livonie, pensèrent la faire éclater; la prudence de Maximilien, qui se trouvait engagé dans une lutte périlleuse contre les Transylvains et les Turcs, retarda l'explosion de la guerre civile. Rodolphe II, gouverné par les jésuites, n'avait ni assez d'habileté pour tourner les difficultés qui menaçaient l'Empire, ni assez d'énergie pour les vaincre. L'apostasie de l'archevêque de Cologne, et le schisme de Strasbourg amenèrent la transaction de Hagenau,

qui fut bientôt suivie de l'union évangélique, dont la guerre de trente ans devait sortir. Les persécutions des catholiques semblaient provoquer une prise d'armes ; on parlait déjà tout haut d'anéantir les priviléges religieux de la Hongrie et de la Bohême, et d'étendre ces mesures à tous les États de l'Empire. L'interdiction du culte réformé à Aix-la-Chapelle, et le coup d'État frappé à Donauwert, furent comme les préludes des hostilités. Rodolphe, sévèrement admonesté par les princes unis, accorda tout ce qu'on lui demandait. Bientôt il se vit forcé de signer les lettres de majesté qui confirmaient les Bohémiens dans le libre exercice de leur religion. La succession de Juliers, à laquelle prétendaient l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, fut dévolue à l'archiduc Léopold que soutenaient l'Espagne et l'empereur. L'union évangélique, alarmée de cette prise de possession, conclut une alliance avec Henri IV, qui avait formé le projet de changer le système politique de l'Europe, en abaissant la maison d'Autriche.

Tandis que les puissances étrangères excitaient les mécontents de l'Allemagne, Mathias forçait son frère d'abdiquer la couronne de Bohême ; Rodolphe survécut peu à cette catastrophe, et Mathias lui succéda. Les persécutions contre les protestants

commencèrent avec plus de rigueur et de suite : Ferdinand, déjà désigné pour porter le sceptre d'Autriche, entra triomphalement en Autriche, et prit des mesures militaires qui soulevèrent de vives réclamations. La défénestration de Prague fut le signal de la guerre de trente ans. Les troupes impériales furent battues sur cette terre de Bohême, berceau de la réforme, et les comtes de Mansfeld et de Thurn chassèrent les partisans de Mathias de presque toutes les places qui leur restaient encore.

En 1619, Ferdinand monte sur le trône ; décidé à comprimer la révolte, mais arrêté par un refus de subsides, il forme une alliance avec la Bavière et la ligue catholique, tandis que les Bohémiens proclament sa déchéance. Le comte palatin Frédéric ose ceindre cette couronne, qui tombe de son front à la bataille de Weisberg.

Les supplices, l'exil, annoncèrent que le parti de Ferdinand était irrévocablement pris. L'union était dissoute, la Hongrie pacifiée, la Bohême humiliée et obéissante, la France indécise, l'Angleterre sans direction politique ; Ferdinand eût pu en venir à ses fins et achever l'œuvre de la restauration catholique par la clémence ; il préféra frapper ses ennemis à terre, et leur inspira ainsi le courage du

désespoir. Il croyait n'avoir plus qu'à partager ses conquêtes entre ses alliés.

Les chefs de l'union protestante s'adonnèrent alors à Christiern IV, roi de Danemark ; ce prince semblait répondre aux espérances que l'on plaçait dans son appui : il avait pris les rênes de l'Etat après une minorité paisible ; le Danemark était en paix avec la Suède, malgré le caractère guerrier des deux rois, et parce que les guerres entre la Russie et la Pologne avaient longtemps occupé l'activité de Gustave-Adolphe.

Christiern, de son côté, était gêné par les priviléges excessifs de sa noblesse, et quoique les conquêtes des Suédois dans la Livonie portassent préjudice à la marine et au commerce des Danois, il préférait les avantages que lui assurait le dernier traité à ceux qu'une guerre dans le Nord pouvait lui promettre.

Toutefois l'état de l'Allemagne attirait son attention ; dans le conflit des intérêts qui allaient se débattre tout près de ses frontières, il ne pouvait rester indifférent à la cause du protestantisme qui était celle de son royaume ; et il espérait en outre obtenir, en échange de sa coopération, quelque riche évêché pour son second fils Frédéric. Le rôle de protecteur de l'union lui assurait en même temps, sur le

continent germanique, une influence dont il pourrait au besoin s'armer contre la Suède. Les deux monarques du Nord étaient du reste dans une parfaite intelligence; ils avaient eu une entrevue sur les frontières du Halland, dans la ville de Halmstadt. L'électeur palatin était gendre du roi d'Angleterre et neveu du prince Maurice d'Orange; lorsqu'il eut perdu la couronne de Bohême, il s'adressa inutilement à son beau-père, et recourut à la protection de Christiern. Ce prince, retenu par les sages conseils de son ministre Rantzow, résistait aux sollicitations du palatin, et terminait, en attendant qu'il prît une résolution définitive, quelques démêlés au sujet de la succession du comté de Schaunbourg, et avec les Hambourgeois qui essayaient de se soustraire à la domination de la maison de Holstein.

Le roi bâtissait la ville de Glukstadt qui domine le cours de l'Elbe, donnait son nom à celle de Christiania, qui s'éleva sur l'emplacement d'Opslo, détruite par un incendie, et formait une alliance étroite avec Frédéric III, duc de Holstein-Gottorp.

Cependant les événements se pressaient : les Espagnols avaient envahi le Palatinat, et la spoliation de l'électeur venait de donner l'éveil à toute l'Europe. Mansfeld luttait encore contre le parti

impérial ; mais le découragement des chefs de l'union et le manque de ressources paralysaient son génie. Christian de Brunswick, qui se faisait appeler l'ami de Dieu et l'ennemi des prêtres, avait fait vœu de rétablir l'électeur, et mettait au service de cette cause presque ruinée sa bravoure chevaleresque qu'enflammait encore la passion qu'il avait conçue pour l'électrice. Ses premiers exploits furent heureux, mais bientôt, forcé de reculer devant Tilly, il vit le Palatinat de nouveau envahi par les Impériaux et les Espagnols. Ce fut à la suite de ces succès que Ferdinand disposa des États de l'électeur palatin en faveur de Maximilien de Bavière, des Espagnols et de quelques autres chefs dont il voulait récompenser la défection ou les services.

Tilly avait poursuivi Mansfeld et Christian dans la Westphalie, où il exerça toutes sortes de vexations sur les protestants. Ce fut alors que les cours de France et d'Angleterre, ainsi que la Hollande, Venise et la Savoie, sollicitèrent les États de la basse Saxe d'entrer dans leurs vues contre la maison d'Autriche. Le roi de Danemark, en sa qualité de duc de Holstein, et plus encore par la renommée qu'il s'était faite et par les ressources dont il pouvait disposer, apparaissait comme le chef le

plus capable de relever la fortune de l'électeur, en ralliant à lui toutes les forces protestantes. L'ambassadeur français des Hayes le pressait vivement tandis que le roi Jacques, l'électeur de Brandebourg et les Hollandais lui promettaient des secours. Christiern hésitait encore, lorsqu'il apprit que des ouvertures semblables venaient d'être faites à Gustave-Adolphe. La crainte que la gloire et les avantages d'une si grande entreprise ne devinssent le partage de la Suède le décida ; il accepta à Lauenbourg la dignité de capitaine général du cercle de la basse Saxe ; et tous les États, à l'exception des ducs Christian et Georges de Lunébourg, souscrivirent à cette capitulation. Le roi ne tarda pas à reconnaître qu'il aurait à soutenir presque seul tout le poids de la guerre. La Hollande seule remplit ses engagements ; il était trop tard pour reculer, les Impériaux et les Danois se concentrèrent sur les bords du Weser. Dans cette première campagne, les succès furent balancés. L'empereur voulut partager la gloire de Tilly, général de la ligue catholique ; il leva une armée en son nom, et en confia le commandement au célèbre Wallenstein. Ce capitaine se vit bientôt à la tête d'une armée nombreuse et dévouée, il s'avança vers le théâtre de la guerre, chassant l'enne-

mi, s'emparant des places fortes, et soldant ses troupes avec les contributions levées sur les vaincus. Tandis que les forces de Tilly étaient doublées par la jonction de Wallenstein, le roi était rejoint par Mansfeld et Christian qui lui amenaient un renfort d'Allemands, de Français et d'Anglais.

Dans la campagne suivante, les confédérés devaient se partager en trois corps pour forcer l'ennemi à abandonner ses positions. Tandis que les ducs de Weimar et de Brunswick se jetteraient dans la Westphalie, Mansfeld pénétrerait en Silésie et se joindrait à Bethlen Gabor, que les mécontents de Hongrie appelaient à leur secours, et le roi de Danemark défendrait le Weser et agirait selon les circonstances. Mansfeld, surpris par Wallenstein devant Dessau, essuya une déroute complète; mais sans se laisser décourager par ce revers, il eut bientôt formé une nouvelle armée avec laquelle il pénétra dans la Silésie; après avoir mis la Moravie à feu et à sang, il menaçait déjà la capitale de l'Autriche, lorsque, poursuivi une seconde fois par Wallenstein, et abandonné de ses alliés les Transylvains et les Turcs, il tomba malade en Hongrie, et couronna son aventureuse carrière par une fin chevaleresque.

Christiern était entré en Westphalie; Tilly, en

seraient mis sur le même pied que les grands d'Espagne, et qu'on verrait les évêques égaux aux aumôniers de la cour impériale. Ferdinand ne se proposait rien moins que de ruiner le commerce et la marine des Hollandais, et de soumettre la mer Baltique et les pays qu'elle baigne à la domination de la maison d'Autriche. Bientôt les ducs de Mecklenbourg furent mis au ban de l'Empire, et Wallenstein, déjà duc de Friedland, fut investi du duché de Mecklenbourg et de la charge de grand amiral de l'Empire dans la Baltique et l'Océan du Nord.

Bientôt Wismar et Rostock ouvrirent leurs portes à Wallenstein; mais ce grand homme ne pouvait improviser une marine : il essaya d'associer à ses intérêts les villes de l'hanse, dont la puissance, bien que déchue, pouvait se relever sous le patronage de l'Empire. On leur promit d'ouvrir à leur commerce la route des Indes; mais elles comprirent que, si leurs priviléges avaient été précaires tant qu'elles se trouvaient placées entre le Nord indépendant et l'Allemagne, elles ne tarderaient pas à perdre jusqu'à l'ombre de leur liberté, dès que le despotisme de la maison d'Autriche serait affermi. Alors Wallenstein jeta les yeux sur Stralsund, dont la possession pouvait lier les États de

bourg et le Holstein, où l'attendait l'armée de Tilly. Christiern n'était plus en état de résister, mais Ferdinand ne consentait à la paix qu'à des conditions si onéreuses pour le Danemark, que le roi crut devoir les rejeter. Alors Wallenstein et Tilly entrèrent dans le Holstein, tandis que les Impériaux envahissaient le territoire de Brême, et que Pappenhein s'apprêtait à faire le siége de Wolfenbuttel. Le duc de Lunébourg contenait les Etats de basse Saxe. La marche de Tilly, dans le Holstein, ne fut qu'une suite de triomphes et de dévastations; Wallenstein, qui le suivit de près, acheva de désoler cette malheureuse contrée. Le roi se retira dans le Jutland, et, ne s'y croyant pas encore en sûreté, il passa dans l'île de Fionie. Le Mecklenbourg n'avait pas encore été attaqué ; mais une fois maîtres de la plus grande partie du Danemark, les Impériaux résolurent de s'emparer des villes qui couronnent la côte méridionale de la Baltique : là ils comptaient trouver des ressources maritimes et équiper des flottes, qui leur permettraient de poursuivre, dans leur dernier asile, les hérétiques du Nord. Ces projets ambitieux alarmèrent Gustave-Adolphe; il comprit que l'instant était venu de tendre la main à Christiern : Wallenstein disait publiquement que bientôt les princes de l'Empire

posé les armes en de telles circonstances, sacrifiant ainsi la cause du Mecklenbourg et celle de ses coreligionnaires. Il crut sans doute qu'il était d'une bonne politique de laisser à la Suède alliée, mais toujours rivale de sa couronne, sa part de dangers et de sacrifices; quoi qu'il en soit, l'événement prouva combien le génie d'un seul homme peut mettre de différence dans des résultats nés de deux situations semblables.

Désormais Gustave-Adolphe va dominer toute cette période de la guerre de trente ans, comme cette guerre elle-même domine le dix-septième siècle. L'enfance de ce prince s'était écoulée au milieu des guerres civiles; comme Charles son père était éclairé, grave et courageux, et que sa mère Christine avait l'âme haute et généreuse, l'éducation de ce prince fut exempte de mollesse, et dirigée, pour ainsi dire, par les vertus de ses parents. A dix ans, on lui permettait comme récompense d'assister aux conseils publics et aux audiences des ministres étrangers. Les capitaines étrangers qui affluaient en Suède à cette époque, entretenaient le jeune Gustave des siéges et des batailles mémorables où ils avaient assisté. Tout gravait dans cette intelligence précoce et ardente; il écoutait non-seulement pour savoir, mais pour imiter. A

Mecklenbourg aux expéditions qu'il méditait contre le Danemark. Il somma les bourgeois de se rendre, et, sur leur refus, il jura d'emporter cette place forte, *fût-elle suspendue à la voûte du ciel.* La résistance brillante de Stralsund donna à Christiern le temps de respirer; les flottes danoise et hanséatique étaient partout, et les Impériaux, vainqueurs sur terre, voyaient leurs ennemis supérieurs dès qu'ils combattaient sur leurs mers natales. La Baltique elle-même semblait repousser le joug des descendants des Germains; des tempêtes furieuses détruisirent les flottes impériales, et Stralsund, dont les ports restaient libres, put recevoir des secours qui rendirent vaines toutes les tentatives du duc de Friedland. Gustave-Adolphe venait d'y jeter un renfort considérable; la guerre de trente ans touchait à sa troisième phase, la Suède s'était enfin déclarée. L'empereur vit le danger; en présence de ce nouvel ennemi, il crut devoir accueillir les offres pacifiques du duc de Holstein et du sénat de Danemark. Le traité de Lubeck arrêta les bases de la pacification entre Ferdinand et Christiern.

Toutes les conquêtes des Impériaux furent restituées au Danemark, et cette concession importante donne la mesure des appréhensions des catholiques. On peut reprocher à Christiern d'avoir

posé les armes en de telles circonstances, sacrifiant ainsi la cause du Mecklenbourg et celle de ses coreligionnaires. Il crut sans doute qu'il était d'une bonne politique de laisser à la Suède alliée, mais toujours rivale de sa couronne, sa part de dangers et de sacrifices; quoi qu'il en soit, l'événement prouva combien le génie d'un seul homme peut mettre de différence dans des résultats nés de deux situations semblables.

Désormais Gustave-Adolphe va dominer toute cette période de la guerre de trente ans, comme cette guerre elle-même domine le dix-septième siècle. L'enfance de ce prince s'était écoulée au milieu des guerres civiles; comme Charles son père était éclairé, grave et courageux, et que sa mère Christine avait l'âme haute et généreuse, l'éducation de ce prince fut exempte de mollesse, et dirigée, pour ainsi dire, par les vertus de ses parents. A dix ans, on lui permettait comme récompense d'assister aux conseils publics et aux audiences des ministres étrangers. Les capitaines étrangers qui affluaient en Suède à cette époque, entretenaient le jeune Gustave des siéges et des batailles mémorables où ils avaient assisté. Tout gravait dans cette intelligence précoce et ardente; il écoutait non-seulement pour savoir, mais pour imiter. A

seize ans, son père le nomma grand-duc de Finlande et duc d'Esthonie et de Westmanland; il était déjà mûr pour gouverner. La crainte de Dieu, le respect de ses parents et l'amour de son pays, tels furent les fondements de sa morale. Son esprit était cultivé et juste, et sa passion pour la guerre eut toujours un but solide. Dans la guerre contre le Danemark, en 1611, il gagna ses éperons en combattant comme soldat. Élevé pour le trône, il se conduisit avec le duc Jean comme avec le successeur légitime; ces deux princes, élevés ensemble, étaient si unis, que Charles IX, dans son testament, ne craignit pas de laisser aux états la faculté de choisir entre son fils et son neveu.

« En 1611, dit Axel Oxenstierna, s'ouvrit la diète de Niköping. La première proposition se fit au nom de la reine, du duc Jean et des sénateurs. Quelques jours après, la reine et le duc déposèrent, par mon organe, la tutelle et la régence, qu'ils confièrent au nom des états à Gustave-Adolphe. Enfin ce prince reçut, en présence des états, les rênes du gouvernement. Il prit le titre de son père: roi élu et prince héréditaire de Suède, des Goths et des Vandales. Il entrait alors dans sa dix-huitième année. Le royaume était bouleversé; à l'intérieur, des guerres civiles; au dehors la guerre

Suède, en échange de sa coopération contre le parti protestant. Après un siége de six semaines, le roi emporta Riga, Mittau eut le même sort; ce fut dans cette campagne que Charles-Philippe, frère du roi, termina sa carrière. La troisième campagne de Gustave-Adolphe contre la Pologne se termina par la conquête de la Livonie et de la Courlande. Les Polonais se défendaient avec acharnement, mais les Suédois gagnaient tous les jours du terrain. Le roi avait résolu de transporter le théâtre de la guerre sur les bords de la Vistule; il s'empara de Pillau, et emporta au pas de course Braunsberg, Elbing et Marienbourg. Il eut bientôt atteint les frontières de la Poméranie. De leur côté, les Polonais remportèrent quelques avantages, et l'Allemagne devenait menaçante pour Gustave-Adolphe; enfin les négociations s'ouvrirent sous la médiation de la France et de l'Angleterre, et le 16 septembre 1629, l'armistice entre la Suède et la Pologne fut signé pour six ans. Strasbourg, Dieschau, Wormditt, Muhlsack, Frauenbourg, furent livrées à la Pologne; Mittau fut donné au duc de Courlande. L'électeur de Brandebourg devait occuper Marienbourg, Stum et Danziger-Haupt pendant l'armistice. Gustave-Adolphe conserva Elbing, Brauensberg, Pillau et Memel. La liberté de con-

Knäred, signée en 1613, rapprocha la Suède du Danemark.

Les guerres de Livonie occupèrent dès lors l'activité du jeune roi; il emporta plusieurs places fortes, mais il fut obligé de lever le siége de Pskof, où tomba le brave Horn. Il prévoyait déjà que le danger viendrait un jour de la Russie : en 1616, il écrivait à sa mère et au sénat : « Les citadelles de Kexholm, de Neutebourg, de Jama, de Koporié et d'Ivangorod sont comme une clef pour la Finlande et la Livonie, et ferment la Baltique et la Russie. Si l'on cédait Neutebourg ou Ivangorod, et si la Russie avait conscience de ce qu'elle peut, elle pourrait non-seulement attaquer la Finlande de tous côtés, mais encore, à la faveur de ses nombreuses ressources, couvrir la Baltique de ses flottes. » Le traité de Stolbova couronna la constance de Gustave-Adolphe. L'Ingrie devint suédoise, et sur les frontières on éleva une pierre avec les trois couronnes de Suède, et cette inscription : *Hic regni posuit fines Gustavus-Adolphus, rex Suecorum, fausto numine, duret opus.*

La guerre de Pologne durait toujours; en 1616, les Polonais rompirent la trêve. Sigismond intriguait auprès de Ferdinand et de Philippe III, qui lui promettaient de le rétablir sur le trône de

le héros suédois jeta promptement son épée dans la balance. « Nous ne souffrirons pas, écrivait-il au sénat de son camp sur la Vistule, que Stralsund appartienne aux Impériaux, car le Danemark et le Sund seraient perdus, et le danger serait toujours à nos portes. » Il disait encore : « Gardons-nous de transporter en Suède le siége de la guerre ; nous ne sommes jamais plus faibles que dans notre pays. Je suis d'accord avec vous qu'il n'est guère possible de faire la guerre en Allemagne ; cependant si nous avons l'avantage, nous trouverons bien quelques ressources. On me fait espérer quelques secours de l'Angleterre. Les villes hanséatiques sont indécises ; elles seront pour nous si nous réussissons... La perte d'une seule bataille rendrait la position très-critique... L'armée de Tilly est très-éloignée, et le sort peut se décider en Poméranie, avant sa jonction avec Wallenstein. Mais Dieu seul sait ce que nous pouvons ou ne pouvons pas faire : c'est lui qui donne la volonté pour bien commencer, la force pour poursuivre et les succès qui couronnent les efforts... J'aimerais mieux prouver par des faits qu'avec la plume ce que j'espère pouvoir exécuter. »

La paix conclue entre l'empereur et Christiern IV avait rendu douteuse l'alliance de la Suède avec le Danemark. Gustave prit toutes les mesures que

réclamait, à l'ouverture de la guerre, une position si délicate.

Lorsque les états, réunis en diète générale, eurent approuvé la guerre d'Allemagne, le roi déploya autant d'activité pour l'agression, qu'il avait montré de prudence à peser toutes les chances de l'avenir. Cependant il tenait à convaincre son sénat.

Bien que confiant dans la victoire, il semble dominé par le pressentiment de sa fin prochaine; mais il persévère, et l'on sent qu'il est soutenu par un grave sentiment religieux. L'empereur, informé des conditions auxquelles Gustave-Adolphe consentait à déposer les armes, se contenta de dire : « Nous avons un petit ennemi de plus. » Le roi faisait peu de fond sur l'alliance de la France, malgré les promesses de Richelieu, ou plutôt il espérait mettre bientôt les choses en un tel point, que la politique française trouverait avantage à le soutenir. « Le 19 mai, dit Geïer, le roi convoqua pour la dernière fois ses états. Il leur présenta sa fille Christine, âgée de six ans, comme héritière du royaume, la recommanda à leur fidélité en la prenant dans ses bras, et leur fit des adieux touchants. « Comme beaucoup de personnes s'imaginent que nous entreprenons cette guerre sans cause légitime, je prends

Dieu à témoin que je ne la fais ni par plaisir ni par ambition; mais que je suis appelé depuis plusieurs années à secourir tous les Allemands de notre communion contre toutes les violences des catholiques; nous avons l'espoir d'y parvenir... Moi qui ai exposé ma vie au milieu de tant de dangers, et qui ai versé mon sang pour la patrie, sans avoir été, grâce à Dieu, blessé à mort, je dois couronner ces efforts par le sacrifice de ma personne; je veux donc, avant que de partir, vous faire mes adieux dans l'espoir que nous nous reverrons dans un monde meilleur. »

Ensuite il s'adressa à chaque état en particulier, et finit en récitant le psaume 90 du roi David.

Le 10 mai, Gustave s'embarqua au port d'Elfsnabben. Sa flotte était partagée en quatre divisions. Il commandait la première, et avait sous lui le général Jean Baner. La seconde était sous les ordres de l'amiral Gyllenhielm. Bubbe et Ryning dirigeaient les deux autres. Si la flotte était dispersée par la tempête, elle devait se rallier d'abord au promontoire septentrional d'Öland, puis sous l'île de Bornholm. Mais la route était tracée de Elfsnabben aux côtes de la Poméranie et à l'île de Gripswald... Le trajet, qui dura cinq semaines, fut très-pénible, et si lent à cause des vents contraires,

qu'on fut obligé de relâcher dans les ports pour y prendre des vivres. Le jour de la Saint-Jean, 1630, le roi jeta l'ancre près de l'île de Rugen, vers l'embouchure la plus occidentale de l'Oder, et pendant un violent orage. La côte était éclairée par des feux nombreux : c'étaient des signaux de l'ennemi qui s'était retiré dans son camp à Anclam. Le roi apporta lui-même cette nouvelle à ses soldats : il s'était jeté dans une barque pour reconnaître l'ennemi. Le débarquement s'opéra dans l'île d'Usedom. Gustave s'élança le premier à terre, et à mesure que le débarquement s'opérait, une partie des soldats travaillaient aux retranchements, tandis que les autres se rangeaient en bataille prêts à combattre. En peu de temps l'armée fut renfermée dans un camp retranché, défendu par l'artillerie.

Les îles de Rugen et d'Usedom, Wallin, Wolgast et Kamin étaient au pouvoir des Suédois. Le roi résolut de s'emparer de Stettin, dont l'occupation le rendait maître de toutes les embouchures de l'Oder. Le vieux duc Bogislas s'était avancé pour négocier, lorsqu'il vit les Suédois rangés en bataille. Stettin, où les Impériaux avaient négligé de mettre garnison, ouvrit ses portes à Gustave le 10 de juillet. Les lieutenants de l'empereur avaient ordre de ne point livrer bataille, d'observer la

marche des Suédois, et de leur fermer le chemin de la Silésie. Wallenstein venait d'être privé de son commandement, et l'armée, si longtemps victorieuse, paraissait tout entière frappée dans la personne de ce capitaine. Ces hommes, qui combattaient moins pour le catholicisme que pour la gloire et le butin, en perdant tout à coup le lien qui les retenait, perdirent en même temps la résolution et la confiance qui les avaient rendus si redoutables. Un assez grand nombre d'entre eux passèrent dans les rangs suédois. La lutte prenait un caractère plus tranché; plus que jamais elle devenait, pour les peuples de l'Allemagne, une question de liberté politique et religieuse.

La discipline sévère qu'observaient les Suédois, facilitait leur triomphe, et contrastait avec la licence effrénée de l'armée de Wallenstein. Cependant Tilly, général de la ligue catholique, et devenu chef des forces impériales, s'approchait de la basse Allemagne. A la sollicitation du margrave de Brandebourg, les bourgeois de Magdebourg prirent les armes et se déclarèrent pour Gustave. Cet exemple fut suivi par le duc de Saxe-Lauenbourg, et par celui de Brunswick-Lunébourg; la maison de Hesse-Cassel prit également parti pour les Suédois.

Les ducs de Mecklenbourg, parents du roi, cherchèrent d'abord à recouvrer les grâces de l'empereur, bien que leur réintégration fût l'objet particulier de l'expédition de Gustave.

Le roi laissa Horn à Stettin, et après avoir perdu et repris Wolgast, il tenta de faire une invasion dans le Mecklenbourg; mais l'attitude timide des ducs, et la défaite du duc de Saxe-Lauenbourg par Pappenheim, lui firent juger prudent de se retirer en Poméranie pour y passer l'hiver.

Le plan de campagne du roi se trouve nettement tracé dans la lettre qu'il écrivait alors de son camp à Oxenstierna et au sénat : « L'empereur paraît disposé à traiter, à condition que nous laisserons, en nous retirant, les choses dans l'état où elles étaient avant la campagne. Notre avis est qu'une transaction pacifique doit avoir pour base la paix générale et religieuse pour toute l'Allemagne, et la réintégration de nos voisins dans leurs possessions. Pour parvenir à ce but, le seul moyen est d'attaquer l'empereur dans ses États, ainsi que les évêques catholiques, en sorte que tout le poids de la guerre retombe sur ceux-ci; nous pourrons alors dicter les conditions d'une paix glorieuse pour nous et nos frères. Nous avons l'intention de lever plusieurs armées. J'opérerai de ce côté de la Baltique, tan-

dis que Horn et Teufel assureront notre domination sur l'Oder. Une quatrième armée occupera Magdebourg, et si nous pouvons nous rendre maîtres de l'Elbe, nous attirerons dans notre parti le Brandebourg et la Saxe. L'archevêque de Brême, les villes de Brunswick et de Hildesheim, qui sont portées favorablement pour nous, fourniront le cinquième corps destiné à garder le Weser. »

Malgré la rigueur de la saison, les Suédois continuèrent la guerre; le jour de Noël, Griffenhagen fut pris d'assaut.

Au commencement de l'année 1631, le traité de Beerwald scella l'alliance de la Suède avec la France. Gustave, moyennant un subside, s'obligeait à mettre en campagne une armée de trente-six mille hommes, à laisser aux catholiques le libre exercice de leur culte dans les pays soumis à ses armes, et à regarder la ligue comme neutre, si elle observait elle-même la neutralité. Tandis que Horn, dans les environs de Landsberg, observait Tilly, le roi s'emparait des places du Mecklenbourg et de la Poméranie. Tilly le suivit de près, et après avoir mis ce duché à feu et à sang, il retourna assiéger Magdebourg. De son côté Gustave emportait d'assaut Francfort-sur-l'Oder, et il se portait sur Custrin et Spandau, après avoir pris Lands-

berg, dans la vue de secourir Magdebourg. Mais l'électeur de Saxe refusa sa coopération, les Suédois ne purent franchir l'Elbe, et ces retards entraînèrent la ruine de Magdebourg, où les troupes de Tilly exercèrent les dernières cruautés.

Les succès de Gustave-Adolphe portaient ombrage aux chefs protestants. Gustave ne savait s'il devait les regarder comme amis ou comme ennemis. « Ils veulent, écrivait-il, se maintenir par notre aide auprès de l'empereur, et nous chasser ensuite de l'Allemagne. » Il fallait une démonstration vigoureuse pour mettre un terme à un tel état de choses. Il marcha contre Berlin, et l'alliance du Brandebourg avec la Suède fut conclue. L'occupation de Spandau fut suivie de la prise de Gripswald : il s'occupait de la réintégration des ducs de Mecklenbourg, tandis que le gros de son armée contenait le Brandebourg, la Saxe et Tilly. La désertion des mercenaires allemands et le besoin d'argent le mettaient dans un grand embarras. Tilly et Pappenheim harcelaient son camp de Werben. La peste décimait les deux armées. Des renforts, qui arrivèrent de Suède, un secours d'Écossais et d'Anglais que Hamilton amenait au roi, lui permirent de s'approcher de la Saxe. A Wittemberg, son armée comptait environ vingt mille hommes.

Tilly s'avançait à sa rencontre avec des forces doubles, dévastant et brûlant t ut sur son passage. Leipsick s'était rendu aux Impériaux ; alors l'électeur se jeta dans les bras de Gustave, l'armée saxonne se réunit à celle des Suédois, et dès lors la lutte devint plus égale. Le 7 de septembre eut lieu la bataille de Leipsick qui porta un coup fatal aux armes impériales. « Nous avons livré une grande bataille à Tilly et aux Impériaux, écrivait Gustave à sa sœur : Dieu a combattu pour nous et avec nous ; nous sommes restés maîtres du champ de bataille, et la déroute de l'ennemi a été complète ; il a perdu plusieurs milliers d'hommes, ses canons, soixante-six drapeaux et vingt-six étendards. L'ennemi a été tellement écrasé que nous pourrons nous rendre où nous voudrons. »

Après la victoire de Leipsick, on s'attendait à voir Gustave-Adolphe se porter sur Vienne ; peut-être ce mouvement eût-il été décisif, mais en hâtant le dénoûment politique, il est douteux qu'il eût tranché la question religieuse : l'Allemagne n'avait pas encore assez souffert pour accepter à ce sujet une réconciliation durable. Quoi qu'il en soit, Gustave marcha vers le Rhin, et depuis ce moment ses résolutions furent pour ainsi dire improvisées du sein même de ses victoires. Il enlève Erfurth,

emporte d'assaut Wurtzbourg; Hanau ne lui coûte qu'un stratagème; Francfort-sur-le-Mein, Höchst lui ouvrent leurs portes; toute la Franconie est au pouvoir des Suédois. Cependant Tilly avait réparé ses désastres. A la tête d'une nouvelle armée, il menaçait le roi avec des forces supérieures. Le danger que courait Gustave semblait prêter de nouvelles forces à son génie; on eût dit que cette activité prodigieuse grandissait comme les événements. Tilly, en se dirigeant sur Nurenberg, pleura, dit-on, de ce que ses instructions lui défendaient de livrer bataille. Les armes suédoises triomphèrent sur les bords du Rhin. Oppenheim se rendit; Mayence eut le même sort, et déjà des succès si rapides inquiétaient la France. Gustave était entouré d'une cour brillante qui attendait de lui son salut et sa destinée; mais gêné par les prétentions des princes allemands, il ne pouvait se dissimuler que leur jalousie surpassait leur reconnaissance. La ligue catholique était dissoute; ses membres se jetèrent dans les bras de la France, ou se lièrent plus étroitement avec l'empereur, ou enfin se virent dépossédés par Gustave-Adolphe qui était, sur les bords du Rhin, le chef reconnu de l'Allemagne protestante. La modération de ce grand prince céda quelquefois à des velléités ambitieuses : il semble que

tout en profitant de ses avantages, il craignît de rester au-dessous du rôle, quel qu'il fût, que la Providence lui destinait. « Pendant le séjour du roi à Mayence, dit un écrivain catholique et contemporain, on publia quelques *Postulata* que le roi de Suède avait faits à l'électeur de Bavière et à quelques États catholiques, pour établir la paix en Allemagne. Voici quelles étaient les conditions principales :

« L'empereur révoque l'édit de restitution (1). Les deux religions catholique et protestante jouiront, dans les villes et dans les campagnes de l'Empire, du libre exercice de leur culte ; la Bohême, la Moravie, la Silésie, rentreront dans leurs anciens priviléges ; les exilés seront rappelés, et l'électeur Frédéric, réintégré dans la dignité électorale ; le libre exercice de la religion protestante sera rendu à la ville d'Augsbourg ; tous les jésuites seront bannis du royaume comme perturbateurs du repos public ; les dignités ecclésiastiques seront accessibles aux membres des deux religions, et le roi de Suède sera élu roi des Romains, parce qu'il a sauvé l'Empire de sa ruine. » Il est probable que dans l'état de bouleversement où se trouvait l'Allemagne, des

(1) Richelieu, *Mémoires*.

propositions semblables ont été faites; mais toute la conduite de Gustave à cette époque prouve qu'avant de se déclarer positivement, il attendait l'issue des événements. Horn transporta la guerre sur les rives du Necker. La prise de Rostock et de Wismar par Tott compléta la conquête du Mecklenbourg; Magdebourg ouvrit ses portes à Barne.

Les conquêtes du roi, après avoir réuni les chefs protestants, furent sur le point de réveiller l'ancienne mésintelligence. La Saxe et le Brandebourg se concertaient en dehors des intérêts des principautés de second et de troisième ordre, soumises à l'influence de Gustave, et qui avaient reconnu son protectorat. L'électeur de Saxe alla jusqu'à déclarer que son honneur et sa dignité ne lui permettaient pas de mettre ses troupes sous les ordres des Suédois.

Pendant que ces démêlés absorbaient un temps précieux, l'Autriche capitulait avec l'orgueil de Wallenstein, et remettait le commandement entre les mains de ce capitaine, qu'elle venait de sacrifier aux réclamations de toute l'Allemagne. Wallenstein n'eut qu'à frapper le sol germanique de son glaive pour en faire sortir une armée. Le roi se hâte d'achever la conquête de la Franconie, passe le Danube, défait Tilly qui tombe dans la bataille, et entre

triomphant dans Augsbourg, où il proclame la liberté religieuse. Quelque temps après, le roi fit son entrée à Munich, accompagné de l'électeur Frédéric, auquel il ne donna que la satisfaction de voir la capitale de son ancien ennemi changer de maître.

Toute la Souabe protestante embrassa le parti de Gustave-Adolphe. Le duc Bernhard poussa jusqu'aux bords du lac de Constance, et ne s'arrêta qu'au pied des montagnes du Tyrol. Les Suisses conclurent une alliance avec les vainqueurs, et leur permirent de faire des enrôlements parmi eux. L'Italie commença de trembler, dit Richelieu, pendant que Vienne exprimait hautement ses craintes.

Un rival, digne de balancer la fortune du roi, s'avançait à grandes journées vers le théâtre de la guerre, marquant son passage par l'incendie et la dévastation : Wallenstein, réuni à l'électeur de Bavière, menaçait Nurenberg. Gustave, inférieur en forces, se renferma dans la ville qu'il protégea par un camp retranché. Longtemps les deux armées restèrent en présence; les chefs pressentaient que la lutte serait décisive : toute l'Europe avait les yeux fixés sur eux, et leur inaction semblait un hommage rendu par l'un et par l'autre au génie de son rival. Le premier, Gustave prit l'offensive ; il attaqua vi-

vement le camp ennemi, et fut repoussé. Wallenstein avait pris la résolution de temporiser. « Je veux apprendre au roi de Suède, disait-il, une nouvelle manière de faire la guerre. » Enfin, Gustave-Adolphe, laissant à ses généraux le soin de défendre la place, en sortit avec son armée, réduite de moitié, sans être inquiété par Wallenstein, qui, peu de jours après, incendia son camp et effectua sa retraite. « Dans le camp de Nurenberg, où le roi avait sous ses ordres la plus grande armée qu'il eût jamais commandée, il eut à se plaindre de l'indiscipline des Allemands : vous qui hâtez la ruine de votre patrie, princes, seigneurs et nobles, mon cœur se soulève, mes entrailles s'émeuvent, lorsque je vois le soldat suédois assimilé à des hommes qui se déshonorent par leurs brigandages. Mais ce ne sont pas les Suédois, ce sont les Allemands qui se rendent coupables de ces excès ; si j'avais su que les Allemands fussent si étrangers à l'amour de leur pays, je n'aurais pas équipé un seul cheval pour les aider, encore moins eussé-je hasardé ma vie et ma couronne pour leur cause. »

Gustave, sentant combien il lui importait de conserver ses conquêtes dans le midi de l'Allemagne, voulut transporter la guerre en Bavière, et détourner ainsi le danger qui menaçait Horn, maître de

Strasbourg. Wallenstein pénétra ce projet, il laissa Maximilien courir à la défense de ses États, mais il ne fit rien pour le secourir.

Les Suédois dominaient encore dans l'Alsace et dans la Silésie ; la Bavière attendait Montécuculli ; la Souabe, la Poméranie et le Mecklenbourg, étaient défendus par des garnisons suédoises. De tous les généraux impériaux, le seul Pappenheim dévastait la basse Saxe et manœuvrait pour opérer sa jonction avec Wallenstein dans la Thuringe. Les deux chefs se proposaient d'envahir le duché de Weimar, et d'ouvrir la campagne suivante par l'invasion de la Silésie. Wallenstein, maître de l'Elbe, se proposait alors de couper toute retraite au roi de Suède et de s'emparer de nouveau des provinces baltiques. L'intrépidité de Bernhard, qui défendait les défilés de la Thuringe, arrêta longtemps l'ennemi. Gustave-Adolphe s'apprêtait à marcher contre Montécuculli, qui campait devant Ratisbonne pour envahir ensuite l'Autriche, lorsqu'il apprit que Wallenstein menaçait la Saxe. Le roi prend tout de suite son parti : il charge le comte palatin de veiller à la défense de la Bavière, et se porte sur le Nurenberg, dans l'intention de faire sa jonction avec le duc Bernhard. L'armée suédoise se réunit à Armstadt le 27 octobre. Le duc paraissait mécontent de

l'arrivée du roi; mais bientôt il fit noblement le sacrifice de ce sentiment de rivalité. L'armée se dirigea sur Erfurth; elle comptait douze mille hommes d'infanterie, et six mille cinq cents de cavalerie. La reine attendait Gustave à Erfurth, il soupa avec elle et le comte Ernest de Saxe-Weimar; ensuite il passa la nuit entière à donner des ordres et à expédier des courriers. Le lendemain matin, il fit de tendres adieux à sa femme, la recommanda à la fidélité des bourgeois d'Erfurth, monta à cheval et partit avec son armée.

Cependant Wallenstein avait pris Leipsick et s'était rallié à Pappenheim, près de Mersbourg. Le roi le devançait partout. Les habitants s'agenouillaient sur son passage et l'appelaient leur libérateur. « Je crains, disait Gustave, que Dieu ne nous punisse de ce que le peuple m'honore ainsi. »

Les deux rivaux se retrouvaient encore une fois en présence; ils occupaient l'un et l'autre une forte position près de Nauenbourg. La saison était déjà avancée : Pappenheim se sépara du duc de Friedland pour se porter sur le Rhin, et Wallenstein, après avoir tracé le plan des quartiers d'hiver, se retira vers Lutzen.

Gustave-Adolphe, en apprenant cette nouvelle, quitta Nauenbourg avec son armée. Les Impériaux

ne pouvaient croire à son arrivée. Le duc de Friedland se hâta de rappeler Pappenheim. La lettre qu'il lui avait adressée, et qui est déposée aux archives de Vienne, est encore empreinte du sang de ce général. Après avoir forcé les défilés de Rippach, l'armée bivouaqua pendant la nuit : le trouble régnait dans le camp ennemi. Wallenstein s'était placé au nord de la chaussée qui conduit de Lutzen à Leipsick. Son aile droite s'appuyait sur Lutzen et sur des moulins. L'aile gauche s'étendait au loin dans la campagne jusqu'au canal de Flossgraben qui joint la Saale à l'Elster. Au centre était Wallenstein avec le gros de son armée disposée en carrés immenses, dont les angles étaient protégés par des carrés plus petits, ce qui les faisait paraître comme des citadelles ; devant eux, sur la chaussée, était une batterie de sept canons ; le reste de l'artillerie dominait le front de la hauteur des moulins dans une direction oblique. Sur la gauche du corps de bataille on voyait, en colonnes serrées, les cuirassiers de Piccolomini ; à droite, des colonnes profondes de cavalerie et d'infanterie ; et à l'extrémité des ailes, des Croates. Toute l'armée impériale se montait à environ vingt mille combattants.

L'ordre de bataille des Suédois était le même qu'à Leipsick : l'infanterie au centre, la cavalerie

sur les ailes, et entrecoupée de pelotons de cinquante à cent mousquetaires. Le roi commandait l'aile droite, l'aile gauche obéissait au duc Bernhard, derrière l'infanterie, deux régiments en réserve; devant chaque brigade cinq pièces de gros calibre, et quarante plus légères réparties devant les pelotons de mousquetaires.

Le 6 novembre 1632, la plaine de Lutzen était couverte d'un brouillard épais qui ne se dissipa que vers le milieu du jour. L'armée suédoise se mit en prières, et entonna le psaume de Luther : Dieu est notre fortune. Le roi répondit par un autre chant religieux. Il monta à cheval à jeun et sans cuirasse. Il harangua ensuite les Suédois et les Allemands. Wallenstein se contenta de donner le mot d'ordre. « En avant, s'écria Gustave au nom de Dieu... » Il était dix heures, le soleil avait percé le brouillard. La première batterie fut enlevée par les Suédois après une vive résistance. Le roi, en voyant les cuirassiers impériaux protégés par de sombres armures, dit au colonel Finnois : « Attaquez ces braves noirs, ils nous feront du mal. » On lui annonce que l'infanterie plie; à la tête de la cavalerie smâlandaise, il s'élance à son secours; mais son ardeur lui faisant devancer les siens, et le brouillard enveloppant de nouveau le champ de

bataille, il tombe au milieu des cuirassiers. Son cheval est blessé au cou d'une balle de pistolet : un autre coup de feu tiré sur le roi lui fracasse le bras gauche... Comme il priait le duc de Saxe-Lauenbourg de l'emmener hors de la mêlée, il est de nouveau frappé au dos ; il tombe le pied embarrassé dans l'étrier, et est traîné à quelque distance ; de toute sa suite il ne restait auprès de lui que son page allemand Leubelfing. Selon le récit de ce jeune homme qui mourut de ses blessures quelques jours après, des cuirassiers ennemis étaient accourus et avaient demandé le nom du blessé ; le page, refusant de le révéler, le roi s'était nommé lui-même, et avait été frappé aussitôt à la tête d'un coup mortel.

Le duc Bernhard apprit cette nouvelle fatale au général Kniphausen, qui lui répondit que ses troupes étaient en bon ordre, et qu'on pourrait faire une belle retraite. « Il n'est pas question de retraite, lui fit répondre le duc, mais de vengeance, de victoire ou de mort. » Bernhard prit le commandement en chef. Ses soldats, croyant le roi blessé et prisonnier, se précipitent sur la batterie, la reprennent et culbutent toute la cavalerie impériale. Les fuyards criaient : « Nous connaissons le roi de Suède, c'est à la fin de la journée qu'il est le plus

à craindre. » L'aile gauche s'empara bientôt de la position des moulins. Ce fut alors que tomba Pappenheim qui, cherchant le roi, s'était jeté avec fureur sur l'aile droite suédoise. Les Impériaux s'étaient ralliés, ils avaient aussi un héros à venger; la batterie fut reprise encore une fois, l'étendard royal fut enlevé, mais les Suédois tombaient sans reculer sur la place même où ils avaient combattu. La réserve de Kniphausen, qui était intacte, ranima le courage du duc; les Suédois s'embrassaient en se promettant de vaincre ou de périr. Tant de constance fut couronnée par la défaite des Impériaux. Triste et glorieuse victoire qui avait coûté à la Suède dix mille braves et Gustave-Adolphe !

Le corps du roi, entièrement dépouillé, fut trouvé par des Finnois, le visage était tourné vers la terre; on le transporta au village de Menchen, où il fut déposé dans l'église. Le maître d'école, qui était en même temps menuisier, cloua la bière du héros.

Le sénat n'apprit qu'un mois plus tard la mort du roi. « En entrant dans la salle, dit le comte Brahe, je fus frappé de la tristesse empreinte sur tous les visages; les uns pleuraient, d'autres se tordaient les mains... Je me sentis aussi saisi, sans savoir la cause de cette douleur; mais je compris

bientôt ce qui était arrivé. Avant de nous séparer, nous prîmes la résolution de vivre et de mourir pour la gloire et la défense du royaume, et de continuer la guerre contre l'empereur suivant les desseins du feu roi, jusqu'à une paix honorable. »

Gustave avait trente-sept ans révolus lorsqu'il tomba à Lutzen. Son règne est la plus belle époque des annales suédoises, soit qu'on considère ce prince comme administrateur, comme capitaine, ou comme rattachant la cause qu'il défendait à des intérêts solides et généraux. Ses guerres continuelles avaient popularisé en Suède la gloire des armes; l'ambition ne se mêlait à ses vues que comme moyen, et son dévouement religieux, qui donnait à tous ses actes un caractère de gravité et de grandeur, faisait regarder à toute la nation, aussi bien qu'à son armée, l'obéissance comme un devoir saint. Sa présence au milieu de l'Allemagne ravagée était saluée avec enthousiasme par les protestants; les populations catholiques elles-mêmes, habituées aux déprédations des Impériaux, voyaient avec admiration et reconnaissance la discipline qui régnait parmi les troupes suédoises, et qu'elles n'enfreignaient que par nécessité. Ce sentiment de respect, qu'imposait même à ses ennemis la justice du roi, ne fut pas sans influence sur les destinées reli-

gieuses de l'Allemagne : elle préparait les esprits à la tolérance. Comme guerrier, Gustave-Adolphe est à la hauteur des conquérants les plus célèbres. Telle est la confiance qu'il inspirait aux siens, que l'on peut dire du héros suédois : Son armée, c'est lui.

Toujours sûr de lui-même, parce que sa croyance était ferme, il saisissait au milieu même du péril ces rapports fugitifs des choses qui compromettent les succès s'ils ne les assurent. Il voulait tout voir par lui même, et c'était justice, car personne ne pouvait lui être comparé pour l'à-propos des résolutions. La rapidité de ses marches étonnait l'expérience la plus consommée, et son courage personnel eût pu être taxé de témérité, sans la conviction où il était qu'il obéissait à une impulsion supérieure. Sa mort si pleine d'héroisme, si religieuse, moralisa, pour ainsi dire, la ligue protestante. L'intérêt politique se montra moins à nu, et les princes eurent honte de mettre en avant leurs seuls intérêts dans une lutte où Gustave avait perdu sa vie avec sa couronne.

La plupart des conquérants qui ont succombé au milieu de leur carrière n'ont emporté avec eux qu'une gloire personnelle. L'édifice qu'ils ont élevé s'est écroulé sur leur tombe, parce qu'ils ne tra-

vaillaient que pour eux; Gustave ne voyait dans le succès que l'intérêt de ses peuples, il l'adaptait, pour ainsi dire, à leur usage et à leur bien-être; aussi, lorsqu'il succomba, sa volonté lui survécut-elle : on peut dire que ce fut elle qui gagna la bataille de Lutzen, et qu'elle anima constamment le cabinet suédois jusqu'à la fin de la guerre. Quant à ce qu'il comptait faire s'il eût vécu, c'est un secret qui est renfermé dans sa tombe : il est à croire toutefois que, ne voyant rien au-dessus de ce qu'il se sentait capable de mettre à fin, il eût regardé comme prématuré de se tracer d'avance des limites politiques. Aurait-il établi en Allemagne un empire protestant, s'en réservait-il le protectorat, ou l'ambitionnait-il pour lui-même ; se serait-il contenté d'abaisser la puissance de l'Empire, et de l'Église romaine? toutes ces grandes questions sont restées insolubles pour la postérité, puisque le plus habile et le plus intime de ses conseillers, Axel Oxenstiern, en est réduit lui-même aux conjectures.

Quant au développement trop excentrique d'un pays pauvre et médiocrement peuplé, dont les conquêtes de Gustave-Adolphe ont été le principe, on peut le considérer comme ayant eu des suites fatales pour la Suède. On a dit, avec quelque appa-

rence de raison, que Charles XII avait continué Gustave-Adolphe, et l'on a rendu en quelque sorte ce dernier solidaire des fautes du rival de Pierre le Grand. Peut-être néanmoins cette accusation est-elle trop sévère. La grandeur d'un peuple ne dépend pas seulement de l'harmonie de ses limites et des conditions matérielles de son bien-être : c'est l'esprit d'une nation qui anime le corps; celle qui n'a jamais beaucoup risqué n'a pas le droit de compter sur ses forces ; dans les grandes luttes, elle est à la merci des ambitions rivales ; habituée à calculer toutes les chances de succès, elle cède aux exigences qu'elle enhardit, et finit par marchander son existence avec son honneur.

Les souvenirs glorieux sont le plus noble héritage des siècles passés ; cette pensée anime l'âge mûr des peuples, les sauve des dangers et de la honte de l'égoïsme, et réchauffant encore leur vieillesse, leur inspire, sinon le courage de vaincre, du moins la résolution de tomber avec honneur.

Et de nos jours encore, au milieu de la Suède pacifiée et florissante, le sang belliqueux du Scandinave s'allume au récit de ces événements mémorables qui ont assuré la gloire de la Suède, et le paysan se découvre avec respect en prononçant les noms vénérés de Charles XII et de Gustave-Adolphe.

Au reste, tout en rendant hommage au génie de Gustave-Adolphe, on ne peut méconnaître que l'intervention suédoise dans la guerre de trente ans a puissamment contribué aux révolutions politiques de l'Europe depuis le traité de Westphalie.

La Suède protestante s'est trouvée faible devant la Russie régénérée. L'Allemagne elle-même, privée de cette unité que donne la communauté des croyances, a pris l'initiative dans le partage de la Pologne : après avoir renversé cette barrière, elle s'est trouvée, frontières contre frontières, avec un peuple jeune, et dont la période de développement correspond à une époque de décadence dans toutes nos vieilles monarchies occidentales.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

RÉVOLUTIONS

DES

PEUPLES DU NORD.

Imprimerie de Schneider et Langrand,
4, rue d'Erfurth.

RÉVOLUTIONS

DES

PEUPLES DU NORD

PAR J. M. CHOPIN,

auteur d'une Histoire de Russie
et ancien secrétaire du prince Kourakin, ambassadeur de Russie
près la cour de France.

QUATRIEME VOLUME.

PARIS,
W. COQUEBERT, ÉDITEUR,
RUE JACOB, 48.

1842

SUITE DE L'ÉPOQUE POLITIQUE.

LES TRAITÉS.

CHAPITRE XXXI.

A mesure que le sens politique se développe dans les États, l'action gouvernementale se manifeste de plus en plus comme une force unique, qui résume dans son unité toutes les autres.

Dans l'enfance des sociétés, la puissance individuelle entraîne tout dans sa sphère d'action; plus tard, les intérêts analogues forment des classes: c'est un acheminement vers la centralisation du pouvoir; enfin, ces classes se confondent dans l'en-

semble, de telle sorte que les divers états du corps social n'ont plus d'existence propre qu'en tant qu'ils vivent de la vie commune.

Que la monarchie soit pure ou limitée, qu'il y ait aristocratie ou république, l'unité du pouvoir existe dans l'Etat, sinon dans sa source, du moins dans son expression; l'absence d'une autorité qui résume les pouvoirs subordonnés, c'est l'anarchie.

Au point de maturité dans les institutions, le pouvoir, quelle que soit sa forme, est une abstraction : c'est la loi généralisée, la loi des lois.

Quand un gouvernement représente réellement au plus haut degré possible la somme des intérêts et des volontés, il a atteint toute la perfection que puissent donner aux institutions politiques la fortune et la prudence humaine. Mais il est rare qu'il réunisse des conditions semblables; plus rare encore qu'il s'y maintienne.

En effet, n'eût-il rien à redouter de l'ordre intérieur, ses rapports avec les autres peuples le menacent à chaque instant, soit dans sa prospérité, soit dans son existence.

Dans l'ordre intérieur, les intérêts se déplacent sans cesse; car si le principe gouvernemental tend par sa nature à généraliser, d'un autre côté, l'intérêt individuel tend constamment à déclasser et à isoler.

Les nécessités qui naissent des rapports avec l'étranger sont si nombreuses et si complexes, qu'il n'est point de gouvernement dont la politique extérieure ne soit soumise à de fréquentes fluctuations : le but peut rester le même, mais les moyens doivent changer selon les circonstances ; et telle est quelquefois la puissance des influences imprévues, que le but lui-même s'en altère ou change de nature.

La vie historique d'un peuple se compose de ces vicissitudes diverses, aussi bien dans les institutions qui lui sont propres que dans ses relations extérieures.

Les diverses classes qui composent une nation n'offrent, considérées isolément, qu'un intérêt historique d'un ordre secondaire, tandis que les faits généraux qui résument et dominent toute une situation, expriment seuls d'une manière complète l'état relatif de ces classes. La noblesse, le clergé, la magistrature, la bourgeoisie ou les communes, ont sans doute leur vie propre, mais ce n'est que dans leurs dévouements, leurs résistances, leurs luttes que nous apprenons ce qu'elles sont à telle ou telle époque, ce qu'elles étaient précédemment, ce qu'elles veulent être : alors, en effet, ces états se montrent dans leur véritable milieu historique,

parce quils se manifestent par l'action. En dehors de ces conditions, quel que soit le rôle d'une classe dans l'Etat, ce rôle s'efface dans l'histoire générale et philosophique, dont le but est de tirer des enseignements utiles des grandes manifestations de la vie des peuples, c'est-à-dire de celles qui annoncent le progrès ou la décadence.

Dans une monarchie pure, le prince personnifie la nation : à ses succès ou à ses revers se rattachent immédiatement les questions de frontières et d'influence internationale ; administration, police, législation, agriculture, arts, sciences, commerce, industrie, sous son regard tout s'anime ou tout languit. Ses actes, qui touchent à tout l'État, offrent donc la partie la plus intéressante de l'histoire de son peuple ; et, par une conséquence nécessaire, sa cour, ses ministres, ses généraux prennent une importance historique qui se mesure à leur part d'inflence et à leurs actes.

Une bataille n'est point uniquement un conflit violent entre deux forces aveugles ; elle est la dernière expression d'un intérêt plus ou moins élevé ; et les causes des guerres fussent-elles futiles, leurs résultats, qui modifient ou détruisent les nationalités, ne sauraient l'être.

Le droit public remonte à la formation des premières agglomérations sociales ; dès que la victoire eut perdu son caractère primitif, qui était la destruction ou la servitude de l'ennemi, la guerre eut ses règles d'où sortirent les conventions d'alliance ou les traités. Pendant longtemps la différence des croyances et celle des races rendirent plus profondes les démarcations politiques ; le christianisme travailla à les effacer, mais les intérêts et ce qui restait des institutions primitives résistèrent.

L'identité ou l'analogie des croyances, le commerce, la navigation, l'imprimerie, ce puissant véhicule de l'idée, rapprochèrent les peuples civilisés, et ces traits communs dessinèrent la physionomie européenne : le caractère physique des races diverses, les mœurs, les institutions locales et le langage, restèrent les traits distinctifs de la physionomie nationale, et ces traits tendent constamment à s'effacer par le fait même de la civilisation.

Dans leur développement, les sociétés européennes ont rencontré des obstacles d'où sortirent des haines et des rivalités vivaces ; durant des siècles, les frontières restèrent indécises : les provinces intermédiaires, théâtre ordinaire des luttes, passaient d'un gouvernement à un autre, selon l'issue du conflit. Tout peuple avait son ennemi

naturel, et la conquête lui en suscitait de nouveaux.

Cet isolement d'action autour des principaux centres politiques de l'Europe finit par constituer des puissances de premier ordre, qui menacèrent l'existence des États plus faibles. Dès lors une appréhension commune rapprocha les gouvernements que menaçait telle ou telle puissance prépondérante; les alliances prirent un caractère plus nettement défini; souvent les ligues, de défensives qu'elles étaient d'abord, devinrent offensives, l'ambition suivant la fortune. Quelquefois, au milieu de ces vicissitudes de prépondérance, les états secondaires se voyant en péril, il ne leur restait plus qu'à faire cause commune avec le vaincu. Les Etats restés neutres apportaient aussi dans la nouvelle lutte leur part d'influence : enfin la science politique se compliqua en raison de la multitude et de l'entrelacement des rapports; la diplomatie scruta les éléments les plus secrets d'une situation, et le passé devint une règle pour l'avenir; de là le système d'équilibre qui tend sans cesse à son but sans jamais l'atteindre, et qui n'a fait jusqu'ici que déplacer les influences.

Le droit public est donc représenté par les traités qui lient ensemble tous les peuples avancés

par des obligations mutuelles, ou quelques-uns d'entre eux par des stipulations particulières : ce sont les codes des nations.

Toutefois les traités reposent sur une base moins solide que les codes ; ces derniers, tendant surtout à conserver, ont été formulés en vue d'intérêts nettement définis ; tandis que les traités ne règlent que des éventualités souvent indépendantes de l'ordre moral, ce qui les expose à des remaniements successifs.

Un traité présuppose la continuation d'un état de choses accidentel ; il n'est que l'expression des nécessités ou des convenances d'une situation politique donnée ; les circonstances changeant, le traité ne représente plus que le passé ; il n'est plus en harmonie avec le présent : si les négociations ne peuvent le modifier, la force le maintient ou l'annulle.

Un traité, fût-il onéreux, est moralement obligatoire par cela seul qu'il existe ; s'il en était autrement, la société rétrograderait à l'état sauvage, et la guerre reprendrait un caractère d'extermination.

Les actes politiques n'ont jamais plus de force que lorsqu'ils sont d'accord avec les principes du droit naturel ; mais ils s'en écartent quelquefois, parce que les sociétés elles-mêmes ne doivent pas

seulement naissance à des institutions rationnelles, et que la guerre, c'est-à-dire la violence, a contribué à les fonder. Le vice de leur origine les atteint dans leur maturité.

Sous le point de vue moral, toute agression est injuste ; sous le point de vue politique, elle cesse de l'être si le salut du peuple la détermine. Comme la guerre est un mal inévitable, on s'est efforcé du moins d'en arrêter les conséquences désastreuses ; elle eut ses règles et son droit. La victoire est un fait qui a ses conséquences comme la lutte a son danger. Il y a agrandissement d'un côté, abaissement de l'autre, parce qu'il y a un vainqueur et un vaincu.

Les traités marquent donc les phases principales des rapports internationaux : plus ils sont liés à la politique générale, plus on les trouve empreints d'une idée dominante, de celle qui caractérise l'esprit ou la tendance des époques diverses : les temps intermédiaires ne sont que des temps de préparation.

Jusqu'au seizième siècle, les croisades exceptées, les guerres ressemblent à des duels de peuple à peuple, ou plutôt de souverain à souverain : on combat pour s'agrandir ou pour s'illustrer. Dans le seizième siècle, les rapports diplomatiques s'étendent ; les éléments de la science du droit public s'élaborent ; les actes du pouvoir, bien que déterminés par les

mêmes intérêts, se placent sous la sanction d'un principe : la civilisation est en progrès, et l'intelligence triomphe; car l'idée se généralise et s'impose au pouvoir lui-même. Au seizième siècle et dans la première moitié du dix-septième, ce principe est religieux : plus tard, quand les croyances s'attiédissent après avoir été forcées de transiger, le principe change de nature et domine tout l'ordre politique. Le catholicisme, fidèle à l'esprit d'unité et d'autorité suprême, se transforme en monarchisme pur; le protestantisme, après avoir conquis la liberté de conscience et d'examen, reste conséquent avec lui-même en adoptant la forme républicaine ou les tempéraments constitutionnels qui la préparent.

La victoire de Lutzen contribua puissamment à déterminer toutes les puissances de l'Europe qui se trouvaient engagées dans la guerre, à recourir à des négociations; mais les intérêts étaient trop mêlés, les ambitions trop vivaces pour que la diplomatie pût arrêter immédiatement les hostilités. Ferdinand se voyait débarrassé de Gustave-Adolphe; il croyait le parti protestant incapable de se maintenir dans la position que lui avait faite le monarque suédois. Les protestants eux-mêmes, tout en triomphant à Lutzen, étaient partagés entre le regret d'avoir perdu un chef plein de courage et

de génie, et la satisfaction de se voir délivrés d'un allié qui affectait déjà les prétentions d'un maître. La France, qui désirait avant tout l'affaiblissement de la maison d'Autriche, tenait surtout à ce que la Suède fût assez puissante pour tenir les Impériaux en échec, mais trop peu pour acquérir dans la lutte une prépondérance qui l'aurait laissée maîtresse des conditions. Au milieu de ces hésitations et de ces intrigues, l'alternative des succès et des revers imprimait sans cesse aux négociations une direction nouvelle ; l'Allemagne était ravagée dans tous les sens, et la politique de la France triomphait ; ce ne fut que seize ans plus tard que le traité de Westphalie régla les prétentions auxquelles les deux partis, épuisés par une guerre de trente ans, durent se soumettre.

Nous allons exposer rapidement quelle fut la part d'influence de la Suède dans ce dénoûment mémorable.

Le sénat, après la mort de Gustave-Adolphe, s'adressa à Oxenstierna pour lui demander quelles avaient été les intentions du roi défunt au sujet de la constitution de la Suède. Le chancelier répondit qu'il en avait dressé une que Gustave avait approuvée. Le royaume devait être gouverné par cinq grands colléges jusqu'à la majorité de Christine. Le

prince voulait marier sa fille avec le fils de l'électeur de Brandebourg : cette alliance, favorable aux deux États, eût tranché les difficultés qui s'élevaient au sujet de la Poméranie. Au reste, il n'est pas douteux que Gustave, en recommandant avec sollicitude l'éducation de Christine, ait voulu écarter du pouvoir la reine Eléonore. Le sénat gouverna au nom de la jeune reine jusqu'à l'assemblée des États; la flotte et l'armée furent mises sur un pied respectable; on craignait que les fils de Sigismond, qui intriguaient en Suède, ne se formassent un parti à la faveur d'une longue minorité. En 1633, les États proclamèrent Christine reine de Suède. Les cinq grands fonctionnaires de l'Etat, le drots, le marsk, l'amiral, le chancelier et le trésorier, furent nommés tuteurs de la princesse. Le principe héréditaire reconnu dans des circonstances si difficiles est une preuve éclatante du respect que professait la noblesse pour la mémoire de Gustave. La constitution de 1634 rédigée par Oxenstierna, qui avait joui de toute la confiance de son maître, ne fait pas moins honneur à la sagesse du chancelier qu'au prince dont il avait si souvent reçu les inspirations.

La guerre d'Allemagne réclamait des mesures promptes et énergiques. Les provinces étaient si

épuisées par les levées d'hommes, qu'un assez grand nombre de jeunes paysans s'expatriaient ou se mutilaient même pour échapper à l'obligation du service. « Nous sommes dans une situation difficile, écrivait le chancelier du fond de l'Allemagne ; mais si nous cédons à ces difficultés, nous sommes perdus. Pour ne pas nous brouiller avec nos voisins, il faut nous montrer coulants sur les points de peu d'importance. Gardons-nous surtout de montrer ni découragement, ni crainte, ni irrésolution : il faut que le courage et la raison dominent comme si le pays n'avait rien perdu par la mort du roi : les princes meurent, mais les nations sont immortelles. »

Dès le commencement de l'année 1633, le chancelier avait été nommé par le sénat représentant de la couronne de Suède dans l'Empire, avec les pouvoirs les plus étendus. Après s'être assuré par la composition du conseil de régence qu'il y aurait accord entre ses vues et les actes du gouvernement suédois, il essaya pour ainsi dire son autorité sur les princes protestants en les engageant à s'expliquer sur la marche qu'ils comptaient tenir dans la conduite de la guerre, et leur proposa d'opter entre les trois moyens suivants : 1° former un congrès de tous les électeurs et États protestants de l'Allemagne qui laisseraient à la Suède la direction

de la guerre, distinction à laquelle cette puissance avait acquis des droits par des sacrifices et par des victoires que le sang de Gustave avait scellées; 2° continuer à former deux camps, en laissant l'électeur de Saxe agir pour lui-même, sous la condition toutefois qu'aucun de ces deux partis ne pourrait traiter de la paix sans l'assentiment de l'autre; 3° dans le cas où les princes protestants croiraient pouvoir se passer de l'assistance de la Suède, ou si le sénat suédois lui-même refusait de participer à la guerre, payer à cette puissance une indemnité.

L'électeur de Saxe ajourna la décision jusqu'à l'arrivée de celui de Brandebourg. Il était visible que les grandes maisons protestantes ne voulaient point renoncer à l'appui des armées suédoises, mais qu'elles espéraient s'attribuer la meilleure part dans les bénéfices de la victoire. Le projet d'alliance entre la Suède et le Brandebourg, dont le mariage de la jeune Christine eût été la garantie, fut bientôt abandonné; d'un autre côté, Chistiern IV demanda la main de cette princesse pour son troisième fils Ulric; la Saxe avait fait des ouvertures dans un but semblable.

Les États de la basse Saxe désiraient garder une neutralité qui leur eût permis de se décider selon l'événement. Enfin, malgré les résistances de l'am-

bition et les calculs étroits de l'intérêt privé, les villes protestantes de l'Allemagne conclurent avec la Suède, au congrès de Heilbronn, une alliance que Gustave avait déjà préparée.

Le chancelier signala son entrée en fonctions, comme chef de la confédération de Heilbronn, par des mesures importantes : le Palatinat fut restitué aux héritiers de Frédéric, qui n'avait survécu que peu de jours à Gustave-Adolphe.

Le duc de Saxe-Weimar était en droit de réclamer une récompense digne de ses services : il obtint, malgré la résistance du chancelier, l'acte de dotation du duché de Franconie. « Ce sera un souvenir à consigner dans les archives de Suède, dit Oxenstierna au sujet de l'expédition de cet acte, qu'une telle requête adressée par un prince allemand à un noble suédois, et qu'une telle condescendance d'un noble suédois envers un Allemand : la demande et la concession me paraissent également extraordinaires (1). »

Il ne fallait rien moins que la libéralité forcée du chancelier pour satisfaire à toutes les prétentions ;

(1) Maneat, inquit, in perpetuam rei memoriam in archivo nostro germanum principem a suedo nobili id petiisse, et suedum nobilem in Germania germano principi id contulisse, et tam illum petere quam me donare æque absonum et absurdum reor. (*Mémoires de Christine.* — Herzog. Bernhard der grosse von Weimar. — Rose.

on se disputait les abbayes, les couvents, les seigneuries; et les simples officiers mettaient leurs services à prix aussi bien que les États et les princes. L'homme qui représentait la Suède, l'exécuteur des volontés et des plans de Gustave-Adolphe, Oxenstierna, ne put obtenir pour lui-même l'électorat de Mayence. Le ministre français Feuquières fit habilement avorter ce projet. Richelieu voulait garder la haute main sur les affaires de l'Allemagne protestante, mais il essaya en vain de réduire le chancelier au rôle passif d'une de ses créatures; et lorsqu'il lui fit proposer d'employer l'influence de la France pour faire épouser à son fils la reine Christine, il essuya à son tour un noble refus.

Deux armées suédoises se trouvaient dans la haute Allemagne; Horn commandait l'une dans l'Alsace, et l'autre était en Bavière, sous les ordres de Banner. Baudissin commandait un troisième corps sur le bas Rhin.

Gustave avait eu le projet d'entrer dans la basse Saxe et d'envoyer Bernhard en Franconie: le chancelier se conforma à ce plan. L'armée principale, qui avait ses quartiers en Saxe, fut divisée en deux corps. Le duc de Lunebourg et Kniphausen marchèrent sur le Weser et dans la Westphalie. Bernhard, avec le reste de l'armée,

devait se porter sur le Mein et se mettre en communication avec l'armée du Danube. Le comte palatin de Birkenfeld prit le commandement sur le bas Rhin après la retraite de Baudissin, tandis que Horn, à la sollicitation des États de Suède, allait renforcer l'armée du Danube : Thurn fut investi d'un commandement en Silésie.

La mort de Gustave avait développé les germes de mécontentement qu'une guerre si longue et si pénible avait jetés dans les rangs de l'armée suédoise : l'indiscipline allemande, les défections fréquentes qu'ils avaient sous les yeux, ne pouvaient qu'exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des guerriers du Nord. Le roi avait su les maintenir dans le devoir, mais sa fin prématurée, que le bruit général attribuait à un assassinat, relâcha subitement les liens de l'ancienne discipline : les colonels de l'armée du Danube réclamèrent l'arriéré de la solde et l'exécution des promesses que leur avait faites le feu roi. Ils se plaignirent hautement de ce qu'on avait négligé leurs intérêts au congrès de Heilbronn ; enfin ils déclarèrent qu'ils cesseraient de combattre et garderaient les pays conquis comme gage de ce qui leur était dû.

Tandis que Horn s'était rendu près du chancelier pour se concerter avec lui sur les moyens de

calmer cette irritation qui menaçait de gagner les autres corps, le duc Bernhard resta avec l'armée mutinée, et profita de son influence sur les chefs et sur les soldats, pour donner plus de poids aux demandes qu'il faisait pour lui-même. Il paraît même qu'il prêta aux mécontents l'autorité de son nom, ce qui détermina Oxenstierna à accorder de bonne grâce ce qu'il lui eût été impossible de refuser. Les dotations accordées aux officiers représentaient une valeur d'environ cinq millions de thalers. Les officiers propriétaires de ces domaines furent considérés comme membres du congrès de Heilbronn; toute l'armée obéissait à cette ligue et à la couronne de Suède.

Cependant des rivalités que Gustave seul avait su comprimer se manifestèrent parmi les chefs : le duc de Weimar aspirait au commandement de l'armée; son frère aîné Georges traversait toutes ses intrigues, et le chancelier les opposait habilement l'un à l'autre, non moins par ambition que pour conserver à la Suède les avantages et l'honneur de la direction suprême. Ce fut dans les mêmes vues qu'Oxenstierna, après avoir retiré au duc Georges le commandement des troupes suédoises, opposa Banner à ce prince qui s'était fait élire général de la basse Saxe. Cette mésintelligence dans

les chefs paralysait les succès des alliés; si les Impériaux eussent agi avec ensemble et accord, la bataille de Nördlingen, si funeste au parti protestant, eût entièrement ruiné ses espérances.

Le comte palatin Christian de Birkenfeld remporta des avantages signalés sur les bords du Danube et du Rhin. La prise de Heidelberg avait achevé la conquête de tout le bas Palatinat, la victoire de Pfaffenhofen chassa les Lorrains de l'Alsace, tandis que les généraux Altringer et Féria menaçaient la Souabe. Horn s'avança pour observer leurs opérations, et le duc de Saxe-Weimar, triomphant sur le Danube, s'empara de Ratisbonne. Ce dernier voulait pénétrer dans les états héréditaires de l'empereur, mais Horn refusant de se joindre à lui, soit parce que sa présence était nécessaire en Souabe, soit parce que le chancelier son beau-père lui avait donné des instructions secrètes à cet égard, le duc, mécontent, rentra en Souabe où ses troupes commirent quelques excès. Cette jalousie ou ce mauvais vouloir entraîna la perte de Ratisbonne. Cependant les Impériaux passèrent le Danube, prirent Donauwert et mirent le siége devant Nördlingen. Pour secourir cette ville, Horn et Bernhard de Saxe se réunirent; ils devaient recevoir des renforts de Franconie et des bords du Rhin.

De son côté, l'ennemi avait été rejoint par le cardinal infant d'Espagne. Bernhard voulait livrer bataille ; Horn était d'avis de différer le combat, car les Suédois n'étaient que dix-huit mille contre trente mille. Le rhingrave Othon s'avançait avec cinq mille hommes, et l'arrivée de ce renfort eût rendu la lutte moins inégale. L'impétuosité de Bernhard, qui devait se rapprocher de Nördlingen, sur la route d'Ulm, s'emparer d'une hauteur et s'y maintenir jusqu'à l'arrivée du comte, fit d'une simple escarmouche une bataille sérieuse qui eut pour résultat la déroute complète de toute l'armée suédoise. Horn fut fait prisonnier ; quant à Weimar, mécontent des entraves que l'on mettait à son autorité, il essaya de fonder sa fortune sur l'appui de la France (1).

La captivité de Horn et l'ambition de Bernhard rendaient plus désastreuses encore les suites de la bataille de Nördlingen. Les Impériaux avaient repris courage depuis la fin tragique de Wallenstein.

Après la perte de la bataille de Lutzen, ce général s'était retiré en Bohême ; là il avait ordonné une enquête pour examiner la conduite des officiers pendant la bataille. Les lâches furent punis de

(1) Geyer, chap. 1e.

mort, tandis que ceux qui s'étaient distingués reçurent du duc des récompenses et des marques d'honneur. Après avoir établi ses quartiers d'hiver dans les provinces autrichiennes, comme pour épuiser son propre parti, il ne sortait de l'inaction qu'il semblait s'être imposée, que pour frapper des coups décisifs, plus soigneux de sa réputation militaire que des intérêts du parti impérial. En Silésie, quoiqu'il disposât de forces doubles de celles de l'ennemi, Wallenstein parut prendre à tâche de se poser en négociateur au lieu d'agir en généralissime. A Munsterberg, il fit proposer au général d'Arnheim une trêve de six semaines. « Le but de ma mission, disait l'envoyé, ne se borne pas à une suspension d'armes, je suis venu pour conclure une paix éternelle avec les Suédois et avec tous les princes de l'Empire, pour payer l'arriéré de votre solde et maintenir le droit de chacun; si Vienne refusait de ratifier le traité que vous propose le duc de Friedland, il embrasserait ouvertement votre cause, et enverrait l'empereur à tous les diables. » Le même envoyé s'expliqua d'une manière plus explicite encore avec le comte de Thurn. « La Bohême, lui disait-il, peut recouvrer tous ses anciens priviléges; ses proscrits seront réintégrés dans leurs domaines, les jésuites seront chassés du royaume,

et les Suédois justement indemnisés de tous leurs sacrifices ; pour utiliser les soldats de tous les partis, on les conduira contre les Turcs ; si Wallenstein monte sur le trône de Bohême, il s'engage à faire jouir le pays de toutes les libertés civiles et religieuses. La maison du Palatinat rentrera dans ses droits, et le duc renoncera au Mecklenbourg, si on lui donne la Moravie en échange ; lorsque les alliés auront signé ce traité, si Ferdinand II refusait de le ratifier, Wallenstein saurait bien l'y contraindre les armes à la main. »

Cette conduite étrange pouvait cacher une ruse ; le duc, qui regardait comme favorable à son influence d'entourer ses projets d'un voile impénétrable, pour frapper les esprits par le double prestige de ses talents militaires et de son génie politique, ne voyait peut-être, dans ces ouvertures, qu'un moyen de désorganiser la ligue de Heilbronn, pour dicter ensuite des conditions à ses ennemis séparés. Mais d'un autre côté l'ambition de Wallenstein et les démêlés qu'il avait eus avec l'empereur devaient faire craindre à ce prince que si son général intervenait comme médiateur, il ne sacrifiât à sa propre fortune les intérêts de la maison d'Autriche. Les troupes italiennes que le duc de Féria avait conduites en Allemagne étaient indépendantes

de Wallenstein ; le duc en prit de l'ombrage.

Le ministre de France était l'âme de toutes les intrigues politiques dont l'Allemagne était le théâtre; il avait ordre de fournir à Wallenstein l'argent nécessaire dès qu'il aurait rompu définitivement avec l'empereur, et se flattait d'isoler de cette manière les influences principales, dès que l'abaissement de la maison d'Autriche eût été consommé ; mais le projet n'était pas encore mûr qu'il était déjà divulgué, et Feuquières n'osa se prononcer ouvertement, croyant d'ailleurs avoir assez gagné en mettant l'empereur aux prises avec le duc.

Oxenstierna, qui trouvait les avantages offerts aux Suédois par Wallenstein bien au-dessous de ses espérances les plus modérées, crut ou feignit de croire que de telles offres n'étaient pas sérieuses, et qu'elles ne pouvaient que cacher un piége. La conduite du duc n'était pas de nature à lever ces doutes : à la faveur de la trêve, ses émissaires débauchaient les soldats de l'armée ennemie et en attiraient un grand nombre sous ses drapeaux ; mais plus son armée devenait formidable, plus il affectait d'agir indépendamment de la cour de Vienne, flattant les Saxons dont il excitait la jalousie contre les Suédois, et menaçant l'empereur du sein de ses provinces héréditaires ; tout à

coup il fit une démonstration vers la Saxe, ce qui obligea d'Arnheim à quitter la Silésie pour aller au secours des provinces menacées. Cette retraite des Saxons laissait à découvert le corps d'armée que le comte de Thurn commandait près de Steinau. Les Suédois, surpris et accablés par le nombre, furent obligés de se rendre à discrétion; le comte de Thurn, chef de la première révolte de la Bohême, fut fait prisonnier par le vainqueur. La cour de Vienne, qui comptait faire un exemple de ce général, apprit avec indignation que Wallenstein lui avait rendu la liberté; le duc fut hautement accusé de trahison. La prise de Liegnitz, de Gross-Glogau et de Francfort-sur-l'Oder, fut la conséquence de la victoire de Steinau. Landsberg, qu'on regardait comme la clef de la Poméranie, ouvrit ses portes aux Impériaux. Wallenstein lui-même entra dans la Lusace, où il s'empara de Gorlitz, et de Bautzen. Sans vouloir accabler entièrement l'électeur de Saxe, il espérait l'amener enfin à signer l'alliance qu'il lui avait proposée. La marche de Bernhard sur les états autrichiens le força d'aller à sa rencontre; mais à peine le duc de Saxe eut-il opéré sa retraite, que Wallenstein rentra en Bohême, nonobstant les vives sollicitations de l'empereur. Tant d'opiniâtreté porta ses fruits; de tous côtés on sol-

licitait Ferdinand d'ôter au général rebelle le commandement de l'armée ; l'électeur de Bavière mettait à cette condition sa coopération active, et l'Espagne menaçait d'abandonner entièrement le parti de l'empereur s'il tardait à donner à ses alliés cette éclatante satisfaction. Quelques mesures de rigueur prises par la cour de Vienne annoncèrent au duc qu'il n'était plus temps d'hésiter ; cependant, soit confiance dans sa force, soit, comme le dit Schiller, que les présages astrologiques lui fussent défavorables, il balançait encore ; enfin il s'ouvrit à Piccolomini qui, feignant d'entrer dans ses vues, les dénonça à son maître. L'empereur avait ordonné à Wallenstein de quitter ses quartiers d'hiver pour aller reprendre Ratisbonne, et de détacher de son armée six cents cavaliers que réclamait la situation de la Bavière. Le duc réunit tous les chefs à Pilau, comme pour délibérer sur l'opportunité de ce mouvement. Il invita en même temps la Saxe et la Suède à lui envoyer des agens sûrs, pour arrêter avec lui les clauses d'un traité d'alliance ; un grand nombre de chefs se rendirent à cette invitation, mais les plus influents de tous, Gallas, Collorédo et Altringer, se dispensèrent d'y paraître.

Le général Illo, dévoué aux intérêts du duc, re-

présenta aux chefs assemblés tous les dangers qu'entraînerait l'obéissance aux ordres de l'empereur ; il leur dépeignit, sous les plus noires couleurs, l'influence tyrannique de l'Espagne, qui tendait à affaiblir le duc pour le dépouiller ensuite sans danger de son commandement; il ajouta que Wallenstein, pour se dérober à un si sanglant affront, était décidé à résigner ses fonctions. Tous les généraux s'écrièrent qu'un tel chef était indispensable à l'armée ; mais Wallenstein ne céda à leurs sollicitations qu'après avoir obtenu d'eux une promesse formelle de dévouement et d'obéissance. Gallas et Piccolomini transmirent aussitôt à Vienne tous les détails de cette conspiration. L'empereur leur ordonna d'arrêter le coupable et ses principaux complices, et, dans le cas où les formes légales ne pourraient être observées, de les saisir morts ou vifs. Tel était l'aveuglement de Wallenstein, qu'il ne soupçonna pas la contre-conspiration qui s'ourdissait à ses côtés. Gallas et Altringer quittèrent Pilau sous différents prétextes; le premier, investi du commandement en chef, conduisit un renfort dans la basse Autriche, Piccolomini se rendit à Vienne, de l'aveu de Wallenstein, qui ne pouvait soupçonner la trahison à l'instant où il trahissait lui-même. Quand il lui fut impossible de douter, et que Gallas

eut fait afficher partout la sentence qui le mettait hors la loi ainsi que ses complices, le duc, quoique surpris, ne désespéra pas de sa fortune ; il fit publier la défense d'obéir à tout ordre qui porterait une autre signature que la sienne ou que celle de ses principaux lieutenants. Enfin il se disposa à réunir toutes ses forces contre l'Autriche, après s'être assuré de l'appui du duc Bernhard. Mais Prague était déjà au pouvoir de ses ennemis, l'armée avait reconnu l'autorité de Gallas, et Piccolomini s'avançait contre lui avec des forces imposantes. En effet, Oxenstierna, convaincu désormais que la révolte du duc n'était plus une feinte, avait donné ordre à ses généraux de lui amener promptement des secours. Un lâche assassinat, en frappant la révolte au cœur, délivra Ferdinand du plus grand danger qu'il eût couru depuis le commencement de cette guerre. On peut dire de l'empereur et du duc, qu'avec des motifs légitimes de crainte, ils recoururent l'un et l'autre à des moyens également indignes de leur rang et de leur renommée ; le premier oublia que Wallenstein avait sauvé l'Empire, le second que son élévation n'était pas seulement l'œuvre de son génie, mais que sa puissance s'appuyait au trône qu'il voulait renverser (1).

(1) Geschichte des dreyssigjährigen Kriegs. Schiller.

Les suites de la bataille de Nördlingen ne tardèrent pas à dessiner plus nettement les prétentions des chefs protestants, et les tendances respectives des partis. La Saxe fit la paix pour son compte, à Prague; et, sans y être autorisée, elle transigea au nom de ses coreligionnaires. Cette défection valut à l'électeur la Lusace. Les services des Suédois, la mort glorieuse de Gustave, tout fut oublié; presque tous les états protestants suivirent cette impulsion : Oxenstierna lui-même eût été réduit à accepter la paix, si les conditions qu'on n'avait pas honte de lui offrir n'eussent été aussi contraires à l'honneur national qu'aux règles les plus vulgaires de la justice.

La régence de Suède inclinait à la paix : la famine qui désolait le royaume, l'expiration imminente de la trêve avec la Pologne, l'état des affaires en Allemagne, tout lui montrait ce résultat comme nécessaire. La politique de la France, qui ne désirait rien moins que la retraite des Suédois, à l'instant où le parti impérial semblait triompher, vint en aide au chancelier. L'armistice fut renouvelé pour vingt-six ans, mais au prix des conquêtes de Gustave-Adolphe en Prusse. Accusé par les uns de s'obstiner à continuer la guerre, gourmandé par les agents de Richelieu pour agir avec trop de len-

teur, Oxenstierna se trouvait dans la position la plus embarrassante : il était temps que la France jetât son épée dans la balance des intérêts politiques. Richelieu conseillait à Louis XIII d'entretenir la guerre en Allemagne et en Hollande, et de s'emparer de quelques places fortes sur le Rhin, pour reculer jusqu'à ce fleuve les frontières du royaume. Une armée française, déjà maîtresse des villes les plus fortes de la Lorraine, était sur le Rhin, toute prête à profiter des événements ; d'ailleurs l'Alsace était une garantie suffisante, et la ligue de Heilbronn en était réduite à consentir à tous les sacrifices pour acheter l'appui d'un allié puissant. Le duc Bernhard, dans l'espoir qu'on lui céderait l'Alsace, entra au service de la France, mais il termina sa carrière avant d'avoir pu saisir la couronne qu'il ambitionnait.

Dès lors tout tendait vers Richelieu. Le chancelier visita lui-même le cardinal à Compiègne ; toutefois cette entrevue entre deux hommes d'état également habiles ne termina rien, par la raison peut-être qu'ils étaient dans une méfiance égale l'un de l'autre. Oxenstierna paraissait travailler sincèrement à la paix : il ne demandait pour la Suède que l'arriéré de la solde des troupes, et une place sur la Baltique comme garantie. Il croyait

en outre convenable de traiter directement avec l'empereur, rejetant l'intermédiaire de l'électeur de Saxe, qui voulait que la Suède se soumît sans conditions à la paix de Prague. Les Suédois devaient licencier leurs troupes, évacuer toutes les places et les pays conquis; lorsqu'ils auraient évacué l'Allemagne, l'électeur promettait d'employer sa médiation pour faire payer à la Suède, dans l'espace de quelques années, un million de florins à titre d'indemnité.

Tandis que ces négociations étaient pendantes, les troupes saxonnes s'approchèrent des quartiers de l'armée suédoise, dans le but d'exciter un soulèvement parmi les officiers. Il ne restait plus qu'à combattre. La fortune, plus forte que la politique, avait préparé ce résultat, et Jean Banner, selon l'expression énergique de Geïer, arracha des mains des princes allemands le bâton de commandement de Gustave-Adolphe. Le chancelier se trouvait comme prisonnier de sa propre armée; la révolte prenait un caractère menaçant; Banner, à force de présence d'esprit et de fermeté, parvint à le soustraire à ce danger; il le fit transférer pendant la nuit de Magdebourg aux bords de la Baltique. Le général isola les corps dont les chefs lui étaient suspects, il s'entoura de ceux sur lesquels il

pouvait compter. Avec six mille hommes il maintint ses communications et déjoua toutes les tentatives de l'électeur, dont l'armée était quintuple. Des renforts que Torstenson lui amenait de Prusse le mirent bientôt en état de menacer la Saxe : peu de temps après, la bataille de Wittstock, où les Saxons furent complétement battus, effaça la tache de Nördlingen; Banner s'empara d'Erfurth et de Torgau, et assiégea Leipsick. Menacé par toutes les armées impériales, il se maintint quatre mois dans un camp retranché, et passant à travers les ennemis, il mit entre eux et lui l'Elbe et l'Oder. A Landsberg, cerné par les forces de Gallas et de Maracini, il leur échappa par une marche simulée, et opéra sa jonction avec Wrangel. En 1637, les Suédois ne possédaient plus en Allemagne que la Poméranie, dont une partie était menacée par les Impériaux ; l'année suivante, Banner, à la tête de trente mille hommes, poursuivait Gallas, qui s'était replié dans la Silésie et dans la Bohême. En 1639, le général suédois gagne la bataille de Chemnitz, envahit la Bohême, fait prisonnier Montécuculli à Brandeis, et ne s'arrête qu'aux portes de Prague. La conduite suspecte de la maison de Lunébourg, la mort du duc Bernhard, que Banner espérait rencontrer sur les bords du Danube, déterminèrent le

général suédois à une retraite que la concentration des forces impériales rendait nécessaire. L'année 1640 montra pour la première fois une armée française réunie à une armée suédoise. Longueville et Guébriant commandaient cette dernière. Banner, auquel s'étaient réunies quelques troupes de la Hesse et du Lunebourg, essaya inutilement d'entraîner Piccolomini à une affaire décisive. Les Impériaux occupaient en toute sécurité leurs quartiers d'hiver, près de Saalfeld; tout à coup Banner, renforcé par Guébriant, lève son camp, traverse au milieu des neiges la Thuringe, la Franconie et le haut Palatinat, et paraît devant Ratisbonne, où Ferdinand III présidait la diète. Un dégel subit paralysa ce projet hardi. Banner, resté seul avec ses Suédois, n'échappa au danger qu'en sacrifiant une partie de ses troupes. Il rejoignit de nouveau Guébriant à Zwickau; mais épuisé par la maladie et les fatigues de cette retraite pénible, il expira à Halberstad (1641).

Le chancelier était rentré en Suède depuis l'été de 1636, laissant tout le soin de la guerre à Banner. Sans négliger les affaires d'Allemagne, Oxenstierna surveillait activement l'administration du royaume : il régularisa le système de recrutement, et s'efforça de faire peser sur la noblesse

la plus grande partie des charges publiques. Il répondait à ceux qui opposaient à ses propositions les priviléges des sénateurs, que la liberté sur laquelle ils s'appuyaient n'était autre que celle de ne rien donner à la couronne (1). Après la mort de Banner, le gouvernement décerna le commandement de l'armée en Allemagne au général Torstenson. Avant qu'il eût consenti à se charger d'un fardeau que sa santé lui faisait regarder comme trop pesant, les trois généraux Fuel, Wrangel et Wittemberg, réunis à Guébriant, battirent l'ennemi à Wolfenbüttel. Malgré cette victoire, le mécontentement des chefs, fomenté par les intrigues des agents secrets de Lunebourg et du Danemark, menaçait de désorganiser l'armée; déjà plusieurs colonels parlaient de passer à l'ennemi, lorsque arriva Torstenson. Abandonné de presque tous les chefs, dont son élévation excitait l'envie, délaissé par Guébriant qui s'était replié vers le Rhin, Torstenson, perclu de ses membres et presque mourant, opposa à tant d'obstacles sa fermeté et son génie; il traversa la Lusace, prit d'assaut Gross-Glogau, et s'empara de Schweidnitz après avoir battu le duc de Lunebourg : Olmütz lui ou-

(1) Palmsköld.

vrit ses portes, et sa retraite en Silésie fut marquée par une suite de succès. Enfin, il couronna la campagne de 1642 par une victoire complète sur l'archiduc Léopold et Piccolomini, dans cette même plaine de Leipsick où avait triomphé Gustave-Adolphe.

Après la prise de Leipsick, Torstenson avait eu une entrevue avec Guébriant; ils arrêtèrent les opérations de la campagne suivante, dont la divergence des intérêts paralysa le résultat principal. Guébriant marcha sur le Rhin, tandis que Torstenson, traversant la Bohême, poursuivait ses succès jusqu'à Olmütz et Brünn, et que ses partisans menaçaient la capitale de l'Empire. Kœnisgmark occupait l'ennemi sur l'Elbe et le Weser, et repoussait les Impériaux de la Poméranie. Sur ces entrefaites, Torstenson, alors en Silésie, reçut du gouvernement suédois la nouvelle que la guerre avec le Danemark était déclarée. Le chancelier écrivait à Torstenson, du 25 mai 1645 : « Nous avons remarqué depuis longtemps que le Danemark, pendant la guerre que nous faisons en Allemagne, se tenait prêt à profiter de nos désastres. Depuis que vos victoires et celles de Banner ont réduit l'ennemi à se tenir sur la défensive, l'empereur cherche un appui en Pologne et pousse le Danemark à la guerre. Cette

dernière puissance, qui s'est posée comme médiatrice, au lieu de presser la conclusion de la paix, arme sur terre et sur mer. On dit que l'évêque de Brême et les ducs d'Oldenbourg et de Brunswick-Lunébourg sont d'accord avec le Danemark. Cologne et plusieurs États catholiques entreraient dans cette intrigue pour former dans l'Empire un troisième parti dont il est question depuis longtemps. Le Danemark ne néglige rien pour arriver à une alliance avec la Pologne ; on négocie avec la Russie le mariage du prince Waldemar avec la fille du tsar, pour nous susciter au besoin un ennemi de plus. Des griefs plus directs annoncent en outre les dispositions hostiles du Danemark à notre égard ; il entrave la navigation du Sund, prélève, contre les traités, des droits sur les denrées destinées à alimenter la Suède, et vient d'établir une croisière devant l'île de Ruden pour soumettre nos vaisseaux à des droits de douane et à une visite non moins déshonorante pour notre pavillon, que contraire à nos intérêts commerciaux. Nous croyons donc qu'il convient d'attaquer ouvertement le Danemark, ce qui nous oblige à retenir nos recrues; vous nous renverrez donc autant de vétérans que vous pourrez, sans nuire toutefois au but de vos opérations, qui est de vous porter sur la Baltique, et de prendre vos

quartiers d'hiver dans le Holstein et le Jutland : mais le plus grand secret doit favoriser cette attaque... Vous tâcherez de contraindre le duc et l'évêque de Brême à séparer leurs troupes de celles de l'ennemi, et vous enverrez un corps vers la Poméranie et le Mecklenbourg, pour veiller jusqu'à votre arrivée à la défense des forteresses et au passage de l'Elbe. Vous regarderez comme ennemi quiconque vous résistera, en motivant cette conduite par le besoin de procurer des cantonnements à vos soldats... Nous espérons, par la promptitude et l'accord de nos mouvements, écraser le Danemark ou le mettre dans un tel embarras, qu'il s'occupera moins de nos affaires que des siennes propres. Ce plan sans doute a ses dangers ; il pourrait entraver notre guerre d'Allemagne... tâchez d'obtenir de Gallas un armistice tandis que l'on négocie. Si cette ressource vous manque, faites pour le mieux (1). »

Torstenson ne reçut que fort tard ces instructions ; cependant il s'y conforma immédiatement ; Gallas donna dans le piége et se contenta d'observer l'armée suédoise en couvrant la Bohême. Le général suédois se trouvait déjà à Havelberg, que

(1) Extrait des *Archives du royaume de Suède* pour l'année 1643.

rien de ses desseins n'avait encore transpiré. Il convoqua les officiers et leur annonça de bons quartiers ; avant la fin de l'année, le Holstein et le Jutland étaient envahis.

Une lettre du chancelier à Torstenson, que nous empruntons à Geïer, résume les événements principaux de cette guerre. « Nous avons appris que vous avez battu la cavalerie danoise à Colding, qu'après avoir occupé le fort de Middelfart, vous vous êtes emparé de tout le Jutland jusqu'à Skagen, que presque tout le Holstein et le Sleswig sont en votre pouvoir, et que vous êtes sur le point d'attaquer la Fionie. Nous avons donné ordre à Gustave Horn d'entrer en Skanie, où il a pris possession de Helsingborg, d'où il s'est porté sur Landskrône et Malmö, attendant l'occasion de s'emparer de quelques places fortes qui le rendent maître du Sund, jusqu'à l'arrivée de nos flottes. Notre but principal est de mettre en mouvement toutes nos forces pour tenir en respect le Danemark que nous attaquerons au printemps par terre et par mer. Tâchez d'occuper la Fionie et assurez-vous des Belt. Au mois de mai, notre flotte dirigera tous ses efforts contre la Séelande. Notre plus grand obstacle est dans la flotte danoise. Nous espérons néanmoins que la nôtre sera en état de lui tenir tête... Il y a

deux partis à prendre : attaquer l'empereur en contenant le Danemark par l'occupation du Holstein et du Jutland, ou tourner nos forces principales contre le Danemark, en nous tenant sur la défensive en Allemagne ; ce dernier me paraît préférable. En Allemagne, il faut défendre les comtés et les places fortes de la Baltique ; il ne paraît pas probable que l'empereur s'avance vers le nord, en laissant derrière lui les places que nous occupons en Moravie et en Silésie ; s'il s'y hasardait, il faut le recevoir de votre mieux, sans oublier que le coup décisif doit être porté en Danemark ; nous espérons que cette guerre ne sera pas longue, puisque déjà les Danois ont essayé d'entamer des négociations ; vous pourrez ensuite vous tourner contre les Impériaux. »

Cependant Christiern IV, dont l'âge avancé ne diminuait point l'énergie, avait commencé les hostilités par la prise de Gothenbourg, puis il força une flottille, que la Suède avait achetée en Hollande, de rétrograder ; bientôt une nouvelle flotte auxiliaire parut devant Gothenbourg. L'amiral suédois Flemming commandait quarante vaisseaux ; il s'empara, vers la fin de juin, de l'île de Femern, où la flotte danoise, commandée par le roi septuagénaire vint le rejoindre. La ba-

taille navale du 6 juillet fut des plus sanglantes. Douze personnes tombèrent autour de Christiern, qui fut atteint d'une blessure. On s'attribua la victoire de part et d'autre; quelque temps après, Flemming fut tué et Wrangel prit le commandement de la flotte. La cour de Vienne ayant pénétré la politique d'Oxenstierna, Gallas avait reçu l'ordre de s'avancer contre Torstenson, pour le mettre entre les Impériaux et les Danois; il fallut donc renoncer à l'attaque des îles danoises.

Le général suédois ne put décider l'ennemi à une bataille, mais il entraîna l'armée allemande à sa poursuite, et finit par la détruire entièrement. Wangel rencontra la flotte danoise entre les îles de Laland et de Femern, et remporta sur elle un avantage décisif. Enfin la paix se fit à Brömsebro, sous la médiation de la France.

Un parti puissant s'était formé dans le sénat de Suède en faveur de la paix que repoussait le chancelier. « J'ai remarqué, disait à cette occasion la jeune reine Christine à Oxenstierna, que presque tout le sénat était d'un avis opposé à votre avis et au mien. » La paix avec le Danemark, signée en 1645, fut avantageuse pour la Suède : celle-ci obtint sur le Sund et le Belt une franchise entière, qui fut étendue au commerce de la Finlande, de la

Livonie, de la Poméranie et de Wismar. Le Danemark dut lui céder le Jutland, la province de Héréédalen, les îles de Gothland et d'OEsel, et le Halland pour trente ans, encore la restitution de cette dernière province ne pouvait être exigée sans l'équivalent. Brême, enlevé par Kœnisgmark, resta également au pouvoir des Suédois.

En créant le chancelier comte de Södermöre, la reine dit au sénat : « C'est un grand ministre qui a servi un grand roi. » Christine aimait à produire de l'effet, la suite de son règne prouva qu'elle se piquait peu de reconnaissance.

CHAPITRE XXXII.

Christine avait été séparée de bonne heure de la reine Marie-Eléonore; elle resta sous la surveillance de sa tante, la princesse Catherine, épouse du comte palatin Jean Casimir, et sœur de Gustave-Adolphe. Les rapports qui s'étaient établis entre la jeune reine et son cousin contribuèrent à porter plus tard Charles-Gustave sur le trône de Suède.

A dix-huit ans, Christine lisait les auteurs grecs, écrivait et parlait purement le latin, l'allemand et

le français. Ces occupations fortes donnaient à toutes ses paroles un tour sérieux. « Il en est des dignités, disait-elle, comme des odeurs, ceux qui les portent y sont presque insensibles. » Son caractère offre un mélange singulier de saillies philosophiques, de simplicité de mœurs et de railleries piquantes dont l'expression devient cruelle dans la bouche d'une souveraine. Il est difficile de dire si ces singularités tenaient plutôt à sa nature qu'au désir d'exciter l'admiration et l'étonnement. Elle parla des vertus en sage, et sembla dédaigner celles de son sexe.

Torstenson, laissant Kœnigsmarsk en Westphalie, s'apprêtait à attaquer l'empereur dans le cœur de ses États.

Au mois de février 1645, il gagna la bataille de Jankowitz sur le maréchal Hasfeld qu'il fit prisonnier; le prince suédois Charles-Gustave combattit vaillamment, et eut dans l'action ses vêtements criblés de coups. L'empereur se sauva de Prague, et concentra les forces qui lui restaient autour de sa capitale. Forcé de se replier en Silésie, il couronna ses exploits par la prise de Leutmiritz, en Bohême. Les victoires de Torstenson imprimèrent aux négociations une marche plus franche. Au 10 novembre, lorsque Wrangel eut succédé à Torstenson, le

chancelier écrivit aux commissaires chargés de stipuler les intérêts de la Suède : « Il y a quatre questions importantes à résoudre. Demanderons-nous le rétablissement des états ? quelle indemnité recevrons-nous ? les états seront-ils tous admis au congrès ? consentirons-nous à la neutralité de la Bavière ? Il est évident que l'empereur veut réserver à la diète la décision de tout ce qui regarde la constitution de l'Empire. L'esclavage des états serait la conséquence d'une telle mesure, et nous tomberions dans le piége commun. Tâchez de concilier les vues de la France avec celles des états, et déclarez que nous n'attachons pas moins de prix à la liberté et à l'indépendance des états qu'à l'indemnité qui nous est due. Ménagez cette affaire avec adresse, en stimulant le zèle des états, et en les effrayant au besoin sur les suites de leur condescendance. Représentez au ministre français que s'il négligeait de nous appuyer dans cette occasion, nos prétentions particulières s'en accroîtraient nécessairement. Nous désirons autant que possible que les choses en Allemagne soient remises dans le même état où elles étaient avant la guerre ; cette condition se lie à celle de notre indemnité. Quant à la fixation de cette dernière, gardez une prudente réserve. Parlez d'abord de nos droits en général, et si l'on

aborde le vif de la question, voyez venir; déclinez toute compensation pécuniaire sous prétexte d'absence de garanties. La Suède veut une compensation réelle, qui réponde pour ainsi dire d'elle-même, et qui soit située à sa convenance. Indiquez la Poméranie, Kamin, Wismar, Brême et Werden; faites même entrer dans vos prétentions Magdebourg, Halberstadt, Minden et Osnabruck, pour masquer le point principal des négociations... Ne négligez rien pour écarter la neutralité de la Bavière; si la France objecte le traité que nous avons conclu nous-mêmes avec les électorats de Saxe et de Brandebourg, représentez que ce sont d'anciens alliés de la Suède qu'il était naturel de replacer sous l'influence des mêmes intérêts. Si, malgré vos efforts, la neutralité de la Bavière est déclarée, acceptez-la comme une nécessité, en déclarant toutefois que nous ne pourrons jamais compter sur une alliance sincère avec la France. Ne perdez pas de vue surtout que la Poméranie est pour nous de la plus haute importance (1). »

Lorsque Wiangel prit le commandement, son premier soin fut d'occuper les défilés de la Bohême, conformément au plan tracé par Torstenson; les

(1) Lettre du chancelier aux commissaires d'Osnabruck, 10 novembre 1645. — *Archives du royaume.*

Suédois, trop faibles pour résister aux forces réunies des Bavarois et des Impériaux, devaient se joindre à l'armée française et refouler l'ennemi au delà du Danube. Il est à remarquer que la coopération des Français facilitait les succès des Suédois, et que ces derniers perdaient ordinairement pendant l'hiver, saison où l'armée française restait inactive, presque tous les avantages qu'ils avaient obtenus durant le reste de la campagne.

« Tandis que Wrangel et Turenne se dirigeaient sur la haute Allemagne et sur la Bavière, le général d'artillerie Wittemberg se portait avec des renforts sur la Silésie, d'où il pouvait menacer la Moravie ou la Bohême, selon les circonstances ; ce plan ne fut exécuté qu'en partie. Wrangel, qui venait d'être promu au grade de feld-maréchal, marcha sur le Weser, occupa Paderborn, et résolut d'attendre Turenne dans la Hesse. Turenne avait à concilier les difficultés de cette campagne avec les instructions secrètes de sa cour, de sorte que la jonction des deux généraux ne put s'effectuer que quelques mois plus tard. L'ennemi, n'osant se mesurer avec deux capitaines de cette renommée, se retira sur la Lahn. Après s'être assurés de Hanau et s'être emparés d'Aschaffenbourg, Turenne et Wrangel se séparèrent pour se rejoindre sur le Danube. Ils assiégèrent

Augsbourg, qui fut délivrée par les Impériaux et les Bavarois. Turenne prit ses quartiers en Souabe, et Wrangel aux environs du lac de Constance. En Bohême, Wittemberg battit Montécuculli, et se retira en Silésie, après avoir mis en état de défense toutes les places fortes que les Suédois occupaient en Moravie. Les négociations absorbèrent la fin de l'année 1646 et le commencement de la suivante. La France était parvenue à faire reconnaître la neutralité de la Bavière; Turenne repassa le Rhin. Cette retraite mécontenta les soldats allemands qui servaient sous les ordres du prince, et dont la plupart avaient été formés à l'école du duc Bernhard de Saxe. Ils nourrissaient contre les Français une jalousie que le mérite de leur nouveau général avait jusque-là comprimée, mais qui éclata lorsqu'il fut question de les transporter au delà du Rhin; ils destituèrent leurs officiers, et Wrangel fut obligé, malgré les réclamations de Turenne, de leur permettre de s'incorporer dans l'armée de Kœnigsmark, dans la crainte qu'ils ne passassent à l'ennemi. La campagne de 1647 n'offrit rien de remarquable; le refroidissement entre la Suède et la France semblait annoncer que, sur le point de finir la lutte, les cours influentes se retranchaient chacune dans les limites de leur politique respective. Toute-

fois ce dissentiment pensa être funeste aux Suédois ; Wrangel avait envahi la Bohême et pris Eger. Tout à coup les Bavarois rompent l'armistice ; réunis aux Impériaux, ils laissent à peine le temps au feld-maréchal de se replier sur la Misnie et la Westphalie. Le général en chef des Impériaux Mélander, au lieu de le poursuivre et de profiter de ses avantages, perdit un temps précieux à ravager la Hesse dont il avait à se plaindre. Jamais, depuis la mort de Gustave-Adolphe, les armées suédoises ne s'étaient trouvées dans un aussi grand péril (1). Ce retard permit à Wrangel de se reconnaître ; mais les Impériaux, dont les prétentions suivaient la fortune des armes, paraissaient moins que jamais disposés à cesser la lutte.

La situation des affaires en 1648 détermina le cabinet du Louvre à se rapprocher franchement de la Suède, pour enlever la paix par des mesures vigoureuses. Turenne reçut l'ordre de soutenir Wrangel avec toutes ses forces ; les deux généraux se trouvaient de nouveau réunis dans la Franconie, au commencement d'avril, ce qui obligea les Impériaux et les Bavarois de quitter les bords du Weser pour secourir la Bavière menacée. Après

(1) Puffendorf.

quelques luttes sanglantes, les alliés s'avancèrent jusqu'à l'Inn, et Kœnigsmark se porta sur la Bohême. Le 31 juillet, ce général s'empara d'une partie de Prague, nommée la petite ville, où il fit un riche butin. Ce fut le dernier exploit de cette guerre, qui s'éteignit à l'endroit même où elle avait éclaté. Le reste de la ville fut sauvé par le courage des habitants. L'Autriche, qui voyait ses États héréditaires menacés à la fois du côté de la Bohême et de la Bavière, hâta la conclusion de la paix; elle fut signée en octobre 1648, à Munster et à Osnabruck. La Suède obtint une partie de la Poméranie, que depuis on appela suédoise, une autre partie de la Poméranie antérieure jusqu'à l'Oder, en y comprenant Stettin et Gartz, les îles de Rugen et de Wollin, avec les embouchures de l'Oder, Wismar, Brême et Werden, le tout comme fief de l'Empire (1).

Le traité d'exécution, qui réglait les indemnités de l'armée, ne fut signé à Nurenberg qu'en 1650. Charles-Gustave, prince palatin, généralissime des troupes suédoises, et Piccolomini, pour les Impériaux, furent chargés de faire exécuter tous les articles de la paix de Westphalie. On fixa l'indem-

(1) *Archives du royaume*. Geier, chap. XIX.

nité pécuniaire de la Suède à cinq millions de thalers. La juridiction suédoise, dans les fiefs concédés, ne fut point soumise à l'appel en cour impériale, sous la condition que les tribunaux jugeraient conformément aux lois de l'Empire (1).

La transaction de Passau et la paix de religion servirent de bases au cinquième article du traité d'Osnabruck, qui règle les droits des catholiques, des protestants et des réformés. Il est aisé de comprendre qu'une convention politique, dictée par la nécessité, ne pouvait avoir une influence immédiate sur les dissentiments religieux et sur des points de conscience. Les hommes d'État durent se borner à établir autant que possible, entre les différentes religions, une balance dont les priviléges et les droits politiques étaient nécessairement l'expression. Il fallut, pour ainsi dire, classer les intérêts de religion dans un cadre politique; quant au fond des choses, rien n'était amélioré, puisque pour arrêter les bases de la pacification, en ce qui regardait le dogme, la hiérarchie et les formes extérieures du culte, on fut obligé de rétrograder jusqu'à une époque d'où la dernière guerre était sortie.

Le résultat politique de la paix de Westphalie

(1) Traité d'Osnabruck, art. 10.

fut plus satisfaisant, parce qu'il exprimait d'une manière assez fidèle les prétentions et le degré de puissance des États respectifs. La France, qui s'était agrandie sur le Rhin, devenait le point d'appui des États indépendants de l'Allemagne; elle compléta bientôt son système de frontières par la paix des Pyrénées.

L'abaissement de l'Autriche était cependant bien moins réel que celui de l'Espagne. La grande famille germanique devait s'apercevoir tôt ou tard que sa force réside dans l'union, et que la protection étrangère cache un péril plus grand que les prétentions de la maison d'Autriche. Les avantages de la Suède, fondés uniquement sur la guerre, ne pouvaient être durables, parce que les provinces qu'elle gagnait, séparées du royaume par la mer, s'appuyaient naturellement au continent germanique, qui devait nécessairement les absorber. Les provinces annexées à la Suède se trouvaient donc comme le point de mire des États en voie de progrès, et, pour ainsi dire, sous le coup d'un partage éventuel. La Pologne, étreinte de tous côtés et livrée à des dissensions nées d'une constitution vicieuse, n'avait pas assez de profondeur pour réagir sur les États voisins. Le Brandenbourg préparait avec prudence et suite sa grandeur future, et la

Russie, sous le règne d'Alexis Michaélovitch, était déjà tourmentée par le besoin d'essayer ses forces.

Le traité de Westphalie portait donc avec lui le germe de modifications successives; toutefois ce fut une œuvre de haute sagesse, parce qu'il concilia les intérêts du présent, et qu'il demeura le point de départ de toutes les négociations subséquentes.

Tant qu'avait duré la guerre, la Suède, soutenue par une sorte de surexcitation, n'avait pu en bien apprécier les conséquences; la paix de Westphalie lui révéla nettement les difficultés d'un état de choses fondé sur des avantages éventuels. L'insuffisance des impôts, les tentatives de la haute noblesse pour s'arroger la domination sur les cultivateurs des domaines de la couronne qu'on s'était vu obligé d'aliéner, ce qui tendait à anéantir l'ancien droit du franc tenancier; les libéralités de Christine, tout concourait, en jetant du désordre dans les finances, à entraver les ressorts de l'administration. L'influence du chancelier s'effaça bientôt au milieu des intrigues et des difficultés qui les faisaient naître.

La paix de Westphalie et la prépondérance du parti français à la cour de Stockholm furent la cause de sa disgrâce. La reine voulait à tout prix

un accommodement ; le chancelier dut céder, et sa politique se trouva en défaut en présence de résultats qui ne trouvaient pour ainsi dire en dehors des mesures qu'il avait si longtemps préparées. L'influence de la haute noblesse irrita le clergé et la noblesse moyenne. La fermentation gagnait de jour en jour ; on se plaignait, dans une foule d'écrits anonymes, que les paysans, au lieu de former un état libre dans le royaume, n'eussent en perspective que la servitude. On s'élevait contre l'abus des dotations ; on prétendait que l'impôt, déjà excessif, était réparti d'une manière inique, etc. En 1650, les prêtres, les bourgeois et les paysans présentèrent à Christine une protestation dans laquelle ils demandaient qu'on restituât à l'État les domaines de la couronne, et qu'on bornât les priviléges de la noblesse. Le chancelier résista ; mais la requête avait l'assentiment de la reine, qui jugea plus facile d'en approuver les conclusions, que de les exécuter elle-même.

Cependant Christine avait reçu quelques ouvertures d'alliance ; l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg avait demandé la main de la jeune reine, qui évita de se prononcer. Le choix du peuple se prononça en faveur du prince palatin Charles-Gustave. Ce prince, neveu de Gustave-Adolphe,

était né en Suède. Nous empruntons à l'historien Geier les détails suivants qui émanent de l'électeur lui-même. « Dans la soirée du 15 juin 1648, en présence du comte Magnus de la Gardie et de l'évêque Johannès Matthias, j'eus une entrevue avec la reine au sujet de la proposition de mariage que je lui avais présentée. Après quelques moments de silence, elle me dit qu'elle voulait, devant ces témoins, et à la face de Dieu, déclarer ce qu'elle pensait de moi... Que, quant au mariage, elle ne me donnait ni ne m'ôtait l'espérance; mais que bien certainement elle n'épouserait personne que moi, si elle prenait cette détermination; que si, au contraire, elle se décidait à rester libre, elle ne négligerait aucuns moyens pour me faire reconnaître comme héritier de la couronne... » Le saisissement m'empêchait de parler; Sa Majesté répéta ce qu'elle venait de dire, qu'elle n'avait consulté que la sûreté et l'intérêt de l'État. En me confiant le commandement, elle voulait assurer mon avenir et celui de la patrie. Et comme je lui protestais que sa main m'était plus précieuse que tout le reste: « Dieu ne vous a pas fait, me répondit-elle, pour végéter au milieu d'une petite cour d'Allemagne. » Je voulus lui rappeler ses promesses, mais elle objecta que ce qu'elle avait promis par

inexpérience ne pouvait la lier présentement; qu'elle n'avait pas le droit alors de disposer d'une ferme, à plus forte raison de sa personne et d'un diadème. Je lui dis enfin que je ne pouvais avoir l'idée de lui survivre, et que je répugnais aux rigueurs que pourraient m'imposer les circonstances. « Je saurai bien, reprit-elle, arranger les choses de telle sorte, que la rigueur ne sera pas nécessaire, et que, loin d'occasionner des troubles, vous serez en Suède un garant de tranquillité et de paix. »

Ainsi la fille de Gustave-Adolphe, avant même la cérémonie de son couronnement, avait formé la résolution de descendre du trône, comme on peut s'en assurer par la lettre du ministre français Chanut à la reine, en réponse à la notification qu'elle lui fit de son abdication (1).

Au commencement de l'année 1649, elle proposa au sénat de choisir le prince comme héritier de la couronne; elle fit valoir avec éloquence tous les

(1) La Haye, 2 mars 1654 : « Mon seul partage dans le grand dessein de Votre Majesté, puisqu'elle veut bien que l'on sache qu'elle a eu la bonté de me le communiquer, est de témoigner partout où je serai, que la première et la plus forte considération qui a porté Votre Majesté à former cette pensée a été le bien de ses sujets et la sûreté de son état, en prévenant les confusions et les partialités difficiles à éviter après les décès des princes souverains qui sont considérés comme les derniers de la maison royale. C'est le motif qu'il plut à Votre Majesté de me découvrir *il y a six ans.* » Arkenholtz, cité par Geier.

titres qu'avait le neveu du grand Gustave à l'honneur de régner un jour sur la Suède. Le sénat, surpris, garda longtemps le silence; enfin une grande majorité s'opposa à un tel projet ; on représenta à la reine qu'il était dangereux de laisser indécise la question d'hérédité; il l'était plus encore de fixer ce point du vivant de la reine, surtout lorsque le successeur n'était point son époux. Christine combattit ces raisons avec sa fermeté et son habileté ordinaires. « Elle voyait bien, disait-elle, que le sénat voulait rétablir le royaume électif et le pouvoir aristocratique en Suède. Les plans du drots et du chancelier, les espérances des familles Oxenstierna et Brahé, n'étaient plus des secrets. » Et comme on lui objectait les troubles qui naîtraient de la rivalité des princes héréditaires : « Vaut-il donc mieux, répondit-elle, que la couronne soit un objet de discorde entre leurs enfants? Proclamez de suite Charles-Gustave comme héritier de la couronne, car si je meurs auparavant, il est probable qu'il ne montera jamais sur le trône. »

Malgré la résistance du sénat, la reine sut imposer sa volonté. Charles-Gustave fut choisi pour héritier du trône, dans le cas où Christine mourrait sans postérité. Lorsque le chancelier dut signer ce décret, dont il pénétrait la pensée secrète, il s'é-

elle voulait faire acte d'indépendance, se jouant de ce que les hommes ont de plus sacré; et comme elle aspirait à vivre sous un ciel plus doux, au milieu de toutes les jouissances qui font la vie plus complète, elle crut en même temps que l'Italie et la France, où elle avait résolu de fixer son séjour, lui sauraient bon gré de cette saillie bien moins religieuse que philosophique. L'influence qu'eut sur Christine le médecin Bourdelot, qui la sauva d'une grave maladie (1), fut probablement moins grande qu'on ne le suppose généralement; cet homme irréligieux, qui jouit d'un grand crédit auprès de la reine, put bien la détourner des occupations sérieuses; mais lui attribuer le changement de conduite de Christine, c'est confondre avec la cause occasionnelle une simple coïncidence dans les faits. Si Christine eût fait profession d'athéisme, elle n'eût point embrassé la religion catholique. Si elle eût été catholique de bonne foi et par un besoin de conscience, elle n'eût point donné au monde le spectacle d'une grande et belle intelligence acceptant par système le despotisme des passions les plus vulgaires.

(1) Rumor est aulam suecam viris doctis non amplius patere, et sperni illic litterarum studia, idque culpa Nebulonis cujusdam (Bourdelotii), qui serenissimæ reginæ animum a seriis studiis ad ludicra et inania traduxerit. Valesius à Heinsius, 1650. Voyez Arkenholtz.

Cependant le sacrifice qu'elle voulait faire de la couronne, elle ne le consomma point sans hésitations et sans combats. En 1652, elle céda aux représentations du chancelier. Le mécontentement du peuple et d'une partie de la noblesse, en lui montrant un danger réel dans l'exécution de son projet, sembla l'y confirmer encore; tant qu'il y eut pour elle du péril à balancer, elle regarda comme indigne d'elle d'abandonner le trône. L'abdication, telle qu'elle la voulait, devait être éclatante, c'est-à-dire complète; il fallut qu'elle parût à tous l'œuvre de sa volonté, et non l'effet d'une appréhension quelconque. Si on eût prétendu la faire descendre du trône, l'orgueilleuse Christine serait morte probablement la couronne en tête.

Lorsqu'un parti essaya de porter sur le trône Charles-Gustave, elle punit les conspirateurs avec sévérité. En 1652, elle convoqua les États sans parler de son abdication; et comme l'attitude de la Pologne, du Danemark et de l'Empire était menaçante pour la Suède, elle demanda et obtint des levées d'hommes et une augmentation d'impôts. Durant le reste de son règne, le désordre allait croissant. En tête des actes de dotation, on commença à placer la formule : *En cas que ces biens*

n'aient pas encore été donnés. Un secrétaire de la chancellerie fut décapité pour avoir vendu quarante-deux lettres de dotation et d'exemption. Elle augmenta la chambre des nobles de huit comtes, de vingt-quatre barons, et concéda plus de quatre cents lettres de noblesse. Parmi ces nobles de nouvelle création figurait le tailleur de la cour. La légèreté de la reine, le mépris qu'elle affectait pour la religion, altérèrent le sens moral de la nation; les lettres et les arts, les jouissances du luxe, au lieu de compléter la vie, en devinrent le but principal, et la civilisation recula ainsi devant les lumières.

L'envoyé de Cromwel, Whitelocke, qui conclut en 1654 une alliance avec la Suède, parle avec indignation de la dissolution de la cour. Christine ne prenait pas même la peine de jeter un voile sur ses désordres. Le peuple murmurait et portait ses regards sur Charles-Gustave.

Le 11 février 1654, la reine philosophe renouvela devant le sénat sa résolution irrévocable de déposer la couronne; le chancelier, après avoir épuisé toutes les objections, lui dit à la fin : « S'il faut que cela soit, le plus tôt sera le mieux. » Les états furent convoqués à Upsala pour le 21 mai. On convint de donner à Christine les îles de Gothland, d'Öland et d'OEsel, la ville et le château de Nor-

köping, et plusieurs possessions en Poméranie, dont le revenu s'élevait à deux cent quarante mille thalers. Le comte Pierre Brahé rapporte comme il suit les circonstances de l'abdication, que nous traduisons de Geïer : « Dans la matinée du 6 juin, la reine fit sa renonciation ; elle sortit de sa chambre, la couronne sur la tête, le globe et le sceptre dans la main, vêtue du manteau royal sur une robe de soie blanche; après un discours (1) auquel Rosenhane répondit, elle déposa les attributs de la royauté, s'adressa au prince héréditaire, dont le couronnement devait avoir lieu immédiatement, et lui recommanda les intérêts du pays d'un ton à la fois touchant et solennel.... Plusieurs fois son émotion fut sur le point de se trahir par des larmes. Quelques personnes présentes ne purent retenir les leurs. Lorsqu'elle dit que sa famille et son règne avaient fini avant que Dieu en eût fixé le terme, sa beauté ajoutait à l'effet de son éloquence. Le roi répondit d'un ton noble et pénétré. Elle voulait qu'il montât de suite les degrés du trône, mais il s'y refusa... Le couronnement du prince eut lieu à deux heures (2). »

(1) Voyez *le Diplomataire*, publié par MM. Grandjean et Oudan.

(2) Christine avait fait emballer les tapis et les meubles, de sorte qu'il fallut emprunter tout ce qui était nécessaire au couronnement.

Le jour suivant, Christine s'éloigna d'Upsala et s'arrêta quelques jours à Stockholm, où elle se confessa publiquement. Douze vaisseaux de guerre l'attendaient à Calmar pour la transporter en Allemagne ; mais elle prit la route de Halmstadt et passa le Sund. Elle avait congédié tous les Suédois, à l'exception de quatre qui la suivirent. Parvenue à un ruisseau qui servait de limite entre le Danemark et la Norvége, elle descendit de voiture et s'élança sur la rive opposée en s'écriant : « Enfin je suis libre et hors des frontières de la Suède, où j'espère bien ne jamais rentrer ! » La mort d'Axel Oxenstierna suivit de près le départ de la fille de Gustave-Adolphe. Sa conversion à la foi catholique rompit les derniers liens qui l'attachaient à la Suède. Au milieu de la dissipation et des flatteries qui l'accueillirent partout, elle sentit plus d'une fois ce vide que laisse après lui, dans les âmes les plus fortes, la perte d'un trône. Elle renouvela depuis ses prétentions et son abdication dans cette même Suède où elle aurait pu régner avec gloire, et brigua en 1658 la couronne de Pologne. Il n'entre pas dans notre plan de signaler les fautes qu'elle commit dans la vie privée ; nous nous bornerons à déplorer les aberrations de cette femme extraordinaire qui se trompa de rôle, et qui, ne pouvant égaler son

père comme guerrier et comme homme d'État, voulut du moins se distinguer comme femme et comme souveraine en faisant servir son génie et sa fortune à l'éloigner du but où tendent les plus nobles ambitions.

CHAPITRE XXXIII.

Tandis que la Suède établissait par les clauses du traité de Westphalie son influence sur les affaires de l'Allemagne, le Danemark, attentif aux événements, se rapprochait tantôt de l'Empire, tantôt de la Suède : désormais un rôle secondaire était le seul qui convînt à sa situation. Les dernières années de Christiern IV furent activement employées à resserrer l'alliance avec la Hollande, dont la marine pouvait contenir les prétentions des Suédois. L'activité d'Uhlfeld avait habilement préparé ce résultat ; des villes florissantes s'élevaient dans les provinces, mais les charges de la couronne dépassaient les ressources de l'impôt ; il était difficile d'entretenir l'armée sur un pied convenable. L'affaiblissement progressif du Danemark rendait indispensable une réforme dans les finan-

ces, et une amélioration n'était possible dans cette branche importante de l'administration, qu'autant que la noblesse consentirait à abandonner quelques-uns de ses priviléges. Christiern désirait modifier le service militaire des nobles; et pour être en état de solder des troupes permanentes, il proposait d'affermer les fiefs de la couronne dont les grands s'étaient approprié les revenus. Le projet rencontra des résistances sérieuses; on fit entendre au roi que l'élection de son fils n'aurait pas lieu s'il persistait à vouloir changer les anciennes constitutions, de sorte que, pour obtenir ce second point, il fallut céder sur le premier. Ce prince termina sa carrière au commencement de l'année 1648, la même où fut signé le traité de pacification générale. Christiern fut sans contredit un des plus grands monarques de son siècle, mais la fortune manqua à son génie. Il ouvrit au Danemark le commerce avec les Indes Orientales, établit des manufactures, encouragea les sciences, fonda un grand nombre de colléges, apporta quelques modifications judiciaires dans les lois danoises, et refondit celles de la Norvége. Quant à ses mœurs, elles ne furent point à l'abri de tout reproche. Son fils Frédéric ne parvint à la couronne qu'après avoir déjoué les intrigues d'Uhlfeld, qui avait épousé

Éléonore-Christine, fille de Christine Munck, seconde épouse de Christiern. Le comte avait obtenu du sénat un acte qui établissait la légitimité des enfants de ce second mariage. Uhlfeld espérait détacher la Norvége du Danemark, et s'il ne pouvait réussir à obtenir une couronne, il voulait du moins porter sur le trône Valdemar, son beau-frère, au préjudice de Frédéric, né de Catherine, fille de l'électeur de Brandenbourg. La noblesse, quoique l'ambition d'Uhlfeld lui inspirât de justes craintes, ne négligea rien pour montrer à Frédéric que si elle préférait l'héritier direct de ses rois, elle tenait plus encore à ses priviléges. Uhlfeld, en exagérant les prétentions de cet ordre, se flattait que le prince refuserait de s'y soumettre, et qu'à la faveur de cette résistance, il affermirait son propre parti. Mais Frédéric accorda de bonne grâce tout ce qui lui fut demandé, de sorte que la noblesse prépara elle-même la réaction monarchique qui, quelques années plus tard, ruina le pouvoir des grands.

La capitulation qu'avait signée Christiern IV à son avénement au trône, renfermait déjà le pouvoir monarchique dans des limites si étroites, qu'en empiétant encore sur ses prérogatives, on transformait réellement le gouvernement du Danemark en

oligarchie. Les conditions imposées à Frédéric III devaient nécessairement amener ce résultat. Le sénat, sur la présentation de la noblesse, renouvelait ses membres sans le concours du roi. Les grandes charges de la couronne et la vice-royauté de Norvége étaient, il est vrai, à sa nomination, mais il fallait à chaque vacance qu'il choisît parmi trois sénateurs dont on lui présentait les noms. Il ne pouvait s'absenter du royaume sans le consentement du sénat, et les résolutions de cet ordre avaient force de loi indépendamment de tout contrôle, et sans que le roi y pût apporter la plus légère modification. Si l'on considère que, conformément aux capitulations précédentes, le prince ne pouvait ni faire la guerre, ni conclure d'alliance, ni frapper un nouvel impôt, et que de plus il était tenu d'accorder à la noblesse la jouissance des terres de la couronne, on comprendra combien l'influence du monarque sur la direction des affaires et sur l'administration était illusoire et précaire.

Frédéric fut couronné en novembre 1648; les premières années de ce règne n'offrent de remarquable que le traité d'alliance conclu entre le Danemark et les états généraux, mesure qui parut nécessaire pour contre-balancer la puissance de la Suède.

Tandis que le grand maître Uhlfeld dirigeait les négociations à La Haye, Frédéric travaillait en secret à se soustraire à l'espèce de tutelle que s'étaient arrogée les grands officiers de la couronne. Le prince Christiern avait été reconnu pour successeur par les états, et la conduite de la cour à l'égard de Christine Munck et de ses enfants, annonçait la volonté d'humilier le parti du grand maître. Uhlfeld, blessé dans ses prétentions, refusa pendant longtemps de remplir les devoirs de son ministère ; on voulut le forcer à rendre compte de son administration, mais il s'y refusa avec hauteur.

Un favori de Frédéric accusa le grand maître d'avoir conspiré contre la vie du monarque ; il en résulta un procès qui, mettant les parties hors de cause, détermina Uhlfed à sortir du royaume. Il emporta secrètement ses richesses et se réfugia près de la reine Christine, dont il obtint bientôt la faveur, sans réussir toutefois à lui faire déclarer la guerre au Danemark.

En 1652, pendant que les Hollandais négociaient avec le Danemark pour obtenir les secours que stipulait le dernier traité, et pendant qu'on délibérait, une flotte marchande, sous pavillon anglais, relâcha dans le port de Copenhague. Le roi se laissa persuader par le ministre hollandais, et ordonna

la capture de ces bâtiments. L'Angleterre demanda vainement une réparation, qui tomba plus tard à la charge de la Hollande, lorsque les deux républiques se réconcilièrent. Le roi et le protecteur firent la paix (1), et la cour de Copenhague tourna toute son attention du côté de la Suède. Charles-Gustave, maître de la couronne par l'abdication de Christine, prit Uhlfeld sous sa protection et laissa voir des intentions hostiles au Danemark. Ce prince était persuadé que la guerre était nécessaire à la grandeur de la Suède; sa prédilection pour la gloire militaire prêtait de nouvelles forces à la raison politique. Uhlfeld, obéissant à un sentiment de vengeance, s'efforçait d'attirer l'effort des armes suédoises contre le Danemark; mais un autre fugitif, Radziejowski, qui avait été vice-chancelier de Pologne, et que le roi Jean-Casimir avait fait exiler, mit un terme à l'irrésolution de Charles-Gustave, en lui montrant le succès probable d'une invasion en Pologne (2).

Les prétentions de Jean-Casimir sur la couronne de Suède étaient d'ailleurs un motif suffisant pour déterminer un roi élu du caractère de Charles-Gus-

(1) 15 octobre 1654.

(2) Jean Casimir avait séduit la femme de ce gentilhomme, qui depuis lia quelques intrigues avec les Cosaques révoltés.

tave, à prévenir l'agression d'un compétiteur. Nous verrons la suite de cette guerre, quand nous traiterons spécialement de la Suède. Nous nous contenterons de dire que l'électeur de Brandenbourg dut se reconnaître vassal du roi de Suède pour la Prusse ducale, et abandonner au vainqueur la moitié des droits d'entrée dans tous les ports de sa domination.

Les victoires des Suédois alarmèrent les Hollandais et l'empereur. Le Danemark était vivement sollicité de se déclarer contre Charles-Gustave. Le blocus de Dantzig, infraction flagrante au dernier traité, détermina les Hollandais à armer une flotte pour protéger leur commerce dans la Baltique; l'amiral Opdam, dont l'escadre avait été renforcée par quelques vaisseaux danois, entra dans le port de Dantzig, à l'instant où le roi de Suède, entraîné par ses victoires, était au fond de la Pologne : mais bientôt, soit que l'attitude équivoque de la cour danoise lui fît craindre d'avoir à supporter tout le poids de la guerre, soit que sa mission se bornât à contenir l'un par l'autre les deux royaumes scandinaves, l'amiral signa la paix avec la Suède; mais le ministre hollandais van Beuningen, refusa de ratifier cet accommodement, et il poussait les Danois à la guerre. Enfin le parti qui croyait l'instant favo-

rable pour accabler la Suède l'emporta, et les hostilités commencèrent dans le duché de Brême. Frédéric avait renouvelé ses alliances avec la Hollande et la Pologne; il comptait sur la coopération de l'électeur de Brandenbourg, tandis que les armes des Russes opéraient en Livonie une diversion favorable à ses intérêts. Dans la persuasion que Charles-Gustave, menacé de tous côtés, se porterait en toute hâte sur Dantzig pour sauver les restes de son armée, il s'embarqua secrètement et parut tout à coup avec une forte escadre devant cette ville, où il espérait surprendre son rival. La célérité du héros suédois avait déjoué cette mesure; tandis qu'on le cherchait à l'embouchure de la Vistule, il menaçait déjà le Holstein. Tout pliait devant les Suédois; l'amiral Wrangel s'emparait en même temps du territoire de Brême, tournant les forteresses qui auraient pu l'arrêter. Charles-Gustave réorganisa son armée dans le Holstein, puissamment secondé par son beau-père le duc de Holstein-Gottorp, et par les intrigues d'Uhlfeld, qui fondait ses espérances sur l'abaissement de son pays.

La prise de Fredericia, que Wrangel emporta d'assaut, ouvrit aux Suédois le Jutland et le Sleswig, et découragea Czarnecki, général polonais, qui avait déjà franchi l'Oder à la tête de douze mille

Polonais pour attaquer l'armée suédoise, et qui, à cette nouvelle, rebroussa chemin, dans la crainte de se trouver entre Wrangel, maître des duchés et du Jutland, et Charles-Gustave, qui occupait la Poméranie.

Les Danois avaient remporté quelques avantages en Norvége et en Scanie, mais les événements du Sud les forcèrent d'y renoncer; il leur fallut concentrer leurs forces dans le Jutland et les îles.

Cependant les cabinets étrangers suivaient avec inquiétude les succès des armes suédoises; l'électeur de Brandenbourg, la France et l'Angleterre unissaient leurs efforts pour rétablir la paix dans le nord. Charles-Gustave n'était pas homme à céder à des négociations ce qu'il devait à ses victoires; il déclina la médiation de l'électeur comme trop manifestement intéressée, représenta à la France que le Danemark avait rompu les traités dont elle était garant, et essaya d'attirer Cromwel dans ses intérêts, en lui promettant une riche part dans les dépouilles du Danemark. Le protecteur, qui avait d'autres vues, rejeta ces offres brillantes. Frédéric, de son côté, n'était point pressé de conclure la paix sous l'influence de ses défaites récentes; il comptait sur ses alliés et sur un changement de fortune.

Tandis que la diplomatie s'agitait, un froid ri-

goureux se fit sentir, et les détroits gelèrent avec tant de force, que les îles semblaient réunies au continent par les glaces. Charles, confiant sa fortune à l'hiver, résolut de faire passer à son armée le petit Belt, entreprise inouïe et que le succès couronna complétement. Nous laisserons parler le chevalier de Terlon, ambassadeur de France, qui ne quitta point le roi dans cette circonstance périlleuse.

« Le prince se rendit, le 8 de février, au bord de « la mer en traîneau, m'ayant fait l'honneur de me « mettre auprès de lui ; mais l'amiral Wrangel ap- « prit de ceux qu'on avait envoyés pour reconnaître « les glaces, qu'elles étaient trop faibles du côté « qu'ils marchaient, ce qui était véritable, car il « avait vu périr devant lui quelques-uns de ses ca- « valiers qui enfoncèrent dans la mer. De plus, les « Danois, qui étaient postés sur les bords de l'île de « Fionie avec de l'artillerie, tiraient sans cesse pour « rompre les glaces ; et comme l'armée suédoise en « était fort incommodée, il en avertit le roi de « Suède qui crut devoir se retirer et remettre la « partie au lendemain, espérant que les glaces se- « raient plus fortes.

« Cependant le prince fit camper son armée le « long du petit Belt, et envoya toute la nuit de « petits partis de tous côtés pour sonder la glace,

« et reconnaître par où l'on pourrait passer le plus « sûrement : il en attendit des nouvelles avec bien « de l'impatience et bien de l'inquiétude, et même « sans prendre aucun repos de toute la nuit, jus- « qu'à ce qu'il fût averti, sur les deux heures du « matin, qu'il avait extrêmement gelé toute la nuit, « et qu'on pouvait passer sur les glaces sans danger.

« J'étais pour lors dans sa chambre, et je lui vis « donner l'ordre à la même heure de faire avancer « toute son armée dans la péninsule dont il s'était « emparé le jour précédent, et pour exécuter son « dessein, il donna les ordres du combat, et com- « manda que les cavaliers menassent leurs chevaux « par la bride et marchassent assez loin les uns des « autres; que les canons iraient aussi dans une « égale distance, pour ne pas rompre les glaces par « un trop grand poids, jusqu'à ce qu'on eût passé « le courant de la mer : il commanda encore que « l'armée se mît en bataille lorsqu'elle serait passée, « pour aller aux ennemis qui paraissaient tout le « long des bords de la mer. Le roi de Suède passa « jusque-là en traîneau, puis il monta à cheval, ce « que je fis aussi pour être toujours auprès de sa « personne.

« Il donna l'aile droite de son armée au grand « amiral Wrangel... Le roi prit l'aile gauche pour

« lui; le comte Jacob de La Gardie commandait « l'infanterie. Mais comme elle marchait trop lentement parce que les soldats étaient épars, pour « ne pas enfoncer les glaces, et qu'ils avaient même « beaucoup de peine à marcher, le roi, ayant vu « que son avant-garde avait déjà passé l'endroit du « courant qui est le plus dangereux, donna ordre « à Wrangel de s'avancer avec l'aile droite, et de « seconder l'avant-garde quand elle donnerait « contre les Danois, tandis qu'il attendrait l'infanterie et mettrait l'aile gauche en état de le « suivre.

« Comme le roi eut remarqué que les troupes « danoises s'ébranlaient au lieu de le venir charger, il fit marcher diligemment l'aile gauche, « d'autant plus qu'on vint l'avertir que Wrangel « avait poussé les Danois qu'il avait trouvés devant « lui, et fait prisonniers le colonel qui les commandait, avec tous les officiers : cela obligea le prince « de doubler le pas pour s'approcher de l'île, où « il sut que le colonel Jens, qui commandait les « troupes danoises en l'absence du général Guldenlew (1), qui était fort malade, s'était posté « en un lieu tout à fait avantageux, ayant des haies « qui le couvraient d'un côté et la mer de l'autre.

(1) Fils de Christiern IV et de Christine Munck.

« Cette posture des ennemis fit que le roi par-
« tagea son aile droite, et en donna une partie à
« Wrangel avec ordre d'attaquer les Danois du
« côté de la mer, tandis qu'avec le reste il tâcherait
« de passer les haies : ce qu'ayant été effectué, il
« commanda au marquis de Bade de commencer
« l'attaque, ce qu'il fit avec tant de succès, qu'il
« renversa d'abord quatre escadrons danois. Wran-
« gel, qui était à la droite du roi de Suède, rompit
« pareillement tout ce qui lui fit résistance : il est
« vrai que les glaces s'étant rompues en un endroit,
« il y eut deux compagnies de l'un et l'autre parti
« qui enfoncèrent dans la mer et se noyèrent. Le
« roi perdit au même lieu le carrosse qui lui servait
« ordinairement, et ma calèche eut la même in-
« fortune. Le roi, ayant vu cet accident, avait rai-
« son de craindre qu'il ne lui en arrivât autant et à
« toute son armée; mais étant un prince intrépide,
« quoiqu'il connût bien le danger où il était, au
« lieu de prendre le parti de tourner du côté de la
« terre, il prit celui de laisser à gauche l'ouverture
« de la mer où ces cavaliers avaient péri, et alla
« chercher les ennemis qui étaient sur la mer à
« droite.

« Après que tous les escadrons danois furent rom-
« pus, Wrangel alla lui-même à l'infanterie da-

« noise qui était sur la glace, et qui gardait le poste « où était l'artillerie, leur criant de mettre bas les « armes ; le colonel Jens, l'ayant reconnu et n'étant « pas en état de lui faire résistance, lui demanda « quartier et se rendit à lui, ce que l'amiral lui ac- « corda de bonne grâce, et à tous ceux qui le vou- « lurent avoir. Ainsi toutes les troupes danoises fu- « rent défaites ou prisonnières, et la fuite n'en « sauva pas deux cents. »

Les Danois abandonnèrent en toute hâte l'île de Funen, et Charles-Gustave entra vainqueur dans Odensée. Les îles de Langland et Haland furent soumises sans résistance : il ne restait plus à Charles-Gustave qu'à poursuivre ses avantages et à profiter de la consternation de l'ennemi pour s'emparer de la capitale. Il n'était séparé de l'île de Séeland que par le grand Belt, alors entièrement couvert de glaces; mais le détroit n'a pas moins de quatre milles d'Allemagne d'un côté à l'autre, et, malgré la rigueur du froid, il était à craindre que toute l'armée ne périt au passage. Cependant le roi avait une telle confiance en sa fortune, et l'hiver le seconda tellement, que les troupes suédoises franchirent le Belt sur plusieurs colonnes et parurent devant Wardingbourg.

Le but de Charles était moins de réduire les Danois au désespoir que de les amener à une paix glo-

rieuse pour sa couronne : malgré les conseils d'Uhlfeld, il s'en tint au parti de la modération, jugeant plus utile de compléter les frontières de la Suède, que de donner au monde le spectacle d'une conquête si difficile à conserver. L'intervention du ministre anglais Meadow contribua sans doute à sauver le Danemark d'une ruine totale. Tandis que l'on négociait, Charles s'avança près de Copenhague, simulant les dispositions d'un assaut. Frédéric III était d'avis de se défendre dans sa capitale, mais l'irrésolution des chefs et le peu d'accord qui régnait entre le clergé, le tiers état et la noblesse, ne permettait guère de compter sur une résistance efficace. Après bien des hésitations, le parti de la prudence l'emporta.

La paix, ébauchée d'abord à Tostrup, fut signée définitivement à Roschild (1). La Suède obtenait la Scanie et le Bleckingen, le Halland et l'île de Bornholm; en Norvége, le Bahus, le Jutland et la province de Drontheim, en outre quelques enclaves dans le duché de Bremen et dans l'île de Rugen. Le duc de Holstein-Gottorp, beau-père de Charles, n'oublia pas ses intérêts; enfin, le Danemark se trouvait resserré de tous côtés, entièrement isolé

(1) 26 février 1658. Dumont, tome 6.

de ses alliés, s'il essayait d'échapper à la honte de ce traité, en recourant de nouveau aux armes. Uhlfeld fut dédommagé de ses pertes, et réintégré dans tous ses biens. Avant de parler de la guerre que Charles porta de nouveau en Danemark, esquissons rapidement la situation où se trouvait le monarque suédois.

La maison de Deux-Ponts n'eût trouvé que peu de sympathie en Suède si le sang des Vasa ne se fût mêlé à celui de son dernier rejeton. Les profusions de Christine et le désordre de l'administration avaient jeté dans toutes les classes des ferments actifs de mécontentement. La paix de Westphalie n'avait pu calmer tout d'un coup l'agitation des esprits, et l'inquiétude belliqueuse, manquant d'aliments, menaçait de se manifester à l'intérieur par des résistances et des révoltes. Charles aimait la guerre, mais les circonstances elles-mêmes semblaient lui interdire le repos. A peine eut-il ceint la couronne qu'il voulut assurer l'avenir de sa maison par son mariage avec Hedwig-Éléonore de Holstein-Gottorp. Il montra non moins de fermeté que d'adresse dans le démêlé qu'il eut avec Brême; mais ce qui le préoccupait surtout, c'était de rendre la Suède forte chez elle pour la mettre en état d'exercer sur le nord de l'Allemagne une influence

durable. L'occupation d'une partie des provinces baltiques protégeait ses flottes, et lui servait de rempart contre la Pologne, la Prusse et l'Empire. Après s'être agrandi de ce côté, il espérait abaisser complétement le Danemark, et fondre une seconde fois sur la Pologne, dont quelques provinces auraient désintéressé la Russie, l'Empire et le Brandenbourg. La marche de Charles en Pologne ne fut qu'une suite de triomphes ; la reine se sauva de la capitale emportant à Cracovie les trésors de l'État. Cette ville ancienne tomba bientôt au pouvoir du vainqueur, et Jean-Casimir chercha un refuge en Silésie. Les corps polonais firent promptement leur soumission ; les palatinats de Kief et de la Russie rouge prêtèrent à Charles-Gustave le serment de fidélité. La Lithuanie était envahie en même temps que la grande Pologne ; les Radziwil, que les succès des Russes en Livonie avaient réduits à l'extrémité, saluèrent avec joie leurs nouveaux maîtres ; mais bientôt les Polonais eurent le temps de se reconnaître et revinrent à des sentiments de patriotisme. L'orgueil des magnats était blessé, et les masses, excitées par le clergé, frémissaient à l'idée d'obéir à un monarque protestant ou à un tsar schismatique. Des corps de partisans polonais se formèrent, et les Suédois, harcelés de tout côté, perdirent dans une

guerre d'escarmouches la supériorité qu'ils avaient dans les batailles rangées. Charles jugea prudent de se rapprocher de la Baltique. Cependant d'autres difficultés l'attendaient en Prusse; Dantzig venait d'appeler les Hollandais à son secours, tandis que le grand électeur, attentif aux événements de cette mémorable campagne, concentrait ses forces et se préparait à acheter ou à conquérir l'indépendance de son électorat. Charles ne s'était point mépris sur les desseins de Frédéric-Guillaume. « Il faut, disait-il, rogner les ailes de ce jeune aigle pour modérer son vol. »

En effet, Frédéric-Guillaume négociait avec les états de la Prusse polonaise un traité d'alliance qui mettrait à sa disposition de nouvelles troupes, et Jean-Casimir, pour le détacher des Suédois, lui promit de renoncer à ses droits de suzeraineté. L'électeur intervenait en même temps comme médiateur entre le tsar et le roi de Pologne. Charles le prévint : il fit sa jonction avec La Gardie, et envahit une partie de la Prusse; la rapidité de ce mouvement, les victoires qui en furent la suite, domptèrent la fierté de Frédéric-Guillaume : enfermé dans Königsberg, il reçut les conditions du vainqueur (1). Par ce traité,

(1) 7 janvier 1656.

le roi s'engageait à évacuer la Prusse brandenbourgeoise, en même temps que l'électeur abandonnerait la Prusse polonaise. Quant à la question d'investiture, la suzeraineté des fiefs, exercée jusque-là par la Pologne, passa à la couronne de Suède.

Ce rapprochement prouva aux Polonais qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes; cependant ils essayèrent d'attirer l'empereur dans leurs intérêts en lui promettant la couronne de Pologne, et appelèrent à leur secours les Tatares de Crimée. Jean-Casimir profita de la disposition des esprits; le manifeste de la confédération de Tyszowce appelait tous les Polonais aux armes; le roi établit provisoirement à Lemberg le siége du gouvernement.

Tandis que Charles-Gustave s'emparait des places fortes de la Prusse polonaise, Dantzig résistait toujours; l'hiver rendait les opérations militaires de plus en plus difficiles, et l'insurrection des provinces centrales s'organisait d'une manière menaçante. Le roi de Suède, dont le génie grandissait en raison des obstacles, concentre ses forces à Thorn, passe la Vistule sur la glace, surprend Czarniecki et le défait complétement à Kolombo; mais bientôt les Polonais qui combattaient dans les rangs suédois, l'abandonnent, et la guerre prend un caractère national. Charles ne voit de salut que dans la retraite; il ré-

trograde sur Varsovie, presque toujours vainqueur, mais payant chèrement ses avantages. Enfin, au commencement d'avril, il entre dans Varsovie, lorsque le dégel allait rendre sa marche impossible.

Un échec au fond de la Pologne pouvait perdre Charles; jugeant que la cause de l'électeur est la sienne, il confie le commandement des troupes à son frère, Adolphe-Jean, part pour la Prusse et signe le traité de Marienbourg avec l'électeur (1). Ce dernier entra en possession des palatinats de Posen, de Kalisch, de Leuschitz et de Sinradz. C'est ainsi que la Suède et la Prusse électorale préludèrent à un partage qui, un siècle plus tard, se réalisa à l'instigation de la Prusse devenue royaume (2).

Wittenberg, qui commandait les Suédois à Varsovie, fut forcé de capituler. Charles-Gustave et l'électeur réunirent leurs forces, et manœuvrèrent pour rencontrer l'ennemi sous les murs de la capitale. Les Polonais, renforcés de l'armée lithuanienne et des Tatares de Crimée, comptaient quarante à cinquante mille hommes, les Suédois et les Bran-

(1) 15 juin 1656.

(2) Dès l'année 1661, Jean-Casimir prophétisa le partage de la Pologne, par ces paroles mémorables : Si vous ne portez un prompt remède aux abus de la liberté, en renonçant à vos priviléges personnels, le Moscovite nous arrachera la Russie et la Lithuanie, le Brandenbourg s'appropriera la Prusse et Posen; et l'Autriche, entraînée par l'exemple, s'emparera de Krakovie et de la petite Pologne.

denbourgeois n'en avaient que seize mille (1), mais ils étaient, principalement les Suédois, bien aguerris et habitués aux combats et aux dangers. Les deux peuples combattirent sous les yeux de leurs princes, qui les animaient par leur exemple; l'aile droite était commandée par le roi, qui avait sous ses ordres son frère, les généraux Douglas, Henri Horn, le comte palatin Philippe de Sulzbach et le margrave de Bade; l'aile gauche était formée de Brandenbourgeois et commandée par Wrangel, sous les ordres de l'électeur; le comte Frédéric de Waldeck qui commandait la cavalerie était soutenu par les colonels Tott, Böttiger et Cauberg. Une partie de l'infanterie de l'électeur était placée au centre, qui avait pour chef le général d'artillerie Sparr. L'aile droite se mit d'abord en mouvement; elle avait à sa droite la Vistule et à sa gauche un bois qui la séparait du camp ennemi. Le terrain qu'on avait à parcourir était très-étroit, les Polonais s'étaient rangés en bataille devant leur camp; mais ils furent bientôt refoulés dans leurs retranchements par l'avant-garde de Wrangel : celui-ci, s'étant trop avancé, était sur le point d'être coupé par l'ennemi posté derrière le bois, lorsque le roi envoya

(1) Vingt-huit mille, suivant les auteurs polonais.

Douglas à son secours. Douglas arriva à temps pour empêcher l'ennemi de tomber sur le flanc de Wrangel. L'obscurité mit fin au combat. Le roi prit position en face du camp ennemi, son aile droite s'étendant jusqu'à la Vistule tandis que sa gauche s'appuyait sur le bois. Le jour commençait à peine à poindre (15 juillet), que les deux princes envoyèrent reconnaître la position de l'ennemi et la nature du terrain. Jugeant l'attaque de front presque impossible, ils résolurent d'occuper une colline près du bois ; l'électeur exécuta cette manœuvre, après une vive résistance. Le roi conserva sa position. L'infanterie était entre le bois et le fleuve, soutenue par la cavalerie. Pendant que l'armée alliée opérait ces mouvements, les Polonais et les Tatares s'avancèrent pour prendre l'électeur en flanc et attaquer les Suédois par derrière, du côté du bois; mais ils furent repoussés vigoureusement par Charles-Gustave, qui avait envoyé des renforts de ce côté.

Le roi avait le dessein de replier son aile droite derrière la gauche sur la plaine, mais l'ennemi paraissant vouloir engager une attaque générale, Charles fut obligé de suivre ce mouvement. Vers midi, les Polonais et une nuée de Tatares se jetèrent sur les Brandenbourgeois, tandis que le gros de l'armée

attaquait l'aile commandée par le roi. Ils furent également malheureux dans ces deux tentatives; ce moment d'avantage fut employé par Charles Gustave pour développer son ordre de bataille et repousser une nouvelle attaque. Les Tatares, qui avaient voulu le tourner, furent repoussés dans les marais, où il en périt un grand nombre. Déjà les Suédois et les Brandenbourgeois s'avançaient pour enlever le camp, déjà l'attaque était engagée, lorsque la nuit vint mettre un terme au combat. Les troupes restèrent sous les armes jusqu'au jour, qu'elles attendirent avec impatience pour savoir à qui resterait le prix de tant d'efforts. L'électeur s'empara de l'artillerie de l'ennemi, dont l'aile gauche se sauva en passant le pont de bateaux qui établissait la communication entre les deux rives de la Vistule, abandonnant au vainqueur tout le matériel du camp. Le malheureux Jean-Casimir fit, dans cette journée, tout ce que son devoir lui imposait pour ranimer le courage de ses soldats : il ramena, par ses prières et son exemple, les Polonais dans la mêlée; mais la fermeté de leurs adversaires affaiblit cet impétueux effort, qui fit bientôt place à une déroute générale. Ce combat de trois jours, sous un soleil brûlant, avait tellement épuisé les alliés, qu'ils ne pu-

rent entrer dans la capitale que le jour suivant. Telle fut la bataille des trois jours, si célèbre dans les annales de Pologne (1).

Cette victoire fut plus favorable à l'électeur qu'à Charles-Gustave. Frédéric se retira, et le roi se vit forcé de rétrograder vers la Baltique. Le traité de Labian (2) ôta à la Suède la suzeraineté sur la Prusse électorale, et confirma pour tout le reste la convention de Marienbourg.

L'alliance de Charles avec Ragoci, duc de Transylvanie, ne fut qu'un embarras pour les Suédois ; les hostilités du Danemark dans le territoire de Brême décidèrent le roi à transporter la guerre dans le Nord, et à attaquer les Danois en même temps qu'il ferait face aux Russes. La Finlande, la Carélie, l'Esthonie et l'Ingrie furent le théâtre de luttes sanglantes qui n'eurent pour résultat que la dévastation de ces provinces. La Livonie eut bientôt le même sort. Les Russes emportèrent Dunabourg, mais ils échouèrent devant Riga. La prise de Dorpat permit à l'armée du tsar de se répandre dans la Livonie, où tout fut mis à feu et à sang.

La paix que l'Autriche parvint à ménager entre

(1) *Continuation de l'Histoire de Suède de Geïer*, par Lundblad.
(2) 6 novembre 1656.

la Russie et la Pologne obligea Charles-Gustave de recourir aux négociations; il conclut avec Alexis un armistice de trois ans (1).

Nous avons vu plus haut l'issue de la première guerre contre le Danemark; nous allons indiquer, en continuant le règne de Frédéric III, quelles furent les suites de la seconde.

Charles-Gustave, avant de se déclarer contre Frédéric, cherchait à le détacher des Hollandais; il exigeait que le Danemark refusât le passage des détroits aux vaisseaux de guerre étrangers : si l'on se résignait à ce sacrifice, il espérait dominer sur la Baltique; dans le cas contraire, il trouvait un prétexte spécieux pour recommencer les hostilités.

Le ministre de Hollande Van Beuningen représentait avec force à Frédéric, combien il était urgent de mettre des bornes à l'ambition du roi de Suède; il promettait des secours et des vaisseaux, si le Danemark essayait de se soustraire aux conditions onéreuses que le dernier traité lui avait imposées. Frédéric espérait en vain désarmer son rival à force de longanimité. Uhlfeld obtint pour lui et pour sa famille une satisfaction complète, et le duc

(1) 1er décembre 1657.

de Holstein-Gottorp fut reconnu souverain indépendant de ses domaines dans le Sleswig. Cependant les prétentions de Charles et de son ministre Coyet s'élevaient en proportion de la condescendance des Danois; il était aisé de voir que la cour de Copenhague ne se résignait momentanément à des sacrifices si onéreux que dans l'expectative d'un changement prochain : Frédéric lui-même, pour calmer le mécontentement de ses sujets, avait dit à différentes reprises que la paix de Roschild ne serait pas de longue durée.

Un nouvel incident vint démasquer la politique suédoise. Les établissements suédois sur la côte de Guinée furent pillés par des vaisseaux portant pavillon danois, et le butin de cette expédition transporté à Gluckstadt; Coyet exigea un dédommagement de 300,000 écus, ou comme équivalent, la Laponie norvégienne. Le Danemark promit de payer; mais Charles voulait la guerre, et il affaiblissait son ennemi, en attendant qu'il l'attaquât ouvertement.

Cependant l'armée suédoise était réunie à Kiel, où elle devait s'embarquer pour se rendre en Prusse et passer de là en Pologne : du moins tel était le bruit que Charles-Gustave avait fait répandre. Mais Gersdorff avait pénétré les intentions du roi et s'é-

tait hâté d'en donner avis à Copenhague. Charles tenait déjà toute la Sélande comme bloquée par ses flottes, et se flattait de surprendre Frédéric.

La flotte suédoise, au lieu de cingler droit sur la capitale, jeta l'ancre à Corsör, sur le grand Belt, et s'en empara sans éprouver de résistance. Le roi envoya en avant un corps commandé par Tott, et se mit en marche bientôt après avec le reste de l'armée. A Ringsted, il rencontra les ambassadeurs danois, qu'il congédia, après leur avoir reproché, pour justifier son invasion, les armements qui se faisaient en Hollande (1).

Plus Frédéric s'était montré disposé à la paix, plus sa conduite parut ferme et digne en présence du danger. Il se hâta de mettre la ville en état de défense, et son exemple ranima le courage des habitants. Van Beuningen, qui avait toujours été contraire à la paix, sortit heureusement de Copenhague, et se rendit à Amsterdam où les nouvelles qu'il apporta déterminèrent les Etats à secourir promptement le Danemark.

Les capitales fortifiées ne cèdent ordinairement à une attaque régulière que lorsque leur assiette les expose à manquer d'approvisionnements, ou que

(1) Mémoires du chevalier de Terlon. Puffendorff.

l'on néglige d'employer à leur défense une population qui devient un fardeau si elle n'est une ressource. Les bourgeois, les étudiants et les ouvriers de Copenhague rivalisèrent de zèle avec la garnison, et répondirent dignement à la confiance royale. Frédéric promit aux jeunes gens qui se distingueraient des lettres de noblesse et des priviléges; aux soldats qui auraient fait des actions d'éclat, de l'avancement, s'ils étaient de condition libre, et l'affranchissement pour eux et leur postérité, s'ils étaient nés serfs; la bourgeoisie, comme corps, obtint aussi d'importants priviléges. En un mot, l'émulation fit d'une population industrieuse et commerçante une armée dévouée et que les dangers du siége devaient aguerrir en peu de temps.

Charles, de son côté, se montra à la hauteur de sa réputation militaire; mais ses attaques, même lorsqu'elles avaient du succès, lui coûtaient si cher, qu'il vit bien que la guerre traînerait en longueur. La prise de Cronenbourg par Wrangel rendit plus critique encore la position de la capitale, et le siége fut poussé avec vigueur. Tandis que les Suédois s'emparaient d'Amack, petite île d'où les assiégés tiraient des vivres, la flotte hollandaise parut dans le Sund, et les Danois firent une sortie si à propos, que l'ennemi plia en désordre, entraînant le roi qui

fut plusieurs fois sur le point d'être pris ou tué. Il n'eut que le temps de passer le Sund et de se réfugier à Landskrône.

Au lieu d'attaquer la flotte hollandaise que le vent contraire retenait à l'entrée du Sund, Charles résolut de l'attendre.

Le combat naval qui devait décider de cette grande querelle s'engagea le 29 octobre 1658. Le vaisseau amiral suédois que montait Wrangel fut tellement endommagé dès le commencement de l'action, que ce chef ne put prendre part aux luttes subséquentes; le vice-amiral Bielkenstierna le suppléa. Sans nous arrêter aux relations dont la divergence prouve la partialité nationale, nous nous contenterons d'indiquer le résultat de cette journée mémorable : les Hollandais forcèrent le passage du Sund et jetèrent des secours dans Copenhague; l'amiral Opdam eût pu tirer un plus grand parti de sa victoire, mais les Hollandais ne voulaient point procurer au Danemark l'occasion de traiter avec eux sur le pied de nation prépondérante dans la Baltique : les bénéfices du commerce devaient les défrayer de leurs avances.

En présence des succès de Charles-Gustave, la politique continentale s'était émue. L'empereur, le roi de Pologne et l'électeur de Brandenbourg

se rapprochèrent de Frédéric. Les troupes alliées, sous le commandement de Frédéric-Guillaume, pénétrèrent dans le Holstein, et dictèrent de dures conditions au duc de Gottorp. Les divers corps que les Suédois avaient laissés dans les îles capitulèrent ou rejoignirent le gros de l'armée; l'hiver seul empêcha les alliés de passer en Séland. Les glaces qui couvraient les détroits semblaient inviter Charles-Gustave à tenter le passage; mais plus le succès, qui avait couronné quelques années auparavant une entreprise encore plus périlleuse, avait été grand et extraordinaire, moins il était prudent de compter sur la réussite. Toutefois, le roi crut que la fortune lui devait encore cette faveur. Les lenteurs du siége, l'arrivée prochaine d'une flotte anglaise destinée à pacifier le Nord, tout l'engageait à couronner la campagne par la prise de Copenhague. Au commencement de février, l'assaut fut tenté de différents côtés et à diverses reprises, mais avec perte pour les assiégeants : une brigade de l'armée suédoise périt dans les glaces; la résolution du roi dut céder devant l'opiniâtreté de la défense : Tott, Fersen, Baner avaient échoué successivement; enfin les Suédois furent obligés de se retrancher dans leur camp. Les nouvelles de Norvége étaient loin d'être favorables, et les îles danoises secouaient le joug, ou n'é-

taient contenues que par des troupes nombreuses qui paralysaient les opérations de l'armée de siége.

Sur mer les avantages étaient balancés ; cependant Charles-Gustave ne diminuait rien de ses prétentions, et Frédéric était moins disposé que jamais à recevoir la loi d'un prince qu'il venait de repousser, lorsqu'une flotte anglaise, sous le commandement de Montagu, parut dans le Sund. Le parlement, d'accord avec Mazarin, voulait enlever aux Hollandais la gloire de pacifier le Nord. Charles reçut avec colère les ouvertures qu'on lui fit à ce sujet ; quant à Frédéric, il jugeait qu'il serait toujours assez tôt de subir les conditions du traité de Roschild. Montagu intimida les Hollandais qui finirent par entrer dans les vues de l'Angleterre et de la France. Le traité de La Haye (1) ne ralentit les hostilités que lorsque les Suédois, commandés par le comte palatin de Sulzbach, eurent essuyé dans l'île de Funen une défaite sanglante.

L'amiral Montagu venait de repartir pour l'Angleterre où une révolution politique l'appelait ; Ruyter se trouvait de nouveau maître de la mer, mais tout en combattant contre les Suédois, il montrait moins la volonté de les accabler que l'inten-

(1) 24 juillet 1659.

tion de les contraindre à la paix. Après la prise de Nybourg, il refusa de pousser plus loin ses avantages, sous le prétexte que la saison était trop avancée. Charles refusait toujours la paix ; il s'était rendu à Gothenbourg, méditant une attaque sur la Norvége, mais les fatigues et le chagrin avaient miné sa santé ; forcé de confier à ses généraux la conduite de la guerre, il s'arrêta à Gothenbourg où de mauvaises nouvelles ne tardèrent pas à lui parvenir : ses troupes avaient été repoussées en Norvége.

Pour un homme du caractère de Charles-Gustave, l'inaction présageait la mort : il expira entre les bras d'Oxenstierna (1), après avoir confié l'administration du royaume et la tutelle du jeune Charles XI, son fils, à la reine Hedvig-Éléonore, conjointement avec les cinq grands officiers de la couronne (2).

Dans un règne de quelques années, ce prince ne put trouver le temps de déposer le glaive : formé à la guerre sous Torstenson, il avait le coup d'œil de ce capitaine ; comme Gustave-Adolphe, il eut une confiance entière dans sa fortune, mais le premier agissait sous l'influence d'une détermination reli-

(1) 1660, 19 février.

(2) Adolphe-Jean, oncle paternel du jeune roi et généralissime de l'armée ; P. Brahe, drots ; Wrangel, grand amiral ; de la Gardie, chancelier, et Fleming, trésorier.

gieuse, le second obéissait à cet instinct de supériorité qui fait les conquérants ou qui les renverse: Gustave-Adolphe, frappé au sein même de la victoire, laissa tout inachevé; Charles-Gustave, grâce aux combinaisons de la politique européenne, conserva à la Suède, quoique vaincu, les provinces qui complètent ses frontières; enfin l'on peut dire de lui qu'il triompha dans les occasions les plus hasardeuses, tandis que, malgré sa bravoure et son habileté, il échoua quand tout semblait lui présager le succès.

On a blâmé l'ambition de Charles-Gustave; mais la situation que la guerre de trente ans avait faite à la Suède ne lui permettait de se soutenir que par la guerre; il lui fallait abandonner ses possessions d'Allemagne au profit du Brandenbourg et de la Pologne, ou trouver les moyens d'entretenir ses armées. Le délabrement des finances et l'esprit de la noblesse eussent rempli d'obstacles un règne pacifique; dans de telles circonstances il jugea que reculer devant l'Europe, c'était déchoir, et que se renfermer dans ses frontières, en renonçant aux conquêtes de Gustave-Adolphe, c'eût été porter une grave atteinte à la considération sans laquelle il lui aurait été impossible d'amener la noblesse à des sacrifices nécessaires. Il avait compris que la Suède, réduite à

ses propres ressources, ne pourrait jamais prétendre qu'à des avantages momentanés et précaires; il lui fallait l'empire de la Baltique, pour fonder un empire vraiment puissant dans le Nord; en un mot, l'abaissement du Danemark était la condition indispensable de la prépondérance suédoise.

Le Danemark n'avait gagné au traité de La Haye que la restitution de la province de Drontheim et quelques autres cessions de peu d'importance : mais la belle défense de Copenhague eut un résultat que la politique la plus habile n'aurait pu obtenir dans des circonstances ordinaires : nous voulons parler de la révolution qui changea tout à coup et sans effusion de sang la constitution du Danemark, en transformant ce royaume électif en une monarchie absolue et héréditaire.

Depuis longtemps les grands, par leurs empiétements successifs sur les prérogatives de la couronne, s'étaient arrogé dans l'État un pouvoir tel, que la royauté était de fait sous leur tutelle. A chaque avénement, le prince achetait, pour ainsi dire, son élection par la confirmation des priviléges de la noblesse et par de nouvelles concessions. Des exigences de cette nature n'avaient pas été épargnées à Frédéric; à l'instant du danger il avait dû s'appuyer sur la bourgeoisie; elle obtint, en récompense de ses ser-

vices, des priviléges dont la noblesse prit de l'ombrage : le clergé, qui, depuis l'établissement du protestantisme en Danemark, ne se recrutait plus que dans les classes moyennes, était également blessé de l'orgueil de l'aristocratie; il se rapprocha naturellement du tiers état, et comme à cette époque la bourgeoisie était armée et aguerrie par un long siége; que, d'un autre côté, les troupes étrangères à la solde du roi étaient dévouées à ce prince, la noblesse n'eut ni le temps ni le pouvoir de détourner le coup qui ruina son influence. L'état critique du royaume nécessitait la convocation des États; elle eut lieu le 8 septembre 1660, à Copenhague, et sous l'influence des passions du moment. Depuis longtemps les paysans étaient réduits par les propriétaires terriens à une dépendance voisine de la servitude; seulement dans le Jutland, quelques cultivateurs restés libres représentaient seuls leur ordre dans les diètes où leur influence était absolument nulle : la lutte était donc entre deux partis, la noblesse d'une part, et de l'autre la bourgeoisie et le clergé. Le roi masquait si bien ses projets sous une indifférence apparente, que le sénat, croyant n'avoir affaire qu'au peuple, et méprisant des hommes qui avaient toujours reçu la loi, négligea toutes les mesures que la situation réclamait, et ne

vit le danger que lorsqu'il n'était plus temps de s'y soustraire.

Les principaux auteurs du drame politique dont un dénoûment imprévu devait couronner si promptement l'intrigue, étaient, dans le parti de la cour, Annibal Séhested, dévoué à la reine, et ennemi particulier d'Uhlfeld, le feld-maréchal Jean Schack, gouverneur de Copenhague, et Gabel, gentilhomme de Brême, dont l'esprit souple et délié savait tirer le meilleur parti possible des hommes et des circonstances. A la tête du clergé se trouvait Jean Svane, évêque de Séland, homme de science, et cependant propre aux affaires : enfin la bourgeoisie avait pour chef Nansen, bourgmestre de Copenhague.

Il fut d'abord question de pourvoir aux besoins de l'État. Les sénateurs proposèrent un impôt sur la consommation, mesure qui ne les atteignait qu'indirectement. Le clergé et les bourgeois déclarèrent qu'ils n'adopteraient cette taxe qu'autant qu'elle obligerait également les trois ordres. Les nobles protestèrent, et présentèrent au roi un mémoire où ils énuméraient leurs griefs, en donnant le conseil de revenir sur toutes les innovations contraires à leurs priviléges. Plus tard, ils consentirent à un droit de capitation sur leurs paysans ;

mais les deux autres ordres se soumirent à une taxe équivalente sur leurs domestiques, rejetant l'impôt de consommation que repoussait la noblesse, et déterminés à contribuer avec elle aux charges de l'État, sur le pied d'une parfaite égalité. Bientôt, craignant de voir adopter cette mesure, ils la déclarèrent insuffisante, et proposèrent d'affermer les fiefs, domaines et revenus de la couronne, dont jusque-là les nobles avaient eu la jouissance exclusive sous de modiques redevances (1). Le sénat se récria contre des prétentions évidemment contraires à la capitulation royale, et se retrancha dans l'impôt de consommation qu'il avait proposé d'abord. Les esprits s'aigrirent de part et d'autre; les plus forts résolurent d'écraser les plus faibles, en offrant au roi de rendre le pouvoir héréditaire. La cour n'ignorait rien de tout ce qui se passait; mais le roi voulait amener ses sujets à le prier humblement de les gouverner sans contrôle. La reine, qui nourrissait un vif ressentiment contre la famille d'Uhlfeld, tenait le fil de ces intrigues, dont le succès devait mettre ses ennemis à ses pieds. Il est probable que c'est à son influence sur l'esprit de Frédéric qu'il faut attri-

(1) Mémoires de Molesworth. Haberling.

buer la clause de la loi royale qui déclare les princesses de Danemark habiles à régner.

Svane et Nansen mirent facilement dans leurs intérêts les députés des villes; comme ils revenaient du château, ils furent rencontrés par le sénateur Othon Krage, qui leur demanda avec hauteur ce qu'ils pouvaient avoir à démêler avec la cour : Ne savez-vous pas, ajouta-t-il en leur montrant du doigt la tour de la prison d'État, quelle est la destination de cet édifice ?— et vous, lui répliqua Nansen, ignorez-vous ce qui est là suspendu ? Et il étendait la main vers le clocher de l'église Notre-Dame, d'où, en sonnant le tocsin, on pouvait en un moment appeler le peuple aux armes.

Quand le projet des communes fut signifié à la noblesse (1), la consternation de cet ordre fut extrême; les sénateurs demandèrent du temps, alléguant qu'une décision de cette importance demandait un mûr examen : toutefois ils envoyèrent au roi une députation pour sonder les véritables dispositions de la cour. Frédéric, fidèle à sa politique, protesta qu'il n'accepterait ce qui lui avait été offert qu'autant que cette mesure émanerait des trois ordres; le droit de succession héréditaire,

(1) 8 ou 10 octobre 1660.

ajouta-t-il, lui serait peu agréable, si on ne l'étendait aux femmes.

Le sénat ne savait à quoi se résoudre; tout à coup on vint l'avertir que les portes de la ville étaient fermées; dès lors la crainte entraîna son adhésion. La capitulation royale fut révoquée, et ce fut un spectacle étrange que celui d'un peuple renonçant solennellement à sa liberté, et inaugurant avec enthousiasme le pouvoir despotique, dans l'espoir qu'il ne sentirait point un joug que la noblesse porterait avec lui.

Les faveurs de la cour prouvèrent que le zèle des auteurs de la révolution était loin d'être pur : Annibal Séhested fut nommé grand trésorier, Gabel, gouverneur de Copenhague; Svane, archevêque; Nansen, président du corps municipal; Schack, maréchal général des deux royaumes.

Au commencement de l'année suivante, on confirma par un nouvel acte la récente constitution. Les trois ordres reconnurent formellement, et par une adhésion séparée, que désormais la couronne serait héréditaire dans la famille royale; ils conférèrent au monarque un pouvoir illimité, ainsi que le droit de régler la régence. On supprima la charge de grand maître, et l'on créa celle de grand sénéchal; le roi nomma deux chanceliers, l'un pour la

cour, l'autre pour les provinces allemandes : les affaires les plus importantes furent traitées dans un conseil d'État dont le roi avait la présidence; les autres étaient préparées dans des colléges subordonnés où les nobles furent admis, mais sans prépondérance sur la bourgeoisie. Enfin on chargea Schuhmacher, depuis le comte de Griffenfeld, de rédiger la loi de succession qui était comme la garantie de tous ces changements. Nous allons donner la substance de cette charte remarquable :

L'article 1er appuie le trône au droit divin, conformément au principe des monarchies absolues; il impose aux souverains l'exercice de la religion réformée, telle qu'elle a été constituée par la confession d'Augsbourg.

2. Les rois de Danemark et de Norvége seront au-dessus de toutes les lois humaines.

3. Le roi aura le pouvoir de faire et d'abroger les lois; ses dispenses suspendront exceptionnellement l'effet légal.

4. Tous les emplois et dignités seront à sa nomination.

5. Il disposera à son gré de l'armée et des places fortes, et décidera souverainement en matière d'impôt.

6. Les affaires ecclésiastiques seront soumises à la juridiction du roi.

7. Les actes publics seront scellés de son sceau et signés de sa main.

8. Il sera déclaré majeur en entrant dans sa quatorzième année.

9. On se conformera, pour tout ce qui regarde la tutelle, à la volonté du roi précédent; en l'absence de dispositions formelles, la régence sera confiée à la reine assistée de sept conseillers.

Les articles 10, 11, 12, 13 et 14 règlent toutes les éventualités qui peuvent modifier le conseil de régence.

15. Le trône n'est jamais vacant; la présente loi désignant toujours à l'avance le successeur.

16. Dès qu'un roi de Danemark montera sur le trône, la solennité du sacre appellera la bénédiction de Dieu sur son règne.

17. Le roi ne prêtera aucun serment, nul n'étant en droit de restreindre un pouvoir entier et absolu.

L'article suivant regarde la fixation et le cérémonial du sacre.

19. Pour la sûreté et la grandeur du royaume, le Danemark, la Norvége, les îles, provinces, places fortes, les droits royaux, joyaux, argent

monnayé ; l'armée, la flotte et tout ce qui en dépend, en un mot tout ce que le roi possède ou possédera, restera uni et indivis à la couronne.

20. Les princes et princesses du sang se contenteront de ce qui leur aura été assigné, soit en argent soit en terres, et ils ne seront considérés que comme usufruitiers des domaines concédés.

21. Aucun prince du sang ne pourra contracter de mariage, sortir du royaume, ni prendre du service à l'étranger qu'avec l'agrément du roi.

L'article 22 règle la dot et l'établissement des princesses.

23. Le roi venant à mourir, si l'héritier est absent, il se rendra en Danemark, toutes affaires cessantes ; un retard de trois mois, qui ne serait point expliqué par des motifs légitimes, transmettrait ses droits à l'héritier qui le suivrait immédiatement.

L'article 24 règle les droits de préséance entre les princes du sang.

25. Ils ne pourront être jugés que par le roi ou par son délégué.

26. Tous actes surpris par faveur ou fraude à quelqu'un ou quelqu'une de nos successeurs, en tant qu'ils porteraient atteinte ou préjudice aux

prérogatives du pouvoir absolu, seraient considérés comme nuls de plein droit, et assimilés aux crimes de lèse-majesté.

27. Les descendants mâles, nés de légitime mariage, en commençant par l'aîné, seront appelés les premiers à la succession du royaume héréditaire, et tant qu'il y aura un mâle issu d'un mâle; ni une femelle issue d'un mâle, ni un mâle ou une femelle issue d'une femelle, ni qui que ce soit de la ligne féminine ne pourra succéder, aussi longtemps qu'il se trouvera quelque héritier nécessaire et légitime dans la ligne masculine, de telle sorte qu'une femelle issue d'un mâle sera préférée au mâle issu d'une femelle.

28. Le fils succédera immédiatement à son père, et tant qu'il y aura un mâle dans la première ligne masculine, la seconde ligne masculine sera exclue, et ainsi de suite, de ligne en ligne. Si le droit de succession parvient aux femmes, on admettra d'abord les lignes féminines descendantes des mâles, puis celles qui descendent des filles; en d'autres termes, les mâles seront toujours préférés, les lignes masculines passant les premières, et entre ceux de la même ligne et du même sexe, l'aîné l'emportant sur le cadet.

29. Ainsi, après la mort du roi actuel, le prince

Christiern lui succédera et transmettra ses droits à ses descendants mâles ; après l'extinction de sa lignée mâle, viendra le prince George et sa descendance, puis ses sœurs et les lignes dont elles seront la tige, etc., etc. Les autres articles règlent toutes les éventualités que pourra rencontrer l'ordre de succession.

On voit à quel point avaient dégénéré les descendants de ces hommes du Nord qui jadis avaient fait trembler toute l'Europe ; le christianisme adoucit graduellement leurs mœurs ; le voisinage de l'Allemagne exerça aussi une grande influence sur les institutions ; la noblesse garda longtemps le dépôt des libertés publiques, mais elle abusa sans mesure de ses prérogatives ; et lorsque la réforme lui eut enlevé les prélatures et les bénéfices de l'Église, elle dédaigna les fonctions ecclésiastiques qui ne donnaient ni richesses ni crédit ; l'influence religieuse fut désormais acquise à des prêtres sortis de la classe moyenne devenue plus éclairée et enrichie par le commerce et l'industrie. Durant près d'un siècle, la violence et l'ambition de la noblesse exploitèrent les nécessités de la couronne, et pesa sur les autres ordres ; enfin ses prétentions excessives isolèrent les intérêts et armèrent contre elle le souverain et le peuple : réduite à ses propres res-

sources, elle dut succomber, mais de sa chute date l'abaissement définitif du Danemark.

Ce royaume, qui commença à décliner depuis la guerre de trente ans, non-seulement par suite de ses défaites, mais par l'accroissement de la puissance suédoise, dut subordonner sa politique à celle de ses voisins, dès qu'il ne fut plus qu'une monarchie pure; les intrigues de l'étranger eurent bien plus de prise sur une cour despotique que sur une oligarchie, turbulente à la vérité, mais par cela même trop divisée par des intérêts d'ambition, pour que le parti national manquât d'appui et de représentants : l'agitation inhérente aux anciennes institutions scandinaves avait mis souvent le Danemark en péril; l'omnipotence du souverain le sauva des troubles intérieurs, mais aux dépens de l'énergie que donne la liberté.

Les premiers actes de Frédéric comme roi absolu furent empreints d'un caractère peu honorable; il accabla ses ennemis quand ils ne pouvaient plus lui nuire. Uhlfeld et sa famille furent cruellement persécutés; la reine eut sans doute beaucoup de part à ces vengeances mesquines et surtout au traitement qu'eut à subir la comtesse Éléonore, fille de Christiern IV.

L'alliance du jeune duc de Gottorp avec la

Suède, que les liens du sang resserraient encore (1), donna de vives inquiétudes : le roi absolu montra par sa condescendance que l'intérêt de sa maison l'emportait sur le bien public ; il confirma la souveraineté du prince, fit droit aux exigences les plus onéreuses, et lui donna en mariage sa fille Frédérique-Amélie. Il ne joua pas un rôle plus brillant dans la guerre qui éclata la même année (2) entre l'Angleterre et la Hollande ; d'abord allié de la première, il prit parti pour les Hollandais à la suite d'un acte de piraterie dont le Danemark et l'Angleterre s'attribuèrent mutuellement tout l'odieux et qui ne profita ni à l'un ni à l'autre. La paix de Bréda (3) suspendit les armements maritimes du Danemark.

Frédéric avait épuisé toute son énergie dans la défense de Copenhague ; la forme de gouvernement qu'il avait établie favorisait sa nonchalance naturelle ; il passa les dernières années de son règne dans son laboratoire, occupé à chercher la pierre

(1) Christian Albert, héritier du duché, était frère de la régente de Suède, et oncle de Charles XI.

(2) 1665. Il s'agit d'une flotte hollandaise que les Anglais attaquèrent dans le port de Bergen, en Norvége, et qui les repoussa avec perte. Les Anglais prétendirent que le roi était de connivence. Frédéric repoussa hautement cette accusation, et leur déclara la guerre.

(3) 21 juillet 1667.

philosophale, et dissipant des richesses réelles pour s'en procurer d'imaginaires. Il expira au commencement de l'année 1670. La reine Sophie lui avait donné plusieurs enfants : Christiern, qui lui succéda ; Anne-Sophie, qui épousa le prince électoral de Saxe et fut mère d'Auguste, roi de Pologne ; Frédérique-Amélie, mariée au duc de Gottorp dont les descendants occupent le trône de Russie ; Wilhelmine-Ernestine, mariée à l'électeur palatin ; George, qui épousa en 1683 la princesse Anne d'Angleterre ; Ulrique-Eléonore, qui fut mariée en 1680 à Charles XI, roi de Suède, et qui eut pour fils Charles XII. Ces alliances servirent souvent de points d'appui au Danemark et balancèrent par les influences étrangères ce qu'il avait perdu de force réelle dans ses longues luttes contre ses voisins.

CHAPITRE XXXIV.

La paix d'Oliva (1), ménagée par le cabinet de

(1) En vertu de cette paix, la Pologne dut renoncer à ses prétentions sur la Suède, l'Esthonie et l'île d'Osel, et la Duna fut la limite des possessions suédoises. Le traité d'Oliva précéda d'un mois celui de Copenhague.

Versailles, inaugura le règne de Charles XI. L'héritier de Charles-Gustave entrait dans sa cinquième année; et la perspective d'une longue minorité offrait à la noblesse l'occasion d'augmenter ses priviléges, et de ressaisir une influence qu'elle voyait décroître depuis que Gustave-Adolphe avait lié les destinées du royaume à la politique générale. La Suède n'avait plus d'ennemis extérieurs, mais ni l'état des finances ni l'agitation des esprits ne lui permettaient de trouver ses véritables éléments de prospérité dans l'agriculture et le commerce. L'alliance française avait de nombreux partisans; les uns y voyaient une puissante garantie pour les possessions allemandes; les autres un moyen de vendre avantageusement leur crédit; le luxe était devenu un besoin, et les grands, non contents de faire peser sur le peuple presque toute la charge des impôts, trafiquèrent de son sang comme de ses sueurs. La noblesse moyenne, tant civile que militaire, ne se courbait qu'à regret sous le despotisme de la haute aristocratie; l'exemple récent du Danemark, qui avait substitué le gouvernement d'un seul au système oligarchique, ne lui laissait encore envisager que les avantages d'un tel changement; en un mot, en attribuant les malheurs du temps à la liberté, on préparait ces changements à la faveur

desquels Charles XII put jouer impunément l'avenir de la Suède.

La reine avait plutôt cette obstination qui caractérise les esprits médiocres, que la fermeté qui force toutes les résistances à se conformer à une grande idée préconçue : on assure que cette princesse elle-même ne fut pas inaccessible aux séductions de l'or étranger : mère tendre, mais faible, elle laissa l'héritier de la couronne dans la plus honteuse ignorance, soit que les bizarreries de Christine ne lui aient laissé voir que les abus du savoir, soit que les autres membres de la régence aient donné cette direction à l'éducation du jeune roi dans l'espoir de rester indispensables.

La Suède s'était engagée à faire assurer à un prince français la couronne de Pologne, moyennant un subside annuel de six cent mille écus ; mais comme l'exécution de ce plan eût été plus ruineuse que profitable aux deux cours contractantes, Louis XIV rompit l'accord et fit le sacrifice des premières avances que le comte de Tott, ministre de Suède à Paris, avait déjà dépensées en prodigalités. Cette mesure et le mauvais succès du coup de main tenté sur Brême par La Gardie ébranlèrent le crédit du parti français dont le chancelier était l'âme : Louis XIV vit ses anciens alliés accéder

à la triple alliance, et cette défection ne fut pas sans influence sur le traité d'Aix-la-Chapelle. Les libéralités de l'Angleterre et de la Hollande, en enrichissant quelques particuliers, n'eurent d'autre effet que d'étendre le vice de la corruption ; toutes les branches de l'administration étaient en souffrance : la flotte, l'armée, les paysans, le commerce, tout accusait les vues et l'incurie du gouvernement. La dette publique qui, en 1669, était de 48,900,000 thalers, montait en 1672 à plus de 61,000,000 de thalers : les forteresses se trouvaient dans le plus mauvais état, les garnisons manquaient du nécessaire; enfin, la régence n'avait rien fait pour recouvrer les colonies suédoises, perdues sous le règne précédent : les autres ordres imputaient, non sans raison, à la noblesse toutes les fautes de la régence, et l'irritation était encore excitée par l'ordonnance de 1665 concernant les mariages des nobles, et par l'édit de 1672, qui confirmait des abus de droit justicier dans les terres de leur juridiction (1).

En 1672, Charles XI atteignit sa majorité : ce jeune prince avait une constitution robuste que les exercices du corps avaient rapidement développée ; mais son esprit, naturellement juste, manquait de

(1) Lagerbring.

culture, au point qu'il n'était point en état de lire les suppliques qu'on lui présentait; ce qu'il y a de singulier, c'est que l'absence totale d'instruction, loin de le mettre dans la dépendance de ses tuteurs, lui inspira une méfiance salutaire; fort d'une organisation encore neuve, il se fit une éducation de choses, et le bon sens le servit mieux peut-être que n'eussent pu le faire des études spéculatives et une expérience d'emprunt. « J'ai appris dans les camps, disait-il lui-même, ce qu'on y oublie d'ordinaire : les premiers éléments des lettres. »

La noblesse ne fut pas longtemps à s'apercevoir que ce jeune ignorant lui ferait la loi : Charles classa par un règlement les droits de préséance à la cour, et soumit la régence à un examen inattendu, malgré la dispense qui lui avait été accordée, et en vertu de laquelle les tuteurs n'avaient point à répondre de leurs actes.

Cependant le parti français était redevenu prépondérant en Suède : les intrigues et de l'or de Pomponne et de Courtin préparèrent cette réaction. La France et la Suède conclurent un traité d'alliance dont le résultat fut le traité de Wassenaer (1) par lequel l'électeur de Brandenbourg dut renoncer à l'alliance des Hollandais.

(1) 16 juin 1673.

La lutte entre la France et la Hollande attirait l'attention de l'Europe; le cabinet de Versailles tenait à maintenir le traité de Westphalie dans les clauses qui paralysaient l'influence de la maison d'Autriche; il entrait dans ses vues que les Suédois conservassent leurs possessions d'Allemagne, pour renouveler au besoin la ligue protestante, balancer l'influence du Danemark dont la prospérité était liée à celle des grandes puissances maritimes, et en même temps pour contenir Frédéric-Guillaume qui visait à échanger contre un diadème sa couronne électorale. La Suède, de son côté, sentait bien qu'elle n'était qu'un instrument; il lui fallait à tout prix des subsides; tantôt elle soutenait la France par des considérations financières ou pour se maintenir en Allemagne, tantôt elle abandonnait le parti français pour montrer de quel poids était son alliance; en un mot, sa direction politique était subordonnée aux grands intérêts de l'époque; mais quoiqu'elle ne jouât plus qu'un rôle secondaire, son intervention dans une lutte à peu près égale était quelquefois décisive.

En 1673, le cabinet de Stockholm, qui ne voulait point la ruine des Hollandais, se rapprocha de l'empereur et de l'électeur, et offrit sa médiation; cependant les conférences de Cologne n'aboutirent

à rien, parce qu'il était de notoriété publique que les ministres suédois étaient à la solde de la France. L'année suivante, Louis XIV, menacé à la fois par l'Empire, l'Espagne, la Hollande et le Brandenbourg, ayant sommé la Suède de tenir les engagements du traité secret de 1672, Wrangel fut chargé de porter la guerre en Allemagne, et ravagea l'électorat. Frédéric-Guillaume, alors occupé en Alsace, mit dans ses intérêts l'Angleterre et la Hollande; l'Espagne entra dans cette ligue formidable; et l'électeur accourut au secours de ses États menacés.

Les Suédois n'avaient point dégénéré de leur ancienne bravoure, mais les chefs se disputaient le commandement; le manque d'argent forçait l'armée à piller pour vivre; enfin Wrangel, vieux et malade, venait de céder le commandement à son frère Valdemar.

Le combat et la prise de Rathenaer par l'électeur fut suivi de la bataille de Fehrbellin, qui acheva de ruiner l'armée suédoise. La diète de Ratisbonne mit la Suède au ban de l'Empire, et bientôt le Danemark se déclara contre les vaincus.

Le mariage de Charles XI avec une sœur du roi Christiern ne put empêcher le Danemark de mettre à profit l'affaiblissement de la Suède. Les Danois

les principaux fonds de terre de la couronne avaient été érigés en comtés ou en baronnies au profit des plus influents ou des plus habiles : ces distinctions, qui formaient comme deux noblesses, excitaient la jalousie de ceux des sénateurs et gentilshommes qui n'avaient rien gagné à ces innovations, et le mécontentement du clergé, de la bourgeoisie et des paysans.

La lutte s'engagea, comme cela avait eu lieu en Danemark, vingt ans auparavant, par la demande des états qu'on abolît les concessions concernant les terres de la couronne ; restitution qui avait déjà été présentée comme inévitable, dès l'année 1636, par Bauer et Oxenstierna, et qui ressortait d'ailleurs des droits du souverain (1).

Cette affaire souleva de vives contestations, mais la résistance du sénat ne servit qu'à donner plus d'éclat à son adhésion.

Le 10 décembre 1680, parut la déclaration des états, approuvée par Charles ; elle portait que le roi ne serait tenu à aucune autre forme de gouvernement qu'à celle que prescrivaient les lois constitutives de Suède ; que dans le cas où le sénat serait consulté, son avis n'en serait pas moins su-

(1) Art. II et IV du Code législatif. Lagerbring.

bordonné à la décision suprême du roi, lequel ne serait responsable de sa conduite qu'à Dieu seul; que désormais le sénat ne serait plus regardé comme une puissance intermédiaire entre le roi et les états; enfin, que le monarque serait autorisé à disposer par testament de la couronne, sans pouvoir être restreint d'aucune manière dans la plénitude de cette prérogative (1).

La constitution récente fut interprétée comme il suit, à la diète de 1693 : Dieu, la nature et le droit héréditaire, conjointement à la déclaration des états, ont établi Sa Majesté Royale, ainsi que sa postérité en ligne directe, sans acception de sexe, comme maître absolu et dépositaire de tout pouvoir, sans être responsable de ses actes à qui que ce soit sur la terre, et comme investi du droit de gouverner son royaume selon son bon plaisir et comme il convient à un roi chrétien (2).

Un siècle plus tard, la déclaration des droits de l'homme faisait tomber la tête de Louis XVI.

Charles XI, satisfait d'avoir réduit la noblesse à l'impuissance, renferma ses prérogatives dans les mêmes limites que les rois ses prédécesseurs, depuis Gustave Vasa; il communiqua aux états les

(1) Lagerbring.
(2) Lagerbring.

affaires importantes, et ne préleva les impôts que conformément aux usages établis. Cependant il fallait que les formes extérieures rappelassent à une noblesse turbulente les changements qui venaient de s'opérer. Les membres du sénat, au lieu du titre de sénateurs du royaume, reprirent celui de conseillers royaux, par lequel ils étaient anciennement désignés.

On ne tarda pas à mettre à exécution la mesure concernant la restitution des fonds de terre de la couronne, ce qui entraîna la ruine d'un grand nombre de propriétaires. Les comtés et les baronnies firent retour aux domaines royaux, et grâce à une sage économie, l'ordre se rétablit peu à peu dans les diverses branches de l'administration. On organisa une armée permanente (1), la flotte fut réparée et augmentée, et le port de Carlscrona permit de

(1) L'entretien de l'armée était, en partie à la charge de la couronne, en partie à la charge des domaines royaux et des propriétés particulières. Ces taxes militaires sont réparties en Suède selon le nombre des *hemmans*, sans avoir égard à l'étendue ni au rapport de ces terres.

La division du territoire en hemmans remonte aux anciennes institutions scandinaves. Primitivement le hemman, comme l'indique l'étymologie, indiquait la terre, le séjour de l'homme libre, dont le droit reposait sur la propriété.

Les hommes d'extraction libre qui ne possédaient rien sur le sol allaient chercher fortune ailleurs, parce que l'influence se mesurait à la propriété, expression sensible de la victoire. Telle fut la cause principale des migrations si fréquentes dans l'époque païenne.

surveiller les mouvements maritimes du Danemark.

Les mines d'argent de Sala, celles de cuivre de Fahlun, reçurent une exploitation plus complète; enfin le roi encouragea fructueusement le commerce et l'industrie manufacturière, dont les priviléges accordés à la banque protégèrent les efforts. Le développement de la prospérité publique fut tel, qu'en 1697 on avait payé environ 20 millions d'écus, et qu'on avait une réserve disponible de 2,500,000 thalers, non compris les épargnes accumulées dans le trésor du roi. Les lettres, les sciences et les beaux-arts fleurirent sous ce règne, malgré quelques restrictions, telles que l'établissement d'une censure, et l'ordonnance qui prescrivait l'unanimité de la religion dans toute l'étendue du royaume. La philosophie cartésienne avait provoqué la première de ces mesures : la seconde était dirigée contre le catholicisme, que Christine avait embrassé, et que les voyages fréquents des Suédois à Rome tendaient à répandre dans le pays.

La Suède, florissante à l'intérieur, était ménagée par les puissances étrangères; quand Louis XIV, dans l'enivrement de la victoire, menaçait l'Europe de son joug, la Suède s'opposa à ses empiétements; en 1681, elle s'unit à la Hollande pour la garantie des traités de Westphalie et de Nimègue, et la con-

fédération de la Haye fut la conséquence de cette alliance. Les Suédois fournirent des troupes auxiliaires contre le grand roi, dans les guerres de 1690, 91 et 92; mais bientôt les rapports avec la France reprirent un caractère plus pacifique, et préparèrent la paix de Riswick, que Charles XI ne vit pas conclure. En 1688, les entreprises du Danemark sur le duché de Holstein entraînèrent la Suède, qui soutenait la cause de Christian-Albert, dans des dépenses considérables; mais le traité d'Altona, en 1689, rendit ces préparatifs inutiles. A la mort du duc, en 1694, de nouveaux troubles, qui appartiennent plus spécialement au règne de Christiern V, troublèrent la paix de la Suède, la plus longue dont elle ait jouit depuis le règne de Gustave Vasa, et n'eurent leur dénoûment que plus tard.

Charles XI mourut en 1697; il laissait, de son mariage avec la princesse de Danemark, Ulrique-Éléonore, Charles XII et deux filles. Sous son règne, le développement du principe monarchique sauva la Suède, le génie de Charles XII la ruina; tant il est vrai que les mêmes formes de gouvernement élèvent ou perdent les États, suivant les caractères des princes, l'esprit des époques diverses, et l'empire des circonstances.

La réforme introduite dans le gouvernement da-

nois par Frédéric III ayant détruit le principe électif, Christiern V, son successeur, monta paisiblement sur le trône (1). Ce prince, qui avait épousé en 1667 Charlotte-Amélie, fille du landgrave de Hesse-Cassel, aimait l'éclat et les plaisirs ; il se reposa du soin des affaires sur Schumacker, dont le mérite et la faveur se justifiaient l'un par l'autre. Cet homme d'État s'appliqua à mettre les institutions du pays en harmonie avec les changements qu'il avait lui-même rédigés. Législation, commerce, marine, colonies, tout prospérait sous son regard. Pour consoler les grands de la perte de leurs priviléges, il établit une noblesse titrée, et fit ériger plusieurs terres en comtés et en baronnies ; lui-même se fit décerner la dignité de comte de Griffenfeld (2). L'ordre de Dannebrog fut solennelle-

(1) 1670.

(2) Les titres et prérogatives des comtés et baronnies sont transmissibles aux aînés. Les titulaires ont le droit de patronage et celui de haute et basse justice. Ils ne peuvent être arrêtés pour dettes. Dans les causes criminelles, les cas de lèse-majesté exceptés, ils sont inviolables sur les terres de leur juridiction, jusqu'à la décision du procès. Le domaine se transmet inaliénable au plus prochain héritier. On ne peut rappeler des sentences rendues en leur nom qu'au tribunal suprême du royaume, l'omnipotence du monarque primant tout autre privilége. Pour distinguer le fief des propriétés ordinaires, certaines parties du domaine échappent à l'impôt. Les clauses testamentaires n'ont pas besoin de la sanction du roi. Enfin la servitude totale du paysan complète l'institution.

ment renouvelé (1), et destiné à satisfaire aux prétentions de la noblesse moyenne. La capitale s'embellit rapidement, et des établissements de toute espèce se groupèrent autour de la cour, centre de la richesse et de la faveur ; mais les lettres et les sciences reçurent peu d'encouragements d'un prince plus ami des arts muets que de la vérité. La reine, qui professait le calvinisme, protégea les réfugiés français qui payèrent de leurs trésors et de leur industrie l'hospitalité intéressée des États protestants.

Christiern excellait dans les exercices du corps ; les plaisirs faciles de sa cour ne suffisaient point à son activité ; et comme Griffenfeld ne lui laissait rien à faire, il désirait vivement que la guerre lui fournît quelque occasion de se signaler personnellement. La succession du comte d'Oldenbourg, que réclamait le duc de Holstein-Plön, fut sur le point de troubler la paix du Danemark. Le duc était soutenu par l'empereur et par la Suède, et cet appui, fondé sur la justice de ses réclamations, le mettait en mesure de rejeter les prétentions du roi et du duc de Holstein-Gottorp ; mais des événements qui intéressaient l'Europe entière ne permettaient

(1) 1671.

guère aux États secondaires de vider entre eux leurs querelles; depuis le traité de Westphalie, il fallait être pour ou contre la maison d'Autriche, pour ou contre la France. A cette époque, la Hollande était près de succomber dans la lutte inégale qu'elle soutenait contre Louis XIV; Christiern, par haine pour la Suède, entra dans la ligue qui se formait contre ce monarque, et dont l'électeur de Brandenbourg fit presque tous les frais. Les mouvements des armées danoises en Allemagne (1), conformément à l'esprit de ces divers traités, menaçaient visiblement la Suède; cependant on répandait le bruit que Christiern allait porter du secours à l'électeur palatin, et qu'il avait l'intention de faire élire en Pologne son frère Georges. Il est vrai que quelques négociations avaient été entamées à ce sujet; mais l'élection de Sobieski les rendit bientôt inutiles.

Le duc de Gottorp s'était étroitement lié avec Charles XI; il s'était secrètement engagé à recevoir des garnisons suédoises dans ses forteresses, et à indemniser son beau-frère par la cession des terres qu'il revendiquait dans la succession d'Oldenbourg. Griffenfeld eut bientôt connaissance de ce traité;

(1) 1674.

il s'en servit habilement pour suspendre les projets belliqueux de Christiern, persuadé que la guerre nuirait à son crédit. Les honneurs extraordinaires dont le roi comblait son ministre n'étaient que les avant-coureurs de sa disgrâce. Le roi le créa comte de Tonsberg, grand chancelier du royaume; une princesse du sang royal, fille du duc de Holstein Augustenbourg, lui fut offerte en mariage; il eut l'audace de la refuser, épris de la princesse de Tarente, Charlotte-Amélie de la Trémouille, qui se trouvait alors à la cour de Danemark.

Griffenfeld gouvernait réellement le royaume; et les princes étrangers ne négligeaient rien pour l'attirer dans leurs intérêts. Léopold le nomma comte d'Empire; Louis XIV lui fit offrir, par l'intermédiaire du chevalier de Terlon, alors en mission à Rome, le chapeau de cardinal; Frédéric-Guillaume lui promit en fief l'île de Rugen, avec le titre de principauté. Le ministre, qui ne voyait rien au-dessus de sa fortune, n'en travailla qu'avec plus d'ardeur à mériter par ses soins l'amitié et la confiance de son souverain, sans songer que la haine s'attache surtout à la faveur qui s'appuie sur un mérite exceptionnel. Il poursuivait l'œuvre de la réforme législative pour que les deux royaumes fussent régis par une jurisprudence uniforme; et comme

les courtisans n'avaient rien à voir dans ces matières, il opposait victorieusement ses travaux à leurs intrigues.

Cependant les fiançailles de la sœur du roi avec Charles XI n'avaient point empêché les hostilités contre le Brandenbourg. Le Danemark mit ses flottes au complet et envoya près de Rendsbourg une forte armée d'observation. Le mariage n'en fut pas moins célébré à Stockholm, les deux partis couvrant également de cette alliance leurs projets ultérieurs.

Christiern, qui s'était rendu dans le Holstein, convoqua les états, mais ses demandes de subsides et d'hommes furent rejetées à l'instigation du duc de Gottorp; il résolut de s'en venger. Il attira le duc à Rendsbourg, où il reçut la nouvelle du combat de Fehrbellin; l'électeur lui mandait en même temps que les Suédois et le duc devaient se secourir mutuellement, et que la preuve de leur alliance avait été trouvée dans les bagages du général suédois. Aussitôt Christiern fit désarmer son hôte et lui notifia qu'obligé de déclarer la guerre à la Suède, il exigeait la remise de ses places fortes, des vivres pour l'armée danoise, et la promesse de ne plus s'opposer aux demandes qu'il ferait dans les deux duchés. Du reste, il lui offrait son territoire d'Oldenbourg moyennant une indemnité de

250,000 écus. Le duc fut obligé de céder sur tous ces points que l'histoire aurait dû appeler non la convention, mais le guet-apens de Rendsbourg (1).

Griffenfeld avait conseillé à Christiern d'attaquer les Suédois en Scanie, mais l'électeur de Brandenbourg voulait s'emparer de la Poméranie suédoise; une armée danoise pouvait faciliter ses projets; les victoires récentes de ce prince lui donnaient un grand ascendant sur Christiern, plutôt épris de la gloire que guerrier lui-même. Presque tous les avantages probables de cette campagne devaient revenir à Frédéric-Guillaume; les Danois prirent Wismar, et la marine danoise remporta de grands avantages sur les flottes ennemies. Le Hollandais Tromp, et sous lui l'amiral danois Juel, se couvrirent de gloire dans presque toutes les rencontres. Charles XI avait atteint sa majorité; la guerre menaçait tout le Nord, et les éternels démêlés entre le Danemark et le Holstein la compliquaient encore. Dans ces circonstances difficiles, le génie de Griffenfeld était plus que jamais nécessaire; ce fut précisément le moment que l'on choisit pour le disgracier. Des acclamations générales saluèrent sa

(1) 1675.

chute; les malheurs du pays devaient seuls le faire apprécier. Il fut arrêté, sa maison fouillée, et il ne fut pas difficile à des juges prévenus de trouver dans ses richesses et dans sa correspondance des éléments suffisants de culpabilité. L'ex-favori se défendit lui-même : il avait beaucoup reçu des ministres étrangers, mais le roi le savait, et avait même tiré de ces rapports des avantages politiques. Plusieurs papiers importants étaient restés entre ses mains sans que le monarque en eût eu connaissance: cela prouvait seulement que Griffenfeld faisait sa tâche et celle du roi. On trouva en marge de quelques almanachs les résolutions secrètes du prince; mais qu'elles fussent consignées là ou ailleurs, la perquisition qui en donnait connaissance les eût également mises en évidence : enfin l'accusation tombait d'elle-même, puisque Christiern, peu de mois auparavant, lui avait accordé un pardon plein et entier pour tout ce qu'il aurait pu faire d'irrégulier avant cette époque. Le roi ne craignit point de nier ce qu'il avait écrit et signé de sa main; dès lors la pluralité des juges opina pour la mort. Le tribunal prononça que Griffenfeld perdrait ses biens, ses emplois, et qu'il aurait la tête tranchée. Ainsi ce grand ministre devait épuiser dans sa personne toutes les faveurs et toutes les disgrâces qui

puissent atteindre le ministre d'un roi absolu. L'acte de succession, qu'il avait rédigé lui-même, était comme le préambule de sa sentence. Griffenfeld envisagea la mort avec fermeté ; déjà le fer du bourreau était levé sur sa tête, lorsqu'un ordre de grâce vint arrêter l'exécution. Il crut un instant à la générosité du monarque qu'il avait servi avec tant de zèle, mais voyant qu'on ne lui accordait la vie que pour le priver de la liberté, il s'écria que cette grâce était plus rigoureuse que la mort même. Ses ennemis se partagèrent ses emplois ; le caprice royal ne pouvait leur donner le génie du ministre déchu ; un jour, il échappa à Christiern de dire : « Griffenfeld, à lui seul, connaissait mieux les intérêts de ma couronne que tous mes conseillers actuels (1). »

Nous ne nous arrêterons pas aux détails de la guerre qui désola le Danemark et la Suède jusqu'à la pacification de Nimègue. L'appui de l'électeur et de la Hollande semblait devoir faire pencher la balance en faveur de Christiern ; mais la volonté de Louis XIV vint en aide à la Suède, de sorte qu'après tant d'efforts, les deux royaumes scandinaves se retrouvèrent au même point que lorsque

(1) Gebhardi. Gesch. des Dan.

les hostilités avaient éclaté. Désormais les intérêts des États secondaires se trouvaient liés à la politique générale : tout gravitait autour des cabinets de Vienne et de Versailles. Des deux côtés, les pertes se compensaient en quelque sorte : les Suédois avaient perdu presque tous leurs vaisseaux ; mais ils gardaient les trois provinces ci-devant danoises, et leurs possessions en Allemagne ; les Danois, devenus prépondérants sur la Baltique, n'avaient plus qu'une armée affaiblie, et ils se voyaient resserrés entre le Holstein (1) toujours menaçant pour leurs provinces méridionales et les Suédois qui, maîtres de la Scanie, pouvaient contempler l'île de Séland du haut de leurs forts.

Christiern n'eut plus à soutenir de guerre sérieuse ; il changea d'alliés selon les circonstances ; comptant sur l'appui de Louis XIV, il essaya en vain de réduire à l'impuissance le duc de Gottorp, et dut céder aux menaces de l'empereur, de l'électeur et de la Hollande. Après la révolution de 1688, qui plaça le prince Guillaume sur le trône d'Angleterre, il prit parti pour ce prince et lui envoya quelques troupes : ses démêlés avec Hambourg n'eurent point l'issue qu'il s'en promettait. Cette

(1) Le traité de Nimègue, 1679, rétablissait le duc dans tous ses droits, ou plutôt dans ses prétentions.

ville, puisant dans ses troubles une nouvelle énergie, repoussa les armées danoises, conserva ses prérogatives comme ville impériale, et ne renonça à aucun de ses priviléges de commerce.

De nouvelles difficultés s'élevèrent entre Christiern et le jeune duc de Holstein-Gottorp, Frédéric, qui succéda à son père en 1694. Le caractère belliqueux de ce prince et l'amitié que lui témoignait Charles XII qui venait de monter sur le trône de Suède, menaçaient le Danemark d'une nouvelle guerre. Bientôt les hostilités commencèrent; mais Christiern ne devait pas voir la fin de cette lutte : il expira en 1699, dans la cinquante-quatrième année de son âge.

Ce prince montra de la bravoure, mais il se laissa conduire par ses favoris. Presque tout ce qu'il fit de vraiment utile fut exécuté par Griffenfeld, ou d'après les plans qu'avait laissés ce ministre. Quand les princes absolus ne sont pas grands par eux-mêmes, la prospérité de l'État dépend presque toujours du hasard qui détermine leurs prédilections. Depuis Frédéric IV, qui lui succéda, l'importance politique du Danemark continue graduellement à s'effacer; pendant quelques années, la Suède redevient prépondérante; mais bientôt un nouvel empire se révèle à l'Europe étonnée:

adossé aux solitudes de l'Asie, depuis les glaces du pôle jusqu'à la Caspienne, arrosé par des fleuves immenses, dominant par l'ascendant de la race slave les mille peuplades qui couvrent à peine la vingtième partie de son territoire, il lui manquait un homme pour le mettre sur la voie des conquêtes et de la civilisation ; cet homme s'est trouvé ; mais le génie de l'Europe a vaincu le tsar moscovite ; désormais le triomphe de l'intelligence, quelle que soit l'issue des luttes politiques, est assuré ; cependant le géant va se faire sa part avec son glaive ; il faut que l'équilibre de la vieille Europe soit essayé sur des bases nouvelles.

CHAPITRE XXXV.

A la mort de Féodor, en 1682, la Russie commençait à sentir les avantages d'un gouvernement régulier, mais les efforts d'Alexis Mikhaélovitch, ceux du ministre Galitzin, qui avait dirigé les affaires sous le dernier tsar, annonçaient assez combien une réforme radicale rencontrerait d'obstacles. Les mœurs réagissaient avec force contre toute innovation ; le clergé, pressentant que les changements

ultérieurs l'atteindraient dans son influence, affectait de placer les anciennes institutions sous la sauvegarde du principe religieux. L'élément moral se confondait avec les superstitions et les préjugés; d'une part la nation aspirait à s'approprier les jouissances de la civilisation européenne, tandis que, de l'autre, elle repoussait comme des pratiques impies tous les moyens qui auraient pu l'éclairer. Les boyards qui entouraient le trône cherchaient dans la faveur du tsar une influence que le morcellement des apanages ne leur permettait plus d'acquérir autrement. Les relations commerciales étaient le seul lien qui rattachât les Russes aux nations voisines; cependant les produits du luxe et de l'industrie eux-mêmes étaient comme frappés de la déconsidération attachée à tout ce qui était étranger. L'armée offrait un mélange bizarre de dévouement personnel et d'indiscipline qui accusait dans l'esprit des chefs et dans le gouvernement l'absence de direction et d'unité; l'obéissance aveugle attendait un bras ferme et une volonté. La population était loin de répondre à l'étendue du territoire; vers la fin du dix-septième siècle, la Russie, sans y comprendre les tribus nomades, comptait à peine douze millions d'habitants. Les villes les plus populeuses étaient groupées autour de Moscou et le long de la frontière polonaise;

elles ressemblaient plutôt à de grands villages qu'à des villes européennes. Les rues, impraticables dans les dégels, étaient plutôt alors des obstacles que des voies de communication : on n'y voyait ni marchés, ni hôpitaux, ni casernes, ni aucun de ces établissements qui attestent les progrès de la vie sociale. Les ressources qu'offre le sol pour les besoins de la vie matérielle représentaient une abondance sans recherche; l'agriculture était encore dans son enfance; enfin l'usage des liqueurs fortes, qu'une nourriture substantielle et la rigueur du climat rendrait d'ailleurs nécessaires, était général dans toutes les classes et contribuait à les démoraliser.

L'état politique des puissances limitrophes semblait inviter la Russie à essayer ses forces et à préluder à sa réforme par la conquête. La Crimée avait cessé d'être sérieusement menaçante ; la Turquie s'était affaiblie dans ses luttes contre l'Empire ; la Pologne déclinait visiblement depuis le règne de Jean-Casimir ; la Suède n'avait conservé ses conquêtes au nord de l'Allemagne que pour montrer son impuissance à les conserver : ses luttes contre le Danemark avaient surtout pour objet la conservation de ses frontières naturelles dans la presqu'île scandinave ; le Danemark avait à la fois à se garantir

contre les Suédois et le duc de Holstein. En dehors de ces motifs particuliers, ces États agissaient en outre selon les nécessités du système d'équilibre introduit par les traités de Westphalie. L'Autriche était occupée de la grande guerre dirigée contre la puissance de Louis XIV, et des troubles de la Hongrie; l'Espagne languissait sous le sceptre de Charles II, dont la succession devait bientôt armer toutes les ambitions rivales; l'Angleterre et la Hollande unissaient leurs flottes pour ruiner la marine française; le grand électeur jetait les fondements d'un royaume et convoitait les dépouilles de la Suède et de la Pologne. En un mot, les intérêts de l'Europe, dont les événements antérieurs déterminaient la direction, gravitaient vers l'Occident et semblaient laisser à la Russie une entière liberté d'action. Toutes ces causes favorisèrent le génie de Pierre le Grand; si le premier rival qu'il rencontra eût joint quelque prudence à ses qualités guerrières, la régénération de la Russie eût peut-être été retardée de quelques siècles.

La vie de Pierre Ier ne fut qu'une longue lutte contre les mœurs nationales; ses revers, ses voyages à l'étranger, ses conquêtes, la fondation d'une nouvelle capitale, ses réformes législatives et dans l'administration, ses établissements maritimes, la créa-

tion d'une flotte et d'une armée disciplinée, un système complet de canalisation, le clergé soumis à la couronne, son propre sang offert en holocauste au génie de la civilisation, tout annonce une pensée unique, celle de substituer à l'action lente du temps les effets d'une volonté entière et toute-puissante sur les ressources matérielles d'un vaste empire, et sur l'esprit d'un peuple arriéré. Ce qui fait de son règne une exception unique dans les annales du monde, c'est que la victoire même fut moins pour lui un but qu'un moyen ; c'est que le terme de ses projets les plus hardis était l'utile; c'est enfin qu'il n'était que bienfaiteur à l'instant où l'Europe l'admirait comme conquérant. Nous verrons que ses vices comme ses vertus étaient indispensables à l'accomplissement de son œuvre; moins opiniâtre et moins dur, le torrent des résistances l'eût débordé; il lui fallut bouleverser le sol pour le niveler, et, puisqu'il changeait les proportions de l'édifice, l'établir sur de nouvelles bases.

L'enfance de Pierre fut environnée de révoltes et de dangers. Les Narychkin se flattaient de gouverner au nom d'un tsar de dix ans; d'un autre côté, Sophie, sœur de Pierre, mais d'un autre lit (1),

(1) Sa mère était une Miloslawski, tandis que celle de Pierre était une Narychkin.

aspirait à la régence; le crédit des Miloslawski et les intrigues de Galitzin assurèrent bientôt son triomphe. Pour ruiner le parti des Narychkin, elle répand le bruit qu'Ivan vient d'être étranglé; le peuple s'émeut, les strélitz courent aux armes; ils exigent d'abord que leurs colonels soient dégradés, et leur infligent le supplice des battogues. Ivan et Sophie se présentent devant eux; ils proclament tsar ce même Ivan. Bientôt les Narychkin sont égorgés ou contraints de fuir. Les stréletz, instruments de l'ambition de Sophie, parlent en maîtres; ils déclarent libres les serviteurs qui, sans être nés esclaves, étaient traités comme tels pendant un certain nombre d'années, en vertu de contrats particuliers. Sophie, assurée désormais du pouvoir, récompense généreusement les stréletz qui déclarent Ivan et Pierre tsars de l'empire, sous la régence de leur protectrice. Cette milice séditieuse prit le nom d'infanterie de la cour, et on lui donna pour chef Khavanskoï, homme d'exécution, et qu'on se proposait de perdre à la première occasion : en effet, peu de temps après, il fut décapité ainsi que son fils sous le prétexte d'une conspiration contre la famille régnante. Les stréletz semblent ne respirer d'abord que la vengeance; puis, saisis tout à coup d'une terreur panique, ils s'acheminent

en suppliants vers le couvent de Troïtzka, où la cour s'était réfugiée. Galitzin se contenta du supplice des plus mutins et fit grâce aux autres.

L'administration du favori fut signalée par des mesures utiles : l'Empire, menacé par les Turcs, recherchait l'alliance de la Russie ; Galitzin fit conclure avec les cours de Vienne, de Varsovie et avec la république de Venise un traité d'alliance offensive et défensive, en vertu duquel la Pologne cédait à la Russie Kief ainsi que les duchés de Smolensk, de Sévérie et de Tchernigof.

Pendant que la régence ou plutôt le règne de Sophie préparait les esprits à une usurpation complète, Pierre laissait échapper ces saillies qui annoncent une âme forte, et qui font deviner l'homme dans l'enfant. On n'a rien négligé de ce qui peut corrompre un jeune prince ; on a éloigné de lui le général Ménésius, savant écossais auquel Alexis avait confié son éducation. Ses divertissements sont d'indignes piéges ; sous le voile de l'indulgence, on flatte ses caprices, on provoque même la nature pour énerver son esprit en même temps que son corps : on l'a entouré d'une jeunesse oisive pour que rien ne manque à la corruption, pas même la contagion de l'exemple, mais la prudence de ses ennemis échoue par les moyens mêmes qu'ils met-

tent en œuvre. Pierre puise de l'expérience jusque dans le sein des désordres; il a compris que les plaisirs grossiers ne peuvent suffire à sa nature; on dirait qu'il n'est débauché que pour donner le change à ceux qui spéculent sur sa dégradation, et son génie sort victorieux de l'épreuve du vice. C'est en vain que pour le rendre odieux aux Russes, on l'entoure d'aventuriers étrangers; leurs récits enflamment la curiosité du jeune tsar. Un Genevois, nommé Lefort, qui avait servi en Hollande, et que le désir de faire fortune avait amené en Russie, obtint en peu de temps la confiance de Pierre; quoique peu versé dans la théorie militaire, il avait assez de connaissances dans la pratique de cet art pour inspirer à son jeune maître le désir d'opérer une réforme complète dans l'organisation des troupes russes. Dès lors cet adolescent a un but; les moyens il les trouvera dans tout ce qui l'entoure; il étudie les langues pour être en état de converser avec ces étrangers qui vont lui apprendre à vaincre un jour leurs compatriotes; il sent que la science militaire repose sur des règles constantes, et il étudie les mathématiques; pour arriver à posséder l'ensemble, il descend aux détails les plus minutieux de l'analyse, et il commence sa carrière de conquérant en passant par les derniers rangs de

l'armée. Bientôt le bourg de Préobrajenskoï prend l'aspect d'une garnison; là, Pierre ne se souvient qu'il est le maître que pour subordonner le rang au mérite, persuadé que l'obéissance forme au commandement. Dans cette vie tout active, il s'indigne quelquefois de l'isolement où le laissent une sœur ambitieuse et un favori tout-puissant; il est déjà trop grand pour un rôle secondaire, et la cour se prend de crainte en voyant le développement précoce de tant de qualités qui, non moins que sa naissance, semblaient le désigner au gouvernement de l'empire (1).

Galitzin, comme s'il eût eu le pressentiment que son pouvoir, qui s'appuyait à la régence de Sophie, allait subir de rudes épreuves, faisait la guerre aux Tatares et mettait l'Ukraine à couvert de leurs invasions; peu de temps après il envoyait à Louis XIV une ambassade que le cabinet de Versailles accueillit avec froideur, et dont la France aurait pu tirer de grands avantages dans la lutte qu'elle eut bientôt à soutenir pour la succession d'Espagne.

Sophie s'arrogeait toutes les prérogatives de la souveraineté; un jour, au milieu d'une solennité, elle

(1) Histoire de Russie. Chopin, Ségur, Hist. de Pierre le Grand.

se présente avec les insignes du rang suprême; Pierre s'en indigne, sa sœur résiste aux injonctions : ce n'est plus un mécontentement, c'est une rupture. Tandis que les stréletz s'assemblent en tumulte, il court se réfugier au monastère de Troïtzka; quelques troupes fidèles se pressent autour du tsar émancipé. Les stréletz du parti de Sophie ont cru le surprendre; ils se portent sur le monastère, où tout est prêt pour repousser une attaque. L'hésitation fait bientôt place à la surprise; Sophie tremblante recourt à la méditation du patriarche, elle veut elle-même aller se justifier, mais cette grâce lui est refusée; alors elle s'apprête à fuir en Pologne, mais, sur un ordre de Pierre, elle est arrêtée et confinée dans un couvent. Pierre a résolu d'inaugurer son règne par un exemple sévère : les chefs des stréletz sont condamnés au supplice, mais au milieu même des tortures les plus cruelles, il ne leur échappe aucun aveu qui puisse compromettre Sophie. Il paraît probable que, sans agir en vertu d'ordres précis, ils avaient obéi aux suggestions de leurs chefs, qui savaient bien qu'on pardonne de tels crimes lorsqu'ils ont réussi. Ivan était habitué à un rôle passif, sa nullité formait un contraste frappant avec le génie et l'activité de son frère, et cette incapacité fut probablement sa sauvegarde.

Pierre avait épousé Eudoxie Lapoukhin. Cet hymen, d'où sortit l'infortuné Alexis, ne fut point heureux.

Au milieu des dissipations et des plaisirs grossiers dont se joue la vigueur de son tempérament, le jeune tsar poursuit ses grandes idées de réforme et se livre à cet instinct qui le pousse à la régénération de tout un peuple. Jusqu'alors l'Asie avait occupé la politique des princes russes ; le flux et le reflux de vingt peuplades barbares, après avoir longtemps tourmenté le territoire slave, venait expirer sur les frontières méridionales. Les Polonais et les Suédois étaient désormais plus redoutables, quoique moins nombreux ; ils l'emportaient sur les Russes par la science de l'administration, par l'art de la guerre, en un mot, par la civilisation. C'était cette civilisation qu'il s'agissait de conquérir afin de pouvoir lutter contre eux à armes égales ; mais si la civilisation est l'œuvre des siècles, elle est aussi celle des circonstances ; dans les individus, l'expérience ne s'acquiert pas seulement par les années ; l'exercice peut le donner à un jeune homme, tandis que la vieillesse peut en être privée. Le peuple que Pierre va soumettre à cette grande épreuve est ignorant, superstitieux et opiniâtre : son chef triomphera de l'ignorance en faisant briller les résultats des sciences

et des arts; de la superstition par le ridicule; de l'opiniâtreté par une volonté plus opiniâtre encore. On dirait que les événements eux-mêmes se sont disposés dans l'ordre le plus favorable à sa grandeur : quelques libertés de plus, et la nation eût rejeté son œuvre, comme une innovation impie; du côté du tsar, quelques persécutions de moins, et son génie ne se fût point sans doute porté vers le but avec cette énergie que donne et nourrit l'obstacle. Ce n'est pas tout : la Providence, qui a préparé son règne, le fait surgir à l'époque où la Russie, tranquille du côté de l'Orient, est forcée de réagir contre l'Europe, et fait céder sous son poids ses limites occidentales. La nature semblait avoir pris à tâche de compléter l'œuvre de la Providence; elle a donné à Pierre un corps robuste, une taille athlétique, un coup d'œil juste, un désir insatiable de connaître et une activité de corps et d'esprit qui suffit à l'immensité de son œuvre. A côté de ces qualités, il a des défauts et même des vices; les excès de table semblent être son régime ordinaire; à la licence de ses plaisirs, on dirait qu'il a compté sur le dégoût pour se livrer sans distraction à ses occupations favorites; violent jusqu'à la cruauté, il sévit contre une faute légère avec une sévérité draconienne. La colère est le seul ennemi qu'il ne puisse dompter; du reste, il

est dur pour lui-même comme pour les autres. On assure qu'il avait dès son enfance une horreur de l'eau qui allait jusqu'à la défaillance ; celui qui devait doter la Russie d'une marine triompha de cette répugnance et força la nature à se plier à sa volonté (1).

La dissolution des stréletz était depuis longtemps dans la pensée du tsar : cette milice turbulente résumait pour ainsi dire tous les abus qu'il voulait extirper : elle était surtout dangereuse par le nombre, il s'agissait de lui opposer un corps régulièrement discipliné. Dans cette vue, Pierre organisa les deux régiments de Préobrajenskoï et de Siméonovskoï que des officiers étrangers dressèrent à la tactique européenne. Il a formé le noyau d'une armée, bientôt il improvise une flotte : un jour au bourg d'Ismaïl, il aperçoit une vieille chaloupe de construction anglaise. Il se fait expliquer comment à l'aide de la voile on peut maîtriser un vent contraire. On découvre un constructeur, et la chaloupe est réparée; cette barque, qui fut pour ainsi dire la mère de la flotte russe, fut transportée sur le lac de Klechnin : il n'eut point de repos qu'il n'eût vu construire sous ses yeux deux frégates et quelques yachts qu'il apprit à gouverner lui-même. Mais il

(1) Voltaire, Ségur.

fallait à ses essais un plus vaste théâtre, ce fut dans la mer Blanche qu'il put se former une idée plus juste d'une navigation de long cours. Il n'avait encore ni chantiers ni flottes lorsqu'il nomma Lefort grand amiral, et cette dignité ne fut pas longtemps une sinécure.

Tandis qu'il semblait tout occupé de mettre son empire en contact avec l'Occident, ses ministres traitaient avec la Chine; il reculait les frontières russes jusqu'au cours de la Gorbitza.

Pierre était maître d'une étendue immense de territoire arrosée par des fleuves magnifiques, mais dont l'embouchure cessait de lui appartenir ; à l'exception de la mer Blanche, dont les glaces couvraient les eaux pendant une partie de l'année, la Russie n'avait pas de mers; puisque Pierre voulait une flotte, il lui fallait des chantiers et des ports; la Baltique et la mer Noire étaient à une distance à peu près égale à Moscou; mais la Suède et le Brandenbourg lui fermaient la première, et il eût été imprudent de lutter de prime abord contre des flottes exercées. La mer Noire lui parut offrir moins de difficultés : la Turquie, occupée de ses guerres contre l'Empire, était moins à craindre; là, il n'aura point à lutter à la fois contre la science nautique et la discipline européenne. Avec les Turcs, il

n'aurait à vaincre que la fougue asiatique : plus tard, avec une armée formée à la guerre par la guerre elle-même, il saurait bien se procurer un port dans le Nord. Plein de ces idées, il forme la résolution de s'emparer d'Azof. Mais la fortune devait vendre chèrement ses faveurs à ce prince infatigable, ou plutôt elle sembla prendre à tâche de compléter son génie en le mettant aux prises avec tous les genres d'obstacles : un triomphe facile eût été comme la preuve que la régénération russe n'était pas nécessaire : les difficultés et les revers, en montrant au réformateur tout ce qui lui manquait, étaient les guides les plus sûrs pour le conduire au but qu'il voulait atteindre : c'est à ce prix seulement qu'un seul règne pouvait assurer à un peuple à demi barbare les bienfaits de plusieurs siècles de civilisation.

L'expédition d'Azof échoua; l'artillerie des Russes était mal servie; la place, attaquée avec plus de courage que d'habileté, recevait des secours du côté de la mer : après un assaut meurtrier, Pierre dut lever le siége de cette place.

L'année suivante, 1696, la mort d'Ivan, sans accroître l'autorité de Pierre, lui permit de consacrer aux besoins de l'armée et de la flotte les sommes affectées à l'entretien de la maison de son frère. Tant que vécut Ivan, le parti radical russe avait

un point d'appui ; groupé autour d'un prince imbécille, et persuadé que Pierre attirerait sur lui-même le courroux du Ciel par ses réformes, il entretenait de secrètes relations avec Sophie : le clergé et les boïars circonvenaient l'enfance du tsarévitch Alexis (1), et, sous le voile de la religion et du patriotisme, ils le façonnaient à une résistance systématique contre la volonté paternelle. Mais lorsque Ivan fut descendu au tombeau, le mécontentement prit un caractère de révolte ; les mœurs nationales réagirent avec force, et la superstition eut ses martyrs.

Tandis que les ennemis de la réforme applaudissaient à l'échec d'Azof, le tsar prenait de sages mesures pour assurer le succès d'une nouvelle expédition ; il prit à sa solde des ingénieurs étrangers, bloqua le port avec sa flotte, et bientôt il se vit maître de la place. Le port fut creusé et agrandi, et la Turquie vit avec étonnement le pavillon russe flotter sur les Palus-Méotides.

Les vainqueurs entrèrent en triomphe à Moscou ; telle fut la réponse du tsar à ses détracteurs.

Cependant il ne pouvait se dissimuler qu'il devait la prise d'Azof à des étrangers ; il a vu le cou-

(1) Il était né en 1690.

rage de ses Russes, il exigera d'eux quelque chose de plus difficile que le sacrifice de leur vie; il leur imposera l'obligation de se mettre en état devaincre seuls; pour les convaincre, il suffira de leur montrer les prodiges des arts et de l'industrie : c'est à Livourne, à Venise, en Hollande et dans quelques villes d'Allemagne, qu'une foule de jeunes Russes iront étudier l'art de la marine, et se former à la discipline européenne. Mais lui-même, comment jugera-t-il de leurs progrès, comment les dirigera-t-il, s'il n'a sur eux que l'ascendant du rang suprême et non celui du mérite et de l'expérience? La réforme commencera par lui-même; ce que le tsar aura fait, nul n'osera s'y refuser.

Le bruit se répand que, non content d'attirer les étrangers dans l'empire orthodoxe et de réserver pour eux toutes les faveurs, Pierre s'apprête à voyager parmi les hérétiques, pour aller puiser à leur source les erreurs du papisme et des sectes protestantes : une conspiration dirigée par le parti de Sophie trouve bientôt de nombreux fauteurs. Les chefs essayent d'entraîner les Cosaques du Don; mais Pierre a tout appris. Peut-être se fût-il montré clément pour des coupables qui n'eussent conspiré que contre sa personne, il sera sans pitié pour les criminels de lèse-nation. Tout puissant pour faire

le bien, il se montrera surtout despote quand il s'agira d'écraser la résistance appuyée aux vieux préjugés.

Le supplice de quelques révoltés n'était pas seulement un acte ordinaire de justice répressive, c'était une victoire sur les mœurs routinières, c'était le programme de la marche que le tsar se proposait de suivre. A la résistance, le châtiment; à la régénération, sécurité, distinctions et faveurs. C'est dans cette circonstance qu'il ose s'éloigner, laissant l'administration de l'Etat au prince Romodanovski, à Strechnef et à un conseil de boïars. Il donne à Gordon le commandement de la garnison de Moscou, comme pour mettre l'empire sous la protection de la réforme militaire; il emmène avec lui Lefort, Vonitzin et Golovin, auxquels il confère le titre d'envoyés extraordinaires aupres des états. Il se proposait de visiter le Danemark, la Marche de Brandenbourg, la Hollande, Vienne, Venise et Rome. Pour s'affranchir d'un cérémonial fatigant, il ne prit aucun rang dans cette ambassade, et ce fut peut-être autant pour se soustraire à l'étiquette rigoureuse de la cour de Versailles, que par ressentiment du mauvais accueil fait au prince Dolgoroùki, du temps de la régence de Sophie, qu'il exclut la France de son itinéraire.

A l'époque où Pierre entreprenait son voyage, la politique de l'Europe ne pouvait que lui offrir d'utiles enseignements : la couronne de Pologne était vacante; Auguste de Saxe et Armand, prince de Conti, se disputaient l'honneur de succéder à Sobieski. L'Allemagne, soutenue par l'Espagne, l'Angleterre et la république de Hollande, était en guerre contre Louis XIV, mais déjà l'on prévoyait un rapprochement momentané, et les conférences étaient ouvertes au château de Riswick. Charles XII venait de succéder à son père, et la jeunesse de ce prince faisait concevoir au Danemark l'espoir de recouvrer la Scanie, tandis que l'électeur de Brandenbourg convoitait la Poméranie et quelques provinces livoniennes.

Pierre, après avoir traversé la Livonie et l'Esthonie, entra dans la Prusse brandenbourgeoise, où Frédéric-Guillaume lui fit une réception fastueuse. L'ambassade se sépara à Berlin, Pierre se dirigea sur Minden, Clèves, et se rendit à Amsterdam. Nous ne répéterons point les détails si connus du séjour du tsar à Amsterdam. L'histoire de son noble apprentissage est tout entière dans les embellissements de sa capitale; celle de ses études et de ses efforts se résume dans la civilisation rapide de ses peuples. C'est dans le même esprit que Pierre se rendit en

Angleterre, toujours, comme le dit Voltaire, à la suite de sa propre ambassade. Là, il put étudier à loisir tous les secrets de l'industrie manufacturière et compléter ses connaissances dans l'art des constructions navales. On eût dit que, pour assurer la régénération de son empire, il voulait enlever aux étrangers les éléments de leur supériorité, en attachant au service russe quelques-uns des représentants les plus distingués de la science : riche de tout ce qu'il venait d'acquérir, il retourna en Hollande, emmenant avec lui des ingénieurs, des officiers de marine, des chirurgiens, des canonniers et un grand nombre d'artisans. Toute cette colonie, destinée à défricher la vieille Russie asiatique, fut dirigée sur Arkhangel et sur Narva. Il restait au tsar à étudier la discipline allemande ; il se rendit à Vienne, où il eut une entrevue avec Léopold. Il s'apprêtait à partir pour Venise, lorsqu'il apprend qu'une révolte venait d'éclater dans ses États. Pierre sent que sa présence est nécessaire ; il part secrètement de Vienne, traverse la Pologne, et après avoir pris avec le roi Auguste des mesures qui lui permettront de s'agrandir vers la Baltique, il paraît tout à coup dans sa capitale, qui apprend à la fois le voyage et l'arrivée du souverain. Il arrivait en effet pour récompenser les vainqueurs, mais surtout pour châ-

tier les coupables. A la rigueur des supplices, les Moscovites reconnurent que l'éducation européenne n'avait rien changé dans le caractère du maître. Nous ne nous arrêterons pas à décrire les tortures des malheureux stréletz. Si l'on se fût contenté de les faire mourir, le châtiment s'expliquerait par la grandeur de l'attentat; mais c'est se montrer gratuitement cruel que d'ajouter à la mort par le raffinement des tortures. En vain Pierre espéra arracher à la douleur quelque aveu qui lui signalât les chefs du complot : les coupables expirèrent avec leurs secrets, et le tsar dut regretter que tant de constance fût perdue pour lui-même et pour l'État. Les exécutions en masse suivirent les supplices particuliers, et la plus noble main de l'empire se fit sa part dans cette besogne de bourreau : les juges, les boïars, les favoris du prince prirent la hache, et le dévouement se recommanda par l'adresse à faire tomber des têtes. Printz, grand maréchal de la cour de Prusse, alors ambassadeur en Russie, a consigné dans ses mémoires que Pierre, au milieu d'un repas, fit amener une vingtaine de stréletz, et qu'à chaque verre qu'il vidait, il abattait la tête d'un de ces malheureux. Il proposa même à l'ambassadeur de montrer son habileté dans ce genre d'exercice, mais celui-ci s'en excusa sur son défaut d'habitude.

Il faut dire à l'honneur de Lefort, qu'il osa refuser au tsar de se faire bourreau pour lui complaire.

Des gibets furent dressés autour des murailles de Moscou, à l'entrée des grandes routes et dans l'enceinte même de la ville. Le sang coula aussi devant le Kremlin, et en face du monastère où tremblait Sophie. Un des suppliciés fut pendu devant les fenêtres de cette princesse, tenant à la main la requête par laquelle les stréletz la suppliaient de régner. Le patriarche essaya de fléchir le tsar. « Prêtre, retire-toi, lui dit le souverain, je sais ce que j'ai à faire; le sang des rebelles est toujours agréable à Dieu. » L'intercession de Lefort fut plus efficace, mais déjà la lassitude et l'inutilité des supplices ôtaient tout prix à la clémence.

Le complot s'étendait sur une grande partie de l'empire; une sédition sérieuse éclata à Azof; les Cosaques subirent le supplice des cinq quartiers. Le corps des stréletz fut dissous, et l'on proscrivit jusqu'au nom de cette milice turbulente.

Pierre comprenait tout ce qu'il y a d'intime entre les mœurs et les formes extérieures; il introduisit le tabac malgré la répugnance du peuple; il fit adopter aux boïars et aux militaires les costumes allemands, mais il laissa aux prêtres la robe grecque, et permit aux marchands et aux paysans de conser-

ver la barbe et le caftan tatare. Il avait remarqué dans ses voyages l'heureuse influence des femmes sur les mœurs sociales ; il ouvrit les portes du gynécée. L'imprimerie reçut de puissants encouragements ; des écoles furent ouvertes, et, pour profiter de la science des étrangers, un grand nombre de jeunes boïars allèrent étudier les langues dans les universités de l'Europe. Il parodia quelques-unes des cérémonies de l'Église, pour habituer le peuple à ne point confondre les accessoires avec le fond.

A la mort de Lefort, arrivée en 1699, Pierre témoigna la plus vive douleur ; il fit des obsèques pompeuses à son ami d'enfance, au compagnon de ses nobles travaux ; il suivit le corps à son rang de lieutenant, car il avait voulu passer par tous les grades, tirant ainsi de la mort même d'utiles enseignements.

Pierre savait imposer sa volonté à la nation, mais il ne pouvait faire goûter ces innovations qu'à la génération nouvelle. Les fils des boïars durent commencer leur carrière militaire par le service de simple soldat ; ceux qu'il destinait à la marine étaient d'abord matelots, et son propre exemple interdisait jusqu'au murmure. Il s'appliquait en même temps à établir un ordre plus régulier dans les finances et dans la perception des impôts ; le com-

merce et l'agriculture devaient non-seulement suffire aux besoins de la population de l'empire, mais à ses établissements de tout genre et à l'entretien de la flotte et de l'armée. Des Anglais et des Hollandais lui construisaient des navires, et poursuivaient des travaux de jonction entre le Don et le Volga, pour réunir la Caspienne avec la mer Noire.

Il n'avait encore porté au clergé que des atteintes qu'on pouvait regarder comme préliminaires : la mort du patriarche Adrien lui fournit l'occasion de dessiner plus nettement ses vues : il supprima cette dignité dont il réunit les revenus et les domaines au trésor public. Il institua un synode chargé de toutes les affaires concernant l'administration spirituelle et les règlements spéciaux, mais qui relevait de son autorité, et lui devait obéissance comme le reste de ses sujets. C'était par le fait couvrir la mitre de la couronne, et se poser comme chef suprême de l'Église. Dès lors toutes les influences qui se rattachaient encore au clergé vinrent se fondre dans les prérogatives de la couronne : l'autocratie était fondée (1).

(1) Histoire de Russie. Univers. Chopin.

CHAPITRE XXXVI.

Tandis que Pierre bouleversait tous les rapports sociaux, comme pour donner à la réforme plus de surface, un homme qui poursuivait la gloire des armes avec la même âpreté de volonté qui portait le tsar vers l'utile venait de s'asseoir sur le trône de Suède.

Charles XII avait été déclaré majeur à l'âge de quinze ans. Les états crurent faire acte de prudence en prévenant les troubles d'une minorité. Et en effet, le génie du jeune roi se montra tellement exceptionnel, que si plus tard son despotisme militaire entraîna la ruine de la Suède, c'est surtout à la fortune qu'il faut s'en prendre. Charles XII fut trop complétement guerrier pour pouvoir être autre chose. Par une bizarrerie qui n'est point sans exemple dans l'histoire, ce prince si passionné pour les armes était profondément religieux : quand les âmes fortes ont ce point d'appui, elles portent tout à l'extrême, et leurs erreurs mêmes revêtent un caractère de grandeur.

Ses premières études furent sérieuses, ses divertissements des périls. Dès son enfance, il montra une opiniâtreté indomptable que l'exercice du pouvoir accrut encore. Ses premiers actes comme roi annoncèrent que l'expérience de ses conseillers n'aurait aucun empire sur ses déterminations. Piper, son favori, gagné par l'ambassadeur de France, n'avait pas eu de peine à persuader à son maître que la Suède devait renouveler son ancienne alliance avec le monarque le plus absolu de l'Europe. Benoît Oxenstierna, qui dirigeait les affaires étrangères, combattit cette mesure avec chaleur : le jeune Charles lui imposa silence.

La paix de Riswick n'était qu'une trêve : toute l'Europe se tenait prête pour les nouvelles combinaisons qu'allait ouvrir la succession de Charles II. Frédéric, premier roi de Prusse, mettait ses États sous la sauvegarde d'une forte organisation militaire ; sa politique pacifique et conservatrice tendait à soutenir la Suède. La Russie semblait être en bonne intelligence avec Charles XII : Auguste de Saxe, tranquille du côté de la Turquie, désirant inaugurer son règne par quelque entreprise d'éclat, méditait la conquête de la Livonie. Pattkul, gentilhomme livonien, que des motifs particuliers animaient contre les Suédois, excitait encore ce prince

à la guerre, et ouvrait des négociations avec le roi de Danemark et le tsar. La république répugnait à une rupture avec Charles XII; mais Auguste espérait que le succès de ses armes changerait cette disposition; et le traité était signé à Moscou, que les Polonais l'ignoraient encore. Le roi de Danemark saisit l'occasion qui se présentait, et entra avec empressement dans cette ligue contre la Suède. Le Holstein était toujours menaçant pour le Danemark, et l'alliance du duc de Gottorp avec Charles XII, dont il avait épousé la sœur, ne pouvait qu'affermir Frédéric IV dans ses projets contre son jeune rival. Le traité fut bientôt changé en une alliance offensive et défensive. De son côté, la Suède renouvela avec la Hollande et l'Angleterre le traité de la Haye : l'intégrité des territoires était garantie; quant au Holstein, on devait s'en tenir à la convention d'Altona.

Les Danois commencèrent les hostilités par une brusque attaque contre les États du duc de Gottorp; leurs succès furent rapides; ils mirent le siége devant Tönnigen; l'entreprise du roi de Pologne sur Riga, où commandait Dahlberg, officier suédois d'une grande expérience, échoua complétement. A ces nouvelles, le sénat de Suède prend l'alarme; rien n'était prêt pour la défense; un roi

inexpérimenté, qui n'avait encore fait preuve de courage et d'habileté qu'à la chasse, paraissait peu propre à conjurer le péril. Tout à coup le héros se révèle par l'effet du péril même. On a cru le surprendre, il attaquera. « Dieu sera mon guide, dit-il aux sénateurs étonnés ; j'en aurai bientôt fini avec l'un, puis j'attaquerai l'autre. Jamais je n'entreprendrai de guerre injuste, jamais non plus je ne déposerai le glaive avant d'avoir forcé mes ennemis à satisfaction. » Ces paroles furent le programme de son règne.

Quelques troupes hollandaises et hanovriennes étaient venues au secours de Tönningen, mais déjà cette place était réduite à la dernière extrémité ; un corps suédois marcha contre les assiégeants tandis que la flotte allait se joindre aux escadres des alliés. Charles XII visite d'abord les frontières de la Norvége, redescend en Scanie, s'embarque avec douze mille hommes et les conduit sans obstacles dans l'île de Séland. Il établit son camp à peu de distance de Copenhague, mais il n'attaqua point cette ville, soit que son armée fût trop faible, soit parce qu'il craignait que ses alliés, qui voulaient la paix du Nord, ne se séparassent de lui, dès qu'il menacerait l'intégrité des possessions danoises. Frédéric IV appréhendant de voir changer les disposi-

tions des alliés de Charles XII, signa le traité de Travendal qui remit le duc de Holstein dans la même position où l'avait laissé la convention d'Altona. Il dut promettre en outre de ne prendre aucune part aux différends qu'avaient soulevés le duché de Brunswick et la succession du Lauenbourg, et de rester neutre dans la guerre que soutenait la Suède contre la Pologne et le tsar. Les troupes suédoises évacuèrent l'île de Séland.

Cependant Auguste, à la nouvelle de la pacification de Travendal, leva subitement le siége de Riga, et recourut à la médiation de la France et de l'Angleterre, comme pour se ménager une paix avantageuse. Charles, qui n'avait rien gagné à se montrer généreux envers Frédéric, rejeta les ouvertures de la cour de Versailles et répondit que c'était assez d'avoir été joué une fois. En effet, les intentions d'Auguste devaient lui paraître suspectes, puisqu'à l'instant même où l'on négociait, il s'emparait de quelques places. Jusque-là ce prince n'avait fait marcher que des troupes saxonnes, parce que les Polonais étaient loin d'approuver la guerre. Il se rendit à Varsovie dans l'espoir d'obtenir le consentement de la diète pour la levée d'une armée.

Pierre, impatient de montrer à ses jeunes levées le chemin du littoral baltique, s'avançait vers Nar-

va. Ne supposant point que quelques milliers de Suédois se hasarderaient à attaquer quatre-vingt mille Russes, il confia le commandement de cette multitude au duc de Croy, et se rendit à Novgorod pour y conférer avec Auguste. On a dit que, la veille de la bataille, le tsar s'était retiré par crainte; toute la vie de ce grand homme répond à une telle accusation. L'armée russe était dix fois plus nombreuse que celle des ennemis; mais cette condition numérique était moins un avantage réel qu'un embarras. Jamais les généraux du tsar n'avaient fait mouvoir des corps considérables : à l'exception de quelques régiments passablement exercés, tout le reste, gêné par une discipline improvisée, ne pouvait ni se battre à la manière des anciens Russes, ni comme Pierre l'avait prescrit.

Horn commandait dans la place; la direction du siége avait été confiée au général Allart, officier du génie au service de Saxe. L'armée suédoise venait de rentrer en Scanie, lorsque la nouvelle que les Russes étaient devant Narva parvint à Charles. Ordonner le départ, débarquer en vue de Pernau avec huit mille hommes, s'emparer d'une position avantageuse qu'occupait Schérémétief, marcher aux retranchements de l'ennemi, toutes ces opérations se succédèrent avec la rapidité de la pensée. Le camp

des Russes était protégé par une artillerie formidable. Charles, sourd aux représentations qu'on lui faisait sur sa témérité, commença l'attaque.

On était à la fin de novembre ; la neige, chassée par un vent nord-est, aveuglait les Russes ; l'aile gauche des Suédois, où combattait le roi, s'élance et franchit le fossé ; les Russes se replient en désordre ; ils veulent se rallier, et le désordre s'en augmente encore ; les régiments des gardes se retranchent derrière les bagages et tiennent ferme jusqu'à la nuit.

Charles, dans la chaleur de l'action, tomba dans un fossé bourbeux d'où on ne le tira qu'avec peine. L'aile droite des Suédois avait éprouvé plus de résistance ; enfin elle pénétra dans le retranchement, et sur le soir la petite troupe de Charles XII occupait une forte position qui coupait l'ennemi. Les vaincus demandèrent à capituler, et le lendemain le dernier corps, commandé par Weide, déposa les armes. Jamais victoire ne fut plus complète : dix-huit mille Russes étaient tombés devant Narva ; munitions, bagages, artillerie, tout devint la proie du vainqueur ; dans l'impossibilité de garder une armée prisonnière, Charles ne retint que les chefs et renvoya les soldats. La Suède salua avec enthousiasme la gloire de son jeune héros, et crut voir renaître les temps de Gustave-Adolphe ; l'Al-

lemagne, qui n'avait qu'un Eugène, prit l'alarme; Pierre se souvint d'Azof et espéra.

Tandis que Charles prend ses quartiers d'hiver en Livonie, le tsar vole à Moscou; là il recueille les débris de son armée, leur montre la défaite de Narva comme un effet de la discipline européenne, donne des louanges aux uns, encourage les autres, et tire de la perte même d'une bataille d'utiles enseignements. C'est alors qu'il s'applaudit de sa prévoyance; les établissements qu'il a fondés suffisent à tout; il manque d'artillerie, les cloches des églises seront fondues; le clergé murmure, mais Pierre déclare aux soldats qu'avec ces armes saintes l'armée du peuple orthodoxe est désormais invincible.

Auguste se trouvait dans une position critique : l'Empire et la république le désapprouvaient également comme électeur et comme roi : un parti puissant se déclara contre lui et mit tout son espoir dans l'influence de la Suède : mais le tsar lui restait; il crut qu'en combinant leurs ressources, ils pourraient arrêter le jeune conquérant. La Saxe devint l'école des troupes russes; la lutte devait être longue et sanglante.

Pierre voyait avec satisfaction son rival transporter le théâtre de la guerre dans la grande Polo-

gne. Son plan était d'occuper Charles de ce côté ; il attaquerait la Livonie, pour s'emparer de quelques places sur le littoral, et couper la retraite aux Suédois. Repnin, à la tête de vingt mille Russes, se réunit aux Saxons sous le commandement du maréchal Steinau.

Les Suédois, après avoir forcé le passage de la Dvina, se répandirent dans la Courlande ; les Russes et les Saxons durent se replier sur la Lithuanie et la Prusse polonaise. Malgré les représentations des envoyés polonais, Charles pénétra sur le territoire de la république. « Déposez votre roi, leur répondit-il, ou je traiterai les Polonais en ennemis. » Le vainqueur poursuivit sa marche jusqu'à Varsovie ; de là, après avoir reçu les renforts que lui amenaient Stenbocket Mörner, il s'avança contre Auguste qui couvrait Cracovie, et remporta sur lui une nouvelle victoire qui lui ouvrit le chemin de l'ancienne capitale de la Pologne. La bataille avait duré cinq heures ; le duc de Holstein, beau-frère de Charles, y fut tué. Le vainqueur leva sur les provinces de fortes impositions ; son plan était de ruiner le pays. « Je réduirai les sujets d'Auguste, disait-il, à un tel état de faiblesse que je pourrai les rouler entre mes doigts. » Ces mesures imprudentes produisirent une réaction en faveur du prince vaincu. Deux diètes

opposées se formèrent; dans celle de Sandomir, on offrit à Auguste les secours de la république, si Charles se refusait à une paix honorable. Charles se garda bien d'y souscrire. Tandis que les Polonais délibéraient sur les dangers de la patrie, les Suédois battaient les Saxons à Pultusk, et s'emparaient successivement de Thorn, de Posen et d'Elbing; maîtres de ces places, ils purent prendre en sécurité leurs quartiers d'hiver dans la Prusse polonaise (1). Les intrigues du primat Radziewski, adversaire déclaré d'Auguste, contribuèrent puissamment à rendre inutiles tous les efforts que tentaient ceux qui voulaient avant tout voir la Pologne délivrée du joug étranger.

Cependant les Russes poursuivaient avec constance l'apprentissage des armes. Schérémétief battit deux fois les Suédois, d'abord à Dorpat, puis aux environs de Pernau. Il est vrai que les forces principales de Charles agissaient dans la grande Pologne, et que la Livonie était à peine défendue. En apprenant qu'à Pernau les Russes n'étaient que deux contre un, Pierre s'écria : Dieu soit loué! peut-être les battrons-nous un jour à nombre égal.

(1) 1703.

Le tsar savait distinguer le mérite; à ses yeux le plus digne était le plus noble : c'est ainsi que Mentchikof s'éleva des derniers rangs de la société aux premières charges de l'empire, et que la nièce d'un pasteur luthérien, qui se trouva parmi les prisonniers de Marienbourg, partagea le lit de l'empereur et bientôt son trône.

La marine russe faisait des progrès rapides; la fondation de Schlüsselbourg lui assura un point de défense dans le golfe de Finlande. Une fabrique d'armes fut établie à Pétrozavodsk. Toute la Russie occidentale ressemblait à un vaste atelier où les hommes comme les choses subissaient une transformation européenne. Pierre était partout : après avoir fondé dans la capitale une imprimerie, un hôpital et plusieurs manufactures, il retourne vers le Nord, et reprend son service comme capitaine sous le maréchal Schérémétief. Il enlève Nieuschantz, forteresse qui le rendait maître du cours de la Néva.

C'est dans une île de ce fleuve, à peu de distance dans le golfe de Finlande, où l'on n'aperçoit encore que quelques huttes de pêcheurs, que Pierre a trouvé l'emplacement d'une ville, qui, un siècle plus tard, sera la plus belle capitale du monde. En vain des exhalaisons délétères sortent d'un sol ma-

récageux qu'inonde la mer quand le vent d'ouest souffle avec violence, l'avantage de la position le détermine. Quant au sol, ses Russes le feront. On lui objecte la difficulté de trouver des travailleurs; il en appelle de toutes les parties de son empire. On lui représente qu'il est peu prudent de sacrifier tant d'hommes et de trésors pour l'établissement d'un port et d'une cité isolés à l'extrémité de ses États, dans une contrée récemment conquise; il répond que cette cité sera la capitale de ses États européens, la mère de la civilisation russe. Il y appellera les grands dignitaires que suivront le luxe et l'industrie; chacun mettra la main à l'œuvre, et la grandeur du résultat couvrira l'énormité des sacrifices (1). Le sort des provinces baltiques si longtemps disputées est fixé désormais, elles ont trouvé leur capitale naturelle.

Jambourg, Dorpat, Narva, tombent au pouvoir des Russes; Kraniort, qui menaçait Pétersbourg, est défait en Carélie; Pierre change en forteresse l'îlot de Kotlin, pour protéger sa ville naissante du côté de la mer. Les vainqueurs entrent en triomphe à Moscou, et l'ancienne capitale, si longtemps rebelle à sa propre gloire, les salue de ses acclamations.

(1) Histoire de Russie. Univers., *passim*.

La déchéance d'Auguste était consommée : Stanislas Leczinski, appuyé par Charles, venait d'accepter le périlleux honneur de ceindre la couronne de Pologne ; tandis que Charles méditait une invasion sur le territoire de son rival, la Livonie continuait à être le théâtre d'une lutte sanglante. Chéréméticf se fait battre par Löwenhaupt en Courlande, mais bientôt il recule devant le tsar qui s'empare de Mittau. Soutenu par Pierre, Auguste ne se regardait point comme détrôné : il répond à l'élection de son rival par la fondation d'un ordre de chevalerie ; plus ce prince commet de fautes, plus le tsar se montre infatigable à les réparer. A peine a-t-il reçu un renfort que le général Rensköld anéantit son armée. Ce prince malheureux cède enfin à sa fortune ; il signe un traité avec Charles qui s'apprêtait à l'attaquer jusque dans le cœur de la Saxe, et s'engage à lui livrer et les Russes qui s'obstinaient à le secourir, et ce général Pattkul dont le courage et le dévouement méritaient un autre sort.

La guerre continuait avec des chances diverses ; Pierre essuya un échec devant Vibourg, et Mentchikof, près de Kalisch. Auguste, dont le traité avec Charles était encore secret, contribua malgré lui au succès des armes suédoises ; et par un effet

bizarre de sa fortune, il se vit obligé de faire amende honorable pour cette victoire; qui l'embarrassait plus que ne l'eût fait un revers.

Le tsar, voyant que rien n'arrêtait plus Charles en Pologne, et prévoyant que tout l'effort des Suédois allait se porter sur la Russie, tenta la voie des négociations. « Je traiterai de la paix dans Moscou, répondit le roi. — Mon frère Charles veut faire l'Alexandre, dit le tsar, mais il n'a point affaire à un Darius. »

Depuis ce moment Charles XII semble prendre à tâche de lasser la fortune : de son camp d'Altranstadt, il fait trembler l'Europe, et, affectant un mépris insensé pour ses ennemis, il se charge, dit-il, de les chasser à coups de fouet de Moscou et du monde entier (1). Pierre répondit à ces bravades par un redoublement d'activité ; son génie a compris que l'instant décisif est venu, il ne néglige aucun moyen humain pour envelopper son rival dans ses fautes, et il met au nombre de ses chances de succès le dédain même de son orgueilleux adversaire. Il anime les troupes de sa présence, court

(1) L'empereur Joseph craignit que les Suédois, alliés de la France, ne fissent en Allemagne une diversion favorable à Louis XIV. Marlborough vint trouver Charles en Saxe; mais le duc s'aperçut bientôt que ce prince n'avait aucun plan arrêté, et que la Russie allait devenir le théâtre de la guerre.

à Grodno, y laisse quelques bataillons, et s'éloigne après avoir donné à ses généraux l'ordre de se retirer devant l'ennemi.

Charles XII foule enfin le sol russe ; il a franchi la Bérézina, et trop confiant dans les promesses de Mazeppa, hetman des Cosaques de l'Ukraine, il s'enfonce dans un pays inconnu et sans ressources. Il attendait un secours de seize mille hommes que lui amenait le général Lövenhaupt ; Pierre l'apprend, et s'avance à marches forcées pour empêcher cette jonction ; il rencontre l'ennemi à Lesno, et, quoique inférieur en nombre, puisqu'il n'avait que onze mille soldats, il bat Lövenhaupt, s'empare de sa caisse, de ses bagages et de son artillerie. Avant l'action il avait donné l'ordre à ses Cosaques de tirer sur quiconque fuirait, fût-ce sur lui-même. Cette bataille de Lesno, comme il l'a dit lui-même, fut la mère de celle de Poltava.

L'opiniâtreté de Charles allait se montrer avec tout le caractère de l'imprudence ; les revers de Rosen en Ingrie, les pertes que lui coûta le passage de la Desna, ce Mazeppa qui devait soulever l'Ukaine et qui se voit forcé de chercher un asile au camp des Suédois ; rien ne peut fléchir sa détermination : les maladies, la disette, les rigueurs exces-

sives de l'hiver (1), son camp établi au milieu de steppes, toutes ces considérations le trouvèrent sans pitié pour les misères de ses troupes. Deux favoris, Piper et Renskōld, exerçaient une fatale influence sur le monarque; Charles semblait se complaire à entretenir leur jalousie. Le premier avait un coup d'œil juste, mais l'esprit aventureux du second flattait les sympathies du jeune roi, qui dédaignait les moyens ordinaires, et croyait pouvoir trancher toutes les difficultés avec l'épée. Ses emportements allaient souvent jusqu'à la cruauté, c'est ainsi qu'il fit exécuter Pattkul (2), malgré les plus vives représentations.

Pierre voit la situation critique de son rival, cependant il use de modération et lui offre encore la paix; il ne demande que l'Ingrie et propose un dédommagement pour Narva. Charles rejette ses ouvertures et dédaigne une paix qu'il n'aura pas dictée après la victoire : il s'enfonce dans l'Ukraine, trouve quelques ressources dans Gaditsch et Veprin, et poursuit fatalement sa route sur Poltava.

Arrivé devant cette ville, où Mentchikof fait pénétrer habilement un renfort, il s'écrie : « Nous avons appris aux Russes l'art de faire la guerre; »

(1) 1709.
(2) 1707.

paroles prophétiques qui devaient bientôt recevoir une plus complète application. Le tsar, qui était allé à Azof et à Taganrok pour empêcher le kan de Crimée de donner des secours à Charles, retourne à Poltava, pour achever par le courage le succès que sa prudence avait préparé. Il apprend que la ville va manquer de munitions. Cette circonstance le détermine à l'attaque. Les Suédois, qui ne craignaient rien tant que l'inaction, prennent l'offensive; ils remportent d'abord quelques avantages; mais bientôt le combat devient général : après deux heures d'une lutte terrible, et malgré les efforts héroïques de Charles, qui, blessé d'un coup de feu, se faisait porter de rang en rang sur un brancard, les Suédois furent rompus sur tous les points, et tout ce qui avait échappé au fer des Russes se rendit à Mentchikof. Charles XII, Mazeppa et quelques centaines de cavaliers cherchèrent un asile sur le territoire ottoman,

Le sentiment d'un juste orgueil et d'une noble reconnaissance éclate dans la proclamation qu'il adressa à ses soldats; il les appelle les fils de la Russie régénérée, ses enfants à lui, ceux qu'il a formés à la sueur de son front. Il écrit à Apraxin : «Grâce à Dieu, la pierre fondamentale de Pétersbourg est solidement assise. » Il distribue des récompenses

qui empruntent un nouvel éclat de sa promotion au grade de général-major et de contre-amiral. Tout autre que lui eût désormais regardé comme superflu de se soumettre à une règle qu'il avait jugée nécessaire dans les premiers temps. Le résultat parlait assez en faveur de ses plans réformateurs, pour que l'intelligence qui avait tout créé ne se montrât plus qu'au premier rang; mais cette persévérance dans son système hiérarchique est admirable au moment d'une telle victoire : il a éprouvé toute la puissance de l'exemple; et ce n'est pas quand il recueille enfin le fruit de tant de travaux qu'il redeviendra un souverain ordinaire. D'ailleurs son œuvre n'est pas achevée; le terme de ses travaux sera celui de sa carrière mortelle.

Ce qui fait le succès de Poltava une gloire à part, c'est que Pierre n'a rien négligé pour l'arracher à la fortune; c'est que ce triomphe n'est pas seulement un avantage de rival à rival, sans autre résultat qu'une date éclatante dans les fastes militaires, mais bien une nécessité qui lie le passé à l'avenir dans cette œuvre civilisatrice qui est la pensée et le labeur de sa vie entière.

La victoire de Poltava eut un grand retentissement en Europe : les ennemis de Louis XIV s'en réjouirent, et firent complimenter le tsar par leurs

ministres : celui de la reine d'Angleterre salua du nom de très-haut et très-puissant empereur ce même souverain qu'on avait refusé d'admettre aux conférences de Riswick (1).

La capitulation de Lövenhaupt acheva de ruiner l'armée suédoise. Charles seul ne désespérait pas de sa fortune ; il se dirigea sur Bender, dans l'espoir d'armer les Turcs contre la Russie, aimant mieux chercher un appui parmi les infidèles que de rentrer vaincu et presque seul dans ses États. Du fond de sa retraite, il ordonne à ses généraux de reprendre l'offensive ; mais Pierre sait profiter d'une victoire : les partisans d'Auguste redeviennent bientôt prépondérants, et ce prince remonte sur ce trône, dont tant de revers semblaient l'avoir écarté pour toujours. Le tsar conclut un traité d'alliance offensive avec le Danemark, la Pologne et la Prusse, et mettant la neutralité de l'Allemagne sous la garantie de l'empereur, de la diète Germanique et de la Hollande, il ferme l'Europe à son ennemi. Après avoir pris ces mesures, il se rend à Pétersbourg, y ordonne la construction d'un vaisseau de guerre qui portera le nom de *Poltava*, puis il donne à Moscou le spectacle d'une fête

(1) Biographie Kaisers Carls des sechsten. Schirach.

militaire : parmi les dépouilles des vaincus, la foule contemple avec orgueil le brancard où Charles XII, grièvement blessé à Poltava, se faisait porter au plus fort de la mêlée. A peine a-t-il fait hommage de sa nouvelle victoire à la capitale de la vieille Russie, qu'il retourne vers le Nord, et achève rapidement la conquête de la Livonie. Il donne en mariage au duc de Courlande une des filles d'Ivan. Déjà son influence pèse en Europe, il veut se mêler à la politique de l'Occident, mais il apprend que les intrigues de Charles ont enfin décidé le divan à le priver de ses établissements sur la mer Noire. Le ministre de France et Poniatovski, que Charles avait envoyés à Constantinople, avaient fini par persuader au sultan que le tsar, après la pacification de la Pologne, ne manquerait pas d'envahir le Crimée pour lui disputer la prépondérance dans l'Euxin. L'ambassadeur russe Tolstoy venait d'être enfermé au château des Sept Tours.

Tandis que Mentchikof est préposé à la défense de Pétersbourg, le corps de Schérémétief se porte sur la Moldavie ; il semble que Pierre a le pressentiment d'une lutte périlleuse ; il organise un sénat de régence, charge Apraxin de protéger Azof, puis il élève au rang de tsarine cette jeune captive de Marienbourg, qu'il avait épousée secrètement

en 1707, et qui acquittera bientôt sur le Pruth la dette de la reconnaissance.

L'armée russe se composait d'environ soixante mille hommes ; la Moldavie et la Valachie, gouvernées alors, la première par le prince Cantémir, la seconde par le hospodar Brankoven, devaient fournir des subsistances aux troupes du tsar ; mais soit méfiance mutuelle, soit crainte, les vivres destinés aux Russes furent livrés aux Turcs. Nous ne nous arrêterons pas aux détails de cette campagne désastreuse et si connue : chacun sait que Pierre ne put faire sa jonction avec Schérémétief, et que le vizir, Méhémet, après avoir enfermé les Russes dans leur camp, les réduisit à la dernière extrémité. Pierre ne dut son salut qu'à la présence d'esprit de Catherine, qui gagna Méhémet par des présents, et changea ainsi une défaite presque certaine en une capitulation honorable.

Le traité de Falksen ruina les dernières espérances de Charles XII. Il portait qu'Azof serait rendu, et que Taganrok serait démolie ainsi que Samara et quelques autres forts. Le tsar s'engageait aussi à ne point s'opposer à ce que Charles XII retournât dans ses États ; ce dernier courut à la tente du vizir, et lui reprocha avec emportement d'avoir laissé échapper l'occasion de faire le tsar prisonnier :

Qui donc aurait gouverné son empire? reprit froidement le Turc. Charles se contenta de déchirer avec son éperon la robe du vizir, qui fut assez généreux pour ne point tirer vengeance de cet acte d'extravagance.

La disgrâce de Méhémet, occasionnée par le retard que mirent les Russes à exécuter les clauses du traité du Pruth, ne changea rien à la politique du divan. Pierre s'occupa de réorganiser son armée, et présida à l'union de son fils Alexis avec une princesse de Wolfenbüttel, belle-sœur de Charles VI; mais en même temps, pour contenir le caractère sombre et inquiet du tsarévitch, il célébra avec pompe son union avec Catherine.

Tandis que Pétersbourg voyait s'élever la fonderie, l'amirauté, et que des canaux assainissaient le sol, le tsar, à qui tous ces travaux rappelaient Sardam, se contentait d'une petite maison de bois qui, de nos jours encore, offre le contraste le plus frappant avec la magnificence de la capitale. Hiérarchie, administration, rapports diplomatiques, tout prenait une physionomie européenne. Il n'en poursuivait pas moins la guerre de concert avec la Pologne et le Danemark; mais il saura tirer parti des avantages que leur vaut son alliance; ce n'est pas pour transporter au Danemark et à Auguste l'in-

fluence qu'il a arrachée à la Suède que le tsar aura vaincu. Frédéric IV veut combattre sans lui ; il est battu par Stenbock (1), qui se retire à son tour dans Tönningen, où les Russes le forcent à capituler. La victoire semble avoir désuni les vainqueurs ; chacun se hâte de prendre quelques villes ; Stettin allait tomber au pouvoir des alliés, Mentchikof s'en empare et la remet entre les mains du roi de Prusse, pour garantie des avances qu'il avait faites à la Russie.

En 1713, la Suède était tellement épuisée, que Pierre se rendit maître de presque toute la Finlande, où le général Armfelt avait remplacé Lubecker.

Le sénat de Suède se trouvait dans la situation la plus critique ; d'un côté, le roi lui ordonnait de continuer cette guerre désastreuse ; de l'autre, le peuple, las de tant de sacrifices inutiles, exigeait la paix. Si Charles XII venait à mourir, la succession au trône restait une question indécise. On pria la sœur du roi, Ulrique-Éléonore, de faire partie de la régence ; mais l'hôte de Bender, prévenu de la convocation des états, fit savoir qu'il ne ratifierait aucune des délibérations. Görtz intriguait en fa-

(1) A Gadebusch, le 20 décembre 1712.

veur du duc de Holstein, neveu de Charles, et qui avait un parti puissant en Suède; le mariage d'Ulrique avec le prince héréditaire de Hesse donna naissance à une nouvelle combinaison, qui ruina les espérances du duc.

Le sultan était fatigué de son hôte, qui avait à plusieurs reprises demandé et dépensé de fortes sommes destinées à défrayer son départ. Achmet lui fit signifier l'ordre de s'éloigner; il n'en fallait pas davantage pour que Charles s'obstinât à rester. A tout événement, il se fortifia dans sa maison de Bender, où il soutint pendant quelque temps un siége en forme. Il déploya dans cette échauffourée un courage digne d'un autre théâtre, et qui lui fit donner par les Turcs le surnom de *Tête de fer*. On conduisit le royal captif à Andrinople, et on lui assigna pour demeure le château de Demotica. Là, il refusa de voir le grand vizir, et garda le lit pendant neuf mois. Cette longue inaction, si contraire à son tempérament et à ses goûts, altéra sa santé; enfin, sur les représentations du comte Liewen, il se décida à partir. Il traversa l'Allemagne à la faveur d'un déguisement, et le 15 novembre 1715, il se présentait aux portes de Stralsund, accompagné de Rosen et de During (1).

(1) Bruzelius, Hist. de Suède.

La bataille d'Angout venait de porter un coup funeste à la marine suédoise ; douze bâtiments ennemis, y compris le vaisseau amiral, tombèrent au pouvoir du tsar, qui montra dans l'action non moins de bravoure que de présence d'esprit. La flotte russe s'empara de l'île d'OEland, d'où elle menaçait Stockholm. Pierre, vainqueur, revenait à Pétersbourg, lorsqu'une tempête faillit anéantir son escadre. Tout le monde avait perdu courage, et les ténèbres rendaient la manœuvre encore plus difficile. Pierre se jette dans une chaloupe ; il a répondu à ceux qui lui représentent l'imminence du péril, qu'un tsar russe ne pouvait périr dans l'eau. Longtemps il lutte contre les vagues : c'est alors qu'il rend grâces à cette éducation pratique qu'il s'était imposée à lui-même : Pierre, matelot robuste et pilote habile, a sauvé Pierre le Grand (1).

Après la cérémonie du triomphe où Romodanovsky remplissait le rôle de tsar, Pierre, qui venait d'être promu à la dignité de vice-amiral, adressa aux Russes, qui se pressaient autour de lui, ces paroles remarquables : « Qui de vous, mes frères, eût pensé, il y a trente ans, que vous construiriez un jour avec moi des vaisseaux sur la Baltique ; que

(1) Chopin, Hist. de Russie.

nous élèverions une ville dans cette contrée conquise par nos travaux et nos triomphes, et qu'il naîtrait du sang russe tant de guerriers et d'habiles marins? Auriez-vous prévu que tant d'hommes instruits, d'ouvriers industrieux, d'artistes distingués, viendraient, des différentes parties de l'Europe, faire fleurir les arts dans notre patrie; enfin, que nous imposerions le respect du nom russe aux puissances étrangères? Nous voyons dans l'histoire que la Grèce fut autrefois l'asile de toutes les sciences, et que, chassés de ces belles contrées par les révolutions des temps, elles se sont répandues dans l'Italie, et de là dans toutes les contrées de l'Europe. C'est par la négligence de nos ancêtres qu'elles se sont arrêtées en Pologne, sans pouvoir parvenir jusqu'à nous. Mais les Allemands et les Polonais ont été plongés dans ces mêmes ténèbres d'ignorance où nous avons langui jusqu'à ces derniers temps. C'est par les soins de leurs souverains que leurs yeux se sont ouverts; ils ont hérité des sciences de la Grèce, de sa police et de ses arts. Enfin notre tour est venu, si vous me secondez dans mon entreprise, si vous joignez le travail à l'obéissance; les transmigrations des connaissances humaines peuvent être assimilées à la circulation du sang; j'espère qu'abandonnant un jour la France, l'Allemagne et l'Angleterre, elles

s'arrêteront aussi parmi nous, pour retourner dans la Grèce, leur ancienne patrie. »

Vers cette même époque la paix avec la Porte fut confirmée. Les affaires de l'Europe avaient pris une face nouvelle depuis l'absence de Charles XII; la politique des grandes puissances s'était modifiée sous l'influence des événements : en Angleterre, un ministère pacifique avait renversé le parti de Marlborough; Philippe V était assis sur le trône des Espagnes; son compétiteur Charles VI consentait à une paix nécessaire; l'électeur de Hanovre, devenu roi d'Angleterre, convoitait la possession des provinces de Brême et de Verden; le roi de Danemark croyait l'instant favorable pour reconquérir la Scanie, tandis que le roi de Prusse convoitait Stralsund; la maison de Holstein, isolée au milieu de toutes ces prétentions, cherchait un appui dans le tsar, et le roi de Pologne demandait la réintégration de la Courlande.

Charles avait pour conseil un homme non moins aventureux en politique, qu'il l'était lui-même sur le champ de bataille. Görtz avait compris que les ennemis de son maître étaient plus occupés de se surveiller mutuellement que de consommer la ruine de la Suède. Il intriguait en Espagne, en Russie, en Norwége; et depuis la prise de Stralsund que le roi

avait été obligé d'évacuer après une défense héroïque, il tenta tous les efforts possibles pour améliorer le système financier, base de toutes les autres ressources. Ses vues étaient larges, mais le titre inférieur des espèces qu'il fit frapper lui attira l'animadversion du peuple et des grands. Dégoûté de tant d'obstacles, il reporta toute son activité dans les négociations. Quelques-unes de ses lettres, saisies en mer, donnèrent l'éveil à l'Angleterre : Görtz et Gylenborg furent arrêtés dans les Pays-Bas et remis en liberté quelque temps après. L'habile négociateur obtint du tsar la promesse qu'il suspendrait les hostilités pendant trois mois ; il se fit également écouter en Prusse, et rentra en Suède pour mettre la dernière main à son œuvre. Des conférences secrètes s'ouvrirent à Lofön. Là, les ministres suédois conclurent avec les envoyés du tsar une convention dont les clauses principales n'étaient pas sans rapport avec les vues d'Albéroni, qui, de la cour de Madrid, ébranlait à la même époque tous les trônes de l'Europe.

Le tsar devait garder toutes ses conquêtes à l'exception de la Finlande; la Norwége servirait de compensation aux pertes de la Suède ; une armée suédoise, transportée sur une flotte russe, aborderait en Écosse, et remettrait le Prétendant sur le

trône; Stanislas, soutenu par le tsar, devait être rétabli en Pologne; enfin les Suédois recouvreraient leurs possessions dans le nord de l'Allemagne.

Tandis que Charles XII réorganisait une armée pour conquérir la Norwége, Pierre feignait de soutenir Auguste en Pologne, et poursuivait avec un zèle infatigable les réformes qui étaient le but et le complément de ses victoires; il ouvrait des relations avec la Perse, la Tatarie et la Chine; ses ingénieurs levaient des plans, dressaient des cartes, et le château de Peterhof rivalisait de magnificence avec celui de Versailles. A l'orient, ses officiers élévaient des forts sur l'Irtisch, et, vers le midi, les brigandages des Boukhares et des Tatares du Kouban étaient réprimés. Nous avons vu que son ancienne alliance avec le Danemark et la Pologne était sur le point de se rompre : dans les démêlés de cette nature , les torts sont ordinairement partagés. Pierre destinait la ville de Vismar au duc de Mecklenbourg qui avait épousé sa nièce; le Danemark en prit possession; le tsar parut devant la place, sans s'inquiéter de la capitulation et fit la garnison prisonnière de guerre. Il s'attendait à de vives représentations, et il espérait tirer parti de ce conflit dans le cas où les plans de Görtz réussiraient.

Le début de Charles en Norwége fut malheureux,

il s'avança jusqu'à Christiania, mais il ne put s'emparer ni de Frédérickstadt ni de Frédérikshall. Obligé de rétrograder en Suède, il y fit de nouveaux préparatifs; et, en 1717, il envoya Armfeld avec sept mille hommes pour s'ouvrir un passage dans le nord des alpes norwégiennes, tandis qu'à la tête du principal corps d'armée, il marchait lui-même sur Frédérikshall. Armfeld dut s'arrêter devant Christiania, et ce retard détermina Charles à faire le siége de Frédérikshall. La tranchée était déjà ouverte et le roi était en prières, lorsqu'un coup de feu termina cette existence si active. Les circonstances et les traces de la blessure mettent hors de doute que la balle du pistolet qui l'atteignit avait été tirée par derrière par un des hommes qui l'entouraient. Le bruit se répandit tout à coup parmi les soldats que le roi venait d'être tué; on le trouva étendu dans la tranchée, le visage tourné du côté de la citadelle, sa main pressait la garde de son épée, que, par un mouvement instinctif, il avait à moitié tirée du fourreau (1).

Ce lâche assassinat fut commis le 11 décembre à dix heures du soir. On crut dans toute l'Europe qu'on avait tiré sur lui de la forteresse; ainsi, par

(1) Bruzélius.

un effet bizarre de la renommée, Gustave-Adolphe, qui périt de la main des ennemis, passa pour être tombé victime d'un assassinat, tandis que longtemps on crut que Charles XII, qu'atteignit une balle suédoise, avait péri honorablement de la mort du soldat.

Le caractère de Charles XII est écrit dans tous les actes de son règne; passionné pour la guerre, il oublia que son siècle était surtout politique. Les Suédois, dont il causa la ruine, lui pardonnèrent tout à cause de son courage, et ne se refusèrent à aucun sacrifice, parce que le caractère de leur roi ennoblissait jusqu'à ses revers, et qu'il se montra non moins prodigue de son sang que de celui de ses compagnons d'armes. Sa mort dérangea toutes les combinaisons politiques de Görtz; la Suède devait expier fatalement les victoires d'un siècle.

CHAPITRE XXXVII.

Pierre venait d'entreprendre un nouveau voyage en Europe; le génie d'Albéroni avait indiqué des changements nécessaires dans le système de la politique européenne : le tsar voulut voir par lui-

même, et mettre sa part d'influence dans les combinaisons qui se préparaient. Il visita successivement la Prusse, la Hollande, où il revit avec émotion l'atelier de Péterbas. Dans son séjour en France, où se reflétait encore la magnificence du grand règne, il sembla prendre plaisir à opposer la simplicité de ses mœurs aux recherches du luxe, et à heurter les convenances de l'étiquette. Voilà comme il a été jugé par les mémoires du temps : « Son air est plein de grandeur et d'audace, comme il convient à un maître absolu. Il a les yeux grands et vifs, le regard perçant et parfois farouche ; ses mouvements brusques et précipités décèlent la violence de ses passions et l'impétuosité de son caractère ; ses volontés se succèdent impérieusement, rapidement. Il congédie d'un mot, d'un geste, sans souffrir de contrariétés de temps, de lieux, de circonstances, dédaignant parfois jusqu'à la bienséance même. Néanmoins, avec le régent et le jeune roi, il a maintenu son rang, en réglant tous ses mouvements sur les détails d'une étiquette soigneuse et fière. Ordinairement sobre, ce n'est que parfois qu'il est intempérant avec excès ; régulier dans sa vie habituelle, chaque jour il se couche à neuf heures, se lève à quatre, et n'est jamais un instant sans travailler : aussi sait-il beaucoup et paraît plus habile qu'au-

cun homme de France en marine et en fortification. Prince, du reste, très-vrai, et dont la parole et les traités sont inviolables; sachant estimer ses ennemis; montrant une vénération singulière pour Charles XII, pour Louis XIV, et un grand attachement pour Catherine, quoiqu'il lui soit infidèle. Peu galant avec les femmes, son intérieur est peu poli, mais son extérieur l'est infiniment; il est singulièrement affable en particulier et très-haut en public. Il connaît la France et ses hommes les plus remarquables comme s'il y avait été élevé; avare pour toutes les choses inutiles, il aime les arts, hait le luxe, et s'écrie qu'il pleure sur la France et son petit roi, qu'il voit près de perdre son royaume par le luxe et les superfluités. »

Jusque-là il n'avait étudié les arts, les sciences et l'industrie que dans leurs applications utiles, il put voir à Paris les recherches les plus ingénieuses du goût et du luxe; mais sentant que son peuple avait encore de grands efforts à faire pour atteindre au point culminant de la civilisation, il contempla toutes les merveilles parisiennes avec plus de curiosité que d'intérêt sérieux. A la vue du tombeau de Richelieu, il embrassa la statue du ministre, en s'écriant : « Grand homme, j'aurais donné la moitié de mes États pour apprendre de toi à gouverner l'au-

tre. » Il voulut voir aussi madame de Maintenon, s'arrêta quelques instants devant son lit, et s'éloigna sans proférer une parole.

La Sorbonne crut l'occasion favorable pour obtenir du tsar la réunion des Églises grecque et latine; il se contenta de faire aux docteurs une réponse évasive, mais il manifesta plus tard sa volonté bien arrêtée sur cet article délicat, en instituant la fête burlesque du conclave. Le pape était représenté par un vieux Russe qui lui avait donné des leçons d'écriture; il le fit installer par des bouffons, et quatre bègues le haranguèrent; le tsar lui-même, à la tête de cardinaux improvisés, figura dans la procession. Ce qui distinguait surtout cette grotesque parade d'une cérémonie pontificale, c'est que tous les acteurs étaient ivres.

Par une exception peut-être unique dans les annales du monde, l'histoire de la Russie, à cette époque, n'est que l'histoire d'un seul homme. Cet homme a si profondément remué le sol natal, que toute autre empreinte s'y efface; il a rattaché si puissamment à lui les hommes et les faits, qu'il suffit, pour comprendre son époque, de compter ses pas et de mesurer l'espace qu'il a parcouru. Jusqu'ici nous l'avons suivi dans la vie publique, nous l'avons vu impitoyable pour être complétement bienfaiteur;

tel nous allons le retrouver dans l'épreuve la plus terrible, dans une lutte entre le devoir du souverain et les plus doux sentiments de la nature, entre le réformateur et le père. Les préjugés de la vieille Russie, l'attachement aux mœurs des ancêtres, en un mot, le passé avec ses taches et ses gloires, Pierre a tout renié, tout frappé. Mais la résistance a cédé sans être vaincue; longtemps renfermée dans le secret de la conscience, elle a trouvé de l'écho dans le cœur des boyards auxquels le tsar préfère des étrangers; dans celui des prêtres, qui voient dans chaque changement le triomphe de l'hérésie; enfin dans la génération présente, sacrifiée aux générations futures. Le tsar est mortel; sa prodigieuse activité a usé prématurément son corps; Catherine ne lui a point donné d'héritiers mâles : Alexis doit lui succéder. Alexis chassera les hérétiques de l'empire orthodoxe; sous son règne, les Russes retourneront aux usages de leurs pères. Le tsarévitch a été imbu de ces idées; il ne conspire pas, il attend. Plusieurs fois Pierre avait essayé de ramener son fils à l'obéissance; mais ni les voyages d'Alexis en Allemagne, ni l'autorité qu'on lui confia sur la régence pendant une année, ni son mariage avec une princesse de Wolfenbüttel, ne purent détruire l'effet de ses premières impressions. Sa jeune épouse,

qu'on reprochait à Alexis ne pouvait donner prise à une question capitale : il s'était mal conduit avec sa femme, s'était entouré de mécontents; il avait porté atteinte à la considération paternelle, en se donnant en Allemagne pour un prince persécuté. Pierre prit ensuite la parole, et prononça une sentence d'exhérédation, en déclarant toutefois qu'il lui accordait le pardon de ses crimes; mais la clémence n'était pas dans le cœur du juge; il hésitait seulement devant une mesure dont l'énormité effrayait son despotisme.

Les révélations d'Alexis avaient compromis tant de personnes, qu'il était impossible de les frapper toutes; mais du moins les chefs seront punis, et la tête de la révolte tombera avec celle de son fils. Nonobstant la grâce promise, on reprit les interrogatoires; on découvrit une lettre datée de Vienne, dans laquelle le tsarévitch disait aux sénateurs et aux archimandrites : « Les mauvais traitements que j'ai continuellement essuyés, sans les avoir mérités, m'ont obligé de fuir. Ceux qui ont enfermé ma mère ont voulu me traiter de même, je suis sous la protection d'un grand prince, je vous prie de ne point m'abandonner. » Un témoin soutint qu'il avait entendu dire au prince: « Je dirai quelque chose aux évêques, qui le rediront aux popes, les popes

aux paroissiens, et l'on me fera régner, fût-ce malgré moi. »

On ne fut pas longtemps à découvrir que sa mère et sa tante n'étaient pas moins coupables que lui-même. Cherchant à désarmer le tsar à force de soumission, il s'accusa d'avoir dit à son confesseur qu'il souhaitait la mort de son père : « Rassurez-vous, lui avait répondu le prêtre, nous la souhaitons comme vous. » On lui demanda ce qu'il eût fait dans le cas où une révolte aurait réussi : « Je me serais probablement joint aux rebelles, répondit le tsarévitch, dans le cas où je les aurais jugés assez forts. » Il ajouta que si son beau-frère eût exécuté la promesse qu'il lui avait faite de lui procurer la couronne, même par la voie des armes, lui, Alexis, n'aurait rien négligé pour atteindre ce but.

A mesure que le procès s'instruisait, la vengeance du tsar frappait une foule de victimes. Cependant rien n'établissait l'existence d'une conspiration ; mais on obtint la preuve d'autres délits, qui accusaient encore plus la conduite privée d'Eudoxie et de Marie que leur ambition : un général Glébof, l'archevêque Dosipheï, et quelques autres fonctionnaires, accusés, les uns d'intrigues superstitieuses, les autres de commerce illicite avec les princesses, périrent dans les supplices. Eudoxie fut

flagellée par deux religieuses; Marie fut enfermée à Schlüsselbourg. Pendant cinq mois entiers, la victime principale attendit son arrêt : enfin Pierre trouva des juges complaisants; l'arrêt de mort qu'ils rendirent émanait du trône; mais ce qui fait frémir, c'est que la vengeance, ou, si l'on veut, la justice paternelle se substitua au bourreau.

Le bruit courut que le tsarévitch avait succombé à une attaque d'apoplexie; Pierre témoigna d'abord une grande affliction, puis, après avoir payé ce tribut à la nature ou peut-être aux convenances, il s'occupa avec un redoublement de zèle d'administration et de réformes; il se montra souvent sévère, quelquefois indulgent envers les grands fonctionnaires de l'empire que le bruit public accusait de monopoliser les denrées, et de s'enrichir par leurs dilapidations. Il établit un système uniforme de poids et de mesures, fonda des écoles élémentaires, avança les fonds de premier établissement pour des fabriques de drap et de tissage. Il institua un conseil des mines, prévoyant l'époque où le fer de Russie ferait concurrence à celui de Suède; et non content d'établir partout des foyers d'industrie, il élevait en même temps la valeur des produits en ouvrant des voies de communication. La police de l'empire était défectueuse ou plutôt nulle; il la

réorganisa sur de nouvelles bases, et s'assigna à lui-même un emploi subalterne, dans le double but de vaincre la répugnance des fonctionnaires, et d'imprimer à tous le respect de la loi. Comprenant que toutes ces réformes manquent encore d'un lien moral, il ose manier les choses saintes; il a changé les formes extérieures, il veut pénétrer jusqu'au sanctuaire de la conscience. Il décrète contre le blasphème l'exil et la mutilation; il ordonne qu'on sévisse contre ceux qui troubleraient l'office divin : les raskolniks sont persécutés, mais la constance de ces sectaires s'accroît au milieu des supplices, et défie le despotisme du réformateur. Pierre vient d'acquérir la conviction que le sentiment religieux même dans ses écarts est plus fort que la peur; le bras qui a détruit les strélitz s'arrête devant les raskolniks.

Cependant le clergé ne négligeait aucun moyen pour préparer les esprits à une réaction dont la mort du tsar doit être le signal. Les veilles, les travaux, les excès ont épuisé sa constitution robuste; son génie est dans toute sa vigueur, mais cette activité surhumaine aura bientôt usé les ressorts de la vie; des prédictions sinistres se répandent parmi le peuple : Pétersbourg, la nouvelle capitale, sera bientôt détruite par une inondation, une image

exposée aux regards de la multitude pleure sur le sort de cette ville vouée à la destruction : Pierre saisit l'image et fait voir à ceux qui l'entourent comment de l'huile figée, s'échappant goutte à goutte par l'ouverture des yeux, opérait naturellement le prétendu miracle. Un acte d'intolérance bien autrement coupable signala le zèle des prêtres. Un jeune Russe, qui revenait d'Allemagne, s'expliqua avec quelque liberté sur plusieurs points de religion. Les ecclésiastiques le condamnèrent comme hérétique et le firent périr dans les flammes. Pierre saisit cette occasion pour ôter au clergé le droit de haute justice qu'il exerçait depuis Vladimir Monomaque.

L'accroissement rapide de la puissance russe alarmait enfin l'Europe ; la diète germanique paraissait décidée à laisser à la Prusse, au Danemark et à la Pologne les provinces conquises sur la Suède, et à restituer à cette dernière toutes les nouvelles acquisitions de la Russie, à l'exception de Pétersbourg, de Cronstadt et de Narva. C'était réduire le tsar aux prétentions qu'il avait émises lui-même avant la victoire de Poltava : l'Angleterre et l'Autriche, mécontentes de l'assentiment que Pierre donnait aux plans de Görtz, avaient manifesté des intentions hostiles ; une flotte britannique fut en-

voyée à Ulrique-Éléonore, et le résident russe reçut l'ordre de quitter Vienne. Pierre répond à ces menaces par des préparatifs formidables, tout tout à coup ses flottes dévastent les côtes de la Suède et menacent les environs de Stockholm. La Bothnie occidentale est ravagée; Norris, l'amiral anglais, semble n'être venu dans la Baltique que pour rendre son pavillon témoin des succès des Russes. La flotte suédoise, attirée par Galitzin dans des parages semés d'écueils, perd quatre vaisseaux, et sauve ses débris avec peine.

Jetons un regard en arrière, et traçons rapidement les changements qui s'étaient opérés en Suède depuis quelques années. On se rappelle que les deux sœurs de Charles XII Sophie et Ulrique avaient épousé, la première le duc régnant de Holstein, la seconde le prince Frédéric de Hesse-Cassel. Charles XII ne s'était prêté qu'avec répugnance à ce dernier mariage. Charles-Frédéric, né en 1700, était le seul héritier de son père tué à côté de Charles XII; le jeune prince était désigné par son oncle comme devant lui succéder, mais en 1714 le sénat se déclara en faveur d'Ulrique. Le parti de cette princesse représentait les anciens priviléges des nobles et la résistance au pouvoir absolu; à la même époque, Görtz avait ménagé

une alliance entre le jeune prince Charles-Frédéric de Holstein et une fille du tsar. Tel était l'état des choses lorsque Charles XII tomba devant Fréderikshall. Les sénateurs, craignant que l'armée ne se prononçât pour le duc de Holstein, la laissèrent manquer de tout, et paralysèrent ainsi les dernières forces de la Suède. Le jeune duc, au lieu de se présenter aux soldats, se tint à l'écart, et laissa arrêter Görtz dont les conseils pouvaient lui être si utiles. D'un autre côté, Frédéric mettait le temps à profit : Ulrique fut proclamée reine, mais elle ne fut pas longtemps à s'apercevoir que le parti qui l'avait élevée travaillait à restreindre les prérogatives de la souveraineté. En effet, le sénat ne fit prêter serment à l'armée que sous la condition que la reine renoncerait au pouvoir absolu ; elle ne céda qu'avec répugnance, dans la crainte qu'on ne se tournât du côté du duc. L'armée périssait de froid et de misère ; le gouvernement, redevenu électif, était confié à la reine et au sénat, les états étaient désormais investis du pouvoir législatif ; la majorité des suffrages sanctionnait les décisions du sénat (1). Quand il s'agissait de remplacer un sénateur, la reine choisissait sur une liste de trois candidats proposés par le sénat. Tous ces change-

(1) La reine avait deux voix.

ments ravivèrent la haine entre la noblesse et les états roturiers à l'instant même où la Suède avait surtout besoin d'union (1). Görtz se vit arrêté illégalement, et la cruauté de son supplice témoigna de l'exaspération des esprits.

Le prince Frédéric était intimement lié avec l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre ; la Russie appuyait le duc de Holstein ; le ministre britannique Carteret obtint pour son maître l'abandon des principautés de Brême et de Verden contre un million de thalers, et la promesse d'une flotte. Nous venons de voir que ce secours maritime ne fut d'aucune utilité contre les Russes. A la même époque, la Prusse prit une riche part dans les dépouilles de la Suède ; elle consentit à la paix et reçut, moyennant deux millions de thalers, la ville importante de Stettin avec un territoire considérable dans la Poméranie intérieure et en outre les îles d'Usedom et de Wallin. Les Danois envahirent la province de Bahus. L'année suivante, Arvid Horn fut élu maréchal de la diète (2). On crut que dans les circonstances désastreuses où se trouvait le royaume, il fallait confier le sceptre à une main virile ; Frédéric se prêta à ce changement et n'eut

(1) 1719.
(2) 1720.

pas honte de s'asseoir sur le trône de sa femme. La première année de son règne fut signalée par la paix avec le Danemark, qui restitua à la Suède toutes ses conquêtes, et se contenta de soixante mille écus en dédommagement. Pierre n'était pas homme à négliger ses avantages en traitant avec Frédéric; il le réduisit bientôt à signer la paix de Nystadt (1). La Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie, une partie de la Finlande et de la Carélie avec quelques îles, furent définitivement réunies à l'empire. Ce traité valut à Pierre le grade d'amiral; le clergé et le sénat le saluèrent du nom de Grand et de père de la patrie. A dater de cette époque, le titre d'empereur, que lui avaient déjà décerné la Hollande et l'Angleterre, après la bataille de Poltava, fut confirmé par les autres puissances.

Vers la même époque, la dignité de patriarche, laissée vacante depuis vingt ans, fut définitivement abolie, et le saint synode dut prêter serment d'obéissance au tsar comme à son maître suprême.

Le clergé ose cependant redemander un patriarche. Pierre, furieux, se lève, et d'une main, frappant sa poitrine, tandis que de l'autre il brandit son glaive : « Voilà, dit-il, votre patriarche. »

(1) 1721.

La paix avec le Nord permit à Pierre d'introduire quelques changements dans l'administration; l'armée reçut de nouveaux règlements, il institua une noblesse militaire transmissible pour les grades supérieurs; on eût dit qu'en se livrant à tant de soins, il avait le pressentiment de sa fin prochaine, et qu'il cherchait une diversion à ses chagrins domestiques. Catherine venait de lui donner un fils qui mourut dans l'année; soit que cette perte fût la cause de son refroidissement, soit que Catherine l'ait provoqué par sa conduite, il s'élevait souvent entre eux des altercations que la mauvaise santé du tsar aigrissait encore.

Vers cette même époque le schah de Perse Hussein luttait contre un de ses lieutenants, et le Schirvan était dévasté par les brigandages des Lesghins; dans le pillage de Shamakhie, les marchands russes n'avaient pas été épargnés : Pierre exigea une satisfaction de Hussein. Après s'être assuré de la neutralité de la Turquie, il rassemble trente mille hommes à Astrakhan et vient débarquer avec son infanterie dans le golfe d'Agrakhan; après s'être emparé de quelques places, il s'engage dans les défilés et entre dans Derbent. Cette conquête lui avait coûté cher, mais les Russes venaient d'apprendre le chemin de la Caspienne. La Porte

vit cette expédition avec inquiétude; les cabinets de Vienne et de Paris prévinrent une rupture par des considérations spécieuses appuyées de menaces. Le Grand Seigneur aima mieux partager avec le tsar les dépouilles de la Perse que de courir les chances d'une guerre sérieuse. La guerre eut une issue funeste pour Hussein, le traité d'Ismaël-Bey assura à la Russie les villes de Bakou et de Derbent, et les trois provinces de Guilan, de Mazaderan et d'Asterabath. La Perse gagna Tauris, Erivan et quelques autres places.

Catherine avait accompagné son époux dans cette campagne; sur le point d'atteindre au terme de son ambition, elle avait redoublé de soins et de prévenances auprès du tsar valétudinaire. En 1724, il la couronna solennellement : « Peut-être, dit-il à cette occasion, Catherine régnera-t-elle un jour. » Les fiançailles de la princesse Anne avec le jeune duc de Holstein furent célébrées la même année. Pierre avait à peine placé la couronne impériale sur la tête de sa compagne, qu'il acquit la certitude qu'on le trahissait indignement.

Une nuit à Péterhof, Pierre se présente tout à coup devant Repnin; ses yeux étincelaient, et le bouleversement de ses traits annonçait une lutte terrible; il lui apprend que Catherine est coupable, et que son

chambellan Moëns est son complice. Il veut frapper d'un même coup les deux coupables. Repnin le conjure de ne point ternir lui-même sa propre gloire; enfin, après une longue et pénible hésitation, et peut-être par un raffinement de vengeance, il se contente du supplice du chambellan. Catherine vit tomber la tête du favori et ne donna aucunes marques d'émotion. Une femme si profondément dissimulée devait faire trembler le despote lui-même. Quoi qu'il en soit, elle reprit sur le tsar une partie de cet ascendant auquel elle avait dû sa fortune; on rapporte que Pierre, dans un accès d'emportement, brisa devant elle une glace de Venise. « Tu vois, lui dit-il, qu'il suffit d'un coup de ma main pour faire rentrer cette glace dans la poussière, d'où elle est sortie. » Catherine se contenta de lui répondre avec douceur : « Vous avez détruit un des ornements de votre palais; pensez-vous qu'il en devienne plus beau? »

Les infirmités de Pierre prenaient de jour en jour un caractère plus grave; les eaux thermales d'Olonetz lui avaient procuré quelque soulagement, mais bientôt le mal fit des progrès rapides; il supporta une opération douloureuse qui le rendit pendant quelque temps à sa vie active; le premier usage qu'il fit de ses forces fut d'aller visiter le ca-

nal de Ladoga dont il donna la direction à Munich. Il revenait à Pétersbourg lorsqu'il se détourna encore une fois pour revoir ses établissements de Finlande. « Le temps était sombre, la mer tourmentée et houleuse : comme il jetait un dernier regard sur le havre, il découvrit une barque chargée de matelots et de soldats, déjà échouée et que les vagues menaçaient d'engloutir. Alors Pierre court au rivage et fait les signaux nécessaires pour diriger leurs manœuvres ; il leur crie du bord, mais sa voix, couverte par le bruit de la tempête, ne parvient pas jusqu'à eux. Il se hâte d'envoyer à leur secours ; le danger effraye ceux qui l'entourent, il s'embarque lui-même, et, voyant l'inutilité de ses efforts, il s'élance à la mer, gagne la chaloupe en détresse et la ramène au rivage. On le rapporta épuisé à Saint-Pétersbourg ; mais au milieu des souffrances les plus aiguës, sa volonté se replie sur tout ce qu'il a fait d'impérissable : il donne à Behring des instructions pour sa navigation circompolaire ; enfin, le 18 janvier 1725, il s'alite pour ne plus se relever. Pendant dix jours, la vigueur de son tempérament lutte contre le mal : quelquefois il s'indigne de ses souffrances ; enfin cette noble pensée se tourne vers le Ciel ; il reçoit les consolations de la religion, et il met son salut sous la sauvegarde du bien qu'il a

fait ; il recommande à Catherine son Académie des sciences, et désigne Osterman comme celui qui connaît le mieux les intérêts de la Russie. Il avait mandé la princesse Anne ; mais lorsqu'elle arriva, Pierre avait perdu la parole ; tout le côté gauche de son corps était entièrement paralysé. Il expira sans avoir fait connaître ses dernières volontés, après une agonie de quinze heures (1). Catherine interpréta ce silence à son avantage : Mentchikof, Tolstoï et Roumianzof la firent aussitôt proclamer impératrice. »

Quand on essaye de résumer les traits épars de ce caractère extraordinaire, on le retrouve tellement empreint dans son œuvre, qu'on est pour ainsi dire forcé de répéter l'histoire de son règne : armé du despotisme asiatique, il improvisa dans son empire la civilisation européenne, mais le génie national, au lieu de se développer selon les conditions générales du progrès, ne put s'appuyer sur les mœurs dans une transformation si rapide. Les vertus se réduisirent à l'obéissance, l'intelligence à l'imitation. Les lois empruntées aux codes européens étaient le complément naturel de toutes les réformes ; mais elles n'eussent été ni comprises ni applicables, car elles auraient supposé établi ce qui était

(1) 28 janvier 1725.

encore à faire. D'ailleurs l'omnipotence du souverain soumettait la législation à des remaniements successifs. Pierre sentit la difficulté d'une codification régulière; néanmoins il se mit à l'œuvre et ne s'arrêta que devant l'impossible. Dès l'année 1710 il conçut le projet de promulguer un code civil, criminel et militaire. En 1711, il constitua le sénat qu'il ouvrit au mérite. En 1716, il dressa un code militaire et un règlement de procédure; en 1718, il remplaça par des colléges ou ministères l'ancienne organisation des prikazes : trois ans plus tard, il promulgua, sous le titre de concordance des lois, un digeste qui est moins un nouveau code qu'une amélioration de l'Oulajénié : en 1720, il charge une commission de revoir encore ce travail et d'en extraire les éléments d'un code civil et criminel; enfin, en 1723, il publie un code maritime. Ces tâtonnements devaient continuer plus d'un siècle encore : ce n'était point un code qui manquait à la Russie, c'étaient les mœurs des Russes qui se refusaient aux nouveaux codes.

Ce souverain si entier dans ses volontés, si impitoyable dans ses vengeances, pleura en apprenant la mort de Charles XII; c'est qu'il était vivement frappé de tout ce qui avait un caractère de grandeur. Un jour qu'il traversait la Néva avec un boyard,

il s'emporta contre lui jusqu'à le menacer de le jeter dans le fleuve : « Tu peux le faire, répondit celui-ci, mais ton histoire le dira, » et le tsar rentra aussitôt en lui-même. Une autre fois, quelqu'un se livrait en sa présence à une médisance passionnée : « Eh quoi ! lui dit le tsar, n'as-tu donc jamais remarqué dans cet homme dont tu médis, quelque chose de bien, et ne saurais-tu nous en entretenir ? »

On ne saurait se dissimuler que les Russes aient perdu dans la civilisation que Pierre le Grand leur a imposée, le cachet que peut seule donner une longue éducation politique ; leurs réformes n'ont point été le résultat nécessaire de leur passé historique ; ils durent rétrograder sous le joug des Mongols ; vainqueurs à leur tour, ils n'eurent point le temps de s'assimiler les mœurs et l'expérience des vaincus. Mais à l'époque où Pierre les entraîna sur la scène européenne, il était trop tard pour suivre une autre marche ; s'il ne se fût point mêlé au mouvement de son siècle, c'en était fait sans doute de l'avenir de son peuple. S'il fût resté fidèle aux vieux usages, le tsar battu à Narva n'aurait point triomphé à Poltava. La Pologne, la Prusse eussent conservé les provinces baltiques ; l'empire d'Allemagne et la Turquie se seraient disputé les affluents et les côtes de la mer Noire ; les Russes, refoulés

vers l'Est, n'auraient pénétré en Europe qu'à des intervalles éloignés, et à la manière des hordes barbares, détruisant tout sur leur passage et ne cherchant dans la conquête que des esclaves et du butin. Pierre, en les disciplinant par la terreur, a développé les qualités qui étaient en eux et leur a donné une direction. Avant lui les Russes étaient braves par instinct et par fatalisme; l'obéissance passive sous l'influence d'une discipline savante, en a fait d'excellents soldats. Dans un ordre social où chacun a au moins un maître, la souplesse et la ruse sont des armes à l'usage de tous; la nation a conservé ce trait caractéristique, mais ce qui est resté finesse parmi les marchands et le peuple est devenu politique déliée et profonde chez les hommes d'État. Quant aux arts d'inspiration et aux vertus civiles qui pour se produire demandent le grand jour de la liberté, on ne doit pas s'étonner de les rencontrer plus rarement dans cette pureté exquise qu'offrent les belles époques de quelques civilisations; mais par une compensation nécessaire, les agitations qui naissent des libertés publiques font, moins en Russie que partout ailleurs, obstacle à la marche du gouvernement. Les révolutions elles-mêmes y ont si peu de prise sur le corps de la nation, qu'après avoir déplacé les intérêts les plus éle-

vés, elles en sont bientôt réduites à continuer le passé.

Aussi, au milieu de toutes ses annexes, la Russie proprement dite, celle dont Moscou est le centre, présente encore, sous l'enveloppe de la réforme, les traits les plus saillants de la physionomie asiatique. C'est cet état stationnaire et pour ainsi dire de résistance instinctive, qui est la sauvegarde des mœurs nationales, c'est par lui que le progrès s'opère, quoique lentement, selon les lois éternelles du monde moral, c'est-à-dire du fond à la surface et non de la surface au fond : Pierre a donné à son peuple tout ce qu'il pouvait recevoir, sans se renier lui-même, de la civilisation étrangère ; ses successeurs ont suivi la même marche ; le tsar actuel a entrepris de rattacher, par des institutions vraiment nationales, les rapports de l'une et l'autre Russie ; les dernières luttes lui ont révélé tout ce qu'il y a de puissant dans l'élément national ; il a pris la réforme en sens inverse de Pierre le Grand, et la nation entière a applaudi à cette pensée profonde et patriotique.

Quant au développement de l'influence politique de la Russie, la marche en a été tracée par le génie de Pierre le Grand ; cet homme extraordinaire en a pour ainsi dire prédit les phases que la nature

même des choses lui avait révélées. Il a préparé le levier en indiquant les obstacles; Nicolas a donné au levier son point d'appui.

Le plan attribué à Pierre le Grand, et dont nous donnerons les articles principaux, est tracé avec une prévoyance si merveilleuse, qu'on serait tenté de le prendre pour un résumé des faits subséquents.

Ne rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens.

Maintenir l'État dans un état de guerre continuelle.

S'étendre par tous les moyens possibles vers le nord, le long de la Baltique; au sud, le long de la mer Noire.

Entretenir la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et du Brandebourg contre la Suède, qu'on finira par subjuguer.

Intéresser la maison d'Autriche à chasser les Turcs de l'Europe, et, sous ce prétexte, entretenir une armée permanente; établir des chantiers sur le bord de la mer Noire, et, en avançant toujours, s'étendre jusqu'à Constantinople.

Alimenter l'anarchie de la Pologne et finir par subjuguer cette république.

Entretenir, au moyen d'un traité de commerce, une alliance étroite avec l'Angleterre, qui, de son

côté, favorisera tous les moyens d'agrandissement et de perfectionnement de la marine russe, à l'aide de laquelle on obtiendra la domination sur la Baltique et la mer Noire.

Se pénétrer de cette vérité, que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui en peut disposer exclusivement est le souverain de l'Europe.

Se mêler à tout prix dans les querelles de l'Europe et surtout de l'Allemagne.

Se servir de l'ascendant de la religion sur les Grecs désunis ou schismatiques répandus dans la Hongrie, dans la Turquie, dans les parties méridionales de la Pologne.

Enfin, mettre en lutte l'une contre l'autre les cours de France et d'Autriche, ainsi que leurs alliés, et profiter de leur affaiblissement réciproque pour tout envahir.

CHAPITRE XXXVIII.

Depuis Pierre le Grand, la prépondérance dans le Nord est définitivement acquise à la Russie; il s'établit une espèce d'équilibre entre la Suède, dépossédée de ses provinces d'Allemagne, mais con-

servant, sous le bénéfice des anciens traités avec l'Occident, ses frontières naturelles, et le Danemark, constamment tenu en échec par les prétentions des ducs de Holstein. Ces derniers, après avoir été soutenus par la Suède, se trouvaient appuyés par la Russie, dont la politique tendait de plus en plus à s'immiscer, non-seulement dans les conflits nés de la rivalité des deux royaumes scandinaves, mais dans les affaires de l'Allemagne. L'Angleterre tenait le sceptre de l'Océan ; elle attirait à elle le commerce maritime du monde entier, et avec l'or qu'elle tirait de ses spéculations avec les puissances continentales, elle les armait ou les pacifiait à son gré.

Mais tandis que l'Angleterre parvenait au plus haut degré de sa puissance factice, la Russie fécondait les vraies ressources, celles qui donnent toutes les autres, les ressources du sol.

Catherine Ire venait de saisir le sceptre : cette princesse, en interrompant l'ordre naturel de la succession, qui désignait un héritier du sang des Romanof, était, sur le trône, l'expression la plus élevée et comme la garantie des réformes introduites par son époux. Peu de mois après, la grande-duchesse Anne, sa fille aînée, épousa le duc de Holstein.

Mentchikof, qui jouissait de la faveur de la nouvelle tsarine, voulait, à tout événement, affermir son crédit par des alliances avec la famille impériale : la fortune de ce favori, grossie par ses dilapidations et par les libéralités intéressées du roi de Prusse et de l'empereur Charles VI, était la plus considérable qu'on eût encore vue en Russie : ces moyens d'influence et l'appui que lui prêtaient les fonctionnaires étrangers opposés au parti russe, lui inspiraient une sécurité qui fut plus tard la cause de sa perte.

Vers cette époque, les conséquences des traités de Vienne et de Hanovre faillirent allumer la guerre dans le Nord. Walpole, craignant que la Russie ne se déclarât pour l'Autriche, envoya une flotte anglaise qui, réunie à l'escadre danoise, bloqua le port de Cronstadt ; en même temps il alarmait le cabinet de Stockholm, en insinuant que Mentchikof, pour éloigner le duc de Holstein, voulait le réintégrer dans ses domaines de Sleswig, et lui destinait la couronne de Suède. Cette démonstration prévint une rupture, et permit à Mentchikof de porter toute son attention sur les affaires de l'intérieur, qui eurent également à souffrir de son despotisme jaloux et de son insatiable cupidité.

La Courlande venait de perdre Ferdinand, der-

nier rejeton de la famille des Kettler ; malgré les efforts de Mentchikof, les états élurent provisoirement pour duc Maurice de Saxe, fils naturel du roi de Pologne.

Catherine avait reconnu Pierre Alexéiévitch pour successeur, soit par une déférence tardive pour les volontés de son époux, soit qu'elle craignît pour ses filles le ressentiment de Mentchikof. On assure que le favori fut plus d'une fois sur le point d'être disgracié, mais que la tsarine recula devant ce coup d'État, non moins dans l'appréhension de ce que Mentchikof pourrait divulguer, que dans le doute sur les déterminations effectives qu'un homme de ce caractère pourrait prendre.

Le testament de Catherine portait que le fils d'Alexis succéderait à la couronne ; que, s'il s'éteignait sans postérité, Anne Petrovna monterait sur le trône, et après elle et sa lignée Élisabeth ; que, jusqu'à la majorité de Pierre II, l'empire serait gouverné par un conseil de régence composé d'Anne, d'Élisabeth et du duc de Holstein, assistés de Mentchikof et de cinq sénateurs. Une des clauses portait que l'on ne négligerait rien pour faire restituer au duc sa portion héréditaire du Sleswig, ce qui l'aurait éloigné du trône comme prince étranger : cette disposition semblait indiquer que Ment-

chikof ne fut pas étranger à la rédaction du testament. Quoi qu'il en soit, la tsarine, dont la santé était depuis quelque temps languissante, expira dans la trente-huitième année de son âge.

« La caractère de cette princesse a été loué outre mesure du vivant de Pierre le Grand; mais, lorsque la mort de son bienfaiteur l'eut laissée maîtresse de l'empire, elle se montra ce qu'elle était, une femme ordinaire. On peut dire que ses qualités avaient besoin d'un appui, et qu'elle n'eut réellement de la grandeur que des reflets. Sa présence d'esprit sauva une fois l'empire; l'issue de sa résolution fut heureuse; mais après tout, elle n'eut que le mérite de préférer une capitulation à un danger qu'elle partageait avec le tsar et l'armée. La nature et son éducation l'avaient tellement faite pour les rôles secondaires, qu'elle se laissa gouverner par Mentchikof, bien qu'elle ne pût ignorer son ambition insatiable. Le peuple s'aperçut à peine de sa mort, qui laissait l'administration aux mains tyranniques du favori (1). »

A peine le conseil eut-il proclamé Pierre II, que Mentchikof s'empara de la personne du jeune prince, sous le nom duquel il comptait régner sans

(1) Univers. Histoire de Russie, Chopin.

contrôle. Cependant la position du régent était délicate; il n'avait pas été étranger aux rigueurs dont Nathalie, aïeule de Pierre II, s'était vue l'objet sous les deux règnes précédents : il crut s'en faire un appui en la réhabilitant dans les honneurs dus à son rang, et en même temps il la pria de consentir au mariage du tsar avec une princesse Mentchikof. Nathalie vit avec joie ce retour inespéré de la fortune; mais elle ne pouvait oublier ce qu'elle avait souffert, et tout porte à croire qu'elle inspira à son petit-fils une juste méfiance contre l'ambition de son tuteur. Les fiançailles se firent néanmoins avec une grande pompe dans l'hôtel de Rabutin, ministre d'Autriche; mais on remarqua que, pendant la cérémonie, le jeune tsar ne regarda pas une seule fois sa fiancée. C'était un avertissement pour Mentchikof qui, ne sachant à qui s'en prendre, exila ou flétrit du knout ceux qui eurent le malheur d'encourir ses soupçons. Le duc et la duchesse de Holstein durent quitter l'empire; mais tandis qu'il espérait décourager ses ennemis par les supplices ou la terreur, un jeune prince, Dolgourouki, qui partageait les amusements du tsar, ruinait en secret le crédit de Mentchikof.

La corporation des maçons venait de faire hommage au tsar d'une somme de neuf mille ducats;

Pierre envoya cet argent à sa sœur ; mais le régent s'en empara sous le prétexte que Pierre était encore trop jeune pour avoir à sa disposition des valeurs aussi considérables. Pierre II manda Mentchikof, et lui parla avec une fermeté qui ne lui était pas habituelle. Bientôt après le général Saltykof signifia à Mentchikof qu'il avait ordre de l'arrêter. Toutes les démarches que fit sa famille pour détourner cette disgrâce furent inutiles ; accusé de concussion et d'abus de pouvoir, il fut exilé à Bérézof, au fond de la Sibérie. Son épouse, devenue aveugle à force de pleurer, mourut en chemin. Quant à Mentchikof, il supporta l'exil avec fermeté. Cet homme, qui avait possédé tant de trésors, dut se contenter de dix roubles par jour. On assure qu'il trouva néanmoins le moyen de faire des épargnes sur cette somme modique, et qu'il éleva à ses frais une église à laquelle il travailla lui-même. Il mourut subitement au milieu de ces solitudes où son despotisme avait relégué tant de victimes.

Les Dolgourouki devinrent tout-puissants ; le favori, malgré sa jeunesse, donnait une attention sérieuse aux affaires de l'État ; une révolte des Cosaques de l'Ukraine fut réprimée ; on acheva le canal de Ladoga, et l'on établit à Moscou un conseil suprême. L'ancienne capitale reprenait son rang,

et Pierre II allait épouser une sœur de Dolgourouki, lorsqu'il fut enlevé par la petite vérole, à l'instant même où il touchait à sa majorité.

La postérité mâle des Romanof venait de s'éteindre; le conseil crut devoir profiter de l'incertitude où l'on était encore sur le choix d'un successeur, pour donner un contre-poids à la puissance impériale. Le prince Galitzin était d'avis qu'on ne conférât la couronne que sous des conditions nettement définies. Ce retour aux anciens priviléges de la noblesse ne pouvait qu'être accueilli avec faveur par les chefs des premières familles de l'empire. On convint en outre que, puisqu'il fallait remettre le sceptre entre les mains d'une femme, on choisirait l'impératrice dans la branche aînée. La postérité immédiate d'Ivan se composait de la duchesse de Mecklenbourg, alors à Moscou, et de la duchesse de Courlande. Cette dernière, quoique la plus jeune, l'emporta parce qu'elle était absente, et qu'avant son retour on aurait le temps nécessaire pour régler et assurer la nouvelle constitution. Le conseil dressa, dans le plus grand secret, les articles suivants :

1° L'impératrice ne gouvernera que d'après les délibérations du conseil souverain ;

2° Elle ne fera de son chef ni la paix ni la guerre ;

3° Elle ne mettra aucun impôt, et ne disposera d'aucune charge considérable sans l'agrément du conseil;

4° Elle ne punira de mort aucun gentilhomme qui n'aura pas été convaincu de crime capital;

5° Elle ne pourra confisquer les biens de qui que ce soit;

6° Elle ne pourra dans aucun cas disposer des domaines de la couronne, ni les aliéner;

7° Elle n'aura la liberté de se marier et de se choisir un successeur qu'avec l'agrément du conseil souverain.

Trois députés partirent aussitôt pour aller porter à la duchesse de Courlande les propositions du conseil.

Anne avait été avertie secrètement par le comte Jagouchinski de la conduite qu'elle devait tenir; elle signa sans réclamation la charte qui limitait l'autorité impériale, et partit immédiatement pour Moscou, où son favori Bieren ne tarda pas à la rejoindre.

La nouvelle constitution, empruntée aux anciennes formes scandinaves, mécontentait la moyenne et la petite noblesse, et constituait une oligarchie dont les éléments essentiels manquaient à l'empire. Bientôt il se forma un parti qui, plutôt par jalousie

pour les membres du conseil, que par une appréciation judicieuse des nécessités de l'époque, résolut de rétablir le pouvoir autocratique dans son intégrité. Les princes Troubetzkoï, Bariatinsky et Tcherkaski étaient à la tête des mécontents; ils se rendirent au palais, accompagnés de six cents gentilshommes. Là, tandis qu'ils prient la souveraine de convoquer le conseil suprême, à l'effet d'examiner quelques points concernant la régence, le colonel des gardes Saltykof s'empare de toutes les issues du palais. Le conseil et le sénat, pris au dépourvu, prévirent le sort de leur œuvre éphémère; cependant ils comparurent devant l'assemblée. Alors, en présence de ces deux corps réunis et de la députation de la noblesse, le comte Matvéïef prit la parole. Il représenta à la tsarine, au nom des gentilshommes de l'empire, que son consentement à la nouvelle constitution était contraire au vœu général, et que la nation tout entière la suppliait de prendre en main les rênes du gouvernement. Anne se fit apporter la capitulation de Mittau, et, ayant ordonné au grand chancelier d'en donner lecture, elle en soumit chaque article à l'assemblée, qui ne manqua pas d'en blâmer l'esprit et la forme.

A la suite de cette manifestation, la tsarine déchira l'acte, et déclara qu'elle se croyait, en vertu

de ses droits héréditaires, dans l'obligation d'exercer la même puissance souveraine que ses ancêtres. Des acclamations accueillirent ces paroles, et le peuple témoigna une grande joie de ce changement. Le prince Galitzin se contenta de dire : « Le repas était préparé, mais les convives n'en étaient pas dignes. »

Ce peuple, qui s'applaudissait d'avoir échappé aux inconvénients d'un pouvoir oligarchique, ne tarda pas à faire l'expérience de tous ceux que le despotisme entraîne quelquefois avec lui : Bieren, favori de la tsarine, fit bientôt regretter l'autorité du conseil et du sénat. Cet homme, d'une naissance obscure, ne pouvait pardonner à la noblesse de Courlande les humiliations dont il avait été l'objet, non plus qu'aux boïars la condition qu'on avait imposée à la duchesse de le tenir éloigné de sa cour. Anne le nomma son chambellan, et dès lors les persécutions commencèrent. L'ancien conseil fut cassé et remplacé par un autre, composé de Munich, de Tcherkaski et d'Osterman. Les Dolgourouki, les Galitzin furent mis à l'écart; cependant Bieren, content de disposer des faveurs, abandonna pendant quelque temps au nouveau conseil tout le soin des affaires; mais bientôt il attira tout à lui et se distingua par un luxe de rigueurs dont les

Russes eux-mêmes s'étonnèrent; il eût assez de crédit pour rompre le mariage projeté entre sa souveraine et l'infant de Portugal. Ce fut par son conseil que la tsarine désigna pour lui succéder au trône sa nièce Catherine, fille du duc de Mecklenbourg. Cette jeune princesse changea son nom de Catherine pour celui d'Anne, en abjurant la religion protestante. Il fut d'abord question de lui faire épouser le margrave Charles de la maison de Prusse, mais la cour de Vienne traversa ce projet d'alliance, et fit agréer le prince Antoine-Ulric de Brunswick-Lunébourg, neveu de l'impératrice d'Autriche. De cette manière Élisabeth se voyait éloignée du trône. Cette princesse était généralement aimée; on assure que la tsarine fut sur le point de l'envoyer en exil, mais qu'elle fut détournée de ce projet par Bieren, qui nourrissait secrètement le désir de marier son fils à la fille de Pierre le Grand, et sa fille au duc de Holstein, veuf depuis quelque temps.

Tandis que ces intrigues occupaient la cour, Munich introduisait des changements avantageux dans l'armée; les conquêtes de la Perse, qu'on ne pouvait conserver qu'à grands frais, furent abandonnées, de sorte que toutes les forces de l'empire se trouvaient disponibles.

Vers cette époque (1), des troubles sérieux éclatèrent en Pologne; la mort d'Auguste II mit en saillie tous les vices de la constitution de la république; les périls qu'entraînait l'anarchie grandissaient à mesure que la Russie et la Prusse étendaient leur influence politique. Le primat, dévoué aux intérêts de la France, parvint à faire élire Stanislas; alors la minorité qui soutenait l'électeur de Saxe, candidat des cours de Vienne et de Pétersbourg, se tourna du côté de la Russie et implora une protection qui devait bientôt se changer en dictature. L'atteinte portée à la constitution de la Courlande, qui, à la mort du dernier des Kettler, devait faire retour à la Pologne, n'éclaira point des hommes plus préoccupés d'une lutte de parti que des intérêts généraux. Ce riche duché, sur lequel Bieren avait des vues, était resté fief électif, malgré les efforts d'Auguste II.

Pendant que Stanislas s'emparait de Dantzig, les mécontents, secondés par une armée russe aux ordres de Lascy, proclamèrent Auguste III. L'habileté militaire de Munich faisait ombrage à Bieren; il envoya le général assiéger Dantzig, qui capitula après une vive et longue résistance. La tête de Stanislas

(1) 1733.

fut mise à prix, et il n'échappa au danger qu'à la faveur d'un déguisement.

La Russie venait d'obtenir un double avantage; d'abord son influence avait fait un roi de Pologne, et, en outre, elle venait de s'assurer combien il était facile d'armer les rivalités d'une noblesse turbulente, et de s'assurer par là une prépondérance marquée, en attendant qu'il se présentât une occasion favorable pour l'exécution de projets d'une autre nature.

Le vainqueur de Dantzig se préparait à retourner à Pétersbourg, lorsqu'il reçut l'ordre de marcher sur Azof. Cette campagne, glorieuse pour le maréchal, coûta à l'empire cent mille hommes, et il fallut abandonner toutes les conquêtes faites sur les Turcs. Cependant on obtint un résultat qui balançait toutes ces pertes : la discipline de l'armée se perfectionna, et depuis, l'impétuosité des Orientaux dut le céder à la constance moscovite. C'est Munich qui, le premier, conçut le plan de faire soulever contre les Ottomans les peuplades chrétiennes soumises depuis trois siècles à leur joug.

La paix de Belgrade permit à la Russie de s'agrandir du côté de la Crimée. Osterman en avait réglé les conditions; elles portaient que les ouvrages extérieurs d'Azof seraient démolis : que la Porte ne

pourrait construire de nouvelles forteresses du côté de la mer, qu'à trente verstes au delà de cette ville; que les Russes seraient libres d'étendre leurs frontières à vingt milles d'Allemagne dans les steppes, et qu'ils garderaient Samara; enfin que les Turcs reprendraient Oczakof et Kenbouroï.

Il ne fut question dans ce traité ni de Taganrok ni des limites du Dniépr, ce qui ouvrait un champ libre aux prétentions de la Russie sur la Pologne, et frappait de nullité l'article du traité du Pruth, qui lui interdisait de s'immiscer dans les affaires du royaume.

Avant la conclusion de la paix qui eut lieu en 1739, les Tatares du Kouban furent soumis à la domination russe, et Bieren obtint l'investiture du duché de Courlande.

Ce favori vindicatif put persécuter à loisir les nobles courlandais qui ne lui avaient pas épargné les humiliations, et qui se virent forcés de reconnaître pour leur souverain ce même homme auquel ils avaient interdit l'entrée de leurs assemblées. Bieren, dit Manstein, avait un singulier expédient pour imposer silence à ceux qui se plaignaient de son administration : il les faisait enlever par des personnes masquées qui les jetaient dans une voi-

ture couverte, et les emmenaient ainsi dans les provinces les plus reculées de l'empire (1).

Les progrès de la Russie commençaient à inquiéter vivement la Suède; la cour de Stockholm essaya de se rapprocher de la Turquie, et envoya secrètement le général Sainclair pour conclure avec le divan un traité d'alliance offensive et défensive contre la Russie. Cet ambassadeur fut assassiné en route, et le bruit courut que les ordres de Bieren et d'Osterman n'avaient pas été étrangers à cette violation barbare du droit des gens.

La France, qui avait été médiatrice de la paix conclue entre la Russie et la Porte, envoya à Pétersbourg comme ambassadeur le marquis de la Chétardie. Ce diplomate avait pour mission de surveiller l'ambition de Bieren, et de prévenir une rupture entre la Russie et la Suède. Le favori, voyant la santé de la tsarine déchoir, lui persuada d'adopter et de désigner comme successeur le petit Ivan, fils de sa nièce : la régence devait être confiée au duc de Courlande. A peine l'impératrice avait-elle signé ce testament politique, qu'elle fut prise d'une faiblesse et expira. Il importe peu à la postérité de connaître le caractère d'Anne Ivanovna;

(1) Univers.

Bieren régna sous son nom, et si elle eut des qualités, le despotisme de ce favori ne permit pas au peuple de s'en apercevoir.

Munich avait favorisé de tout son crédit les projets ambitieux de Bieren, dans l'espoir d'être nommé généralissime des forces de terre et de mer ; le régent lui refusa nettement cette demande. Le maréchal résolut de s'en venger. Le duc et la duchesse de Brunswick n'avaient point vu sans indignation un homme qu'ils méprisaient leur fermer le chemin du trône : Bieren s'était contenté de dire que si la princesse faisait la mutine, il la renverrait en Allemagne avec son époux. Munich excita encore leur mécontentement, et finit par leur offrir ses services : il fut convenu que le maréchal arrêterait le régent à la première occasion favorable.

« Le 28 novembre, selon Manstein, le maréchal dîna et soupa avec le régent ; pendant toute la soirée, le duc, inquiet et rêveur, changea souvent de conversation. « Monsieur le maréchal, lui dit-il entre autres choses, dans vos expéditions militaires, n'avez-vous jamais rien entrepris d'important pendant la nuit ? » Cette question imprévue déconcerta un peu le comte, qui crut d'abord que son dessein était découvert ; mais il se remit bientôt sans que le régent, distrait, se fût aperçu de son trouble, et

il lui répondit : « Je ne me rappelle pas avoir entrepris des choses extraordinaires pendant la nuit ; mais j'ai pour principe de saisir toutes les occasions qui me paraissent favorables. » A onze heures ils se séparèrent... Arrivé chez lui, le comte Munich dit au lieutenant-colonel Manstein, son premier aide de camp : « J'aurai besoin de vous de grand matin. » A deux heures après minuit il le fit appeler ; ils montèrent seuls en voiture et se rendirent au palais d'hiver, où l'empereur et ses parents logeaient alors. Ils entrèrent dans l'appartement de la princesse mère, que madame Mengden, sa favorite, s'empressa d'éveiller. Elle se leva, vint parler au maréchal, et ordonna à son adjudant d'aller chercher les officiers qui étaient de garde au palais. Dès qu'ils furent arrivés, elle leur raconta en peu de mots les outrages sans nombre que le régent lui faisait essuyer ainsi qu'à son époux et à tous ceux qui lui portaient ombrage. Elle ajouta que, ne pouvant supporter plus longtemps ces indignités, elle était résolue de faire arrêter Bieren, et qu'elle se flattait que de braves officiers voudraient bien seconder leur général, et exécuter les ordres qu'elle venait de lui donner ; les officiers promirent ce qu'on voulut ; elle leur donna sa main à baiser et les embrassa tous. Ils descendirent avec le maré-

chal, et firent mettre la garde sous les armes. Le maréchal ayant dit aux soldats le motif de cette alerte, ils firent comme leurs officiers. La garde était composée de cent quarante hommes; on en laissa quarante avec un officier pour garder le drapeau; les autres, avec le maréchal, marchèrent au palais d'été, où Bieren logeait encore. La troupe fit halte à deux cents pas du palais, et le maréchal députa Manstein vers les officiers de la garde du régent, pour leur faire part des intentions de la princesse Anne; ceux-ci ne firent pas plus de difficultés que les autres; ils offrirent même leur secours pour arrêter le duc, si l'on croyait en avoir besoin. Manstein ayant rendu compte de leurs bonnes dispositions, le maréchal lui dit : « Prenez avec vous un officier et vingt soldats, pénétrez dans le palais, arrêtez le duc, et en cas de résistance, tuez-le sans miséricorde. » Manstein pénétra jusqu'à l'appartement du duc et de la duchesse, qui dormaient profondément. Bieren se réveilla en sursaut et essaya vainement de résister; on lui mit un mouchoir dans la bouche et on le transporta à demi nu et garrotté dans la voiture du maréchal : la révolution était consommée. Anne, déclarée grande-duchesse et régente, reçut des troupes le serment de fidélité.

Le maréchal Munich, qui aspirait depuis long-

temps au grade de généralissime, dut le céder au prince Ulric, père du jeune empereur, et se contenter d'être premier ministre. L'élévation subite du maréchal, la facilité avec laquelle il avait changé la régence, lui suscitèrent des ennemis qui ne tardèrent pas à le rendre suspect au duc : l'habitude du commandement militaire donnait aux relations de Munich ces formes impérieuses qui sont surtout blessantes à la cour. Osterman représenta avec un zèle perfide que la direction des affaires de l'intérieur et des relations étrangères ne pouvait être confiée, sans préjudice pour l'État, à un homme dont la carrière était celle des armes. Ces insinuations eurent pour résultat la retraite de Munich. Dans les mémoires du maréchal, il attribue sa disgrâce au traité d'alliance qu'il avait conclu avec la Prusse, contrairement aux intérêts de la cour de Vienne, qu'alarmaient les prétentions de Frédéric. En effet, dès qu'Osterman dirigea le cabinet, la Russie entra dans les vues de l'Autriche, et fit marcher des troupes en Livonie. L'exil de Bieren laissait la Courlande sans duc; on procéda à une nouvelle élection, et l'on choisit, sous l'influence de la Russie, le prince Louis de Brunswick-Brevern, frère du prince Ulric, qui venait d'être nommé corégent. Vers la même époque, la Suède déclara la guerre à

la Russie, malgré la médiation de la France; le maréchal Lascy obtint sur les Suédois quelques avantages, et s'empara de Wilmanstrand.

A l'autre extrémité de l'empire, l'influence de la Russie se faisait également sentir. Thamas-Kouli-Khan, après avoir conquis le Mongol, envoya à la régente une ambassade pour demander la main de la princesse Élisabeth; mais ce projet d'alliance n'eut pas de suite. Cependant les mœurs faciles de la régente, et la faveur qu'elle accordait au comte de Linar, envoyé de Pologne, avaient jeté des germes de mésintelligence entre elle et son époux. Golovkin, jaloux d'Osterman qui avait toute la confiance du prince, parvint à persuader à Anne de se faire déclarer impératrice : ce changement était sur le point de s'opérer, lorsqu'une autre intrigue vint croiser ce projet, et porter sur le trône la fille de Pierre le Grand, Elisabeth. Cette princesse paraissait moins ambitieuse qu'occupée de ses plaisirs; cependant elle s'était ménagé un parti puissant dans les gardes, et la Suède appuyait ses prétentions. Sur ces entrefaites, deux trônes devinrent vacants par la mort d'Ulrique-Eléonore et de Charles VI. Une guerre générale était sur le point d'éclater; le ministre de France la Chétardie se flattait qu'une révolution qui donnerait la couronne à Élisabeth

priverait Marie-Thérèse de l'appui de la Russie. Un médecin français, nommé Lestocq, était l'âme de ce complot qui fut sur le point d'être découvert : la régente reçut plusieurs avis sur le danger qu'elle courait : mais soit insouciance, soit que la manière dont Élisabeth se justifia eût détruit tous ses soupçons, elle s'abandonna à une fatale sécurité. Les conjurés virent qu'il n'y avait plus de temps à perdre ; ils fixèrent, pour l'exécution de leur entreprise, la nuit qui suivit l'explication de la régente et d'Élisabeth. Cette princesse tremblait, Lestocq lui montra qu'il y avait plus de danger dans la crainte que dans l'exécution. Après avoir prié devant une image de la Vierge, elle se décora du cordon de Sainte-Catherine. Le comte Vorontzof et Lestocq montèrent derrière son traîneau. Il était minuit. Les grenadiers eurent bientôt attiré dans leur parti trois cents soldats et sous-officiers. « Amis, leur dit Élisabeth, vous savez de qui je suis fille; suivez-moi ! — Nous sommes prêts, répondirent-ils ; nous les tuerons tous... » Élisabeth réprima cette saillie de dévouement sanguinaire, et ils promirent de se conformer à ses ordres et de se sacrifier pour elle. Le corps de garde qui veillait au palais d'hiver ne fit aucune résistance. Le régent et son épouse furent arrêtés dans leur lit ; le jeune empereur, dont les

soldats entourèrent le berceau en silence, s'éveilla une heure après. A cette vue, l'innocente victime poussa des cris ; sa nourrice accourut, le prit dans ses bras ; on le transporta dans un traîneau au palais d'Élisabeth. Munich et son fils, Osterman, Golovkin et quelques autres fonctionnaires furent arrêtés. Le même jour, la princesse reçut le serment de fidélité, et déclara par un manifeste qu'elle était montée sur le trône de ses pères, qui lui appartenait légitimement, et que, confiante dans ses droits, elle avait fait arrêter les usurpateurs. Trois jours après, elle annonça dans un second manifeste que la princesse Anne et son époux n'ayant aucun droit au trône de Russie, ils seraient renvoyés en Allemagne. En attendant, elle les fit enfermer dans la citadelle de Riga, d'où on les transporta au fort de Dunamunde. Plus tard ils furent confinés à Khalmogori, à quatre-vingts verstes d'Arkhangel. C'est dans cet exil qu'Anne mourut en couches, en 1746 ; quant au jeune empereur, il fut enfermé à Schlüsselbourg.

Munich, dans ses mémoires, a tracé le caractère suivant d'Élisabeth : « Elle aimait la magnificence et l'ordre, et avait la passion de bâtir des palais et des églises. Elle aimait et favorisait l'armée qui, sous son règne, triompha des troupes de Prusse alors

tant vantées. C'est elle qui a rendu la cour de Russie une des plus brillantes de l'Europe, en y introduisant la langue, la politesse et les manières françaises. Cette gracieuse princesse était insinuante et éloignée de toute espèce de cruauté; mais cet excès de bonté dans les souverains devient une faiblesse, quand ils se laissent conduire par les autres. Elisabeth savait dissimuler : l'exemple de la cour et le rôle qu'elle avait été forcée d'y jouer, le lui avaient appris. Si elle parut ennemie irréconciliable, ce fut moins par une disposition naturelle que par les funestes insinuations de ceux qui l'environnaient. »

Voilà pourquoi elle n'a jamais pardonné. Née d'un sang voluptueux, elle disait à ses confidentes : « Je ne suis contente qu'autant que je suis amoureuse. » Aussi changeait-elle souvent de favoris : de là un grand désordre dans les finances et tant de particuliers enrichis dans un temps où la couronne manquait d'argent; de là des monopoles ruineux et des douanes oppressives, le mauvais état de la flotte et du canal de Ladoga, les ruines de Cronstadt, le désordre dans l'exploitation des mines de Sibérie, et tous les inconvénients d'une mauvaise administration; et cependant, par un contraste bizarre, ces abus avaient lieu sous le règne

d'une princesse qui versait des larmes sur les lauriers de ses généraux, et qui regardait comme un malheur une victoire achetée par le sang de ses sujets. »

Selon l'usage des souverains russes à leur avénement, Élisabeth rappela les exilés des règnes précédents. La guerre avec les Suédois fut décidée, malgré les efforts de la Chétardie. La tsarine, à l'instigation de Bestoujef, prit quelques mesures pour rétablir l'ordre dans les diverses branches du service public; elle supprima le conseil du cabinet, et le sénat eut la haute main dans les affaires. Peu disposée à se donner un maître dans un époux, elle fit venir à Pétersbourg le jeune duc de Holstein-Gottorp, son neveu, le nomma lieutenant général et le désigna pour son successeur (1). Le départ de la Chétardie laissa le champ libre à Bestoujef, qui entra dans les intérêts des cours de Londres et de Vienne. Ce fut la même année que le jeune duc de Holstein refusa le trône de Suède dans l'expectative d'une couronne qu'il ne porta que pour son malheur. La guerre entre la Russie et la Suède n'en continua pas moins. Cette dernière puissance n'avait pu défendre la Finlande, et les conférences

(1) Avril 1742.

d'Abo (1), en la dépouillant d'une partie de cette province, dessinèrent nettement les vues de la Russie sur la navigation de la Baltique.

Cependant Botta, ministre d'Autriche à Berlin, intriguait à Pétersbourg dans le but de détrôner Élisabeth pour donner le trône au jeune Ivan. Le complot fut découvert, et les chefs, parmi lesquels on remarquait l'épouse de Lapoukhin et celle de Bestoujef, reçurent le knout et eurent la langue coupée. Marie-Thérèse se contenta de désavouer son ministre, et le chancelier trouva moyen de réconcilier les deux souveraines.

Cependant Élisabeth, qui voulait marier son neveu, fit demander pour lui la main de la princesse Amélie, sœur du roi de Prusse ; mais Frédéric déclina cette offre, et proposa la princesse Sophie-Auguste d'Anhalt-Zerbst, qui depuis fut Catherine II ; elle embrassa publiquement la religion grecque à Moscou, et quelques mois après, son mariage fut célébré : il fut réglé qu'elle succéderait à la couronne, dans le cas où l'impératrice et le grand-duc mourraient sans héritiers. Sur ces entrefaites, la Chétardie fut rappelé à Pétersbourg. La mission de l'ambassadeur avait pour objet principal de faire

(1) Juillet 1743.

servir l'influence de la Russie à la pacification de l'Europe partagée alors entre les intérêts de Charles VII et de Marie-Thérèse. La politique de la France appuyait les prérogatives du corps germanique, dans la crainte que l'unité de l'Allemagne, quand cette puissance serait devenue virtuellement une monarchie héréditaire, ne lui assurât une prépondérance marquée. Marie-Thérèse, revendiquant l'intégralité de la succession, comme la pragmatique de Charles VI lui en donnait le droit, avait déclaré illégitimes les résolutions de la diète de Francfort. Cette mesure vigoureuse détermina le cabinet de Versailles à se déclarer contre elle, après que les négociations eurent échoué : les deux partis soutinrent donc leurs prétentions à main armée, et les événements de cette guerre donnèrent lieu au traité de la quadruple alliance, conclu à Varsovie en 1745.

Déjà la Chétardie avait persuadé à l'impératrice d'accéder au traité, lorsque Bestoujef parvint à traverser les projets du diplomate. Il intercepta un courrier de l'ambassadeur, et interpréta ses dépêches dans un sens si défavorable, que le ministre français reçut l'ordre de quitter l'empire immédiatement. Le Danemark venait de renouveler le traité d'alliance avec la Russie. Élisabeth se rapprocha décidément

de Marie-Thérèse ; les deux impératrices se garantirent leurs possessions respectives pendant vingt-cinq ans (1). Deux ans après, la Suède, la Prusse et la France s'unirent pour maintenir l'équilibre de l'Europe, tandis que la Russie, l'Angleterre et la Hollande firent une alliance pour empêcher la Suède et la Prusse de rien entreprendre contre les intérêts de Marie-Thérèse.

Tandis que Bestoujef faisait agir tous les ressorts d'une diplomatie déliée, le grand-duc s'abandonnait à sa passion dominante, la manœuvre et les exercices militaires ; il professait pour Frédéric II une admiration enthousiaste, et affectait de l'imiter dans son costume et ses singularités ; mais ce fut tout ce qu'il emprunta de ce grand homme. Ses mœurs soldatesques lui aliénèrent bientôt l'affection de sa jeune épouse, dont l'esprit délicat et cultivé trouva des dédommagements dans l'étude, sans renoncer aux distractions que lui offrait une cour qui n'était rien moins qu'austère. Catherine, au milieu des intrigues dont elle avait le spectacle, se faisait une idée exacte des intérêts de la Russie, et du rôle qu'elle était appelée à remplir, dans l'agitation où était plongée l'Europe.

(1) 1746.

L'invasion de la Saxe par les Prussiens resserra l'alliance entre les deux impératrices; Élisabeth déclara la guerre à Frédéric, et Poniatowski revint à Pétersbourg en qualité d'ambassadeur du roi de Pologne. Les agréments personnels du jeune ministre avaient fait une vive impression sur Catherine, qui depuis lui donna un trône, et l'avilit en le lui ôtant.

Apraxin s'empara de Memel, et battit les Prussiens à la bataille de Gross-Jägersdorf; mais il ne sut point profiter de ses avantages, et fut remplacé par le général Fermer. Ce dernier prit Königsberg, et remporta une victoire à Custrin; comme son prédécesseur, Fermer sembla ne triompher de son ennemi qu'à regret.

La disgrâce de Bestoujef, qui eut lieu à la même époque, jette quelque jour sur la conduite des généraux russes. « Le comte Bestoujef, dit Manstein, fut le principal auteur du traité d'alliance entre les cours de Vienne et de Pétersbourg, et un des premiers moteurs de la guerre contre le roi de Prusse, guerre ruineuse qui a coûté à la Russie au delà de trois cent mille hommes, et plus de trente millions de roubles. Comme il s'aperçut que le grand-duc Pierre Féodorovitch ne l'aimait pas, et qu'il était grand partisan du roi de Prusse, il forma le projet

de l'exclure de la succession, pour placer sur le trône le prince Paul Pétrovitch, son fils, sous la tutelle de sa mère, et par là il hâta sa chute. Tout le monde sait que l'armée russe, aux ordres du comte Apraxin, après avoir gagné la bataille de Gross-Jägersdorf sur celle de Prusse, commandée par le général Lehwald, reprit le chemin de la Russie. Élisabeth, au sortir d'une maladie dangereuse, s'étant informée de l'état de son armée, apprit la retraite d'Apraxin. Après les informations, elle sut que ce maréchal s'était retiré pour obéir à un ordre de Bestoujef, qui, croyant l'impératrice à son dernier jour, voulait se servir de l'armée pour l'exécution de son projet. Accusé sur ces faits, il fut arrêté et démis de ses charges. » Fermer, n'osant ni vaincre ni se faire battre, prétexta une maladie et demanda son rappel. Saltykof, qui fut nommé à sa place (1), battit l'ennemi à Crossen, emporta Francfort sur l'Oder, et envoya des détachements jusqu'aux portes de Berlin. Frédéric ne put l'empêcher d'opérer sa jonction avec les généraux autrichiens Haddick et Laudon, et il se vit dans le plus grand péril après sa défaite à Cunersdorf : « Mes affaires vont mal, écrivait-il à ce sujet au

(1) 1758.

marquis d'Argens; j'ignore ce que la fortune me réserve : elle est femme et je ne suis pas galant. »

Le général Totsleben, secondé par Lascy, s'empara de Berlin. Le siége de Tolberg fut interrompu par l'attaque vigoureuse du général prussien Werner; mais bientôt après, Boutourlin succéda à Soltykof; et Roumiantzof, qu'appuyait la flotte russe, bloqua cette place, qui capitula après une résistance de cinq mois. Il est difficile de dire où se seraient arrêtés les succès des armes russes, si la mort d'Elisabeth n'eût tout à coup imprimé une autre direction à la politique moscovite. L'impératrice expira, le 29 décembre 1761, à l'âge de cinquante-deux ans. Si la conduite privée de cette princesse mérite une juste censure, ses actes comme souveraine la signalent à la reconnaissance des Russes : elle aimait les lettres et correspondait avec les beaux esprits de l'époque. Ce fut sur les documents qu'elle envoya à Voltaire qu'il composa l'histoire de Pierre le Grand. Moscou lui doit son université, et Pétersbourg la fondation de l'Académie des arts. Sous son règne fleurirent Lomonossof, fils d'un pêcheur de Kalmogori (1), et Soumarokof (2). Les encouragements accordés au mérite fécondèrent le génie de

(1) Il se distingua comme poëte, physicien et naturaliste.
(2) Auteur tragique.

Derjavin (1) qui brilla sous les règnes suivants. Un seul acte du règne d'Élisabeth suffirait à son éloge : elle abolit la peine de mort. Quant à la politique de cette princesse, elle fut une continuation judicieuse des grandes vues de son père; les victoires de Munich sur les Turcs, celles des Apraxin et des Soltykof sur les troupes prussiennes, regardées comme les meilleures de l'Europe, établirent d'une manière incontestable la réputation militaire de ses sujets. Les Suédois dégénérés virent avec crainte les barrières de la Finlande forcées, et les flottes russes menacer de leurs pavillons ces mêmes côtes d'où les anciens Variègues étaient partis pour imposer leur joug aux Slaves du Nord.

Il serait difficile de dire si Pierre III, que la mort d'Élisabeth venait d'appeler au trône, fut plus satisfait, ou d'échapper à la surveillance des favoris de cette princesse, ou de se trouver enfin maître de faire manœuvrer à sa fantaisie toutes les troupes de l'empire, et de les mettre à la disposition de son héros, Frédéric de Prusse. Pierre, quoique fantasque, et étranger aux hautes convenances de son rang, n'était cependant pas dépourvu de grandeur

(1) Poëte lyrique.

ni de générosité. Il ouvrit son règne par un édit qui conférait à la noblesse de ses États les droits des peuples libres ; mais ce qui frappait cette nouvelle mesure de nullité, c'est qu'elle ne changeait ni les rapports des nobles envers le souverain, ni ceux des serfs envers leurs maîtres ; il abolit la chancellerie secrète et la Sibérie rendit ses victimes : on vit reparaître à la cour Munich et Bieren, ces deux rivaux célèbres, le premier, par son génie militaire, le second, par la rigueur de son administration. « La première fois que ces deux hommes s'aperçurent depuis leur retour, dit Rulhières, ce fut dans la foule gaie et tumultueuse qui entourait Pierre III. Cet empereur les ayant appelés, voulut leur persuader de boire ensemble. Il fit apporter trois verres ; mais pendant qu'il prenait le sien, on vint lui parler bas, il but en écoutant et courut à ce qu'on lui disait. Les deux anciens ennemis restèrent vis-à-vis l'un de l'autre sans dire un mot, les yeux fixés sur l'endroit où l'empereur avait disparu, et, se flattant bientôt qu'il les avait oubliés, tous deux se fixèrent, se mesurèrent des yeux, et, rendant leurs verres pleins, se tournèrent le dos. »

Tandis que Pierre III se faisait représenter sur des médailles avec l'uniforme prussien, Catherine se rapprochait de plus en plus des usages nationaux,

et affectait de désapprouver la réunion à la couronne des richesses domaniales du clergé : Pierre, depuis qu'il avait ceint la couronne, n'appelait plus Frédéric que le roi mon maître ; il voulut même que les lois du nouveau code prussien fussent mises en vigueur dans son empire, ce qu'il était plus facile d'ordonner que de faire exécuter. Parce qu'il avait la passion des exercices et des parades, et que le roi de Prusse était son idole, il crut avoir le génie guerrier, et résolut de rendre au Holstein les provinces que ce duché avait cédées au Danemark. Cette expédition n'était rien moins que populaire ; mais Pierre la voulait, et l'armée reçut l'ordre de se préparer au départ.

Nous ne nous arrêterons pas à énumérer toutes les extravagances du tsar dans le court espace de temps qui sépara son avénement de sa chute. Des fêtes licencieuses se succédaient à la cour, tandis que Catherine, à l'écart, ne se montrait au peuple qu'avec un extérieur triste et résigné qui appelait toutes les sympathies. Le bruit s'était répandu que Pierre avait eu avec Ivan une entrevue à la suite de laquelle il aurait manifesté l'intention de le reconnaître pour l'héritier de la couronne. Le tsar était capable de tout ; et plus une mesure lui paraissait extrême et brusquée, plus il se sentait porté à l'a-

dopter. Mais Catherine, non moins audacieuse que prudente et réfléchie, avait sur son époux tout l'avantage que peuvent donner sur la démence la connaissance du cœur humain, la fixité des vues et l'empire qu'exerce sur les esprits une femme jeune, belle et malheureuse, qui peut tout promettre à ceux qui se dévoueront à sa fortune. Deux personnages, presque étrangers l'un à l'autre, dirigeaient son parti : Orlof et la princesse Daschkof. Le premier intriguait auprès des gardes : c'était un homme d'une force et d'une beauté remarquables, et qu'aucun péril n'arrêtait; la seconde, née Vorontzof, était sœur de la maîtresse de Pierre III.

Le clergé était entré avec empressement dans une conspiration où son influence pouvait ressaisir plus qu'on ne lui avait ôté. On s'était assuré de Razoumovski, colonel des gardes d'Ismaïlof. Panin lui-même, gouverneur du grand-duc, avait cédé aux séductions de la princesse Daschkof. Ce dernier, longtemps ministre en Suède, avait adopté des idées constitutionnelles. On devait donner le sceptre à Catherine en vertu d'une élection formelle, et avec des pouvoirs limités.

Cependant ces deux intrigues, l'une auprès des grands, par la princesse Daschkof, l'autre auprès des gardes par Orlof, conduites parallèlement, sans

que les chefs se doutassent qu'ils concouraient à un même but, furent adroitement réunies par Catherine, lorsqu'elle jugea les choses assez avancées. Orlof s'opposa avec énergie au projet de la noblesse et menaça d'agir seul, si l'on s'obstinait à introduire dans le gouvernement une pondération de pouvoirs qui n'était pas dans les mœurs, comme le règne de l'impératrice Anne l'avait suffisamment démontré. Peut-être Orlof prévoyait-il qu'il serait réduit à un rôle secondaire dans le cas où la constitution de Panin eût été adoptée.

Au milieu d'une conspiration avouée d'un grand nombre et pressentie par tous, tel fut l'aveuglement de Pierre, qu'il ne vit rien ou ne voulut rien voir. Le ministre de Prusse instruisit sa cour que la fermentation était menaçante; Frédéric écrivit au tsar de renoncer à son expédition, ou du moins de ne pas s'éloigner sans s'être fait couronner à Moscou. Il réitéra ces avertissements; mais tout fut inutile, et dès lors, jugeant son admirateur incorrigible, il attendit l'événement.

Au premier coup d'œil, il paraît surprenant qu'une entreprise dont la réussite devait ruiner tant d'intérêts élevés, et qui dépendait de la discrétion d'un si grand nombre de personnes, n'ait point révélé à un pouvoir ombrageux des indices assez ma-

nifestes pour être déjouée à temps : mais on cesse de s'étonner en réfléchissant au caractère de Pierre III et à la nature des gouvernements absolus. Là où le simple blâme est regardé comme une manifestation séditieuse, et puni aussi rigoureusement que le serait ailleurs la révolte ouverte, la confidence d'une conspiration suppose déjà la presque certitude du succès, et le danger répond de la discrétion, de sorte qu'il ne reste plus que l'alternative de trahir ou d'appuyer. Les demi-mesures sont presque impossibles : l'autocrate doit sévir ou tomber, de même que le sujet doit réussir ou se résigner au dernier supplice. Cette double nécessité, dont l'une est la conséquence nécessaire de l'autre, explique les révolutions sanglantes qu'on retrouve si fréquemment dans l'histoire de Russie et dans celle des peuples de l'Orient (1).

Catherine, placée entre le trône et le couvent, comprit qu'il était temps d'agir. Une victoire eût probablement assuré au tsar le dévouement de l'armée : si l'on proclamait Catherine en l'absence de son époux, le peuple, incertain entre deux maîtres, se serait sans doute rappelé le droit de celui qui, en outre, aurait pu disposer de la force.

(1) Hist. de Russie : Univ.

La cour était réunie à Péterhof, où le tsar, avant de partir, avait voulu célébrer sa fête et l'anniversaire de celle de Pierre le Grand.

L'imprudence d'un conjuré faillit tout perdre; cependant l'empereur était averti, mais les conjurés le savaient, et le danger ne fit qu'irriter leur zèle. Dans le cas où l'entreprise eût échoué, un vaisseau devait transporter Catherine en Suède. Cette princesse, éveillée au milieu de la nuit, sortit du palais, et se confia à une faible escorte qui l'accompagna jusqu'à Pétersbourg; la voiture de l'impératrice s'arrêta devant la caserne du régiment d'Ismaïlof : une trentaine de soldats à demi vêtus la reçurent à son arrivée. A la vue du petit nombre de ses défenseurs, elle pâlit d'abord; mais bientôt, reprenant toute son assurance, elle leur déclare qu'elle est venue se jeter dans leurs bras pour échapper aux assassins que l'empereur a chargés de tuer elle et son fils. La troupe répond par des acclamations; et la foule grossit autour d'elle. Alors on fit venir un prêtre pour recevoir le serment des soldats. Le mouvement était devenu général. Le duc de Holstein, oncle de l'empereur, venait d'être arrêté, lorsque Panin, gouverneur du jeune grand-duc Paul Pétrovitch, vint le remettre à sa mère, qui le montra aussitôt aux soldats. On crut d'abord que Catherine

se contenterait de la régence, mais un manifeste ne laissa aucun doute sur ses intentions. Il portait que l'impératrice Catherine II, cédant au vœu de ses peuples, montait sur le trône pour sauver la Russie de sa ruine; on y remarquait aussi un blâme formel de l'alliance avec la Prusse, et de l'oukase qui avait dépouillé le clergé. Catherine se rendit à l'église de Casan où elle fut sacrée en grande pompe; la cérémonie était à peine terminée qu'elle revêtit un uniforme d'officier aux gardes, monta à cheval, accompagné de la princesse Daschkof, et parcourut les rangs, annonçant aux troupes qu'elle les conduirait elle-même contre son époux déchu.

Sur le haut d'une colline qui domine la rive gauche de la Néva, à l'endroit où le fleuve entre dans le golfe de Finlande, s'élève le palais d'Oranienbaum, bâti par Mentchikof, et alors résidence favorite de l'empereur. Une petite forteresse, un arsenal, des casernes où logeaient les trois mille Holsteinois qui formaient la garde de l'empereur, lui avaient fait préférer ce séjour à tous les autres. Entre Oranienbaum et Pétersbourg s'élève le château de Péterhof, construit par Pierre le Grand. En face d'Oranienbaum et sur une île se développent la ville et le port de Cronstadt. C'est là que se tenait prête à faire voile la flotte destinée à l'expédi-

tion ; une autre escadre stationnait à Rével. Outre ces ressources, qui accusent la pusillanimité de Pierre III, il avait près de lui le vieux Munich, auteur et victime de deux conspirations, mais dont le sang-froid et le courage furent inutiles dans cette circonstance.

Pierre, à son arrivée à Péterhof, apprit l'évasion de l'impératrice, et perdit un temps précieux à délibérer. Le grand chancelier Vorontzof se rendit en toute hâte auprès de Catherine ; mais comme il lui représentait les suites de ce soulèvement : Voyez, lui répondit-elle, ce n'est pas moi, c'est le peuple et l'armée ; l'habile courtisan la supplia de le mettre aux arrêts, prévoyant sans doute le dénoûment prochain d'une lutte si inégale.

Pierre III était en proie aux plus vives inquiétudes ; il donnait précipitamment les ordres les plus contraires, tantôt désespérant de sa cause, tantôt comptant les troupes qui l'entouraient. A l'instant même où l'empire lui échappait, il quitta l'uniforme prussien, pour revêtir les insignes russes. Le vieux Munich essaye en vain de ranimer cette âme défaillante : il représente à Pierre que Péterhof n'est pas en état de résister à une armée, que le salut est à Cronstadt, au milieu de la flotte et de tout le matériel de l'expédition projetée ; il ajoute que les fem-

mes qui se trouvent près de lui serviront d'otages, et que l'insurrection, menaçante d'abord, tombera d'elle-même. On suivit ce conseil, mais trop tard: déjà la garnison du port était dans les intérêts de Catherine. Quand les deux-yachts qui portaient Pierre III et sa suite s'approchèrent du rivage, la sentinelle cria : Qui vive?—L'empereur. — Il n'y a plus d'empereur. Alors Pierre ouvrit son manteau pour se faire reconnaître; mais un rempart de baïonnettes se forma devant lui : les deux yachts furent obligés de rétrograder, tandis que le rivage retentissait des cris répétés de : Vive Catherine! Pendant toute la nuit, les deux bâtiments se tinrent à distance. Munich se promenait tranquillement sur le tillac; et les jeunes femmes qui avaient accompagné l'empereur se demandaient avec une frivolité mêlée de courage : Qu'allions-nous faire dans cette galère?

Munich, qui conservait sa présence d'esprit, conseilla à Pierre de descendre le golfe jusqu'à Rével, d'y monter un vaisseau de guerre et de rentrer en Russie à la tête de son armée, qui était alors en Prusse; cette détermination supposait du courage, elle fut rejetée. Pierre ne demandait qu'à retourner librement dans le Holstein, accompagné de sa maîtresse; mais plus il se montrait indigne du trône,

plus le péril était grand. Il débarqua à Oranienbaum, d'où il fit passer à Catherine cette étrange capitulation. De là on le conduisit à Péterhof, et enfin dans une maison de campagne située à quelques lieues de la capitale. La révolution était consommée; bientôt la mort violente de l'empereur en rendit le succès irrévocable (1).

CHAPITRE XXXIX.

Depuis Frédéric IV, l'histoire de Danemark n'offre plus qu'un intérêt local; la politique du royaume, simplifiée d'ailleurs par la forme monarchique, s'encadre, pour ainsi dire, dans le caractère des monarques et de leurs favoris; l'ancienne turbulence de la noblesse se réfugie dans quelques intrigues de cour qui peuvent fournir des anecdotes piquantes, mais qui attestent les progrès d'une corruption qu'il suffit à l'historien des révolutions d'indiquer. Que dire du règne de Christiern VI (2), de celui de Frédéric V, qui chercha dans l'usage immodéré des boissons l'oubli de ses chagrins domestiques (3)? En Suède, la vie publique

(1) Voyez, pour plus de détails, Rulhières, Rabbe, et notre Histoire de Russie.

(2) 1730-1746.

(3) 1746-1766. Ce prince avait épousé en premières noces Louise

se manifeste encore depuis la mort de Charles XII par l'influence des partis; mais, il faut le reconnaître, l'ambition des grands ne s'ennoblit que rarement par le sentiment national. La perte des conquêtes de Gustave-Adolphe, en épuisant les richesses de l'État, ne laissait plus au luxe des grands que la ressource de la corruption. La diète de 1720 avait réduit le souverain à un rôle passif. Dépouillé de tout moyen d'action sur la noblesse, il la voyait conspirer sous ses yeux avec l'or des ministres étrangers. La Russie, la France et l'Angleterre exerçaient tour à tour, et par tous les moyens que donne la politique, une influence funeste. Les partis, selon qu'ils penchaient pour les intérêts russes ou français, prirent les dénominations de chapeaux ou de bonnets; ils formaient comme deux peuples dans la même nation, et ils n'avaient rien de commun que le désir de perdre leur patrie. D'ordinaire, le parti le mieux payé donnait l'avantage au pays qui le soudoyait.

Les diètes se transformaient en arènes, et au lieu de songer au bien de l'État, on s'y occupait d'in-

d'Angleterre, fille de Georges II. Elle lui donna Christiern VII, dont le règne fut une longue enfance, et Sophie-Madeleine, épouse de Gustave III, roi de Suède. Après la mort de Louise, il s'unit à Julie-Marie, fille de Ferdinand-Albert, duc de Brunswick Wolfenbuttell.

trigues pour s'y ménager la majorité et pour se prémunir contre les vengeances du parti opposé. Plus d'une fois cependant des intentions généreuses se manifestèrent, mais cet hommage rendu aux principes faisait ressortir avec plus de force la vénalité des moyens.

Nous croyons nécessaire d'entrer ici dans quelques détails sur les partis désignés dans l'histoire sous les noms de *bonnets* et de *chapeaux*.

Presque toujours les partis politiques ne prennent un nom que lorsqu'ils représentent déjà des intérêts nettement définis. Des circonstances fortuites, et souvent sans importance, suffisent alors pour généraliser les intérêts analogues; ce nom est comme un drapeau qui les distingue et qui les personnifie, pour ainsi dire : c'est pour cette raison qu'une grande obscurité enveloppe l'origine des partis qui ont occupé pendant des siècles la scène historique. On en est réduit aux conjectures sur l'origine des Guelfes et les Gibelins, et l'on n'est guère mieux informé des raisons qui ont prévalu dans la dénomination des whigs et des torys.

Les motifs qui ont fait donner en Suède les noms de bonnets et de chapeaux à deux partis politiques qui se sont disputé le pouvoir pendant un demi-siècle, sont plus faciles à pénétrer, parce qu'ils

tiennent à des usages nationaux, nés de la nature même du pays. Cependant, quoique ces partis aient pris naissance à une époque récente de l'histoire moderne, les explications diverses qu'on a données de ces qualifications ne sont rien moins que satisfaisantes. C'est probablement parce qu'on a considéré ces factions à l'instant où leur existence se manifestait par certaines tendances politiques, avec plus de constance et de suite que par le passé, qu'on a laissé échapper leur caractère originel, caractère suffisamment révélé par la dénomination elle-même.

Depuis les conquêtes de Gustave-Adolphe, l'aristocratie suédoise était comme partagée en deux camps : les uns voulaient tirer tout le parti possible des ressources nationales, et désiraient que le gouvernement se bornât à la défense des frontières, en y comprenant les trois provinces cédées par le Danemark, et les parties de la Finlande que menaçaient les Russes ; les autres pensaient que la Suède ne pourrait conserver son influence et ses conquêtes en Allemagne qu'en s'appuyant sur la France, ennemie naturelle de la maison d'Autriche, et intéressée à maintenir l'indépendance des États protestants. L'alliance française opposait en même temps la Suède à la Russie et à l'Angleterre qui soutenaient alors les intérêts du Danemark. Les guerres rui-

neuses où la Suède se trouvait engagée depuis plusieurs règnes portèrent naturellement l'un et l'autre parti à s'appuyer sur des alliances. La guerre était l'expression nécessaire de la prépondérance du parti progressif, dont l'esprit flattait l'instinct belliqueux du peuple : ce qui distinguait alors le parti suédois du parti progressif, c'est que celui-là, tout en étant disposé à profiter des avantages que la guerre pouvait offrir, affectait cependant de ne rien emprunter aux formes étrangères, et se rattachait systématiquement aux anciennes institutions. On voit que les deux partis se réunissaient sur certains points, tandis qu'ils restaient en désaccord sur d'autres. Les dissidences étaient assez sérieuses pour troubler l'État, sans être assez profondes pour soulever des révolutions. Une autre raison non moins puissante s'opposait au triomphe définitif d'un parti sur l'autre ; c'est que les auxiliaires des partis, la France d'un côté, la Russie, l'Angleterre et le Danemark de l'autre, ayant une force beaucoup plus considérable que les partis eux-mêmes, ne permettaient point aux passions politiques de s'isoler dans leurs intérêts respectifs. Ainsi les questions de dynastie, d'alliances et de guerres étrangères étaient tantôt généralement accueillies, tantôt adoptées ou repoussées

par tel ou tel parti, selon le caractère et l'enchaînement des événements.

Dans le principe, les partisans de l'alliance française croyaient agir dans un intérêt purement suédois : au lieu de voir dans les succès de la guerre de trente ans une position exceptionnelle, et dont le point d'appui était hors de la Suède proprement dite, ils transportèrent inconsidérément dans les provinces conquises les ressources que réclamait l'intérieur. Les levées d'hommes et les impôts épuisaient le pays : il fallait donc recourir aux subsides étrangers. Ce fut ainsi que la France, tant par ses richesses que par l'esprit de sa politique, se trouva naturellement appelée à exercer une grande influence sur le parti de la guerre. Cependant l'expérience ne tarda pas à prouver que les sacrifices l'emportaient sur les avantages. Les revers de Charles-Gustave, et surtout ceux de Charles XII, donnèrent une nouvelle force au parti contraire. L'origine des deux factions était donc politique; elles ne tardèrent pas à prendre un caractère vénal. D'abord l'influence étrangère ne se manifestait que par des subsides légalement consentis; mais bientôt elle eut pour auxiliaire la corruption individuelle.

Depuis Gustave-Adolphe, la France avait payé chèrement la coopération des Suédois; l'or français

donnait aux partisans de la guerre un avantage marqué sur les pacifiques : outre les subsides annuels, la France entretenait à son service un régiment (1) dont les soldats étaient allemands ou poméraniens pour la plupart, mais dont les officiers étaient suédois. Ces rapports lui permettaient d'agir sur un grand nombre de familles par des gratifications ou des pensions, et l'introduisaient, pour ainsi dire, dans le secret du gouvernement : elle connaissait les opposants à son système et le prix des prétentions diverses. Ces marchés politiques portèrent un coup funeste aux mœurs : bien des gens sans opinion arrêtée adoptaient un parti uniquement pour se faire acheter; et après s'être fait un revenu de ce trafic d'influence, il ne leur était plus possible de rester purs.

Cependant les besoins et les prétentions dépassant de beaucoup les moyens dont les ministres français pouvaient disposer, les mécontents formèrent une opposition compacte sur laquelle les ministres de Russie, d'Angleterre et de Danemark agirent de la même manière, c'est-à-dire par l'or et par les promesses. Entre les deux partis dont les chefs conservaient souvent un caractère politique,

(1) Le Royal-Suédois.

se trouvait une masse flottante, passant et repassant d'un camp dans l'autre, selon le cours de l'argent étranger, et travaillant même contre les deux partis, sans s'inquiéter des intérêts du pays. Plus d'une fois, on vit les bonnets voter pour la France par un simple revirement de majorité.

Pour bien comprendre jusqu'à quel point la royauté était impuissante à réprimer de tels abus, il suffira de jeter les yeux sur les principaux articles constitutifs imposés à Ulrique-Éléonore en 1720, et à son époux Frédéric, trois ans plus tard.

Le pouvoir suprême résidera à jamais dans l'assemblée des états, composés des représentants des quatre ordres de citoyens, la noblesse, le clergé, les bourgeois et les paysans immédiats de la couronne.

Les états, convoqués ou non, s'assembleront de plein droit tous les trois ans, pour examiner la conduite du sénat, des colléges et des autres départements, à l'égard de l'exécution des lois qui leur aura été confiée, et pour adopter les mesures qui pourraient être jugées nécessaires au bien-être et à la gloire du royaume.

La couronne de Suède ne pourra être portée par aucun prince au-dessous de vingt et un ans; ce

sont les états qui nomment les gouverneurs et précepteurs chargés de veiller à l'éducation des princes de la famille royale.

Le pouvoir législatif présidera tout entier dans les états, dont le consentement sera nécessaire pour donner de la validité aux ordonnances rendues par le roi et le sénat dans l'intervalle des diètes.

Les états se réservent le droit de faire la guerre; mais, en cas d'invasion ou de troubles intestins, le roi pourra, d'accord avec le sénat, prendre les mesures nécessaires pour repousser la force par la force, sans attendre la réunion des états, qui néanmoins devront être convoqués sans délai.

Le roi pourra battre monnaie; mais le titre en sera réglé par les états.

Le roi ne pourra, en aucun cas, sortir du royaume sans le consentement des états.

En cas de vacance d'une place au sénat, les états nommeront trois candidats natifs de la Suède, entre lesquels Sa Majesté sera tenue de désigner le titulaire.

Pendant une absence ou une maladie du roi, le sénat signera tous les actes publics.

Tous les officiers supérieurs militaires, depuis le le grade de feld-maréchal jusqu'à celui de colonel inclusivement, seront nommés par le roi.

Les états assemblés en diète rendront justice à toutes personnes lésées par les règlements et décisions du sénat.

Les anciens priviléges du sénat seront à jamais inviolables; mais aucun nouveau privilége concernant un ordre en particulier ne sera valable qu'avec le consentement de tous.

A ces articles, on ajouta en 1723 les suivants :

Le roi, d'accord avec le sénat, peut convoquer les états avant l'expiration des trois années.

En cas de mort, d'absence ou de maladie du roi, le sénat en corps peut convoquer les états, ce qu'il peut aussi faire si le bien-être du pays et la liberté des états se trouvaient compromis.

Si dans un des cas prévus, le roi ni le sénat ne convoquent les états dans le temps prescrit, lesdits états déclareront nul tout ce qui aura été fait tant dans l'intérieur qu'au dehors. Avis en sera donné par le gouverneur de Stockholm et par ceux des différentes provinces, afin que les états puissent s'assembler, de leur propre chef, en temps et au lieu convenables.

Quand le trône sera vacant, les états, convoqués ou non, s'assembleront à Stockholm, trente jours après la mort du roi, et procéderont à une nouvelle élection.

[illegible]

[illegible] prête-
[illegible] et de
[illegible] la
[illegible]

compromis, la chose devra être décidée par le vote unanime de tous les ordres (1).

Il serait difficile d'imaginer une constitution plus favorable à l'intempérance oligarchique. Avec quelques priviléges de moins, la royauté disparaissait entièrement, et une révolution était nécessaire par le triomphe de l'un des partis sur l'autre; mais dans l'état des choses, le souverain ne pouvait que suspendre une crise salutaire et perpétuer le désordre. La Suède n'avait plus foi dans ses ressources; elle frappait de déconsidération jusqu'au courage national devenu l'instrument des intérêts étrangers. Une réaction monarchique, appuyée sur la petite noblesse et les ordres inférieurs, pouvait seule sauver le pays.

Ce fut en 1738 que les deux partis dominants reçurent les désignations de bonnets et de chapeaux. Le sens de ces qualifications a échappé à presque tous les historiens; parce qu'ils ont pris l'accessoire pour le fond, le signe pour l'idée; enfin parce que les deux partis n'avaient pas de drapeau distinct, tant qu'ils ne différèrent entre eux que sur les moyens de rendre la Suède heureuse et forte. L'époque des chapeaux et des bonnets indique déjà la dégénérescence de l'esprit des partis, le temps où

(1) Cours du Nord. Sheridan, Histoire de la révolution de 1772.

la corruption avait remplacé l'influence des alliances formées dans un but légitime et politique.

Primitivement, comme nous l'avons dit, le parti désigné depuis sous le nom de *bonnets* représentait la vieille Suède : il affectait en conséquence de conserver les formes extérieures et les anciens usages. Les partisans de ce système, que leurs adversaires qualifiaient de *rétrogrades*, portaient le *bonnet*, coiffure nationale, et qu'indiquait la nature même du climat. Le parti opposé prit le nom de chapeaux, parce que les officiers suédois au service de la France avaient, comme le firent bientôt leurs adhérents, adopté la coiffure française au dix-huitième siècle.

On voit que ces distinctions, quelque futiles qu'elles paraissent d'abord, n'en représentaient pas moins des intérêts tout aussi importants que ceux qui distinguent les partis de nos jours.

Les intrigues des partis ne se bornaient pas à des questions d'alliance; elles se compliquaient, en raison des événements, embrassant des questions de dynastie, et tendant à restreindre où à augmenter la prérogative royale. Dans cette longue lutte, où les partis changeaient quelquefois de rôle, les chefs abusèrent souvent de leur influence momentanée pour devenir victimes à leur tour lorsque

leurs adversaires obtenaient l'avantage. Le supplice, les destitutions, marquaient l'avénement du parti vainqueur : de là des haines héréditaires entre quelques grandes familles de Suède, et que les révolutions subséquentes n'ont pas entièrement effacées.

Le détail de toutes les intrigues dont un intérêt étroit était la base exigerait des développements que ne comporte point le cadre restreint de cet ouvrage : après avoir caractérisé l'esprit des partis, nous nous bornerons à une récapitulation rapide des principaux résultats ; on pourra se convaincre que la réduction territoriale de la Suède, et en même temps le discrédit de sa politique dans les rapports européens, ont suivi la progression des influences protectrices. On remarquera aussi que la France n'a profité que momentanément du concours suédois, tandis que la Russie et la Prusse, parce qu'elles eurent constamment leur système propre, et que leur position géographique les mettait en contact immédiat avec les provinces contestées, finirent par attirer à elles tous les bénéfices du conflit. Le plus puissant de ces deux États, la Russie, grandit dans la mesure de ses moyens d'action, et assura ainsi sa prépondérance. Dans la guerre, elle étendit ses frontières ; en temps de

paix, elle consolida ses conquêtes et prépara les moyens de les reculer encore : un empire plus faible que ses voisins réunis, mais plus fort que chacun d'eux, quand les rivalités sorties d'une longue existence politique divisent ces derniers, s'il procède avec patience et suite, doit finir par tout absorber.

Dans la diète de 1726 à 1727, les partis étaient déjà si animés, que l'on condamna à mort le comte Maurice Wellingk, pour violation de la constitution et de son serment de sénateur. Il n'était pas plus coupable que les autres, mais il fallait une victime aux partisans de Horn. Cette sentence fut commuée en une détention perpétuelle; le vieillard mourut comme on le conduisait en prison. Jusqu'en 1731, la Suède jouit de quelque repos, le commerce reprit de la vigueur; les arts, les sciences et les lettres jetèrent un éclat qui annonçait un siècle poli. Cependant les intrigues politiques naissaient de la nature même des choses : Horn et ses partisans voulaient établir l'hérédité de la couronne dans la famille de Hesse-Cassel; un autre parti, celui de Gyllenborg, appuyait les prétentions des princes de Holstein. Gyllenborg, dont la reine contrariait les plans, parvint à mettre la désunion entre elle et son époux, en inspirant à Frédéric une vive pas-

sion pour mademoiselle de Taube, que le prince épousa de la main gauche.

Les affaires de Pologne, à la mort d'Auguste II, imprimèrent une nouvelle activité à la politique de la France, et réagirent sur les partis en Suède. Horn, ennemi de la guerre, était appuyé par l'Angleterre et la Russie; dès lors, Gyllenborg se jeta dans le parti de la France. Mais le cabinet de Versailles tenait plus à l'alliance de la Russie qu'à ses engagements avec les états de Suède; le pays se trouva donc réduit à ses propres ressources, en présence d'un ennemi formidable, et dont les forces avaient triomphé des armées de Charles XII, et cela à une époque où il y avait de l'unité et du dévouement dans la nation. Le major général Löwenhaupt passa dans le parti de Gyllenborg, que soutenait aussi le comte Tessin. En 1738, le parti français l'emporta définitivement; Tessin fut nommé maréchal de la diète; l'alliance française fut conclue pour dix ans: Horn se vit obligé de déposer ses fonctions, ses principaux adhérents furent dépouillés de leurs dignités. Les rivalités politiques prenaient de plus en plus le caractère d'une guerre civile, et elles rappelèrent plus d'une fois les diètes du champ de Wola. C'est à cette époque qu'eut lieu l'assassinat du major Sinclair, qui se rendait à

Constantinople pour exciter le divan contre la Russie. Les préparatifs de la guerre se firent avec une ostentation à laquelle la faiblesse des résultats donnait un caractère puéril. Les Russes triomphèrent de ces troupes mal dirigées et mal payées; sur vingt-cinq mille hommes qui avaient quitté les rivages de la Suède, à peine en restait-il trois mille en état de porter les armes. Toute la Finlande dut prêter serment de fidélité à l'impératrice.

A la diète de 1743, un grand changement s'était opéré; le parti français avait à répondre des suites d'une guerre désastreuse; le peuple, las de sacrifices, voulait la paix. Les partisans de la Russie prirent le dessus; on résolut d'élire un prince agréable à cette puissance, et le choix des états tomba sur le duc de Holstein, qui déclina cette offre. A cette nouvelle, les députés des paysans se déclarèrent pour le prince royal de Danemark; les Dalécarliens se révoltèrent et poussèrent jusqu'à Stockholm; l'insurrection menaçait de devenir sérieuse, lorsqu'on apprit que la Russie consentait à la paix (1), et à la restitution d'une partie de ses conquêtes en Finlande, si les Suédois choisissaient pour prince

(1) Traité d'Abo.

royal Adolphe-Frédéric, évêque de Lubeck. Cette élection eut lieu, et le triomphe du parti russe s'annonça par le supplice de Buddenbrok et de Löwenhaupt.

Le Danemark regardait avec raison l'élection de l'évêque de Lubeck comme une insulte au prince royal, élu précédemment par le vote de trois états. En conséquence, il se prépara à attaquer la Suède par la Scanie et le Bohuslän. La Russie, qui venait d'imposer un roi à la Suède, fut encore suppliée de la protéger; mais bientôt Adolphe-Frédéric se tourna du côté de la cour de Berlin, et demanda en mariage Louise-Ulrique, sœur de Frédéric II; de son côté, le vieux roi, instruit par l'expérience, se rattacha au parti russe. Louise-Ulrique était une princesse d'un grand caractère et d'un esprit cultivé. Les intérêts de la Prusse, alors en guerre avec la Russie, la déterminèrent naturellement à user de l'influence qu'elle avait sur l'esprit de son époux, pour le décider en faveur de l'alliance française. La naissance du prince Gustave la rendit plus chère encore à la nation, et l'habileté du comte de Tessin la seconda puissamment dans ses projets.

A la mort de Frédéric, en 1751, la Suède avait remplacé l'alliance de la Russie par celle de la

Prusse; mais la reine, que le parti des chapeaux avait flattée du rétablissement des prérogatives royales, s'était enfin aperçue que ses conseillers ne travaillaient que pour leur propre compte. Dans les dernières années de Frédéric, la cour s'était donc rapprochée des bonnets. En montant sur le trône, Adolphe-Frédéric s'appliqua à donner plus de consistance au parti de la cour, et à diminuer l'influence de la noblesse. La diète de 1755 dessina nettement les prétentions des partis; le comte de Tessin futnommé maréchal. D'une part, le parti de la cour reprochait au sénat d'introduire le désordre par une vénalité honteuse; de l'autre, on accusait le prince, et surtout la reine, de nourrir des projets liberticides, et d'aspirer à l'établissement d'une monarchie semblable à celle que Frédéric III avait fondée en Danemark. Les ennemis de la reine l'accusaient de ce qu'elle affectait de montrer des sentiments antisuédois, et ne négligeaient aucune occasion d'exercer sur sa conduite un contrôle blessant. C'est ainsi qu'on la contraignit à renvoyer le poëte Dalin, sous-gouverneur du jeune Gustave, et qu'on l'obligea à représenter les diamants de la couronne, dont elle avait engagé une partie à Hambourg pour solder ses partisans. En 1756, on découvrit un complot formé par la reine pour détruire, au

profit de la couronne, les priviléges de l'aristocratie. Il paraît que le peuple était favorable à ce changement; mais le sénat, averti à temps, se vengea de la cour sur les chefs de l'entreprise. Le comte Brahe, le baron Horn, et quelques autres officiers furent décapités; Wrangel et Hârd échappèrent au supplice par la fuite; une cinquantaine de conjurés furent condamnés au bannissement, à l'exposition, à la prison et à l'amende. Quant à la reine, on se contenta de la faire admonester par le clergé. Bientôt après, cette malheureuse princesse se vit forcée de se déclarer contre son frère dans la guerre de sept ans. Cette campagne acheva de ruiner la Suède, et détruisit le dernier prestige de sa réputation militaire. En 1762, la paix fut signée avec la Prusse; mais le désordre des finances, et le triomphe alternatif des partis, sans aucun avantage pour le bien public, avaient mis la Suède dans une position presque désespérée. Le roi était bon, mais faible; la reine lui arracha cependant un acte de vigueur. Le sénat s'était refusé à la convocation des états, contre la volonté et le droit du monarque: Adolphe-Frédéric déclara son intention d'abdiquer, et s'obstina à ne rien signer tant que les états n'auraient pas été convoqués. Le sénat dut céder, et dix de ses membres furent destitués. Cette diète,

d'où il ne sortit que des mesures financières, presque aussi désastreuses que le mal lui-même, prouva seulement qu'on ne trouverait aucun remède dans la constitution. Les princes Gustave et Frédéric se rendirent à Paris, accompagnés du comte de Scheffer; là, l'héritier présomptif de la couronne se lia avec le duc d'Aiguillon, auquel la disgrâce du duc de Choiseul ouvrait la perspective du pouvoir. Il n'est point douteux que, dès cette époque, la cour n'ait songé à se ménager l'appui effectif de la France, pour se mettre en état de dominer à son tour les partis. De son côté, le cabinet de Versailles avait intérêt à donner plus de force au pouvoir royal en Suède : il avait fait à ses dépens l'expérience de tous les embarras attachés au système suivi jusqu'alors. Mais tout porte à croire que lorsque Gustave apprit la mort de son père, il ne quitta point la France avec l'intention arrêtée de faire un changement radical dans la constitution. Il espérait, à l'aide des subsides de Louis XV, se concilier les membres les plus influents des deux partis, et puisque la vénalité était indispensable, la faire tourner du moins à l'avantage de la couronne et de l'État. Les événements l'entraînèrent dans une direction contraire, et la nécessité lui fit opter pour un moyen extrême dont il accepta les avantages et le danger.

CHAPITRE XL.

Tandis que la cour de Danemark était livrée à des intrigues de palais, et que la Suède, déchue de son rang en Europe, semblait prendre à tâche de déshonorer la liberté par des excès, une femme d'un grand caractère s'asseyait au trône de toutes les Russies. Catherine avait à faire oublier la fin tragique de Pierre III; jeune encore, mais trop ambitieuse pour se donner un maître dans un époux, elle se crut assez habile et assez forte pour encourager et contenir à la fois le dévouement de ses favoris. L'empire venait d'être profondément ébranlé; les gardes qui avaient fait la révolution obéissaient en menaçant; le clergé s'attendait à une mesure réparatrice; la noblesse se promettait de grands avantages sous le règne d'une princesse qui avait constamment affecté de se rattacher aux usages nationaux; enfin, le peuple, toujours porté à plaindre ceux dont il a salué avec joie la chute, mesurait ses espérances à la grandeur de l'attentat qui avait mis le sceptre aux mains de Catherine II.

Si la guerre eût éclaté au dehors au milieu de

ces circonstances, la position de la Russie eût été critique; mais la Suède était sans force, la Pologne sans direction, et le grand Frédéric, qui avait chancelé sur son trône, paraissait plus désireux de l'alliance russe que disposé à recommencer une lutte douteuse.

Jusque-là Catherine n'avait fait preuve que de ruse et d'audace; il y avait tant de grandeur dans cette femme extraordinaire, qu'il fallait un trône pour montrer ce qu'elle était : elle racheta ses faiblesses par une conduite si ferme et si prudente, soit dans l'administration, soit dans les rapports avec ses voisins, alliés ou ennemis, qu'on oublie presque ce qu'il faut blâmer en elle, pour admirer et applaudir. On s'étonne de cette politique, aussi constante dans le but que variée dans les moyens, qui sait tirer le meilleur parti d'un avantage, et maîtriser la fortune dans ses retours les plus inattendus; on suit avec un intérêt mêlé de crainte cette mise en œuvre si intelligente de toutes les ressources d'un vaste empire, cette réalisation précoce des plans de Pierre le Grand, favorisée par un long règne et par le désaccord et l'ambition des cabinets de l'Europe; enfin tous ces hommes qui se succèdent dans les faveurs de Catherine, on ne les considère plus que comme les instruments d'une

volonté arrêtée et féconde, et dont les succès de boudoir s'effacent dès que la femme galante reprend le rôle de souveraine.

Catherine se montra clémente lorsque la rigueur cessa d'être nécessaire; le prince George, son oncle, eut l'administration du Holstein; elle ne se vengea de la maîtresse de son mari qu'en l'abandonnant à sa nullité; Panin fut nommé premier ministre, et Munich eut le commandement de la Livonie et de l'Esthonie. L'épuisement des finances ne lui permettant pas de persister dans les guerres ruineuses des règnes précédents, elle essaya de tirer de sa neutralité des avantages qu'elle n'aurait pas à acheter par de nouveaux sacrifices. S'il faut en croire Castéra, elle dit un jour à M. de Breteuil : « J'ai la plus belle armée du monde : l'argent me manque, il est vrai, mais j'en serai abondamment pourvue en peu d'années. Si je me laissais aller à mon penchant, j'aurais encore plus de goût pour la guerre que pour la paix; mais l'humanité, la justice et la raison me retiennent. Cependant je ne ferai pas comme l'impératrice Élisabeth; je ne me ferai pas pousser pour entreprendre la guerre, je la ferai quand elle me sera avantageuse, mais jamais par complaisance pour d'autres. « On ne pourrait, ajoutait-elle, la bien juger que dans cinq ans. Il lui

fallait au moins ce temps pour rétablir l'ordre dans son empire. Elle se conduisait, en attendant, avec tous les princes de l'Europe, comme une coquette habile.

La situation de l'Europe méritait en effet la plus sérieuse attention : les puissances de premier ordre, à l'exception de l'Angleterre, étaient épuisées d'hommes et d'argent; la Prusse, accrue de la Silésie, portait ombrage à l'Autriche; de tous côtés les pertes semblaient réclamer un dédommagement. La Pologne, jetée au milieu des prétentions rivales, était fatalement appelée à désintéresser des ennemis dont les forces se balançaient. Les Turcs n'avaient gardé de l'esprit de leurs institutions que ce qui devait en amener la décadence. Restés stationnaires, tandis que tout progressait autour d'eux, ils ne pouvaient plus se mesurer avec ces chrétiens dont ils méprisaient les arts et les connaissances militaires. Le Danemark attendait avec inquiétude le parti que prendrait Catherine dans la question du Holstein. La Perse et la Turquie, excitées par des rivalités de secte et de voisinage, s'affaiblissaient mutuellement. La Crimée n'était plus que l'ombre d'elle-même; enfin, de quelque côté que Catherine portât ses regards, elle ne voyait que des voisins hors d'état de l'attaquer, ou des rivaux moins

disposés à la combattre qu'à partager avec elle une proie facile.

La conquête de la Crimée et la domination russe en Pologne complétaient le vaste système politique indiqué par Pierre le Grand ; avec ces annexes, l'empire, appuyé à la mer Noire et à la Baltique, débordait sur l'Europe centrale, et les provinces conquises plus avancées en civilisation servaient de transition entre la Russie occidentale et la Russie asiatique. Les populations slaves répandues au sud-est serviraient de point d'appui contre les Turcs : la religion, le caractère remuant et cupide des Grecs, et le despotisme maladroit de la Porte amèneraient ou prépareraient ce résultat. Le plus difficile était de ménager les susceptibilités de l'Autriche et de la Prusse, dont les forces réunies auraient paralysé l'action de la Russie. La rivalité de ces deux puissances indiquait la marche à suivre ; il était d'une politique habile de se rapprocher d'abord de la Prusse comme plus disposée à s'agrandir, et parce que, dès les temps de Charles-Gustave, le grand électeur avait accueilli avec empressement le projet d'un démembrement de la Pologne. Catherine prévoyait que, lorsque la question serait mûre, Frédéric se tournerait de son côté, et qu'il ne resterait plus à l'Autriche qu'à tirer le meilleur

parti possible d'un état de choses auquel son isolement ne lui permettrait pas de mettre obstacle.

Un plan dont la réussite dépendait de tant de circonstances ne pouvait être tracé d'avance tel qu'il fut mis à exécution; mais toutes les éventualités étaient prévues, et la marche des événements, en y apportant les modifications nécessaires, sembla le compléter encore selon les conditions de l'intérêt russe.

Catherine commença par vider la question du Holstein; le Danemark céda, dans l'espoir que le duché ferait retour à la couronne.

Avant d'inquiéter l'Europe par des entreprises ambitieuses, elle s'efforça d'acquérir des droits à l'estime et à l'admiration : partout l'ordre se rétablissait : sociétés savantes, colléges, monuments publics, tout attestait l'étendue de son génie et le désir de rattacher à son nom tous les genres de gloire. Elle mit en œuvre, pour se faire des partisans parmi les écrivains les plus distingués de l'époque, la double séduction de l'éloge et des bienfaits. Elle favorisa le commerce, attira les étrangers, distribua des terres aux colons allemands; et si elle échoua dans la réforme des lois de l'empire, c'est que le peuple ne pouvait marcher aussi vite que l'eût désiré la souveraine. En effet,

le vieux parti moscovite s'obstinait à ne voir dans Catherine qu'une Allemande dont les réformes mêmes accusaient l'origine. Moscou était le centre de la résistance, elle y fit célébrer son sacre avec pompe; mais, malgré les faveurs qu'elle distribua, elle fut accueillie avec cette froideur, seul avertissement qu'un peuple esclave puisse donner à ses maîtres. Bientôt des démonstrations séditieuses succédèrent au mécontentement. Le bruit s'était répandu que Pierre III avait désigné Ivan pour son successeur; on s'intéressait aussi au sort du grand-duc Paul, dont les jours étaient, disait-on, menacés par l'ambition de sa mère. Catherine montra dans cette occasion qu'elle connaissait le peuple sur lequel elle était appelée à régner; elle adoucit le clergé par des faveurs, et découragea la sédition par des supplices: vingt-quatre officiers aux gardes furent jugés et condamnés; les plus coupables devaient être écartelés; Catherine leur fit grâce de la vie, mais ils se virent dégradés et souffletés de la main du bourreau. Il était temps de donner le change à l'attention publique par quelque grande entreprise dont la gloire rejaillirait sur la nation. Catherine débuta par l'occupation de la Courlande. Ce duché, qui venait d'échoir au prince Charles de Saxe, fils naturel d'Auguste, relevait politiquement de la Pologne

depuis l'exil de Bieren, tandis que ses revenus étaient perçus par des autorités russes, sous prétexte de certaines réclamations pécuniaires auxquelles Bieren n'avait pas satisfait. Quinze mille Russes s'établirent dans le duché, et Catherine envoya dans le duché Kayserling en qualité d'ambassadeur. Elle écrivit de sa main à Poniatowski : « J'envoie Kayserling en Pologne avec ordre de faire roi vous ou le prince Adam Czartoryski, votre cousin. » Auguste, avant de mourir, reçut l'injonction de rappeler le prince Charles qui céda le duché à Bieren.

La diète de 1762, en dessinant les partis, éclaira la Russie sur les mesures à prendre. Les Czartoryski, désespérant de faire couronner le prince Adam, appuyèrent le parti de Poniatowski ; à la faveur de cette concession, ils se flattaient de diriger les affaires, et de faire servir la protection de la Russie au remaniement de la constitution dans un sens monarchique. Brühl, ministre de Saxe, opposait à l'influence russe le prince Radziwil.

Une invasion franchement hostile aurait eu pour la Pologne des suites moins funestes que cette conspiration tacite de la Russie et de la Prusse contre tout ce qui aurait pu rendre à la république sa liberté d'action, précisément lorsque la nécessité d'une réforme dans la constitution frappait tous les

bons esprits. Jusqu'à cette époque, l'influence étrangère ne s'était mêlée aux intrigues qui accompagnaient toujours les diètes d'élection, que pour assurer le triomphe d'un parti sur l'autre; quel que fût le résultat de la lutte, l'élément national dominait les diverses combinaisons, et malgré le vice des institutions qui mettaient le sort de l'État à la discrétion des partis, le même privilége qui permettait d'arrêter une résolution paralysait les mesures qui eussent compromis les intérêts communs, de sorte que l'anarchie se corrigeait, pour ainsi dire, d'elle-même.

Le vice des institutions de la Pologne avait surtout pour effet d'user, sans aucun avantage pour la république, les forces vitales du pays, et d'arrêter tout progrès essentiel, tandis que les puissances voisines développaient rapidement et leurs ressources matérielles et leur système militaire et administratif. Le but de Catherine et de Frédéric était de rendre permanents les inconvénients qui n'avaient été jusque-là que momentanés; d'appuyer tantôt un parti, tantôt l'autre, pour habituer les esprits à regarder toute réussite impossible en dehors de leur protection; et cette domination morale une fois établie, de pousser le mécontentement des nobles jusqu'à la révolte, pour se ménager un

prétexte plausible de sévir. En attendant le dénoûment de ce grand drame, les troupes étrangères vivaient à discrétion sur le sol de la Pologne; les Prussiens surveillaient les Russes, et réciproquement, comme il arrive toujours dans les alliances dont un intérêt illégitime est le motif.

Sur les vives représentations de Frédéric, et malgré les prières de Poniatowski, Catherine venait de donner l'ordre à ses troupes de se retirer, lorsque Auguste, qui était encore roi de Pologne de nom, termina sa carrière. L'absence de compétiteurs étrangers prouva que tous les cabinets de l'Europe regardaient la question d'élection comme étant essentiellement russe. Le seul électeur de Saxe osa se mettre sur les rangs; le peu de succès de ses prétentions ne servit qu'à faire ressortir encore plus l'inégalité de la lutte.

Catherine répandait l'or et flattait habilement l'orgueil national en déclarant que le trône n'appartiendrait qu'à un Polonais. Les Czartoryski intriguèrent pour eux-mêmes, tout en épiant le choix de Catherine, et se réservant d'appuyer l'élection de Poniatowski, dès qu'il ne leur serait plus possible de la traverser, toujours dans l'espoir de réaliser leur vœu secret, la réforme monarchique de la constitution.

Les sympathies nationales désignaient au trône Branicki, indépendant par son caractère et sa fortune, et que recommandait en outre sa réputation militaire. Le primat avait de bonnes intentions, mais il savait plutôt éloigner les difficultés que les détruire. La reconnaissance l'attachait à Catherine, qui lui avait fait remettre 14,000 ducats, comme dédommagement des dépenses occasionnées sur ses terres par le séjour des troupes russes. Le parti de l'étranger et celui que soutenait l'intérêt national se balançaient mutuellement, toujours appuyés ou contenus par la politique, en apparence modératrice, qui conspirait leur ruine commune. L'ouverture des diétines fut fixée au mois de février 1764. La diète générale devait avoir lieu au mois de mai suivant. Kayserling, qui tenait le fil de toutes les intrigues, déclarait à ceux qui, comme le grand trésorier Wesel, voulaient abolir la royauté pour établir un gouvernement purement aristocratique, et aux partisans des Czartoryski, qui tendaient à fortifier la monarchie, que la Russie, d'accord avec la Prusse, ne permettrait aucuns changements organiques dans la constitution. Le parti le plus énergique, celui qui se portait pour Branicki, redoutait toute innovation qui s'introduirait sous la protection étrangère ; de sorte que Catherine, soit de fait, soit

en principe, appuyait ou contrecarrait en même temps les uns et les autres. En attendant, comme si elle n'eût fait que céder aux sollicitations des Czartoryski, elle faisait marcher soixante mille hommes sur les frontières. Sur ces entrefaites, le prince Repnin, neveu de Panin, fut envoyé à Varsovie. Dès lors la politique russe prit une allure plus décidée, et l'élection de Poniatowski fut regardée comme inévitable. Au milieu de toutes ces brigues, les cours étrangères restaient inactives. Kaunitz feignait de regarder comme impossible le choix de Poniatowski; la France couvrait son hésitation du même prétexte. En attendant, Mercy déclarait que le cabinet de Vienne s'opposerait au démembrement de la Pologne, et ne permettrait pas que l'on détachât de la république un seul village; mais son intention réelle était de montrer ce que pouvait l'Autriche dans une question qui intéressait à un si haut point sa politique; en un mot la mesure de sa résistance n'était que celle de ses prétentions. La mort de l'électeur de Saxe vint resserrer encore le cercle des combinaisons. A cette nouvelle, tous les ennemis du parti russe se rallièrent autour du grand général, et prirent la résolution de s'opposer par tous les moyens, et même par les armes, au choix de Poniatowski.

Si l'Autriche et la France, au lieu de se borner à des déclarations, eussent armé pour soutenir les droits de la Pologne, la Turquie, éclairée sur le danger de sa position, aurait suivi cet exemple, et le projet de Catherine eût échoué ou aurait été ajourné, soit que les Czartoryski dussent réussir dans leurs réformes constitutionnelles, soit que Branicki fût parvenu à rallier à lui les forces du parti national. Catherine et le roi de Prusse répondirent aux notes des cabinets de Versailles et de Vienne par un traité d'alliance. Ce fut sous l'influence de cette mesure significative que les diétines s'ouvrirent. Dans le district de Varsovie le parti russe eut l'avantage; partout ailleurs les patriotes triomphèrent. En Lithuanie, Massalski se fit nommer par surprise; mais Radziwil protesta à main armée contre ce résultat, et réduisit ses adversaires à recourir à la protection des Russes. Dans la Pologne prussienne, les manifestations sérieuses des opposants durent également céder à la force étrangère.

Plusieurs sénateurs protestèrent contre cette violence d'autant plus dangereuse qu'elle se présentait sous l'apparence d'un excès de zèle pour la conservation des anciennes formes républicaines.

Le 9 mai, jour fixé pour l'ouverture de la diète,

le maréchal s'avança au milieu de l'assemblée, où s'étaient rendus les seuls partisans des Czartoryski, et tenant renversé le bâton, signe de sa dignité, il déclara que la présence des troupes mettant obstacle à la liberté des délibérations, il arrêtait l'activité de la diète. Le parti du grand général fut contraint de se disperser; Radziwil se réfugia sur le territoire turc, et les Czartoryski, maîtres des délibérations de la diète, s'empressèrent d'introduire les réformes dont ils espéraient le salut de l'État. Toutes les grandes charges qui neutralisaient le pouvoir royal furent abolies, et on leur substitua des conseils placés sous la main du roi; on essaya même de remplacer l'unanimité par la pluralité des suffrages; mais Kayserling et Repnin s'y opposèrent. La province de Prusse fut privée de ses priviléges; on limita le nombre de ses députés, et par ces mesures on neutralisa sa résistance.

La diète s'était changée en une confédération dont le prince Auguste venait d'être nommé maréchal général, lorsque les ministres de Russie et de Prusse désignèrent au primat le prince Poniatowski comme le candidat de leurs cours.

Malgré les ennemis des Czartoryski et les efforts des patriotes qui pressentaient le sort futur de la Pologne, Poniatowski fut élu roi à l'unanimité;

mais sur quatre-vingt mille suffrages, quatre mille seulement témoignèrent que la diète, composée des partisans des Czartoryski, n'était qu'une faible minorité dans la nation.

Quelque temps avant que Catherine eût imposé un roi à la Pologne, moins pour se donner la satisfaction de couronner un ancien favori, que pour se ménager le prétexte spécieux d'intervenir comme protectrice dans la lutte qui se préparait, le prince Ivan terminait sa longue captivité par une fin tragique. Les circonstances de ce meurtre, la raison d'État qui motive, sans les justifier, les crimes des souverains, devaient faire planer de graves soupçons sur une princesse qui avait déjà sacrifié son époux à son ambition. Catherine bravait l'opinion publique, persuadée que la gloire de son règne l'absoudrait. Poniatowski était à peine monté sur le trône que déjà des commissaires russes dressaient la carte des provinces convoitées. La Russie se préparait à envahir une étendue de plus de deux cents lieues, depuis la Baltique jusqu'au Dniepr. En présence de ce danger, le nouveau roi, impatient de la tutelle des Czartoryski, cherchait à s'étourdir dans les plaisirs d'une cour dissolue; quelquefois, prévoyant que la condescendance qu'on exigeait de lui irait jusqu'à l'avilissement, il se tournait vers l'Autriche,

dans l'espoir d'obtenir la main d'une archiduchesse. Alors le roi de Prusse prenait un ton menaçant : « Je lui écraserai, disait-il, la tête avec sa couronne. »

Kayserling était mort ; Repnin n'était qu'un homme d'action : la politique à la fois profonde et déliée de Saldern lui vint en aide. Le nouveau ministre avait pour mission d'assouplir ou de briser toutes les résistances, de balancer l'influence du roi et des partis, et de ne prêter appui à la réforme constitutionnelle qu'autant que les avantages du changement seraient mis à la disposition de la Russie. Catherine, toujours hostile à la France, exigeait de la Pologne la ratification d'un traité d'alliance offensive et défensive, en vertu duquel la république lui fournirait au besoin un secours de cinquante mille hommes. La tournure des négociations avait donné l'éveil au cabinet de Versailles ; les agents français firent preuve d'habileté en mettant à jour les intentions de l'impératrice et de Frédéric ; mais il fallait plus que de l'habileté pour conjurer le danger.

La mesure qui devait faciliter toutes les autres était l'alliance du Nord : la Pologne, une fois consentante, se serait trouvée désormais irrévocablement enlacée dans la politique russe et prussienne :

d'une telle dépendance à un partage il n'y avait qu'un pas.

Cependant Saldern jugea à propos de soumettre les propositions de sa cour à la diète qui devait s'assembler ; et comme il ne pouvait espérer d'emporter à l'unanimité une question si blessante pour le sentiment national, il permit de perpétuer dans cette diète la confédération nationale, certain que les menaces et la corruption asserviraient au parti russe la pluralité des suffrages (1).

Il était important de sonder les dispositions de Frédéric ; Saldern se rendit à Berlin, mais il n'obtint de ce prince qu'une réponse évasive, quant à l'alliance du Nord : pour ce qui regardait la Pologne, le roi déclara qu'il agirait de concert avec la Russie.

Catherine ne se contentait point de contenir la résistance par un grand développement militaire ; elle faisait servir à ses vues les réclamations des dissidents, associant le triomphe de son ambition à celui de la tolérance ; elle s'appuyait même au besoin sur le sentiment national : c'est ainsi que, lorsque Poniatowski feignit de se rapprocher de ses

(1) Il ne faut point perdre de vue que dans les diètes les questions ne passaient qu'à l'unanimité, tandis que dans les confédérations la pluralité emportait la décision.

oncles pour ressaisir quelque popularité, Repnin se tourna du côté des patriotes, et les avertit de se tenir en garde contre les menées du roi, protestant que sa souveraine ne souffrirait pas qu'on violât l'ancienne constitution.

De toutes les réformes que méditaient encore les Czartoryski, celle qui devait garantir toutes les autres était la fixation des forces militaires de la république. De cette mesure dépendait réellement le salut de la constitution monarchique : il s'agissait de soustraire cette question à la décision unanime, pour en faire une simple question de majorité. L'opposition formelle des ministres russes prouva combien les prétendus protecteurs de la Pologne avaient intérêt à y perpétuer l'anarchie.

L'ouverture de la diète mit à nu la faiblesse de Poniatowski ; les nonces sur lesquels le roi comptait le plus rejetèrent la loi sur l'armée, de même que celles qui réglaient l'impôt, et qui substituaient la pluralité à l'unanimité des suffrages. L'ancien favori de Catherine s'évanouit sur son siége; plus tard il montra quelque fermeté, mais cette résistance tardive resta sans effet, parce qu'elle n'était ni dans sa position ni dans son caractère.

La discussion sur les réformes déjà opérées et

sur celles qu'on venait de repousser avait ébranlé, par la seule force de l'évidence, les préventions les plus opiniâtres; Frédéric et Catherine jugèrent qu'il était temps de détourner l'attention générale en soulevant la question des dissidents. On sait que la noblesse dissidente demandait l'égalité politique et la participation à tous les droits inhérents à la souveraineté. Comme les ennemis de la Pologne l'avaient prévu, le dissentiment religieux empêcha l'accord politique. Stanislas-Auguste crut faire preuve d'habileté en éludant les questions par des interprétations subtiles, où il se plaisait à faire briller son éloquence apprêtée et proliné : ainsi, lorsqu'on le pressait sur les empiétements récents de la couronne, ses partisans ramenaient la discussion à des points de croyance. Ce système équivoque irritait les républicains et les Russes, et les réunissait momentanément dans une opposition commune.

Cependant les menaces de la Russie et de la Prusse triomphèrent; le prince Auguste dut proposer lui-même à la diète l'abolition des lois sur l'impôt, sur l'armée et sur le *liberum veto;* on fit quelques concessions aux dissidents; d'un autre côté, les grandes charges de la république ne furent point rétablies, les quatre conseils laissèrent au roi une

grande influence dans l'administration, et la pluralité des suffrages fut maintenue dans les diétines des provinces, de sorte que le résultat semblait calculé pour perpétuer le désordre.

L'annonce d'une confédération générale mit de nouveau les partis en présence; le référendaire Podoski s'efforçait de renverser Poniatowski, et d'établir un pouvoir oligarchique sur les ruines de la monarchie : il espérait arriver à ce but, que semblait approuver Panin, par le concours d'une double ligue, l'une catholique, l'autre dissidente. Repnin disait tout haut que la confédération n'aurait qu'un rôle purement passif; les patriotes cherchaient à se faire illusion sur les intentions de Catherine dont les troupes inondaient les provinces polonaises, et comme pour donner le change à leurs appréhensions, ils faisaient dépendre de la chute du roi le salut de la république. Deux seuls partis restaient à prendre; mais l'un ou l'autre exigeait, pour réussir, un accord qui n'existait pas : le premier, et le plus sage, c'était d'accepter pleinement la protection de la tsarine, de la contenir en quelque sorte par sa propre magnanimité, sauf à se débarrasser plus tard de la tutelle moscovite; le second consistait à faire une large part au pouvoir monarchique, que le roi fût Poniatowski ou tout

autre; car les hommes passent et les bonnes lois restent : de cette manière, on eût pu tourner contre l'étranger toutes les forces nationales : mais il serait superflu de s'arrêter à des hypothèses seulement admissibles dans un autre ordre de faits : la Pologne ne pouvait sortir de la crise où elle s'agitait, par l'effet des mêmes vices organiques qui l'y avaient précipitée.

Radziwil venait d'être désigné par le cabinet de Pétersbourg comme le chef de la confédération; c'était un avertissement sérieux pour Poniatowski : Repnin lui montra soixante mille signatures, expression de la force du parti qui voulait sa déchéance; dès lors, désespérant de régner autrement que sous le bon plaisir de l'impératrice, et n'ayant pas assez de force d'âme pour rentrer dans la vie privée, il ne songea plus qu'aux moyens de capituler avec décence. Radziwil fut nommé maréchal de la confédération de Radom; mais à l'instant même où les républicains comptaient sur l'appui des Russes, Repnin faisait poursuivre tous ceux qui prenaient la liberté au sérieux; il déclarait que le seul moyen de ne point encourir la disgrâce de sa souveraine, c'était d'obéir au roi s'il revenait à une conduite plus sage, c'est-à-dire s'il consentait à agir conformément à la direction de la Russie : c'est ainsi que

Catherine neutralisait les unes par les autres toutes les influences qui lui faisaient obstacle, et qu'elle triomphait sans effort.

Dans la lutte de la Russie contre la Pologne, on trouve celle des deux principes extrêmes dans l'échelle des gouvernements : d'une part, l'autocratie avec ses vices de détails, mais compensés par la force et l'unité de vues qui font et assurent les conquêtes ; de l'autre, la liberté portée jusqu'à la licence, exaltant l'héroïsme individuel, sans profit pour la chose publique, et poursuivant le triomphe d'un intérêt ou d'un parti, dût cet intérêt ou ce parti s'abîmer plus tard dans la ruine commune.

Catherine avait l'ambition des grandes âmes ; elle voulait agrandir ses États et élever en même temps l'esprit de son peuple : en le montrant puissant, elle voulait encore qu'il parût digne de l'être. Mais elle avait un sens trop exquis pour ne pas voir que la politesse de sa cour, les monuments qui s'élevaient dans les deux capitales, et toutes les fondations utiles qui témoignaient de sa sollicitude, n'étaient que des emprunts à la civilisation européenne ; en un mot, que les mœurs de la vieille Russie protestaient contre les innovations qui émanaient de la volonté souveraine et non des éléments de la vie publique. Elle essaya donc d'agir

plus directement sur les mœurs par l'éducation de la génération nouvelle et par une réforme législative. Cette dernière tâche offrait surtout de grandes difficultés. La base du code russe était l'*Oulajénié* d'Alexis Mikhaélovitch, modifié par les changements que les réformes de Pierre le Grand avaient rendus nécessaires. La peine de mort avait été abolie par Élisabeth, en 1753, et réservée aux attentats de haute trahison et aux crimes de lèse-majesté, ce qui avait entièrement changé la jurisprudence criminelle. La condition du clergé, des colons, des populations récemment incorporées à l'empire, des peuplades tributaires, des étrangers qui, sans avoir les priviléges de la noblesse, ne pouvaient être confondus avec les serfs; enfin l'état des serfs eux-mêmes, tout indiquait la nécessité de coordonner, en les rattachant aux institutions russo-slaves les éléments divers que la seule force du despotisme tenait juxtaposés, sans leur donner la cohésion d'un état homogène.

« Catherine convoqua dans l'ancienne capitale une assemblée dont les députés représentaient toutes les provinces et même les peuplades tributaires.

« La variété de physionomies, de costumes, de langages, présentait un aspect bizarre, et celui qui

aurait ignoré le motif de cette réunion aurait eu de la peine à se figurer que ces hommes formaient un même corps de nation.

« L'état misérable de ces peuples, dit Rulhière, se faisait sentir dans l'instruction préliminaire qui leur était adressée, soit par les détails où l'impératrice se crut obligée de descendre pour ceux de ces législateurs qui ne savaient pas écrire, soit par l'ordre qu'elle donnait à ceux qui ne la comprendraient pas, de la relire qu'à ce qu'ils l'entendissent, mais surtout par les étranges récompenses promises à ceux qui auraient travaillé à ce grand ouvrage. Ils devaient, entre autres priviléges, être pendant toute leur vie exempts de recevoir la question, à moins que ce ne fût sur un ordre même de l'impératrice. »

Catherine, placée dans une tribune d'où elle pouvait tout voir et tout entendre, sans que sa présence gênât la liberté de discussion, trouva tous ces députés plus disposés à applaudir qu'à délibérer. Les Samoyèdes eurent les honneurs de cette première séance; un d'eux, prenant la parole au nom de ses collègues : « Nous sommes, dit-il, simples et justes. Nous faisons paisiblement paître nos rennes. Nous n'avons pas besoin d'un code nouveau; mais faites pour les Russes, nos voisins, et pour les

gouverneurs que vous nous envoyez, des lois qui répriment leurs brigandages. » Quand il fut question d'améliorer le sort des paysans, on prononça le mot d'affranchissement; ce mot, destiné à avoir de l'écho dans les salons d'Europe, en trouva dans les campagnes : mais les seigneurs, qui ne voyaient dans cette mesure qu'une atteinte portée à leurs priviléges, sans aucune compensation immédiate, prononcèrent des menaces contre quiconque délibèrerait sur ce sujet : l'impossibilité ou plutôt l'inopportunité d'une tentative, que l'ignorance des serfs et l'intérêt de leurs maîtres rendaient inexécutable, fit abandonner tous ces projets de réforme : les innovations radicales résistent rarement à l'épreuve de l'application.

L'assemblée, qui commençait à donner quelques inquiétudes à l'impératrice, fut dissoute, et l'on décerna à la souveraine les titres *de grande*, *de sage*, *de prudente* et de mère de la patrie. Elle répondit avec ce tact exquis qui la distinguait, « que si elle se rendait digne du premier, ce serait à la postérité à le lui donner; que la sagesse et la prudence étaient des dons du ciel dont elle le remerciait chaque jour, sans oser s'en attribuer le mérite; qu'enfin le titre de *mère de la patrie* était le plus précieux à ses yeux, le seul qu'elle pût accepter, et

qu'elle le regardait comme la plus douce, la plus glorieuse récompense de ses travaux et de ses sollicitudes pour un peuple qu'elle chérissait. » En commémoration de cette réunion, dont l'effet ne fut pas perdu pour Catherine, elle fit présent à chacun des députés d'une médaille d'or. La plupart d'entre eux étaient si peu en état d'apprécier la valeur honorifique de ce don, qu'ils n'y virent que celle du métal, et pour les réduire à leur valeur intrinsèque, ils vendirent ces médailles aux orfèvres de Moscou (1). »

Catherine eut le bon esprit d'abandonner des réformes prématurées pour s'occuper des améliorations possibles. Son congrès législatif fut remplacé par une commission permanente dont l'emploi resta longtemps borné à un classement méthodique de renseignements. Elle répartit le sénat et les grands tribunaux en sections spéciales ; le cercle des juridictions fut simplifié ; elle établit des cours de conciliation dont les attributions étaient analogues à celles de nos juges de paix ; elle eut soin que la peine infligée aux prisonniers et aux détenus ne fût point aggravée par un traitement rigoureux et par des délais illégaux ; enfin, pour ôter aux juges tout pré-

(1) Voyez notre Histoire de Russie, au règne de Catherine II.

texte de vénalité, elle augmenta leurs émoluments, et fixa le temps après lequel ils auraient droit à une pension de retraite.

Sa clémence, aussi bien que sa sévérité, était d'une souveraine. Un individu, nommé Tchéglokof, fut arrêté à l'instant même où il s'apprêtait à l'assassiner; elle voulut le voir, et n'attribuant le dessein de cet homme qu'à une exaltation maladive, elle se contenta de l'exiler, et admit sa fille au nombre de ses demoiselles d'honneur.

L'éclat des arts, des sciences et des lettres ajoutait à la gloire de son règne; la découverte des îles Aléoutes ouvrait aux Russes un riche marché pour le commerce des fourrures; des savants parcouraient l'empire pour en signaler les ressources inconnues, et les préjugés de l'Europe tombaient devant les savantes explorations de Pallas.

Sans doute ce tableau a ses ombres; la même main qui distribuait avec mesure des encouragements aux travaux et aux services utiles prodiguait les trésors de l'empire à la cupidité des favoris; il est des natures exceptionnelles qui portent à l'excès les fautes comme les qualités : on dirait qu'elles craignent qu'on ne confonde leurs écarts avec des faiblesses ordinaires, sans songer que plus elles les

environnent de grandeur, plus elles les signalent au blâme universel.

Les affaires de la Pologne approchaient de leur dénoûment; Poniatowski ne voyait plus que par Repnin; les confédérés, déçus dans leur espoir, prenaient instinctivement le parti d'une résistance systématique à toutes les mesures du gouvernement: Repnin transporta de Radom à Varsovie le siége de la confédération. Radziwil, las du rôle qu'on lui faisait jouer, avait tenté de s'évader, mais les Russes le contraignirent à rester dans la capitale. La réunion préparatoire fut orageuse; la plupart des nonces repoussèrent courageusement toutes les propositions des créatures de Repnin; le nonce du pape se présenta dans l'assemblée, remit à Radziwil un bref du saint-père, et parla avec tant de force contre les dissidents, que tous les assistants jurèrent de mourir pour la défense de la religion. Le roi déclara qu'il accédait à la confédération dont le rôle était restreint à l'aeceptation pure et simple d'une constitution dictée par Catherine; et qu'après cette session où ne figureraient qu'un certain nombre de députés choisis dans le sénat et l'ordre équestre, auxquels s'adjoindraient les députés des dissidents et des populations grecques, la diète aurait à ratifier ces dispositions,

en s'abstenant du droit d'examen et de discussion.

L'évêque de Kaminiec, Krassinski, avait informé le divan de tout ce qui se passait en Pologne; son plan était de former une confédération armée sous la protection de la Turquie, et de rejeter les troupes russes hors des frontières. Ce projet, quoique tenu secret, parvint à la connaissance du roi qui en avertit Repnin. Krassinski s'était prudemment éloigné, mais les évêques de Cracovie et de Kiovie, ainsi que les deux Rzéwuski, furent enlevés et transportés en Sibérie. Les républicains croyaient qu'il ne leur restait plus qu'à se résigner. Repnin avait reçu l'ordre de sa cour de presser par tous les moyens la décision des points importants, et de se montrer facile sur le reste. La cause de cette précipitation était l'attitude menaçante que venait de prendre la Turquie, sur les représentations de l'évêque de Kaminiec et des agents français. Le cabinet de Pétersbourg, pris à l'improviste, avait donné l'assurance que les troupes russes évacueraient prochainement la Pologne; c'était l'instant qu'attendait Krassinski; mais le zèle d'un de ses agents compromit le projet qui, pour réussir, demandait non moins de patience et de sang-froid que de courage. Poulawski excita prématurément la rébellion dans

les provinces méridionales, et renouvela la confédération de Radom; quelques succès faciles éblouirent les patriotes; on se confédéra partout où des réunions étaient possibles: dans les engagements peu sérieux, les Polonais avaient souvent l'avantage; mais à peine étaient-ils parvenus à rallier en un corps quelques bandes éparses, qu'ils perdaient dans une seule affaire tout le fruit de leurs succès partiels.

Les Russes, maîtres de Varsovie, emportèrent successivement Barr, Berdytchof, Cracovie, et dispersèrent les confédérés lithuaniens. Les affaires des patriotes étaient désespérées, lorsqu'on apprit que le divan venait de déclarer la guerre à la Russie. Par un retour subit, les Polonais virent leur salut dans l'intervention active des Ottomans; et cependant, qu'importaient à ces derniers l'organisation intérieure de la Pologne, la limitation de la prérogative royale et la question des dissidents? Ils n'avaient avec les confédérés qu'un seul intérêt commun, celui d'arrêter les empiétements de la Russie; si les Turcs eussent triomphé des généraux de Catherine, ils n'auraient guère mieux traité leurs alliés que leurs ennemis, et il est probable que les Polonais se seraient vus réduits à prendre les armes contre leurs prétendus auxiliaires: quand une nation

est hors d'état de se défendre par elle-même, elle ne peut que changer de servitude.

Les provinces méridionales, menacées par les Tatares et les Turcs, furent promptement mises en état de défense, et Catherine, loin d'abandonner ses projets sur la Pologne, jugea qu'il était temps de les compléter par le soulèvement de la Grèce et la conquête de la Crimée. En attendant, elle exigeait que Poniatowski armât les forces disponibles de la république contre les confédérés et les Turcs. Sur le refus de ce prince, elle l'abandonna à lui-même.

Au printemps de 1769, deux armées russes se portèrent l'une en Moldavie, l'autre sur l'Ukraine.

Devant les grands résultats de cette campagne, le rôle des patriotes polonais devient secondaire ; en même temps que l'on admire le courage de quelques chefs, on est forcé de reconnaître que le dévouement de la noblesse n'était qu'exceptionnel ; mais la grandeur du but prêtait un caractère imposant à une résistance si inégale.

« Trois cent mille Turcs s'avançaient vers la Moldavie : le grand vizir ne regardait la délivrance de la Pologne que comme un point accessoire ; il s'emportait en invectives contre les confédérés, et annonçait l'intention de ruiner le pays, lorsqu'il

aurait battu les Russes. On eut beaucoup de peine à le ramener à des résolutions moins extrêmes. Enfin il fut décidé qu'une armée de Turcs et de Tatares, conduite par le khan, se porterait sur le Dniepr, pour attaquer le territoire russe, tandis que les confédérés, soutenus par une autre armée, entreraient en Pologne : le grand vizir devait occuper Bender pour être à portée d'appuyer ce double mouvement. L'entrée des Russes en Moldavie déconcerta toutes ces mesures.

Le pacha de Romélie ne parut devant les Russes que pour se faire battre ; tout était perdu sans Potocki, qui parvint à faire entrer un secours considérable dans Khoczim. De nouveaux renforts arrivèrent aux Turcs ; l'armée russe repassa le Dniestr dans le plus bel ordre, replia son pont, et s'enfonça dans la Pologne, refoulant quelques partisans confédérés qui s'étaient aventurés à sa poursuite, et que la retraite des Turcs mettait dans la position la plus critique.

Le sultan se vengea sur ses généraux du mauvais succès de leurs armes ; Moldavangi prit le commandement de l'armée turque ; il passa le fleuve et attaqua les retranchements des Russes. Ces derniers ne se maintenaient qu'avec les plus grands efforts contre un ennemi bien supérieur en nombre, lors-

que Galitzin reçut de Pétersbourg l'ordre qui lui signifiait son rappel. Catherine n'était pas sans inquiétude; les confédérés se livraient à l'espoir, et Poniatowski se tenait prêt à fuir de sa capitale.

Le grand vizir venait d'entrer en Pologne, et le feu était ouvert sur toute la ligne du camp russe, lorsque les grandes eaux firent rompre le pont. Une partie de l'armée turque repassa le fleuve en désordre; l'arrière-garde, qui n'avait pas eu le temps d'opérer sa retraite, mit bas les armes. Cette panique décida du sort de la campagne; la garnison de Khoczim abandonna la place, et les Russes pénétrèrent sans obstacles dans la Moldavie et la Valachie. Yassi et Boukharest eurent le sort de Khoczim.

La malheureuse Pologne se consumait d'elle-même avec son fantôme de roi et son simulacre de confédération; telle était son illusion, qu'elle s'occupait des bases d'une constitution nouvelle, quand il s'agissait avant tout de son existence.

On a vu qu'au plan du démembrement de la Pologne, encouragé par Frédéric, et toléré par Kaunitz, sauf un dédommagement convenable, se liaient en outre, pour la Russie, l'invasion de la Crimée, et le soulèvement des Grecs contre la Turquie. Un aventurier, nommé Stéphano, qui se faisait passer pour Pierre III, avait soulevé les Monté-

négrins. Des agents russes prodiguaient l'or et les promesses pour s'attacher les personnages les plus influents ; le sentiment religieux et la haine contre le joug turc suffisaient pour porter à la révolte un peuple naturellement exalté et remuant. Deux frères du favori, Alexis et Théodore Orlof, furent désignés pour diriger l'insurrection. Leurs émissaires se répandirent dans le Péloponèse : ils distribuaient au peuple un livre d'instruction militaire, aux évêques de riches habillements d'église, et aux chefs des médailles d'or à l'effigie de Catherine.

Après quelques alternatives de succès et de revers, la flotte russe brûla celle des Turcs, dans le combat mémorable de Tchesmé.

Depuis la mort de Crim-Ghireï, la presqu'île taurique semblait s'offrir d'elle-même aux envahissements d'une puissance qui employait avec un égal succès la force des armes et les ressorts d'une politique consommée. L'esprit des Tatares avait bien dégénéré; ils étaient passés insensiblement de la vie nomade à la vie agricole, depuis que le système des armées permanentes mettait leurs voisins en mesure de repousser leurs invasions. Le sultan, comme chef des croyants, exerçait sur eux une souveraineté nominale ; on lui reconnaissait le droit de désigner le khan qui devait descendre du célèbre

Genghis, mais dont le pouvoir était limité par celui des mirzas et des séraskirs. L'activité guerrière de la horde s'était réfugiée dans des querelles de partis et de familles; la révolte, qui avait assuré une élection, la rendait précaire. Les traités n'avaient pas été moins funestes aux Tatares que la guerre elle-même: le morcellement de la Circassie, et l'absence d'une délimitation précise de leurs frontières, après la paix de Belgrade, avaient permis aux Russes d'envelopper la presqu'île dans un réseau d'obstacles naturels et de forteresses. Vainement les khans avaient représenté à la Porte tout le danger de ces empiétements successifs; ils s'étonnaient, disaient-ils, que le sabre du prince des croyants se fût changé en plume; mais le changement fréquent des ministres, et les intrigues de la diplomatie, paralysaient presque toujours les dispositions belliqueuses des sultans qui, d'ailleurs, avaient eu trop souvent la preuve que les conseils de leurs alliés étaient loin d'être désintéressés.

Nous avons vu que deux armées russes s'avançaient simultanément, l'une dans la Moldavie proprement dite, la seconde dans la Bessarabie. Panin, frère du ministre, commandait cette dernière; elle devait masquer Oczakof et faire le siége de Bender; la difficulté des transports, les maladies et les pri-

vations lui causèrent plus de pertes que le fer de l'ennemi. Bender opposa une courageuse résistance, et ne se rendit qu'après un assaut meurtrier, et lorsque les victoires de Roumianzof eurent décidé du sort de la campagne. Ce général commandait l'armée du Danube. Temporiseur et circonspect dans ses opérations, mais actif et résolu dès que son plan était arrêté, il se plaisait à stimuler le zèle des Russes en rehaussant à leurs yeux le mérite des étrangers qui servaient sous ses ordres, ce qui ne l'empêchait pas de traiter ces derniers avec une hauteur blessante. Il s'était formé au commandement dans les dernières guerres contre la Prusse; et il redoutait moins les Turcs que les obstacles de tout genre que lui opposaient des contrées insalubres et dévastées. Il devait défendre le passage du fleuve, que cent cinquante mille Turcs s'apprêtaient à franchir. Enveloppé par cinquante mille Tatares qui voltigeaient sur ses flancs, en menaçant de couper ses communications avec Panin et la Pologne, il avait essuyé et réparé un échec, lorsqu'il apprit que toute l'armée ennemie venait de passer le Danube; il n'avait plus avec lui que dix-sept mille hommes. Pierre, dans un danger semblable, capitula : Roumianzof osa combattre (1). Avec ses

(1) Histoire de Russie. Univers.

Russes exténués, il marche aux Turcs, mais il les trouve retranchés et prêts à le recevoir. L'artillerie de Roumianzof décida de cette journée où l'on vit fuir une armée dix fois plus nombreuse que celle du vainqueur : la déroute des Turcs entraîna celle des Tatares, qui acceptèrent les conditions de Panin. On leur promit la conservation de leurs anciens priviléges sous la protection de l'impératrice ; ceux qui le voulurent, purent se transporter en Ukraine. Panin, après avoir mis garnison dans les ruines de Bender, fit passer le reste de son armée dans la nouvelle Servie. La Pologne était séparée du territoire Turc ; le plan de Catherine allait s'accomplir.

Tandis que les Russes triomphaient sur le Danube, et qu'Alexis Orlof, après avoir essuyé un échec devant Lemnos, s'emparait de quelques îles voisines de Paros, les confédérés s'efforçaient de mettre plus d'ensemble dans leurs opérations : Krassinski et Potocki servaient leur cause en combattant avec les Turcs ; Pac et le conseil dirigeaient la résistance à l'intérieur. La confédération s'était éloignée de Teschen pour se porter sur les frontières de la Hongrie ; les chefs ne pouvaient rien entreprendre de considérable : à des avantages d'escarmouches succédait presque toujours

la perte d'une bataille. L'agent français Dumouriez faisait de vains efforts pour relever une cause perdue; le cabinet de Vienne se retranchait dans une bienveillante réserve : la Pologne, réduite à ses propres ressources, ne pouvait opposer aux Russes que quelques milliers de soldats. Casimir Pulawski se distingua dans cette lutte inégale; il surprit Cracovie, enleva les postes russes, pénétra dans le faubourg, et incorpora dans sa petite armée un régiment de cavalerie polonaise et celui des gardes de la couronne. A la nouvelle que les Russes se portaient en forces sur Cracovie, il dissémina ses troupes et pénétra par surprise dans la place de Czenstokow.

Un nouveau fléau vint se joindre à celui de la guerre : les Russes qui avaient fait le siége de Bender en avaient apporté la peste. Les puissances voisines saisirent ce prétexte pour cerner les provinces insurgées par un cordon sanitaire. Ce fut au milieu de ces circonstances désastreuses que trois confédérés parvinrent à remettre au roi l'ordre de comparaître devant le conseil, et la délibération de la vacance du trône; mais il était plus aisé de lancer un manifeste que d'en assurer l'exécution.

La résistance de Czenstokow, et quelques succès

partiels dans la grande Pologne, à Cracovie et en Lithuanie, ranimèrent l'espoir des confédérés. A Landskrone, ils eurent la gloire de repousser Souvorof; mais l'Europe restait impassible devant l'héroïsme d'une poignée de républicains, d'un côté par crainte et par impuissance, de l'autre par ambition et par calcul. Déjà les cabinets de Pétersbourg et de Vienne se rapprochaient, et la Prusse, impatiente de formuler ses prétentions, sollicitait Catherine, par l'organe du prince Henri, de consommer l'acte dès longtemps préparé du premier démembrement.

Souvorof battait l'un après l'autre les chefs confédérés, tandis que le ministre russe Saldern familiarisait les esprits avec l'idée d'un partage; Cathèrine jugea qu'il était temps de tracer avec son sceptre la part qui devait compenser tant de sacrifices. Les finances de son empire étaient obérées; la guerre de Turquie et de Pologne lui avait coûté le tiers de ses armées; enfin la peste sévissait dans les provinces méridionales et du centre : dans la seule ville de Moscou elle enleva cinquante mille victimes. Malgré tant de causes d'affaiblissement, la guerre fut reprise avec vigueur. Roumiansof passa le Danube et découragea l'ennemi par une suite non interrompue de victoires; du côté de

l'Asie, Héraclius, prince géorgien, qui avait détrôné Alexandre, se joignit aux Russes, et défit complétement les pachas de Trébizonde, de Sinope et d'Erzeroum; enfin Dolgorouki pénétrait dans la Crimée, et les Russes marquaient l'emplacement de nouveaux ports sur l'Euxin.

Maîtresse de dicter des lois, Catherine consentait à donner la paix au sultan, aux conditions suivantes : la libre navigation de l'Euxin; le passage des Dardanelles pour les bâtiments de commerce; la cession d'Azof; le séquestre de la Moldavie et de la Valachie sous le protectorat russe pendant vingt-cinq années; enfin, une amnistie pleine et entière pour les Grecs qui s'étaient insurgés.

L'Autriche, non moins pour s'opposer à l'agrandissement de la Russie que pour montrer à Catherine qu'il serait imprudent de compter sans elle, s'était hâtée de conclure avec la Porte un traité (1) dont les stipulations furent annulées par les dispositions du partage.

Le ministre autrichien à Constantinople poussait à la guerre, tout en offrant la médiation de Marie-Thérèse. Par le traité du 6 juillet 1771, l'Autriche garantissait à la Porte la restitution de toutes

(1) 1771.

les provinces conquises par les Russes, et en même temps l'intégrité et l'indépendance de la Pologne. Catherine, informée de cette alliance, déclara qu'elle renonçait à l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie; l'Autriche alors se radoucit; il était facile de prévoir que l'accommodement entre ces deux puissances se ferait aux dépens de la Pologne. Les confédérés résistaient encore, mais l'audace même de leurs entreprises annonçait qu'ils n'espéraient plus réussir par les voies ordinaires. Un Polonais, nommé Srawinski, enleva le roi au milieu de sa capitale; Poniatowski parvint à s'échapper, et ce coup de main n'eut d'autre résultat que de fournir aux ministres de Catherine un motif spécieux pour sévir. Les auxiliaires français surprirent Cracovie, où ils ne purent se maintenir.

La Russie et la Prusse étaient depuis longtemps d'accord sur la nécessité d'un partage. Frédéric réclamait la possession du Thorn et de Dantzig, qui le rendait maître du cours inférieur de la Vistule; le cabinet de Pétersbourg s'opposait à cette prétention, sans en nier la convenance, mais en laissant entrevoir que les événements subséquents mettraient entre les mains du roi ces villes importantes. Ces arrangements étaient comme le prélude d'un partage ultérieur. Kaunitz, voyant les choses aussi avan-

cées, trouva plus commode d'étendre, sans coup férir, les limites autrichiennes, que de courir les chances d'une guerre ruineuse, sans perspective de dédommagement.

Le traité du premier partage fut signé à Pétersbourg (1) en même temps que s'ouvrait à Fokszani un congrès pour traiter de la paix entre les Russes et les Turcs; les conférences furent rompues parce qu'Orlof refusait d'accepter la médiation de l'Autriche et de la Prusse, mais peu de temps après on reprit les négociations qui amenèrent le traité de Kaïnardji.

Par le premier partage, l'Autriche s'appropriait toute la rive gauche de la Vistule, depuis les salines de Wilicza jusqu'à l'embouchure du Wiroz, la Russie Rouge, le palatinat de Beltz et une partie de la Wolhynie, environ deux mille cinq cents lieues carrées. La Russie en acquérait plus de trois mille, et se mettait en état de compléter le système important de ses frontières occidentales, depuis la Baltique jusqu'à l'Euxin. Frédéric se contenta de neuf cents lieues de territoire, c'est-à-dire de la Prusse polonaise et d'une partie de la Grande Pologne.

Il ne restait plus qu'à arracher à la diète de Var-

(1) Août 1773.

sovie une adhésion formelle à cette déchéance d'État; le ministre russe Stackelberg, qui avait remplacé Saldern, se chargea de cette tâche, que le concours des trois puissances copartageantes ne rendait que trop facile.

Les armes du nouveau sultan, Abd-el-Hemid, n'avaient pas été plus heureuses que celles de son frère : Roumianzof se couvrit de gloire, et forma, dans cette campagne, un des plus grands généraux des temps modernes, Souvorof. Il est curieux de remarquer que le génie de ces deux hommes triompha par l'emploi des moyens les plus opposés : Roumainzof poussa quelquefois la circonspection jusqu'au point de faire soupçonner son courage; mais une fois décidé à combattre, il joignait l'activité des mesures et l'à-propos des déterminations à une bravoure réfléchie et toujours maîtresse d'elle-même; en vain la fortune lui faisait des avances, il semblait dédaigner tout ce qui n'avait pas le caractère d'un succès définitif. Cette conduite, résultat non-seulement d'un système, mais de la nature même de son esprit, se trouvait justement celle qui convenait le mieux dans une guerre contre les Turcs, dont il importe surtout d'arrêter le premier élan. Souvorof, au contraire, avait profondément étudié le soldat russe; il comprit tout le parti qu'on pouvai-

tirer de sa patience et de sa force en échauffant ses qualités passives par une idée puissante; il s'appliqua dès lors à animer les masses qu'il commandait par le fanatisme religieux et par une confiance prestigieuse dans sa personne. Il affecta l'originalité pour forcer l'attention, assez confiant d'ailleurs dans son mérite réel pour ne pas rester au-dessous de l'opinion extraordinaire qu'on avait conçue de lui. Plein d'instruction et possédant les connaissances les plus variées, il semblait négliger ces avantages que quelques personnes pouvaient lui disputer, pour s'imposer un rôle bizarre dans lequel il se flattait à juste titre de rester inimitable. Quand Catherine s'était assez amusée de son originalité prétendue, elle l'avertissait qu'elle voulait parler raison, et, à cet ordre, l'entretien de Souvorof devenait celui d'un homme dans lequel l'expérience a mûri les qualités les plus heureuses de l'esprit. Nous le verrons, dans le cours de cette histoire, étonner par ses hardiesses stratégiques les meilleurs généraux de l'Europe, habituant les Russes à ne rien trouver d'impossible, et ne reculant point devant la cruauté pour ajouter encore par la terreur au prestige de son nom.

Le traité de Kaïnardji assurait de fait la puissance russe dans l'Orient; l'impératrice avait ob-

tenu la libre navigation de la mer Noire pour sa marine militaire, et des Dardanelles pour ses vaisseaux marchands; la cession de Kembrun, celle d'Azof et de son district; en Crimée, Jénikale et Kertsch, avec leur territoire jusqu'à la mer d'Azof; en Circassie, les deux Cabardies; enfin, l'indépendance des khans de Crimée, ce qui les plaçait nécessairement sous la protection moscovite (1).

Tandis que Catherine triomphait au sud et à l'occident de son empire, un simple paysan, Pougatchef, mettait sa puissance en péril. Après s'être fait de nombreux partisans en se donnant pour Pierre III, il lutta avec autant de bonheur que de courage contre les troupes envoyées pour détruire ses bandes; la paix avec la Turquie permit enfin à Catherine d'opposer à ce brigand une partie des forces réparties le long du Danube; Pougatchef fut défait en plusieurs rencontres, mais on ne s'empara de sa personne que par la trahison des siens. Cet homme extraordinaire semblait avoir juré la ruine des institutions de son pays, il faisait main basse sur les nobles, les employés et les soldats; quant aux paysans, il les incorporait à ses troupes et pré-

(1) Univers. Histoire de Russie.

tendait n'agir que pour leur rendre la liberté. Cependant, par une contradiction inexplicable, il prenait le titre de marquis, et distribuait des récompenses honorifiques à ses officiers, comme si la réforme des institutions eût pu s'opérer en retournant l'échelle sociale. Il montra une grande pusillanimité lorsqu'il se vit en présence des formes juridiques de cette civilisation qu'il avait prétendu refaire, et périt à Moscou de la main du bourreau. Le fleuve Yaïk, dont les bords avaient été le théâtre de cette insurrection, prit désormais le nom d'Oural, qui fut également appliqué à la ceinture des montagnes qui sépare la Russie d'Europe de la Sibérie.

Catherine jouissait tranquillement de ses triomphes ; pour assurer l'avenir de sa dynastie, elle fit venir à sa cour le landgrave de Hesse-Darmstadt avec ses trois filles, et donna pour épouse au grand-duc Paul la princesse Wilhelmine, qui, en changeant de religion, prit le nom de Nathalie Alexeïevna, mais elle ne survécut que peu de temps à son élévation.

C'est vers cette époque que l'on voit paraître sur la scène Potemkin, le plus habile des favoris de Catherine. Orlof l'avait écarté de la cour, mais l'impératrice força les deux rivaux à se souffrir

mutuellement, et sut balancer leur influence l'une par l'autre.

Comme tout se liait dans l'esprit de Catherine, elle ne s'agrandissait que pour s'affermir, et ne regardait sa puissance militaire que comme un moyen de travailler avec sécurité à l'amélioration des formes administratives, et à tout ce qui pouvait hâter le progrès moral de ses peuples.

L'organisation des tribunaux réclamait une prompte réforme ; de toutes les parties de l'empire les affaires et les procès affluaient dans les chancelleries du sénat, soit à Moscou, soit à Pétersbourg ; les circonscriptions administratives et judiciaires, dont quelques-unes surpassaient en étendue les plus vastes États de l'Europe, se trouvaient entravées dans leur action par des difficultés presque insurmontables, et qui se prêtaient d'une manière fâcheuse à la négligence et à la vénalité des juges. Elle institua des vice-royautés qui ne devaient comprendre que trois à quatre cent mille âmes, et les subdivisa en cercles, dont la juridiction s'étendait sur trente à quarante mille individus. Tout cercle eut un tribunal connaissant des affaires civiles et criminelles, et un autre de simple police, ressortissant l'un et l'autre de la cour suprême de justice. Un grand nombre de cours par-

ticulières se liaient à ce système, et embrassaient dans leur ensemble toutes les spécialités des cas prévus.

Les juges furent élus pour trois ans, parmi les nobles, et au choix de leurs pairs. Deux exceptions modifiaient ce mode d'élection : l'impératrice nommait à quelques emplois dans les hautes cours, tandis que, dans certains tribunaux de cercle, les juges étaient choisis parmi et par les paysans. Cette mesure était comme une promesse d'émancipation.

Il ne s'agissait pas uniquement de simplifier les ressorts de l'administration et de la justice ; les abus tenaient surtout aux institutions et à l'état moral du pays. La volonté de Catherine pouvait forcer les jeunes nobles à s'instruire, en n'accordant les faveurs et les emplois qu'au mérite ; mais la fusion des lumières avec les mœurs, expression d'une civilisation avancée, des oukases ne pouvaient la décréter. Dans un état où, à l'exception du souverain qui résume tous les pouvoirs, et du serf qui ne compte que comme richesse, chacun est à la fois au-dessus et au-dessous de quelqu'un ; comment appliquer ce principe, si fécond dans sa simplicité, l'égalité de tous devant la loi ? Il fallait encourager non-seulement les services publics, mais tous les

travaux qui élèvent l'âme par le sentiment du beau et de l'utile, et rehausser ainsi peu à peu la condition morale individuelle, de sorte que la liberté fût déjà dans les idées et dans les mœurs, avant de passer dans les institutions. C'est dans ce but que Catherine essaya un système d'élections municipales : toute ville qui possédait autour de son enceinte une certaine étendue de terres communales eut le droit d'élire ses administrateurs. Ces élections triennales se firent par les bourgeois dans les petites villes, et par certaines classes dans les grandes. Ce système ne fut d'abord appliqué que dans les gouvernements de Tver et de Smolensk, d'où il passa dans le reste de l'empire, à l'exception des provinces récemment conquises, qui avaient conservé les formes administratives dont elles jouissaient antérieurement à leur réunion.

Catherine s'occupait avec une égale sollicitude des intérêts du commerce et de l'industrie : en étudiant le système financier des grands États de l'Europe, elle vit que les nations les plus riches sont celles dont les ressources naturelles excèdent les besoins de la population ; elle comprit que la prospérité de l'Angleterre était factice, c'est-à-dire dépendante de l'état des autres puissances, et que cette prospérité tomberait, sinon par l'accord des

puissances tributaires de l'industrie anglaise, du moins à l'époque où les moyens d'exploitation devenant les mêmes pour tous, l'avantage resterait au sol le plus favorisé et le mieux peuplé. L'étendue immense de la Russie, l'heureuse distribution de ses fleuves navigables, la fertilité des provinces du sud et de l'ouest, le voisinage de la Perse, des Indes et de la Chine, tout montrait à Catherine dans un avenir peu éloigné, l'importance du rôle commercial que tant d'avantages assignaient à ce vaste empire. Ses peuples devaient longtemps encore rester tributaires de l'étranger pour des objets de luxe et d'une fabrication perfectionnée; mais les richesses véritables, celles qui tiennent au sol, les grains, le bétail, le fer, les bois de construction, mettaient la balance commerciale en faveur des Russes. La nature du sol et les facilités qu'offre le traînage activaient les communications à l'intérieur; la Baltique au nord, l'Euxin au sud, assuraient le développement des transactions maritimes; enfin les produits de la Chine, de la Perse et des Indes pénétraient à l'orient, et venaient s'échanger dans quelques villes d'entrepôt contre les richesses nationales et les produits manufacturés de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. C'est ainsi que, sous le rapport commercial comme sous

le rapport politique, la Russie exprimait la transition de l'Asie à l'Europe, et préparait la fusion générale des peuples.

L'influence de la Russie dans les affaires de l'Europe se révélait de plus en plus, et dans la proportion de ses avantages, et dans celle de ses moyens d'action. La mort de l'électeur de Bavière, Maximilien, avait mis de nouveau aux prises l'Autriche et la Prusse; cette guerre se termina par le traité de Teschen, conclu sous la médiation de Catherine. En 1780, elle prit sous sa protection le droit des neutres, fondé sur le principe que le pavillon couvre la marchandise. Par un enchaînement nécessaire, la conquête fécondait, pour le cabinet de Pétersbourg, les voies diplomatiques, et la diplomatie lui préparait de nouvelles conquêtes.

La Crimée se présentait d'elle-même au joug; le khan Sahim, dévoué aux Russes, venait d'être détrôné par Sélim-Ghirei; sous le prétexte de chasser l'usurpateur, Catherine fit envahir la presqu'île, et une révolte dans le Kouban motiva bientôt après l'occupation de cette province et du Budziak; la Turquie protesta inutilement contre cette invasion, et se vit forcée de reconnaître l'envahissement de la presqu'île par les Russes comme une juste compensation de tous leurs sacrifices. Potemkin

s'était distingué dans cette dernière guerre, qui lui valut le surnom de Taurique. En 1787, Catherine visita ces contrées célèbres. Le luxe de la nouvelle souveraine et les décorations théâtrales que le favori avait disposés sur son passage offraient un spectacle que la Russie seule était en état de défrayer. De grands feux allumés de distance en distance éclairaient la route pendant la nuit. A Kief, l'impératrice reçut l'hommage des grands de la Pologne ; là elle s'embarqua avec sa suite sur des galères richement pavoisées, et descendit le cours du Dniepr. A Kanief, elle reçut à son bord le roi de Pologne. A Krémentchouk, elle descendit dans un palais improvisé où se trouvaient réunies toutes les recherches du luxe ; douze mille soldats lui donnèrent le spectacle d'un combat simulé. Jusqu'à Kherson, les bords du fleuve et des campagnes environnantes offrirent à ses regards une suite variée des plus riantes décorations ; les paysans, en habits de fête, étaient groupés sur son passage ; les beaux troupeaux de l'Ukraine animaient partout le paysage, et, dans les endroits inhabités, des villages factices formaient un horizon à souhait. A Kherson l'impératrice trouva Joseph II, et un grand nombre d'étrangers de distinction que la solennité avait attirés. Sur la porte d'Orient, on lisait cette inscription

en langue grecque : « Ici est le chemin de Byzance. »

Après avoir parcouru la Tauride, Catherine visita la Crimée; elle s'arrêta à Poltava, où des fêtes militaires lui rappelèrent la gloire des exploits de Pierre le Grand.

Cette espèce de prise de possession du littoral de la mer Noire avait alarmé la Porte; Catherine désirait une rupture; la Pologne était impuissante; la Crimée occupée militairement; Héraclius, tsar de Géorgie, était dévoué à la Russie qui l'avait soutenu sur son trône; la Grèce, travaillée depuis longtemps par des émissaires russes, rêvait sa prochaine indépendance, et s'apprêtait à venger plusieurs siècles d'oppression; l'Autriche, enlacée dans la politique de la Russie, ne voyait point qu'en laissant périr la Turquie, elle augmentait une puissance rivale de tout ce qu'auraient perdu les infidèles; la France, oublieuse de ses anciennes alliances, se mettait à la suite de la politique de Vienne. L'Angleterre seule, mollement appuyée par la Prusse, poussait le divan à une guerre désespérée. Cependant Catherine rencontra une résistance sérieuse dans Gustave III, dont la marine fit essuyer quelques échecs aux escadres de l'impératrice. La lutte était trop inégale pour se prolonger longtemps. Le traité de Waréla per-

mit à Catherine de porter toutes ses forces contre l'Orient.

Les Turcs combattaient avec le courage du désespoir; mais, vainqueurs des Autrichiens, ils durent céder à la fortune de Catherine. Potemkin emporta d'assaut Oczakof; Kamenskoï se distingua dans plusieurs rencontres; mais Souvorof effaça la gloire de tous les autres généraux. Il tailla en pièces l'armée turque à l'instant même où elle venait de mettre en déroute trente mille Autrichiens; et ce beau fait d'armes lui valut le surnom de Rimnique : le sac d'Ismaïl, dont la population fut exterminée, jeta un voile sur sa gloire, quoique les cruautés des Turcs aient suffi peut-être pour justifier ces sanglantes représailles.

Tandis que les Russes triomphaient en Moldavie et en Valachie, et que la marine russe contenait celle des Turcs dans l'Archipel, Catherine, sans se laisser éblouir par tant de succès, se montrait d'autant plus digne de sa fortune, qu'elle en usait avec plus de sagesse et de modération. Le mouvement imprimé à l'Europe par la révolution française avait changé tout à coup, en les compliquant, les rapports de l'Europe politique. Léopold, successeur de Joseph, jugeait qu'il valait mieux s'affermir dans ses États héréditaires que de s'agrandir en Orient :

les Pays-Bas venaient de déclarer leur indépendance; la Hongrie menaçait, et la Prusse, alliée récente de la Turquie, ne consentait à laisser passer les troupes autrichiennes dans les Pays-Bas qu'à la condition que Léopold rendrait aux Turcs toutes les provinces conquises; les conférences de Reichenbach ratifièrent ces conditions, que suivit bientôt la paix de Szistof. Catherine était trop prudente pour se déclarer à la fois contre l'Autriche, la Prusse et la Turquie. Elle fit entendre à Frédéric-Guillaume qu'elle lui réservait un ample dédommagement, s'il ne l'empêchait point de dicter à la Turquie une paix avantageuse. La Pologne était fatalement condamnée à fournir cette indemnité : Catherine prêchait donc l'œuvre de la coalition des rois contre la France, prête à profiter de leurs succès, comme de leurs revers, et leur montrant un second partage de la Pologne, comme un surcroît d'avantages, ou comme une compensation à leurs pertes.

Le roi de Prusse, lorsqu'il avait pris parti pour la Turquie, s'était en même temps rapproché des intérêts de la Pologne; mais ces promesses, résultat d'une position exceptionnelle, ne l'engageaient qu'imparfaitement. Les Polonais s'abusèrent sur la portée de ces démonstrations; ils crurent et durent croire

que le traité de Loo, conclu entre la Prusse et l'Angleterre, avait réellement pour but la pacification de l'Europe et la réorganisation de la Pologne. Frédéric-Guillaume ambitionnait la possession de Dantzig, il espérait amener Catherine à lui faire cette concession en lui prouvant qu'elle serait la conséquence naturelle du traité que lui demandait la Pologne.

Une question de cette importance exigeait la convocation d'une diète, et il fallait que cette diète fût confédérée pour que la décision dépendît de la pluralité et non de l'unanimité des suffrages.

Le 7 octobre 1788, la diète se confédéra sans opposition.

L'acte de confédération portait que tous les dignitaires ou ministres seraient conservés, qu'on maintiendrait la forme actuelle du gouvernement, sauf les modifications jugées nécessaires; enfin, que la diète, après avoir prononcé sur les affaires particulières qui étaient de son ressort, s'occuperait de l'augmentation de l'armée.

Stanislas et le conseil permanent sollicitaient l'alliance de Catherine. L'impératrice, en apparence pour ménager le roi de Prusse, mais en réalité pour lui laisser tout l'odieux d'une violation flagrante de ses engagements, déclina

cette offre qu'elle avait elle-même provoquée.

Par un concours bizarre de circonstances, les deux puissances qui avaient l'intérêt le plus direct au démembrement de la Pologne, semblaient lutter de bienveillance et de courtoisie pour ce qui concernait les réformes que réclamait ce malheureux pays.

« Un impôt du dixième fut établi sur les biens des nobles; les starosties, selon les conditions primitives, furent taxées à la moitié; la noblesse lithuanienne offrit le double de ses impôts directs; Auguste Polotskis s'était taxé lui-même à un impôt annuel de 300,000 florins; les palatins de la grande Pologne avaient demandé à entretenir les troupes que fournirait la province. Dans l'emprunt qui fut décrété, le banquier Tapper fit gratuitement une avance de 100,000 ducats, et, au milieu de ces sacrifices, on eut soin que la taxe des habitants de la campagne ne fût point augmentée (1). Cet élan entraîna Stanislas-Auguste lui-même; il fit au trésor des dons considérables, et son exemple fut suivi par un grand nombre de seigneurs.

« Enfin parut le projet de réforme pour la constitution; il fut renvoyé à une commission, à la grande satisfaction du parti russe. »

(1) Ferrand.

Pour bien comprendre jusqu'à quel point les intrigues étrangères avaient prise sur tous les changements qui s'opéraient en Pologne, il faut considérer, non-seulement les institutions vicieuses de la république, mais les mœurs d'où ces institutions étaient sorties, et qui les avaient maintenues.

Quoique, en principe, tous les nobles fussent égaux en droits, l'inégalité des fortunes, et l'ancienneté des illustrations, donnaient à quelques familles une influence naturelle sur la moyenne et la petite noblesse. Dans la vie de château, les gentilshommes pauvres formaient une espèce de cour au castellan ou à l'évêque qui les protégeait, et les admettait à tous les priviléges d'une généreuse hospitalité. Une suite plus ou moins nombreuse, dans les solennités, des contestations sur les limites, les préférences du pouvoir, faisaient naître fréquemment la mésintelligence entre les grands propriétaires. Dans les questions d'intérêt public, les motifs particuliers prévalaient trop souvent, et les clients épousant les passions de leur patron, il y avait scission sur les points même les plus simples. De là l'extrême facilité de former des partis en Pologne, et la difficulté plus grande encore de leur donner une consistance sérieuse ; de là cette propension des Polonais à s'attacher à un homme et à se dévouer

à sa fortune, mais en mettant jusque dans le rôle de clients une hauteur qui annonce que cette soumission est de leur choix, et qu'en mettant au service de quelqu'un une influence qui fut longtemps une part de souveraineté, ils croient donner encore plus qu'ils ne reçoivent.

Avec tant d'éléments de discorde, la Pologne aurait eu de la peine à opposer une résistance efficace, n'eût-elle eu à se défendre que contre un ennemi isolé; que pouvait-elle contre la Russie, la Prusse et l'Autriche, qui employaient tour à tour pour la soumettre la séduction des promesses, la foi comme le déni des traités, et la force des armes?

Tandis que Frédéric-Guillaume, pour prix de son alliance avec la Pologne, demandait la cession de Thorn et de Dantzig, le parti russe faisait décréter l'intégrité des frontières de la république.

Un rapprochement entre la Russie et la Prusse était facile à prévoir; cependant ce fut sur une base aussi chancelante que l'alliance prussienne, conclue malgré le vœu de Catherine, que s'élaborèrent les mesures d'où sortit la constitution du 3 mai. Cette charte, rédigée avec sagesse, était-elle applicable à la Pologne? Les mœurs se seraient-elles prêtées à des changements qui protestaient contre un passé de plusieurs siècles? C'est une question que l'ambition des

puissances partageantes n'a point permis de résoudre. Les principaux articles de cette constitution, d'autant plus célèbre qu'elle clôt les destinées d'un peuple qui en attendait sa régénération politique, sont les suivants :

La religion catholique romaine reste la religion de l'État ; les autres cultes sont tolérés.

L'hérédité du trône est abolie, sauf le cas d'extinction dans la famille qui y est appelée.

A la mort du roi régnant, l'électeur de Saxe et ses descendants sont appelés à la succession héréditaire.

Le pouvoir législatif appartient à la diète, composée, comme précédemment, du roi, du sénat et des nonces.

Le roi conserve à la diète voix délibérative ; mais en cas de partage, son suffrage est décisif : il pourra toujours prendre l'initiative, soit aux diétines par ses universaux, soit aux états par ses propositions ; les diétines et les nonces auront aussi le droit d'initiative.

La diète s'assemble tous les deux ans, mais sa convocation devient nécessaire dans les cas suivants : 1° une guerre étrangère ; 2° des troubles intérieurs qui menacent l'État d'une guerre civile ou d'une révolution ; 3° le danger visible d'une famine générale ; 4° une minorité par la mort ou l'aliéna-

tion mentale du monarque. Le roi aura en outre le droit de suspendre, jusqu'à la législature suivante, l'exécution de tout décret auquel il n'aura pas donné sa voix. On lui rend le droit de nommer aux emplois, tel qu'il l'avait avant la diète de 1775: il nomme les sénateurs qui sont à vie.

Le pouvoir exécutif appartient au roi et à son conseil, composé de six ministres.

L'armée est entièrement à la disposition du pouvoir exécutif.

La régence appartient au conseil du roi, présidé par la reine mère, ou, à son défaut, par le primat, membre nécessaire du conseil.

Les ministres sont responsables envers la diète, mais ils ne peuvent être accusés que lorsque les deux tiers des voix se réuniront pour demander leur jugement.

Lorsque la pluralité de la diète témoignera au roi qu'elle n'a plus confiance dans un ministre, le roi sera tenu d'en nommer un autre.

Les ministres seront jugés par le tribunal comitial, ou tribunal permanent de la diète, seul juge des crimes d'État.

Dans l'intervalle des diètes, le roi et son conseil auront provisoirement le pouvoir de faire des règlements et des traités.

La noblesse est continuée dans ses anciens droits et priviléges.

La loi qui règle le sort des bourgeois des villes libres est confirmée dans tous ses points, ainsi que l'admission de leurs députés à la diète. Ces députés, à la fin de la seconde année, ont le droit d'être anoblis ; de même que ceux qui, dans les régiments, parviennent au rang de capitaine, et dans les décastères, au rang de régent. A chaque diète, trente bourgeois propriétaires peuvent être anoblis sur la demande de leurs villes.

L'administration de la justice est répartie entre des tribunaux de première instance et des tribunaux d'appel, et le tribunal comitial.

Il y en outre des justices territoriales pour la noblesse et les propriétaires, et des justices référendaires pour les paysans libres; enfin, il y a pour l'État entier une haute cour, sous le nom de *tribunal de la diète,* qui connaît de tous les crimes contre la nation et le roi, et dont les membres sont choisis à chaque diète.

L'usage du pouvoir exécutif est confié à des commissions, pour l'éducation nationale, la police, la guerre et le trésor.

Le *liberum veto*, ainsi que toutes les diètes fédératives, sont supprimés à jamais, comme contraires à

l'esprit de la présente constitution, et tendant à troubler l'État.

Tous les vingt-cinq ans, il sera procédé à l'amélioration de la constitution, dans une diète constitutionnelle, extraordinairement convoquée à cet effet, et dont la forme est déterminée par une loi particulière.

Enfin, après avoir ainsi soustrait la Pologne à l'oppression étrangère et aux désordres intérieurs, et relevé un gouvernement capable d'assurer la liberté et l'intégrité de la patrie, la diète déclare que quiconque osera s'opposer à la constitution, comploter sa perte, troubler le repos de la nation, par une révolte formelle, une confédération, ou autrement, sera regardé comme ennemi de la patrie, traître et conspirateur, et traduit devant le tribunal de la diète.

La Pologne fondait toutes ses espérances sur cette nouvelle constitution ; Frédéric-Guillaume affectait d'en approuver l'esprit ; pour Catherine, elle se contentait d'inspirer des craintes à l'électeur de Saxe, et, feignant de porter toute son attention sur les progrès de la révolution française, elle attendait.

Cependant les diétines avaient approuvé presque unanimement les travaux de la législature précé-

dente; la diète qui avait été ajournée s'assembla le 15 mars 1792. Le mauvais état des finances avait forcé de recourir à la vente des starosties, mesure qui souleva de vives réclamations. Déjà quelques Polonais s'étaient adressés à Catherine pour l'engager à envoyer des troupes au secours des ennemis de la nouvelle constitution ; jusque-là l'impératrice avait paru peu disposée à prêter son appui aux mécontents. La paix d'Yassi était signée (1); désormais elle pouvait dicter à haute voix ses conditions. Mais d'abord elle jugea convenable de détacher Frédéric-Guillaume de l'alliance polonaise, en assurant à ce prince le cours septentrional de la Vistule.

La mort de Léopold semblait laisser au roi de Prusse la faculté de modifier ses rapports avec l'Autriche et la Saxe; le caractère belliqueux de François II, excité par l'attitude hostile que prenait la France, fit espérer à Catherine que la guerre serait plus favorable à ses vues que l'accord pacifique précédemment conclu par les grands États voisins. Elle déclara qu'elle ne pouvait sanctionner les articles qu'on lui soumettait, en ce qui regardait la nouvelle constitution de la Pologne et l'intégrité du territoire de la république; mais en dehors de cette question, elle conclut un arrange-

(1) 9 janvier 1792.

ment particulier avec François, qui fut bientôt suivi d'un traité secret entre la Russie et la Prusse, lequel annulait de fait l'alliance récente de Frédéric-Guillaume avec la Pologne.

Le bruit de cette conspiration de souverains contre l'existence d'une nation, à l'instant même où cette nation s'efforçait de se constituer régulièrement, se répandit vaguement à Varsovie ; on affectait de regarder comme impossible un pareil manque de foi de la part du roi de Prusse, mais à tout événement, la diète n'hésita pas à remettre entre les mains du roi les pouvoirs les plus étendus.

On le laissait maître de fixer le chiffre de l'armée, de choisir ou de révoquer les officiers, de disposer des fonds du trésor, et même de décréter des levées en masse, si une armée de cent mille hommes lui paraissait insuffisante. On ne pouvait croire que ce pouvoir royal, auquel on immolait les anciens priviléges polonais, se détruirait de lui-même dès son origine, comme s'il eût été incompatible avec les institutions et tout le passé de la Pologne. Il avait fallu des siècles pour démontrer le vice du gouvernement républicain ; Stanislas se chargea de démontrer, dans le court espace d'un règne, combien il est dangereux de faire dépendre du caractère d'un seul

homme l'avenir et le salut de tout un peuple (1).

La constitution du 3 mai périclitait à la fois par l'impéritie et le mauvais vouloir de Stanislas-Auguste, et par la résistance ouverte que lui opposaient les confédérés de Targowicz, appuyés par une armée russe; mais c'était peu de tant d'ennemis déclarés ou secrets; Frédéric-Guillaume venait de lever le masque, et tandis que ses troupes s'avançaient, non pour secourir mais pour accabler les Polonais, l'Autriche gardait une attitude neutre dont le but était facile à pénétrer.

En présence de ce danger, Poniatowski ne prit que des demi-mesures : peut-être fut-il arrêté par les circonstances; mais l'hésitation et la faiblesse deviennent des crimes dans un prince auquel ses sujets ont confié un pouvoir dictatorial. Nous n'entrerons point dans le détail de cette lutte où coula tant de sang généreux : Kosciuszko balança longtemps la victoire; Souvorof la fixa. Stanislas-Auguste signa son adhésion à la confédération de Targowicz, le 23 juillet 1792. Tous les travaux de la diète furent annulés, et l'on décréta la séparation administrative du grand-duché de Lithuanie et de la Pologne proprement dite.

(1) Histoire de Russie. Univers. Chopin.

En vain la confédération voulut faire acte de force en demandant l'évacuation des troupes prussiennes; les protecteurs parlaient en maîtres; tout était anarchie et confusion.

Le 8 janvier 1793, parut une déclaration de la Russie et de la Prusse, annonçant leurs volontés immuables de resserrer la Pologne dans des frontières plus étroites, pour garantir leurs États respectifs de la contagion des idées démagogiques. Poniatowski demanda à Catherine la permission d'abdiquer; mais, sur le point de résigner le pouvoir, le cœur lui faillit, il dut sanctionner le second partage de ses États: le reste était encore trop grand pour un prince de ce caractère. La Russie s'appropria la moitié de la Lithuanie; elle eut les palatinats de Podolie, de Polotsk, de Minsk, une partie de celui de Wilna, et la moitié de ceux de Novogrodek, de Brzesc et de la Wolhynie. La Prusse étendit ses frontières dans la grande Pologne; mais, ce qui était surtout important, elle obtint tout le cours septentrional de la Vistule, par la cession de Thorn et de Dantzig.

Une des mesures qui avaient causé le plus d'irritation, c'était le licenciement de l'armée nationale; il suffisait d'une étincelle pour rallumer la guerre; à Sandomir, Madalinski donna le signal d'une

nouvelle insurrection. Les Russes évacuent la capitale pour se porter au secours de Cracovie, dont Kosciuszko venait de s'emparer; bientôt Varsovie tombe au pouvoir des patriotes; la résistance s'organise sur une vaste échelle; le rétablissement de la charte du 3 mai, tel est le but et le mot d'ordre de l'insurrection : le conseil provisoire est remplacé par un conseil national, agissant de concert avec le roi, qui alors, comme toujours, se montrait l'homme des faits accomplis.

Dans cette réaction contre l'influence russe, l'irritation, longtemps contenue, donna lieu à quelques excès démagogiques; la populace massacra plusieurs fonctionnaires suspects, et cette parodie de la révolution française fournit à l'Autriche le prétexte de décliner l'offre que lui avait faite le conseil de venir au secours de la Pologne régénérée. Peu de temps après, un corps d'Autrichiens se porte sur Sandomir. Les insurgés, sans alliés, attaqués à la fois par la Russie, l'Empire et la Prusse, ne prennent conseil que de leur désespoir. Quelques avantages honorent leurs armes, mais la défaite et la prise de Kosciuszko par Fersen, près de Maceïowicz, ouvre pour les Polonais une série de revers que couronnent le sac de Praga et la capitulation de Varsovie.

Dans ce troisième démembrement, l'Autriche eut une grande partie du palatinat de Cracovie, les palatinats entiers de Sandomir et de Lublin, avec quelques portions du district de Khelm et des palatinats de Brzesc, de Mazovie et de Podlaquie, qui s'étendent le long de la rive gauche du Bug : environ huit cent trente milles carrés.

La Prusse s'appropria la partie des palatinats de Mazovie et de Podlaquie située sur la rive droite du Bug; dans la Lithuanie, les fractions des palatinats de Troki et de Samogitie, qui s'étendent sur la rive gauche du Niémen; enfin, un district de la petite Pologne, enclavée dans le palatinat de Cracovie, à peu près mille milles carrés.

La Russie s'empara de tout ce qui restait de la Lithuanie, jusqu'au Niémen et aux limites des palatinats de Brzesc et de Novogrodek; tout le territoire qui, de là, s'étend jusqu'au Bug, avec la plus grande partie de la Samogitie; dans la petite Pologne, la partie du district de Khelm que regarde la droite du Bug, et le reste de la Wolhynie. En y comprenant les États de Courlande et de Sémigalle, déjà réunis à l'empire russe par un acte spontané, elle obtenait un accroissement de plus de deux mille milles carrés, habités par quatre millions cinq cent mille âmes.

Lorsqu'on cherche à s'expliquer la politique de Catherine dans ses relations avec l'Europe, on découvre plutôt la négation des principes que leur application. Elle soulève les Grecs contre le despotisme des sultans; en Suède et en Pologne, elle s'oppose à l'extension du pouvoir monarchique; tandis qu'elle se déclare contre l'application du système démocratique dans les Pays-Bas, les États-Unis et la France. Cette marche, qui paraît contradictoire, était la seule qui pût favoriser l'agrandissement de la Russie. Tour à tour monarchique et républicaine, Catherine trouvait partout un point d'appui dans les partis; ce qu'elle voulait, c'était l'affaiblissement des puissances rivales, et non le triomphe définitif d'un système sur l'autre. Aussi la raison gouvernementale fut-elle sa règle unique; personne, plus qu'elle, ne se montra conséquent dans les questions d'influence et d'intérêt. C'est ainsi qu'en Perse elle mit à profit les divisions de la famille régnante, et que les places de Derbent, Bakou et Shamakie défrayèrent son protectorat.

La paix de Bâle menaçait de dissoudre la coalition dont l'énergie de la république française avait déconcerté les plans : Catherine, appuyée de l'Angleterre, jugea qu'il était temps d'agir. Soixante

mille Russes, sous les ordres de Souvorof, s'apprêtaient à marcher sur le Rhin; déjà pour s'assurer de l'alliance de la Suède, l'impératrice négociait le mariage de la grande-duchesse Alexandra avec le jeune roi de Suède, lorsque des motifs de religion firent rompre cette union à l'instant même où elle allait se conclure. L'impératrice parut vivement contrariée de cette résistance; elle eut même, précisément à cette époque, une légère attaque d'apoplexie, et sa santé devint languissante. Enfin, le 16 novembre 1796, on la trouva sans connaissance dans sa garde-robe, le cœur palpitant encore, mais du reste sans mouvement. Après une agonie de trente-sept heures, elle expira en poussant un grand cri.

CHAPITRE XLI.

A la mort de Catherine II, l'Europe était dans un état de crise qui annonçait de grands changements : l'esprit de la révolution française, en réveillant l'énergie des peuples et le sentiment national, armait contre la nouvelle république le principe même de ses triomphes. La France conservait encore l'avantage d'une première impulsion; mais obligée de mettre son salut sous la

sauvegarde d'une force militaire imposante, elle se rapprochait forcément d'un gouvernement dictatorial qui ne pouvait que la ramener à la monarchie. Elle devait donc s'affaiblir moralement, malgré ses victoires, autant par ce qu'elle perdait en liberté que par l'union et le patriotisme régénéré de ses ennemis. Le nord de l'Italie et les bords du Rhin étaient marqués comme le théâtre stratégique de la prochaine lutte, et l'Allemagne centrale comme celui où se déciderait la grande question européenne. La Russie, arrière-garde imposante, enveloppait et poussait en avant les coalisés, prête à profiter de leurs avantages ou de leurs revers.

La Suède avait rompu son ancienne alliance avec la France; remontons un quart de siècle, et traçons rapidement l'état de ce royaume, depuis la mort d'Adolphe-Frédéric.

Deux grands événements dominent le règne suivant : le premier est la révolution de 1772; le second, qui en est la conséquence et l'expiation, est l'assassinat de Gustave III.

L'orgueil, la cupidité et la mauvaise foi des partis, avaient formé de bonne heure ce prince à la dissimulation; les agréments de sa personne et une éloquence facile que rehaussait encore l'éclat

du sceptre, lui donnaient un grand empire sur ceux qui l'approchaient; mais il ne vit pas que le dévouements des ordres inférieurs de l'État n'était que l'espoir d'un avenir meilleur, et qu'après avoir abaissé l'aristocratie, le réformateur, en raison même du pouvoir qu'on lui aurait confié, deviendrait responsable des malheurs publics. Ses mœurs dissolues qui firent planer un doute injurieux sur son épouse et sur l'héritier de la couronne, une prodigalité rendue plus coupable encore par la détresse du peuple, lui aliénèrent enfin les cœurs vertueux, et le laissèrent à la merci de ses inspirations et de celle de ses flatteurs. Assez éclairé pour saisir le côté favorable des circonstances, il était résolu et même téméraire à force de confiance en lui-même, mais il ne savait point s'entourer de cette influence morale, dont la gravité passe dans les choses et les fait durer; en un mot, pour emprunter une image à ses délassements de prédilection, il ignora qu'en politique les entr'actes renferment en eux le dénoûment.

La diète de 1771 fut un échec pour la noblesse et prouva au roi qu'il pouvait compter sur les autres états : l'ancien sénat fut déposé, et quelques seigneurs, parmi lesquels on remarquait le comte de Fersen, s'éloignèrent de la capitale.

Gustave, avant de reconstituer le sénat, s'était entouré d'officiers dévoués; on répandit à dessein le bruit que la disette, dont le peuple se plaignait hautement, devait être attribuée au mauvais vouloir ou à l'incurie des états. L'attitude des provinces était menaçante; les partisans de Gustave affectaient de dire que, si l'autorité royale n'était point entravée par une constitution vicieuse, la Suède serait mieux gouvernée. La cour et le nouveau sénat s'observaient mutuellement. Le roi jugea qu'il était temps d'agir. La garnison de Stockholm était dans ses intérêts; les princes, ses frères, gagnèrent les troupes qui étaient cantonnées en Scanie et en Ostrogothie. Enfin, le signal partit de Christianstadt; c'était un manifeste du colonel Hellichius qui soulevait la garnison contre les états dont les abus de pouvoir mettaient, disait-il, le royaume en péril. Ce mouvement, concerté d'avance, fournit à Gustave le prétexte de mettre sous les armes quelques régiments. Le sénat, qui n'avait pris que des demi-mesures, se trouvait menacé dans la capitale par la garnison et les bourgeois, tandis que le prince Charles pouvait marcher sur Stockholm, à la tête d'une force considérable.

Dans cette extrémité le sénat s'empressa d'ôter le commandement au prince Charles, et de le

remplacer par un chef sur lequel il pouvait compter.

Tout le monde était dans cette inquiétude qui précède les grands changements politiques, car peu de personnes étaient initiées au projet du roi, lorsque tout à coup, il parut à cheval, entouré de ses officiers (1). Après quelques moments d'hésitation, le mouvement devint général ; on croyait n'avoir détrôné que l'aristocratie, on venait de se donner un maître. Comme le parti des bonnets était alors prépondérant, celui des chapeaux s'applaudit d'une révolution qui semblait atteindre plus particulièrement les dépositaires du pouvoir. Gustave n'épargna pas les discours pour prouver au peuple qu'il serait désormais heureux et libre en lui confiant une autorité presque illimitée; on crut ce qu'on désirait, et des acclamations unanimes témoignèrent de l'enthousiasme de la capitale. Les états s'assemblèrent dès le lendemain; le roi y parut avec une dignité étudiée et tenant en main le sceptre de Gustave-Adolphe. Après une énumération éloquente de tous les maux qu'avaient causés à la Suède l'ambition et la cupidité de la noblesse, il déclara qu'il respecterait les lois de l'État, et qu'il

(1) 19 août 1772.

ne changerait rien à la constitution telle qu'elle était en vigueur avant 1680; mais il se réservait le droit de convoquer ou de dissoudre l'assemblée des états; de disposer sans contrôle de l'armée, de la marine, des finances; les emplois étaient à sa nomination; les impôts, tels qu'ils existaient, étaient déclarés permanents, mais en cas d'urgence, le roi pouvait en décréter de nouveaux; enfin, les états, réduits à délibérer sur les propositions de la couronne, étaient privés du droit d'initiative. Sauf une seule réclamation, tout fut approuvé et signé. On chanta en actions de grâces, et séance tenante, le *Te Deum*, que le roi entonna lui-même, et tout fut terminé.

Le caractère de Gustave III offre des traits de ressemblance assez frappants avec celui de Poniatowski : dans ces deux princes on trouve un même penchant pour les prodigalités et la représentation; ils eurent l'un et l'autre cette éloquence facile qui s'apprend, mais non celle qui vient du cœur; Stanislas et Gustave succombèrent par la haine de l'aristocratie, le premier sans avoir jamais triomphé de la résistance; le second, parce que l'illusion d'un premier succès lui fit négliger les mesures qui auraient pu les justifier. Gustave acheta des tableaux et des statues, et éleva des monuments somptueux, mais son

peuple manquait du nécessaire; il voulut réformer les vices de l'administration et rendre leur force aux lois, mais son caprice n'était pas moins blessant que l'abus des priviléges; il publia des règlements somptuaires pour arrêter la contagion du luxe, tandis que sa cour rappelait les magnificences de Versailles; il encouragea le commerce, mais il irrita les paysans, en s'attribuant le monopole des eaux-de-vie; les beaux-arts et les lettres trouvèrent en lui un protecteur éclairé, mais il oublia que le beau complète l'utile et ne le remplace jamais.

A la diète de 1778, l'enthousiasme pour le monarque s'était déjà refroidi; cependant les états lui accordèrent tout ce qu'il demanda : l'usage qu'il fit des ressources nationales les rendit plus circonspects en 1786, époque à laquelle il méditait une guerre contre la Russie.

Des quatre propositions de la couronne, les deux premières semblaient calculées pour masquer les deux autres. Le prince demandait l'abolition de la peine de mort dans son application à l'infanticide, et l'établissement de greniers d'abondance; elles passèrent avec des modifications; les deux propositions suivantes sur l'établissement du droit d'aînesse, et sur l'exploitation de certaines mines par la couronne, furent rejetées.

La constitution ne permettait pas au roi de faire la guerre sans le consentement des états, et l'attitude de la diète indiquait assez clairement la crainte que Gustave, pour raffermir son pouvoir ébranlé, ne risquât quelque entreprise ruineuse. Les agents français voulaient opposer Gustave à Catherine, à l'instant où le nord de la Russie était dégarni de troupes; d'anciens griefs existaient d'ailleurs entre les deux puissances; l'impératrice et le roi ne parlaient l'un de l'autre qu'en termes d'autant plus blessants, qu'ils attaquaient la personne plutôt que le souverain.

La révolution de 1772 avait inquiété le cabinet de Pétersbourg, qui désirait surtout perpétuer l'anarchie en Suède, à une époque où Catherine méditait le démembrement de la Pologne et de la Turquie. Dans cet état de relations, le ministre russe à Stockholm ne négligeait aucune occasion pour irriter le mécontentement des nobles; il leur montrait la guerre contre Catherine comme impolitique, et contraire à ce qu'il leur restait de liberté, et les encourageait à la résistance. Le roi désirait une rupture; il signifia à Razoumovski l'ordre de quitter Stockholm. Sa flotte était prête, il s'embarqua et descendit en Finlande, d'où il menaçait Pétersbourg. Les deux flottes ennemies se rencontrèrent

près de l'île de Hogland ; la victoire resta indécise. Gustave s'apprêtait à faire le siége de Frédérikshamm, lorsque ses troupes se mutinèrent et refusèrent de marcher, sous le prétexte que la guerre avait été entreprise sans le consentement des états.

L'attaque des provinces suédoises par les Danois détermina le roi à quitter immédiatement la Finlande. Son éloquence naturelle, le danger commun, la trahison de la noblesse qui avait fait échouer l'expédition contre la Russie, ranimèrent le courage du peuple et sa confiance en Gustave. Il vole lui-même à Götheborg qui était sur le point de capituler, casse le commandant de la place, et sauve ainsi cette ville importante. Bientôt après, l'intervention menaçante de l'Angleterre arrêta les hostilités entre le Danemark et la Suède.

De retour à Stockholm, le roi sévit contre les officiers de l'armée de Finlande ; les plus compromis se sauvèrent en Russie. Les derniers avantages avaient été remportés, malgré et pour ainsi dire contre la noblesse ; Gustave résolut de faire plier cette résistance ou de la briser.

La diète de 1789 mit de nouveau les partis en présence ; le roi et les trois ordres inférieurs voulaient poursuivre la guerre contre Catherine ; les

nobles, au contraire, demandaient la paix et quelques réformes dans le comité secret.

Le comte de Löwenhaupt, maréchal de la diète, était l'objet des attaques les plus violentes de la part de l'opposition; Gustave fit inviter les Dalécarliens à marcher sur la capitale, et, devant les quatre ordres assemblés, il exigea qu'on fît des excuses au comte; après s'être emporté en reproches amers et hautains contre le comte Axel Fersen et le baron de Geer, il congédia la noblesse dont les membres les plus infuents gardèrent les arrêts au palais de Frédérikshoff. Les opposants, après avoir épuisé tous les moyens de résistance, durent céder à la force; ils signèrent, le 27 avril, l'acte de sûreté et d'union, ou plutôt celui de leur déchéance définitive, car il plaçait tous les pouvoirs dans la main du roi.

Les campagnes de 1789 et 1790 n'eurent point les résultats que Gustave s'était promis de la guerre. Les Suédois furent bientôt obligés d'abandonner la Finlande russe, mais ils remportèrent une victoire signalée sur l'escadre ennemie, que commandait le prince de Nassau. A ne considérer que le résultat de cette bataille navale où Gustave commandait en personne, on peut dire que le plus grand avantage qu'elle procura à la Suède, fut la conclu-

sion du traité de Wéréla. Les ressources du pays étaient entièrement épuisées, tandis que celles de la Russie semblaient s'accroître en raison même de ses pertes.

Catherine, jugeant qu'il fallait un aliment aux velléités belliqueuses de Gustave, résolut de l'opposer à la France où la révolution venait d'éclater. Le roi saisit avec empressement l'occasion de se jeter dans cette nouvelle guerre, moins effrayé du péril que séduit par le rôle de libérateur. Il y avait sans doute dans cette détermination un côté positif : les subsides de Versailles ne lui parvenaient plus, et il espérait que le dédommagement répondrait à l'importance du service. Quoiqu'une guerre contre la France ne fût rien moins que populaire dans un pays sans cesse troublé par l'aristocratie, le pouvoir de Gustave était organisé trop despotiquement pour que le vœu de ses peuples pût désormais entraver sa résolution. La diète de Géflé parut avoir été convoquée plutôt pour enregistrer les propositions de la couronne que pour les contrôler; le roi, après avoir aboli la constitution de ses États, s'apprêtait à combattre contre un peuple qui était décidé à réformer la sienne, lorsque le bras d'Ankarström le frappa au milieu de ses illusions.

On a voulu expliquer ce meurtre par des motifs

particuliers ; on a dit qu'Ankarström, déjà blessé par une grâce qui humiliait son orgueil (1), ne put pardonner au roi la mesure qui réduisait d'un tiers la valeur du papier-monnaie, ce qui portait à sa fortune un préjudice considérable. De tels griefs peuvent avoir prise sur les âmes ordinaires, mais il faut des motifs d'un ordre plus élevé pour déterminer au régicide les caractères de cette trempe. Les priviléges de la noblesse détruits, un despotisme récent, auquel on attribue tous les revers parce qu'il veut s'attribuer toute la gloire, voilà ce qui explique la haine politique d'Ankarström ; les mœurs dissolues de Gustave, le secret de la couche royale divulgué, et, parmi ces turpitudes, des représentations théâtrales et des succès d'histrion, voilà ce qui fortifia la haine du patricien de toute la puissance des convictions religieuses : tel est le caractère du fanatisme, d'autant plus dangereux qu'il se respecte et s'exalte en raison même de la grandeur de l'attentat. L'assassin de Gustave III fut l'instrument d'un parti, mais son crime ne releva que de sa conscience.

Le 16 mars 1792, au milieu du tumulte d'un bal masqué, Gustave reçut dans les reins la décharge

(1) Il avait été condamné comme ayant pris part à la révolte des officiers en Finlande.

d'un pistolet à vent : on se hâta de prendre les mesures nécessaires pour découvrir le meurtrier, et l'on transporta le prince dans son lit. La blessure était mortelle; cependant le roi conserva sa présence d'esprit, et supporta avec courage l'extraction des projectiles qui avaient déchiré profondément les chairs. Quelques révélations avaient mis sur la trace des principaux conjurés; l'un d'eux, le baron Bielke, secrétaire particulier du roi, s'empoisonna quand tout fut découvert. Quant à Ankarström, il se glorifia de son crime, et après qu'on l'eut fouillé pour l'empêcher d'attenter à ses jours, il tira lui-même une lancette, cachée dans la manche de sa pelisse, protestant que la religion ne lui permettait pas de commettre un suicide.

Le duc Charles de Sudermanie promit à son frère expirant de reconnaître pour roi le prince Gustave-Adolphe, à condition qu'Armfelt serait éloigné du pouvoir et que l'on renoncerait à la guerre contre la France. Le 29, treize jours après l'assassinat, Gustave succomba dans les plus cruelles souffrances. Il avait obtenu la grâce des conjurés, à l'exception d'Ankarström, qui fut exécuté après la mort de sa victime, et qui montra jusqu'au dernier moment une grande résignation religieuse.

CHAPITRE XLII.

Nous venons de voir comme les empiétements successifs d'un roi de Suède sur les priviléges de la noblesse, en fermant toute issue à l'opposition, transformèrent les mécontents en conspirateurs; l'ordre des temps et le sujet que nous nous sommes tracé nous conduisent à un autre règne qui finit par une catastrophe semblable.

Paul Ier, en succédant à l'impératrice Catherine II, trouva un grand déficit dans les finances; il rompit le traité de subsides conclu avec l'Angleterre, suspendit les préparatifs de la guerre contre la France, et rappela des frontières de Perse l'armée que commandait Valérien Zoubof. Naturellement généreux, l'empereur parut disposé à couvrir de son pardon la conduite des anciens favoris de sa mère. Cependant il fit exhumer les restes de Pierre III qui furent transportés avec pompe dans l'église de la forteresse à St-Pétersbourg, et déposés dans le même sépulcre où reposent ceux de Catherine. Il décréta que l'ordre et la succession au trône n'admettraient désormais les femmes qu'à défaut d'héritiers mâles, et que la

couronne serait transmissible de père en fils, et d'aîné en aîné. Quelques-unes de ses démarches prouvèrent qu'il mettait ses volontés au-dessus des convenances de la politique. C'est ainsi qu'il entoura d'égards l'ex-roi Poniatowski, et qu'il vint lui-même annoncer à Kosciuszko qu'il était libre. Les réformes qu'il introduisit dans l'empire, trop souvent sans remédier aux abus, soulevèrent de nombreux mécontentements ; son caractère irascible, longtemps comprimé, était pressé, pour ainsi dire, de faire acte de volonté absolue. Des confidences perfides, des révélations calomnieuses, tendaient à l'aigrir contre sa propre famille, et lui montraient des ennemis partout : de là des actes de méfiance et de rigueur qui lui aliénèrent les cœurs les plus dévoués. Le grand-duc Alexandre, qu'il avait d'abord nommé gouverneur de Pétersbourg, se vit entouré d'une surveillance blessante, et employé à des travaux de copiste, non moins indignes de son rang que de son intelligence.

Paul se fit couronner à Moscou en grande pompe; bientôt après il renoua avec l'Angleterre, dont il s'était éloigné pour ne point paraître continuer la politique de Catherine. Il permit au comte de Provence de s'établir à Mittau, traita généreusement les émigrés français, et entra définitivement dans la

seconde coalition, en déclarant qu'il était résolu à détruire, de concert avec ses alliés, le gouvernement impie de la nouvelle république. Souvorof prit le commandement des troupes russes et autrichiennes. Les Français plient à Cassano, à Bassagnano; Magdonald, qui venait d'obtenir de brillants succès, risque et perd la bataille de la Trebbia; bientôt après, Joubert tombe glorieusement à la journée de Novi, dont le succès coûta cher aux Russes.

Paul s'exalte à la nouvelle de tant de victoires; il confère à Souvorof le surnom d'*Italique*, et, comme s'il eût voulu lutter de bizarrerie avec son général, il prescrit par oukase, *qu'on eût à regarder Souvorof comme le plus grand capitaine de tous les temps et de tous les pays du monde.*

Tandis que les flottes russes et turques s'emparaient des îles Ioniennes, et qu'une autre escadre débarquait des troupes en Hollande, deux armées traversaient l'Allemagne, et menaçaient le sud et l'est de la France. Jourdan venait d'essuyer un revers, et Masséna lui-même, reculant devant le prince Charles, voyait l'ennemi au cœur de l'Helvétie, lorsque l'archiduc fut forcé de se porter au secours de Philisbourg. Souvorof devait agir en Helvétie, tandis que Mélas chasserait les répu-

blicains de l'Italie, et que le prince Charles les attaquerait sur le Rhin. Masséna déconcerte tous ces projets par la victoire de Zurich, où le corps de Korsakof, l'élite des troupes russes, est écrasé. Souvorof, arrivé trop tard, sauve les restes de l'armée par une retraite admirable. Partout la fortune se déclare pour la république; les Russes, mollement soutenus par les Anglais, sont défaits en Hollande. Par le fait, la seconde coalition était dissoute.

Il fallait une victime illustre à la colère de Paul; Souvorof fut rappelé et disgracié, et cette injustice, en révoltant les soldats, ajouta encore au mécontentement général.

Tandis qu'il sévissait contre Souvorof, non parce que le vieux capitaine avait été vaincu, mais parce qu'il n'avait pu vaincre, il attribuait à l'Autriche et à l'Angleterre un désastre que son orgueil répugnait à expliquer par les chances de la guerre et la supériorité de l'ennemi. Cependant l'héroïsme des armées républicaines contrastait d'une manière trop marquée avec les vues des coalisés pour que Paul n'en fût pas frappé; il rompit avec l'Angleterre et se rapprocha de la Prusse. Le premier consul lui renvoya sans rançon les prisonniers de Castricum; dès lors, cédant à une sympathie chevaleresque, Paul passa de la haine à l'admiration, et il s'écria :

« C'est pourtant un homme! » Des mesures significatives se succédèrent rapidement : les Danois, ses alliés, fermèrent le Sund aux flottes anglaises, les Bourbons durent quitter Mittau. Il envoya au premier consul une ambassade solennelle.

Le traité de Lunéville, qui suivit la victoire de Moreau à Hohenlinden, venait d'imposer la neutralité à l'Autriche. L'Angleterre restait seule en face de la France victorieuse, et l'attitude que venait de prendre la Russie augmentait ses perplexités. Une alliance défensive et offensive entre Paul et Bonaparte mettait l'Europe à leur discrétion. D'un autre côté, la noblesse russe était contraire aux nouveaux plans de l'autocrate ; elle prévoyait des expéditions gigantesques dont elle supporterait seule les frais, tandis que l'interruption du commerce maritime tarirait la source des richesses de l'empire. La bizarrerie de Paul avait pris le caractère d'une tyrannie insupportable ; les peines corporelles, l'exil, la dégradation, avaient atteint un si grand nombre de victimes innocentes, qu'on ne savait plus à quelles conditions il était permis de vivre en sûreté dans la capitale ; danger pour danger, on aima mieux s'exposer à celui qui pouvait mettre un terme à un tel état de choses. Quelques seigneurs, parmi lesquels on comptait des hommes

qui devaient leur fortune ou leur grâce à la générosité du souverain, résolurent sa perte. Les Anglais, selon toute vraisemblance, trouvèrent le complot tout fait, et en profitèrent. Si l'on réfléchit à tout ce que Paul avait souffert comme grand-duc, à l'état d'irritation où le tenaient continuellement ceux qui feignaient de lui être le plus dévoués, à la forme même d'un gouvernement où la clémence du prince n'est pour lui qu'un danger de plus, on s'étonne moins des rigueurs d'un despote aigri et de la catastrophe qui le précipita du trône.

Sans entrer ici dans des développements qu'on trouvera dans notre *Histoire de Russie,* nous nous bornerons à dire que les conjurés avaient pour point d'appui politique l'Angleterre : quant au grand-duc Alexandre, il ne fut pas leur complice, mais il avait été amené à reconnaître que la déposition de l'empereur était devenue une nécessité.

La nuit du 22 au 23 mars 1801 (1), dans le palais de Saint-Michel, sa résidence de prédilection, Paul succomba dans la quarante-huitième année de son âge : une lutte courte et horrible dans les ténèbres; l'empereur à demi nu, également indi-

(1) Vieux style.

gné de l'audace et de l'ingratitude de ses meurtriers, qui lui crient, tout en frappant, que c'est le fils qui détrône le père... Mais ici le pinceau de l'histoire s'arrête, et l'imagination se refuse à compléter la scène. Quels que furent les égarements de ce règne, certes, cette fin tragique les expia cruellement.

Au bruit de la mort de Paul, le peuple en foule s'était pressé sous les fenêtres du palais : Alexandre se laissa entraîner sur le balcon, où des acclamations unanimes l'accueillirent. Naturellement pieux et aimant, il fut longtemps inconsolable ; il craignait surtout qu'on ne le crût complice d'un crime dont la première conséquence était son élévation au trône ; les égards constants dont il entoura sa mère, l'attachement qu'il conserva pour le colonel Laharpe, en un mot, toute la suite de son règne, l'absolvent suffisamment d'un tel soupçon. Sans doute il n'ignora pas que Paul allait cesser de régner, mais toute idée de violence lui était demeurée étrangère ; avec moins de jeunesse et d'inexpérience, il eût compris qu'adhérer à la déposition de son père, c'était signer son arrêt de mort.

Les premiers actes du règne d'Alexandre furent empreints d'un caractère pacifique ; mais en se rapprochant de l'Angleterre, il indiqua implicite-

ment qu'il regardait l'agrandissement de la France comme contraire aux intérêts de son empire. La paix d'Amiens laissait trop d'intérêts en suspens pour être durable. L'Angleterre, jalouse de ses priviléges maritimes, ne cessait d'exciter l'Europe contre la république, sans prévoir que la lutte continentale changerait de caractère, et qu'en classant les puissances belligérantes, plutôt d'après leur influence réelle qu'en raison de leurs sacrifices, elle préparait la prépondérance définitive de la Russie. Alexandre sut mettre à profit cette espèce de trêve; il réunit la Géorgie à l'empire, laissa un corps d'observation dans les îles Ioniennes, ratifia le traité conclu par Paul avec la Suède, et, pour attaquer les abus administratifs dans leur racine, il fonda de nombreuses écoles. La chancellerie secrète fut abolie, les attributions du sénat étendues, la censure dépouillée de ce qu'elle avait de trop rigoureux, le commerce encouragé, et la condition des serfs améliorée autant que le permettait la forme du gouvernement.

Le système de Pitt avait triomphé; la guerre entre la France et l'Angleterre menaçait de devenir générale, et le premier consul, dictateur de fait, venait d'échanger contre la couronne impériale tout le prestige des gloires républicaines. Cet acte

était un déni éclatant des principes de la révolution française ; quand on en mesure la portée, quand on en scrute l'esprit, on reconnaît que la force des choses, non moins que le caractère de Napoléon, le rendait une nécessité. Au dévouement dont il était l'objet, le vainqueur de Marengo avait pu s'apercevoir que les intérêts monarchiques sont vivaces en France, et qu'il s'agissait seulement de raviver le principe par une personnification glorieuse : au delà des frontières, il voyait toute l'Europe monarchique ; comment résister à des forces quintuples ? Comment, dans l'hypothèse même de la victoire, renouveler ses ressources pour vaincre encore ? Dans la guerre comme dans la paix, il lui fallait des alliances, et pour que ces alliances cessassent d'être précaires, il devait modifier le principe qui l'isolait. Ce fut le triomphe de la diplomatie sur le général victorieux ; la diplomatie fit une seule cause de toutes les causes ; les chancelleries répondirent par des notes aux bulletins de nos armées ; elles ne parurent céder que pour discipliner la résistance, et elles soutinrent le principe par la force, toutes les fois que l'occasion se présenta favorable. Quand Napoléon ne fut plus qu'un souverain, que le chef d'une nouvelle dynastie, les intérêts ordinaires prévalurent ; on avait cédé à la supériorité, on usa de

celle que donnait la fortune. Lorsque sa chute fut consommée, on sacrifia plus d'une fois le principe à des combinaisons réparatrices; quelques spoliations furent consacrées, parce que l'Europe était redevenue solidairement monarchique, et que la diplomatie, après avoir été l'âme de la résistance, apparaissait de nouveau comme l'élément régulateur. Il reste évident que Napoléon, décidé à changer son épée en sceptre, dut se faire empereur et non roi. La royauté eût été une restauration, moins la légitimité; l'empire couvrait, pour ainsi dire, la faiblesse de la situation politique; avec l'empereur les limites de la France n'avaient plus de bornes; le gouvernement conservait le prestige militaire; le peuple français devenait la grande nation; mais en même temps toute l'Europe monarchique se tenait pour avertie, et le péril croissait comme la gloire.

Dans cette longue lutte, la Russie devait triompher, ou succomber la dernière : l'Allemagne, ouverte de tous côtés, portait le poids des coalitions; ses sacrifices furent immenses, mais sa constance fut plus grande encore que ses revers; morcelée par le vainqueur, elle entra de force dans son système, se réservant de rompre des traités imposés; elle enlaça le conquérant dans une étroite alliance, et

ne fut jamais plus à craindre que lorsqu'elle conspira sous la foi des traités. La Russie eut sa part dans les défaites, mais son territoire ne fut pas entamé; l'Angleterre lui payait des subsides et lui revélait toutes ses ressources commerciales. Réduite à lutter seule, et n'ayant d'autre alliée sur le continent que la Suède, elle osa résister au maître de l'Europe; si la cause de la Russie n'eût été celle de l'Allemagne, elle était perdue; mais dans l'état où se trouvait l'Europe, elle devait finir par triompher. Elle eut le double mérite du courage et de la prévoyance.

Dès le principe, Alexandre prit une attitude ferme et digne; il refusa de reconnaître le nouvel empereur, et le roi de Suède suivit son exemple. Ainsi les deux puissances qui ouvraient la lutte contre le nouvel empire devaient la terminer quelques années plus tard. L'Angleterre et la France attaquaient chacune leur ennemi dans le principe qui faisait sa force : Napoléon était prépondérant par ses armées, l'Angleterre soudoyait les puissances sans lui laisser le temps de s'affermir; les Anglais étaient maîtres des mers, Napoléon voulait tarir les sources de leur prospérité commerciale qui suffisaient à peine à l'énormité de leurs sacrifices. D'abord il avait conçu le dessein d'attaquer son ennemi

corps à corps : une descente allait s'effectuer sur les côtes de l'Angleterre ; mais Pitt détourna le coup, et il fallut renoncer à l'attaque pour songer à la défense. La capitulation d'Ulm et la journée d'Austerlitz prouvèrent la supériorité du grand capitaine, et la difficulté pour les alliés d'agir avec leurs forces réunies : les armées placées en tête de leur ligne stratégique étaient écrasées avant que les corps auxiliaires fussent à portée de les secourir. La promptitude préparait le succès, la perte d'une bataille livrait une capitale, et la campagne était terminée.

Le traité de Presbourg (décembre 1805) enleva à l'Autriche sa suprématie. Venise, la Dalmatie et l'Albanie furent réunies à l'Italie ; deux nouveaux royaumes, ceux de Wurtemberg et de Bavière, et le grand-duché de Bade s'agrandirent dans le Nassau, le Tyrol et la Suabe.

Les armes et l'influence des idées françaises changeaient la face de l'Europe ; le contact des institutions de la France impériale était un élément de progrès pour l'Allemagne ; mais comme le propre de la liberté est de raviver le sentiment national, plus on se prêtait aux réformes, moins on était disposé à subir la loi politique du vainqueur.

L'établissement de la confédération du Rhin, dont

Napoléon s'était déclaré le protecteur, rapprocha la Prusse de la Suède et de la Russie ; des vues et des intérêts communs avaient porté ces puissances à opposer une ligue du Nord aux empiétements successifs de Napoléon. La guerre sortit des prétentions respectives, et la journée d'Iéna ruina les espérances de Frédéric-Guillaume. La Saxe entra dans la confédération du Rhin, et l'électeur reçut le titre de roi. L'armée russe, venue trop tard, essaya en vain d'arrêter les colonnes victorieuses ; défaite à Czarnowo et à Pultusk, elle parvint à se concentrer à Eylau ; là, sa résistance fut si opiniâtre, que les avantages de Napoléon se bornèrent à l'occupation du champ de bataille. L'année suivante, 1807, la Russie fit encore un effort à Friedland, où elle ne céda qu'après avoir vendu chèrement la victoire. Le traité de Tilsitt enlevait au roi de Prusse la moitié de ses États, et menaçait la Russie par l'établissement du duché de Varsovie sous la souveraineté du roi de Saxe. Napoléon prit l'admiration d'Alexandre pour de l'amitié ; il aurait dû prévoir que les concessions qui suivent une défaite n'ont de durée que celle de la nécessité qui les impose. La Russie, après tant de sacrifices, avait besoin de repos ; en entrant dans le système continental, elle se privait

de toutes les ressources de son commerce maritime. Elle se résigna momentanément, et entoura son adhésion de tous les dehors qui pouvaient la faire regarder comme sincère.

La ligue du nord était dissoute; le roi de Suède, plus chevaleresque que politique, osa heurter la puissance impériale et fut écrasé : il perdit successivement Stralsund, l'île de Rügen et toute la Poméranie suédoise.

Alexandre cherchait un motif pour rompre avec l'Angleterre; l'incendie de la flotte danoise et le bombardement de Copenhague le lui fournirent. Il annula les traités antérieurs, proclama le principe de la neutralité armée, et suspendit tout rapport avec la Grande-Bretagne, déclarant qu'aucun rapprochement n'était possible tant que le Danemark n'aurait pas reçu une réparation complète, et que Sa Majesté britannique se refuserait à traiter de la paix avec l'empereur des Français.

Tandis que Napoléon affermissait ses conquêtes par des alliances, la Russie trouvait des compensations à l'orient; au commencement de l'année 1806 le Schirvan fut incorporé à l'empire russe, et Abbas Mirza essuya une défaite sur les bords de l'Araxe. A la même époque, la Porte, qui s'était rapprochée de la France, eut à lutter contre la Russie qui

envahissait la Moldavie, et contre les flottes anglo-russes, qui brûlèrent son escadre, et forcèrent les Dardanelles. Les Turcs, soutenus par Napoléon, allaient prendre l'offensive lorsqu'une révolution renversa Sélim du trône. La paix de Tilsitt avait prouvé au divan que ses intérêts n'étaient que secondaires dans les grandes combinaisons de la politique européenne ; dès lors il accepta un armistice, et chercha un appui dans l'influence anglaise.

La Suède, isolée dans sa résistance, s'épuisait en sacrifices inutiles. Gustave IV refusait de considérer la Baltique comme une mer fermée. Cette obstination intempestive lui coûta la Finlande, dont l'occupation définitive compléta les frontières septentrionales de la Russie. Le despotisme de Gustave III avait préparé cette cession importante, qui, compensée plus tard par l'acquisition de la Norvége, devait rapprocher par une communauté de vues et d'intérêts les cours de Pétersbourg et de Stockholm.

La chute de Gustave IV fut une conséquence nécessaire de sa conduite et de son caractère. Dévot jusqu'au mysticisme, il montra dans ses démonstrations politiques une roideur qui contrastait de la manière la plus défavorable avec l'hésitation et la pusillanimité qui présidaient à tous ses actes. Il

compromit le sort de ses armées et l'honneur du nom suédois. Après avoir subi la pitié de la Prusse, il venait de se déclarer contre l'Angleterre, lorsque la demande d'une nouvelle levée et d'impôts onéreux prouva aux Suédois que le salut commun exigeait la déposition du monarque. Cette révolution s'accomplit sans secousse, sans que le sang coulât, parce que le prince détrôné inspirait plus de pitié que de haine, et que cet acte fut une mesure de raison et non de passion. Le duc de Sudermanie, son oncle, fut salué roi de Suède, sous le nom de Charles XIII. Il désigna pour successeur le prince danois d'Augustenbourg, qu'une mort prématurée enleva aux espérances de la nation. Le génie militaire du prince de Ponte-Corvo, son humanité, ses lumières, enfin toutes les qualités qui, dans les temps difficiles, semblent désigner au trône le plus capable comme le plus digne, déterminèrent son élection. C'était le seul de tous les capitaines de l'empire qui dût à lui-même de parvenir à ce dernier terme de l'ambition et des honneurs; et quelque extraordinaire qu'ait été son élévation, en présence de cette adoption mutuelle et de toutes les prospérités dont elle a doté la Suède, on hésite à décider si le roi a moins donné ou si le peuple a plus reçu.

Tandis que l'Europe presque entière, dominée et comme fascinée par le génie de Napoléon, s'affaiblissait par les traités non moins que par une suite non interrompue de défaites, l'Espagne luttait contre le vainqueur avec la double énergie du sentiment national et religieux; la journée de Baylen prouva que les armées de la France impériale pouvaient être vaincues; l'Angleterre alimentait la résistance avec cette volonté tenace qui porte les États comme les individus à s'attacher aux dernières ressources. Un parti avait offert à l'archiduc Charles le trône d'Espagne; la situation présentait quelque analogie avec l'époque de la guerre de succession, mais il s'agissait surtout pour l'Autriche de concentrer ses moyens d'action pour recouvrer ce qu'elle avait perdu. Napoléon se trouvait dans l'alternative de raviver la haine des souverains allemands par des mesures rigoureuses, ou de voir sa clémence tourner contre lui-même, s'il leur laissait le temps et les moyens de reprendre l'offensive. Pie VI venait de lancer contre l'usurpateur du royaume catholique une bulle d'excommunication; la perte des légations fut la conséquence de ce coup d'état pontifical; ainsi l'élément religieux manquait désormais à Napoléon monarque, comme le principe républicain manquait au représentant armé

de la liberté. Pour sonder les dispositions secrètes de ses vassaux couronnés, le nouveau Charlemagne proposa l'entrevue d'Erfurt. Les intérêts étaient trop divergents pour qu'il pût sortir autre chose de ce congrès que l'expression blessante de la prépondérance française; la paix avec l'Angleterre, dans les circonstances présentes, n'était que la consécration des victoires de Napoléon; la politique britannique ne pouvait ni ne devait y souscrire; d'un autre côté, la guerre imposait aux alliés de l'empereur français de nouveaux sacrifices : en admettant la ruine commerciale et financière de l'Angleterre comme dernier terme de l'alliance continentale, la France dominait sans contre-poids, et toute compensation ultérieure se bornait à des avantages matériels. L'Autriche fit des réclamations dans ce sens, que suivirent bientôt des démonstrations hostiles. Après une campagne de trois semaines, Vienne fut occupée par les Français. Les journées d'Essling et de Wagram amenèrent le traité de Schönbrünn. L'Autriche dut céder, soit à Napoléon, soit à la confédération du Rhin, quelques villes en Allemagne et en Italie; elle abandonna au duché de Varsovie la Gallicie occidentale et Cracovie. La Russie, qui avait appuyé, quoiqu'à regret, les opérations de l'armée victorieuse, obtint dans ce démembrement

un territoire dont la population pouvait être évaluée à quatre cent mille âmes. L'empereur François reconnut en outre les droits que s'arrogeait le vainqueur sur les monarchies du midi de l'Europe; il lui fallut adhérer au système continental, et renoncer à toutes les contrées comprises sous le nom de provinces Illyriennes. Un dernier sacrifice, imposé à l'orgueil de la maison d'Autriche, vint clore cette longue série de désastres : des intérêts qui ne pouvaient que rester hostiles s'abritèrent sous la garantie d'une alliance de famille.

Tandis que l'occident et le centre de l'Europe recevaient la loi du vainqueur, Alexandre obtenait des avantages importants sur les Turcs; la guerre, commencée en 1810, ne se termina que deux ans plus tard, par le traité de Boukharest, qui donna à la Russie le tiers de la Moldavie avec Khoczim et Bender, et toute la Bessarabie avec Ismaïl et Kilia. La Russie pouvait exiger davantage, mais elle avait besoin d'assurer ses frontières orientales, au moment d'engager cette lutte terrible qui devait changer la face de l'Europe.

Napoléon, qui voulait établir une navigation intérieure avec la Baltique, avait réuni à son empire les embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe; le Hanovre était

incorporé au royaume de Westphalie; Francfort avec son territoire venait d'être cédé à Eugène Beauharnais; les côtes de la mer du nord, Bremen, Hambourg, le duché de Lauenbourg et Lubeck faisaient désormais partie intégrante de l'empire français; enfin les exigences du système continental menaçaient tous les États de remaniements non moins précaires pour les princes qui acquéraient si subitement que désastreux pour ceux qui se voyaient dépouillés. Dans ces nouvelles combinaisons, les États du duc d'Oldenbourg avaient été sacrifiés : l'empereur Alexandre saisit ce prétexte et y rattacha ses autres griefs. Tranquille du côté de la Turquie et de la Perse, il fondait en outre de grandes espérances sur la coopération ultérieure de la Suède. Le prince royal avait accepté loyalement toutes les conséquences de son adoption ; il lui en coûtait sans doute de tirer l'épée contre ses anciens compagnons d'armes; mais, devenu suédois, il crut devoir consulter avant tout les intérêts du peuple sur lequel il était appelé à régner. Le pouvoir immense de Napoléon imprimait un caractère de noblesse à cette résistance consciencieuse; et l'issue de la campagne de 1812 prouva qu'il y avait dans cette détermination pénible non moins de prévoyance que de fermeté.

On eût dit qu'en s'efforçant d'élever son peuple, par le bienfait des lumières et des institutions, à la hauteur du rang que lui assignaient l'étendue de son territoire et ses ressources commerciales, Alexandre pressentait le rôle que lui réservait la fortune. Son rival avait pour lui le prestige de ses victoires, un génie égal à sa renommée; il disposait de toutes les ressources de l'Europe centrale; mais cette armée si belle et si formidable manquait de ce lien commun qui rend tous les intérêts solidaires. Le dévouement des Français était complet; mais l'idée de patrie était devenue pour eux trop subitement complexe; gloire, civisme, institutions, ils avaient tout personnifié dans un seul homme; dans ce seul homme, était leur orgueil, leur foi, leur culte : un accident, un revers, rompait cette chaîne magique, et les laissait sans but et sans direction. Les grands dignitaires de l'empire aspiraient au repos; n'ayant plus rien à espérer, ils avaient tout à perdre : cependant l'impression ineffaçable de tant de victoires, l'éducation du drapeau et la présence du chef, suppléaient à l'absence d'un principe moral, et jetaient trop d'éclat à la surface des choses, pour qu'on fût tenté d'en sonder la profondeur. Dans cette croisade contre la Russie, les contingents étrangers balançaient au moins les forces de l'an-

cienne France, de la France réelle; différentes de mœurs, de langage, d'intérêts, les annexes de l'empire subissaient les conséquences des traités : les Allemands ne marchaient qu'à regret contre un ancien allié avec les légions de leur vainqueur : soumis et dégénérés, ils n'eussent été qu'embarrassants; patriotes et braves, leur énergie était une menace continuelle.

Alexandre pouvait donc compter sur les sympathies de l'Allemagne. A défaut de places fortes, il pouvait opposer à l'ennemi des solitudes sans ressources, lui disputer le passage de chaque fleuve, ruiner tout en se retirant, harceler et intercepter les convois avec sa cavalerie infatigable, et attendre son salut de l'hiver. Il parla de gloire à sa noblesse, au peuple de la religion menacée, et, comme en Espagne, la guerre prit un caractère national : les seigneurs offrirent leurs richesses et leurs services, le peuple tout ce qu'il possédait, sa haine et son sang. Ainsi la Russie se trouvait dans les conditions morales les plus favorables pour la résistance : intelligence dans les chefs, dévouement complet dans les masses. On ne peut qu'admirer le génie de l'homme qui triompha de tant d'obstacles et ne céda qu'aux éléments. Les détails de la campagne de 1812 et des événements qui ont changé la France

impériale en monarchie constitutionnelle n'appartiennent pas à notre cadre ; nous nous contenterons d'indiquer les phases principales de cette révolution mémorable, en nous renfermant dans une impartialité consciencieuse. Le plan de Napoléon était tracé sur une trop vaste échelle, et les obstacles que devait rencontrer l'armée d'invasion étaient trop multiples, pour que les combinaisons stratégiques les plus savantes ne fussent pas soumises à une foule d'éventualités. Ces considérations, non moins que la nature de son génie, portaient donc Napoléon à frapper un coup décisif. Cependant, en entrant sur le territoire russe, il avait perdu son avantage numérique; il se voyait donc forcé d'isoler les corps ennemis pour les détruire successivement, et pour ne pas épuiser par la concentration de ses forces le peu de ressources que lui offrait le pays. Quant aux Russes, leur résistance ne pouvait que se régler sur l'attaque. Ils observaient les mouvements des corps ennemis, et manœuvraient pour couvrir les deux capitales : souvent défaits dans les affaires partielles, ils perdaient cependant moins de monde sur le champ de bataille que n'en enlevaient aux Français les maladies occasionnées par une nourriture malsaine, les fatigues et les privations de toute espèce. A Witepsk, à Smolensk, les Russes, qui pa-

raissaient décidés à risquer une grande bataille, se replièrent devant des forces supérieures. Barclay, prévoyant et temporiseur, contenait l'impatience de ses soldats, et préparait froidement le succès de ceux qui lui faisaient un crime de sa prudence.

Cependant l'exaltation du peuples russe était à son comble ; les proclamations d'Alexandre, les exhortations solennelles du clergé, le danger qui menaçait Moscou, tout annonçait que la lutte serait terrible, et qu'une victoire ne la terminerait pas. Koutousof venait de remplacer Barclay, lorsque l'armée française joignit l'ennemi qui occupait une position forte à Borodino. Le 6 septembre au matin, Napoléon alla lui-même reconnaître l'ennemi, et résolut de l'attaquer dès le lendemain. Les deux armées également impatientes d'en venir aux mains, les Russes pour sauver la ville sainte, les Français pour en finir, présentaient un effectif d'environ deux cent quatre-vingt mille combattants. Ney décida la victoire, mais elle fut tellement disputée et coûta si cher aux Français, que Napoléon, en voyant tant de vides dans les rangs de ses braves, répondit aux généraux qui lui conseillaient de charger l'ennemi qui se retirait en bon ordre : Si nous avons une bataille demain, que nous restera-t-il pour vaincre ?

Quelques jours après, Napoléon entrait dans Moscou. La ville était déserte : triomphe étrange sans vaincus et sans spectateurs ! Bientôt les flammes s'élevèrent de tous les quartiers de la cité silencieuse, Moscou n'était plus qu'un vaste bûcher; mais ruinée et envahie, elle venait de reprendre le rang de première capitale de l'empire. Rostopchin avait eu le courage de consommer ce sacrifice comparable à tout ce que les dévouements antiques offrent de plus grand, sacrifice qui rapetissait le vainqueur et l'ensevelissait dans son triomphe. Napoléon étonné offre la paix ; on l'entame dans des négociations dilatoires; il perd quarante jours; mais il compte les braves qui lui restent, et il se croit encore invincible. Cependant, au 13 octobre, les premières neiges, avant-coureur d'un hiver précoce, annoncent le plus terrible auxiliaire des Russes; alors il ordonne la retraite; la retraite, quand les routes sont effacées ou impraticables; c'est peu, le nécessaire manque à l'armée à l'instant même où, sous un ciel si rigoureux, la vie seule est une lutte. La grande armée est détruite, mais ses débris se pressent instinctivement autour du drapeau; tel maréchal de l'empire redevient soldat, et, le mousquet à la main, marche en avant des colonnes... Honneur à ceux qui ont sauvé les nobles restes de

nos légions! Partout où l'ennemi se montre en force, les bataillons français se reforment pour mourir ou pour vaincre encore. Après une lutte acharnée, Eugène triomphe à Malo-Iaroslavetz. Les débris de l'armée d'invasion s'étaient dirigés sur Smolensk. Là, Napoléon put apprécier ses pertes : il lui restait à peu près quarante mille hommes. L'armée du nord, sous les ordres de Gouvion Saint-Cyr, avait peu souffert, et celle du sud que commandait Schwarzenberg, offrait encore un effectif de vingt-cinq mille hommes : mais Wittgenstein occupait Victor, et Tchitschagof, supérieur aux Autrichiens, les tenait en échec. Enfin la Bérézina, qui devait être le tombeau de l'armée française, est franchie presque sous les yeux de Tchitschagof; l'empereur gagne Wilna, laisse le commandement de l'armée au roi de Naples, et vole à Paris, dans l'espoir de réparer un désastre irréparable. La défection des Prussiens venait de consommer les désastres de cette campagne.

Les événements de l'année 1813 prouvèrent au monde que les traités ne sont que l'expression des nécessités présentes. Les négociations entre l'Autriche et la France n'étaient qu'un artifice dilatoire; la Prusse, plus compromise, se déclarait pour la Russie; les Anglais gagnaient du terrain en Espagne,

et leurs agents politiques s'agitaient partout. Enfin la réaction était générale.

Par le traité de Kalisch, Alexandre déclarait qu'il ne poserait les armes que lorsque la Prusse aurait recouvré le territoire qu'elle possédait avant la guerre de 1800. Au mois de mars, le traité de Stockholm mit les forces de la Suède à la disposition des alliés.

Napoléon avait retrouvé toute son énergie; mais il résistait, il n'attaquait plus. Les efforts de cet homme extraordinaire furent dignes de son passé : il triompha à Lutzen et à Bautzen.

Cependant le danger augmentait en raison même de nos victoires. L'Autriche a levé le masque; toute l'Europe s'est retournée contre la France redevenue menaçante. La journée de Dresde marqua l'apogée de cette nouvelle série de succès, mais ce n'était qu'un piége de la fortune. La bataille de Gross-Beeren que le prince royal gagna sur Oudinot, et le désastre de Vandamme à Peterswald, préparèrent la défaite des Français à Leipzig. L'Allemagne avait secoué ses chaînes; les exigences des alliés s'élevaient comme leur fortune; il ne s'agissait plus de délivrer le sol germanique, mais de franchir le Rhin et de renfermer la France dans les frontières de l'ancienne monarchie.

La campagne de 1814 mit à nu toutes les plaies de la France impériale. Les succès mêmes restaient stériles; l'armée était encore fidèle et animée de l'esprit de son chef; mais les ressources étaient épuisées, la population soupirait après le repos. Les Bourbons avaient quitté la terre d'exil, et leurs partisans montraient le rappel du roi légitime comme la condition et le gage d'une paix honorable. La France unie et compacte eût peut-être repoussé l'invasion étrangère : l'irrésolution et la discorde accélérèrent sa ruine. La capitulation de Paris déjoua tous les plans de l'empereur, et la France crut déguiser l'humiliation de sa défaite, en acceptant l'ancienne dynastie. L'abdication de Fontainebleau avait consacré ce grand changement : le congrès de Vienne s'occupait de régler les restitutions et les indemnités des alliés, lorsque Napoléon débarqua à Cannes. Sa rentrée en France après un triomphe eût excité moins d'enthousiasme : c'était plus que le dévouement à un homme, c'était la réaction de la France nouvelle contre la France du privilége et de l'émigration. La jeunesse, les débris de l'armée se groupèrent autour du grand capitaine; mais les plus sages comparaient l'obstacle aux ressources, et déploraient l'issue d'une lutte si inégale.

Le désastre de Waterloo ne fut que la conséquence naturelle de la situation politique. Le génie du chef et l'élan des troupes françaises l'emportèrent d'abord; l'hésitation de Grouchy compromit le succès; la patience et le nombre triomphèrent. En cas d'échec, un million d'alliés se précipitaient sur la France.

Le traité de Paris stipula les exigences de la conquête; celui de la sainte-alliance avait été signé deux mois auparavant (1).

Le caractère de mysticisme que prit alors la politique s'explique par l'esprit de l'époque, non moins que par les prédispositions morales de l'empereur Alexandre. En moins d'un quart de siècle, le torrent révolutionnaire avait renversé les institutions de la vieille Europe : trônes, nationalités, tout jusqu'au langage administratif avait subi les conséquences de la défaite. Le sentiment national avait été le point d'appui de la réaction européenne, le sentiment religieux le compléta. En présence des maux de la guerre ou de l'épuisement des populations, les princes semblèrent adopter les principes d'une politique humanitaire, et le malheur les rapprocha de leurs peuples : cette disposition des esprits

(1) 20 septembre 1815.

rendit faciles les plus grands sacrifices. Après la victoire, on put sonder toute la profondeur de la situation ; les germes révolutionnaires étaient partout : d'un autre côté, l'équilibre de l'Europe était rompu par le développement de la puissance russe, et les petits États de l'Allemagne se trouvaient menacés par les rivalités de l'Autriche et de la Prusse. On crut neutraliser tous ces éléments de discorde en transformant la ligue armée dont la mission était accomplie, en une alliance sainte, de telle sorte que les intérêts des princes fussent solidaires, et que les tendances nouvelles ne pussent forcer les conditions de ce système sans se heurter à un obstacle religieux, et sans donner l'éveil à toute l'alliance.

Les vices de ce système étaient sensibles, et dans ce qu'on venait d'établir, et dans ce qu'on voulait empêcher. Dans les combinaisons du partage, le principe de la légitimité n'était point resté intact ; puisqu'il avait fallu admettre quelques innovations, on n'était point fondé à repousser indéfiniment les réformes que réclamait l'Allemagne comme la récompense de ses sacrifices. La sainte alliance ne se prouva donc que par des rigueurs et des répressions qui disciplinèrent les résistances ; et à l'instant même où la France était domptée, l'esprit de la révolu-

tion de 89 travaillait toute l'Europe. Malgré ce vice organique de la sainte alliance, elle se soutenait par la conscience du danger, et par le génie de M. de Metternich, qui avait su enlacer l'empereur Alexandre dans les liens d'une religiosité timorée et d'un sentimentalisme politique. Les entrevues de ce monarque avec madame de Krudener avaient produit sur son âme naturellement tendre et exaltée une vive impression. La révolution qui l'avait mis sur le trône, les traverses de son règne, le dénoûment providentiel de sa lutte contre le génie et la puissance de Napoléon, tout, jusqu'aux faiblesses de sa vie privée, donnait à sa piété un caractère de modestie et de gratitude. Il semblait qu'il voulût expier sa grandeur à force de modération. Ses alliés tirèrent un avantage positif de cette abnégation volontaire : éclairé autant que ferme, Alexandre ne fut la dupe que de ses propres vertus. Plus d'une fois la force des choses et les exigences de la politique le convainquirent de la difficulté du rôle qu'il s'était laissé imposer. C'est ainsi que la constitution qu'il avait octroyée aux Polonais trompa ses vues et leurs espérances; s'il ne considérait la Pologne que comme une annexe de l'empire russe, il en fit trop; s'il voulait régulariser l'exercice des libertés nationales par une pondération salutaire,

il s'alarma trop promptement des conséquences nécessaires de son bienfait.

Les congrès de Troppau, de Laybach, d'Aix-la-Chapelle, étaient comme les corollaires des troubles du Piémont et de Naples. La sainte alliance s'efforçait d'étouffer ces manifestations; mais elle ne pouvait avoir d'action sur l'esprit des masses qu'en employant des moyens plus propres à augmenter l'irritation qu'à la calmer. Alexandre avait une double tâche à remplir : celle de chef de la sainte alliance, et celle d'empereur de Russie. Comme tsar, il fondait ou favorisait toutes les institutions qui pouvaient conduire son peuple à la liberté; comme modérateur de l'Europe, il arrêtait l'essor des idées avancées, se flattant d'équilibrer les forces physiques et intelligentes dans des conditions dont le dernier terme serait le repos et le bien-être de l'humanité : conception vraiment noble, mais qu'il n'appartient qu'au temps de réaliser. L'insurrection des Grecs mit la longanimité d'Alexandre à une rude épreuve : ses frères en religion étaient massacrés par les Turcs; l'occasion de s'étendre vers l'Asie se présentait naturelle et légitime : cependant il refusa d'appuyer une révolte. Partout le système d'immobilité dont Alexandre était le bras, et M. de Metternich la tête, se trouvait

débordé par les tendances ou par les faits. Les sociétés secrètes bravaient les mesures d'une police vigilante. En France, en Italie, en Allemagne, en Pologne et jusqu'en Russie, un pouvoir occulte paralysait l'action gouvernementale : le fluide électrique n'attendait qu'un conducteur pour éclater sur les trônes de droit divin.

Des événements sinistres agirent sur le moral déjà affecté de l'empereur Alexandre. Un incendie dévora le palais de Tsarskoié-sélo, et un débordement extraordinaire menaça d'engloutir Saint-Pétersbourg. Depuis cette catastrophe, où le chef de la sainte alliance crut reconnaître le doigt de Dieu, la politique russe sembla vouloir sortir des limites où la retenait le cabinet de Vienne; la résistance héroïque des Grecs, en éveillant la sympathie universelle, accusait la longanimité des souverains; l'esprit d'opposition se faisait un point d'appui de cette cause religieuse, et le système, acculé à ses dernières conséquences, devait se modifier ou renier son principe. Les difficultés de la politique se compliquaient encore par des embarras financiers. L'entretien de la flotte et des armées russes excédait les ressources de l'empire. Pour simplifier les dépenses, on essaya de coloniser les militaires dans les villages de la couronne; la cavalerie se prêta à ce mode

d'organisation, mais les essais appliqués à l'infanterie furent abandonnés plus tard. La lutte morale à laquelle Alexandre était en proie se révélait par l'inégalité de son humeur, et par un redoublement de mysticisme que les uns attribuaient à l'ébranlement de ses facultés, les autres à des scrupules de conscience, nés de sa détermination tardive à protéger efficacement ses coreligionnaires, lorsqu'il entreprit un voyage dans les provinces méridionales de ses États. Il fut saisi de la fièvre de Crimée, et expira à Taganrok le 19 novembre 1825, dans les sentiments de résignation et de piété qui devaient couronner une vie si pure. Ses intentions furent constamment droites; il s'était montré ferme et populaire dans la résistance, mais le succès dépassa les forces de sa nature; il erra souvent dans les moyens, parce qu'il jugeait les hommes d'après lui-même, et ferma les yeux sur ce que le mouvement de l'époque avait de légitime et de puissant : il crut assurer la paix du monde en décrétant l'immobilité. Napoléon avait tout déplacé; Alexandre voulut renfermer jusqu'aux idées dans les limites des traités : tous deux échouèrent parce que l'intelligence a sa voie et qu'elle ne relève que d'elle-même. Après lui, les passions, longtemps comprimées, réagirent avec violence, et la volonté des peuples

renversa en peu de jours l'œuvre si laborieusement construite de l'alliance des rois.

Quant à la modération d'Alexandre, elle n'alla point jusqu'à l'abnégation; à la mort de ce monarque la Russie avait complété ses frontières, au sud, par la ligne du Caucase, au nord, par l'acquisition de la Finlande suédoise; enfin, par la Pologne, elle se créait une force immense d'agression, et attirait à elle par le seul effet de sa présence tous ces lambeaux du monde slave, jetés comme au hasard au milieu des possessions germaniques et ottomanes. La vraie politique, celle qui voit le succès dans la durée, se prouve moins que par des entreprises extraordinaires, que par la mise en œuvre intelligente de toutes les ressources d'un État.

CONCLUSION.

Dans une histoire qui a pour but de signaler l'esprit des révolutions, le développement des faits récents ne serait point à sa place. Au milieu des intérêts qui divisent l'Europe, l'écrivain impartial se récuse: l'expérience même lui interdit de prononcer sur des changements dont l'avenir seul révélera la por-

tée. Plus la critique du présent est facile, à ne considérer que le côté vicieux des institutions, plus le correctif se dérobe à l'historien consciencieux qui tient compte, non-seulement de ces obstacles qui sont de tous les temps, mais de ceux que nous a légués un passé de plusieurs siècles.

D'un autre côté, la flatterie serait pire encore; une erreur s'excuse, la flatterie déconsidère et le souverain qui en est l'objet et l'homme qui s'en fait l'organe. Laissant à nos neveux le blâme et l'éloge, nous nous contenterons d'esquisser les faits principaux, les seuls qui caractérisent la physionomie d'une époque.

Nous n'avons rien à dire du Danemark; depuis la chute de l'empire français, ce royaume a porté la peine de la fidélité à ses alliances; son influence sur les affaires de l'Europe est à peu près nulle; délivré des grandes agitations politiques, il se repose de ses longues luttes, et semble borner son ambition au développement de ses ressources et à la culture des arts de la paix.

Contre toute espérance, la Suède, si près de sa ruine sous Gustave-Adolphe IV, s'est relevée de ses désastres. Pour la troisième fois, un roi d'élection raffermit les destinées de ce pays de liberté. Un soldat de l'empire, simple grenadier au début de sa

carrière, prince de Ponte-Corvo en 1806, élu prince héréditaire de Suède quatre ans après, ceint la couronne des Vasa en 1818, et ajoute à l'écu de Suède les armes de Norvége. Appuyé par la Russie, il entra dans la ligue qui devait renverser son ancien maître; cette ligue triompha. Les devoirs d'une élection libre et librement acceptée déterminèrent Charles-Jean. Désormais la lutte entre la Russie et la Suède est terminée par la cession de la Finlande, et l'activité des Moscovites se tourne vers l'Orient.

Quand le souvenir de la coopération active du prince royal au succès de la sainte alliance fut affaibli, on essaya d'ébranler la fermeté du roi de Suède par des intrigues et des menaces indirectes : mais tout fut inutile : les réclamations du Danemark au sujet de la dette de Norvége furent réglées sur des bases équitables; les tentatives de soulèvement dans ce dernier pays échouèrent aussi bien que quelques conspirations obscures, qui ne servirent qu'à faire éclater le dévouement du peuple pour le prince de son choix. Charles-Jean resta ce qu'il avait été, l'homme de ses œuvres, et il porta les soins et la dignité de la couronne comme s'il était né dans la pourpre. Le sang des Beauharnais coule dans les veines de ses petits-fils, et l'éducation

toute suédoise du prince Oscar est comme un nouveau lien qui attache le peuple à la dynastie du roi soldat.

De grands travaux marquent le règne de Charles-Jean; on s'étonne qu'avec des ressources aussi modiques on ait osé les entreprendre et su les exécuter. Parmi ces monuments, le plus utile est le canal de Gothie, qui joint la Baltique à la mer du Nord, facilite les communications commerciales, et les affranchit désormais de la servitude des détroits, causes jadis si fécondes de démêlés et de guerres entre la Suède et le Danemark.

Le repos dont jouit la presqu'île scandinave, et qui résulte surtout de la politique d'expectative adoptée par les puissances de premier ordre, a permis aux Suédois de développer l'industrie manufacturière parallèlement à l'accroissement de la production. Quand l'esprit d'association aura triomphé des répugnances des propriétaires, le commerce des fers prendra une extension rapide et ouvrira une source inépuisable de travail à la classe pauvre, qui reste inactive pendant une partie de l'année, et que décime l'abus des liqueurs spiritueuses.

Tandis que l'agriculture, le commerce et l'industrie, favorisés par une longue paix, permettent d'équilibrer toutes les branches du système finan-

cier et simplifient l'action législative, les arts, les sciences et les lettres élèvent la Suède au niveau des nations les plus avancées. L'esprit d'investigation, si naturel aux Suédois, a agrandi toutes les voies des sciences exactes et naturelles; leur poésie, dégagée des langes de l'imitation, a puisé le beau dans la nature, en s'appuyant au sentiment national et au sentiment religieux : enfin, les historiens ont scruté avec un soin sagace tous les monuments du passé. Les Suédois ont des historiens consciencieux autant qu'éloquents; en méditant leurs annales, où tant de malheurs se mêlent à tant de gloire, ils apprécient d'autant plus ce bonheur calme et solide que donnent la paix et la maturité des institutions. Cependant la Suède, peu formidable aujourd'hui par sa force d'agression, se trouve dans les conditions les plus favorables pour défendre ses frontières naturelles qui embrassent toute la presqu'île scandinave. Ses rivages, profondément découpés et semés d'écueils; ses lacs, ses montagnes et ses défilés, l'âpreté du ciel et le courage d'un peuple religieux, brave et pauvre, opposeraient à une armée d'invasion des obstacles presque invincibles. Les dernières guerres ont prouvé que dans une guerre européenne l'alliance suédoise prend une importance qu'explique son assiette géogra-

phique, à la fois en dehors et à portée des principales lignes stratégiques de la Russie et de l'Allemagne.

Il ne nous reste plus qu'à résumer ce que nous avons dit sur la Russie, et à jeter un regard rapide sur le règne de l'empereur actuel. Nous avons vu les Slaves du nord et de l'est, disciplinés sous la domination des Variègues, inaugurer leur civilisation en acceptant le christianisme. Les rivalités des princes apanagés entravèrent longtemps le développement des institutions. A l'instant même où un instinct conservateur rapproche les Russes de l'unité monarchique, le glaive des Mogols vient tout niveler. Après deux siècles d'oppression, durant lesquels s'élaborent tous les éléments du despotisme, les princes tributaires de la horde secouent le joug; le sol russe est affranchi, mais l'empreinte asiatique est restée sur le front des vainqueurs; à peine s'aperçoivent-ils qu'ils ont changé de servitude. Peu à peu cette âpreté de mœurs s'adoucit par les relations européennes. Le despotisme sombre de Jean IV a fondé l'unité de l'empire; le génie inflexible de Pierre le Grand impose aux Russes la civilisation de l'occident. Catherine adoucit les aspérités de cette large ébauche, et déjà sous Alexandre la Russie domine la politique de l'Europe.

Jusque-là l'autocratie a trouvé de nouvelles forces dans un système constamment actif; les inconvénients se sont effacés, pour ainsi dire, dans la grandeur du résultat; mais, dans un état politique stationnaire, ou de transformation purement civilisatrice, les vices d'un gouvernement se font d'autant plus sentir qu'ils frappent l'attention publique sans partage. Un exposé succinct du règne de l'empereur Nicolas montrera que l'exercice d'un pouvoir absolu a ses conditions et ses limites, et qu'il exige autant de fermeté que de prudence, soit en présence des rivalités étrangères, soit même dans les améliorations que réclame le plus impérieusement l'état du peuple.

A la mort d'Alexandre, une conspiration, ourdie depuis longtemps, éclate dans l'armée; les chefs, officiers pour la plupart, voulaient un changement de constitution; mais les soldats, incapables de saisir la portée de ces théories, résistent, et quelques-uns ne se décident à agir que parce qu'on leur fait croire qu'on veut frustrer le grand-duc Constantin de ses droits au trône. La révolte est étouffée; mais une vérité reste évidente : c'est que l'absolutisme, qui convient encore aux masses, rencontre une opposition systématique dans une partie de la noblesse; car la tentative de 1825 ne

ressemble plus à ces conspirations de palais dont le seul but était un changement de personne.

Après le jugement des coupables, l'empereur Nicolas jugea qu'une diversion énergique était nécessaire, et qu'une guerre nationale absorberait tous ces éléments d'agitation. Il se trouva que le caractère du monarque était en harmonie parfaite avec le rôle que lui indiquaient les circonstances. Alexandre avait beaucoup promis et peu tenu; Nicolas, sans rien promettre, débuta par des victoires, et les concessions spontanées du trône n'en furent que plus efficaces. Tous les regards étaient fixés sur l'Orient; les peuples s'étaient pris d'enthousiasme pour la cause des Grecs, sans prévoir que les ruines du despotisme turc s'ajouteraient à la base du despotisme russe; l'Autriche et l'Angleterre, craignant que l'obstination du divan n'attirât les Russes jusqu'au Bosphore, menaçaient Mahmoud d'une coalition européenne, et surveillaient en même temps les démarches du cabinet de Pétersbourg. La France entra dans les mêmes vues; et les suites du combat de Navarin prouvèrent bientôt que le triomphe des alliés de la Russie n'était pour eux qu'une défaite diplomatique.

Tandis que la Russie semblait se borner à n'agir contre la Turquie que comme liée par le traité de

Londres, elle attaquait la Perse, où les réformes dans le système militaire prenaient un caractère menaçant. Depuis quelques années, des instructeurs étrangers formaient les Persans et les Turcs à la discipline européenne; il était urgent pour les Russes de ne pas attendre que ces changements portassent leurs fruits. Les victoires de Paskévitch en Perse préparèrent le traité de Tourkmanchaï (1), qui livre aux Russes les provinces d'Érivan et de Nakhitchévan, et leur permet de prendre à revers toute la ligne du Caucase. Deux mois plus tard, la Russie déclarait la guerre à la Porte. Il fallut deux campagnes et d'immenses sacrifices pour triompher des obstacles qu'opposaient aux généraux du tsar la nature des lieux, les maladies contagieuses et la bravoure des Ottomans. Pour la première fois, le pavillon russe flotta sur les forteresses de l'Arménie turque; pour la première fois leurs aigles franchirent la chaîne des Balkans. Enfin, le traité d'Andrinople termina la lutte; il livre aux Russes les embouchures du Danube, et, en leur assurant l'empire de l'Euxin, il établit définitivement leur prépondérance dans l'Orient et leur ouvre le chemin des Indes. Ce double triomphe des armes et de la

(1) Février 1828.

politique permettait à l'empereur Nicolas de porter sa sollicitude sur les améliorations de l'intérieur. L'esprit de l'armée n'était plus douteux ; mais l'influence des idées et des formes politiques de l'étranger neutralisait en quelque sorte le dévouement de la noblesse ; il s'agissait d'attacher la nouvelle génération aux institutions du pays par une éducation plus forte et plus nationale, de satisfaire aux tendances morales par des garanties plus larges, et de couvrir la personne de l'autocrate de l'égide des lois. Quant aux paysans, ceux des domaines de la couronne se trouvaient placés dans des conditions plus favorables, on les rapprocha graduellement de l'émancipation; cette classe nombreuse et active exprime la transition de l'affranchi au serf; elle est comme le point d'appui d'une émancipation générale qui, opérée sans tempéraments, présenterait de grands dangers. Les Russes entraient avec espoir et confiance dans ces voies nouvelles, lorsque la révolution de juillet éclata : tous les cabinets de l'Europe s'émurent; mais le torrent avait creusé si profondément son lit qu'il ne put que réagir sur lui-même. Cependant cette victoire rapide du peuple sur une dynastie parjure surexcita les passions longtemps comprimées; la Belgique suivit l'exemple de la France ; toute l'Allemagne s'agita ; mais nulle

part les cris de liberté ne trouvèrent plus d'échos sympathiques qu'en Pologne. Toutes les résistances passèrent de l'état de conspiration à celui de révolte armée; la force militaire, si admirablement organisée par le grand-duc Constantin, se retourna contre le gouvernement; une jeunesse enthousiaste, pressée de faire acte d'énergie, se dévoua pour la délivrance commune; Varsovie se crut libre, et la lutte venait seulement de commencer. Si les huit palatinats, c'est-à-dire la Pologne telle que l'avait constituée Alexandre, supportaient seuls le poids de la guerre, les ressources révolutionnaires devaient bientôt s'épuiser; si l'on essayait de soulever la Lithuanie et les provinces échues à la Russie dans le dernier partage, on alarmait l'Autriche et la Prusse, et l'on triplait les chances de défaite. Dès le principe, trois partis, distincts par leurs tendances comme par leur action, révélèrent l'absence de cette unité de vues et d'efforts qui supplée le nombre, et sans laquelle le triomphe d'une insurrection sur des forces bien supérieures devient impossible. Les politiques voulaient transiger : c'était avouer leur faiblesse; les constitutionnels rêvaient la charte du 3 mai, oubliant qu'une organisation présuppose l'existence; enfin, les exaltés ne demandaient qu'à combattre, pressentant que

l'ordre ne pouvait naître que de la victoire, et préférant même une défaite glorieuse à la négation de leurs principes.

Le développement de cette lutte si complexe, à l'intérieur par le jeu des partis, devant l'ennemi par les chances de la guerre, exigerait une relation spéciale. Nous nous bornerons à dire que les Polonais, comme les Russes, se montrèrent tels qu'on les avait vus dans les guerres précédentes. Le courage était égal de part et d'autre; mais les pertes des insurgés étaient irréparables, tandis que de nouveaux renforts conservaient aux Russes leur prépondérance. Les Polonais eurent la gloire de tenir longtemps en échec toutes les forces de Diebitch; ce général, bon tacticien, mais refroidi par l'âge, dut céder le commandement au prince d'Érivan; dès lors tout changea de face : cet autre Souvorof termina la campagne par la victoire de Varsovie. Désormais la Pologne est soumise de fait, mais les débris de cette nation généreuse protestent encore contre la conquête; l'esprit de l'émigration n'est pas vaincu.

Il y a un siècle et demi, la Russie comptait à peine dans les combinaisons de la politique européenne : aujourd'hui rien d'important ne peut se faire qui ne touche à ses intérêts; la Turquie, en si-

gnant le traité d'Unkiar-Skelessi, a abdiqué son indépendance; les mines de l'Oural et du Valdaï donnent à la Russie du fer et de l'or : elle est puissante entre les nations : la civilisation de l'Europe a fécondé ses ressources; mais le plus difficile reste à faire, c'est de mettre de l'harmonie et de l'ensemble dans toutes les parties de cet empire immense, c'est de cimenter les réformes et les améliorations par l'élément national, c'est de faire passer sans secousse le peuple à cet état de liberté et de dignité morale qui complète l'homme en lui donnant la conscience de ses devoirs et de ses droits.

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE SOMMAIRE

DES QUATRE VOLUMES.

PREMIER VOLUME.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER. — Considérations sur l'homme physique et moral. L'Égypte, la Grèce et Rome, c'est-à-dire la civilisation des anciens, et le monde barbare.

CHAPITRE II. — De l'homme à l'état de nature ; du mariage et de la propriété comme base de la famille ; des premières transactions. Origine de l'esclavage. Pénalité. Constitution de la famille.

CHAPITRE III. — Comment la famille est passée à l'état de tribu. Temps héroïques. Développement du sentiment religieux. Agglomération des tribus. Ce qui a contribué à jeter de l'obscurité sur les origines.

CHAPITRE IV. — Influence de la poésie et de la philosophie sur la civilisation. Des oracles. Signes symboliques : écriture. Causes de la diversité des systèmes. Différentes formes de gouvernement. De la république.

CHAPITRE V. — De la monarchie. Elle est d'abord élective. Des priviléges et de la féodalité. Du pouvoir absolu.

CHAPITRE VI. — Le christianisme. Son influence sur les sociétés.

CHAPITRE VII. — Du commerce ; des villes et des associations commerçantes ; de la ligue hanséatique.

CHAPITRE VIII. — De la science politique. Progrès de l'esprit humain. Effets des révolutions.

CHAPITRE IX. — De la science historique, depuis Hérodote jusqu'à nos jours. Plan de l'*Histoire des révolutions des peuples du Nord*.

LIVRE PREMIER OU PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER. — Aspect général de la Scandinavie et de la Russie. Origines.

Chapitre II. — Expéditions des Cimbres.

Chapitre III. — Mythologie des Scandinaves.

Chapitre IV. — Continuation. Mœurs des Normands, Migration de Hassli. Colonisation de l'Islande.

Chapitre V. — Les pirates normands ; des peuples qui ont été confondus sous cette dénomination.

Chapitre VI. — Caractère de leurs expéditions. État de l'Europe sous les successeurs de Charlemagne.

Chapitre VII. — Expédition de Hrolf ou Rollon en Neustrie. Établissement des Normands en Italie, etc.

Chapitre VIII. Les Slaves; leur apparition dans l'histoire; leur mythologie; leurs mœurs. Arrivée de Riuric et des Variagues dans le nord de la Russie. Oleg. Son expédition à Constantinople. Igor, Olga, Sviatoslaf, Yaropolk, Oleg et Vladimir.

Chapitre IX. — Introduction du christianisme dans les États scandinaves. Anschaire.

Chapitre X. — Introduction du christianisme en Russie. Vladimir.

Chapitre XI. — Harald à la dent bleue. Suénon; ses conquêtes en Angleterre. Coup d'œil général sur la situation de l'Europe au commencement du onzième siècle.

DEUXIÈME VOLUME.

Chapitre XII. — Olof Skötkonung, premier roi chrétien de la Suède. Ting d'Upsala. Anund. Emund le Vieux. Avénement de la race visigothe au trône de la haute Suède. Principe de la rivalité entre les deux races. Stenkil. Mort de Suénon. Canut le Grand. Il consolide son pouvoir en Angleterre. Code de Canut, connu sous le nom de *Droit de la cour*. Harald. Horde-Canut. Fin de la domination danoise en Angleterre. Magnus de Norvége. Guerre contre Suénon. Harald, frère de saint Olof. Combat naval du Categad. Bataille de Stamford-Bridge. Olof le Pacifique en Norvége. Traité d'alliance entre Suénon et Henri IV, empereur d'Allemagne.

Chapitre XIII. — Rapports des Normands avec l'Europe. Les Russes se constituent comme nation. Sviatopolk. Victoire des Polonais. Yaroslaf. Ses conquêtes. Charte de Novgorod. Code de Yaroslaf. Il désigne pour métropolitain de Kief le moine Hilarion. Expédition de ce prince contre Constantinople. Son alliance avec Casimir, roi de Pologne. Mariage de sa fille Anne avec Henri Ier, roi de France. Étendue de la Russie sous le règne d'Yaroslaf. Partage de l'empire entre ses cinq fils. Systèmes des apanages. Mort du grand prince Yaroslaf. Vsévolod. Sviatopolk. Fin des annales de Nestor.

Chapitre XIV. — Situation de l'Europe vers la fin du onzième siècle. Les croisades. Les Normands ont modifié le caractère de la féodalité dans tout l'Occident. Canut succède à Harald III en Danemark. Guerre contre les Vandales. Assassinat de Canut surnommé le Saint. Olof. Éric Ier. Établissement de l'archevêché de Lunden. Éric meurt dans l'île de Chypre. Nicolas. Le christianisme pénètre chez les Vandales. Henri, prince des Obotrites, prend le titre de roi des Slaves. Canut, duc de Sleswig, lui succède. Il est assassiné par Magnus, fils de Nicolas. L'empereur Lothaire s'immisce dans les querelles du Danemark. Éric II. Éric l'Agneau. Croisade contre les Vandales. Lutte entre Canut et Suénon III. Canut met le Danemark sous la suzeraineté de Frédéric Ier. Guerre contre la Suède. Valdemar se rapproche de Canut. Partage du royaume entre les trois prétendants. Établissement d'un primat en Norvége et en Suède. Valdemar règne seul. Ses expéditions contre les Slaves de la Baltique. Fondation de Copenhague. Ruine d'Arcona, capitale de l'île de Rugen. Les Esthoniens et les Courlandais. Démêlés de Valdemar avec Henri le Lion. Canut lui succède. Guerre contre les Esthoniens. Valdemar II. Hostilités contre la Suède. Établissement des chevaliers Porte-Glaive. Les Russes secourent les Esthoniens contre les Danois. Établissement de Revel. Henri de Schwerin. Captivité de Valdemar. Abaissement du Danemark. Ordre Teutonique. Lubeck. Lois du Jutland. Mort de Valdemar.

Chapitre XV. — Rois de Norvége depuis la fin du onzième siècle jusqu'à Olof, fils de Marguerite (1376).

Chapitre XVI. — Rois de Suède depuis Stenkil jusqu'à l'union de Calmar.

Chapitre XVII. — Troubles politiques et religieux en Danemark. Rois de Danemark jusqu'à Valdemar III inclusivement.

Chapitre XVIII. — Vladimir Monomaque. Guerre entre les princes apanagés. Moscou. État de la Russie au commencement du treizième siècle.

Chapitre XIX. — Invasion des Mongols. Alexandre Nevsky. Jean Kalita. Jean Ivanovitch. Dmitri Donskoï. Vassili. Tamerlan. Royaume de Kazan. Khanat de Crimée. Jean Vassilievitch. Abaissement de Novgorod. Chute de la grande horde. Hostilités des Russes contre les Danois et les Suédois.

Chapitre XX. — Vassili Ivanovitch. Guerre contre la Pologne. Les Tauriens et les Kazanais menacent Moscou. Développement de la puissance des Lithuaniens. Considérations sur la puissance et la chute des Mongols en Russie.

TROISIÈME VOLUME.

Chapitre XXI. — Aperçu général sur l'état de l'Europe au quinzième siècle. Marguerite. Union de Calmar. Henri de Holstein. Le duc Adolphe. Engelbreckt. Charles Knutson Bonde. Christophe. Christiern d'Oldenbourg. Sten Sture. Mort de Christiern.

Chapitre XXII. — Jean est couronné roi de Suède. Svante Sture. Paix avec les villes confédérées. Christiern II. Sten Sture. Entrée de Christiern II à Stockholm.

Chapitre XXIII. — Gustave Vasa. Déposition et fuite de Christiern II. Élection de Gustave. La réforme en Suède. Politique de Gustave ; sa mort.

Chapitre XXIV. — Tendances politiques et religieuses de l'Europe au seizième siècle.

Chapitre XXV. — La Lithuanie et la Pologne dans leurs rapports avec la Russie.

Chapitre XXVI. — Jean IV, le Terrible, monte sur le trône. Il prend le titre de tsar. Sylvestre et Adachef. Prise de Kazan. Relations commerciales des Anglais avec la Russie. Guerre de Livonie. Établissement de l'Opritchina. Cruautés du tsar. Proscriptions à Novgorod. Les Tatars brûlent Moscou. Victoire des Russes sur les Tauriens. Continuation de la guerre contre la Suède. Etienne Bathory, roi de Pologne. Succès des Polonais contre les Russes. Conquêtes de la Sibérie. Féodor. Boris Godounof. Couronnement de Boris. Le faux Dmitri. Son élévation et sa mort. Schouiski. Dissensions en Russie ; guerre contre les Polonais et les Suédois. Skopin. Minin. Pojarski. Michel Romanof.

Chapitre XXVII. — Alexis Mikhaélovisch. Bogdanko Khmelnicki. Établissement des Cosaques en Russie. Guerres avec la Pologne et la Suède. Morosof. Nikon Stenko-Riazin. Le code russe (*Rouskaïa Pravda*). Féodor.

Chapitre XXVIII. — Frédéric, roi de Danemark. Priviléges accordés à la noblesse. Christiern III. Guerre contre Lubeck. Prise de Copenhague. La noblesse laïque devient prépondérante. Frédéric II. Expédition contre les Dithmarses. Déposition d'Éric XIV. Il est remplacé en Suède par Jean. Paix de Roschild. Paix de Stettin.

Chapitre XXIX. — Sigismond, fils de Jean, sur le trône de Pologne. Réaction catholique en Suède. Succès des Russes en Ingrie. Sigismond proclamé roi de Suède. Naissance de Gustave-Adolphe. Paix de Teusin. Charles IX. Gustave-Adolphe, prince royal. Bataille de Kexholm. Guerre avec le Danemark.

Chapitre XXX. — Gustave-Adolphe. Coup d'œil général sur l'état des affaires en Allemagne. Préludes de la guerre de trente ans. Christiern IV, chef de la ligue protestante. Victoires de Wallenstein et de Tilly. Bataille de Hutter. Siége de Stralsund. Gustave se déclare contre les Impériaux. Paix entre l'Empire et le Danemark. Éducation et caractère de Gustave-Adolphe. Armistice entre la Suède et la Pologne. Gustave en Allemagne. Alliance de la Suède et de la France. Bataille de Leipzig. Marche de Gustave sur le Rhin. Bataille de Lutzen. Mort de Gustave-Adolphe. Influence de l'intervention suédoise dans la guerre de trente ans.

QUATRIÈME VOLUME.

SECONDE PARTIE OU LIVRE DEUXIÈME.

SUITE DE L'ÉPOQUE POLITIQUE. — LES TRAITÉS.

Chapitre XXXI. — Considérations générales sur l'origine et l'esprit des traités. Influence de la Suède dans les traités de Westphalie. Christine est proclamée reine de Suède. Oxenstierna ; ses actes comme chef de la confédération de Heilbronn ; Richelieu traverse les projets du chancelier. Mutinerie de l'armée suédoise ; rivalités des généraux. Bataille de Nordlingen. Wallenstein ; sa fin. Défection de la Saxe. Prépondérance de Richelieu. Jean Banner. Guébriant et Longueville. Torstenson ; ses victoires. Le Danemark déclare la guerre à la Suède. Paix de Bromsebro sous la médiation de la France.

Chapitre XXXII. — Christine ; son caractère. Succès de Torstenson. Politique du chancelier. Turenne. La France fait reconnaître la neutralité de la Bavière. Turenne repasse le Rhin. Les Bavarois rompent l'armistice. Perplexité de Wrangel. Turenne conduit son armée au secours des Suédois. Konigsmark s'empare des faubourgs de Prague. Paix de Westphalie. Catherine refuse la main du prince palatin Charles-Gustave ; elle forme la résolution d'abdiquer ; le prince est désigné comme héritier de la couronne de Suède. Couronnement de Christine ; son abdication. Couronnement de Charles-Gustave.

Chapitre XXXIII. — État du Danemark après la paix de Westphalie. Dernières années de Christiern IV. Uhlfeld. Frédéric III. Traité d'alliance entre le Danemark et les états généraux. Intrigues et disgrâce d'Uhl-

feld ; il se retire près de Christine, et se concilie la confiance de Charles-Gustave. L'électeur de Brandebourg se reconnaît vassal de la Suède pour la Prusse ducale. Victoires des Suédois en Pologne. Les Hollandais s'en alarment, et poussent les Danois à la guerre. Victoires de Charles-Gustave en Danemark. Passage du Petit-Belt par l'armée suédoise. Le roi de Suède s'avance jusqu'à Copenhague. Paix de Roschild. Exposé des victoires de Charles-Gustave en Pologne ; négociations avec l'électeur Frédéric-Guillaume. Bataille de Varsovie, où Jean-Casimir est défait. Traité de Labiau. Guerre des Suédois contre les Russes ; armistice. Seconde guerre de Charles-Gustave contre le Danemark. Siége de Copenhague. Les Hollandais secourent cette place. Traité de la Haye. Mort de Charles-Gustave. Frédéric III change la constitution du Danemark. Le comte de Griffenfeld. Mort de Frédéric III.

Chapitre XXXIV. — Minorité de Charles XI. État de la Suède. Traité de Wassenaer. Guerre dans l'électorat. Revers des armées suédoises ; bataille de Fehrbellen. La diète de Ratisbonne met la Suède au ban de l'Empire. Guerre entre le Danemark et la Suède ; paix de Lunden. Prétentions de la noblesse suédoise. Charles XI réduit les priviléges de l'aristocratie. Prospérité de la Suède sous Charles XI ; sa mort. Christiern V monte sur le trône de Danemark. Faveur de Griffenfeld. Convention de Rendsbourg. Disgrâce de Griffenfeld. Démêlés entre Christiern et le duc de Gottorp. Mort de Christiern.

Chapitre XXXV. — État de la Russie à la mort d'Alexis Mikhaélovitch. Enfance de Pierre Ier. Régence de Sophie. Révolte des strélets. Ivan. Pierre prend les rênes de l'État ; son caractère ; ses plans ; ses réformes. Siége d'Azof. Mort d'Ivan. Voyages de Pierre ; conspiration ; sévérité du tsar. Mort de Lefort. Pierre supprime la dignité de patriarche ; établissement du synode.

Chapitre XXXVI. — Charles XII. Auguste de Saxe. Pattkul. Ligue contre la Suède. Succès de Charles XII en Danemark. Pacification de Travendal. Bataille de Narva. Charles transporte le théâtre de la guerre dans la grande Pologne. Victoires de Charles XII. Il exige la déposition du roi Auguste. Les Russes battent les Suédois à Pernau. Catherine. Progrès des Russes dans l'Ingrie. Fondation de Saint-Pétersbourg. Déchéance d'Auguste ; Stanislas Leczinski, roi de Pologne. La Russie est menacée ; Pierre tente vainement la voie des négociations. Bataille de Lesno. Mazeppa. Poltawa. Capitulation de Lowenhaupt. Charles XII à Bender. Auguste remonte sur le trône de Pologne. Conquête de la Livonie par le tsar. Campagne de Turquie. Position critique des Russes. Présence d'esprit de Catherine. Traité de Falksen. Mariage d'Alexis. Détresse de la Suède. Retour de

Charles XII. Paix entre la Russie et la Porte. Gortz. Charles XII tombe à Frédérikshall.

Chapitre XXXVII. — Pierre le Grand à Paris. Condamnation d'Alexis. Ulrique-Eléonore. Frédéric de Hesse. Paix de Nystadt. Guerre des Russes contre la Porte. Catherine est solennellement couronnée. Infidélité de Catherine. Mort de Pierre le Grand.

Chapitre XXXVIII. — Catherine Ire. Mentchikof. Maurice de Saxe, duc de Courlande. Pierre II. Disgrâce de Mentchikof. Dolgorouki. Mort de Pierre II. Anne. Bieren. Troubles de Pologne. Auguste III. Munich. Paix de Belgrade. Bieren, nommé duc de Courlande. Mort de la tsarine Anne. Ivan est désigné comme successeur sous la régence de Bieren. Le duc et la duchesse de Brunswick. La Chétardie. Manstein. Exil de Bieren. Disgrâce de Munich. Guerre entre la Russie et la Suède. Une conspiration de palais porte Elisabeth sur le trône. Elle déclare la guerre à la Suède, et désigne pour successeur au trône de Russie le duc de Holstein-Gottorp. Conférence d'Abo. Le duc de Holstein épouse Sophie-Auguste d'Anhalt-Zerbst, qui règne sous le nom de Catherine II. Traité de la quadruple alliance. Elisabeth prend parti pour Marie-Thérèse. Bestoujef. Guerre des Russes contre les Prussiens. Poniatowski. Victoires des Russes. Mort d'Elisabeth. Elle abolit la peine de mort. Pierre III. Ses bizarreries. La princesse Dachkof. Panin. Orlof. Catherine détrône l'empereur. Meurtre de Pierre III.

Chapitre XXXIX. — Depuis Frédéric IV, le Danemark s'efface. État de la Suède. Les *bonnets* et les *chapeaux*. Adolphe-Frédéric. Louise-Ulrique. La Suède se déclare contre Frédéric II dans la guerre de sept ans. Le prince royal Gustave se rend à Paris et obtient l'appui du cabinet de Versailles.

Chapitre XL. — État de l'Europe à l'avénement de Catherine II. Sa politique. Sédition. Occupation de la Courlande. Kayserling. Catherine veut faire un roi de Pologne. Mort d'Auguste. Les Czartoryski. Repnin. Alliance de Catherine et du roi de Prusse. Élection de Poniatowski. Mort d'Ivan. Intrigues en Pologne. Résistance nationale. Saldern. Les dissidents. Confédération de Radom. Krassinski. Poulawski. Guerre contre la Turquie. Combat de Tchesmé. Roumianzof. Premier partage de la Pologne. Souvorof. Traité de Kaïnardji. Pougatchef. Potemkin. Traité de Teschen. Catherine protége le droit des neutres. Invasion de la Crimée. Voyage de Catherine en Tauride. Traité de Wéréla. Victoires des Russes en Turquie. Paix de Szistof. Traité de Loo. Constitution du 3 mai. Paix d'Yassi. Confédération de Targowicz. Faiblesse de Poniatowski. Kosciuszko. Second partage de la Pologne. Insurrection. Troisième partage de la Pologne. Mort de Catherine II.

Chapitre XLI. — Gustave III change la constitution suédoise. Caractère de ce prince. Expédition de Finlande. Le Danemark déclare la guerre à la Suède. Révolte des officiers suédois en Finlande. Catherine oppose Gustave III à la France. Assassinat de ce prince.

Chapitre XLII. — Paul Ier. Il s'éloigne de la politique de Catherine. Son couronnement. Son alliance avec l'Autriche contre la république française. Victoires de Souvorof. Masséna triomphe à Zurich. Disgrâce de Souvorof. Traité de Lunéville. Paul se rapproche du premier consul. Conspiration contre Paul. Sa mort. Alexandre Ier. Son alliance avec l'Angleterre. Réunion de la Géorgie à la Russie. Capitulation d'Ulm. Victoire d'Austerlitz. Traité de Presbourg. Confédération du Rhin. Batailles d'Eylau et de Friedland. Traité de Tilsitt. Incendie de Copenhague. Progrès des Russes dans l'Orient. Gustave IV perd la Finlande. Il est déposé. Charles XIII. Le prince d'Augustembourg. Le prince de Ponte-Corvo est élu prince royal de Suède. Traité de Schonbrunn. Napoléon épouse Marie-Louise. Traité de Boukharest. Alexandre refuse de subir les conséquences du sytème continental. Entrée des Français en Russie. Bataille de Borodino. Incendie de Moscou. Retraite de l'armée française. Traité de Kalisch. Désastre de Leipzig. Restauration. Retour de l'île d'Elbe. Waterloo. Traités de la sainte alliance et de Paris. Mysticisme de l'empereur Alexandre. Madame Krudener. Insurrection des Grecs. Mort d'Alexandre.

Conclusion. — Coup d'œil sur les règnes du roi Charles-Jean et de l'empereur Nicolas.

FIN DE LA TABLE.